

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Reprise : des situations
divergentes à gérer

AVRIL
2021



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Reprise : des situations
divergentes à gérer

AVRIL
2021



©2021 Fonds monétaire international

Couverture et maquette : département services intégrés et équipements du FMI,
division des services multimédias
Composition : AGS, une société du groupe RR Donnelley

Édition française

Département services intégrés et équipements du FMI,
section française de la division des services linguistiques

Cataloging-in-Publication Data

Joint Bank-Fund Library

Names: International Monetary Fund.

Title: World economic outlook (International Monetary Fund)

Other titles: WEO | Occasional paper (International Monetary Fund) | World economic and financial surveys.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 1980- | Semiannual | Some issues also have thematic titles. | Began with issue for May 1980. | 1981-1984: Occasional paper / International Monetary Fund, 0251-6365 | 1986-: World economic and financial surveys, 0256-6877.

Identifiers: ISSN 0256-6877 (print) | ISSN 1564-5215 (online)

Subjects: LCSH: Economic development—Periodicals. | International economic relations—Periodicals. | Debts, External—Periodicals. | Balance of payments—Periodicals. | International finance—Periodicals. | Economic forecasting—Periodicals.

Classification: LCC HC10.W79

HC10.80

ISBN 978-1-51357-732-6 (français, version papier)

Les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont une étude des services du FMI publiée deux fois par an, au printemps et à l'automne. Rédigées par les services du FMI, les PEM ont bénéficié des commentaires et suggestions des administrateurs à l'issue de la séance du conseil d'administration consacrée à l'examen des PEM le 25 mars 2021. Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement ceux du conseil d'administration ou des autorités nationales qui y sont représentées.

Référence recommandée : Fonds monétaire international. 2021. *Perspectives de l'économie mondiale — Reprise : des situations divergentes à gérer*. Washington, avril.

Les commandes doivent être adressées à :
International Monetary Fund, Publication Services
P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, U.S.A.
Tél. : (202) 623-7430 Téléc. : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org
www.imfbookstore.org
www.elibrary.imf.org

TABLE DES MATIÈRES

Hypothèses et conventions	viii
Autres informations	x
Données	xi
Préface	xii
Avant-propos	xiii
Résumé	xvi
Chapitre 1. Perspectives et politiques mondiales	1
Une reprise inégale dans un climat de grande incertitude	1
La pandémie continue d’infliger un lourd bilan humain	1
Les mesures sans précédent prises par les pouvoirs publics ont permis d’éviter le pire	3
Perspectives : nouvelles disparités et défis pour les pouvoirs publics	6
Des trajectoires divergentes et un PIB inférieur aux prévisions établies avant la pandémie	10
Les pressions inflationnistes devraient rester limitées dans la plupart des pays	12
Le commerce international de services devrait rester atone	14
Une incertitude primordiale et des risques nombreux	14
Priorités	16
Adapter les mesures aux différentes phases de la pandémie et de la reprise	17
Phase 1 : sortir de la crise	17
Phase 2 : préserver la reprise	18
Phase 3 : investir dans le futur	20
Encadré des scénarios	24
Encadré 1.1. Industrie manufacturière mondiale : reprise en V et incidences sur les perspectives mondiales	26
Encadré 1.2. Qui subit le plus les effets des changements climatiques ?	
Exemple des catastrophes naturelles	29
Dossier spécial — Marchés des produits de base : évolution et prévisions	31
Bibliographie	43
Chapitre 2. Séquelles de la pandémie de COVID-19 : perspectives de dommages économiques à moyen terme	45
Introduction	45
Offre et demande dans une économie à contacts interpersonnels limités : présentation du choc lié à la pandémie	47
Analyse des récessions antérieures	50
Conséquences pour le moyen terme : combien de temps les dommages à la production provoqués par la COVID-19 sont-ils susceptibles de durer ?	56
Mesures pour limiter les dommages persistants	58
Conclusions	59
Encadré 2.1. Une « tempête parfaite » s’abat sur le secteur de l’hôtellerie et de la restauration	61
Encadré 2.2. Pertes d’apprentissage durant la pandémie et rôle des infrastructures	63
Bibliographie	65

Chapitre 3. Récessions et reprises sur les marchés du travail : tendances, politiques et ripostes au choc de la COVID-19	67
Introduction	67
Chocs sectoriels, tendances en matière de redéploiement et cycle conjoncturel	71
Transitions sur le marché du travail, inégalités et récessions	74
Action des pouvoirs publics en réponse au choc de la COVID-19 : comparaison entre mesures de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs	77
Conclusion	82
Bibliographie	85
Chapitre 4. Changement de braquet : répercussions des politiques monétaires pendant la reprise post-pandémie	87
Introduction	87
Répercussions des surprises de politique monétaire en provenance des pays avancés	91
Répercussions des nouvelles économiques concernant les pays avancés	96
Facteurs déterminants de la réaction de politique monétaire des pays émergents	98
Conclusion	102
Encadré 4.1. Programmes d'achat d'actifs des pays émergents : motivations et efficacité	105
Bibliographie	106
Appendice statistique	109
Hypothèses	109
Modifications récentes	109
Données et conventions	109
Notes sur les pays	111
Classification des pays	112
Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	113
Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2019	114
Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe	115
Tableau C. Union européenne	115
Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation	116
Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette et appartenance aux groupes des pays pauvres très endettés et des pays en développement à faible revenu	117
Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente	119
Tableau G. Principaux documents relatifs aux données	120
Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections	130
Liste des tableaux	135
Production mondiale (tableaux A1–A4)	136
Inflation (tableaux A5–A7)	143
Politiques financières (tableau A8)	148
Commerce extérieur (tableau A9)	149
Transactions courantes (tableaux A10–A12)	151
Balance des paiements et financement extérieur (tableau A13)	158
Flux de ressources (tableaux A14–A15)	162
<i>Perspectives de l'économie mondiale, questions d'actualité</i>	167
Examen des perspectives par le conseil d'administration du FMI, avril 2021	177

Tableaux

Tableau 1.1. <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> : aperçu des projections	8
Tableau 1.2. Aperçu des projections des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> avec pondération selon les taux de change du marché	10
Tableau 1.DS.1. Incidence des chocs de l'offre alimentaire sur l'inflation des denrées alimentaires	36
Tableau 1.DS.2. Corrélations entre les chocs sur l'offre alimentaire	36
Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	37
Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	38
Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	39
Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	40
Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	41
Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif	42
Tableau 2.1. Conséquences différenciées d'un secteur à l'autre	47

Graphiques

Graphique 1.1. Une course entre virus et vaccins	2
Graphique 1.2. Achats confirmés de vaccins	2
Graphique 1.3. Indicateurs de l'activité mondiale	3
Graphique 1.4. Groupes les plus touchés	3
Graphique 1.5. Croissance inattendue et rebond des cas de COVID-19	3
Graphique 1.6. Importations mondiales : contributions par type de marchandises et par région	4
Graphique 1.7. Emploi et participation à la population active	4
Graphique 1.8. Pays avancés : situation monétaire et situation des marchés financiers	5
Graphique 1.9. Pertes mondiales d'apprentissage imputables à la pandémie de COVID-19	5
Graphique 1.10. Variation des écarts EMBI	5
Graphique 1.11. Variation des taux de change effectifs réels, avril 2020–mars 2021	6
Graphique 1.12. Projections des écarts de production, 2020–23	6
Graphique 1.13. Effet des confinements sur l'activité : comparaison début/fin, 2020	7
Graphique 1.14. Évolution du secteur budgétaire, 2019–21	7
Graphique 1.15. Cours des produits de base	10
Graphique 1.16. Pertes de PIB à moyen terme par rapport à la tendance d'avant la pandémie, par région	11
Graphique 1.17. Inflation globale : contributions conjoncturelles et non conjoncturelles	13
Graphique 1.18. Inflation tendancielle dans les pays avancés	13
Graphique 1.19. Variation de l'inflation sur cinq ans et dans cinq ans	13
Graphique 1.20. Solde courant et positions extérieures	14
Graphique 1.21. Faillites au cours de la récession actuelle et de crises précédentes	19
Graphique 1.22. Émissions cumulées de dioxyde de carbone dans le monde, 2020 par rapport à 2019	22
Graphique 1 de l'encadré des scénarios. Autres évolutions possibles de la lutte contre le virus de la COVID-19	24
Graphique 1.1.1. Industrie manufacturière mondiale : principaux secteurs	26
Graphique 1.1.2. Industrie manufacturière mondiale par secteur	27
Graphique 1.1.3. Corrélation entre les mesures de confinement dans les pays avancés et la consommation de biens durables	27
Graphique 1.1.4. Stocks dans les pays avancés et perspectives de l'industrie manufacturière	28

Graphique 1.2.1. Fréquence et effets hétérogènes des catastrophes naturelles liées aux conditions météorologiques	29
Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base	31
Graphique 1.DS.2. Stocks mondiaux de pétrole	32
Graphique 1.DS.3. Sous-alimentation, composition du régime alimentaire et revenu	33
Graphique 1.DS.4. Les incidences de la pandémie	34
Graphique 1.DS.5. Insécurité alimentaire et cycle conjoncturel	35
Graphique 1.DS.6. Les pays à faible surface cultivée subissent des chocs sur la production plus forts	36
Graphique 2.1. Valeur ajoutée durant les récessions, par groupe de secteurs	47
Graphique 2.2. Modes de consommation durant la COVID-19 aux États-Unis	48
Graphique 2.3. Évolution des prix par secteur aux États-Unis	48
Graphique 2.4. Emploi, par groupe de secteurs	49
Graphique 2.5. Incidences sur les petites entreprises aux États-Unis	49
Graphique 2.6. Pertes de production à moyen terme et vecteurs d'impact	51
Graphique 2.7. Trajectoires de reprise au lendemain de récessions profondes et légères	51
Graphique 2.8. Effets propres et effets de contagion	53
Graphique 2.9. Effets propres et effets de contagion provenant de chocs sectoriels	54
Graphique 2.10. Reprise au lendemain de chocs sectoriels défavorables	54
Graphique 2.11. Effets propres et effets de contagion relatifs du choc de la COVID-19	55
Graphique 2.12. Pertes de production à moyen terme	57
Graphique 2.13. Pertes de production escomptées à moyen terme : facteurs explicatifs et révisions	58
Graphique 2.1.1. Dommages au secteur de l'hôtellerie et de la restauration provoqués par la COVID-19	61
Graphique 2.2.1. Où les pertes d'apprentissage sont-elles plus prononcées ?	64
Graphique 3.1. Situation du marché du travail dans les pays avancés	68
Graphique 3.2. Situation du marché du travail dans les pays émergents et les pays en développement	68
Graphique 3.3. Évolution de l'emploi par secteur et cycle conjoncturel	71
Graphique 3.4. Évolution de la tendance des offres d'emploi en ligne par secteur	72
Graphique 3.5. Évolution du marché du travail en fonction des phases du cycle conjoncturel	73
Graphique 3.6. Emploi par secteur, par vulnérabilité à l'automatisation, par niveau de qualification et selon la phase du cycle conjoncturel	74
Graphique 3.7. Probabilités de transition sur le marché du travail par phase du cycle conjoncturel et catégorie démographique	75
Graphique 3.8. Changements de profession	76
Graphique 3.9. Dépenses publiques au titre des politiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs : avant la COVID-19 et riposte à la COVID-19	78
Graphique 3.10. Effets des politiques publiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs	79
Graphique 3.11. Simulations modélisées : chocs de confinement et politiques du marché du travail	80
Graphique 3.12. Incidence des politiques sur les inégalités de revenu	81
Graphique 4.1. Flux de portefeuille cumulés	88
Graphique 4.2. Politique monétaire dans les pays avancés	88
Graphique 4.3. Primes de risque de crédit dans les pays émergents	88
Graphique 4.4. Baisses des taux directeurs dans les pays émergents entre mars et août 2020	88
Graphique 4.5. Dates d'annonce des programmes d'achat d'actifs dans les pays émergents et VIX	89
Graphique 4.6. Variation des courbes des rendements des obligations publiques dans les pays émergents après des décisions de politique monétaire inattendues	92
Graphique 4.7. Effets de modifications inattendues de la politique monétaire américaine sur certaines variables	92
Graphique 4.8. Évolution temporelle de la sensibilité des rendements dans les pays émergents aux modifications inattendues de la politique monétaire américaine	93

Graphique 4.9. Facteurs amplifiant les répercussions des modifications inattendues de la politique monétaire américaine	94
Graphique 4.10. Scénario contrefactuel : conditions de financement dans les pays émergents en l'absence d'assouplissement de la politique de la Réserve fédérale américaine	95
Graphique 4.11. Effets des annonces de lignes de crédit réciproque pour le Brésil et le Mexique	96
Graphique 4.12. Effets des nouvelles positives concernant l'activité économique aux États-Unis	97
Graphique 4.13. Effets des nouvelles positives concernant les vaccins contre la COVID-19	98
Graphique 4.14. Facteurs déterminants du recours aux PAA pendant la crise de la COVID-19 : cadres d'action	100
Graphique 4.15. Facteurs déterminants du recours aux PAA pendant la crise de la COVID-19 : situation budgétaire	100
Graphique 4.16. Facteurs déterminants du recours aux PAA pendant la crise de la COVID-19 : autres instruments	101
Graphique 4.17. Facteurs déterminants des baisses de taux directeurs pendant la crise de la COVID-19 : cadres d'action	102
Graphique 4.18. Facteurs déterminants des baisses de taux directeurs pendant la crise de la COVID-19 : situation intérieure	103
Graphique 4.1.1. Annonces de programmes d'achat d'actifs : effet sur les rendements obligataires	105

HYPOTHÈSES ET CONVENTIONS

Les projections de la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent sur un certain nombre d'hypothèses. On suppose que les taux de change effectifs réels resteront constants aux niveaux moyens observés entre le 18 janvier 2021 et le 15 février 2021, et que les taux bilatéraux des monnaies faisant partie du mécanisme de change européen II resteront constants en valeur nominale par rapport à l'euro ; que les politiques économiques nationales actuelles seront maintenues (en ce qui concerne les hypothèses relatives aux politiques budgétaires et monétaires de certains pays, voir l'encadré A1 de l'appendice statistique) ; que le cours moyen du baril de pétrole sera de 58,52 dollars le baril en 2021 et de 54,83 dollars le baril en 2022, et qu'il restera constant en valeur réelle à moyen terme ; que le taux offert à Londres sur les dépôts interbancaires à six mois en dollars s'établira en moyenne à 0,3 % en 2021 et à 0,4 % en 2022 ; que le taux des dépôts interbancaires à trois mois en euros sera en moyenne de -0,5 % en 2021 et 2022 ; que le taux des certificats de dépôt à six mois au Japon se chiffrera, en moyenne, à -0,1 % en 2021 et à 0,0 % en 2022. Il s'agit évidemment d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les estimations et projections sont fondées sur les statistiques disponibles au 22 mars 2021.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- ... indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes ;
- entre des années ou des mois (par exemple 2020–21 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois inclusivement ;
- / entre deux années (par exemple 2020/21) indique un exercice budgétaire (financier).

Par « billion », il faut entendre mille milliards.

Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.

Par « points de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à $\frac{1}{4}$ de point (de pourcentage).

Les données portent sur les années civiles, sauf dans le cas de quelques pays qui utilisent les exercices budgétaires. Veuillez consulter le tableau F de l'appendice statistique, qui énumère les pays dont les périodes de déclaration pour les comptes nationaux et les finances publiques sont différentes.

Pour certains pays, les données de 2020 et des années antérieures sont établies à partir d'estimations et non de chiffres effectifs. Veuillez consulter le tableau G de l'appendice statistique, qui donne pour chaque pays les dernières données réelles pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Ce qui est nouveau dans la présente édition :

- Le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire a été ajouté aux principaux tableaux du chapitre 1 et de l'appendice statistique et comprend les pays émergents et les pays en développement qui ne sont pas classés parmi les pays en développement à faible revenu.
- À partir de l'édition d'avril 2021 des PEM, les données et les prévisions relatives au PIB réel pour la Nouvelle-Zélande sont présentées en fonction de la production et non des dépenses.
- Les données relatives à la Cisjordanie et à Gaza sont désormais prises en considération dans les PEM. La Cisjordanie et Gaza ont été ajoutées au groupe régional du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

Les conventions suivantes s'appliquent aux graphiques et aux tableaux :

- Si aucune source n'est indiquée dans les tableaux et graphiques, les données sont tirées de la base de données des PEM.
- Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.

- Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.

Dans la présente étude, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière distincte et indépendante.

Des données composites sont fournies par divers groupes de pays selon leurs caractéristiques économiques ou région. Sauf indication contraire, les données composites pour les groupes de pays représentent des calculs basés sur 90 % ou plus des données de groupe pondérées.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

AUTRES INFORMATIONS

Corrections et révisions

Les données et analyses figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont établies par les services du FMI au moment de la publication du rapport. Les services du FMI s'attachent à assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité. Lorsque des erreurs sont notées, des corrections et révisions sont incluses dans les éditions numériques qui sont disponibles sur le site Web du FMI et dans sa bibliothèque en ligne (voir ci-dessous). Tous les changements de fond figurent dans la table des matières en ligne.

Versions imprimée et numériques

Version imprimée

Des exemplaires papier du présent rapport peuvent être commandés à la librairie du FMI à l'adresse imfbk.st/29821.

Versions numériques

Diverses versions numériques du rapport (ePub, PDF aux fonctionnalités accrues, Mobi et HTML) sont disponibles à la bibliothèque en ligne du FMI : <http://www.elibrary.imf.org/APR21WEO>.

Veillez télécharger un exemplaire PDF gratuit du rapport et des ensembles de données pour chacun des graphiques y figurant sur le site Web du FMI à l'adresse www.imf.org/publications/weo ou scannez le code QR ci-dessous pour accéder directement à la page d'accueil des *Perspectives de l'économie mondiale*.



Copyright et réutilisation

Des informations sur les modalités de réutilisation du contenu de la présente publication figurent à l'adresse www.imf.org/external/terms.htm.

La présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) peut être consultée en version intégrale sur le site de la bibliothèque en ligne du FMI (www.elibrary.imf.org) et le site du FMI (www.imf.org). On trouvera à la même adresse un ensemble d'informations (extraites de la base de données) plus étoffé que celui contenu dans le rapport, sous forme de fichiers renfermant les séries le plus souvent demandées par les lecteurs. Ces fichiers peuvent être téléchargés et sont utilisables avec divers logiciels.

Les données figurant dans les PEM sont établies par les services du FMI au moment de la rédaction du rapport. Les données rétrospectives et les projections reposent sur les informations rassemblées par les économistes chargés des pays dans le cadre de leurs missions dans les pays membres et de leur analyse permanente de la situation dans chaque pays. Les données rétrospectives sont mises à jour continuellement à mesure que les informations sont disponibles, et les interruptions structurelles sont souvent ajustées de manière à produire des séries lisses à l'aide de techniques d'agrégation, entre autres. Les estimations des services du FMI demeurent des données supplétives pour les séries rétrospectives lorsque des informations complètes ne sont pas disponibles. En conséquence, les données des PEM peuvent différer de celles d'autres sources avec des données officielles, y compris les International Financial Statistics du FMI.

Les données et les métadonnées des PEM sont fournies «telles quelles» et «telles que disponibles», et l'on s'efforce d'assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité, mais sans pouvoir le garantir. Lorsque des erreurs sont découvertes, on cherche de manière concertée à les corriger si nécessaire et si possible. Les corrections et les révisions effectuées après la publication sont incluses dans les éditions électroniques disponibles dans la bibliothèque en ligne du FMI (www.elibrary.imf.org) et sur le site Internet du FMI (www.imf.org). Tous les changements importants figurent en détail dans les tables des matières en ligne.

Pour des détails sur les modalités d'utilisation de la base de données des PEM, veuillez vous référer au site Internet du FMI sur les droits d'auteur (www.imf.org/external/terms.htm).

Les demandes de renseignements sur le contenu des PEM et de la base de données y afférentes doivent être adressées par courrier classique, par télécopie ou sur le forum en ligne (le service ne peut répondre aux demandes de renseignements par téléphone) à :

World Economic Studies Division
Research Department
International Monetary Fund
700 19th Street, NW
Washington, DC 20431, USA
Télécopie : (202) 623-6343
Forum en ligne : www.imf.org/weoforum

PRÉFACE

Les projections et l'analyse présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* font partie intégrante de la surveillance que le FMI exerce sur l'évolution et les politiques économiques des pays membres, les marchés financiers internationaux et le système économique mondial. Le rapport sur les perspectives et politiques économiques mondiales est l'aboutissement d'une étude interdépartementale exhaustive, fondée pour l'essentiel sur les renseignements recueillis par les services du FMI dans le cadre de leurs consultations avec les pays membres. Ces consultations sont menées en particulier par les départements géographiques (le département Afrique, le département Asie et Pacifique, le département Europe, le département Hémisphère occidental et le département Moyen-Orient et Asie centrale) et divers départements de soutien : le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, le département des marchés monétaires et de capitaux et le département des finances publiques.

L'analyse que présente le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale est coordonnée par le département des études sous la direction générale de Gita Gopinath, conseillère économique et directrice du département des études. Les travaux ont été dirigés par Petya Koeva Brooks, directrice adjointe du département des études, Oya Celasun, sous-directrice du département des études et chef de l'équipe spéciale du FMI sur les effets de contagion, et Malhar Nabar, chef de division du département des études.

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Philip Barrett, John Bluedorn, Christian Bogmans, Francesca Caselli, Wenjie Chen, Sonali Das, Philipp Engler, Niels-Jakob Hansen, Toh Kuan, Weicheng Lian, Giacomo Magistretti, Jorge Mondragon, Jean-Marc Natal, Andrea Pescatori, Roberto Piazza, Ervin Prifti, Evgenia Pugacheva, Galen Sher, Ipei Shibata, Marina M. Tavares, Nico Valckx et Philippe Wingender.

Ont aussi contribué : Gavin Asdorian, Srijoni Banerjee, Eric Bang, Mariya Brussevich, Luisa Calixto, Marina Conesa Martinez, Allan Dizioli, Ananta Dua, Angela Espiritu, Chanpheng Fizzarotti, Chiara Fratto, Brendan Harnoys Vannier, Jinjin He, Mandy Hemmati, Youyou Huang, Benjamin Hunt, Yi Ji, Christopher Johns, Piyusha Khot, Eduard Laurito, Jungjin Lee, Claire Mengyi Li, Borislava Mircheva, Nadia Mounir, Susanna Mursula, Futoshi Narita, Savannah Newman, Cynthia Nyanchama Nyakeri, Emory Oakes, David de Padua, Ilse Peirtsegale, Hélène Poirson, Yiyuan Qi, Daniela Rojas Fernandez, Max Rozycki, Susie Xiaohui Sun, Nicholas Tong, Shan Wang, Dong Wenchuan, Yarou Xu, Hannah Leheng Yang et Huiyuan Zhao.

Joseph Procopio (du département de la communication) a dirigé l'équipe qui a corrigé le manuscrit anglais, avec le soutien de Christine Ebrahimzadeh pour la correction et la production de la publication ; Lucy Scott Morales, James Unwin, et Vector Talent Resources ont participé à la correction du manuscrit.

Le présent rapport a bénéficié des commentaires et suggestions d'autres départements et des administrateurs, qui l'ont examiné le 25 mars 2021. Cependant, les projections et les évaluations sont celles des services du FMI et ne doivent être attribuées ni aux administrateurs, ni aux autorités nationales qu'ils représentent.

Une année s'est écoulée depuis que la pandémie mondiale de COVID-19 a été déclarée, marquée par de terribles pertes en termes de vies humaines et de moyens de subsistance. Comme beaucoup d'autres dans le monde, des membres de l'équipe de rédaction des *Perspectives de l'économie mondiale* ont perdu des êtres chers, victimes d'une pandémie qui élargissait son emprise. Le bilan humain croissant dans le monde entier et les millions de personnes qui restent au chômage rappellent cruellement les difficultés sociales et économiques extrêmes auxquelles la communauté mondiale est toujours confrontée.

Pourtant, malgré la forte incertitude qui entoure la trajectoire de cette pandémie, on entrevoit de plus en plus une sortie à cette crise sanitaire et économique. Grâce à l'ingéniosité des milieux scientifiques, nous disposons de plusieurs vaccins capables de réduire la gravité et la fréquence des infections. Parallèlement, l'adaptation à la vie en temps de pandémie a permis à l'économie mondiale d'afficher de bons résultats malgré une mobilité globalement atone et a provoqué un rebond plus fort que prévu, en moyenne, dans toutes les régions. De nouvelles mesures de soutien budgétaire dans certains pays, en particulier aux États-Unis, qui se sont ajoutées aux mesures sans précédent qui avaient déjà été prises l'an dernier, ainsi que le maintien d'une politique monétaire accommodante, ont encore amélioré les perspectives économiques.

Nous prévoyons désormais une reprise de l'économie mondiale plus forte en 2021 et 2022 par rapport à nos prévisions précédentes, avec une croissance de 6 % en 2021 et de 4,4 % en 2022. Des défis redoutables sont cependant à attendre, car le rythme de la reprise est différent selon les pays, et au sein des pays, et la crise risque de provoquer des dommages persistants à l'économie.

Comme le souligne le chapitre 1, des reprises à plusieurs vitesses sont engagées dans toutes les régions et dans les différentes catégories de revenu : elles sont liées aux différences prononcées dans le rythme de déploiement des vaccins, à l'ampleur des mesures de soutien économique et à des facteurs structurels tels que la dépendance à l'égard du tourisme. Parmi les pays avancés, les États-Unis devraient dépasser le niveau de PIB qu'ils

connaissaient avant la pandémie, tandis que beaucoup d'autres pays dans la même catégorie ne retrouveront leur niveau pré-COVID qu'en 2022. De même, parmi les pays émergents et les pays en développement, la Chine avait déjà retrouvé son PIB d'avant la pandémie en 2020, mais beaucoup d'autres pays ne devraient pas parvenir avant le courant de 2023.

Les trajectoires divergentes de la reprise vont probablement creuser davantage les écarts de niveau de vie entre les pays en développement et les autres, par rapport aux attentes avant la pandémie. Les pertes de production cumulées de 2020 à 2022, par rapport aux projections antérieures à la pandémie, représentent l'équivalent de 20 % du PIB par habitant de 2019 dans les pays émergents et les pays en développement (hors Chine), tandis que dans les pays avancés, ces pertes devraient être relativement moins importantes et s'établir à 11 %. Les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté ont ainsi été réduits à néant, et on estime que depuis la pandémie, 95 millions de personnes de plus sont passées sous le seuil d'extrême pauvreté en 2020 et 80 millions de personnes de plus sont sous-alimentées.

Alors que nous comprenons mieux comment le choc s'est transmis dans les différents secteurs et a traversé les frontières, et forts de l'expérience de profondes récessions, nous sommes désormais mieux à même d'évaluer les pertes probables à moyen terme. De nombreuses variables — des différences dans l'exposition initiale au choc, les structures économiques et les mesures de soutien — sous-tendent nos projections des séquelles et dommages persistants à moyen terme, comme il est indiqué au chapitre 2. Si l'économie mondiale devrait subir moins de pertes à moyen terme qu'à la suite de la crise financière mondiale, il est probable que les caractéristiques des dommages seront cette fois différentes selon les pays, les pays à faible revenu et les pays émergents souffrant davantage des répercussions de la crise qu'il y a une décennie, les pays avancés ayant été le plus touchés à l'époque.

Toutefois, ces disparités ne s'observent pas uniformément entre les pays, mais aussi au sein des pays. Comme on le voit au chapitre 3 (ainsi que dans l'édition d'avril 2021 du *Fiscal Monitor* (Moniteur des finances publiques)), les inégalités de revenu au sein des pays vont

sans doute se creuser, car les travailleurs jeunes et ceux qui sont relativement moins qualifiés sont plus durement frappés non seulement dans les pays avancés, mais aussi dans les pays émergents et les pays en développement. Dans ce dernier groupe de pays, le taux d'emploi des femmes reste inférieur à celui des hommes, ce qui exacerbe ces disparités. Certains effets montrent que la crise a touché certains secteurs plus que d'autres : l'emploi a davantage reculé dans les secteurs qui connaissent la plus forte concentration de travailleurs jeunes ou peu qualifiés, ainsi que dans les secteurs les plus exposés à l'automatisation. La crise ayant accéléré le pouvoir de transformation du passage au numérique et de l'automatisation, beaucoup d'emplois détruits l'ont sans doute été définitivement, obligeant les travailleurs à se déplacer vers d'autres secteurs, ce qui s'accompagne souvent de pertes de revenu importantes.

Une forte incertitude entoure ces projections, les aléas baissiers et haussiers étant nombreux. Un élément déterminant sera l'issue de la course entre le virus et les vaccins. Des progrès accrus des vaccinations peuvent améliorer les perspectives, mais l'arrivée de nouveaux variants du virus résistants aux vaccins pourrait les dégrader fortement. En outre, les grandes disparités du rythme de la reprise pourraient amener les pays à prendre des orientations divergentes. Depuis quelques mois, nous observons une nette hausse des taux d'intérêt à long terme, en partie du fait des nouvelles anticipations des marchés quant au rythme auquel la Réserve fédérale américaine va normaliser sa politique monétaire alors que les perspectives de croissance de l'économie américaine s'améliorent. Comme le montrent le chapitre 4 et l'édition d'avril 2021 du *Global Financial Stability Report* (Rapport sur la stabilité financière dans le monde), si ces hausses se font de façon ordonnée et correspondent à des anticipations d'une croissance plus forte, elles ne devraient pas poser de difficultés aux autres pays. En revanche, si elles traduisent le sentiment que l'orientation de la politique monétaire des pays avancés devra se durcir brusquement lorsque la reprise s'accélérera, les pays émergents et les pays en développement pourraient en subir les retombées négatives, en particulier les pays très endettés qui ont de gros besoins de financement. Ces pays pourraient alors régresser encore davantage par rapport aux pays avancés.

Pour éviter ces résultats contrastés, il faudra avant tout résoudre la crise sanitaire partout dans le monde. Dans le même temps, les politiques économiques devront limiter les dommages permanents, assurer la reprise et

préparer le monde post-COVID tout en tenant compte de la marge de manœuvre disponible. Déjà, des mesures économiques sans précédent ont permis d'éviter le pire, puisque d'après nos estimations, le grave effondrement de l'année dernière aurait pu être trois fois plus important si les autorités n'avaient pas pris rapidement des mesures de soutien dans le monde entier. Beaucoup de pays se retrouvent aujourd'hui avec une marge de manœuvre plus restreinte et une dette plus élevée qu'avant la pandémie. Les mesures devront donc être mieux ciblées pour rester à même de soutenir l'activité économique pendant cette période d'incertitude, alors que la course entre le virus et les vaccins est lancée.

Une approche sur mesure s'imposera : elle devra être bien adaptée en fonction de l'évolution de l'épidémie, de la vigueur de la reprise économique et de la situation économique et sociale de chaque pays. Comme le montre le présent rapport, tant que la pandémie se poursuivra, il faudra privilégier les dépenses consacrées aux soins de santé (à la production et la distribution de vaccins, aux traitements et aux infrastructures sanitaires) et apporter une aide budgétaire bien ciblée aux entreprises et aux ménages touchés. À mesure que la reprise progressera et que la situation du marché du travail retournera à la normale, il faudra progressivement réduire l'aide ciblée pour éviter de brusques revirements. À ce stade, il faudra s'attacher davantage à reconvertir et recycler les travailleurs tout en leur apportant une aide au revenu en fonction des besoins afin de les aider à traverser cette phase de transition et, parallèlement, élargir les subventions à l'embauche pour favoriser la création d'emplois. Des procédures de faillite accélérées et simplifiées peuvent faciliter davantage les réaffectations. Il faudra consacrer des moyens pour remédier aux pertes d'apprentissage chez les enfants qui ont perdu du temps d'enseignement, par exemple en augmentant les dépenses en faveur de l'éducation.

Une fois que la crise sanitaire sera passée, les pouvoirs publics pourront s'attacher davantage à bâtir des économies résilientes, inclusives et plus respectueuses de l'environnement, tant pour stimuler la reprise que pour accroître le potentiel de production. Il faudrait notamment, en priorité, investir dans des infrastructures vertes pour atténuer les changements climatiques, renforcer l'assistance et l'assurance sociales de façon à stopper le creusement des inégalités, lancer des initiatives destinées à accroître la capacité de production et s'adapter à la transition numérique de l'économie, et résoudre les situations de surendettement.

Il sera plus facile de financer ces efforts dans certains pays que dans d'autres. Dans les pays dont l'espace budgétaire est restreint, il sera essentiel d'améliorer l'administration des recettes, d'instaurer une plus grande progressivité de l'impôt et de réorienter les dépenses de façon à privilégier les dépenses cruciales dans les domaines de la santé, de la protection sociale et des infrastructures. Il serait utile à cet égard d'ancrer les mesures dans des cadres crédibles à moyen terme et de respecter les normes les plus strictes en matière de transparence de la dette, car cela permettrait de maîtriser les coûts d'emprunt et de réduire les risques budgétaires.

Sur la scène internationale, les pays doivent avant tout œuvrer de concert pour que les vaccinations soient généralisées dans le monde entier. L'industrie des vaccins tente de produire trois fois plus de vaccins que durant une année normale. Il n'est donc pas étonnant qu'elle se heurte à des difficultés majeures, notamment des goulets d'étranglement au niveau de l'offre de moyens de production. En outre, l'accès aux vaccins est profondément injuste, les pays à revenu élevé, qui représentent 16 % de la population mondiale, ayant préacheté 50 % des doses. Les pays devront collaborer pour résorber les goulets d'étranglement au niveau de la production, accélérer celle-ci, assurer un accès universel, notamment en finançant le dispositif COVAX sur lequel comptent beaucoup de pays à faible revenu pour obtenir des doses, et éviter les contrôles à l'exportation.

En outre, les décideurs doivent continuer à assurer un accès suffisant aux liquidités internationales. Les grandes banques centrales devraient donner des orientations précises sur les mesures à prendre en laissant largement le temps de se préparer pour éviter une période d'incertitude similaire à celle provoquée par l'annonce

du retrait des mesures monétaires non conventionnelles de la Réserve fédérale américaine en 2013. Les pays à faible revenu bénéficieront de la prolongation de l'interruption temporaire du remboursement de leur dette au titre de l'initiative de suspension du service de la dette et de la mise en œuvre du cadre commun établi par le G20 pour une restructuration ordonnée de la dette. Les pays émergents et les pays à faible revenu tireront profit d'une nouvelle allocation des droits de tirage spéciaux du FMI et du recours à titre préventif aux lignes de précaution du FMI telles que la ligne de crédit modulable et la facilité de décaissement à court terme.

Même si tous les yeux sont encore tournés vers la pandémie, il est essentiel de progresser dans la résolution des tensions commerciales et technologiques. En outre, les pays doivent coopérer sur l'atténuation des changements climatiques, le passage au numérique, la modernisation de la fiscalité internationale des entreprises et les mesures destinées à limiter les transferts des bénéfices à l'étranger, ainsi que l'évasion et la fraude fiscales.

Depuis un an, nous avons noté beaucoup d'innovations dans la politique économique et une augmentation massive des mesures de soutien au niveau national, en particulier dans les pays avancés qui en avaient les moyens. Un effort tout aussi ambitieux s'impose désormais au niveau multilatéral, en sus de l'aide considérable apportée jusqu'à présent par le FMI à 85 pays durant la pandémie. Si l'on ne redouble pas d'efforts pour donner à tous une injection d'équité, les écarts de niveau de vie entre les pays risquent de se creuser fortement et d'inverser la tendance au recul de la pauvreté mondiale observée depuis des décennies.

Gita Gopinath

Conseillère économique et directrice du département des études

Un an après le début de la pandémie de COVID-19, son bilan humain ne cesse de s'alourdir et reste préoccupant, même si l'amélioration de la couverture vaccinale suscite l'optimisme. Une grande incertitude entoure les perspectives économiques mondiales, essentiellement en rapport avec la trajectoire de la pandémie. La contraction de l'activité observée en 2020 a été, de mémoire d'homme, sans précédent, de par sa rapidité et son caractère synchronisé, mais la situation aurait pu être bien pire. Même s'il est difficile de le déterminer précisément, d'après les estimations des services du FMI, la contraction aurait pu être trois fois plus importante si les autorités n'avaient pas pris des mesures extraordinaires de soutien. Il reste encore beaucoup à faire pour venir à bout de la pandémie, ainsi qu'éviter une divergence du revenu par habitant entre les différents pays et un creusement persistant des inégalités au sein des pays.

Une amélioration des perspectives. Après une contraction estimée à 3,3 % en 2020, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6 % en 2021, qui devrait se modérer à 4,4 % en 2022. La contraction en 2020 est inférieure de 1,1 point de pourcentage aux projections de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), du fait d'une croissance supérieure aux prévisions au deuxième semestre dans la plupart des régions après que les mesures de confinement ont été allégées et que l'économie s'est adaptée aux nouveaux modes de travail. Les projections pour 2021 et 2022 sont supérieures aux prévisions de l'édition d'octobre 2020 des PEM, respectivement de 0,8 point de pourcentage et 0,2 point de pourcentage, en raison des mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises dans quelques grandes économies et de la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux vaccins. La croissance mondiale devrait ralentir et être ramenée à 3,3 % à moyen terme sous l'effet de la dégradation prévue du potentiel de l'offre et de forces antérieures à la pandémie, notamment l'augmentation plus lente que prévu de la population active du fait du vieillissement démographique dans les pays avancés et dans certains pays émergents. Grâce aux mesures sans précédent prises par les pouvoirs publics, la récession provoquée par la COVID-19 devrait probablement laisser moins de séquelles que la crise financière mondiale de 2008. Ce sont cependant les pays émergents et les pays en développement à faible revenu qui ont été

le plus durement touchés, et ils devraient subir des pertes plus importantes à moyen terme.

Des conséquences divergentes. Les pertes de production ont été particulièrement marquées dans les pays tributaires du tourisme et des exportations de produits de base, ainsi que dans ceux dont la marge de réaction était limitée. Beaucoup de ces pays étaient déjà dans une situation budgétaire précaire avant la crise et avaient peu de moyens de monter une riposte sanitaire de grande ampleur ou de préserver les moyens de subsistance. La reprise prévue succède à une contraction majeure qui a eu des conséquences particulièrement néfastes sur l'emploi et les revenus de certains groupes. Les jeunes, les femmes et les travailleurs relativement peu instruits, ainsi que les travailleurs de l'économie informelle, ont généralement été le plus durement touchés. La pandémie va sans doute sensiblement aggraver les inégalités de revenus.

Selon des estimations, près de 95 millions de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil d'extrême pauvreté en 2020 par rapport aux projections établies avant la pandémie. De plus, les pertes d'apprentissage ont été plus marquées dans les pays à faible revenu et les pays en développement, où les élèves ont eu plus de mal à faire face aux fermetures d'établissements, en particulier les filles et les élèves de ménages à faible revenu. Les revers qu'a subis la scolarisation ont été inégaux et pourraient creuser davantage les inégalités de revenus.

De grandes incertitudes entourent les perspectives mondiales. C'est la trajectoire de la crise sanitaire qui déterminera l'évolution de la situation. Elle variera selon que les nouvelles souches de COVID-19 réagissent aux vaccins ou prolongent la pandémie et dépendra de l'efficacité des mesures que les pouvoirs publics prendront pour limiter les séquelles économiques, de l'évolution des conditions financières et des prix des produits de base, ainsi que de la capacité d'adaptation de l'économie. Le flux et reflux de ces facteurs et leurs liens avec les caractéristiques propres à chaque pays détermineront le rythme de la reprise et l'ampleur de ces séquelles à moyen terme dans les différents pays (chapitre 2). Cette crise est sans précédent à de nombreux égards. Dans beaucoup de pays, les mesures de soutien et le manque d'occasions de dépenser ont sensiblement augmenté une épargne qui pourrait se libérer très rapidement si l'incertitude se dissipe. Dans le même temps, on ignore quelle est la

part de cette épargne qui sera dépensée compte tenu de la dégradation du bilan de nombre d'entreprises et de ménages (en particulier ceux qui ont une forte propension à consommer leur revenu) et de la fin des moratoires sur le remboursement des prêts. En somme, les aléas influant sur les perspectives semblent équilibrés à court terme, mais propices à une révision à la hausse ensuite.

Étant donné cette grande incertitude qui entoure les perspectives, les décideurs devraient privilégier des mesures qui seraient prudentes quelle que soit la situation dans le monde. Ils devraient par exemple renforcer la protection sociale en assouplissant les conditions d'admissibilité à l'assurance chômage de façon à inclure les travailleurs indépendants et les travailleurs de l'économie informelle (voir le chapitre 2 des PEM d'avril 2020), consacrer des moyens suffisants aux soins de santé, aux programmes de développement de la petite enfance, à l'éducation et à la formation professionnelle, et investir dans les infrastructures vertes pour accélérer la transition vers une économie moins tributaire du carbone. De plus, comme indiqué aux chapitres 2 et 3, ils devraient se préparer à adapter les mesures de soutien en faisant preuve de souplesse, en remplaçant par exemple les dispositifs d'urgence par une réaffectation des dépenses à mesure que la pandémie évolue, tout en préservant les dépenses sociales et en évitant de maintenir des dépenses inefficaces. Il est important d'inscrire l'aide à court terme dans des cadres crédibles à moyen terme (voir l'édition d'avril 2021 du *Fiscal Monitor* (Moniteur des finances publiques)). Là où une dette élevée limite la marge de manœuvre, il convient aussi de chercher à en créer en augmentant les recettes (réduction des allègements fiscaux, amélioration de la couverture des registres et adoption de taxes sur la valeur ajoutée bien conçues), en rendant l'imposition plus progressive et en réduisant les subventions inutiles.

Priorités. Les facteurs qui déterminent l'orientation à donner à la politique économique varient selon les pays, en particulier en fonction des progrès réalisés vers le retour à la normale. Les pays devront donc adapter leur riposte au stade de la pandémie, à la vigueur de la reprise et aux caractéristiques structurelles de l'économie. Une fois que les vaccinations seront généralisées et que les systèmes de santé retrouveront dans l'ensemble le même niveau de capacités disponibles qu'avant la COVID-19, les pays pourront commencer à lever les restrictions. Tant que la pandémie se poursuit, il faut en premier lieu viser à sortir de la crise, privilégier les dépenses de santé, fournir une aide budgétaire bien ciblée et maintenir une politique monétaire accommodante tout en surveillant les risques qui pèsent sur la stabilité financière. Puis, à mesure que la reprise progressera, les décideurs devront limiter les séquelles économiques à long terme en veillant à stimuler la capacité de

production (par des investissements publics par exemple) et en incitant davantage à allouer les ressources productives de façon efficiente. L'équilibre à trouver est fragile, en particulier dans le climat d'incertitude actuel. C'est pourquoi lorsque l'aide sera finalement réduite, il faudra éviter de brusques revirements. Ainsi, on diminuera progressivement la part des salaires prise en charge par l'État dans le cadre de programmes de chômage technique et de chômage temporaire en augmentant les subventions à l'emploi afin d'aider les travailleurs à se reconverter en fonction des besoins. Ce faisant, il ne faudra pas négliger les défis à long terme, à savoir stimuler la productivité, améliorer les cadres de politique économique et lutter contre les changements climatiques. Le rythme différent de la reprise selon les pays pourrait amener à prendre des orientations divergentes, en particulier si les pays avancés bénéficient avant les autres d'une vaste couverture vaccinale. Il est particulièrement essentiel que les banques centrales des pays avancés adoptent un cadrage prospectif précis et communiquent clairement, sans se contenter de calibrer la politique monétaire accommodante qui convient au niveau national. Cela aura en outre des conséquences vitales sur les conditions de financement extérieur des pays émergents et sur les effets de politiques divergentes sur les flux de capitaux (chapitre 4).

Il est essentiel de compter sur une forte coopération internationale pour atteindre ces objectifs et faire en sorte que les pays émergents et les pays en développement à faible revenu continuent de réduire l'écart entre leur niveau de vie et celui des pays à revenu élevé. Sur le front sanitaire, il s'agit de veiller à ce que la production mondiale de vaccins soit adéquate et que les vaccins soient universellement distribués à des prix abordables, notamment par un financement suffisant du dispositif COVAX, de façon à ce que tous les pays puissent rapidement et résolument vaincre la pandémie. En outre, la communauté internationale doit agir de concert pour veiller à ce que les pays en difficulté financière aient un accès suffisant aux liquidités internationales pour maintenir les dépenses consacrées à la santé, à d'autres secteurs sociaux et aux infrastructures, qui sont nécessaires pour qu'ils se développent et convergent vers un revenu par habitant plus élevé. Les pays doivent en outre collaborer étroitement pour redoubler d'efforts en vue d'atténuer les changements climatiques. De plus, une coopération multilatérale étroite s'impose pour résoudre les questions économiques au cœur des tensions commerciales et technologiques (ainsi que pour combler les lacunes du système commercial multilatéral fondé sur des règles). En tirant parti des progrès récents en matière de fiscalité internationale, il convient de continuer de chercher à limiter le transfert de bénéfices entre pays, ainsi que l'évasion et la fraude fiscales.

Une reprise inégale dans un climat de grande incertitude

Un an après le début de la pandémie, les perspectives mondiales restent très incertaines. Les nouvelles mutations du virus et le bilan humain de plus en plus lourd sont préoccupants, même si l'amélioration de la couverture vaccinale suscite l'optimisme. La reprise économique est inégale selon les pays et les secteurs, les perturbations et l'ampleur des mesures de soutien induites par la pandémie ayant varié. Les perspectives ne dépendent pas uniquement de l'issue du combat entre le virus et les vaccins (graphique 1.1), mais elles reposent aussi sur la capacité des mesures économiques déployées à limiter efficacement les dommages durables provoqués par cette crise sans précédent dans un climat de grande incertitude.

La pandémie continue d'infliger un lourd bilan humain

La distanciation physique, les vaccins et les traitements ont contribué à ralentir l'avancée du virus et ont sauvé des vies. Dans le même temps, la crise a révélé des différences marquées dans la capacité des pays à venir en aide à leur population, en particulier ses pans les plus vulnérables. Le nombre de morts, mesuré à plus de 2,5 millions de personnes dans le monde, la surmortalité due à d'autres causes par retard de soin et le chômage élevé ont créé des tensions sociales extrêmes dans le monde entier. La plupart des pays ont commencé à vacciner, ce qui laisse espérer une réduction de la sévérité et de la fréquence des infections, mais la couverture vaccinale varie encore considérablement, et tous les pays ne devraient pas parvenir à une vaccination généralisée en même temps (graphique 1.2).

Une reprise incomplète et à plusieurs vitesses. Les deuxième et troisième vagues d'infection ont obligé de nombreux pays à imposer de nouvelles restrictions depuis les prévisions de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM). Du fait de ce fonctionnement au coup par coup, la reprise est inégale et loin d'être achevée. Bien que, de façon générale, le PIB ait retrouvé une croissance plus forte que prévu au deuxième semestre 2020, il reste nettement inférieur à sa tendance observée avant la pandémie dans la plupart des pays. De plus, les indicateurs

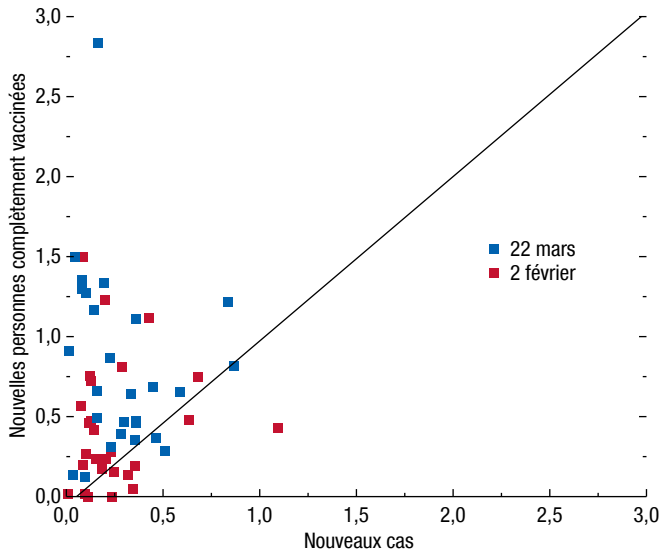
à haute fréquence donnent à penser que cet élan a ralenti dans certains secteurs au début de 2021 (graphique 1.3).

- *Disparités entre pays.* Dans tous les pays, la reprise a été déterminée par l'évolution de la pandémie, les restrictions aux déplacements imposées pour maîtriser sa propagation, et les autres mesures prises par les pouvoirs publics. Les pertes de production ont été particulièrement marquées dans les pays tributaires du tourisme et des exportations de produits de base, ainsi que dans ceux dont la marge de manœuvre était limitée. Avant la crise, beaucoup de ces pays étaient déjà dans une situation budgétaire précaire et avaient peu de moyens de monter une riposte sanitaire majeure, ce qui les a contraints à durcir les confinements pour endiguer la propagation du virus. Des facteurs tels que la proportion d'emplois qui se prêtent au télétravail, la part des emplois dans les petites et moyennes entreprises, la profondeur des marchés des capitaux, la taille du secteur informel et la qualité et l'accessibilité de l'infrastructure numérique ont également joué un rôle, aussi bien dans le ralentissement que dans le rythme de la reprise (graphique 1.4). Ces différences pourraient se traduire par des disparités durables entre pays tant que le monde entier n'est pas venu à bout de cette pandémie. On estime que près de 95 millions de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil d'extrême pauvreté en 2020 par rapport aux projections établies avant la pandémie, ce qui inverserait la tendance de réduction de la pauvreté dans le monde observée depuis vingt ans.
- *Différences selon les secteurs.* La forte demande de produits qui facilitent le télétravail et, plus généralement, le déblocage de la demande refoulée de biens durables (les automobiles en particulier), ont été des facteurs essentiels de la reprise mondiale depuis le deuxième semestre 2020 (encadré 1.1). Après un effondrement bref et synchronisé, la production industrielle a retrouvé le niveau qu'elle avait avant la pandémie. La consommation de services qui reposent sur des contacts fréquents est cependant restée en berne alors que la réouverture de nombreuses économies en mai et juin, qui a provoqué un rebond inattendu au troisième trimestre 2020, a aussi déclenché une deuxième vague d'infections et freiné davantage la mobilité durant les

Graphique 1.1. Une course entre virus et vaccins

(Pour mille, moyenne mobile sur 7 jours ; dernière observation : 22 mars 2021)

La course entre le virus et les vaccins a démarré.



Sources : rapports des administrations nationales via *Our World in Data* ; statistiques de l'Université Johns Hopkins sur la COVID-19.

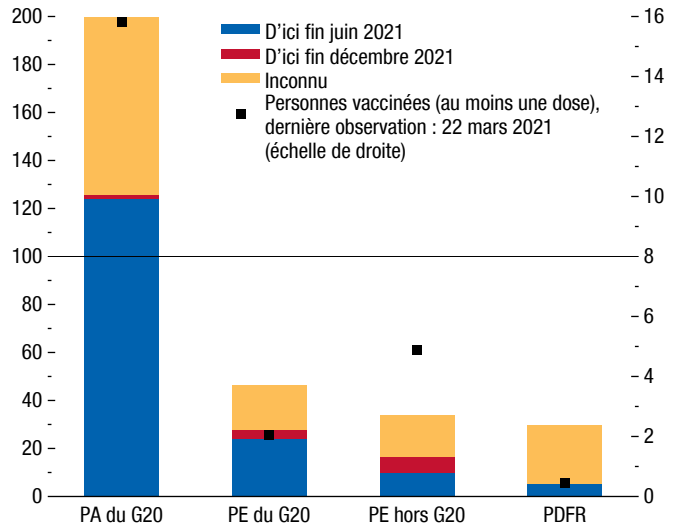
derniers mois de l'année (graphique 1.5). Des secteurs tels que les voyages, les arts, le divertissement, le sport, l'hôtellerie et la restauration et le commerce de détail traditionnel ne fonctionnent pas à plein régime depuis le début de la pandémie et ne se redresseront pas notablement tant que la pandémie n'est pas maîtrisée.

- **Le commerce international** de biens présente des caractéristiques analogues (graphique 1.6). Le volume des échanges de marchandises a retrouvé son niveau d'avant la pandémie, mais le commerce international des services reste morose.
- **Facteurs de vulnérabilité du marché du travail.** La reprise du marché du travail est elle aussi incomplète, le chômage et le sous-emploi demeurant élevés (graphique 1.7). Les pouvoirs publics ont eu beau prendre des mesures extraordinaires de soutien (notamment des dispositifs de maintien dans l'emploi et des subventions salariales), les taux de chômage ont augmenté d'environ 1½ point de pourcentage par rapport à leur moyenne avant la pandémie, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement. Le taux d'activité a également chuté. De plus, le volant de main-d'œuvre véritablement inutilisée pourrait même être supérieur à ce que laissent entendre ces indicateurs, car de nombreux pays ont adopté ou amplifié des programmes de maintien dans

Graphique 1.2. Achats confirmés de vaccins

(En pourcentage de la population)

Les données sur les achats laissent entendre que la majorité de la population des pays émergents ne sera pas vaccinée avant 2022.



Sources : Duke Global Health Innovation Center ; rapports des administrations nationales via *Our World in Data* ; statistiques de l'Université Johns Hopkins sur la COVID-19.

Note : Les vaccins sont ceux de Gamaleya, Janssen (Johnson & Johnson), Moderna, Oxford/AstraZeneca, Pfizer/BioNTech, Sinopharm et Sinovac. G20 = Groupe des Vingt ; PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE = pays émergents.

l'emploi (le « *Kurzarbeit* » en Allemagne, par exemple ; voir le chapitre 3).

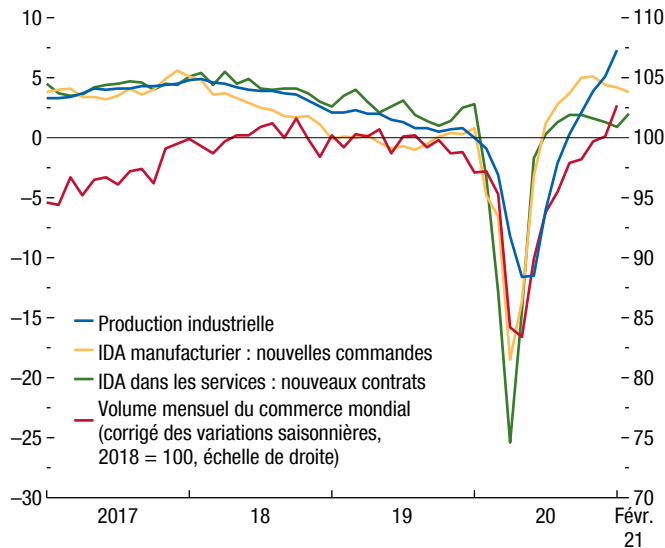
Contraste entre les marchés d'actifs et le reste de l'économie.

À la différence des marchés du travail et des produits, et malgré une volatilité observée depuis peu, les marchés d'actifs ont pris une longueur d'avance, tirés par les mesures de relance et la perspective d'une normalisation au cours de l'année grâce aux vaccins (graphique 1.8). Ce décalage est à double tranchant : l'économie ne reprendra pas si les conditions financières ne sont pas réunies, mais les grandes différences entre les valorisations et les perspectives économiques plus vastes font peser des risques sur la stabilité financière (voir l'édition d'avril 2021 du *Global Financial Stability Report* (GFSR, Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

Les disparités au sein des pays creusent les inégalités. Le choc lié à COVID-19 étant asymétrique, l'impact de la pandémie sur l'emploi et les revenus sur les différents groupes de travailleurs a été très inégal. Les jeunes, les femmes et les travailleurs relativement peu qualifiés ont été le plus durement touchés (voir le chapitre 3). Ce sont ces groupes démographiques qui ont le plus souffert dans cette

Graphique 1.3. Indicateurs de l'activité mondiale
(Moyenne mobile sur trois mois ; variation annualisée en pourcentage ; écarts par rapport à 50 pour l'IDA, sauf indication contraire)

Les indicateurs à haute fréquence semblent indiquer que la production manufacturière et le commerce ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie, mais ce n'est pas encore le cas pour le secteur des services.



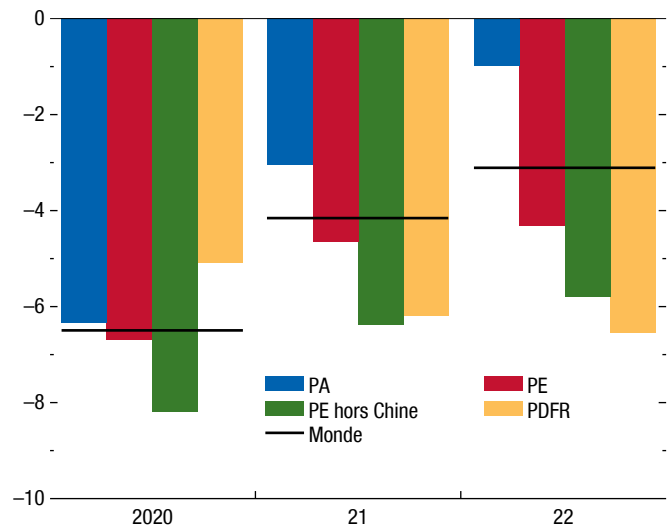
Sources : Bureau néerlandais de l'analyse de la politique économique CPB ; Haver Analytics ; Markit Economics ; calculs des services du FMI.
Note : IDA = indice des directeurs d'achat.

récession, notamment du fait qu'ils occupent essentiellement des emplois dans des services où les contacts sont fréquents et dans le secteur informel (voir les rapports d'octobre 2020 sur les perspectives économiques régionales). Selon toute vraisemblance, les inégalités de revenu ont sensiblement augmenté, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents (voir l'encadré 1.2 de l'édition d'octobre 2020 des PEM). De plus, les pertes d'apprentissage ont été plus marquées dans les pays en développement à faible revenu, où les élèves ont eu plus de mal à faire face aux fermetures d'établissement, en particulier les filles et les élèves de ménages à faible revenu (graphique 1.9). Les revers qu'a subis la scolarisation ont été variés, ce qui pourrait aggraver encore davantage les inégalités de revenu (voir le chapitre 2 du présent rapport et l'édition d'avril 2021 du *Fiscal Monitor* (Moniteur des finances publiques).

Les mesures sans précédent prises par les pouvoirs publics ont permis d'éviter le pire

Une réaction énergique et prompte au niveau mondial. Il y a un an, alors que l'économie mondiale semblait au bord du gouffre, les banques centrales ont rapidement fourni des liquidités et accordé des prêts à toutes sortes d'emprunteurs. Dans le même temps, les autorités budgétaires

Graphique 1.4. Groupes les plus touchés
(Révisions des prévisions de croissance cumulée du PIB par habitant depuis 2019, entre les PEM de janvier 2020 et celles d'avril 2021, en pourcentage)

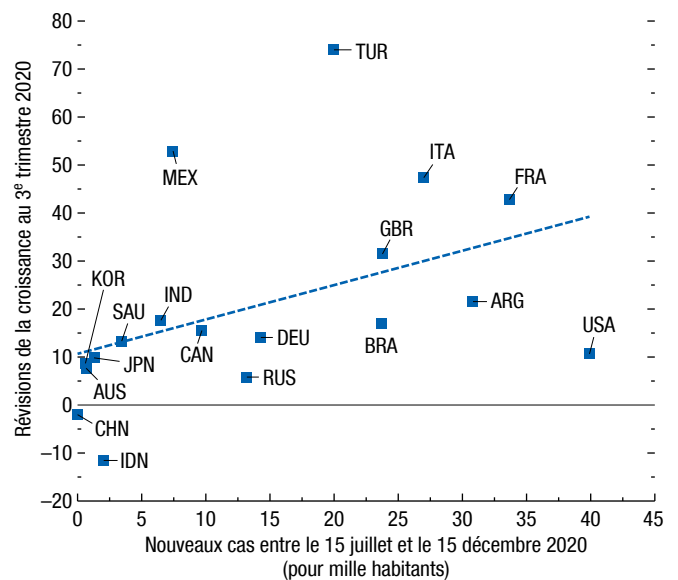


Source : estimations des services du FMI.
Note : Les calculs se fondent sur le PIB réel par habitant (en dollars de 2017 ajustés selon les parités de pouvoir d'achat). PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE = pays émergents ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

Graphique 1.5. Croissance inattendue et rebond des cas de COVID-19

(En points de pourcentage ; taux annuel corrigé des variations saisonnières, trimestre sur trimestre)

La croissance inattendue au troisième trimestre 2020 s'explique en partie par la réouverture de l'économie, qui a entraîné une flambée des contaminations et des mesures de reconfinement à la fin de l'année.

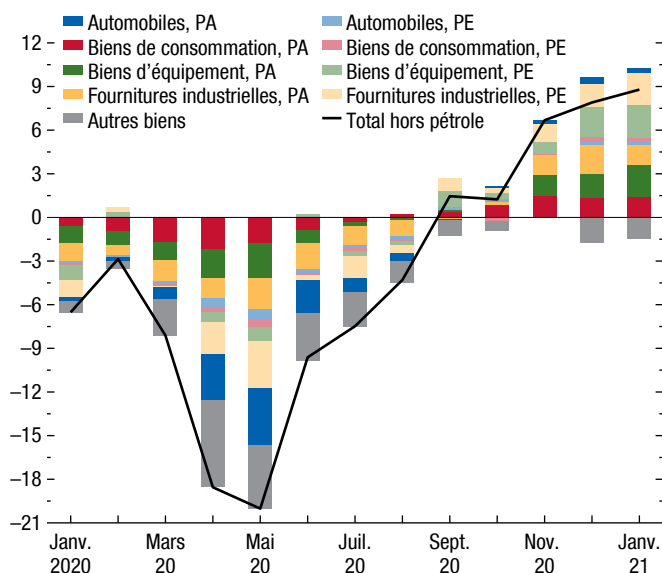


Sources : statistiques de l'Université Johns Hopkins sur la COVID-19 ; calculs des services du FMI.
Note : L'échantillon est constitué des pays du G20. Les révisions des chiffres de la croissance sont la différence entre les prévisions de juin 2020 pour le troisième trimestre 2020 et les premières estimations publiées en janvier 2021. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). G20 = Groupe des Vingt.

Graphique 1.6. Importations mondiales : contributions par type de marchandises et par région

(Contribution à la variation en pourcentage sur un an, en points de pourcentage ; sur la base de la valeur en dollars)

Le fort rebond du commerce international au deuxième trimestre 2020 s'explique par la libération de la demande refoulée de biens de consommation durable (automobiles) dans les pays avancés et par le redémarrage des chaînes d'approvisionnement dans les pays émergents.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

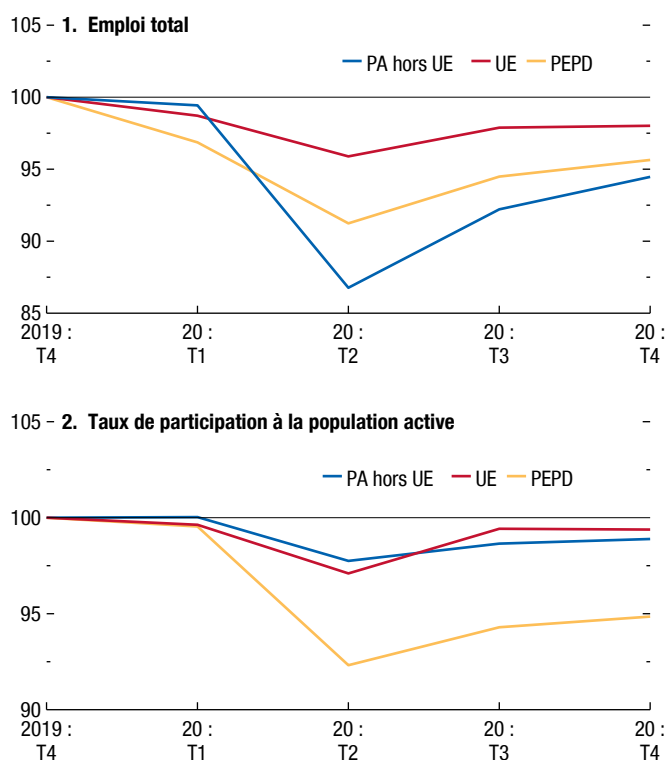
Note : Les pays avancés (PA) compris ici sont les suivants : Australie, Canada, Corée, Danemark, États-Unis, Hong Kong (RAS), Israël, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suède, Taiwan (province chinoise) et zone euro. Les pays émergents (PE) compris ici sont les suivants : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Hongrie, Inde, Malaisie, Mexique, Pérou, Philippines, Pologne, Russie, Thaïlande et Turquie.

ont octroyé des aides aux ménages et aux entreprises sous forme de transferts, de subventions salariales et d'apports de liquidités (voir la base de données du Moniteur des finances publiques sur les mesures budgétaires que les pays ont prises face à la COVID-19). Ces mesures ont complété d'autres aspects du dispositif de protection, tels que l'assurance chômage et l'aide alimentaire. Les autorités de régulation financière de nombreux pays ont aidé à maintenir l'accès au crédit en prenant toute une gamme de mesures¹. Les conditions financières ont été globalement favorables (graphique 1.10). Les variations des taux de change ont suivi cette évolution de la propension au risque ; la plupart des monnaies des pays émergents et les monnaies

¹On peut citer notamment l'assouplissement des règles de classification des prêts improductifs et des exigences de provisionnement des banques, la réduction des pondérations des risques sur les prêts garantis par l'État, l'introduction de moratoires sur les procédures de faillite (voir la section « Priorités ») et l'assouplissement des exigences de fonds propres des banques (réduction des volants macroprudentiels et précisions sur le traitement du non-respect de la constitution de volants de fonds propres).

Graphique 1.7. Emploi et participation à la population active (Indice, 4^e trimestre 2019 = 100)

Il reste fort à faire pour résorber l'écart en matière d'emploi.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

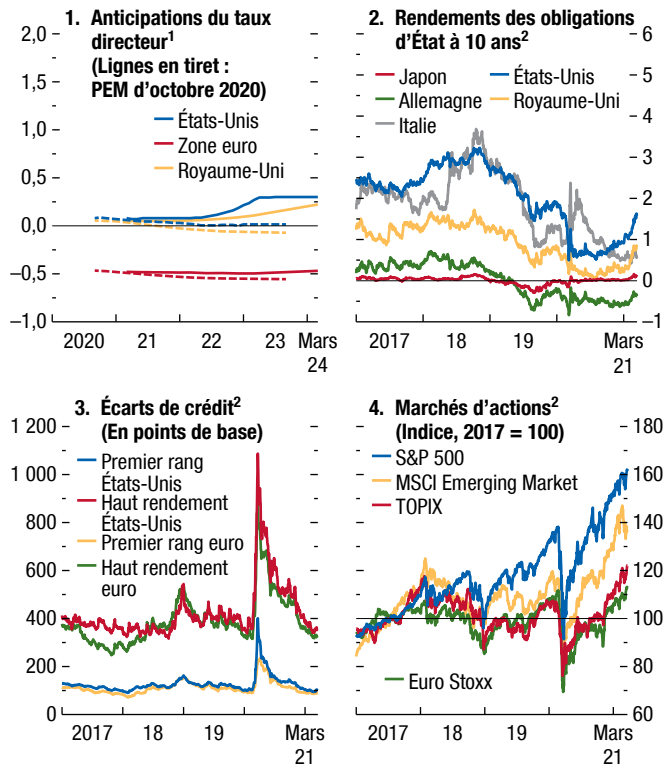
Note : Sur la base de 68 pays pour la page 1 et de 48 pays pour la page 2, selon une série trimestrielle corrigée des variations saisonnières. Les taux de participation à la population active portent sur les personnes âgées de 15 à 64 ans et les indices sont pondérés en fonction de la population, selon les derniers chiffres de la base de données des PEM. Là où les données pour le 4^e trimestre 2020 ne sont pas encore disponibles, les chiffres du 3^e trimestre sont utilisés. PA = pays avancés ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; UE = Union européenne.

des exportateurs de produits de base se sont appréciées, tandis que le dollar s'est déprécié depuis avril dernier (graphique 1.11). Tous ces éléments ont contribué à limiter l'amplification de ce choc.

Mission non (encore) accomplie. D'après les estimations des services du FMI, les mesures prises par les pouvoirs publics (stabilisateurs automatiques, mesures discrétionnaires et mesures prises relatives au secteur financier notamment) ont fait augmenter la croissance mondiale de 6 points de pourcentage environ en 2020. Il est difficile de le savoir avec précision, mais on peut dire que sans ces mesures, la contraction de l'économie mondiale aurait pu être trois fois plus prononcée. Malgré ce vaste soutien et alors qu'une reprise s'est engagée depuis le milieu de 2020, le chômage et le sous-emploi demeurent élevés. Même s'il a été délicat d'estimer les écarts de production

Graphique 1.8. Pays avancés : situation monétaire et situation des marchés financiers
(En pourcentage, sauf indication contraire)

Les conditions financières indiquent la persistance d'un décalage entre les marchés financiers et l'économie réelle.



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Haver Analytics ; Refinitiv Datastream ; calculs des services du FMI.

Note : MSCI = Morgan Stanley Capital International ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; S&P = Standard & Poor's ; TOPIX = indice des cours des actions à Tokyo.

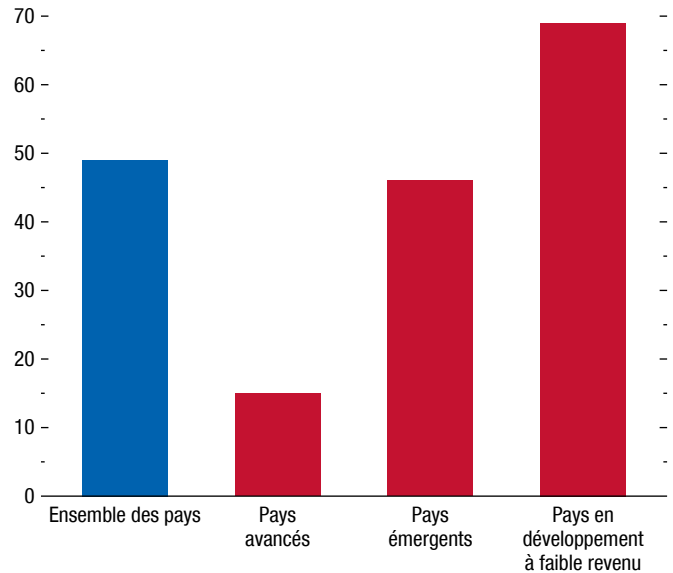
¹Les anticipations reposent sur les contrats à terme sur le taux des fonds fédéraux pour les États-Unis, le taux interbancaire moyen au jour le jour en livre sterling pour le Royaume-Uni et le taux interbancaire à terme en euro pour la zone euro ; mis à jour le 17 mars 2021.

²Les données vont jusqu'au 17 mars 2021.

durant la crise (la distanciation physique et le ralentissement des activités reposant sur les contacts ayant entraîné une contraction aussi bien de l'offre que de la demande), ces éléments suggèrent une sous-utilisation considérable des capacités de production (graphique 1.12). Il reste encore beaucoup à faire pour que la reprise soit complète. La tâche des décideurs est particulièrement complexe compte tenu de la grande incertitude qui entoure les perspectives et, pour de nombreux pays, de la possibilité d'amortir les répercussions sur les revenus en alternant de nouveau des périodes de freinage et d'accélération alors qu'ils disposent d'une marge de manœuvre bien plus étroite qu'au début de la crise.

Graphique 1.9. Pertes mondiales d'apprentissage imputables à la pandémie de COVID-19
(Nombre moyen de jours d'éducation manqués en 2020)

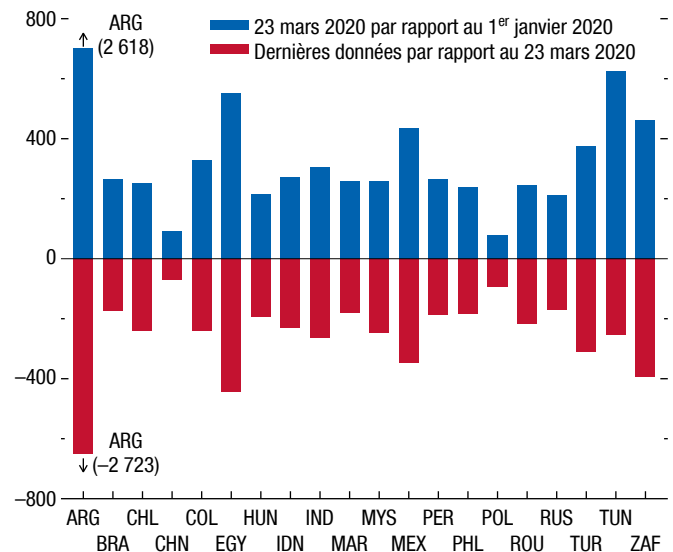
Les pertes d'apprentissage ont été plus graves dans les pays en développement à faible revenu.



Sources : enquête UNESCO–UNICEF–Banque mondiale sur les ripostes nationales aux fermetures d'écoles liées à la COVID-19 ; calculs des services du FMI.

Graphique 1.10. Variation des écarts EMBI
(En points de base)

Pour les pays émergents, les conditions financières ont presque retrouvé leur niveau d'avant la crise.

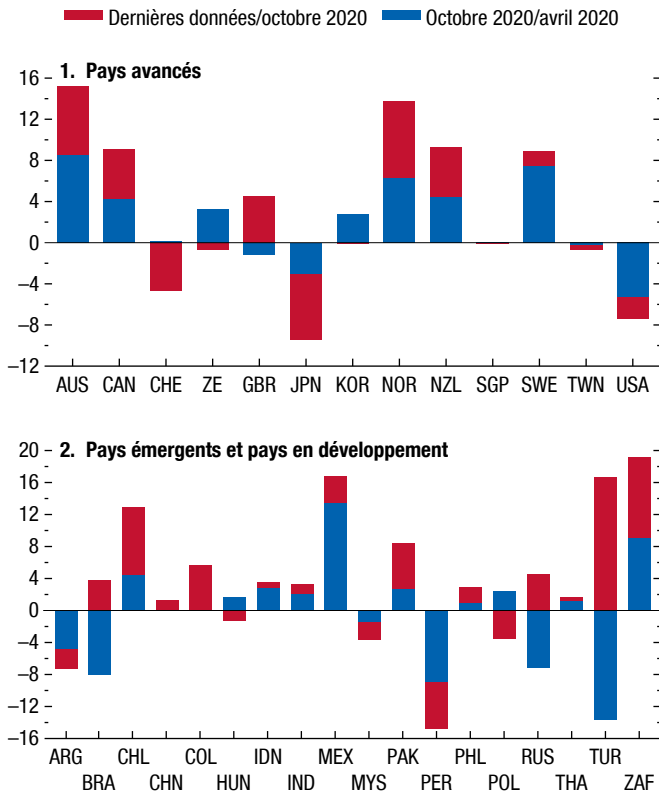


Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.

Note : Les données vont jusqu'au 17 mars 2021. EMBI = JP Morgan Emerging Markets Bond Index. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 1.11. Variation des taux de change effectifs réels, avril 2020–mars 2021
(En pourcentage)

Les fluctuations des principales monnaies ont suivi l'évolution de la propension au risque et les différences d'orientation de la politique monétaire.



Source : calculs des services du FMI.
Note : Une différence positive indique une appréciation. Les dernières données disponibles datent du 19 mars 2021. ZE = zone euro. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

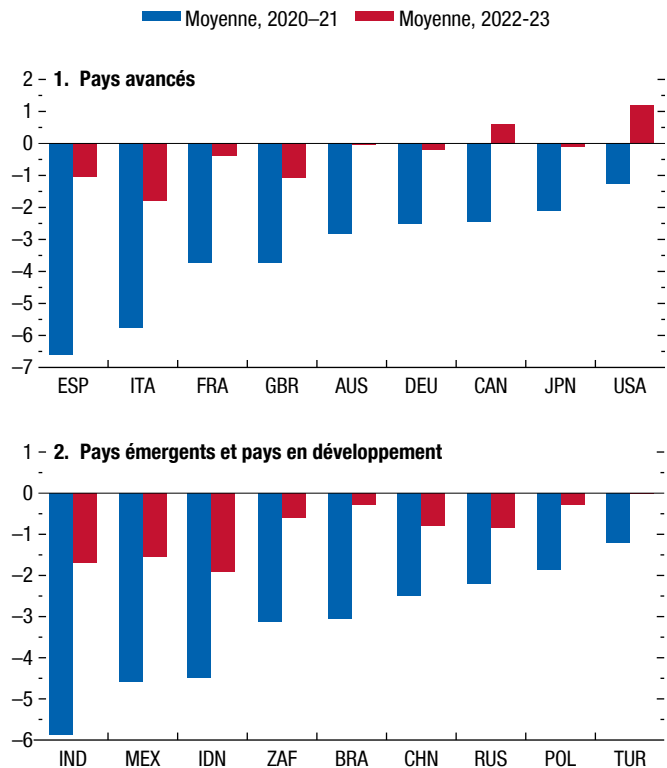
Perspectives : nouvelles disparités et défis pour les pouvoirs publics

Une grande incertitude entoure les perspectives mondiales. Outre la série habituelle de chocs idiosyncratiques présents dans toute prévision, l'évolution future dépendra 1) de la trajectoire de la pandémie, 2) des mesures que prendront les pouvoirs publics, 3) de l'évolution des conditions financières et des cours des produits de base et 4) de la capacité de l'économie à s'adapter aux obstacles sanitaires qui freinent l'activité. Le flux et reflux de ces facteurs, et leurs liens avec les caractéristiques propres à chaque pays, détermineront le rythme de la reprise et l'ampleur des séquelles à moyen terme.

Un accès inégal aux vaccins. À partir des données sur la passation des marchés et de l'état d'avancement de la vaccination, le scénario de référence suppose que la distribution

Graphique 1.12. Projections des écarts de production, 2020–23
(En pourcentage du PIB potentiel)

Une sous-utilisation considérable des capacités de production est attendue dans les pays avancés comme dans les pays émergents et les pays en développement.

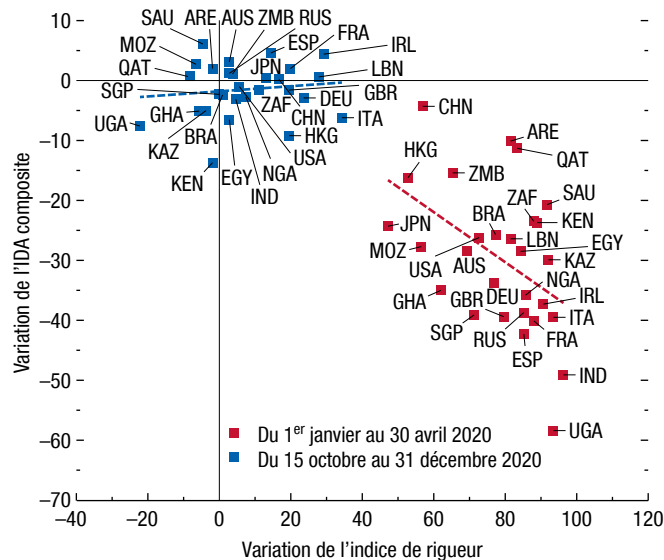


Source : estimations des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

des vaccins sera échelonnée et inégale selon les régions. Les pays avancés et certains pays émergents devraient disposer de vaccins en grande quantité à l'été 2021, et la plupart des pays d'ici le deuxième semestre 2022. Le scénario de référence repose sur l'hypothèse fondamentale que tous les pays disposeront de vaccins et de divers traitements à des prix abordables. Ce calendrier suppose que grâce à une protection efficace, conjuguée à une amélioration du dépistage et du traçage, la transmission locale sera faible partout d'ici la fin de 2022. Au sein de ce tableau mondial, le déploiement des vaccins sera échelonné selon les régions, certains pays sortant de la crise beaucoup plus tôt que d'autres, et de nouvelles souches imposant des confinements intermittents et localisés avant que les vaccins se généralisent. Ces restrictions devraient avoir moins de répercussions sur l'activité que lors des vagues précédentes, car elles seront plus ciblées, les employés s'adaptent au télétravail et, dans les secteurs où les contacts sont fréquents, l'activité part d'un niveau plus bas qu'au premier semestre 2020 (graphique 1.13).

Graphique 1.13. Effet des confinements sur l'activité : comparaison début/fin, 2020
(Indice)

Vers la fin de l'année, l'activité économique est devenue moins sensible aux restrictions sur les déplacements.



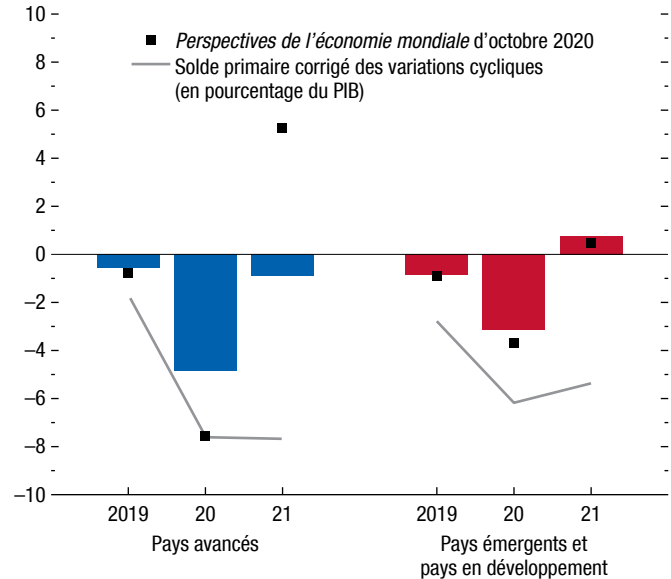
Sources : base de données Markit PMI ; Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

Note : Les échantillons comprennent 28 pays pour lesquels les données de l'IDA composite sont disponibles. Une variation positive de l'indice de rigueur (allant de 0 à 100) dénote des mesures plus strictes ; une variation positive de l'IDA composite dénote une expansion relative. IDA = indice des directeurs d'achat. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Un soutien budgétaire disparate. L'ampleur des mesures de soutien devrait considérablement varier selon les pays (graphique 1.14). Parmi les pays avancés, les États-Unis et le Japon ont annoncé un soutien budgétaire considérable en 2021, et l'Union européenne a décidé de commencer à distribuer les fonds de « Next Generation EU ». Le nouveau plan budgétaire de l'administration Biden de 1 900 milliards de dollars devrait donner une forte impulsion à la croissance aux États-Unis en 2021 et avoir des retombées positives appréciables chez leurs partenaires commerciaux. Le coût du service de la dette devrait rester gérable dans tous les pays avancés, car une partie relativement grande de leur dette est composée d'obligations à long terme dont certaines ont un rendement négatif. Dans les pays émergents et les pays en développement, l'aide budgétaire a été plus limitée et on s'attend généralement à ce que les déficits diminuent avec l'amélioration des recettes et la fin des dépenses liées à la crise qui accompagneront la reprise économique prévue. Une hausse du coût du service de leur dette devrait en outre limiter leur capacité à répondre aux besoins sociaux, sur fond notamment d'augmentation de la pauvreté

Graphique 1.14. Évolution du secteur budgétaire, 2019–21
(Variation du solde budgétaire primaire structurel, en pourcentage du PIB potentiel)

L'orientation de la politique budgétaire devrait rester accommodante en 2021 dans les pays avancés.



Source : estimations des services du FMI.

et d'accroissement des inégalités, ou à remédier au retard d'accumulation de capital humain observé durant la crise.

Des conditions financières globalement favorables. Le scénario de référence suppose que la politique monétaire restera accommodante et ne se durcira que progressivement à mesure que la reprise s'installera (y compris dans certains pays émergents et pays en développement où les cadres d'action sont bien établis et les anticipations inflationnistes bien ancrées). Comme indiqué dans l'édition d'avril 2021 du GFSR, on s'attend à ce que les conditions financières restent globalement favorables dans les pays avancés et dans les pays émergents et les pays en développement. Bien entendu, des risques importants entourent ce scénario favorable (voir la section suivante).

Une hausse des prix des produits de base. Sous l'effet de la reprise attendue de l'activité mondiale, les cours du pétrole devraient augmenter de 30 % en 2021 par rapport à leur creux de 2020, en partie du fait de la baisse de l'offre de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP, dont la Russie) (graphique 1.15). Les cours des métaux devraient fortement s'accroître en 2021, essentiellement en raison du rebond en Chine. Les prix des denrées alimentaires devraient également repartir à la hausse cette année (voir le dossier spécial sur les produits de base figurant dans ce chapitre).

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2020	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de janvier 2021 ¹		Différence par rapport aux PEM d'octobre 2020 ¹	
		2021	2022	2021	2022	2021	2022
Production mondiale	-3,3	6,0	4,4	0,5	0,2	0,8	0,2
Pays avancés	-4,7	5,1	3,6	0,8	0,5	1,2	0,7
États-Unis	-3,5	6,4	3,5	1,3	1,0	3,3	0,6
Zone euro	-6,6	4,4	3,8	0,2	0,2	-0,8	0,7
Allemagne	-4,9	3,6	3,4	0,1	0,3	-0,6	0,3
France	-8,2	5,8	4,2	0,3	0,1	-0,2	1,3
Italie	-8,9	4,2	3,6	1,2	0,0	-1,0	1,0
Espagne	-11,0	6,4	4,7	0,5	0,0	-0,8	0,2
Japon	-4,8	3,3	2,5	0,2	0,1	1,0	0,8
Royaume-Uni	-9,9	5,3	5,1	0,8	0,1	-0,6	1,9
Canada	-5,4	5,0	4,7	1,4	0,6	-0,2	1,3
Autres pays avancés ²	-2,1	4,4	3,4	0,8	0,3	0,8	0,3
Pays émergents et pays en développement	-2,2	6,7	5,0	0,4	0,0	0,7	-0,1
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-1,0	8,6	6,0	0,3	0,1	0,6	-0,3
Chine	2,3	8,4	5,6	0,3	0,0	0,2	-0,2
Inde ³	-8,0	12,5	6,9	1,0	0,1	3,7	-1,1
ASEAN-5 ⁴	-3,4	4,9	6,1	-0,3	0,1	-1,3	0,4
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-2,0	4,4	3,9	0,4	0,0	0,5	0,5
Russie	-3,1	3,8	3,8	0,8	-0,1	1,0	1,5
Amérique latine et Caraïbes	-7,0	4,6	3,1	0,5	0,2	1,0	0,4
Brésil	-4,1	3,7	2,6	0,1	0,0	0,9	0,3
Mexique	-8,2	5,0	3,0	0,7	0,5	1,5	0,7
Moyen-Orient et Asie centrale	-2,9	3,7	3,8	0,7	-0,4	0,7	-0,2
Arabie saoudite	-4,1	2,9	4,0	0,3	0,0	-0,2	0,6
Afrique subsaharienne	-1,9	3,4	4,0	0,2	0,1	0,3	0,0
Nigéria	-1,8	2,5	2,3	1,0	-0,2	0,8	-0,2
Afrique du Sud	-7,0	3,1	2,0	0,3	0,6	0,1	0,5
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	-3,6	5,8	4,1	0,7	0,3	1,0	0,3
Union européenne	-6,1	4,4	3,9	0,3	0,2	-0,6	0,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-3,4	4,0	3,7	0,9	-0,5	0,8	-0,2
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-2,4	6,9	5,0	0,5	0,0	0,8	0,0
Pays en développement à faible revenu	0,0	4,3	5,2	-0,8	-0,3	-0,6	-0,3
Volume du commerce mondial (biens et services)	-8,5	8,4	6,5	0,3	0,2	0,1	1,1
Importations							
Pays avancés	-9,1	9,1	6,4	1,1	0,4	1,8	1,3
Pays émergents et pays en développement	-8,6	9,0	7,4	-1,1	0,3	-2,0	1,4
Exportations							
Pays avancés	-9,5	7,9	6,4	1,0	0,2	0,9	1,3
Pays émergents et pays en développement	-5,7	7,6	6,0	-0,7	-0,2	-1,9	0,3
Cours des produits de base (en dollars)							
Pétrole ⁵	-32,7	41,7	-6,3	20,5	-3,9	29,7	-9,3
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	6,7	16,1	-1,9	3,3	-0,4	11,0	-2,4
Prix à la consommation							
Pays avancés ⁶	0,7	1,6	1,7	0,3	0,2	0,0	0,1
Pays émergents et pays en développement ⁷	5,1	4,9	4,4	0,7	0,2	0,2	0,1
LIBOR (en pourcentage)							
Dépôts en dollars (6 mois)	0,7	0,3	0,4	0,0	0,0	-0,1	-0,1
Dépôts en euros (3 mois)	-0,4	-0,5	-0,5	0,0	0,1	0,0	0,0
Dépôts en yen (6 mois)	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0

Source : estimations des services du FMI.

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 18 janvier et le 15 février 2021. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

¹Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM, de la dernière Mise à jour des PEM (janvier 2021) et celles des PEM d'octobre 2020.

²Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

³Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections (suite)
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an				4 ^e trimestre sur 4 ^e trimestre ⁸			
	2019	2020	Projections		2019	2020	Projections	
			2021	2022			2021	2022
Production mondiale	2,8	-3,3	6,0	4,4	2,5	-0,8	4,5	4,0
Pays avancés	1,6	-4,7	5,1	3,6	1,5	-3,1	4,9	2,3
États-Unis	2,2	-3,5	6,4	3,5	2,3	-2,5	6,3	2,3
Zone euro	1,3	-6,6	4,4	3,8	1,0	-4,9	4,4	2,4
Allemagne	0,6	-4,9	3,6	3,4	0,4	-3,6	3,4	2,8
France	1,5	-8,2	5,8	4,2	0,8	-4,9	4,5	2,6
Italie	0,3	-8,9	4,2	3,6	-0,2	-6,6	4,1	2,1
Espagne	2,0	-11,0	6,4	4,7	1,7	-9,1	7,2	1,5
Japon	0,3	-4,8	3,3	2,5	-1,0	-1,3	2,0	1,8
Royaume-Uni	1,4	-9,9	5,3	5,1	1,2	-7,8	6,5	2,0
Canada	1,9	-5,4	5,0	4,7	1,7	-3,2	4,1	3,8
Autres pays avancés ²	1,8	-2,1	4,4	3,4	2,0	-0,8	3,7	2,3
Pays émergents et pays en développement	3,6	-2,2	6,7	5,0	3,5	1,2	4,0	5,5
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,3	-1,0	8,6	6,0	4,5	3,1	4,6	6,9
Chine	5,8	2,3	8,4	5,6	5,1	6,3	4,4	6,2
Inde ³	4,0	-8,0	12,5	6,9	2,9	-0,7	4,2	9,6
ASEAN-5 ⁴	4,8	-3,4	4,9	6,1	4,5	-2,8	5,6	5,8
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,4	-2,0	4,4	3,9	...	...	...	...
Russie	2,0	-3,1	3,8	3,8	2,9	-3,0	4,6	2,6
Amérique latine et Caraïbes	0,2	-7,0	4,6	3,1	-0,3	-3,5	1,8	2,6
Brésil	1,4	-4,1	3,7	2,6	1,6	-1,2	0,9	2,6
Mexique	-0,1	-8,2	5,0	3,0	-0,8	-4,5	2,6	2,7
Moyen-Orient et Asie centrale	1,4	-2,9	3,7	3,8	...	...	...	...
Arabie saoudite	0,3	-4,1	2,9	4,0	-0,3	-4,1	4,8	4,0
Afrique subsaharienne	3,2	-1,9	3,4	4,0	...	...	...	...
Nigéria	2,2	-1,8	2,5	2,3	1,9	-0,7	3,2	1,6
Afrique du Sud	0,2	-7,0	3,1	2,0	-0,6	-4,2	1,1	2,0
<i>Pour mémoire</i>								
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	2,4	-3,6	5,8	4,1	2,2	-1,4	4,6	3,4
Union européenne	1,7	-6,1	4,4	3,9	1,4	-4,7	4,7	2,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0,8	-3,4	4,0	3,7	...	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	3,5	-2,4	6,9	5,0	3,5	1,2	4,0	5,5
Pays en développement à faible revenu	5,3	0,0	4,3	5,2	...	...	...	...
Volume du commerce mondial (biens et services)	0,9	-8,5	8,4	6,5	...	...	...	...
Importations								
Pays avancés	1,7	-9,1	9,1	6,4	...	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	-1,0	-8,6	9,0	7,4	...	...	...	...
Exportations								
Pays avancés	1,3	-9,5	7,9	6,4	...	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	0,5	-5,7	7,6	6,0	...	...	...	...
Cours des produits de base (en dollars)								
Pétrole ⁵	-10,2	-32,7	41,7	-6,3	-6,1	-27,6	30,9	-6,0
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	0,8	6,7	16,1	-1,9	5,0	15,3	4,8	-0,5
Prix à la consommation								
Pays avancés ⁶	1,4	0,7	1,6	1,7	1,4	0,4	1,9	1,7
Pays émergents et pays en développement ⁷	5,1	5,1	4,9	4,4	5,1	3,2	4,4	3,8
LIBOR (en pourcentage)								
Dépôts en dollars (6 mois)	2,3	0,7	0,3	0,4	...	...	...	...
Dépôts en euros (3 mois)	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5	...	...	...	...
Dépôts en yen (6 mois)	0,0	0,0	-0,1	0,0	...	...	...	...

⁴Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

⁵Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2020 était de 41,29 dollars le baril ; les hypothèses retenues, sur la base des marchés à terme, sont les suivantes : 58,52 dollars le baril pour 2021 et 54,83 dollars pour 2022.

⁶Les taux d'inflation pour 2021 et 2022 sont respectivement les suivants : 1,4 % et 1,2 % pour la zone euro ; 0,1 % et 0,7 % pour le Japon ; 2,3 % et 2,4 % pour les États-Unis.

⁷Hors Venezuela. Voir la note pour le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁸Pour la production mondiale, les estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parités de pouvoir d'achat. Pour les pays émergents et les pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 80 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement en parités de pouvoir d'achat.

Tableau 1.2. Aperçu des projections des *Perspectives de l'économie mondiale* avec pondération selon les taux de change du marché
(Variation en pourcentage)

	2020	Projections		Différence par rapport à la <i>Mise à jour des PEM</i> de janvier 2021 ¹		Différence par rapport aux <i>PEM</i> d'octobre 2020 ¹	
		2021	2022	2021	2022	2021	2022
Production mondiale	-3,6	5,8	4,1	0,7	0,3	1,0	0,3
Pays avancés	-4,7	5,2	3,6	0,8	0,6	1,4	0,7
Pays émergents et pays en développement	-2,0	6,6	4,9	0,3	0,0	0,4	-0,1
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-0,1	8,4	5,8	0,2	0,0	0,4	-0,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-2,3	4,3	4,0	0,5	0,0	0,5	0,6
Amérique latine et Caraïbes	-7,0	4,5	3,1	0,4	0,2	0,9	0,4
Moyen-Orient et Asie centrale	-4,1	3,6	3,6	0,4	-0,3	0,4	-0,1
Afrique subsaharienne	-2,5	3,4	3,8	0,3	0,1	0,3	-0,1
<i>Pour mémoire</i>							
Union européenne	-6,2	4,3	3,8	0,2	0,2	-0,7	0,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-4,7	3,8	3,5	0,5	-0,4	0,5	-0,1
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-2,1	6,8	4,9	0,4	0,0	0,5	-0,1
Pays en développement à faible revenu	-0,3	4,3	5,1	-0,6	-0,2	-0,4	-0,3

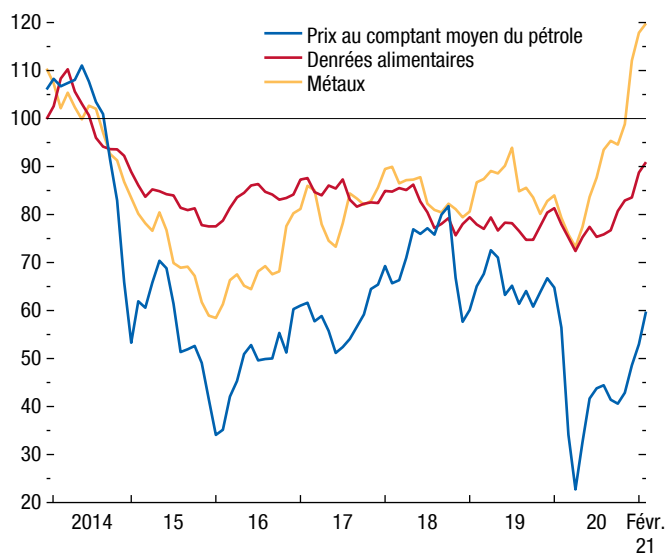
Source : estimations des services du FMI.

Note : Les taux de croissance agrégés sont des moyennes pondérées, une moyenne mobile du PIB en dollar pour les trois années précédentes étant utilisée comme pondération. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM, de la dernière *Mise à jour des PEM* (janvier 2021) et celles des PEM d'octobre 2020.

Graphique 1.15. Cours des produits de base
(Déflatés sur la base de l'indice américain des prix à la consommation ; 2014 = 100)

Le rebond de l'industrie manufacturière s'est traduit par une hausse des prix des métaux et de l'énergie.



Sources : FMI, système des cours des produits de base ; calculs des services du FMI.

Des trajectoires divergentes et un PIB inférieur aux prévisions établies avant la pandémie

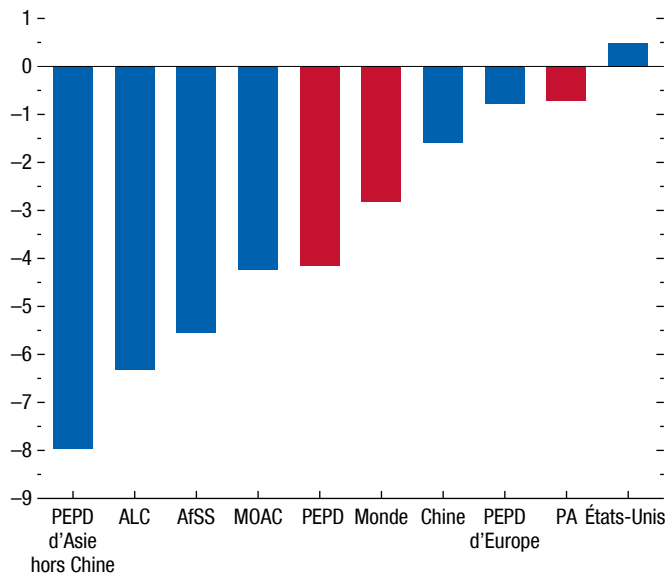
Après une contraction d'environ 3,3 % en 2020, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6 % en 2021, qui devrait se modérer à 4,4 % en 2022. La contraction de 2020 est inférieure de 1,1 point de

pourcentage par rapport aux projections de l'édition d'octobre 2020 des PEM, en raison d'une croissance supérieure aux attentes au deuxième semestre 2020 dans la plupart des régions après l'assouplissement des mesures de confinement. Les projections pour 2021 et 2022 sont supérieures aux prévisions précédentes, de 0,8 point de pourcentage et 0,2 point de pourcentage respectivement, du fait des mesures de soutien budgétaire supplémentaires prises dans quelques grandes économies et de la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux vaccins. Ce rythme montre que tous les secteurs de l'économie continuent de s'adapter aux difficultés de la situation sanitaire.

La vigueur de la reprise escomptée varie d'un pays à l'autre selon la gravité de la crise sanitaire, l'ampleur des perturbations à l'activité dans le pays (qui dépendent de la prépondérance des secteurs aux contacts fréquents) et l'exposition aux effets de contagion transfrontaliers, sans oublier l'efficacité des mesures de soutien pour limiter les dommages persistants.

Après 2022, la croissance mondiale devrait être plus modérée pour s'établir à 3,3 % à moyen terme. La dégradation persistante du potentiel de l'offre, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents, le ralentissement de la croissance de la population active due au vieillissement de la population (essentiellement dans les pays avancés, mais également dans quelques pays émergents) et le rééquilibrage nécessaire vers une trajectoire de croissance durable en Chine sont autant de facteurs qui devraient peser sur les perspectives de croissance de l'économie mondiale à moyen terme. Le PIB devrait rester

Graphique 1.16. Pertes de PIB à moyen terme par rapport à la tendance d'avant la pandémie, par région
(Révisions des projections pour les niveaux de PIB en 2024, entre les prévisions des PEM de janvier 2020 et celles d'avril 2021, en pourcentage)



Source : estimations des services du FMI.
 Note : AfSS = Afrique subsaharienne ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale ; PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

bien en deçà de sa tendance d'avant la pandémie jusqu'à la fin de 2024 dans la plupart des pays (graphique 1.16).

Dans *les pays avancés*, il sera sans doute nécessaire d'imposer des restrictions régionales par intermittence pour stopper la progression de nouvelles souches du virus. À mesure que les populations vulnérables seront vaccinées, les activités qui exigent des contacts fréquents devraient reprendre et entraîner une reprise sensible de la croissance grâce à la demande refoulée financée par l'épargne accumulée en 2020. Les trajectoires de reprise varient également au sein de ce groupe de pays. Les États-Unis devraient retrouver leur niveau d'activité de la fin 2019 au premier semestre 2021, et le Japon au deuxième semestre. Dans la zone euro et au Royaume-Uni, l'activité devrait rester inférieure à son niveau de la fin de 2019 jusqu'en 2022. Ces disparités peuvent s'expliquer par les différences dans la riposte sanitaire des autorités et le comportement de la population face aux infections, par la souplesse et la capacité d'adaptation de l'activité économique aux entraves à la mobilité, par des tendances préexistantes et par des rigidités d'ordre structurel antérieures à la crise.

Par rapport aux PEM d'octobre 2020, les projections de 2021 ont été révisées à la baisse pour l'Europe et à la hausse pour le Japon et les États-Unis. La révision à la

baisse en Europe est largement compensée par une croissance supérieure aux prévisions aux États-Unis et au Japon, résultat des mesures complémentaires de soutien budgétaire adoptées dans la législation des deux pays à la fin de 2020. En outre, le plan de sauvetage de l'administration Biden de 1 900 milliards de dollars devrait stimuler davantage le PIB en 2021–22 et avoir des retombées notables sur les principaux partenaires commerciaux des États-Unis.

Certains pays d'Europe, notamment Chypre, l'Espagne, l'Italie, Malte et le Portugal, ont réussi à sauver une partie de la saison touristique estivale en rouvrant au milieu de 2020. Ils ont cependant connu ensuite une recrudescence des infections qui les a obligés à imposer durant les derniers mois de 2020 de nouveaux confinements, qui se sont prolongés jusqu'en 2021. Les prévisions de croissance du PIB pour 2022 ont été révisées à la hausse, de 0,7 point de pourcentage, à 3,8 % dans la zone euro et de 1,9 point de pourcentage au Royaume-Uni, à 5,1 %.

Dans *les pays émergents et les pays en développement*, les données sur la passation des marchés de vaccins indiquent que la majorité de la population ne sera pas encore efficacement protégée en 2021. Il pourrait être nécessaire d'imposer des mesures de confinement et d'endiguement en 2021 et 2022 plus fréquemment que dans les pays avancés, ce qui augmenterait le risque de séquelles à moyen terme sur le potentiel de production de ces pays (voir le chapitre 2). L'écart devrait considérablement se creuser entre la Chine, qui connaît une reprise robuste grâce à des mesures d'endiguement efficaces, une vigoureuse stratégie d'investissement public et l'apport de liquidités par la banque centrale, et les autres pays. Dans les destinations touristiques de ce groupe (comme Fidji, les Seychelles et la Thaïlande), la situation s'annonce particulièrement difficile, car le retour à la normale des voyages internationaux devrait être lent. Le profil de la reprise varie en fonction des différences régionales et dépend de la gravité de la pandémie, de la structure économique (part de l'emploi et du PIB dans les secteurs où les contacts sont fréquents), de l'exposition à des chocs précis (en raison par exemple de la dépendance à l'égard des exportations de produits de base) et de l'efficacité de la riposte des pouvoirs publics pour lutter contre les répercussions de la crise.

Dans le groupe régional composé des *pays émergents et des pays en développement d'Asie*, les projections pour 2021 ont été révisées à la hausse de 0,6 point de pourcentage, une reprise plus vigoureuse que prévu initialement étant attendue après l'allègement des confinements dans certains grands pays (l'Inde, par exemple). Il n'en demeure pas moins que le nombre de cas de COVID-19 resté élevé dans certains grands pays au premier

trimestre 2021 (en Indonésie et en Malaisie notamment) met un bémol aux perspectives de croissance.

Au *Moyen-Orient et en Asie centrale*, les projections pour 2021 sont restées globalement inchangées, mais elles reflètent des différences sensibles entre pays, en fonction de la trajectoire de la pandémie, du déploiement des vaccins, de la dépendance à l'égard du tourisme, de l'évolution des cours du pétrole et de la marge de manœuvre dont disposent les pouvoirs publics et des mesures qu'ils prendront. En moyenne, les pays qui ont commencé à vacciner tôt (les pays membres du Conseil de coopération du Golfe) affichent des perspectives relativement meilleures, tandis que les pays fragiles ou en proie à des conflits, qui pourraient dépendre de l'offre plus limitée dans le cadre du mécanisme COVAX, ont vu leurs perspectives s'assombrir depuis l'édition d'octobre 2020 des PEM.

Après une forte dégradation en 2020, seule une reprise modeste et à plusieurs vitesses est attendue en *Amérique latine et aux Caraïbes* en 2021. Grâce au redémarrage de la production manufacturière mondiale au deuxième semestre 2020, la croissance a dépassé les attentes dans certains grands pays exportateurs de la région (l'Argentine, le Brésil et le Pérou, par exemple), ce qui a porté les prévisions pour 2021 à 4,6 % (soit une révision de 1 point de pourcentage). Les perspectives à plus long terme continuent cependant de dépendre de la trajectoire que prendra la pandémie. À quelques exceptions près (le Chili, le Costa Rica et le Mexique notamment), la plupart des pays ne disposent pas de suffisamment de vaccins pour assurer la couverture de toute leur population. De plus, les projections pour les pays des Caraïbes tributaires du tourisme en 2021 ont été révisées à la baisse de 1,5 point de pourcentage, à 2,4 %.

La pandémie continue de faire des ravages en *Afrique subsaharienne* (en particulier en Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya et au Nigéria). Après avoir enregistré la plus forte contraction qu'ait connue la région (-1,9 % en 2020), la croissance devrait rebondir pour atteindre 3,4 % en 2021, soit beaucoup moins que la tendance prévue avant la pandémie. Les pays tributaires du tourisme seront vraisemblablement les plus touchés.

Les pressions inflationnistes devraient rester limitées dans la plupart des pays

Comme indiqué, les prix des produits de base, notamment du pétrole, devraient encore se raffermir dans les prochains mois. Ces prix ayant atteint il y a un an leur niveau le plus faible jamais enregistré, leur raffermissement devrait mécaniquement faire augmenter les indices des prix à la

consommation, tandis que l'inflation globale, en particulier, pourrait devenir volatile dans les mois qui viennent. Cette volatilité ne devrait cependant pas durer. D'après les projections de référence, l'inflation reviendra à sa moyenne à long terme alors que les capacités qui restent inemployées ne diminueront que progressivement et que les effets de base liés aux produits de base se dissiperont.

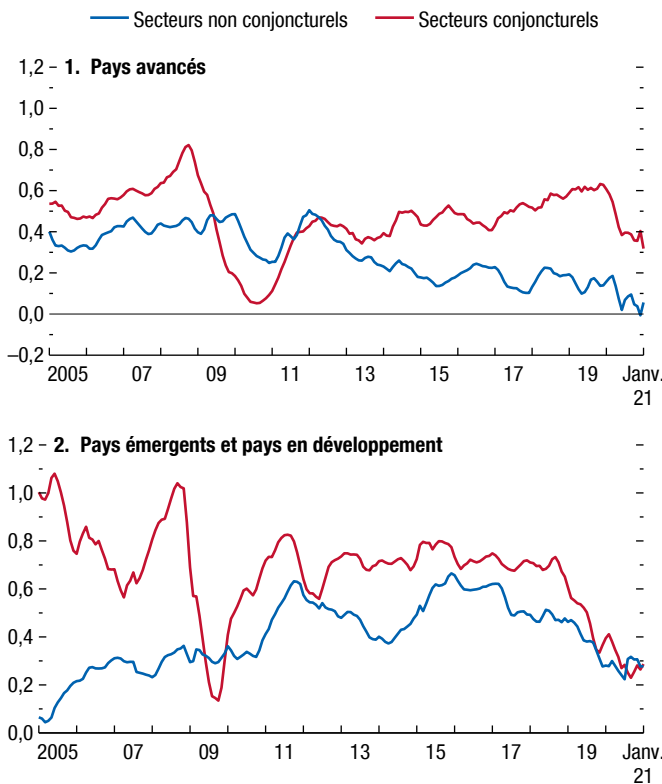
Les perspectives moroses s'expliquent par l'évolution du marché du travail, où la croissance atone des salaires et la baisse du pouvoir de négociation des travailleurs ont été aggravées depuis peu par le chômage élevé, le sous-emploi et la baisse du taux d'activité. De plus, plusieurs indicateurs de l'inflation sous-jacente restent faibles. L'analyse par les services du FMI de l'évolution des prix sectoriels révèle que les tensions sur les prix sont modérées, aussi bien dans les secteurs où la fixation des prix est généralement moins sensible au cycle conjoncturel que dans ceux où les prix ont tendance à réagir aux fluctuations de la demande globale (graphique 1.17). Les taux d'inflation calculés par moyenne tronquée (qui ne tiennent pas compte des variations extrêmes des prix par rapport à la répartition des prix chaque mois afin d'éliminer l'inflation sous-jacente et d'obtenir une estimation impartiale des tensions sur les prix qui évolue lentement) indiquent que les pressions inflationnistes *diminuent* au lieu d'augmenter (graphique 1.18).

Il est sans doute plus difficile de mesurer les capacités inemployées durant la pandémie, car l'offre, tout comme la demande, ont évolué. Il n'en reste pas moins que même si les écarts de production sont moins négatifs qu'on ne l'estime actuellement, les conséquences sur l'inflation devraient être relativement modestes. Les courbes de Phillips se sont aplaties depuis quelques années pour diverses raisons, notamment la mondialisation, l'automatisation, la concentration accrue du marché et l'augmentation du pouvoir des entreprises en situation de monopole sur les marchés du travail. Pour la même raison que l'inflation n'a pas beaucoup baissé lorsque les écarts de production étaient importants et négatifs durant la crise financière mondiale, l'inflation a peu de chances de beaucoup augmenter, à moins que les écarts de production deviennent positifs et *très* marqués pendant une période prolongée et que la politique monétaire ne réagisse pas aux anticipations d'une hausse de l'inflation.

Que l'inflation dépasse temporairement son objectif ou commence à évoluer à la hausse à moyen terme, les conséquences seront très différentes et dépendront, dans le premier cas, de la crédibilité des cadres monétaires et de la réaction des autorités monétaires face à l'intensification des tensions inflationnistes. Ainsi, si la politique monétaire sert essentiellement à maintenir les coûts d'emprunt de l'État

Graphique 1.17. Inflation globale : contributions conjoncturelles et non conjoncturelles
(En points de pourcentage)

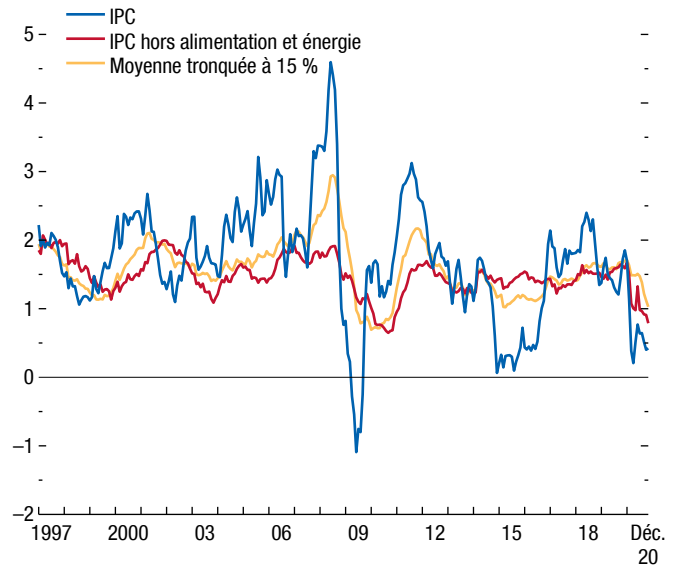
L'inflation (hors alimentation et énergie) a fortement diminué dans les secteurs généralement sensibles aux fluctuations de la demande globale (secteurs conjoncturels) et ceux qui ne le sont pas.



au plus bas (ou donne largement l'impression de le faire) au détriment de la stabilité des prix, les anticipations inflationnistes et l'inflation pourraient, en principe, augmenter rapidement. Mais cela semble peu probable dans la plupart des pays avancés et dans de nombreux pays émergents dont les banques centrales sont indépendantes. L'adoption de régimes de ciblage de l'inflation dans les années 90 a contribué à ancrer les anticipations inflationnistes autour des objectifs d'inflation des banques centrales dans les pays avancés. De plus, durant la pandémie, les indicateurs tirés des enquêtes sur les anticipations inflationnistes sont restés globalement stables, tout comme les indicateurs de marché, même si ces derniers ont légèrement augmenté dernièrement (graphique 1.19).

Graphique 1.18. Inflation tendancielle dans les pays avancés
(En pourcentage)

Les taux d'inflation calculés par moyenne tronquée indiquent que les pressions inflationnistes diminuent dans les pays avancés, conformément à divers indicateurs.



Graphique 1.19. Variation de l'inflation sur cinq ans et dans cinq ans
(En pourcentage ; taux d'inflation moyen dérivé des marchés, attendu sur une période de cinq ans à compter de cinq ans après la date indiquée)

Les indicateurs de marché relatifs aux anticipations inflationnistes à long terme sont stables ; ces anticipations ont légèrement augmenté aux États-Unis depuis mai, mais restent dans les limites de l'objectif d'inflation que la Réserve fédérale a récemment revu.



En outre, les cadres monétaires se sont considérablement améliorés dans de nombreux pays émergents depuis une dizaine d'années. Les anticipations inflationnistes sont beaucoup plus ancrées, l'inflation a reculé et est devenue moins durable et le risque d'une inflation galopante a diminué en conséquence, mais les progrès n'ont pas été uniformes. Certains pays continuent de connaître une inflation élevée et volatile et leur possibilité de mener une politique monétaire accommodante sans risquer de déstabiliser l'inflation pourrait être limitée (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2018 des PEM). La hausse rapide des prix des produits alimentaires a déjà fait augmenter les taux d'inflation globale dans certaines régions, notamment l'Afrique subsaharienne et l'Asie (voir le dossier spécial sur les produits de base dans ce chapitre). Une inflation globale temporairement élevée pourrait accroître les anticipations inflationnistes dans ces pays et agir durablement sur l'inflation.

Le commerce international de services devrait rester atone

À mesure que la reprise se renforce en 2021, le commerce mondial devrait s'accélérer et sa croissance atteindre 8,4 %, principalement grâce au rebond du volume des marchandises. Le commerce international de services (tourisme, transport) devrait demeurer morose tant que la pandémie n'est pas maîtrisée partout. Les restrictions aux voyages internationaux liées à la pandémie et plus généralement, la crainte de voyager, devraient avoir des effets durables sur les revenus des exportations de services.

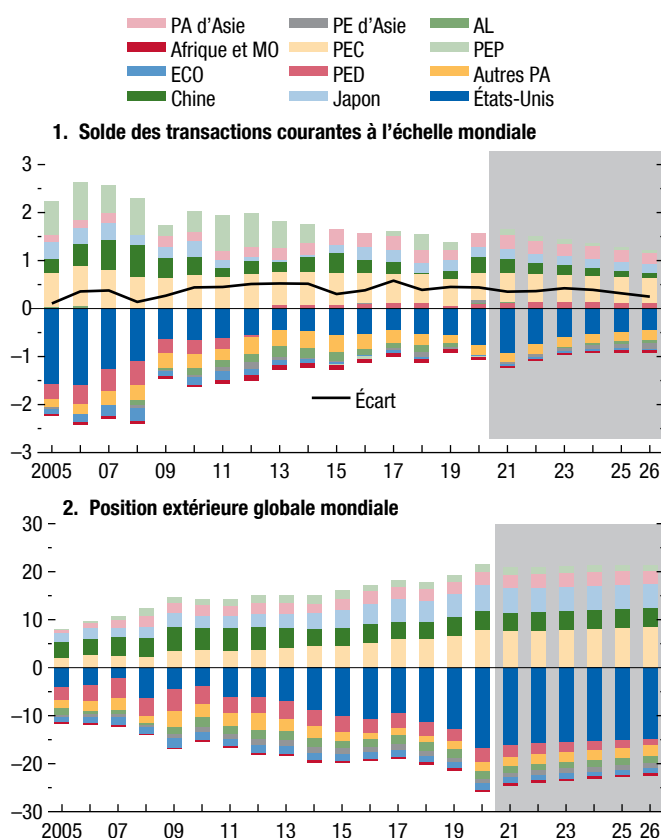
Au niveau mondial, les déficits et excédents des transactions courantes ont diminué au début de la crise, mais ont ensuite augmenté avec la hausse du commerce et des cours des produits de base. Les soldes courants devraient demeurer globalement stables à moyen terme et se réduire progressivement aux États-Unis et en Chine. Les stocks d'actifs et de passifs internationaux devraient cependant rester à des niveaux historiquement élevés (graphique 1.20).

Une incertitude primordiale et des risques nombreux

La trajectoire de la pandémie est si incertaine qu'il est très difficile de calculer la balance des risques autour de la prévision centrale ; les risques abondent de part et d'autre. De nouveaux vaccins qui ouvrent la voie à une reprise continuent d'être approuvés, mais leur efficacité contre de nouvelles souches du virus demeure incertaine. Si l'on tarde à vacciner l'ensemble de la population

Graphique 1.20. Solde courant et positions extérieures
(En pourcentage du PIB mondial)

Le solde des transactions courantes à l'échelle mondiale s'est élargi en 2020 et devrait s'élargir davantage en 2021.



mondiale, des mutations du virus résistantes aux vaccins pourraient apparaître, de nouvelles flambées pourraient survenir n'importe où et à tout moment, et de nouvelles restrictions pourraient s'imposer pour ralentir la transmission. Du fait que l'on ignore combien de temps va durer ce fonctionnement au coup par coup, il est difficile de prévoir d'autres éléments tels que la fermeté des réactions des investisseurs privés, l'ampleur des bouées de

sauvetage mises en place par les pouvoirs publics (alors que ceux-ci cherchent un équilibre entre l'aide à apporter et la marge de manœuvre à préserver pour prendre des mesures complémentaires ultérieurement) et l'étendue des séquelles. Les risques sont équilibrés à court terme, mais les perspectives sont plus favorables par la suite.

Les principaux risques de dégradation sont notamment les suivants :

- *Une résurgence de la pandémie.* Des souches résistantes aux vaccins pourraient freiner l'activité économique, de même que des risques opérationnels, tels que des retards dans la production et la distribution des vaccins. Un décalage excessif selon les régions pourrait provoquer une succession de coups de frein et d'accélérateur en réaction à la réapparition de zones à risque et un prolongement des périodes de distanciation physique, et placer les ménages, les entreprises et les décideurs dans l'incertitude. De plus, si les mutations sont plus rapides que le déploiement des vaccins, la COVID-19 pourrait se transformer en maladie endémique d'une gravité inconnue.
- *Un resserrement des conditions financières.* Une réévaluation des paramètres fondamentaux du marché (par exemple en réaction à une évolution défavorable de la COVID-19 ou à un arrêt des mesures de soutien plus tôt que prévu), une augmentation du rendement des obligations souveraines de référence (à la suite d'un vaste soutien budgétaire) ou une réappréciation des risques d'inflation (après des surprises inflationnistes dans un contexte de soutien monétaire et budgétaire important) pourraient donner lieu à une révision marquée du prix des actifs financiers. Les prix des actifs risqués pourraient brusquement chuter, créer une volatilité et provoquer des pertes sensibles dans les établissements financiers non bancaires. Des primes de risque plus élevées poseraient des difficultés de financement aux entreprises et aux ménages endettés. Une vague de faillites — qui ont été circonscrites jusqu'à présent grâce à un vaste soutien des pouvoirs publics — pourrait éroder les volants de capitaux des banques et limiter leur capacité à octroyer des crédits. Alors que l'endettement est élevé et en hausse, les emprunteurs vulnérables pourraient être confrontés à des risques de financement, et ce problème pourrait être particulièrement grave pour certains pays émergents et pays à faible revenu. Un durcissement des conditions financières obérerait les perspectives de croissance, ce qui pourrait entraîner une nouvelle réévaluation des actifs financiers et créer une chaîne de réaction potentiellement dangereuse.
- *Des séquelles prolongées.* Bien que les mesures que les pouvoirs publics ont prises jusqu'à présent aient évité

que la grave crise sanitaire et économique se transforme en crise financière systémique (et qu'elles aient sans doute limité l'ampleur des séquelles qui seraient survenues autrement), la crise de la COVID-19 pourrait encore dégrader sensiblement et durablement le potentiel de l'offre, par exemple à la suite d'une baisse du taux d'activité, de faillites et des perturbations provoquées sur les réseaux de production (voir le chapitre 2). Plus la récession se prolongera, plus ces effets risqueront d'être permanents, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement, où la prévalence d'entreprises relativement petites et le manque de profondeur des marchés de capitaux pourraient freiner l'investissement et l'emploi pendant longtemps. Les perturbations des réseaux de production risquent de compromettre durablement la croissance de la production. Dans le même temps, les mesures destinées à sauvegarder les flux de trésorerie des entreprises pourraient maintenir à flot des entreprises qui ne sont pas viables et entraîner une allocation inefficace des capitaux et de la main-d'œuvre qui freinera la croissance à moyen terme. Dans la mesure où la réduction des relations personnelles limite les programmes de reconversion, la réaffectation de la main-d'œuvre pourrait elle aussi être ralentie. Des séquelles prolongées sont en outre susceptibles d'exacerber les risques d'inflation alors que l'érosion de la capacité de production intensifie les contraintes de l'offre.

- *Une aggravation des troubles sociaux.* Alors que les troubles sociaux s'étaient calmés les premiers mois de la pandémie du fait de la mobilité réduite, des événements récents donnent à penser que l'on pourrait rapidement retrouver la tendance observée pendant plusieurs années avant la pandémie, en particulier dans les pays où les progrès sur les plans social et politique sous-jacents sont au point mort et où la crise a mis en lumière ou exacerbé des problèmes préexistants. Si la crise se prolongeait, les troubles sociaux pourraient s'intensifier, risquant de saper la confiance et de ralentir encore plus l'activité. Les efforts de réformes nécessaires pourraient eux aussi échouer, ce qui aurait des répercussions négatives sur la croissance à long terme et la viabilité de la dette. Il ressort d'une analyse récente des services du FMI que la volatilité des prix des denrées alimentaires pourrait jouer un rôle essentiel dans le déclenchement de troubles.
- *Des catastrophes naturelles plus fréquentes.* La fréquence et la gravité des catastrophes naturelles provoquées par des phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques ont augmenté ces dernières années.

Elles ont imposé un lourd tribut humain et détruit des moyens de subsistance essentiels. Certains petits pays vulnérables pourraient même subir des dommages économiques relativement importants, notamment parce que la riposte des pouvoirs publics à la pandémie a mis leurs capacités budgétaires à rude épreuve et a diminué leur capacité à faire face à une forte augmentation des besoins de soins de santé des suites de catastrophes (voir l'encadré 1.2). Les catastrophes naturelles pourraient en outre aggraver les tensions financières, en particulier dans le secteur de l'assurance.

- *Des risques géopolitiques, commerciaux et technologiques.* De nombreux facteurs de risques présents avant la COVID-19 restent d'actualité. Les tensions entre les États-Unis et la Chine demeurent élevées sur de multiples fronts, notamment le commerce international, la propriété intellectuelle et la cybersécurité. Le ralentissement dû à la pandémie a créé des disparités économiques nationales, qui pourraient également amener à mettre en place de nouveaux obstacles au commerce par nécessité de protéger les travailleurs nationaux. Alors que les échanges font déjà l'objet de nombreuses restrictions, ces mesures aggraveraient les facteurs d'inefficience et ralentiraient la reprise. De plus, des risques de tendances protectionnistes autour des technologies apparaissent. Ces tendances pourraient s'étendre aux fournitures médicales et aux innovations pharmaceutiques liées à la COVID-19, et freineraient alors l'offre mondiale de vaccins.

Du côté positif, les facteurs suivants pourraient influencer sur les perspectives :

- *Une accélération de la production et du déploiement des vaccins.* De nouveaux vaccins continuent d'être approuvés. Bien que les défis opérationnels soient de taille, ils pourraient être surmontés plus tôt que prévu, en particulier si de nouveaux vaccins qui ne doivent pas être conservés dans une chaîne du froid ou qui peuvent être administrés en une seule dose sont approuvés. Enfin, à mesure que les populations vulnérables seront vaccinées et que les taux d'hospitalisations baisseront, la crainte de l'infection pourrait rapidement disparaître. L'amélioration de la confiance des consommateurs stimulerait la consommation de services, accélérerait les investissements en début de période et porterait la croissance au-dessus du niveau de référence.
- *Des effets plus vastes et imprévus du soutien budgétaire.* À la différence des mesures budgétaires prises au lendemain de la crise financière mondiale, le soutien budgétaire, qui est l'un des éléments de la riposte des

décideurs face à la pandémie, a été remarquablement vigoureux et pourrait avoir des effets plus vastes que prévu actuellement. De plus, les pays avancés pourraient disposer d'une marge de manœuvre budgétaire encore inexploitée qui pourrait servir à préparer une reprise beaucoup plus solide, limiter autant que possible les séquelles de la pandémie et réduire plus rapidement la dépendance au carbone.

- *Des politiques coordonnées.* L'assouplissement de la politique monétaire et budgétaire s'est fait de façon énergique et synchronisée au début de la pandémie. La reprise pourrait être plus forte que prévu si la coordination internationale sur les politiques de sortie se poursuit durant la phase ultérieure de la reprise. De plus, une coopération plus intense sur les vaccins pourrait accélérer leur production et leur distribution, mettre un terme plus tôt que prévu à la pandémie et limiter l'ampleur de ses séquelles.

Certains de ces facteurs sont pris en considération dans d'autres scénarios analysés dans l'encadré des scénarios.

Priorités

Bien que les perspectives varient singulièrement selon les pays, les objectifs primordiaux des pouvoirs publics demeurent remarquablement uniformes. Le principal consiste à surmonter la crise sanitaire immédiate et à retrouver des niveaux d'emploi normaux. Ensuite, les pays doivent restreindre les répercussions à long terme de la crise en limitant les séquelles, notamment liées aux entreprises « zombies », et réduire les inégalités, tant au sein des pays qu'entre eux. À terme, le problème des changements climatiques est plus pressant que jamais et exige des mesures audacieuses de réduction des émissions ciblant en particulier les plus grands pollueurs.

Une forte coopération internationale est essentielle pour atteindre ces objectifs et faire en sorte que les pays émergents et les pays en développement à faible revenu continuent de réduire l'écart entre leur niveau de vie et celui des pays à revenu élevé. Sur le front sanitaire, cela revient à veiller à ce que la production mondiale de vaccins soit suffisante et que les vaccins soient universellement distribués à des prix abordables de façon à ce que tous les pays puissent rapidement et résolument vaincre la pandémie. Il faudrait lever les restrictions sur les exportations des vaccins, leurs composantes et les produits médicaux. En outre, la communauté internationale doit agir en étroite collaboration pour veiller à ce que les pays en difficulté financière aient un accès suffisant aux liquidités internationales

pour maintenir les dépenses consacrées aux soins de santé, à d'autres secteurs sociaux et aux infrastructures, qui sont nécessaires pour qu'ils se développent et poursuivent leur convergence vers un revenu par habitant plus élevé. En plus de s'attaquer aux problèmes directement imputables à la pandémie, les pays doivent aussi coopérer étroitement pour redoubler les efforts d'atténuation des changements climatiques et résoudre les questions économiques au cœur des tensions commerciales et technologiques, ainsi que pour combler les lacunes du système commercial multilatéral fondé sur des règles. En tirant parti des progrès récents accomplis en matière de politique fiscale internationale, les efforts doivent continuer de viser à limiter le transfert de bénéfices entre pays, ainsi que l'évasion et la fraude fiscales.

Adapter les mesures aux différentes phases de la pandémie et de la reprise

Bien que leurs objectifs puissent être analogues, les mesures qui s'imposent pour les réaliser doivent être adaptées à la situation particulière de chaque pays. Pour imposer une certaine structure, les mesures prioritaires suivantes sont classées selon les différentes phases de la crise : mesures immédiates, initiatives visant à entraîner la reprise et mesures destinées à bâtir une économie post-pandémique plus résiliente, inclusive et respectueuse de l'environnement. Ces phases sont bien entendu assez approximatives. Dans la pratique, la frontière entre les phases successives est floue, et les pays peuvent être amenés à adopter des stratégies prévues pour des phases ultérieures avant d'avoir mené à bien celles des phases antérieures. En outre, la reprise étant inégale, différents pays peuvent traverser des phases différentes pendant un certain temps. Il n'en reste pas moins que, l'objectif commun étant de sortir de la crise actuelle, cette séquence peut guider les priorités des pouvoirs publics au niveau mondial et la coopération internationale qui s'impose pour les mettre en œuvre.

Étant donné qu'une grande incertitude entoure les perspectives, les décideurs devraient privilégier des mesures qui seraient prudentes quelle que soit la situation dans le monde. Il faudrait par exemple renforcer la protection sociale en assouplissant les conditions d'admissibilité à l'assurance chômage de façon à inclure les travailleurs indépendants et les travailleurs de l'économie informelle (voir le chapitre 2 de l'édition d'avril 2020 des PEM), consacrer des moyens suffisants aux soins de santé, aux programmes de développement de la petite enfance, à l'éducation et à la formation professionnelle, et investir dans les infrastructures vertes pour accélérer la transition vers une économie

moins tributaire du carbone. Il faudrait en outre se préparer à adapter les mesures de soutien en faisant preuve de souplesse, en remplaçant par exemple les dispositifs d'urgence par une réaffectation des dépenses à mesure que la pandémie évolue (voir les chapitres 2 et 3) tout en préservant les dépenses sociales et en évitant de maintenir des dépenses inefficaces. Il est important d'inscrire les mesures de soutien à court terme dans des cadres crédibles à moyen terme.

Phase 1 : sortir de la crise

Les perspectives des variables sanitaires et économiques demeurent incertaines et difficiles. Dans ces conditions, les décideurs font encore face à des préoccupations immédiates.

Continuer de donner la priorité aux dépenses de santé. Le moyen le plus rapide d'obtenir de meilleurs résultats économiques est de venir à bout de la pandémie. Les avantages économiques des dépenses consacrées à la distribution et à l'administration des vaccins sont donc largement supérieurs à leur coût. La capacité de production de vaccins et, dans certains pays, les contraintes réglementaires continuent de créer des obstacles que l'on pourrait surmonter en accroissant les investissements publics et en harmonisant la réglementation. Il est essentiel de coopérer sur la production et la distribution de vaccins à l'échelle mondiale et les pouvoirs publics ne doivent pas limiter la diffusion internationale des vaccins. Des mesures telles que la restriction des exportations de vaccins et d'autres fournitures médicales ne font que favoriser des mesures de rétorsion qui interrompent les chaînes d'approvisionnement et mettent tous les pays dans une situation encore plus défavorable. L'apport d'un soutien supplémentaire au mécanisme COVAX et la distribution des doses excédentaires dans le monde entier pourraient contribuer à assurer à tous un accès aux vaccins.

Bien cibler les mesures de soutien budgétaires supplémentaires et les adapter aux différentes phases de la pandémie. La politique budgétaire doit rester accommodante jusqu'à la fin de la pandémie. Bien entendu, certains pays ont une marge de manœuvre budgétaire limitée. Ils devront alors trouver un équilibre entre les dépenses exceptionnelles et la viabilité de la dette dans des cadres crédibles. En revanche, les pays qui disposent d'un espace budgétaire devraient poursuivre les transferts ciblés en faveur des ménages et des entreprises en difficulté à l'aide de dispositifs de chômage technique, de prêts aux entreprises et de paiements directs aux ménages. Les programmes de ce type doivent être bien calibrés, ciblés en fonction du stade de la pandémie et supprimés

progressivement à mesure que la demande reprend. Il est important que l'aide soit apportée sous conditions de ressources dans les pays qui font essentiellement appel à des paiements généralisés aux ménages. Lorsque l'aide est finalement réduite, il faut éviter de brusques revirements. Ainsi, on diminuera progressivement la part des salaires prise en charge par l'État dans le cadre de programmes de chômage technique et de chômage temporaire en augmentant les aides à l'embauche afin d'aider les travailleurs à se reconvertir en fonction des besoins. De façon générale, un renforcement des aides sociales non seulement atténuera les répercussions sur les ménages durant la crise actuelle, mais permettra aussi aux pouvoirs publics de lancer une riposte automatique durant une reprise incertaine. C'est le cas par exemple du Togo, qui a définitivement adopté une infrastructure numérique pour procéder à des transferts monétaires d'urgence liés à la carte d'identité nationale, et de l'Indonésie, qui a étendu les allocations chômage aux travailleurs informels.

Accompagner par une politique monétaire accommodante, autant que possible. Les chocs négatifs sur l'offre et la demande survenant de façon synchronisée, il est assez difficile de déterminer quel est leur effet global sur l'écart de production. L'inflation demeure cependant modérée et les anticipations bien ancrées dans de nombreux pays, ce qui semble indiquer que la politique monétaire peut y rester accommodante. Alors que dans de nombreux pays, les taux d'intérêt restent dans la limite inférieure de leur fourchette, on peut s'attendre à ce que l'expansion des bilans des banques centrales continue de s'étendre (y compris dans certains marchés émergents, en fonction des besoins) et à ce que la trajectoire publiée des taux d'intérêt reste basse pendant un certain temps. Il est particulièrement fondamental que les banques centrales des pays avancés adoptent un cadrage prospectif clair et communiquent, sans se contenter de calibrer la politique monétaire accommodante qui convient au niveau national. Cela aura en outre des conséquences vitales sur les conditions financières extérieures dans les marchés émergents et sur l'impact de politiques divergentes sur les flux de capitaux (chapitre 4). Dans ce contexte, les pays émergents pourraient devoir examiner le bien-fondé d'autres instruments de la panoplie pour assurer la stabilité, notamment la politique de change, la gestion des flux de capitaux et la politique macroprudentielle. Un taux de change flexible est généralement le meilleur moyen d'absorber les chocs internationaux et de limiter la mauvaise affectation des ressources dans les pays dont les marchés financiers sont bien développés et les bilans présentent peu d'asymétries. En revanche, des

interventions sur les marchés des changes et des mesures temporaires de gestion des flux de capitaux peuvent, dans certaines circonstances, se révéler utiles dans les pays où les bilans sont vulnérables, en particulier pour renforcer l'autonomie de la politique monétaire en réaction à l'évolution nationale de l'inflation et de la production. Ces mesures ne sauraient toutefois se substituer à d'indispensables ajustements macroéconomiques.

Établir des mesures macroprudentielles efficaces pour maîtriser les risques qui pèsent sur la stabilité financière. Une période prolongée de politique monétaire accommodante va vraisemblablement aggraver les facteurs de vulnérabilité financière déjà nombreux, les emprunteurs marginaux bénéficiant de la recherche de rendement par les investisseurs et de la détérioration des normes relatives à l'octroi de prêts. Comme indiqué dans l'édition d'avril 2021 du GFSR, les décideurs devraient prendre des mesures rapides en tenant compte des décalages éventuels entre l'activation des instruments macroprudentiels et la manifestation de leurs effets. Ils devraient durcir certains outils macroprudentiels pour remédier à des points précis de vulnérabilité élevée, tout en évitant un resserrement général des conditions financières. S'ils ne disposent pas de tels outils (par exemple, dans certains segments du secteur de l'intermédiation financière non bancaire), les dirigeants doivent s'atteler d'urgence à en concevoir. Compte tenu des difficultés à créer et mettre en place des outils macroprudentiels dans les cadres existants, ils devraient également envisager d'établir des amortisseurs ailleurs en vue de protéger le système financier.

Phase 2 : préserver la reprise

La transition vers une économie post-pandémique pourrait être longue et difficile. Au cours de cette transition, les dirigeants devront trouver un équilibre entre les avantages que procurent les mesures d'atténuation des séquelles de la crise et les inconvénients qui découlent d'une réduction des incitations en faveur d'une allocation efficiente des ressources productives, sans pour autant perdre de vue la marge de manœuvre dont ils disposent.

Les mesures prises doivent remédier aux séquelles persistantes sur le plan économique. Sans mesures compensatoires, la crise aura des effets tenaces à moyen terme sur les entreprises, le marché du travail et l'accumulation de capital humain.

- Les faillites d'*entreprises* pendant une crise détruisent les emplois propres à ces entités, mais aussi ceux de leurs fournisseurs. En limitant les faillites d'entreprises viables, les dirigeants évitent un préjudice économique persistant. Dans l'ensemble, les pouvoirs publics ont

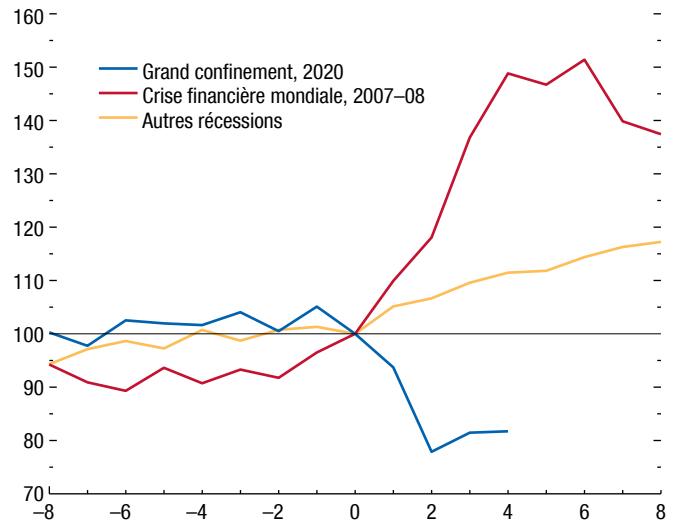
mis un frein aux faillites pendant la pandémie, mais au fur et à mesure que la reprise se confirme, ils devraient renoncer à une aide généralisée pour passer à des mesures axées sur les secteurs les plus touchés, tels que le commerce de détail, la culture et d'autres services où les contacts sont fréquents (chapitre 2).

- Les dirigeants devraient faire en sorte que *les politiques relatives au marché du travail* préviennent le chômage de longue durée et que la portée des programmes de mise en chômage technique ou partiel soit réduite à mesure que la situation du marché du travail se normalise (chapitre 3). L'appui sous forme de reconversion ou de recyclage professionnels devrait se poursuivre même une fois la reprise bien ancrée. Étant donné que le passage à un nouveau secteur peut prendre un certain temps, les travailleurs dont l'emploi a été supprimé devraient bénéficier d'une aide au revenu de longue durée afin de gérer leur transition vers des postes plus productifs.
- L'interruption de la scolarité pendant la pandémie a lourdement pesé sur la constitution d'un *capital humain* indispensable à une croissance durable. L'amélioration du niveau d'instruction dans les pays à faible revenu est particulièrement menacée, compte tenu de la capacité limitée de ces pays à assurer un enseignement par d'autres moyens (encadré 2.3). En l'absence de mesures correctives, telles que l'augmentation des dépenses consacrées à l'éducation et à des infrastructures connexes, les disparités de niveau d'instruction risquent de perpétuer une divergence croissante au sein des sociétés et entre les pays riches et les pays pauvres.
- Lorsque la marge de manœuvre le permet et que la reprise est faible, *accroître l'appui budgétaire* peut être un moyen efficace d'éviter certains des effets à long terme les plus pernicious de la récession. Les programmes axés sur la réalisation d'objectifs de croissance et d'équité à moyen terme, qui prévoient notamment la construction d'infrastructures visant à accélérer la réduction de la dépendance au carbone, une augmentation des dépenses de recherche ainsi qu'un investissement dans le développement de la petite enfance, l'éducation et les initiatives de formation professionnelle, contribueront également à atténuer certaines séquelles économiques persistantes. Lorsque des niveaux d'endettement élevés restreignent les possibilités d'action, il convient également de chercher à dégager un espace budgétaire en augmentant les recettes (réduction des allègements fiscaux, meilleure couverture des registres et adoption de taxes sur la valeur ajoutée bien conçues), en améliorant la progressivité de l'impôt et en réduisant les subventions inutiles.

Graphique 1.21. Faillites au cours de la récession actuelle et de crises précédentes

(Indice, dernier trimestre avant la récession = 100 ; trimestres en récession en abscisse)

Contrairement à la situation observée lors de précédentes crises, les faillites d'entreprises ont diminué par rapport aux niveaux pré-pandémiques.



Sources : autorités nationales ; CEIC Data Company Limited ; calculs des services du FMI.

Note : Les données proviennent de 13 pays, avec divers degrés de couverture entre le 1^{er} trimestre 1990 et le 3^e trimestre 2020. Les lignes indiquent les moyennes pour chaque récession, le « trimestre 0 » étant le dernier trimestre précédant la récession. Pour le grand confinement, le trimestre 0 est le 4^e trimestre 2019 pour tous les pays. Pour la crise financière mondiale, le trimestre 0 est, pour chaque pays, la date où le PIB réel a atteint un sommet en 2007-08. Les autres récessions sont propres à chaque pays et définies comme deux trimestres consécutifs à taux de croissance négatif sur les périodes 1990-2006 et 2009-19.

Cela sans renoncer à l'efficacité. Des mesures d'urgence ont dû être prises pour apaiser les souffrances au plus fort de la crise, mais les maintenir indéfiniment freinerait la croissance nécessaire pour soutenir la reprise. À terme, les mesures de soutien aux entreprises en difficulté évincent les nouveaux projets et entravent la réaffectation globale du capital et de la main-d'œuvre. De la même manière, une assurance chômage trop généreuse peut réduire les incitations à travailler.

- Parmi les risques liés à l'efficacité, la possibilité de voir se maintenir des *entreprises « zombies »* pèse particulièrement sur la reprise. Contrairement à la situation observée pendant la crise financière mondiale et d'autres récessions, les faillites d'entreprises ont diminué dans les pays avancés (graphique 1.21). Cela est dû en partie aux mesures qui empêchent les créanciers de faire valoir leurs droits à l'égard d'entreprises en difficulté, notamment les moratoires sur le remboursement de prêts bancaires, qui rendent inutile la recherche de protections

similaires en cas de banqueroute. Les petites entreprises semblent avoir particulièrement bénéficié de ces mesures. Les entreprises suffisamment grandes accèdent généralement aux marchés des capitaux en émettant des obligations. Le nombre de défaillances d'entreprises émettant des titres de créance à caractère spéculatif a atteint son niveau le plus élevé depuis la crise financière mondiale (voir l'édition d'avril 2021 du GFSR). L'ensemble de ces éléments laisse entendre que si les mesures de soutien ont sans aucun doute permis de maintenir à flot de nombreuses entreprises viables, elles maintiennent également en vie des entreprises inefficaces qui auraient fait faillite même si le ralentissement observé n'avait pas eu lieu. Afin d'empêcher ces entreprises « zombies » de continuer d'accaparer des ressources, les pouvoirs publics devront réduire les prêts généralisés et les garanties de crédit, et s'appuyer davantage sur des mécanismes de restructuration extrajudiciaire spécifiques et des procédures plus simples pour la réorganisation des petites entreprises, la restructuration des prêts et le dépôt de bilan. Ils devraient en outre encourager les établissements de crédit à repérer les emprunteurs en difficulté et à en assurer la gestion, y compris lorsque les moratoires et autres mesures de soutien restent en place. Les autorités de nombreux pays ont donc un choix peu enviable à faire : accepter une augmentation des faillites d'entreprises à court terme ou soutenir des entreprises « zombies » improductives à long terme. L'arbitrage sera probablement encore plus difficile dans les secteurs les plus durement touchés. En outre, une défaillance généralisée des entreprises pourrait se répercuter sur le secteur financier et avoir une incidence sur les réserves de fonds propres des banques. Par conséquent, les autorités devraient également envisager de prendre des mesures dont les résultats se rapprocheraient des effets de recapitalisation observés à la suite d'injections de fonds propres, lesquelles sont difficiles à mettre en œuvre directement dans toutes les entreprises, à l'exception des plus grandes. Ces mesures se traduiraient notamment par des prêts dont le remboursement est subordonné à la réalisation de bénéfices ultérieurs suffisants ou par la souscription de prêts similaires dans le secteur privé.

- La transition vers une économie post-COVID-19 passera inévitablement par une *réaffectation des ressources* en faveur des secteurs en redressement. Le meilleur moyen d'y parvenir est de réduire le niveau global de l'aide octroyée, tant pour les ménages que pour les entreprises, tout en apportant un appui ciblé aux secteurs les plus durement éprouvés. Le secteur des services, en

particulier, a connu un ralentissement beaucoup plus marqué que les autres pans de l'économie. Par conséquent, il serait peut-être préférable de mettre l'accent, de manière continue et ciblée, sur les entreprises de services. Un retrait prématuré de l'aide aux secteurs les plus touchés risque de déboucher sur une reprise inégale et de laisser des séquelles dans certains secteurs, empêchant ainsi une réaffectation nécessaire à long terme. Bien entendu, l'équilibre entre la fin de cette aide et l'appui à des entreprises non viables sera difficile à trouver ; les mesures sectorielles devront être supprimées à terme. Toutefois, en menant cette démarche plus lentement dans les secteurs les plus touchés, les pouvoirs publics peuvent espérer limiter les séquelles au niveau sectoriel.

- La crise a frappé plus durement les petites entreprises. Par conséquent, il convient de renforcer les *mesures visant à promouvoir la concurrence et à limiter la concentration du marché* afin d'éviter une forte augmentation des monopoles pendant la reprise.

Phase 3 : investir dans le futur

Plusieurs questions constitueront des enjeux à plus long terme pour les pouvoirs publics, qu'elles soient liées à la pandémie ou héritées de tendances antérieures. Les plus importantes sont la crise climatique actuelle, la réforme des cadres d'action et l'amélioration de la coopération internationale.

La coopération internationale reste essentielle. La pandémie a touché tous les habitants de la planète, quelle que soit leur nationalité. Par conséquent, les pays doivent coopérer pour faire face aux répercussions mondiales de la crise.

- Un *accès continu aux liquidités* peut empêcher les pressions liées au financement extérieur de se propager d'un pays à l'autre et accroître la marge de manœuvre des autorités monétaires. Pour réduire la probabilité que les besoins de financement de la balance des paiements restreignent les dépenses essentielles en matière de santé et d'aide sociale, le FMI a étoffé sa panoplie d'instruments de prêt : il a mis en place de nouveaux mécanismes de financement, augmenté les limites d'accès pour les financements d'urgence et a donné à plus de pays la possibilité de bénéficier de dons leur permettant d'alléger le service de leur dette. En outre, l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du Groupe des Vingt (G20), soutenue par la Banque mondiale et le FMI, permet de suspendre le paiement du service de la dette de 73 pays jusqu'en juin 2021. Une augmentation des allocations de droits de tirage spéciaux (DTS) pour tous

les pays permettrait de pouvoir mieux atténuer les effets des chocs actuels au cours d'une reprise inégale. Un apport temporaire de liquidités peut compenser en partie le manque de marge de manœuvre, mais pourrait se révéler insuffisant pour les pays dont la dette souveraine n'est pas viable. Dans de tels cas de figure, ceux qui répondent aux conditions prévues devraient, en collaboration avec leurs créanciers, s'employer à restructurer leur dette en recourant au cadre commun approuvé par le G20. Sans cette démarche, ces pays risquent de se voir contraints de renoncer à des dépenses de santé et d'investissement indispensables et de consacrer leurs rares réserves de change à leurs obligations liées à la dette extérieure, ce qui retarderait encore davantage leur développement à long terme et leur convergence vers un niveau plus élevé de revenu par habitant.

- Par ailleurs, certains différends *commerciaux* de portée internationale ne sont toujours pas résolus. Ils concernent notamment l'incapacité à sortir d'une impasse au sujet des nominations à l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce et les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine.

Stimuler la productivité et la croissance. Même avant la pandémie, la croissance de la productivité était timide depuis plusieurs décennies. Bien que les causes profondes de cette situation soient difficiles à déterminer, il est possible que l'amélioration de l'efficacité reste anémique et nécessite la prise de mesures correctives, notamment des investissements dans l'éducation, la recherche et les infrastructures. Cela dit, un autre avenir pourrait se dessiner, compte tenu des innovations en matière d'intelligence artificielle qui entraînent des progrès rapides de la productivité à mesure qu'une nouvelle vague d'automatisation s'étend à des tâches non routinières. Les pôles de croissance dans des secteurs tels que la logistique et les services pourraient impulser un nouvel élan après une décennie de croissance médiocre dans de nombreux pays. Une évolution de ce type ne se ferait pas sans inconvénients : les pertes d'emplois dans des professions peu qualifiées et routinières pourraient amplifier les inégalités, et la fracture numérique pourrait exacerber les disparités entre ceux qui ont accès à des possibilités en ligne et le reste de la population. Des mesures telles que l'amélioration des réseaux à large bande et la réduction des coûts d'accès aux télécommunications pourraient réduire ces inconvénients, tandis que la reconversion des travailleurs et l'investissement dans la formation numérique contribueraient de manière plus générale à élargir l'accès aux nouvelles possibilités d'emploi.

Une amélioration des cadres d'action peut permettre de dégager une marge de manœuvre. La marge de manœuvre dont disposent les pouvoirs publics pour agir dépend du cadre dans lequel ils opèrent. L'amélioration des cadres d'action peut permettre d'assouplir certaines des contraintes qui entravent leurs efforts.

- Les pays en difficulté peuvent être amenés à envisager une *restructuration préventive de leur dette*. Loin d'être la solution idéale, une restructuration négociée avec les créanciers des pays très endettés serait toutefois préférable à un défaut de paiement désordonné. Si les contrats obligataires contiennent des clauses d'action collective et que la nouvelle offre est considérée comme raisonnable par la majorité qualifiée des détenteurs d'obligations, une restructuration serait alors plus facile à gérer. Elle pourrait prendre la forme d'un allongement des échéances, d'une réduction des taux d'intérêt, d'une réduction du principal ou d'autres échanges de créances. Le cadre commun du G20 prévoit un modèle pour certains pays et pourrait éventuellement être appliqué au-delà de la liste actuelle, qui comprend les pays pouvant bénéficier de l'ISSD.
- Plus généralement, un *espace budgétaire* peut être dégagé à l'aide de mesures qui permettent non seulement d'accroître les recettes, mais aussi de rendre la fiscalité plus progressive au moyen, par exemple, d'une augmentation de l'impôt pour les particuliers fortunés et les sociétés très rentables, qui sont comparativement moins touchés par la pandémie, de la suppression des niches fiscales au niveau national, de la réduction des dépenses fiscales et d'une meilleure administration des recettes (notamment en recourant davantage à la déclaration électronique pour accroître le respect des obligations fiscales). Il faudra compléter les efforts déployés à l'échelle nationale par une étroite coopération internationale afin de limiter les transferts de bénéfices ainsi que la fraude et l'évasion fiscales. Ces initiatives peuvent être renforcées du côté des dépenses en améliorant l'efficacité et la gouvernance des investissements et des marchés publics, en réduisant les subventions mal ciblées et en rationalisant les dépenses ordinaires. S'engager à revenir au respect des règles budgétaires ou préapprouver des réformes fiscales dès maintenant pour les mettre en œuvre une fois la pandémie durablement maîtrisée pourrait renforcer la crédibilité des cadres budgétaires.
- *Cadres de politique monétaire.* Dans les pays où les taux d'intérêt se situent à leur borne inférieure effective (principalement les pays avancés, mais aussi certains pays émergents comme le Chili et le Pérou), continuer

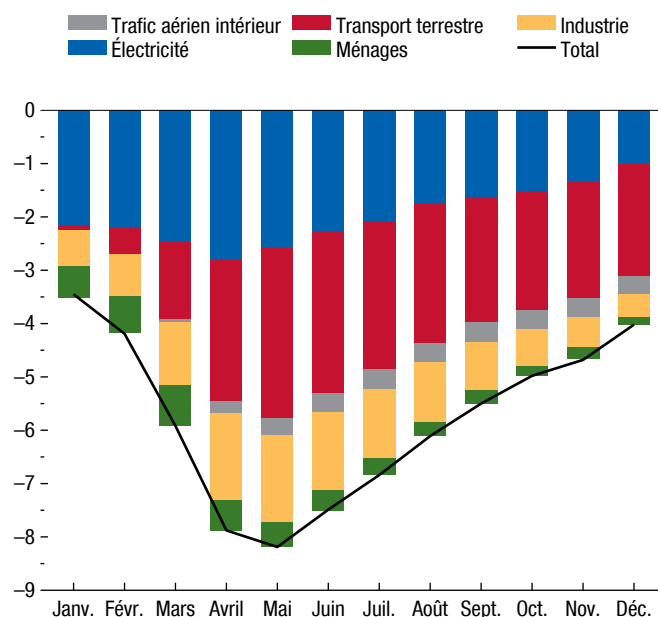
d'appliquer des mesures non conventionnelles de politique monétaire, y compris l'achat d'actifs, le cadrage prospectif ou même des taux d'intérêt négatifs, peut permettre d'accroître la marge de manœuvre. Dans les pays émergents, les programmes d'achat d'actifs peuvent créer une marge supplémentaire, à condition que les objectifs soient clairs, que les mesures soient bien communiquées et qu'elles s'inscrivent dans un cadre d'action plus global et cohérent, dans lequel la banque centrale est explicitement chargée d'assurer la stabilité des prix. Un cadre de politique budgétaire crédible peut permettre d'accroître encore la marge de manœuvre nécessaire pour continuer d'appliquer temporairement ces mesures non conventionnelles, car il enverrait un signal fort sur la limitation des émissions souveraines et des achats de la banque centrale (chapitre 4).

Sans coopération internationale, les changements climatiques continueront de freiner la croissance et la convergence économiques. Les émissions mondiales ont diminué d'environ 4 % en 2020, ce qui correspond globalement à la réduction de la production (graphique 1.22). Cette baisse est probablement temporaire. L'économie mondiale doit enregistrer une diminution similaire chaque année au cours des 30 ans à venir pour réduire les émissions de 80 % d'ici à 2050. En l'absence d'une action immédiate et coordonnée à l'échelle mondiale, les émissions augmenteront de nouveau lorsque la pandémie sera surmontée et que la production augmentera, et ce sont les pays les moins à même d'assumer les coûts d'une nécessaire adaptation, à savoir les petits pays et les pays à faible revenu, qui en pâtiront le plus (encadré 1.2). Un ensemble complet de mesures peut permettre d'atténuer les pires effets des changements climatiques moyennant des coûts de production relativement faibles pendant la phase de transition (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2020 des PEM). Il devrait reposer sur les éléments suivants.

- **Tarifification du carbone** : il est essentiel d'augmenter le prix du carbone pour décourager l'utilisation des combustibles les plus préjudiciables pour la société, notamment le charbon. Étant donné que le premier dollar de la taxe sur le carbone est le plus efficace, les pays ne souhaitant pas imposer des impôts élevés ne devraient pas hésiter à instaurer des taxes modérées, de préférence croissantes, sur le carbone ou à envisager des systèmes d'échange de droits d'émission. La mise en place d'un dispositif de prix plancher du carbone dans les grands pays émetteurs, conçu de manière suffisamment souple pour tenir compte de considérations d'équité et des contraintes liées aux politiques

Graphique 1.22. Émissions cumulées de dioxyde de carbone dans le monde, 2020 par rapport à 2019
(Différence en pourcentage)

Les émissions mondiales ont été inférieures de 4 % en 2020 en raison du ralentissement de l'activité imputable à la pandémie.



Source : Carbon Monitor (<https://carbonmonitor.org/>).

nationales, peut contribuer à coordonner et à intensifier l'action à cet égard (voir l'édition d'octobre 2019 du Moniteur des finances publiques).

- **Investissement dans des infrastructures respectueuses de l'environnement** : un élan en faveur d'infrastructures respectueuses de l'environnement, financé en partie par une taxe sur le carbone, pourrait compenser les pertes économiques liées à une hausse des coûts de l'énergie. Il pourrait s'agir notamment d'améliorer le transport et la distribution de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, d'accorder des subventions visant à améliorer le rendement énergétique des bâtiments et de mettre en place de meilleures infrastructures de transport écologique (transports en commun, recharge des véhicules électriques, etc.).
- **Subventions en faveur de la recherche à orientation écologique** : bien que les effets en soient incertains et différés, la mise en place de subventions en faveur de la recherche sur les technologies vertes peut permettre d'accélérer considérablement le passage à une économie sans émission de carbone et, compte tenu de la petite taille du secteur des technologies vertes, se

révéler relativement peu coûteuse. Il convient de noter qu'en réduisant le coût des futures énergies vertes et des technologies à émissions négatives, les subventions à la recherche favoriseront la réalisation des futurs objectifs de décarbonation.

- *Transferts compensatoires ciblés* : les personnes à faible revenu seront les plus durement touchées par les mesures

d'atténuation des changements climatiques, car elles présentent une consommation plus énergivore et sont plus susceptibles de travailler dans des secteurs à forte consommation d'énergie. Des transferts et des remises ciblés, financés par des taxes sur le carbone, peuvent compenser ces effets et éviter ainsi que l'atténuation des changements climatiques ne creuse les inégalités.

Encadré des scénarios

Lors de la publication de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), une grande incertitude entourait l'homologation et la disponibilité des vaccins, ce qui se traduisait par des écarts notables entre le scénario de référence et les autres scénarios examinés. Si certains éléments d'incertitude concernant les vaccins ont été levés, d'autres sont apparus. Même si ces aléas ne conduisent pas forcément à des écarts aussi élevés par rapport au scénario de référence qu'en octobre, ils restent toutefois non négligeables.

Le modèle G20 est utilisé pour illustrer cette situation, car il permet d'estimer l'incidence potentielle de la montée de l'incertitude quant à l'évolution de la pandémie en tenant compte de l'apparition de nouveaux variants, de l'efficacité des vaccins et du rythme de leur distribution. Dans le scénario favorable, il est supposé que la reprise soit beaucoup plus forte que celle prévue dans le scénario de référence, car la distribution des vaccins permet aux secteurs où les contacts sont fréquents de retrouver rapidement leur niveau d'activité et d'accroître ainsi le sentiment de confiance. Dans le scénario défavorable, il est supposé que la distribution des vaccins ne se déroule pas aussi bien que dans le scénario de référence et que les variants se révèlent plus résistants aux vaccins. Par conséquent, des modifications supplémentaires doivent être apportées à la composition des vaccins, ce qui retarde considérablement le processus d'immunité collective et donc la reprise dans les secteurs où les contacts sont fréquents.

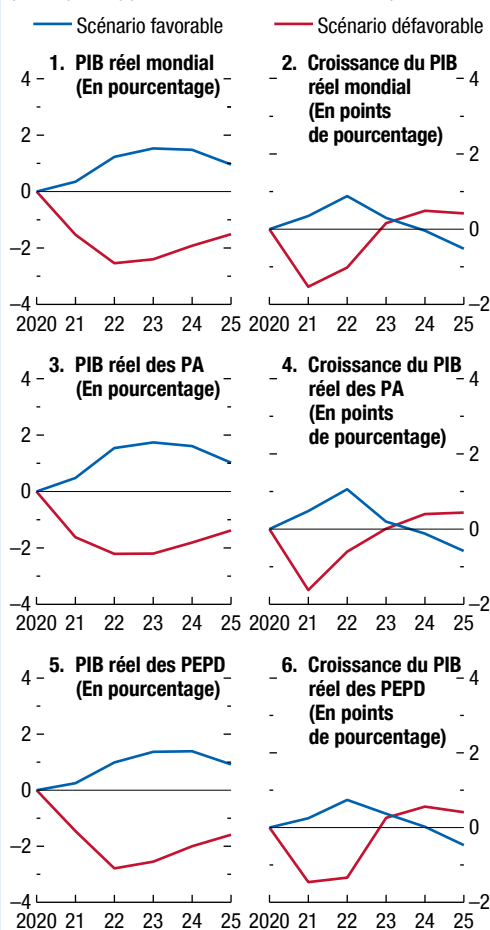
Scénario favorable

Dans le scénario favorable (lignes bleues dans le graphique 1 de l'encadré des scénarios), il est supposé que la distribution des vaccins soit environ 10 % plus rapide que dans le scénario de référence et que les vaccins permettent de prévenir les infections dues à l'ensemble croissant de variants et de limiter la contagiosité des personnes vaccinées. L'amélioration de la situation sur le front des vaccins et la diminution rapide des préoccupations liées à la maladie entraînent alors une normalisation plus rapide que prévu des déplacements, ce qui renforce la confiance des ménages et des entreprises. Ce sentiment de confiance se traduit par un retrait plus rapide que prévu de l'épargne accumulée, une libération rapide de la demande refoulée et une accélération de l'investissement privé. Compte tenu du bon ancrage des anticipations inflationnistes, l'accélération de l'inflation provoquée par la demande ne

Les auteurs du présent encadré sont Ben Hunt et Susanna Mursula.

Graphique 1 de l'encadré des scénarios. Autres évolutions possibles de la lutte contre le virus de la COVID-19

(Écart par rapport au scénario de référence)



Source : FMI, simulations selon le modèle G20.

Note : PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

conduit pas les autorités monétaires de la plupart des pays à resserrer leur politique, et la baisse des taux d'intérêt réels qui en résulte stimule davantage la demande privée. Il est supposé que les autorités budgétaires réduisent les dépenses liées aux stabilisateurs automatiques en fonction de l'évolution de la reprise, mais elles ne mettent fin à aucune autre mesure discrétionnaire par rapport au scénario de référence. Le rebond plus rapide de la demande à court terme contribue à réduire certaines des séquelles temporaires mais persistantes prévues dans le scénario de référence, car la demande de main-d'œuvre s'accroît, ce

Encadré des scénarios (fin)

qui permet de juguler rapidement la perte de capital humain ; certaines faillites sont évitées et la reprise de l'investissement privé stimule temporairement la croissance de la productivité.

Étant donné que les vaccins sont d'abord distribués dans les pays avancés et que l'épargne accumulée et la demande refoulée y sont plus élevées, ces pays sont les principaux moteurs d'une reprise plus rapide que prévu ; les pays émergents et les pays en développement jouent un rôle légèrement moins important. Le PIB mondial augmente plus rapidement que dans le scénario de référence, de près de ½ point de pourcentage en 2021, atteint près de 1 point de pourcentage en 2022, mais ralentit fortement en 2023 pour revenir à un niveau très proche de celui prévu dans le scénario de référence. La croissance du PIB des pays avancés est supérieure d'environ ½ point de pourcentage à celle du scénario de référence en 2021 et accélère pour dépasser de plus d'un point de pourcentage le niveau de référence en 2022. La croissance du PIB des pays émergents et des pays en développement est supérieure d'environ ¼ point de pourcentage à celle du scénario de référence en 2021 et atteint ¾ point de pourcentage en 2022. La reprise plus rapide que prévu ainsi que l'effacement correspondant d'une partie des séquelles supposées dans le scénario de référence placent la production mondiale près de 1 % au-dessus du niveau de référence à la fin de la période considérée.

Scénario défavorable

Dans le scénario défavorable (lignes rouges dans le graphique 1 de l'encadré des scénarios), il est supposé que des goulets d'étranglement au niveau de l'offre et d'autres problèmes logistiques concernant la livraison des vaccins les plus efficaces contre les variants en expansion permettent aux variants existants de bien s'implanter. Il est également supposé que de nouvelles mutations se produisent. Ainsi, le délai pour atteindre l'immunité collective est allongé d'environ six mois dans les pays avancés et neuf mois dans les pays émergents et les pays en développement. La persistance de taux d'infection et

de mortalité élevés ralentit la normalisation des déplacements et le redressement de la demande dans les secteurs où les contacts sont fréquents. Cela réduit les revenus des entreprises et des ménages et assombrit leurs anticipations de revenus escomptés, ce qui sape davantage la confiance des consommateurs et des entreprises. Une reprise plus lente que prévu accroît l'aversion pour le risque et entraîne un resserrement des conditions financières pour les entreprises vulnérables, ce qui freine encore davantage la croissance. Il est supposé que des mesures de politique monétaire non conventionnelles empêchent une hausse sensible des taux souverains. Le manque de marge de manœuvre sur le plan de la politique monétaire conventionnelle et la réduction de l'espace budgétaire restreignent la capacité des dirigeants à intensifier leur action. En outre, aucune nouvelle mesure budgétaire discrétionnaire n'est supposée. Du fait d'un rebond plus faible de l'activité, les séquelles sont proportionnellement plus importantes que celles prévues dans le scénario de référence, ce qui ralentit la vitesse du redressement une fois que la disponibilité et l'efficacité des vaccins se sont suffisamment améliorées pour permettre un retour des déplacements à leurs niveaux d'avant la pandémie.

Par rapport au scénario de référence, la croissance du PIB mondial ralentit d'environ ½ point de pourcentage de plus en 2021 et d'un point de pourcentage supplémentaire en 2022, avant de se redresser légèrement au-dessus du niveau de référence en 2023 et par la suite. La croissance des pays avancés et celle des pays émergents et des pays en développement reculent à peu près dans les mêmes proportions en 2021, mais du fait du resserrement plus marqué des conditions financières pour les entreprises vulnérables dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance de ces derniers ralentit davantage que celle des pays avancés en 2022. La reprise beaucoup plus lente que prévu laisse des séquelles supplémentaires et, conjuguée au durcissement des conditions financières, donne lieu à une production inférieure d'environ 1½ % à celle du scénario de référence à la fin de la période considérée.

Encadré 1.1. Industrie manufacturière mondiale : reprise en V et incidences sur les perspectives mondiales

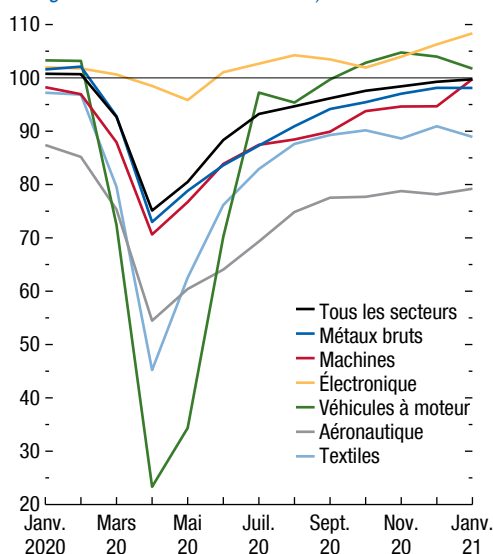
L'industrie manufacturière mondiale s'est fortement contractée au printemps 2020. Cependant, contrairement à l'évolution constatée pendant la crise financière mondiale, le recul a été de courte durée, puisque des reprises synchronisées en forme de V ont été observées dans les pays avancés et les pays émergents au cours du second semestre de l'année. Si le rebond s'explique en partie par la reprise de la production une fois les interruptions terminées, d'autres facteurs liés à la demande ont également joué un rôle, notamment la libération de la demande refoulée après la levée des mesures de confinement et l'augmentation de la demande d'équipements de protection et de produits qui facilitent le travail à domicile.

La reprise a été plus marquée dans certains secteurs que dans d'autres (graphique 1.1.1), ce qui est dû à plusieurs facteurs.

- *Les dépenses de consommation en biens durables ont augmenté dans les pays avancés, sous l'effet des programmes de soutien des pouvoirs publics, de la demande refoulée et de la limitation des dépenses consacrées aux services depuis le début de la pandémie* : la part des biens durables dans les dépenses de consommation a atteint environ 12 % au troisième trimestre de 2020, alors que la moyenne était de 10,5 % au cours des deux années précédant la pandémie. La hausse est plus manifeste pour des produits comme les automobiles et les appareils électriques. Les ventes mondiales d'automobiles, par exemple, ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie en décembre 2020, après avoir chuté de plus de 40 % jusqu'en avril. Pour expliquer ce rebond, il faut probablement tenir également compte de la volonté de respecter les distances de sécurité et d'éviter les transports publics, ainsi que des effets des programmes d'incitation à l'achat et des déductions fiscales. Le secteur automobile a été le principal moteur de la reprise de l'industrie manufacturière, étant à l'origine d'environ 35 % du rebond mondial au second semestre de 2020, tandis que les équipements électriques y ont contribué pour près de 5 % (graphique 1.1.2). La réorientation vers des biens durables a également soutenu le net redressement du commerce mondial ; les importations de biens de consommation des pays avancés ont représenté près d'un tiers de la reprise qu'a connue la valeur des échanges commerciaux dans le monde (hors pétrole) au cours du deuxième semestre de 2020. Le rebond des dépenses en biens durables a été moins prononcé dans les pays émergents, à l'exception de la Chine.

Nadia Mounir est l'auteure du présent encadré. Aneta Radzikowski y a également contribué par son travail de recherche.

Graphique 1.1.1. Industrie manufacturière mondiale : principaux secteurs
(Indice, décembre 2019 = 100 ; corrigé des variations saisonnières)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : hors Chine.

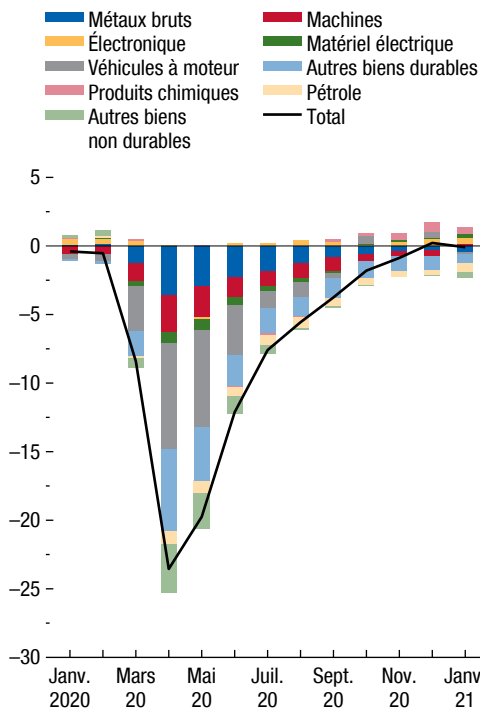
- *La pandémie a accru la demande de certains produits* : le matériel électronique, du fait de la transition vers le télétravail et l'apprentissage à distance, ainsi que le plastique, le caoutchouc et le textile, principales sources des équipements de protection individuelle. Ces secteurs sont à l'origine d'environ 10 % du rebond de l'industrie manufacturière.
- *Les incertitudes persistantes qui entourent les perspectives liées à la pandémie ont entravé la reprise de l'inv Matériel privé, en particulier dans les équipements*. Cela a limité le redressement de la production de machines et d'autres biens d'équipement. La production dans ces secteurs reste inférieure d'environ 6 % aux niveaux d'avant la pandémie (à l'exception du secteur aéronautique, qui affiche un niveau inférieur de près de 20 %). Des signes d'amélioration constante sont perceptibles en ce qui concerne la production de machines ; les importations de biens d'équipement ont repris à la fin de l'année 2020.

Les perspectives à court terme de l'industrie manufacturière mondiale restent positives, comme en témoignent les indicateurs de l'indice des directeurs d'achat de ce secteur établi en février, qui attestent d'une poursuite de l'expansion, bien qu'à un rythme plus lent. Alors que la reprise

Encadré 1.1 (suite)

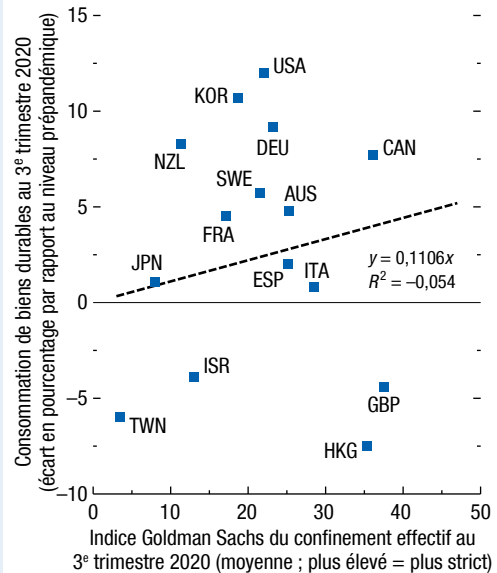
Graphique 1.1.2. Industrie manufacturière mondiale par secteur

(Contribution à la variation en pourcentage en glissement annuel ; en points de pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : hors Chine.

Graphique 1.1.3. Corrélation entre les mesures de confinement dans les pays avancés et la consommation de biens durables



Sources : base de données de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; Goldman Sachs ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les pays avancés compris ici sont les suivants : Australie, Canada, Corée, Danemark, États-Unis, Hong Kong (RAS), Israël, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suède, Taiwan (province chinoise) et zone euro. Ce groupe représente 41,4 % de la consommation mondiale pondérée selon les parités de pouvoir d'achat. Le coefficient estimé de l'indice de confinement était -0,5 au 2^e trimestre, avec un niveau de signification de 5 %. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

à court terme pourrait être tempérée par la résurgence de cas de COVID-19 dans plusieurs pays de premier plan, les données sur les directives de distanciation physique imposées à la fin 2020 et au début 2021 en Europe et au Royaume-Uni révèlent une incidence relativement faible de ces mesures sur l'activité manufacturière. Cela s'explique en partie par le caractère moins strict des mesures d'endiguement par rapport à celles prises en avril et mai, et par des perturbations beaucoup moins fortes de la production et des chaînes d'approvisionnement. La demande de biens, en particulier de biens durables, semble également être devenue moins sensible aux variations des déplacements, comme cela a été constaté au second semestre de 2020 (graphique 1.1.3).

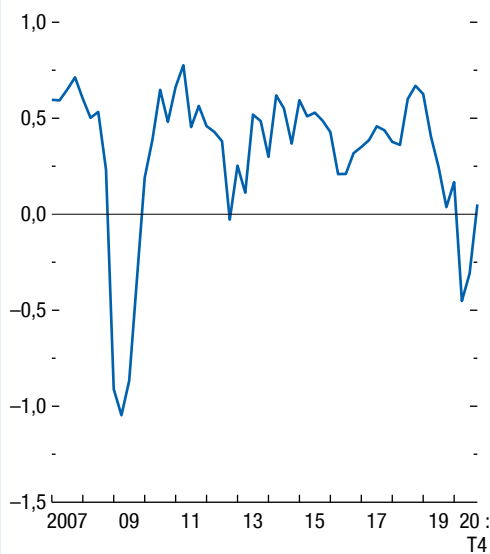
Au-delà du court terme, la généralisation de l'accès aux vaccins et la normalisation des activités où les contacts sont fréquents, ainsi que le maintien de l'appui des pouvoirs publics, devraient contribuer à soutenir la

reprise de l'industrie manufacturière. La poursuite de la normalisation des dépenses d'investissement mondiales constituera une source importante de demande pour l'industrie manufacturière. Cependant, plusieurs facteurs propres à la récession liée à la COVID-19 pourraient restreindre la vigueur de cette reprise : 1) une réorientation de la demande mondiale des biens durables vers les services sera probablement observée, car ces derniers ont représenté l'essentiel de la baisse du PIB mondial et restent bien en deçà de leurs niveaux d'avant la pandémie ; 2) la reconstitution des stocks, élément important des retournements de la conjoncture, sera probablement plus lente cette fois-ci, étant donné que le déstockage a été moins marqué pendant cette récession que lors d'épisodes précédents et que des incertitudes subsistent quant aux perspectives liées à la pandémie (graphique 1.1.4).

Encadré 1.1 (fin)

Graphique 1.1.4. Stocks dans les pays avancés et perspectives de l'industrie manufacturière

(Variation des stocks en pourcentage du PIB ; agrégée selon les parités de pouvoir d'achat)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les pays avancés compris ici sont les suivants : Australie, Canada, Corée, Danemark, États-Unis, Israël, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Taiwan (province chinoise) et zone euro. Ce groupe représente 42,9 % du PIB mondial pondéré selon les parités de pouvoir d'achat.

Encadré 1.2. Qui subit le plus les effets des changements climatiques ? Exemple des catastrophes naturelles

Les catastrophes majeures liées aux conditions météorologiques entraînent, dès qu'elles frappent, des baisses considérables du PIB réel par habitant, de l'ordre de 1,2 point de pourcentage en moyenne. Et les effets néfastes sont plus marqués dans les zones où l'exposition et la vulnérabilité sont élevées, notamment dans les pays en développement à faible revenu et les petits pays insulaires. Les changements climatiques et la hausse continue des températures de la planète risquent d'accroître encore la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles. Une meilleure résilience sur le plan structurel, financier et social permettrait d'accélérer la phase de redressement après une catastrophe et de réduire autant que possible la dégradation des conditions de vie.

Les changements climatiques en cours constituent une menace fondamentale pour l'économie mondiale. Si des mesures d'atténuation efficaces ne sont pas prises, l'augmentation des températures réduira le niveau de vie mondial d'au moins 5 à 10 % (par rapport à une stabilisation des températures aux niveaux actuels) d'ici la fin du siècle (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

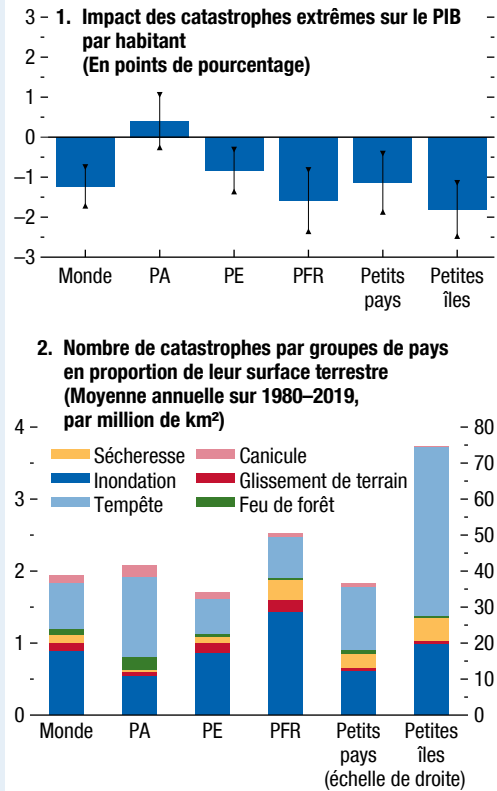
En l'absence de mesures d'atténuation efficaces, les pays à faible revenu sont non seulement les plus exposés aux coûts des changements climatiques, mais aussi les plus limités dans leur capacité d'adaptation, alors même que ce sont eux qui contribuent le moins aux émissions de gaz à effet de serre. Ces coûts seront vraisemblablement dus à des catastrophes naturelles plus fréquentes et plus dévastatrices, tandis que la hausse des températures mondiales a probablement déjà contribué à l'augmentation de la fréquence des catastrophes liées aux conditions météorologiques (GIEC, 2012), qui s'ajoutent à d'autres catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, auxquelles les pays à faible revenu sont également exposés.

Si les pays se remettent bien des catastrophes modérées, ils voient en revanche leur production économique généralement diminuer en cas de catastrophe extrême¹.

Le présent encadré a été rédigé par Evgenia Pugacheva, qui a pu s'appuyer sur les observations de Stéphane Hallegatte.

¹Voir Botzen, Deschenes et Sanders (2019) pour un aperçu des travaux sur les conséquences macroéconomiques des catastrophes naturelles. Pour les catastrophes majeures qui se situent dans le 5^e centile supérieur des catastrophes selon leur gravité, Felbermayr et Gröschl (2014) estiment que la croissance du PIB diminue de 0,46 point de pourcentage l'année du choc. Strobel (2011) constate que les effets de l'arrivée d'un ouragan sur les comtés côtiers des États-Unis réduisent localement le taux de croissance du PIB par habitant de 0,45 point de pourcentage, mais ne pèsent pas sur le taux de croissance à l'échelle

Graphique 1.2.1. Fréquence et effets hétérogènes des catastrophes naturelles liées aux conditions météorologiques



Sources : EM-DAT (Emergency Events Database) ; calculs des services du FMI.

Note : Sur la page 1, les barres d'erreur représentent des intervalles de confiance de 90 %. Sur la page 2, pour chaque année, le nombre de catastrophes est additionné, puis divisé par la surface terrestre totale du groupe de pays, puis rapporté à une moyenne annuelle. Les petits pays sont définis comme des territoires dont la surface terrestre est inférieure à 30 000 km² (à titre d'exemple, celle d'Haïti est de 27 750 km²). PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PFR = pays à faible revenu.

Les catastrophes de grande ampleur liées aux conditions météorologiques provoquent une baisse de 1,2 point de pourcentage du PIB réel par habitant en moyenne et ont des effets plus marqués dans les pays à faible revenu et les

nationale, car l'activité économique dans les zones non touchées compense les pertes. Loayza *et al.* (2012) soulignent également que les répercussions d'une catastrophe dépendent de sa gravité. Cantelmo, Melina et Papageorgiou (2019) font valoir que les catastrophes naturelles graves et répétées ont des effets négatifs persistants.

Encadré 1.2 (fin)

petits pays insulaires où la diminution est respectivement de 1,6 et 1,8 point de pourcentage (graphique 1.2.1, page 1). L'exposition et la vulnérabilité y sont élevées, car ces pays connaissent davantage de catastrophes signalées par kilomètre carré de superficie terrestre (graphique 1.2.1, page 2)². Les répercussions sur les pays avancés sont plus modérées, car ceux-ci sont souvent mieux équipés pour faire face aux catastrophes naturelles. En effet, une reconstruction plus rapide et de meilleure qualité, ainsi que des dépenses de grande ampleur pour financer l'aide publique peuvent entraîner une augmentation de la production à la suite d'une catastrophe, du moins à court terme. Les effets à moyen et long termes des catastrophes liées aux conditions météorologiques pourraient persister ; par exemple, les cyclones tropicaux, qui ont des conséquences dévastatrices tant pour les petits pays insulaires que pour les régions côtières des grands pays, engendrent des préjudices qui ne sont pas compensés même 20 ans après le passage de la tempête (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2017 des *Perspectives de l'économie mondiale*). En outre, les événements de ce type touchent de manière disproportionnée la tranche la plus pauvre de la population et ont des effets intergénérationnels, car la santé des individus est compromise, leurs moyens de subsistance sont détruits et leurs enfants ne peuvent plus aller à l'école (chapitre 2 de l'édition d'avril 2020 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne*).

La destruction du capital productif est le principal mécanisme par lequel les catastrophes réduisent

²La spécification économétrique utilisée pour estimer les répercussions des catastrophes naturelles liées aux conditions météorologiques sur le PIB réel par habitant pendant la période 1980–2019 est donnée par l'équation $\Delta \ln(y_{i,t}) = \beta_1 d_{i,t} + \beta_2 d_{i,t-1} + \theta_1 X_{i,t} + \alpha_i + \mu_t + \varepsilon_{i,t}$, dans laquelle i renvoie aux pays et t aux années ; $\Delta \ln(y_{i,t})$ représente la croissance du PIB réel par habitant ; $d_{i,t}$ est la variable indicatrice de catastrophe naturelle, qui prend la valeur 1 lorsque les dommages aux biens et au stock de capital en pourcentage du PIB de l'année précédente dépassent 10 % ou lorsque le nombre de personnes tuées ou sinistrées dépasse 10 % de la population (total de toutes les catastrophes dans un pays pour une année donnée) et prend la valeur 0 dans le cas contraire (ces critères correspondent à des catastrophes naturelles très extrêmes) ; β_1 est le coefficient d'intérêt ; $X_{i,t}$ correspond à un ensemble de valeurs de contrôle qui comprend deux retards de la croissance et le logarithme du PIB par habitant en parités de pouvoir d'achat ; α_i et μ_t représentent des effets fixes de pays pour le premier et d'année pour le second, avec des erreurs-types regroupées au niveau du pays.

la production. Contrairement aux catastrophes qui ne détruisent que des biens de consommation durables, comme les voitures et les meubles, les catastrophes qui détruisent du capital entraînent généralement une réduction du PIB (Strulik et Trimborn, 2019). En outre, les dommages causés aux infrastructures publiques et à la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité peuvent interrompre l'activité de production, ce qui a des répercussions sur les chaînes d'approvisionnement. Les efforts de reconstruction sont également coûteux : ils réorientent des ressources prévues pour d'autres activités de production et réduisent la productivité globale en raison d'une mauvaise allocation du capital (Hallegatte et Vogt-Schilb, 2019). Toutefois, si elle est bien menée, une meilleure reconstruction peut non seulement réduire au minimum les conséquences des catastrophes pour la consommation, la production et les conditions de vie en général, mais aussi réduire la vulnérabilité aux chocs futurs (Hallegatte, Rentschler et Walsh, 2018).

Dans ce contexte plus large, une stratégie à trois volets peut permettre de relever le défi spécifique que posent les phénomènes météorologiques extrêmes, en particulier pour les pays à faible revenu (FMI, 2019). Le premier volet consiste à renforcer la résilience structurelle en investissant dans des infrastructures résistantes aux catastrophes, des systèmes d'alerte rapide et une application plus rigoureuse des codes du bâtiment et des règles de zonage. Le deuxième volet vise à accroître la résilience financière en garantissant l'accès à des lignes de crédit préventives préapprouvées, la participation à des mécanismes d'assurance prévoyant une mise en commun des risques, l'inscription au budget de réserves financières, une amélioration de la mesure de l'exposition et de la vulnérabilité aux aléas climatiques et une meilleure communication des données correspondantes (voir le chapitre 5 de l'édition d'avril 2020 du *Global Financial Stability Report* (Rapport sur la stabilité financière dans le monde)). Le troisième volet a pour objectif de renforcer la résilience sociale en améliorant la préparation aux catastrophes et les capacités de gestion de ces phénomènes, ce qui permet de limiter l'interruption des services publics essentiels, en consolidant les systèmes de protection sociale en place afin de réduire les répercussions sur les groupes les plus vulnérables, et en faisant en sorte que l'aide internationale soit obtenue en temps voulu et ait une plus large portée.

Dossier spécial — Marchés des produits de base : évolution et prévisions

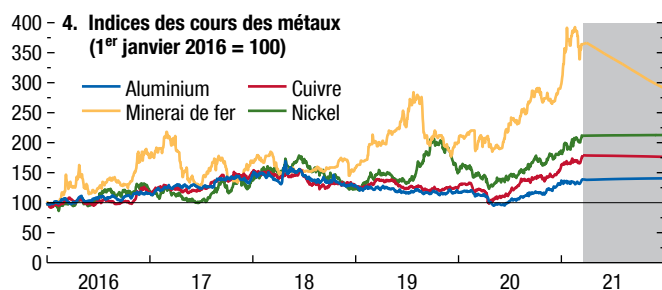
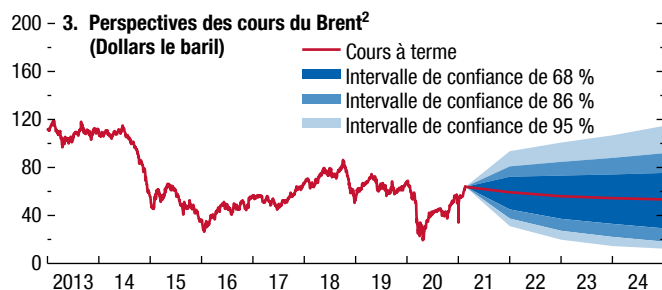
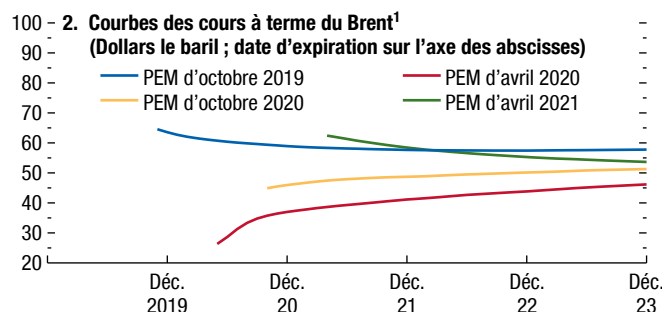
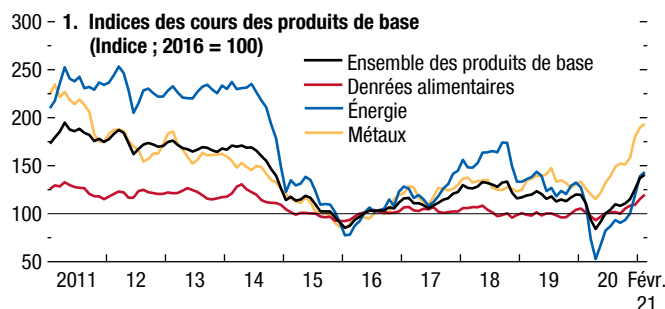
L'indice des cours des produits de base établi par le FMI a augmenté de 29 % entre août 2020 et février 2021, période de référence utilisée pour la présente édition des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) (graphique 1.DS.1, page 1). La hausse généralisée, produits énergétiques en tête, a été consécutive à l'annonce de vaccins efficaces contre la COVID-19 en novembre dernier et s'est poursuivie jusqu'en janvier malgré de nouvelles mesures de confinement qui ont affaibli les perspectives de la demande, en particulier pour les produits pétroliers. Le présent dossier spécial comprend également une analyse approfondie de la question de la sécurité alimentaire.

Le rééquilibrage du marché pétrolier se poursuit, tandis que les prix du gaz naturel présentent une volatilité saisonnière

Les cours du pétrole ont augmenté de 39 % entre août 2020 et février 2021, en raison de l'annonce de bonnes nouvelles au sujet des vaccins et de la reprise économique rapide observée en Asie. Une recrudescence des cas de COVID-19 et des difficultés dans la distribution des vaccins en début d'année ont affaibli les perspectives de la demande de pétrole et conduit la coalition OPEP+ (composée des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ainsi que de la Russie et d'autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP) à revoir avec plus de prudence l'assouplissement de leur décision de réduire la production de 7 millions de barils par jour annoncée en avril 2020 (voir l'édition d'octobre 2020 des PEM).

Les marchés à terme laissent entrevoir un *déport* (une courbe des cours à terme orientée à la baisse), où les prix du pétrole se situent à 58,5 dollars le baril en 2021 (42 % de plus que la moyenne de 2020), puis tombent à 50,7 dollars en 2025. Cette situation s'explique principalement par un équilibre temporaire entre l'offre et la demande, qui devrait se resserrer cette année, conformément aux projections de l'Agence internationale de l'énergie selon lesquelles les stocks de pétrole diminueront régulièrement et la demande (l'offre) de pétrole devrait atteindre 96,4 millions de barils par jour (95,5 millions de barils par jour) en 2021. Bien que des prix du pétrole durablement supérieurs à 60 dollars le baril puissent entraîner une reprise notable de la production à coûts plus élevés dans des pays non membres de l'OPEP+, y compris du pétrole de schiste américain, la

Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base

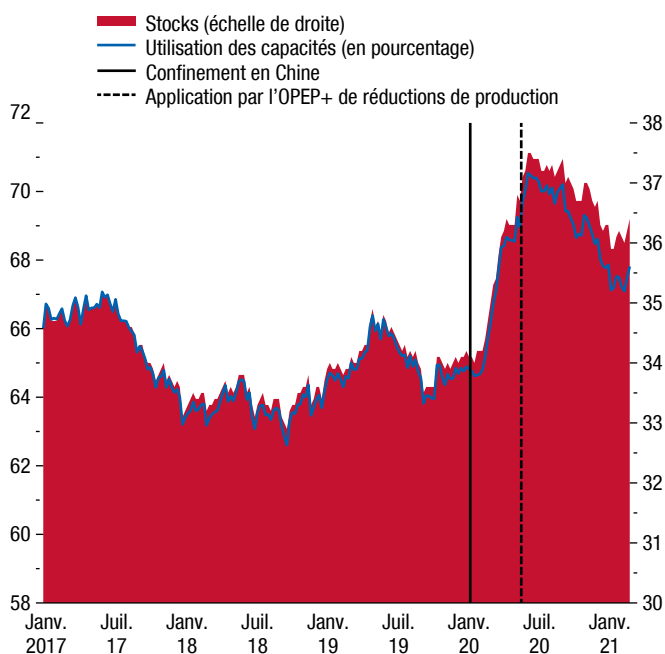


Sources : Bloomberg Finance L.P. ; FMI, système des cours des produits de base ; Refinitiv Datastream ; estimations des services du FMI.

Note : PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

¹Les cours à terme utilisés dans les PEM sont des hypothèses de référence propres à chaque rapport des PEM et sont dérivés des cours à terme. Les cours figurant dans les PEM d'avril 2021 ont été établis à partir des cours du 12 février 2021 (heure de clôture).

²Établis à partir des cours des options sur contrats à terme du 18 février 2021.

Graphique 1.DS.2. Stocks mondiaux de pétrole

Sources : KPLER ; calculs des services du FMI.

Note : Le stock est exprimé en jours de consommation de pétrole de 2019. L'OPEP+ est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, plus la Russie et d'autres exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP.

plupart des producteurs concernés semblent se concentrer sur l'assainissement de leurs bilans. Les risques qui pèsent sur les prix du pétrole sont légèrement orientés à la hausse, car la probabilité d'une forte réduction des investissements en amont dans le secteur du pétrole et du gaz est plus forte que celle d'un ralentissement de la reprise de la demande mondiale de pétrole, du maintien des stocks à un niveau élevé et, à moyen terme, d'une rupture de la coalition OPEP+ (graphique 1.DS.1, pages 2 et 3, et graphique 1.DS.2).

Les prix du gaz naturel ont présenté une forte volatilité saisonnière due aux conditions météorologiques. Les prix du gaz naturel liquéfié asiatique ont atteint près de 40 dollars par million d'unités thermiques britanniques (MMBTU) en janvier 2021, ce qui s'est répercuté sur les prix européens (le prix du mécanisme de transfert de titres néerlandais, par exemple, est passé à 7,3 dollars par MMBTU), tandis que les prix au comptant du Henry Hub américain ont atteint 17,5 dollars par MMBTU en raison d'une vague de froid qui a paralysé la production de gaz de schiste au Texas dans un contexte de forte demande d'électricité à la mi-février. La forte volatilité des prix du gaz naturel a stimulé la demande de charbon thermique dans le secteur de l'électricité. Les prix du charbon sud-africain ont également été portés par la forte demande des industries

indiennes de l'acier et du ciment. Les plans de cessation progressive de l'exploitation du charbon et la hausse des coûts d'émission continuent de peser sur les perspectives de la demande de ce combustible à moyen terme.

Redressement des prix des métaux de base grâce à une reprise plus vigoureuse de la production industrielle

Les prix des métaux de base ont augmenté de 30 % entre août 2020 et février 2021. La reprise de l'activité industrielle en Chine et dans des pays avancés, associée à l'optimisme suscité par les mesures de relance budgétaire annoncées aux États-Unis, a renforcé la confiance dans les métaux. Les prix du cuivre et du minerai de fer, fortement utilisés dans le secteur de la construction et l'industrie manufacturière, ont augmenté de respectivement 30 % et 35 %. La forte demande de véhicules électriques a également fait grimper les prix des métaux tels que le cobalt et le nickel, qui entrent dans la composition des batteries. Les prix des métaux précieux ont diminué de 6 % après avoir atteint des sommets en août 2020, en raison d'une baisse de la demande d'actifs sûrs.

Selon les projections, l'indice des cours des métaux de base établi par le FMI devrait augmenter de 32,1 % en 2021 et diminuer de 4,5 % en 2022. L'incertitude quant au rythme de la reprise économique mondiale et les perturbations éventuelles de la production et du commerce dues à la pandémie sont les principaux risques qui pèsent sur les prévisions (graphique 1.DS.1, page 4). Les prix des métaux précieux devraient augmenter de 6,0 % en 2021 et de 0,4 % en 2022, car les politiques monétaires devraient rester accommodantes.

Hausse des cours des denrées alimentaires en raison de récoltes décevantes et d'une accumulation de stocks préventive

L'indice des cours des aliments et des boissons établi par le FMI a augmenté de 20 %, tiré par les prix des huiles végétales et des céréales, qui ont augmenté respectivement de 45 % et 41 %. Pendant le second semestre de 2020, les prix de nombreuses cultures de base, dont le blé, le maïs, le soja et l'huile de palme, ont connu une forte hausse, inversant ainsi une tendance antérieure de stabilité ou de baisse des prix au cours des premiers mois de la pandémie, lorsque l'abondance des stocks mondiaux et la faiblesse de la demande pesaient sur les prix.

Les cours du soja et du maïs ont bondi de plus de 50 % entre août 2020 et février 2021. Ils ont été soutenus par un niveau de récolte plus faible que prévu, d'abord aux

États-Unis et plus récemment en Amérique du Sud, et par une forte demande de la Chine, qui cherche à reconstituer sa population porcine après avoir connu une épidémie de peste porcine africaine en 2019. Les prix du blé ont pour leur part augmenté de 38 % en raison de conditions hivernales sèches dans les grandes plaines américaines, d'une faible récolte dans l'Union européenne en 2020 et d'une forte demande à des fins de constitution de stocks. Ils ont également été portés par l'imminence d'une taxe russe à l'exportation, qui devrait entrer en vigueur entre le 15 février et le 30 juin de cette année afin de lutter contre l'inflation des prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur.

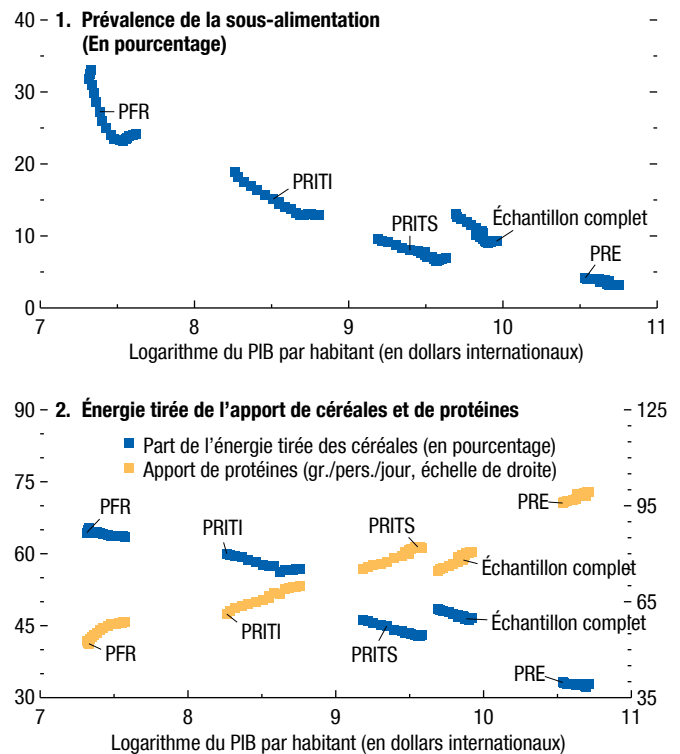
(In)sécurité alimentaire : effet collatéral de la pandémie ?

L'évolution de l'accès à la nourriture et de sa disponibilité (*sécurité alimentaire*) a joué un rôle important dans l'histoire de l'humanité, non seulement du fait de son incidence sur la santé des personnes et sur leur capacité à prospérer, mais aussi parce qu'elle a favorisé des changements politiques et déclenché des conflits. La première crise alimentaire mondiale des temps modernes, entre 1972 et 1975, a provoqué deux millions de décès liés à la faim et le renversement violent de certains gouvernements. La hausse des prix des denrées alimentaires dans le monde à la fin des années 2000 a déclenché une série de manifestations hostiles aux classes dirigeantes qui se sont étendues à tout le Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord.

L'(in)sécurité alimentaire a également de fortes répercussions sur le développement économique. La sous-alimentation, en particulier pendant l'enfance, peut avoir des effets néfastes sur le développement physique et cognitif, limiter le niveau d'instruction et les perspectives de revenu tout au long de la vie, et éventuellement perpétuer les inégalités (Atinmo *et al.*, 2009). Lorsque le phénomène est généralisé au sein de la population, il peut réduire l'accumulation de capital humain et la croissance potentielle (Fogel, 2004).

Malgré les progrès accomplis au cours des deux dernières décennies, la sous-alimentation reste élevée dans de nombreux pays (graphique 1.DS.3). La qualité des institutions et le revenu par habitant sont des facteurs déterminants à long terme (Timmer, 2000) ; cependant, les cycles conjoncturels, notamment les récessions, ont tendance à exacerber les problèmes de sécurité alimentaire, à enrayer les progrès et même à annihiler les acquis. La crise sanitaire mondiale actuelle, qui a entraîné une chute spectaculaire des revenus (graphique 1.DS.4), a ainsi suscité de graves inquiétudes quant à l'accès à la nourriture dans certaines

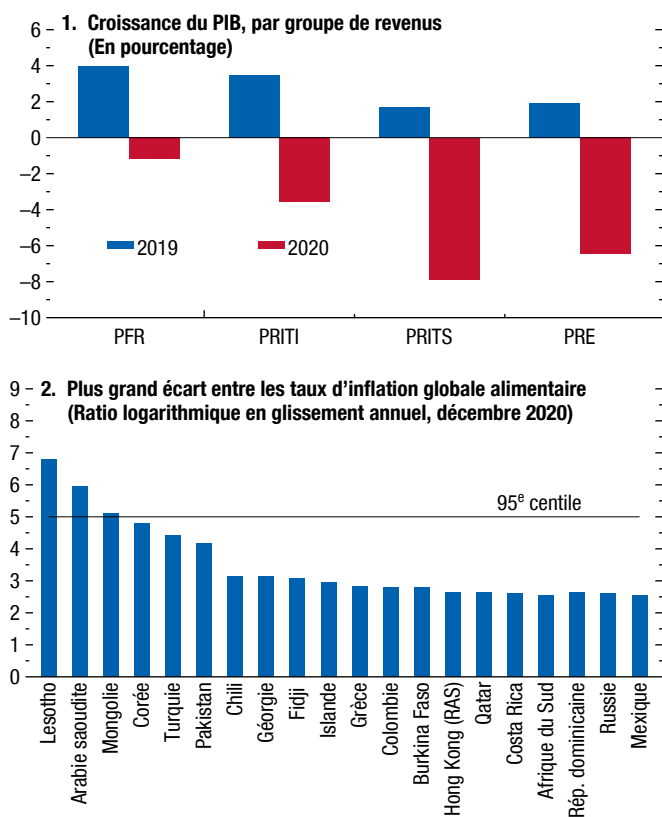
Graphique 1.DS.3. Sous-alimentation, composition du régime alimentaire et revenu



régions et pour certains groupes de population. Dans certains cas, les perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire ont exacerbé le problème en réduisant la disponibilité de la nourriture et en augmentant les prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur (graphique 1.DS.4). La pandémie de COVID-19 risque ainsi de réduire à néant des décennies de progrès dans la réduction de la sous-alimentation à l'échelle mondiale, ce qui met en péril la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 de l'ONU (réduire à zéro le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2030).

Dans le présent dossier spécial, les auteurs cherchent à répondre aux questions suivantes : Quelles sont les conséquences des fluctuations du PIB et des prix des denrées alimentaires pour l'insécurité alimentaire ? Dans quelle mesure les transferts sociaux permettent-ils de freiner l'augmentation de la sous-alimentation à court terme ? Quels sont les facteurs déterminants de l'inflation des cours des denrées alimentaires sur le marché intérieur ?

Graphique 1.DS.4. Les incidences de la pandémie



Source : calculs des services du FMI.

Note : Sur la plage 1, les libellés utilisent la classification par groupes de revenus de la Banque mondiale. Les données sont des moyennes simples de chaque groupe. Sur la plage 2, la ligne horizontale indique le 95^e centile de l'écart entre les taux d'inflation globale alimentaire depuis janvier 2015, qui est de 5 %. PFR = pays à faible revenu ; PRE = pays à revenu élevé ; PRITI = pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; PRITS = pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Qu'est-ce que l'(in)sécurité alimentaire ?

Selon l'ONU, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est assurée si toutes les personnes ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active (Comité de la sécurité alimentaire mondiale, 2012). À défaut, il est question d'insécurité alimentaire.

Le présent dossier spécial porte principalement sur les deux aspects de la sécurité alimentaire qui sont mesurables et pertinents sur le plan économique : 1) l'apport calorique, mesuré par la « prévalence de la sous-alimentation », qui correspond à la part des ménages dont l'apport calorique est inférieur à un certain seuil, et 2) la composition du régime alimentaire (mesurée par

la contribution des céréales à l'apport calorique global et l'apport en protéines)¹.

La prochaine partie traite de la manière dont la sous-alimentation et le régime alimentaire varient en fonction des fluctuations de l'activité économique et des prix des denrées alimentaires, ainsi que de la réaction de ces deux éléments à des mesures de stabilisation anticycliques telles que les dépenses au titre de transferts sociaux.

Les facteurs déterminants de l'(in)sécurité alimentaire liés au cycle conjoncturel

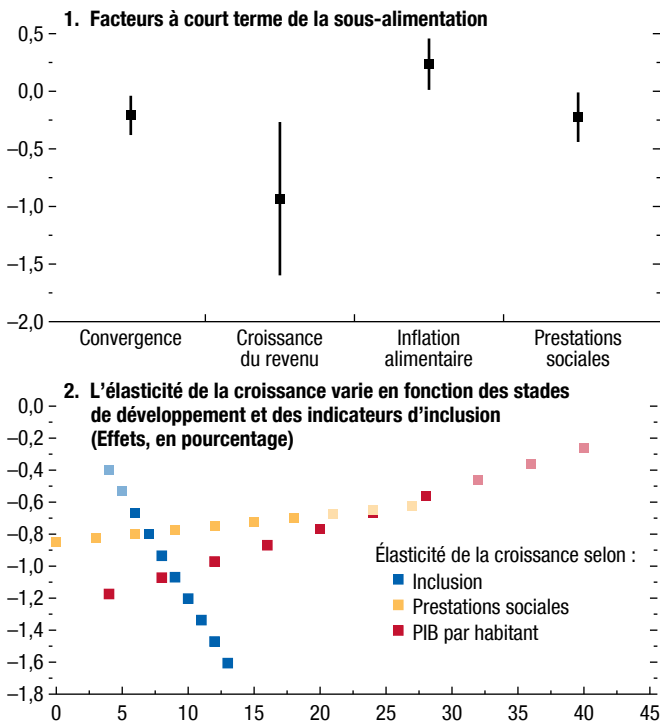
Quatre principaux facteurs ont été retenus pour expliquer l'évolution de la prévalence de la sous-alimentation (Timmer, 2000) : 1) la croissance du PIB par habitant (pour prendre en considération le revenu des ménages) ; 2) l'inflation des prix des denrées alimentaires (pour tenir compte de l'offre alimentaire et de facteurs externes) ; 3) la situation initiale ; 4) les transferts sociaux (mesures des pouvoirs publics visant à protéger les groupes vulnérables de la population).

Selon les résultats obtenus, la croissance du PIB est le facteur qui a la plus forte influence sur les variations de la sous-alimentation (graphique 1.DS.5). Une augmentation de 1 point de pourcentage de la croissance du PIB fait baisser la sous-alimentation de 0,95 %. L'élasticité de la sous-alimentation à la croissance du PIB devient plus forte dans les pays pauvres, alors qu'elle disparaît dans les pays à revenu élevé. Cela s'explique par le fait qu'une plus grande part de la population est proche de la sous-alimentation dans les pays à revenu intermédiaire ou faible. Des inégalités plus marquées réduisent cette élasticité, ce qui semble indiquer que le processus qui, en période de prospérité, rend la croissance plus inclusive, s'inverse lorsque la croissance ralentit ou que l'économie se contracte.

L'inflation des prix des denrées alimentaires est également significative : une augmentation type de 2 points de pourcentage de l'inflation de ces prix entraîne généralement une progression de la sous-alimentation de 0,24 %². L'inflation des prix des denrées alimentaires a une incidence particulièrement forte dans les pays où le revenu par habitant se situe entre 10 000 et 20 000 dollars (en dollars de 2017 ajustés en fonction des parités de pouvoir d'achat), le poids de l'alimentation dans l'indice des prix à

¹La prévalence de la sous-alimentation est mesurée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et se définit comme la part de la population dont la consommation alimentaire habituelle est insuffisante pour lui assurer un niveau d'énergie adéquat.

²L'inflation alimentaire et les variations des transferts sociaux sont respectivement deux et huit fois plus volatiles que la croissance du PIB dans l'échantillon économétrique.

Graphique 1.DS.5. Insécurité alimentaire et cycle conjoncturel

Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

Note : Sur la page 1, les lignes verticales indiquent les intervalles de confiance à 95 %. Les coefficients sont corrigés de la variabilité différente de chaque facteur de régression. Sur la page 2, l'axe des abscisses comprend les prestations sociales (en pourcentage du PIB), le taux d'inclusion (en part de revenu des 20 % inférieurs) et le PIB par habitant (en milliers de dollars internationaux). Les effets significatifs sur le plan statistique sont indiqués par des carrés plus foncés.

la consommation y étant généralement élevé (voir l'annexe en ligne 1.1, disponible en anglais à l'adresse www.imf.org/en/Publications/WEO). La protection sociale est un bouclier précieux contre les chocs sur les revenus et les prix des produits alimentaires, car elle atténue leurs effets à un niveau de développement économique donné. En outre, les transferts sociaux ont un effet positif direct sur la réduction de la sous-alimentation (graphique 1.DS.5)³.

Enfin, la composition du régime alimentaire a son importance. Avant de basculer dans la sous-alimentation à la suite d'une diminution des revenus, les ménages modifient leur régime alimentaire en se tournant vers des aliments de base moins coûteux. Cette marge d'ajustement est quantitativement pertinente dans les résultats économétriques (voir l'annexe en ligne 1.1). Les chocs sur le PIB

³En ce qui concerne l'évolution des pays, la convergence à partir de parts initiales élevées de personnes sous-alimentées est lente en l'absence d'autres améliorations, soit environ 0,4 point de pourcentage par an pour un pays à faible revenu type qui commence avec une part de 20 % de la population sous-alimentée.

font généralement augmenter la consommation de céréales et diminuer celle de protéines, car les céréales sont moins chères que les protéines animales. Cependant, les changements d'habitudes alimentaires sont souvent perçus par les personnes à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comme une forme de paupérisation, ce qui constitue un facteur majeur de montée des tensions sociales.

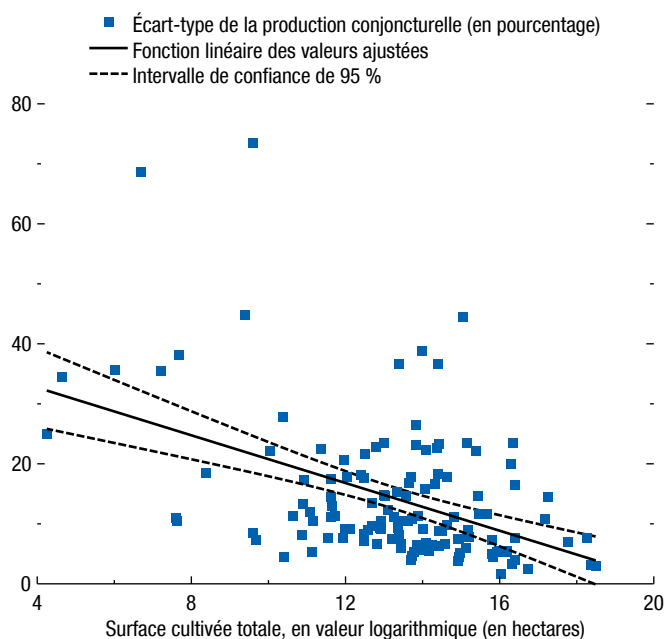
Facteurs déterminants de l'inflation des prix des denrées alimentaires

La présente partie, dont l'objectif est d'analyser les principaux facteurs déterminants de l'inflation des prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur, porte sur un échantillon de 121 pays sur la période 2001–18. Dans cet échantillon, l'inflation annuelle de l'indice des prix à la consommation des denrées alimentaires est calculée par une régression sur l'inflation des prix des produits alimentaires dans le monde, l'appréciation du taux de change par rapport au dollar américain, l'inflation globale tendancielle (pour contrôler les facteurs monétaires) et les chocs sur l'approvisionnement en denrées alimentaires.

Les résultats économétriques obtenus révèlent que la répercussion annuelle des prix alimentaires internationaux sur l'indice des prix à la consommation alimentaire sur le marché intérieur est d'environ 0,26 pour les pays à revenu faible ou intermédiaire et de 0,14 pour les pays à revenu élevé. Il n'est pas surprenant de constater que la répercussion est bien inférieure à 1,0 dans la mesure où la transmission transfrontalière des variations des prix internationaux est souvent restreinte par les taxes, les subventions, les contrôles des prix, la faible intégration des marchés et les coûts de distribution locaux. De même, la répercussion des variations des taux de change sur les prix est plus forte pour les pays à revenu faible ou intermédiaire (0,23) que pour les pays à revenu élevé (0,08).

Même si des facteurs externes sont à prendre en considération, la production alimentaire est essentiellement consommée au niveau national. De fait, les chocs sur les prix alimentaires intérieurs sont un vecteur important de l'inflation des prix des produits alimentaires. En outre, les pays où la surface arable est faible subissent généralement des chocs relativement plus forts (graphique 1.DS.6). Un choc type sur la production alimentaire nationale fait augmenter le taux d'inflation des prix alimentaires d'environ 0,3 point de pourcentage, et le même choc à l'échelle régionale fait croître ce taux de 0,7 point de pourcentage (tableau 1.DS.1). Même si une forte dépendance aux importations de denrées alimentaires peut rendre un pays plus sensible à des

Graphique 1.DS.6. Les pays à faible surface cultivée subissent des chocs sur la production plus forts



Sources : Banque mondiale ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

facteurs externes, l'accentuation de la répercussion est plutôt faible et non significative dans l'analyse économétrique. Cependant, une forte dépendance aux importations de produits alimentaires tend à atténuer les effets des chocs de la production alimentaire nationale sur les prix de ces produits (voir l'annexe en ligne 1.1).

Un autre élément indiquant que le commerce des denrées alimentaires peut améliorer les conditions de vie résulte d'une observation simple : les chocs sur la production alimentaire nationale ont une faible corrélation avec ceux d'autres pays et, en particulier, avec les chocs sur la production alimentaire mondiale (tableau 1.DS.2). Étant donné qu'un choc sur l'offre alimentaire régionale a une incidence plus forte qu'un choc intérieur, l'intégration du commerce alimentaire devrait idéalement s'étendre au-delà de la région.

Conclusions

Le revenu est le principal facteur déterminant de l'(in)sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et dans certains pays émergents. La pandémie de COVID-19 risque donc de retarder la démarche visant à ramener à zéro le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2030. En l'absence d'intervention des pouvoirs publics, la baisse des revenus et la hausse des prix des denrées alimentaires

Tableau 1.DS.1. Incidence des chocs de l'offre alimentaire sur l'inflation des denrées alimentaires

	Intérieur	Régional	Monde
Élasticité de l'inflation alimentaire	-0,02	-0,13	-0,15
Choc sur l'offre	-16,34	-5,84	-2,06
Incidence sur l'inflation alimentaire	0,28	0,73	0,31

Sources : Agence internationale de l'énergie ; calculs des services du FMI.
 Note : Le tableau présente les effets, pour l'inflation alimentaire, de chocs négatifs sur l'offre alimentaire à différents niveaux d'agrégation (intérieur, régional et reste du monde). Par « incidence », on entend le produit de l'élasticité de l'inflation alimentaire et du choc sur l'offre.

Tableau 1.DS.2. Corrélations entre les chocs sur l'offre alimentaire

	Intérieur	Reste de la région
Intérieur	1,00	
Reste de la région	0,20	1,00
Reste du monde	0,00	0,02

Sources : ministère de l'agriculture des États-Unis ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.
 Note : La production alimentaire est la somme de la production de maïs, de riz, de soja et de blé (calculée en calories). Les chocs intérieurs sont les écarts par rapport à la tendance de production de chaque pays, calculée au moyen d'un filtre Hodrick-Prescott sur la période 1990–2018. Les chocs relatifs au reste de la région représentent la moyenne des chocs des autres pays de la région, pondérée selon leur nombre d'habitants. Les chocs relatifs au reste du monde sont calculés de la même façon. La classification utilisée pour les régions est celle de la Banque mondiale.

en 2020 entraîneraient une augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim de respectivement 62 millions et 4 millions. Les pouvoirs publics devraient donc renforcer les dispositifs de protection des groupes les plus vulnérables et atténuer le risque de flambée des prix des denrées alimentaires en garantissant le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement dans ce domaine. Les petits producteurs de produits alimentaires devraient tirer parti des marchés alimentaires internationaux pour atténuer les répercussions des chocs de production intérieure sur les prix alimentaires locaux. Cela est d'autant plus important que les changements climatiques accroissent la volatilité de ces chocs. Les marchés alimentaires internationaux devraient rester ouverts et les pays exportateurs de denrées alimentaires devraient éviter d'instaurer des restrictions à l'exportation qui exacerbent les effets des chocs de production alimentaire sur les prix mondiaux et sapent la confiance dans les marchés alimentaires internationaux. Enfin, étant donné que le commerce ne permet pas de se prémunir contre les chocs sur l'offre alimentaire mondiale, les pouvoirs publics doivent prendre de nouvelles mesures pour favoriser la constitution de réserves alimentaires stratégiques suffisantes au niveau régional et encourager le développement et la mise en place de cultures et de méthodes de production plus résilientes face aux changements climatiques.

Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Europe	-5,2	4,5	3,9	2,0	3,1	2,7	1,8	2,2	2,1	...	...	...
Pays avancés	-6,8	4,5	4,0	0,4	1,4	1,3	2,2	2,5	2,4	7,1	8,0	7,8
Zone euro ^{4,5}	-6,6	4,4	3,8	0,3	1,4	1,2	2,3	2,8	2,7	7,9	8,7	8,5
Allemagne	-4,9	3,6	3,4	0,4	2,2	1,1	7,1	7,6	7,0	4,2	4,4	3,7
France	-8,2	5,8	4,2	0,5	1,1	1,2	-2,3	-2,1	-1,8	8,2	9,1	9,2
Italie	-8,9	4,2	3,6	-0,1	0,8	0,9	3,6	3,5	3,4	9,1	10,3	11,6
Espagne	-11,0	6,4	4,7	-0,3	1,0	1,3	0,7	1,0	1,9	15,5	16,8	15,8
Pays-Bas	-3,8	3,5	3,0	1,1	1,4	1,5	10,0	9,0	8,9	3,8	4,9	4,7
Belgique	-6,4	4,0	3,1	0,4	1,7	1,9	-0,7	-0,9	-1,5	5,6	6,8	6,6
Autriche	-6,6	3,5	4,0	1,4	1,6	1,8	2,3	2,4	2,5	5,3	5,5	5,3
Irlande	2,5	4,2	4,8	-0,5	1,6	1,9	4,6	7,0	6,9	5,6	6,8	5,7
Portugal	-7,6	3,9	4,8	-0,1	0,9	1,2	-1,2	-0,6	0,3	6,8	7,7	7,3
Grèce	-8,2	3,8	5,0	-1,3	0,2	0,8	-7,4	-6,6	-3,5	16,4	16,6	15,2
Finlande	-2,9	2,3	2,5	0,4	1,4	1,5	0,8	1,5	1,4	7,8	8,6	7,9
République slovaque	-5,2	4,7	4,4	2,0	1,2	1,9	-0,4	-1,2	-2,0	6,7	7,3	6,7
Lituanie	-0,8	3,2	3,2	1,1	1,5	1,9	7,9	6,2	4,8	8,9	8,4	7,6
Slovénie	-5,5	3,7	4,5	-0,1	0,8	1,5	7,3	6,9	6,6	5,1	5,4	5,0
Luxembourg	-1,3	4,1	3,6	0,0	0,9	1,8	4,4	4,9	4,9	6,3	6,7	6,4
Lettonie	-3,6	3,9	5,2	0,1	2,1	2,2	3,0	0,5	0,2	8,2	7,2	6,7
Estonie	-2,9	3,4	4,2	-0,6	1,8	2,5	-1,0	0,4	-0,5	6,8	7,1	6,5
Chypre	-5,1	3,0	3,9	-1,1	0,5	0,8	-10,3	-8,5	-6,1	7,6	7,5	7,0
Malte	-7,0	4,7	5,6	0,8	1,1	1,4	-0,6	0,2	1,2	4,3	4,3	4,1
Royaume-Uni	-9,9	5,3	5,1	0,9	1,5	1,9	-3,9	-3,9	-4,0	4,5	6,1	6,1
Suisse	-3,0	3,5	2,8	-0,7	0,1	0,3	3,8	6,7	7,5	3,1	3,5	3,4
Suède	-2,8	3,1	3,0	0,7	1,5	1,2	5,2	5,0	4,7	8,3	8,7	8,4
République tchèque	-5,6	4,2	4,3	3,2	2,3	2,0	3,5	0,9	0,1	2,7	3,4	3,2
Norvège	-0,8	3,9	4,0	1,3	2,2	2,0	2,5	5,4	4,8	4,6	4,3	4,0
Danemark	-3,3	2,8	2,9	0,3	1,1	1,4	7,9	8,0	7,8	5,6	5,6	5,5
Islande	-6,6	3,7	3,6	2,9	3,2	2,5	1,0	1,0	1,7	6,4	6,0	5,0
Saint-Marin	-9,7	4,5	3,4	0,2	0,8	0,9	1,9	1,1	1,1	7,3	6,6	6,4
Pays émergents et pays en développement d'Europe⁶	-2,0	4,4	3,9	5,4	6,5	5,4	0,0	0,6	0,4	...	...	...
Russie	-3,1	3,8	3,8	3,4	4,5	3,4	2,2	3,9	3,3	5,8	5,4	5,0
Turquie	1,8	6,0	3,5	12,3	13,6	11,8	-5,1	-3,4	-2,2	13,1	12,4	11,0
Pologne	-2,7	3,5	4,5	3,4	3,2	2,5	3,5	2,0	1,3	3,2	4,9	4,5
Roumanie	-3,9	6,0	4,8	2,6	2,8	2,1	-5,1	-5,0	-4,7	5,0	4,9	4,9
Ukraine ⁷	-4,2	4,0	3,4	2,7	7,9	6,8	4,3	-2,5	-3,6	9,0	8,6	8,4
Hongrie	-5,0	4,3	5,9	3,3	3,6	3,5	-0,2	-0,4	-0,3	4,1	3,8	3,5
Bélarus ⁷	-0,9	-0,4	0,8	5,5	6,9	5,5	0,1	-0,3	-1,7	4,1	4,5	4,4
Bulgarie ⁵	-3,8	4,4	4,4	1,2	1,0	2,0	0,1	1,4	1,2	5,2	4,8	4,4
Serbie	-1,0	5,0	4,5	1,7	2,2	2,4	-4,3	-5,7	-5,5	13,3	13,0	12,7
Croatie	-9,0	4,7	5,0	0,3	0,7	1,2	-3,5	-2,3	-1,6	9,2	9,4	9,0

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Solde extérieur courant corrigé des discordances constatées entre les informations communiquées sur les opérations effectuées au sein de la zone.

⁵Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat, sauf pour la Slovaquie.

⁶Inclut l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la République de Moldova, la Macédoine du Nord et le Monténégro.

⁷Voir la note pour le Bélarus et l'Ukraine dans la section des notes de l'appendice statistique.

Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Asie	-1,5	7,6	5,4	2,5	2,0	2,3	2,6	2,2	1,8	...	...	...
Pays avancés	-3,1	4,1	3,0	0,2	0,7	1,0	4,6	4,6	4,3	3,6	3,7	3,3
Japon	-4,8	3,3	2,5	0,0	0,1	0,7	3,3	3,6	3,2	2,8	2,8	2,4
Corée	-1,0	3,6	2,8	0,5	1,4	0,9	4,6	4,2	4,0	3,9	4,6	4,1
Australie	-2,4	4,5	2,8	0,9	1,7	1,6	2,5	2,4	1,0	6,5	6,0	5,5
Taiwan (province chinoise de)	3,1	4,7	3,0	-0,2	0,9	1,2	14,1	14,5	14,4	3,9	3,8	3,8
Singapour	-5,4	5,2	3,2	-0,2	0,2	0,8	17,6	14,6	14,4	3,1	2,8	2,5
Hong Kong (RAS)	-6,1	4,3	3,8	0,3	1,4	1,9	6,5	5,5	5,0	5,9	5,3	4,3
Nouvelle-Zélande	-3,0	4,0	3,2	1,7	1,8	1,6	-0,8	-2,1	-2,1	4,6	5,1	4,9
Macao (RAS)	-56,3	61,2	43,0	0,8	1,4	1,9	-34,2	7,3	29,5	2,9	2,5	2,1
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-1,0	8,6	6,0	3,1	2,3	2,7	1,7	1,0	0,7	...	...	...
Chine	2,3	8,4	5,6	2,4	1,2	1,9	2,0	1,6	1,3	3,8	3,6	3,6
Inde ⁴	-8,0	12,5	6,9	6,2	4,9	4,1	1,0	-1,2	-1,6	...	...	...
ASEAN-5	-3,4	4,9	6,1	1,4	2,3	2,7	1,8	0,3	0,4	...	...	...
Indonésie	-2,1	4,3	5,8	2,0	2,0	3,1	-0,4	-1,3	-1,4	7,1	6,5	5,8
Thaïlande	-6,1	2,6	5,6	-0,8	1,3	1,0	3,3	0,5	2,6	2,0	1,5	1,0
Viet Nam	2,9	6,5	7,2	3,2	3,9	3,9	2,2	2,4	1,9	3,3	2,7	2,4
Philippines	-9,5	6,9	6,5	2,6	3,4	3,0	3,2	-0,4	-2,2	10,4	7,4	6,3
Malaisie	-5,6	6,5	6,0	-1,1	2,0	2,0	4,4	3,8	3,7	4,5	3,8	3,6
Autres pays émergents et pays en développement d'Asie⁵	-1,1	4,5	5,7	5,2	5,0	5,3	-2,0	-1,5	-2,4	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Pays émergents d'Asie ⁶	-1,0	8,7	6,0	3,0	2,2	2,5	1,9	1,1	0,8	...	...	...

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.²En pourcentage du PIB.³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.⁴Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.⁵Les autres pays émergents et pays en développement d'Asie incluent les pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.⁶Les pays émergents d'Asie incluent les pays de l'ASEAN-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam), la Chine et l'Inde.

Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Amérique du Nord	-4,1	6,1	3,5	1,4	2,3	2,4	-2,8	-3,4	-2,7	...	...	...
États-Unis	-3,5	6,4	3,5	1,2	2,3	2,4	-3,1	-3,9	-3,1	8,1	5,8	4,2
Canada	-8,2	5,0	3,0	3,4	3,5	3,1	2,5	1,8	1,0	4,4	3,6	3,3
Mexique	-5,4	5,0	4,7	0,7	1,7	2,0	-1,9	-0,8	-1,3	9,6	8,0	6,5
Porto Rico ⁴	-7,5	2,5	0,7	-1,3	2,5	1,5	...	...	...	8,6	9,6	9,4
Amérique du Sud⁵	-6,6	4,4	2,8	8,1	9,2	8,4	-0,6	-0,4	-0,8	...	...	...
Brésil	-4,1	3,7	2,6	3,2	4,6	4,0	-0,9	-0,6	-0,8	13,2	14,5	13,2
Argentine	-10,0	5,8	2,5	42,0	...	...	1,0	2,3	1,3	11,4	10,6	9,3
Colombie	-6,8	5,1	3,6	2,5	2,1	2,6	-3,3	-3,8	-3,9	16,1	12,8	12,3
Chili	-5,8	6,2	3,8	3,0	3,1	3,0	1,4	0,3	-0,6	10,8	9,0	8,2
Pérou	-11,1	8,5	5,2	1,8	2,0	2,0	0,5	-0,4	-0,7	13,6	9,7	7,6
Équateur	-7,5	2,5	1,3	-0,3	0,5	2,4	0,5	1,9	2,0	5,3	4,5	4,4
Venezuela	-30,0	-10,0	-5,0	2.355	5.500	5.500	-3,5	-0,8	-2,3	55,5	58,4	60,1
Bolivie	-7,7	5,5	4,2	0,9	3,9	3,7	-2,5	-3,7	-4,2	8,0	4,0	4,0
Paraguay	-0,9	4,0	4,0	1,8	2,7	3,2	1,6	0,7	0,0	6,6	6,1	5,9
Uruguay	-5,7	3,0	3,1	9,8	8,3	7,4	-1,4	-2,2	-1,5	10,4	10,3	9,1
Amérique centrale⁶	-7,2	5,6	4,1	1,9	3,1	2,8	0,4	-1,6	-1,8	...	...	...
Caraïbes⁷	-4,3	3,3	11,1	7,7	8,4	7,5	-4,7	-5,6	-3,2	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Amérique latine et Caraïbes ⁸	-7,0	4,6	3,1	6,4	7,2	6,6	0,2	0,0	-0,4	...	...	...
Union monétaire des Caraïbes orientales ⁹	-16,0	-0,2	9,3	-0,6	1,6	1,7	-15,3	-21,6	-12,5	...	...	...

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Le Venezuela est exclu des agrégats. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴L'État libre de Porto Rico est classé parmi les pays avancés. Il s'agit d'un territoire des États-Unis, mais ses données statistiques sont tenues à jour de manière séparée et indépendante.

⁵Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁶Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine.

⁷Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.

⁸Inclut le Mexique et les pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁹Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie, ainsi qu'Anguilla et Montserrat, qui ne sont pas membres du FMI.

Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Moyen-Orient et d'Asie centrale	-2,9	3,7	3,8	10,2	11,2	8,1	-3,0	0,3	0,1	...	...	...
Pays exportateurs de pétrole⁴	-4,2	4,6	3,4	8,2	10,4	7,8	-2,7	2,1	1,7	...	...	...
Arabie saoudite	-4,1	2,9	4,0	3,4	2,7	2,0	-2,1	2,8	1,9	...	...	...
Iran	1,5	2,5	2,1	36,5	39,0	27,5	-0,7	1,2	1,2	10,8	11,2	11,7
Émirats arabes unis	-5,9	3,1	2,6	-2,1	2,9	1,2	3,1	7,1	6,3	...	...	...
Algérie	-6,0	2,9	2,7	2,4	4,9	6,0	-10,5	-7,7	-8,7	14,2	14,5	14,9
Kazakhstan	-2,6	3,2	4,0	6,8	6,4	5,0	-3,6	-1,0	-1,5	5,5	5,2	5,0
Iraq	-10,9	1,1	4,4	0,6	9,4	7,5	-14,8	0,0	-0,6	...	...	...
Qatar	-2,6	2,4	3,6	-2,7	2,4	2,9	-3,4	7,1	7,9	...	...	...
Koweït	-8,1	0,7	3,2	2,1	2,3	2,5	0,8	8,6	8,2	...	...	...
Azerbaïdjan	-4,3	2,3	1,7	2,8	3,5	3,2	-0,9	1,1	0,5	6,5	5,8	5,7
Oman	-6,4	1,8	7,4	-0,9	3,8	2,4	-10,0	-6,4	-2,7	...	...	...
Turkménistan	0,8	4,6	3,9	7,6	8,0	6,5	-0,5	0,8	-0,1	...	...	...
Pays importateurs de pétrole⁵	-0,7	2,4	4,4	13,3	12,5	8,6	-3,8	-4,4	-4,2	...	...	...
Égypte	3,6	2,5	5,7	5,7	4,8	7,2	-3,1	-4,0	-4,0	8,3	9,8	9,4
Pakistan	-0,4	1,5	4,0	10,7	8,7	8,0	-1,1	-1,5	-1,8	4,5	5,0	4,8
Maroc	-7,0	4,5	3,9	0,6	0,8	1,2	-2,2	-3,8	-4,0	11,9	10,5	9,7
Ouzbékistan	1,6	5,0	5,3	12,9	10,3	11,2	-5,4	-6,4	-5,9	...	...	...
Soudan	-3,6	0,4	1,1	163,3	197,1	44,5	-17,5	-11,2	-13,5	26,8	28,4	29,7
Tunisie	-8,8	3,8	2,4	5,7	5,8	6,3	-6,8	-9,5	-9,4	...	...	...
Jordanie	-2,0	2,0	2,7	0,4	2,3	2,0	-8,1	-8,3	-4,0	22,7	...	...
Liban	-25,0	...	...	88,2	...	...	-14,3	...	...	...	...	...
Afghanistan	-5,0	4,0	4,5	5,6	5,1	4,5	10,7	10,0	8,3	...	...	...
Géorgie	-6,1	3,5	5,8	5,2	3,8	2,7	-12,3	-11,5	-8,0	...	...	...
Arménie	-7,6	1,0	3,5	1,2	3,9	3,2	-4,6	-6,7	-6,6	24,2	22,8	22,7
République kirghize	-8,0	6,0	4,6	6,3	8,6	5,4	-8,2	-8,2	-7,0	6,6	6,6	6,6
Tadjikistan	4,5	5,0	4,5	8,6	8,0	6,5	-2,3	-2,2	-2,1	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Caucase et Asie centrale	-1,9	3,7	4,1	7,4	6,9	6,2	-3,6	-2,1	-2,3	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	-3,0	3,7	3,8	10,6	11,8	8,4	-3,0	0,6	0,3	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-3,4	4,0	3,7	10,6	12,4	8,5	-3,2	0,7	0,4	...	...	...
Israël ⁶	-2,4	5,0	4,3	-0,6	0,3	0,6	4,9	4,1	3,8	4,3	5,0	4,6
Maghreb ⁷	-8,8	14,7	3,3	3,0	4,9	5,3	-7,3	-5,9	-6,5	...	...	...
Mashreq ⁸	1,4	2,0	5,2	8,4	7,2	7,5	-4,3	-5,1	-4,4	...	...	...

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.²En pourcentage du PIB.³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.⁴Ce groupe comprend aussi le Bahreïn, la Libye et le Yémen.⁵Ce groupe comprend aussi la bande de Gaza et la Cisjordanie, Djibouti, la Mauritanie et la Somalie. La Syrie est exclue en raison de l'incertitude qui entoure sa situation politique. Voir la note pour le Liban dans la section des notes de l'appendice statistique.⁶Israël, qui n'est pas membre de la région économique, est inclus pour des raisons de géographie. Les chiffres relatifs à Israël ne sont toutefois pas inclus dans les agrégats de la région.⁷Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie.⁸Bande de Gaza et Cisjordanie, Égypte, Jordanie et Liban. La Syrie est exclue en raison de l'incertitude qui entoure sa situation politique.

Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Afrique subsaharienne	-1,9	3,4	4,0	10,8	9,8	7,8	-3,7	-3,7	-3,7	...	...	...
Pays exportateurs de pétrole⁴	-2,3	2,2	2,2	13,9	16,0	12,7	-3,6	-2,0	-1,6	...	...	...
Nigéria	-1,8	2,5	2,3	13,2	16,0	13,5	-3,7	-2,2	-1,8	...	...	...
Angola	-4,0	0,4	2,4	22,3	22,3	13,1	-0,6	0,8	0,5	...	...	...
Gabon	-1,8	1,2	2,7	1,3	2,0	2,0	-5,1	-0,3	-0,2	...	...	...
Tchad	-0,9	1,8	2,6	3,5	3,0	3,0	-8,8	-6,6	-6,3	...	...	...
Guinée équatoriale	-5,8	4,0	-5,9	4,8	1,5	3,1	-8,4	-3,6	-4,4	...	...	...
Pays à revenu intermédiaire⁵	-4,4	3,8	3,5	4,5	4,9	4,7	-1,1	-2,3	-2,9	...	...	...
Afrique du Sud	-7,0	3,1	2,0	3,3	4,3	4,5	2,2	-0,4	-1,5	29,2	29,7	30,8
Ghana	0,9	4,6	6,1	9,9	9,0	8,2	-3,3	-2,8	-4,9	...	...	...
Côte d'Ivoire	2,3	6,0	6,5	2,5	2,0	1,6	-3,6	-3,6	-3,4	...	...	...
Cameroun	-2,8	3,4	4,3	2,8	2,2	2,1	-5,3	-4,4	-3,2	...	...	...
Zambie	-3,5	0,6	1,1	16,3	17,8	14,8	1,5	6,5	5,6	...	...	...
Sénégal	0,8	5,2	6,0	2,5	2,0	1,7	-11,0	-12,8	-11,7	...	...	...
Pays à faible revenu⁶	1,0	4,3	6,1	14,2	8,6	6,0	-6,8	-7,1	-7,1	...	...	...
Éthiopie	6,1	2,0	8,7	20,4	13,1	8,0	-4,6	-3,6	-3,9	...	...	...
Kenya	-0,1	7,6	5,7	5,3	5,0	5,0	-4,8	-5,3	-5,4	...	...	...
Tanzanie	1,0	2,7	4,6	3,0	3,3	3,6	-2,7	-4,3	-4,0	...	...	...
Ouganda	-2,1	6,3	5,0	3,8	5,2	5,5	-9,1	-8,4	-5,7	...	...	...
République démocratique du Congo	-0,1	3,8	4,9	11,3	10,9	7,5	-4,0	-3,4	-3,4	...	...	...
Mali	-2,0	4,0	6,0	0,6	1,7	2,0	-2,0	-4,1	-4,4	...	...	...
Madagascar	0,8	4,3	5,2	1,9	2,7	2,6	-3,7	-4,5	-4,8	...	...	...

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans le tableau A6 de l'appendice statistique.²En pourcentage du PIB.³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.⁴Ce groupe comprend aussi la République du Congo et le Soudan du Sud.⁵Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Botswana, Cabo Verde, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie et Seychelles.⁶Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe.

Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif*(Variations annuelles en pourcentage ; en parités de pouvoir d'achat en dollars internationaux constants de 2017)*

	Moyenne									Projections	
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Monde	2,5	2,0	2,2	2,1	2,0	2,5	2,4	1,6	-4,4	4,9	3,4
Pays avancés	1,0	0,9	1,6	1,9	1,2	2,0	1,9	1,2	-5,1	4,8	3,3
États-Unis	1,0	1,2	1,8	2,3	1,0	1,7	2,4	1,7	-4,0	5,8	2,9
Zone euro ¹	0,5	-0,5	1,1	1,7	1,6	2,4	1,7	1,1	-6,9	4,3	3,7
Allemagne	1,3	0,2	1,8	0,6	1,4	2,2	1,0	0,3	-5,0	3,4	3,3
France	0,6	0,1	0,4	0,7	0,8	2,0	1,5	1,3	-8,4	5,5	3,9
Italie	-0,7	-2,4	-0,5	0,8	1,5	1,8	1,1	0,5	-8,7	4,3	3,7
Espagne	-0,2	-1,1	1,7	3,9	2,9	2,8	2,0	1,1	-11,0	6,3	4,3
Japon	0,7	2,2	0,5	1,7	0,8	1,8	0,8	0,5	-4,5	3,6	2,9
Royaume-Uni	0,7	1,5	2,1	1,6	0,9	1,1	0,6	0,9	-10,3	4,8	4,6
Canada	0,8	1,3	1,8	-0,1	0,0	1,8	1,0	0,4	-6,5	4,2	3,5
Autres pays avancés ²	2,6	1,8	2,2	1,5	1,7	2,4	2,0	1,2	-2,9	3,8	2,9
Pays émergents et pays en développement	4,8	3,5	3,1	2,8	3,0	3,4	3,2	2,3	-3,5	5,3	3,8
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,4	5,9	5,9	5,9	5,8	5,7	5,6	4,4	-1,9	7,7	5,2
Chine	10,0	7,2	6,9	6,5	6,2	6,4	6,3	5,5	2,0	8,1	5,3
Inde ³	6,3	5,1	6,2	6,8	7,1	5,7	5,4	2,9	-8,7	11,5	5,9
ASEAN-5 ⁴	4,1	3,7	3,4	3,7	3,9	4,3	4,2	3,7	-4,6	4,0	5,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,5	2,8	1,5	0,5	1,6	3,9	3,3	2,3	-2,2	4,3	3,8
Russie	4,9	1,5	-1,1	-2,2	0,0	1,8	2,9	2,1	-3,1	3,8	3,8
Amérique latine et Caraïbes	2,6	1,7	0,1	-0,8	-1,8	0,2	0,2	-1,1	-8,1	3,7	2,3
Brésil	2,7	2,1	-0,3	-4,4	-4,1	0,5	1,0	0,6	-4,6	3,0	1,9
Mexique	0,8	0,1	1,6	2,1	1,5	1,0	1,1	-1,0	-9,1	4,0	2,1
Moyen-Orient et Asie centrale	2,4	0,4	0,5	0,5	2,4	0,0	-0,2	-0,6	-5,1	1,2	1,9
Arabie saoudite	2,2	0,0	2,5	1,7	-0,6	-3,3	0,0	-1,6	-6,0	0,9	2,0
Afrique subsaharienne	2,7	2,3	2,5	0,5	-1,2	0,4	0,5	0,5	-4,5	0,8	1,3
Nigéria	4,9	2,6	3,5	0,0	-4,2	-1,8	-0,7	-0,4	-4,3	0,0	-0,2
Afrique du Sud	2,0	0,9	0,3	-0,3	-1,1	-0,1	-0,7	-1,3	-8,3	1,6	0,4
<i>Pour mémoire</i>											
Union européenne	1,0	-0,2	1,5	2,1	1,9	2,8	2,1	1,5	-6,3	4,2	3,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,7	-0,5	-0,2	0,2	2,6	-1,0	-1,0	-1,3	-5,8	1,3	1,8
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,1	3,7	3,3	3,0	3,3	3,6	3,5	2,4	-3,4	5,9	4,1
Pays en développement à faible revenu	3,6	3,5	3,8	2,1	1,5	2,6	2,7	2,9	-2,2	2,0	3,0

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les données correspondent à la somme des pays de la zone euro.²Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.³Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.⁴Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

Bibliographie

- Acemoglu, Daron, Philippe Aghion, Leonardo Burszty, and David Hémous. 2012. “The Environment and Directed Technical Change.” *American Economic Review* 102 (1): 131–66.
- Acemoglu, Daron, Ufuk Akcigit, Douglas Hanley, and William Kerr. 2016. “Transition to Clean Technology.” *Journal of Political Economy* 124 (1): 52–104.
- Acemoglu, Daron, and David Autor. 2011. “Skills, Tasks and Technologies: Implications for Employment and Earnings.” In *Handbook of Labor Economics* 4: 1043–171. North-Holland: Elsevier.
- Atinmo, Tola, Parvin Mirmiran, Oyediran E. Oyewole, Rekia Belahsen, and Lluís Serra-Majem. 2009. “Breaking the Poverty/Malnutrition Cycle in Africa and the Middle East.” *Nutrition Reviews* 67 (Suppl 1): S40–46.
- Barwick, Panle Jia, Shanjun Li, Deyu Rao, and Nahim Bin Zahur. 2018. “The Morbidity Cost of Air Pollution: Evidence from Consumer Spending in China.” NBER Working Paper 24688, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Botzen, W. J. Wouter, Olivier Deschenes, and Mark Sanders. 2019. “The Economic Impacts of Natural Disasters: A Review of Models and Empirical Studies.” In *Review of Environmental Economics and Policy* 13 (2). Chicago, IL: The University of Chicago Press.
- Cantelmo, Alessandro, Giovanni Melina, and Chris Papageorgiou. 2019. “Macroeconomic Outcomes in Disaster-Prone Countries.” IMF Working Paper 19/217, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Committee for World Food Security (CFS). 2012. “Coming to Terms with Terminology.” Rome.
- Felbermayr, Gabriel, and Jasmin Gröschl. 2014. “Naturally Negative: The Growth Effects of Natural Disasters.” *Journal of Development Economics* 111: 92–106.
- Fogel, Robert. 2004. “Health, Nutrition, and Economic Growth.” *Economic Development and Cultural Change* 52 (3): 643–58.
- Gerlach, Christian. 2015. “Famine Responses in the World Food Crisis 1972–5 and the World Food Conference of 1974.” *European Review of History: Revue européenne d'histoire* 22 (6): 929–39.
- Hallegatte, Stéphane, Jun Rentschler, and Brian Walsh. 2018. “Building Back Better: Achieving Resilience through Stronger, Faster, and More Inclusive Post-Disaster Reconstruction.” World Bank, Washington, DC.
- Hallegatte, Stéphane, and Adrien Vogt-Schilb. 2019. “Are Losses from Natural Disasters More than Just Asset Losses?” In *Advances in Spatial and Economic Modeling of Disaster Impacts*, edited by Y. Okuyama and A. Rose. Cham, Switzerland: Springer Nature Switzerland.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). 2012. “Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation.” Special Report, Geneva.
- International Monetary Fund (IMF). 2019. “Building Resilience in Developing Countries Vulnerable to Large Natural Disasters.” IMF Policy Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Loayza, Norman V., Eduardo Olaberria, Jamele Rigolini, and Luc Christiaensen. 2012. “Natural Disasters and Growth: Going beyond the Averages.” *World Development* 40 (7): 1317–36.
- Pritchett, Lant. 2006. “Does Learning to Add up Add up? The Returns to Schooling in Aggregate Data.” In *Handbook of the Economics of Education*, edited by E. A. Hanushek and F. Welch, 635–95. North-Holland: Elsevier.
- Reed, William Robert. 2015. “On the Practice of Lagging Variables to Avoid Simultaneity.” *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 77: 897–905.
- Strobel, Eric. 2011. “The Economic Growth Impact of Hurricanes: Evidence from US Coastal Counties.” *The Review of Economics and Statistics* 93: 575–89.
- Strulik, Holger, and Timo Trimborn. 2019. “Natural Disasters and Macroeconomic Performance.” *Environmental and Resource Economics* 72: 1069–98.
- Timmer, C. Peter. 2000. “The Macro Dimensions of Food Security: Economic Growth, Equitable Distribution, and Food Price Stability.” *Food Policy* 25 (3): 283–95.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). 2021. “UNESCO Figures Show Two Thirds of an Academic Year Lost on Average Worldwide Due to COVID-19 School Closures.” <https://en.unesco.org/news/unesco-figures-show-two-thirds-academic-year-lost-average-worldwide-due-covid-19-school>.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), United Nations International Children’s Emergency Fund (UNICEF), and World Bank. 2020. *What Have We Learnt? Overview of Findings from a Survey of Ministries of Education on National Responses to COVID-19*. Paris.

La pandémie de COVID-19 a entraîné une profonde récession mondiale, dont les conséquences varient d'un pays à l'autre et à l'intérieur même d'un pays. L'un des enjeux fondamentaux pour les décideurs est de connaître l'ampleur des dommages durables (séquelles) que cette crise pourrait laisser derrière elle. Le présent chapitre analyse les éventuels effets persistants de la pandémie et leurs vecteurs de transmission. L'histoire semble indiquer que les profondes récessions laissent souvent des séquelles durables, en particulier sur la productivité. Il importe de noter que l'instabilité financière, qui accompagne généralement les séquelles les plus graves, a été en grande partie évitée jusqu'à présent dans la crise actuelle. L'impact initial de la pandémie s'est concentré sur les secteurs des services où les contacts interpersonnels sont les plus fréquents, entraînant des retombées plus faibles sur les autres secteurs que dans la plupart des récessions précédentes, mais sa seule ampleur n'en reste pas moins un choc considérable pour l'économie dans son ensemble. Les pertes de production attendues à moyen terme en raison de la pandémie sont colossales, puisque la production pour le monde entier en 2024 devrait être inférieure d'environ 3 % à celle prévue avant la pandémie. Ces pertes devraient être plus limitées qu'après la crise financière mondiale, en supposant que la pandémie soit maîtrisée dans le monde entier d'ici à la fin de l'année 2022. La gravité des séquelles attendues varie d'un pays à l'autre en fonction de la structure de l'économie et de l'ampleur des mesures prises par les pouvoirs publics. Les pays émergents et les pays en développement devraient subir davantage de séquelles que les pays avancés. Pour les limiter, les décideurs devront continuer d'apporter un soutien aux secteurs et aux travailleurs les plus touchés tant que la pandémie sévit. Il sera essentiel de prendre des mesures correctrices pour enrayer le recul de l'accumulation de capital humain et des initiatives pour favoriser l'investissement et la réaffectation des ressources (recyclage, reconversion et procédures d'insolvabilité), afin de remédier aux pertes de PIB à long terme et au creusement des inégalités.

Les auteurs du présent chapitre sont : Sonali Das (coresponsable), Weicheng Lian, Giacomo Magistretti, Evgenia Pugacheva et Philippe Wingender (coresponsable). Ils ont bénéficié du soutien de Srijoni Banerjee et Savannah Newman, ainsi que des contributions de Philip Barrett, Mariya Brussevich, Marina Conesa Martinez, Allan Dizioli, Jungjin Lee et Futoshi Narita.

Introduction

Une crise unique en son genre. La pandémie de COVID-19 a entraîné une profonde récession mondiale, qui est exceptionnelle à bien des égards. La contraction en 2020 a été très soudaine et profonde par rapport aux précédentes crises mondiales, même si la riposte des pouvoirs publics dans nombre de pays a été rapide et impressionnante. La production mondiale a diminué environ trois fois plus que durant la crise financière mondiale en deux fois moins de temps. Cette crise pandémique se distingue également par ses conséquences différenciées selon les secteurs et les pays, par ses complexes vecteurs de transmission et par la considérable incertitude quant à la trajectoire de la reprise, dans la mesure où elle dépend de l'évolution du virus lui-même.

Une riposte des pouvoirs publics extraordinaire. La riposte des pouvoirs publics a été tout aussi inédite, tant par son ampleur, en particulier dans les pays avancés, que par le recours à des mesures de « sauvetage » innovantes, comparables aux secours en cas de catastrophe, pour améliorer les systèmes de soins de santé et atténuer les souffrances des ménages, des travailleurs et des entreprises¹. Environ 40 % de la riposte budgétaire dans les pays avancés du G20 (30 % dans les pays émergents du G20) a été orientée vers les entreprises et les initiatives visant à préserver l'emploi². Les mesures de soutien dans les pays émergents et les pays en développement ont en général été plus limitées (voir l'édition d'avril 2021 du Moniteur des finances publiques (*Fiscal Monitor*)).

Une incertitude exceptionnelle. L'incertitude persistante quant à la durée de la crise sanitaire retentit sur tous les aspects de la trajectoire de la reprise. En outre, les questions

¹Nombre de politiques monétaires et du secteur financier ont été déployées pour favoriser l'offre de crédit et fournir des liquidités aux entreprises (voir l'édition d'octobre 2020 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde (*Global Financial Stability Report*) — GFSR). Les mesures budgétaires ont notamment inclus transferts, allocations chômage renforcées, réductions et reports d'impôts temporaires, subventions salariales, prêts directs et garantis et injections de capitaux (voir l'édition d'octobre 2020 du Moniteur des finances publiques).

²Notamment des mesures ordinaires, telles que dons et réductions et reports d'impôts temporaires, et des mesures extraordinaires, telles qu'injections de capitaux et prêts, mais à l'exclusion des garanties de crédit par l'État. L'ampleur et la composition des ripostes budgétaires ont varié d'un pays à l'autre.

sur les effets permanent éventuels du choc se multiplient à mesure que la pandémie persiste : jusqu'où pourraient aller les séquelles (dommages durables au potentiel de l'offre)³ ? La COVID-19 sévissant maintenant depuis plus d'un an, il est normal de s'attendre à un certain nombre de séquelles du côté de l'offre, en raison de la baisse de la capacité de production, et à des changements de préférence durables du côté de la demande. Ces évolutions varieront d'un pays à l'autre dans la mesure où l'ampleur de la crise sanitaire interagit avec les structures économiques de chaque pays (prépondérance des secteurs à « contacts interpersonnels fréquents », où la proximité entre personnes est forte) et avec les diverses mesures prises par les pouvoirs publics.

Quels sont les principaux modes d'apparition des séquelles et leurs incidences sur les perspectives à moyen terme ? Compte tenu des caractéristiques atypiques de cette crise (sa gravité, ses conséquences différenciées, ses complexes modes de transmission et la considérable incertitude qui l'entoure), il est difficile d'évaluer les effets économiques de la COVID-19. Pour y voir plus clair, le présent chapitre analyse les questions suivantes :

1. Quel enseignement tirer de l'expérience des récessions antérieures au sujet d'éventuelles séquelles ? Quels sont les vecteurs qui correspondent le mieux au contexte actuel (productivité, travail, capital) ?
2. Quelle est l'importance des répercussions d'un secteur à l'autre dans la propagation des chocs à l'ensemble de l'économie ? Ces répercussions sont-elles à prendre en compte dans la crise actuelle ?
3. Compte tenu des questions 1 et 2, quelles sont les conséquences pour les perspectives à moyen terme ?

Les principaux constats du présent chapitre sont les suivants :

- *Les perspectives de séquelles de la COVID-19 sont considérables, même si elles sont plus faibles qu'après la crise financière mondiale.* Les graves récessions antérieures, en particulier les plus profondes, se sont accompagnées de pertes de production durables. La relative stabilité financière au lendemain du choc de la COVID-19 jusqu'à présent est toutefois encourageante, car les séquelles les plus fortes par le passé sont apparues lors de récessions liées à des crises financières⁴. L'expérience

³Ces atteintes à l'offre pourraient résulter de la perte de liens économiques dans les réseaux de production et de distribution à la suite des destructions d'emplois et des faillites d'entreprises.

⁴Même si le système financier mondial a fait preuve de résilience durant la pandémie jusqu'à présent, un certain nombre de tensions apparaissent, avec des valorisations d'actifs excessives, l'intensification des vulnérabilités financières dans un certain nombre de secteurs et

des récessions antérieures semble également indiquer que la productivité pourrait être un vecteur particulièrement important, dans la mesure où les récessions ont en général été suivies de pertes durables de la productivité totale des facteurs (PTF).

- *Les chocs subis par la productivité sectorielle ont des effets tenaces, et les répercussions entre secteurs ont été un mécanisme d'amplification considérable⁵.* Par le passé, les secteurs ne se sont en moyenne pas redressés à la suite de chutes de productivité, ce qui démontre que les secteurs les plus touchés par le choc de la COVID-19 risquent de souffrir d'un recul permanent. Même si l'ampleur relative de la contagion à d'autres secteurs (par rapport à l'effet d'un choc interne à un même secteur) est plus limitée avec le choc de la COVID-19 que lors des récessions antérieures (du fait que les secteurs à contacts fréquents sont moins essentiels aux réseaux de production), les retombées n'en demeurent pas moins considérables et ont vraisemblablement contribué à amplifier significativement le choc de la COVID-19.
- *Les pertes de production attendues à moyen terme en raison du choc de la pandémie sont considérables, mais elles s'avèrent très variables d'un pays et d'une région à l'autre.* Malgré une croissance plus forte que d'habitude à mesure que l'économie mondiale se remet du choc de la COVID-19, la production mondiale devrait toujours être inférieure d'environ 3 % en 2024 aux prévisions faites avant la pandémie. Ces séquelles attendues sont moins prononcées que celles constatées au lendemain de la crise financière mondiale, car les perturbations du secteur financier ont pu être enrayerées dans la crise actuelle. Contrairement à l'époque de la crise financière mondiale, où les pays avancés ont été beaucoup plus gravement touchés, les pays émergents et les pays en développement devraient subir des séquelles plus profondes que les pays avancés. Cette situation s'explique en partie par leur riposte plus modeste, dans la mesure où les pays qui ont pris des mesures budgétaires plus fortes face à la pandémie devraient connaître des pertes plus faibles. En tenant compte des différences de revenus, les pays davantage tributaires du tourisme et ceux dont les secteurs

une éventuelle augmentation des défauts de remboursement de prêts en 2021, avec l'expiration des moratoires sur le service de la dette. Une réévaluation des risques sur les marchés et le resserrement des conditions financières qui en résulterait pourraient interagir avec ces vulnérabilités, continuant de saper la confiance et de mettre en péril la stabilité macrofinancière (voir les chapitres 1 et 2 de l'édition d'avril 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

⁵L'analyse observe l'évolution de la PTF au niveau des secteurs, qui prend en compte l'évolution technologique ainsi que l'efficacité de l'association des intrants dans le processus de production.

Tableau 2.1. Conséquences différenciées d'un secteur à l'autre

Secteurs à contacts interpersonnels fréquents, plus touchés

Effectivement fermés

Par exemple : hôtels, restaurants, transports, commerces avec pignon sur rue
L'offre et la demande se sont effondrées simultanément.

Secteurs à contacts interpersonnels fréquents, moins touchés

Services essentiels et activités en extérieur

Par exemple : services de santé, épicerie, construction

Dans un certain nombre de cas, l'offre a été limitée et la demande a augmenté.

Secteurs des services à contacts interpersonnels limités

Sont passés rapidement à la prestation de services en ligne

Par exemple : services professionnels et aux entreprises

L'offre est restée en grande partie intacte, mais la demande a baissé.

Autres secteurs à contacts interpersonnels limités

Par exemple : activité manufacturière

L'offre a été limitée ; la demande a augmenté ou baissé selon le sous-secteur concerné.

Source : données établies par les services du FMI.

des services sont plus développés devraient connaître des pertes plus persistantes.

Après une brève présentation des incidences économiques des chocs subis tant par l'offre que par la demande dans le cadre de cette pandémie, le présent chapitre analyse les récessions antérieures et les vecteurs de transmission de leurs séquelles. Ensuite, pour mieux comprendre comment un choc considérable et inégal, tel que celui de la pandémie de COVID-19, peut se transmettre par l'intermédiaire des chaînes d'approvisionnement nationales et mondiales, la section qui suit examine les précédents chocs sectoriels et leurs répercussions sur d'autres secteurs. La section suivante analyse les conséquences pour les perspectives à moyen terme. L'avant-dernière section tire les conclusions sur les mesures à prendre pour limiter les séquelles de la crise. Le chapitre conclut par une synthèse des principaux messages à retenir.

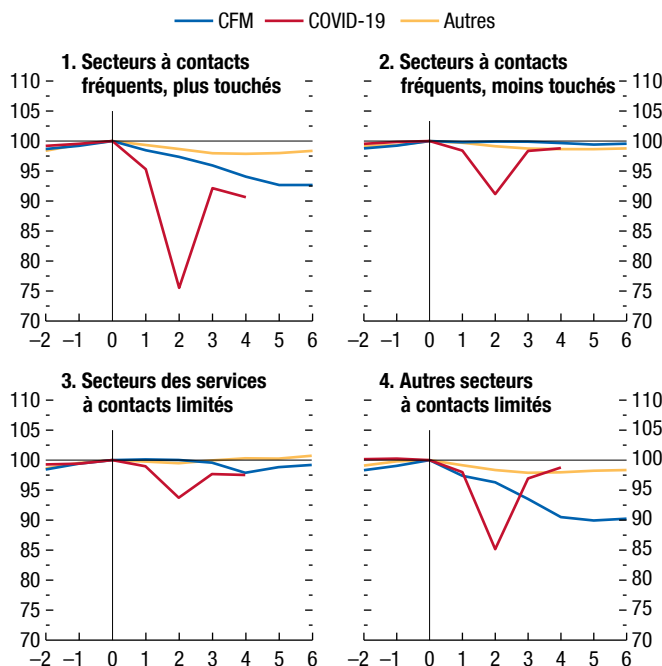
Offre et demande dans une économie à contacts interpersonnels limités : présentation du choc lié à la pandémie

Compte tenu de la nature exceptionnelle de cette crise, il peut être utile d'explorer brièvement les chocs subis par l'offre et la demande pour mieux cerner la transmission des effets économiques de la pandémie et ses conséquences différenciées d'un secteur et d'un pays à l'autre. Les secteurs peuvent être répartis en quatre groupes en fonction de l'intensité des contacts interpersonnels et de la sensibilité aux perturbations dues à la pandémie (tableau 2.1). Les secteurs où les contacts sont fréquents, plus touchés, ont particulièrement souffert des confinements et autres mesures d'endiguement de la pandémie

Graphique 2.1. Valeur ajoutée durant les récessions, par groupe de secteurs

(Indice, trimestre le plus récent avant la récession = 100)

La COVID-19 a entraîné une forte contraction. Les secteurs où les contacts interpersonnels sont fréquents ont été les plus durement touchés, mais la contraction a également été soudaine et prononcée dans d'autres secteurs.



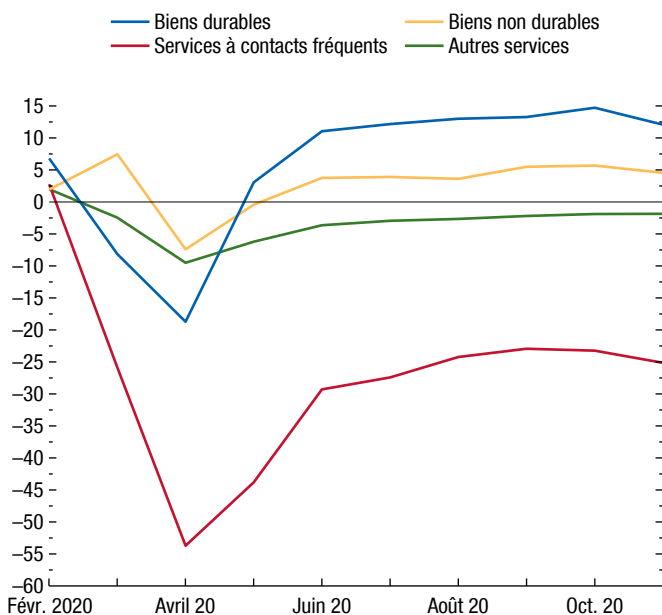
Sources : Organisation de coopération et de développement économiques ; Bureau d'analyse économique des États-Unis ; calculs des services du FMI. Note : Les données portent sur la période allant du premier trimestre de 1990 au quatrième trimestre de 2020 pour 38 pays (le nombre de pays utilisés pour chaque courbe de récession varie). Le temps écoulé depuis le choc (en trimestres) est indiqué en abscisse. Les courbes sont des moyennes pondérées en fonction du PIB des pays à parité de pouvoir d'achat, le trimestre 0 représentant le trimestre le plus récent avant la récession. Pour la crise de la COVID-19, le trimestre 0 est le quatrième trimestre de 2019. Pour la crise financière mondiale (CFM), le trimestre 0 est la date propre à chaque pays à laquelle le PIB réel a culminé en 2007-08. Les autres récessions sont spécifiques à certains pays et identifiées par deux trimestres consécutifs de croissance négative au cours des périodes 1990-2006 et 2009-19. Les secteurs à contacts fréquents, plus touchés, sont les services d'hébergement et de restauration, les arts, spectacles et autres activités de services, les commerces de gros et de détail et les transports ; les secteurs à contacts fréquents, moins touchés, sont les secteurs de la construction, de l'administration publique, des services d'éducation et de soins de santé ; les secteurs des services à contacts limités sont les services d'information et de communication, les activités de finance et d'assurance, les activités immobilières et autres activités professionnelles et scientifiques ; les autres secteurs à contacts limités sont l'agriculture, l'industrie manufacturière, l'exploitation minière et les services publics.

(graphique 2.1, page 1), mais la baisse d'activité a également été soudaine et prononcée dans d'autres secteurs.

- *Du côté de l'offre*, les confinements ont réduit la capacité de production effective. Un certain nombre d'entreprises ont aussi connu une baisse de productivité, car elles ont dû réorganiser la production pour accroître la distance physique entre les travailleurs. Ces

Graphique 2.2. Modes de consommation durant la COVID-19 aux États-Unis
(Variation en pourcentage, en glissement annuel)

Aux États-Unis, une augmentation de la consommation de biens durables a en partie compensé la baisse de consommation de services où les contacts interpersonnels sont fréquents.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les services à contacts fréquents sont les services de restauration, d'hébergement, de loisirs et de transports.

chocs initiaux subis par l'offre dans un secteur se sont répercutés sur l'offre dans d'autres secteurs par le biais des liens qui existent dans les réseaux de production⁶.

- *La demande* a chuté en raison d'une mobilité réduite et de l'augmentation de l'épargne de précaution dans un contexte d'incertitude accrue. Les chocs initiaux subis par l'offre se sont également propagés à la demande, qui a diminué⁷. Cette propagation à la demande a été amplifiée dans bien des cas par les difficultés de trésorerie des ménages et des entreprises contraints de réduire leurs dépenses, ce qui a entraîné davantage de licenciements et de nouvelles réductions des dépenses privées⁸.

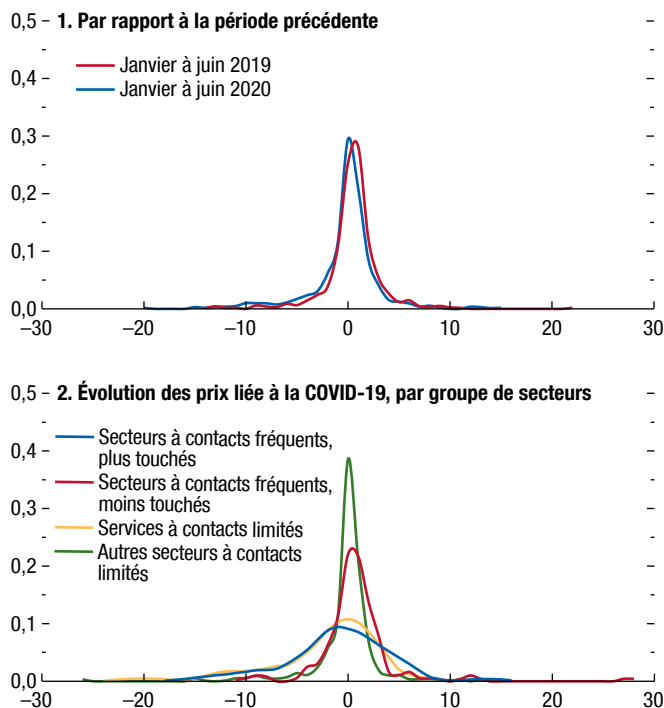
⁶Voir Baqaee et Farhi (2020) pour une illustration.

⁷Voir Guerrieri *et al.* (2020) et Baqaee et Farhi (2021) pour des modèles dans lesquels les chocs sur l'offre peuvent se transformer en chocs sur la demande globale keynésienne.

⁸Une grande partie de la riposte des pouvoirs publics a été axée sur l'atténuation des problèmes de liquidité des ménages et des entreprises, mais le nombre de ménages et d'entreprises en difficulté financière a cependant augmenté dans nombre de pays après la flambée de COVID-19. Voir Li *et al.* (2020).

Graphique 2.3. Évolution des prix par secteur aux États-Unis
(Densité de Kernel)

Les fluctuations de prix ont dans l'ensemble été modérées, mais ont affiché une plus grande dispersion dans les secteurs des services.



Sources : Bureau des statistiques du travail des États-Unis ; calculs des services du FMI.

Note : variation en pourcentage des prix à la production aux États-Unis par secteur, en abscisse. Les données concernent les États-Unis. Sur la page 2, les fluctuations de prix sont de janvier à juin 2020. Voir le tableau 2.1 pour une description des groupes de secteurs.

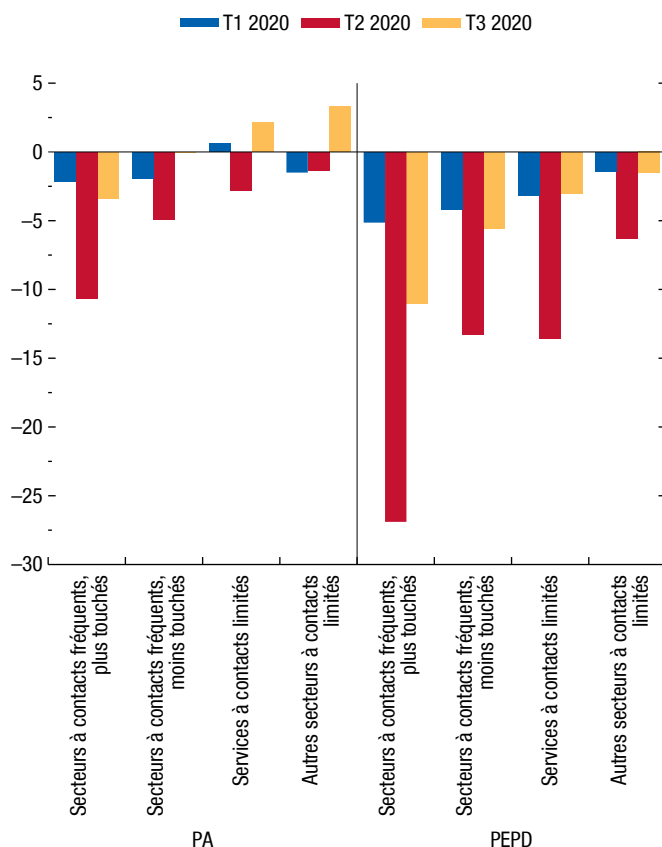
Dans l'ensemble, la contraction économique du premier semestre de 2020 se conçoit mieux comme l'association d'un choc initial massif subi par l'offre et d'une chute considérable de la demande, les réseaux de production servant de vecteurs de propagation. Les mesures prises sans tarder par les pouvoirs publics ont protégé les revenus des ménages et la trésorerie des entreprises et ont permis de renforcer la confiance et d'empêcher une amplification rapide des chocs par le biais du secteur financier et d'autres vecteurs de la demande.

Dans le cas particulier des États-Unis, où il existe des données précises et détaillées, une image se dégage de l'importance relative des forces en présence de l'offre et de la demande. Tandis que les quantités achetées initialement ont chuté dans l'ensemble des secteurs (graphique 2.2), l'évolution des prix a été relativement modérée (graphique 2.3, page 1). Les fluctuations de prix dans les quatre groupes de secteurs montrent les conséquences

Graphique 2.4. Emploi, par groupe de secteurs

(Nombre total d'heures travaillées, variation cumulée en pourcentage par rapport au quatrième trimestre de 2019)

L'emploi a chuté dans nombre de pays au premier semestre de 2020 et s'est moins rétabli dans les secteurs à contacts interpersonnels fréquents.



Sources : Organisation internationale du travail ; calculs des services du FMI.
 Note : Les données proviennent de 43 pays (27 pays avancés, 16 pays émergents et pays en développement) pour la période allant du quatrième trimestre de 2019 au troisième trimestre de 2020. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

différenciées d'un secteur à l'autre (graphique 2.3, page 2). Ces fluctuations font preuve d'une plus large dispersion, par exemple dans les secteurs où les contacts sont fréquents, plus touchés, et dans les secteurs des services d'une façon plus générale. La décomposition statistique des fluctuations de prix d'un secteur à l'autre montre que les chocs subis par l'offre semblent avoir été dominants, représentant environ les deux tiers du recul de l'emploi et de la production dans ce pays au deuxième trimestre de 2020 (Bekaert, Engstrom et Ermolov, 2020 ; Brinca, Duarte et Faria-e-Castro, 2020), mais de puissants chocs ont frappé la demande dans les secteurs de la restauration, de l'hébergement et du tourisme (del Rio-Chanona *et al.*, 2020).

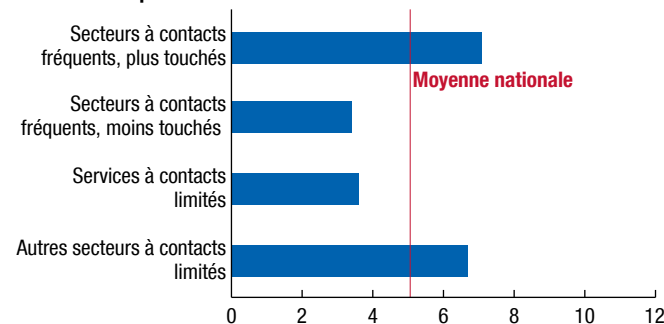
En raison des conséquences différenciées d'un secteur à l'autre, les pays ayant une prédominance de secteurs où

Graphique 2.5. Incidences sur les petites entreprises aux États-Unis

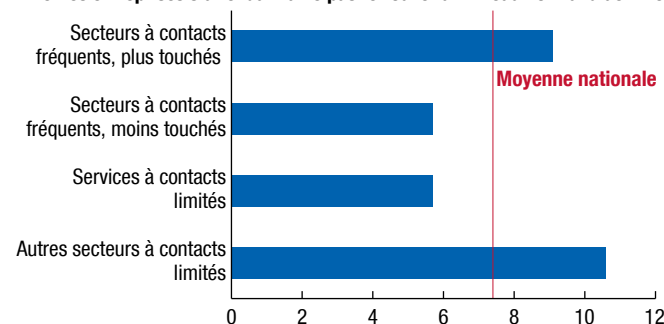
(Pourcentage d'entreprises)

La COVID-19 a frappé en particulier les petites entreprises : elles sont encore nombreuses à s'attendre à fermer ou à enregistrer une baisse permanente d'activité.

1. Petites entreprises s'attendant à fermer définitivement



2. Petites entreprises s'attendant à ne pas retrouver un niveau normal d'activité



Sources : Bureau du recensement des États-Unis, enquête sur la santé des petites entreprises, phase 3 (9 nov. 2020–10 janv. 2021) ; calculs des services du FMI.
 Note : L'échantillon inclut environ 885 000 entreprises des États-Unis. Une petite entreprise se définit comme une entreprise à emplacement unique et employant entre 1 et 499 personnes.

les contacts sont fréquents ont été plus exposés à la récession due à la pandémie et ont enregistré une contraction plus prononcée. La structure de l'économie a également eu un effet sur l'efficacité de la riposte des pouvoirs publics ; la forte informalité sur les marchés du travail, par exemple, a rendu les mesures d'endiguement difficiles et a aggravé la crise (voir *Perspectives économiques régionales* pour l'Hémisphère occidental, édition d'octobre 2020). Les pays tributaires du tourisme ont été frappés de plein fouet et sont particulièrement vulnérables à la durée de la crise et aux restrictions liées aux voyages (voir encadré 2.1). À l'intérieur des pays, la crise a eu des effets inégaux sur les travailleurs et les entreprises. Les baisses de l'emploi ont été exagérément concentrées sur les travailleurs peu qualifiés (voir chapitre 3), tandis que, dans les petites entreprises, les départs semblent être en augmentation (Crane *et al.*, 2020 ; voir aussi graphiques 2.4 et 2.5).

Au fur et à mesure de la progression de la pandémie et des confinements suivis de déconfinements et de reconfinements parfois plus limités géographiquement ou selon des modalités moins restrictives qu'au début de l'année 2020, les chocs subis par l'offre se sont atténués de diverses façons selon les secteurs. L'efficacité des mesures prises par les entreprises pour s'adapter à un environnement où les contacts doivent être plus limités a également varié d'un secteur à l'autre, et les difficultés de l'offre sont restées les plus fortes dans les secteurs qui exigent des contacts fréquents.

Dans l'ensemble, le potentiel de séquelles à moyen terme de la pandémie dans un pays semble lié à l'interaction entre quatre éléments : 1) la trajectoire future de la pandémie et des mesures d'endiguement correspondantes, 2) les conséquences plus fortes du choc lié à la pandémie sur les secteurs où les contacts sont fréquents, 3) la capacité des entreprises et des travailleurs à s'adapter à un environnement de travail et à des transactions où les contacts sont plus limités, et 4) l'efficacité de la riposte des pouvoirs publics pour limiter les dommages économiques. Le présent chapitre analyse ensuite l'expérience du passé pour mieux comprendre les effets durables des ralentissements économiques (dans les cas de récessions classiques, de crises financières et de pandémies), leurs vecteurs de transmission, notamment leur propagation d'un secteur à l'autre, et dans quelle mesure la crise liée à la COVID-19 peut ou non être différente.

Analyse des récessions antérieures

La présente section examine d'abord les conséquences des récessions précédentes, en établissant une distinction entre les ralentissements classiques et ceux associés à des crises financières et des pandémies, pour avoir une idée de la longévité de leurs effets et des vecteurs par lesquels elles apparaissent du côté de l'offre (capital, travail et productivité). Elle analyse ensuite la dimension sectorielle des récessions et leur propagation, en insistant sur la façon dont la structure de production d'une économie peut amplifier et diffuser un choc défavorable initialement plus limité.

Les perspectives de séquelles de la COVID-19 sont considérables

Le potentiel de l'offre d'une économie peut souffrir de dommages permanents à la suite d'une récession « classique » par le biais de divers vecteurs⁹.

- Premièrement, le chômage peut rester élevé, même après la récession (Blanchard et Summers, 1986)

⁹Voir Cerra, Fatás et Saxena (2020) pour une revue des études connexes.

et peut se traduire par une diminution de la main-d'œuvre, car les travailleurs découragés quittent le marché du travail. L'accumulation de capital humain et les revenus futurs peuvent être amoindris par la détérioration des compétences durant de longues périodes de chômage, l'entrée plus tardive des jeunes travailleurs sur le marché du travail et les effets néfastes sur la réussite dans les études à plus long terme¹⁰.

- Un investissement limité peut se traduire par une accumulation plus lente du capital physique et affaiblir la productivité en ralentissant l'adoption des technologies.
- La productivité peut également être définitivement amoindrie par la perte du savoir-faire propre aux entreprises en raison des faillites et de leurs répercussions (Bernstein *et al.*, 2019), par les conséquences du recul des activités de recherche et développement et d'innovation pendant la récession et par une affectation de plus en plus mauvaise des ressources (voir notamment Furceri *et al.*, 2021).

La reprise au lendemain des récessions antérieures montre que les trajectoires de la production souffrent d'effets persistants (graphique 2.6, page 1)¹¹. Dans les cas de récessions classiques, celles qui ne coïncident pas avec un conflit violent, une crise financière, une pandémie ou une catastrophe naturelle, l'affaiblissement de la trajectoire de production est essentiellement dû au recul persistant de la productivité, tandis que le taux d'emploi baisse légèrement à court terme avant de se redresser¹².

Les pertes de production au lendemain des précédentes épidémies et pandémies de l'époque moderne ont été plus prononcées que celles au lendemain des

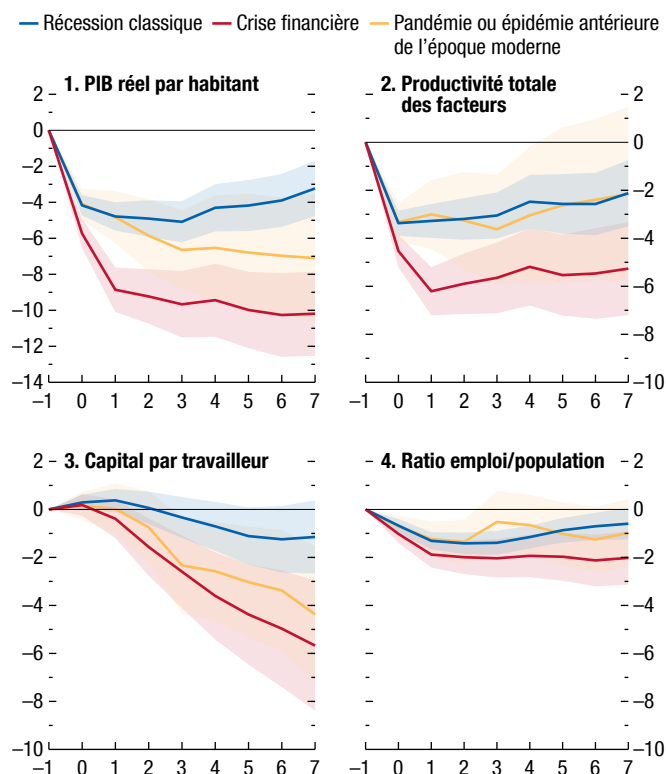
¹⁰Les pertes d'emploi des parents peuvent avoir un effet négatif sur la scolarité des enfants et sur les futurs résultats du marché du travail (Oreopoulos, Page et Stevens, 2008 ; Stuart, à paraître). À court terme, cependant, la réduction des offres sur le marché du travail durant les récessions peut encourager les jeunes en âge d'aller au lycée ou en premier cycle universitaire à atteindre un niveau d'instruction plus poussé.

¹¹L'analyse utilise des données de panel déséquilibrées pour 115 pays sur la période allant de 1957 à 2019. Les récessions sont réparties entre celles associées à des crises financières, de précédentes pandémies, catastrophes naturelles ou conflits, et les autres récessions « de nature classique ». Voir l'annexe en ligne 2.2 (toutes les annexes sont disponibles en anglais à l'adresse suivante : www.imf.org/en/Publications/WEO) pour des précisions sur le modèle de projection local. Des pertes permanentes de production au lendemain de récessions ont également été constatées dans les études (par exemple Cerra et Saxena, 2008 ; Ball, 2014 ; Blanchard, Cerutti et Summers, 2015).

¹²Furceri *et al.* (2021), qui recourent à une mesure de la productivité adaptée à l'utilisation et se concentrent sur les récessions profondes dans les pays avancés, constatent également que ces récessions entraînent des pertes permanentes de la PTF, car les ressources sont de plus en plus mal affectées entre les secteurs.

Graphique 2.6. Pertes de production à moyen terme et vecteurs d'impact
(Points de pourcentage)

Dans les cas de récessions classiques, les pertes de production à moyen terme peuvent être attribuées essentiellement à la détérioration de la PTF. Dans les cas de récessions liées à une crise financière, la PTF, les ratios capital/travailleur et les pertes d'emploi jouent tous un rôle.



Sources : Penn World Table 10.0 ; calculs des services du FMI.
Note : Les courbes pleines représentent les profils de réaction cumulés estimés et les zones ombrées représentent les intervalles de confiance de 90 %. La durée depuis le choc (en nombre d'années) figure en abscisse. Les pandémies et épidémies antérieures de l'époque moderne sont notamment la grippe de Hong Kong, le SRAS, la grippe H1N1, le SRMO, les virus Ebola et Zika. Voir l'annexe en ligne 2.2 en ligne pour plus de détails. PTF = productivité totale des facteurs.

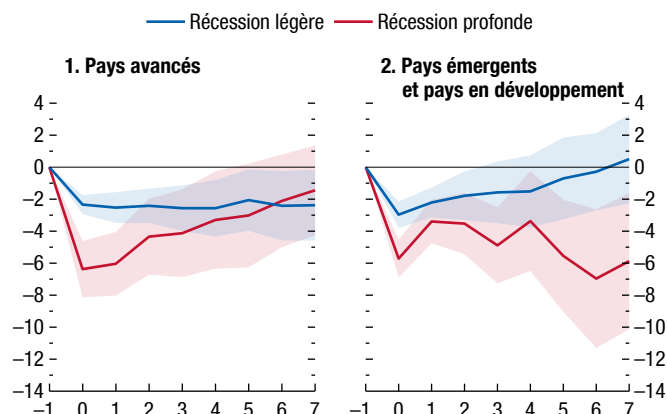
récessions classiques, mais moins fortes que celles à l'issue de crises financières (graphique 2.6, page 1)¹³. La pandémie de COVID-19 est toutefois encore plus généralisée que les précédentes pandémies de l'époque moderne et plus grave, laissant entrevoir un plus fort potentiel de dégâts¹⁴. L'absence d'une crise financière au lendemain de

¹³L'échantillon comporte six épidémies : grippe de 1968, SRAS, grippe H1N1, SRMO, virus Ebola et Zika.

¹⁴La grippe espagnole de 1918–20 a été une pandémie mondiale et grave, comparable à la COVID-19 sur le plan épidémiologique, mais moins sur le plan économique, car elle s'est déclarée lors de la dernière année de la Première Guerre mondiale. Le PIB des États-Unis, par exemple, a augmenté de 9 % en 1918, alors même que la pandémie a tué 40 à 50 millions de personnes dans le monde, selon les estimations. Voir Barro, Ursúa et Weng (2020), qui tentent de dissocier les effets

Graphique 2.7. Trajectoires de reprise au lendemain de récessions profondes et légères
(Points de pourcentage)

Un rebond plus fort se produit au lendemain de récessions plus profondes, mais des pertes de PIB réel permanentes continuent d'apparaître dans les pays émergents et les pays en développement.



Sources : Penn World Table 10.0 ; calculs des services du FMI.
Note : Les courbes pleines représentent les profils de réaction cumulés estimés, et les zones ombrées représentent les intervalles de confiance de 90 %. La durée depuis le choc (en nombre d'années) figure en abscisse. Les récessions sont réparties entre récessions profondes et légères, en fonction de la perte de production médiane par habitant. Le graphique porte seulement sur les récessions d'une durée d'un an et n'inclut pas les récessions liées aux crises financières, aux pandémies et épidémies antérieures de l'époque moderne, aux catastrophes ou aux conflits. Voir l'annexe en ligne 2.2 pour plus de détails.

la COVID-19 pour le moment est toutefois favorable ; les plus graves séquelles sont apparues à la suite de récessions associées à des crises financières (graphique 2.6, page 1), avec des détériorations permanentes de la PTF, du ratio capital/travailleur et de l'emploi par habitant¹⁵.

Les profondes récessions, comparables à celle de 2020, ont été suivies de reprises différenciées selon les groupes de pays. Dans les pays avancés, les récessions profondes mais de courte durée sont associées à une reprise en forme de V, sans perte permanente de production après plusieurs années (graphique 2.7, page 1). Les pays émergents et les pays en développement, en revanche,

de la grippe des victimes de la guerre. Pour d'autres études récentes des effets économiques des épidémies et pandémies, voir Jordà, Singh et Taylor (2020) et Ma, Rogers et Zhou (2020).

¹⁵Des pertes de production plus importantes se sont produites au lendemain de crises financières à la fois dans les pays avancés et dans les pays émergents et les pays en développement (annexe en ligne 2.2). Le chapitre 4 de l'édition d'octobre 2009 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) et le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2018 des PEM rendent compte également de pertes de production plus importantes à la suite de crises bancaires, en raison de baisses durables du capital par travailleur, de la PTF et de l'emploi. Adler *et al.* (2017) analysent la baisse généralisée de la croissance de la PTF à la suite de la crise financière mondiale.

connaissent en moyenne des ralentissements prolongés et des pertes permanentes (graphique 2.7, page 2)¹⁶.

Les séquelles sur le marché du travail pourraient être plus fortes après le choc de la COVID-19 qu'au lendemain des récessions antérieures, car un certain nombre de secteurs dont les activités reposent sur les contacts pourraient se contracter de façon permanente. En outre, les fermetures d'écoles ont été généralisées dans l'ensemble des pays et auront des conséquences exagérément graves sur la scolarité des enfants des pays à faible revenu et de ceux moins bien préparés à passer à l'apprentissage à distance (encadré 2.2). Des séquelles plus graves pourraient aussi être provoquées par le biais du capital physique, car une contraction permanente des secteurs à contacts fréquents pourrait aussi conduire à l'abandon du capital spécifique à ces secteurs¹⁷, et la forte accumulation de dette par les entreprises durant la crise (voir le chapitre 2 de l'édition d'avril 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde) pourrait paralyser les entreprises plus endettées et affaiblir l'investissement.

Les inadéquations de ressources provoquées par la crise de la COVID-19 qui sont à l'origine de la baisse de productivité dans l'ensemble des secteurs et des professions pourraient être plus fortes que lors des crises précédentes, en fonction de la permanence des pertes asymétriques¹⁸. La désorganisation liée à la COVID-19 au niveau des fournisseurs en amont et en aval du réseau de production pourrait aussi entraîner des réactions en chaîne et porter atteinte à la productivité des entreprises interdépendantes.

¹⁶Le chapitre 2 des PEM d'octobre 2012 montre que les résultats économiques de nombre de pays émergents et de pays en développement se sont considérablement améliorés au cours des vingt années précédentes, après des ralentissements relativement profonds et prolongés dans les années 70 et 80. Ce chapitre constate que l'amélioration est essentiellement due à une plus grande marge de manœuvre des pouvoirs publics et à des cadres d'action améliorés, avec un ciblage de l'inflation et une politique budgétaire anticyclique qui accroît considérablement à la fois la durée des périodes d'expansion et la vitesse des reprises après les récessions.

¹⁷Le chapitre 3 de l'édition d'avril 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde analyse les conséquences des transformations structurelles de la demande de biens immobiliers commerciaux à la suite de la COVID-19. Les taux d'occupation sur le segment des commerces de détail pourraient considérablement augmenter, car la demande de commerces ayant pignon sur rue continue de s'affaiblir.

¹⁸La productivité pourrait toutefois s'améliorer si les forces de réaffectation faisaient passer les ressources des entreprises non viables dans les secteurs à contacts fréquents et à plus faible productivité vers des secteurs et des services à plus forte productivité. Bloom *et al.* (2020) constatent qu'au Royaume-Uni, cet effet positif de la réaffectation entre entreprises devrait compenser en partie seulement les effets négatifs internes aux entreprises. L'étude estime que la PTF du secteur privé est inférieure de 5 % à la fin de l'année 2020 à ce qu'elle aurait été et devrait rester inférieure de 1 % à moyen terme.

La productivité pourrait aussi souffrir d'une baisse de la concurrence si le pouvoir de marché des grandes entreprises s'accroît en raison de la fermeture de petites entreprises dans les secteurs à contacts fréquents et même dans les autres¹⁹. Dans le même temps, la pandémie a stimulé le développement de la numérisation et de l'innovation dans les processus de production et de livraison, qui devrait aider à compenser la forte détérioration de la productivité dans un certain nombre de pays, par rapport à ceux qui ne disposent pas de la connectivité fiable et généralisée indispensable (Njoroge et Pazarbasioglu, 2020).

Dans leur ensemble, tous ces facteurs semblent indiquer que les perspectives de séquelles diffèrent d'un pays à l'autre, en fonction de leur exposition au choc de la COVID-19, ce qui est en partie lié à la structure de production particulière à l'économie de chaque pays et au mode de transmission du choc de la COVID-19, qui sont analysés dans la sous-section ci-après.

Les récessions se caractérisent en général par un choc amplifié par contagion d'un secteur à l'autre

En approfondissant l'analyse des modes de transmission des chocs, la présente section décrit comment les répercussions de la crise de la COVID-19 se propagent des secteurs à contacts fréquents, durement touchés, aux autres secteurs. Elle met en évidence l'importance des chocs subis par la productivité pour expliquer les résultats à la fois sectoriels et globaux du fait de leur persistance et de leur amplification par les chaînes d'approvisionnement et illustre un vecteur essentiel par lequel les pertes de productivité peuvent entraîner des séquelles à moyen terme, comme indiqué dans la section précédente.

Tandis que les secteurs qui reposent sur des contacts fréquents, tels que la restauration et le commerce de détail, sont moins essentiels aux réseaux de production que, par exemple, les secteurs de l'énergie ou de l'intermédiation financière, et que les perturbations de l'offre se sont avérées être de plus courte durée que ce qui avait été craint initialement, l'analyse indique de fortes répercussions par rapport aux normes historiques en raison de l'ampleur de la désorganisation due à la COVID-19. Ces répercussions ont considérablement amplifié les chocs initiaux subis par les secteurs confinés et pourraient

¹⁹Voir Bernstein, Townsend et Xu (2020), par exemple, qui documentent cette « fuite vers la sécurité » des consommateurs vers les marques connues et des demandeurs d'emploi vers les grandes entreprises du marché du travail américain. En même temps, la création de nouvelles entreprises aux États-Unis a atteint un niveau record au troisième trimestre de 2020 (Brown, 2020).

provoquer des pertes de production globales durables. Plus précisément, l'analyse montre que les pertes ne se limitent pas aux secteurs à fréquents contacts eux-mêmes, mais peuvent être fortement amplifiées par le biais des réseaux de production.

L'analyse par secteur mesure l'ampleur et la persistance des répercussions antérieures d'un secteur à l'autre et utilise les tableaux entrées–sorties inter-pays pour cartographier les liens entre secteurs²⁰. Pour chaque secteur, l'exercice évalue les effets des chocs à l'intérieur du secteur (*effet propre*) et en provenance d'autres secteurs (*effets de contagion*) sur la variation cumulée de la valeur ajoutée brute réelle.

- *Sources de contagion.* Les chocs en provenance d'autres secteurs sont regroupés en effets amont et aval, en fonction de leur origine : les effets en aval sont ceux découlant de chocs provenant des fournisseurs et se répercutant sur le secteur concerné, tandis que les effets en amont sont ceux qui remontent depuis les clients et se répercutent sur le secteur concerné (graphique 2.8). À titre d'exemple, un choc subi par la productivité du secteur sidérurgique aura probablement une incidence sur l'industrie automobile en aval, tandis qu'une baisse des achats gouvernementaux de véhicules se répercutera en amont sur l'industrie de l'acier. Les chocs en amont et en aval sont ensuite de nouveau répartis entre ceux d'origine intérieure et étrangère. Dans l'ensemble, quatre types de chocs sont examinés, en fonction de leur position dans le réseau de production : intérieur en amont, étranger en amont, intérieur en aval et étranger en aval.
- *Chocs subis par l'offre et la demande.* La transmission de deux types de chocs sectoriels est analysée : un choc subi par l'offre, représenté par les variations de la PTF sectorielle, et un choc subi par la demande, représenté par les variations des dépenses publiques sectorielles²¹.

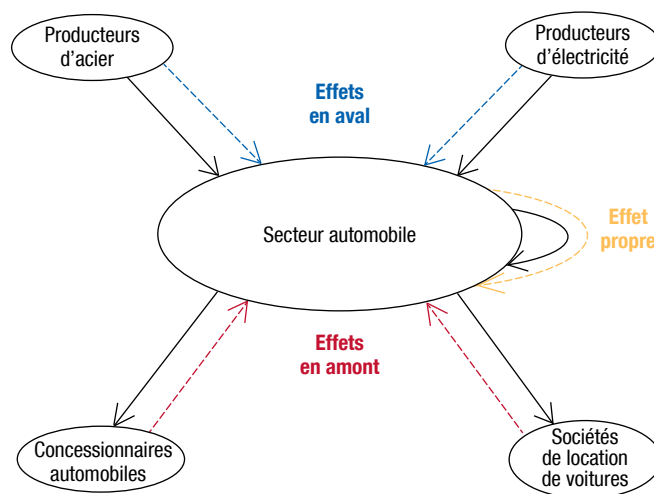
Les effets de contagion sont considérables par rapport à l'effet « propre » dans les deux types de chocs. Dans le cas du choc subi par la productivité, les effets de contagion totaux sont presque le double des effets propres en

²⁰L'annexe 2.3 en ligne donne des détails supplémentaires sur les caractéristiques empiriques, qui s'appuient sur les travaux d'Acemoglu, Acikgit et Kerr (2016) et Acemoglu *et al.* (2016).

²¹Pour chaque secteur, les variations de la PTF sont calculées comme la variation de la valeur ajoutée brute réelle dont sont déduits le nombre total d'heures travaillées, pondéré par la part du travail dans le secteur, et le stock de capital fixe réel, pondéré par la part du capital. Les variations des dépenses publiques sectorielles sont calculées comme la part des dépenses publiques au niveau des pays consacrée à chaque secteur en fonction des liens entrées–sorties.

Graphique 2.8. Effets propres et effets de contagion

Une version stylisée du réseau de production de l'industrie automobile montre les effets propres, en aval et en amont. Les effets propres résultent de chocs provenant de l'intérieur d'un secteur. Les effets en aval et en amont résultent de chocs provenant respectivement des secteurs fournisseurs et clients.



Source : services du FMI.

Note : Les flèches noires pleines correspondent aux flux commerciaux (nets). Les flèches colorées pointillées correspondent aux chocs et aux effets qui en résultent sur le secteur concerné (automobile).

moyenne (graphique 2.9, page 1)²². Dans le cas du choc subi par les dépenses publiques, les effets de contagion sont globalement de même ampleur que pour le choc subi par l'offre, tandis que les effets propres sont plus limités (graphique 2.9, page 2). En conséquence, l'ampleur relative des effets de contagion par rapport à l'effet propre est environ sept fois plus importante dans le choc subi par les dépenses publiques que dans le choc subi par la productivité. Les effets de contagion sont tenaces dans les deux types de chocs, restant significatifs jusqu'à cinq ans après le choc, et même davantage dans le cas des chocs subis par la productivité²³. Autrement dit, la pandémie a non seulement réduit l'activité dans les secteurs directement exposés au choc de la COVID-19, mais elle a été amplifiée par les effets de contagion aux secteurs liés, ce qui a des incidences considérables, en particulier pour les pays où les secteurs à contacts

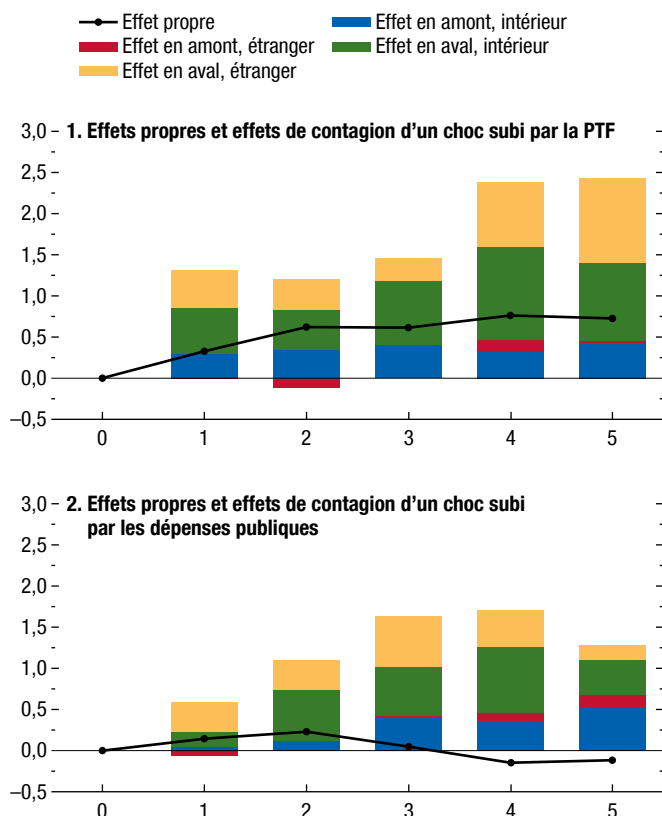
²²La normalisation des effets rapportés au graphique 2.9 signifie que l'effet de réseau total est différent de la somme des quatre effets de réseau. L'annexe 2.3 en ligne décrit la méthodologie adoptée pour calculer l'effet de réseau total.

²³Le total des effets de contagion provenant des chocs subis par la PTF sont statistiquement significatifs à partir d'horizons de un à cinq ans après le choc, tandis que le total des effets de contagion provenant des chocs subis par les dépenses publiques restent statistiquement significatifs jusqu'à quatre ans après le choc. Voir les tableaux de l'annexe en ligne 2.3.1 et 2.3.2.

Graphique 2.9. Effets propres et effets de contagion provenant de chocs sectoriels

(Variation cumulée en VAB, points de pourcentage)

Les chocs subis par l'offre (PTF) et la demande (dépenses publiques) ont entraîné des effets de contagion importants et durables par le passé.



Sources : base de données mondiale des entrées-sorties ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres et les points représentent les coefficients estimés du profil de réaction cumulé pour la VAB sectorielle par rapport à une augmentation d'un écart-type dans chaque type de choc. Voir les tableaux de l'annexe en ligne 2.3.1 et 2.3.2 pour l'importance de chaque coefficient. Les effets de contagion totaux (englobant les quatre chocs de réseau) provenant des chocs subis par la PTF (présentés au tableau 2.3.1, page B, de l'annexe en ligne) sont statistiquement significatifs au niveau de 1 % aux horizons de 1 à 5 ; les effets de contagion totaux provenant des chocs subis par les dépenses publiques (présentés au tableau 2.3.2, page B, de l'annexe en ligne) sont statistiquement significatifs au niveau de 5 % aux horizons de 2 à 4. L'échantillon couvre jusqu'à 31 pays avancés et 12 pays émergents sur la période 1995–2014. Les effets propres résultent de chocs provenant du même secteur. Les effets intérieurs/étrangers en aval et intérieurs/étrangers en amont résultent de chocs provenant respectivement des secteurs des fournisseurs et des clients intérieurs/étrangers. Voir l'annexe en ligne 2.3 pour des précisions méthodologiques. PTF = productivité totale des facteurs ; VAB = valeur ajoutée brute.

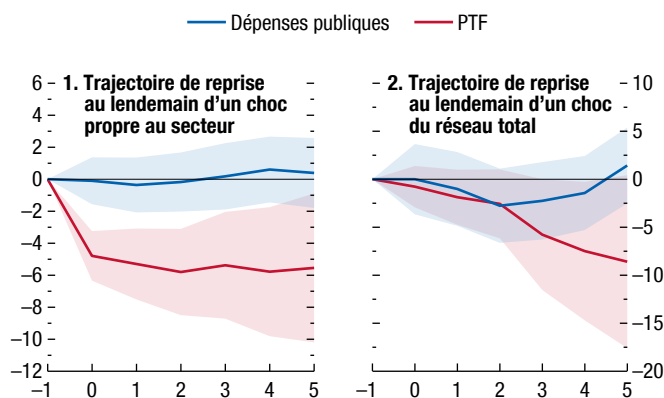
interpersonnels fréquents représentent une part importante de l'économie totale, comme indiqué dans la section suivante et dans l'encadré 2.1.

Les chocs subis par la productivité ont également tendance à avoir des effets estimés en aval beaucoup plus prononcés, ce qui confirme les études précédentes, qui

Graphique 2.10. Reprise au lendemain de chocs sectoriels défavorables

(Variation cumulée de la part du secteur en VAB, points de pourcentage)

Les secteurs se contractent de façon permanente après un choc subi par la PTF provenant de l'intérieur du secteur en moyenne. Ni les chocs subis par les dépenses publiques ni ceux subis par les réseaux n'ont d'effet significatif sur la taille du secteur.



Sources : base de données mondiale des entrées-sorties ; calculs des services du FMI.

Note : Les courbes pleines représentent les coefficients estimés du profil de réaction cumulé pour la part du secteur en VAB par rapport à une réduction d'un écart-type dans le choc propre au secteur (page 1) et dans les chocs du réseau total (page 2). Les zones ombrées sont des intervalles de confiance de 95 %, avec des erreurs-types regroupées au niveau du secteur-pays. La durée depuis le choc (en nombre d'années) figure en abscisse. L'échantillon couvre jusqu'à 43 pays (31 pays avancés et 12 pays émergents) sur la période 1995–2014. Voir l'annexe en ligne 2.3 pour des précisions. PTF = productivité totale des facteurs ; VAB = valeur ajoutée brute.

constatent aussi d'importants effets en aval, car les chocs sur la productivité des fournisseurs entraînent des variations de prix qui, à leur tour, affectent les quantités dans le secteur concerné en aval (Acemoglu, Akcigit et Kerr, 2016)²⁴.

L'amplification du choc par le biais de la structure sectorielle de la production peut être significative, notamment dans les cas de chocs défavorables, comme ceux qui se produisent dans les récessions. Le rôle joué par des chocs négatifs sur la productivité sectorielle dans l'apparition éventuelle de séquelles ressort clairement de la prochaine série de résultats présentés ici. En moyenne, un secteur ne se remet pas d'un choc négatif classique sur sa productivité, et la part de ce secteur dans la valeur ajoutée brute totale reste inférieure de 5 % jusqu'à cinq ans après le choc (graphique 2.10, page 1). Les chocs subis par les dépenses publiques et ceux provenant d'autres secteurs, toutefois, n'ont pas une incidence statistiquement significative sur la part d'un secteur dans la valeur ajoutée brute totale, même si certains signes semblent indiquer que les

²⁴Le résultat qui attribue un rôle dominant aux effets en amont suite aux chocs subis par la demande dans les études précédentes axées sur les effets de contagion intérieurs aux États-Unis n'est toutefois pas confirmé dans l'échantillon plus vaste analysé dans le présent chapitre.

chocs subis par la productivité ailleurs ont des effets à plus long terme (graphique 2.10, pages 1 et 2). Les chocs subis par la demande en raison de la COVID-19 sont toutefois susceptibles d'avoir des effets plus prononcés et plus tenaces que les chocs classiques antérieurs subis par les dépenses, car ils risquent d'entraîner des modifications permanentes des préférences des consommateurs. Dans l'ensemble, ces résultats montrent que l'exposition de chaque secteur au choc de la COVID-19 et à ses répercussions en fonction de la structure économique est importante pour déterminer les pertes à moyen terme.

Propagation sectorielle dans le cadre de la crise de la COVID-19

Pour comprendre l'importance des effets de contagion d'un secteur à l'autre dans la crise actuelle, un exercice simple consiste à combiner les coefficients historiques présentés dans la sous-section précédente, l'évolution sectorielle de l'emploi et de la productivité en 2020 et la structure du réseau avant la pandémie, à partir des tableaux entrées-sorties. Cet exercice montre que les effets de contagion d'un secteur à l'autre ont également été significatifs dans la crise actuelle (graphique 2.11). Les effets en aval, depuis les fournisseurs vers la demande finale, sont de nouveau dominants, ce qui met en évidence l'importance des chocs subis par l'offre dans cette crise et, en particulier, du vecteur de la productivité. Les effets de contagion d'un pays à l'autre semblent jouer un rôle plus limité, confirmant les récentes études sur la transmission du choc de la COVID-19 par le biais des chaînes de valeur mondiales (Bonadio *et al.*, 2020 ; Cerdeiro et Komaromi, 2020)²⁵.

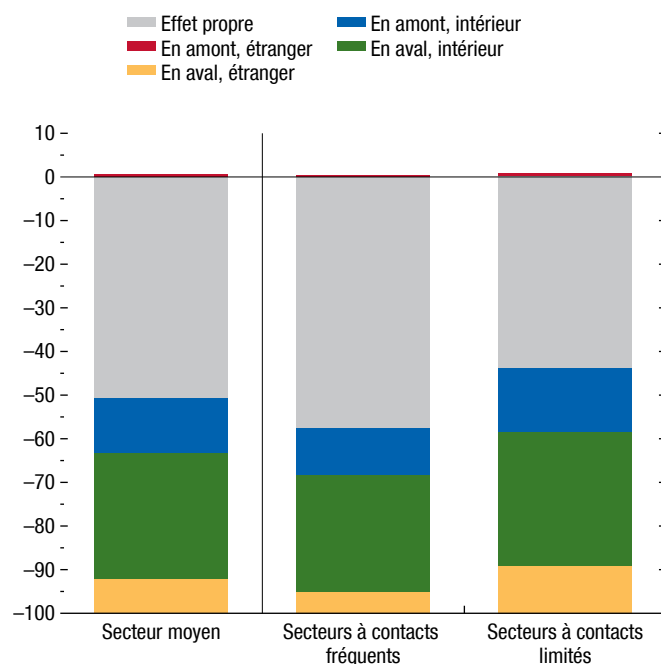
L'« effet propre au secteur » est plus marqué dans les secteurs où les contacts sont fréquents, tandis que l'importance relative des effets de contagion est plus grande dans les secteurs à contacts interpersonnels limités (graphique 2.11). L'ampleur absolue des effets de contagion dans les secteurs à contacts limités reste relativement modeste, toutefois, car la contraction de la valeur ajoutée brute est moins prononcée (voir graphique 2.1). En outre, tout en étant significative, l'ampleur relative des effets de contagion sectoriels par rapport aux effets propres dans la crise de la COVID-19 est plus limitée que celle des effets de contagion antérieurs issus de chocs sur la

²⁵Bonadio *et al.* (2020) constatent que la baisse moyenne du PIB réel provoquée par le choc de la COVID-19 a été due pour un quart à la transmission par le biais des chaînes de valeur mondiales, tandis que Cerdeiro et Komaromi (2020) montrent que les confinements au début de l'année 2020 ont eu de puissants effets de contagion commerciaux mais de courte durée.

Graphique 2.11. Effets propres et effets de contagion relatifs du choc de la COVID-19

(Contribution en pourcentage à la baisse de VAB en 2020)

Le choc de la COVID-19 a eu des effets de contagion significatifs, relativement plus importants dans les secteurs où les contacts interpersonnels sont limités.



Sources : base de données mondiale des entrées-sorties ; Organisation de coopération et de développement économiques, Comptes nationaux trimestriels ; Organisation internationale du travail ; calculs des services du FMI.
 Note : Les effets relatifs peuvent être interprétés comme étant ceux qui se produisent au lendemain du choc initial en 2020. Les secteurs à contacts interpersonnels fréquents sont le commerce de gros et de détail, l'hôtellerie et la restauration, les spectacles et les services à la personne, les transports, l'éducation, les soins de santé et la construction. Les secteurs à contacts interpersonnels limités sont tous les autres. Les effets sont présentés avec le signe inversé. L'échantillon couvre jusqu'à 34 pays (24 pays avancés et 10 pays émergents) sur la période 1995–2014. Voir l'annexe en ligne 2.3 pour plus de détails. VAB = valeur ajoutée brute.

productivité et les dépenses publiques. La différence s'explique par la concentration du choc actuel sur les secteurs plus périphériques aux réseaux de production (essentiellement les services), contrairement aux précédents épisodes de ralentissement. Toutefois, l'ampleur du choc de la COVID-19, en particulier pour les pays ayant une forte exposition sectorielle, signifie que la crise actuelle pourrait encore laisser derrière elle d'importantes séquelles, comme le montre la section suivante.

Par ailleurs, plus la crise se prolonge, et en supposant que le nombre de faillites de petites entreprises augmente, plus le choc sera susceptible de se diffuser largement d'un pays à l'autre. De la fermeture des restaurants et des bars à celle des exploitations agricoles et viticoles en passant

par le repli de la demande de tracteurs et d'autres équipements agricoles, les dommages aux secteurs où les contacts sont fréquents continueront de se propager à d'autres secteurs. À partir des vecteurs de transmission du choc et des séquelles identifiés ici, la section suivante analyse les conséquences du choc de la COVID-19 pour les perspectives à moyen terme, notamment le rôle de la composition sectorielle des économies.

Conséquences pour le moyen terme : combien de temps les dommages à la production provoqués par la COVID-19 sont-ils susceptibles de durer ?

Une crise exceptionnelle qui présente de nombreuses possibilités de résultats à moyen terme

Comme indiqué dans la section précédente, l'expérience montre que la plupart des récessions laissent des séquelles durables, essentiellement en raison d'une croissance plus faible de la productivité et (dans le cas des récessions liées à des pandémies et à des crises financières) d'un ralentissement de l'accumulation de capital. En outre, des chocs négatifs sur la productivité concentrés dans un certain nombre de secteurs peuvent se propager en débordant sur d'autres secteurs, contribuant ainsi à accentuer le ralentissement. Du fait que la propagation d'un secteur à l'autre diffère du passé, avec davantage de secteurs périphériques (secteurs où les contacts interpersonnels sont fréquents) plus durement touchés cette fois, les séquelles globales pour l'économie (moyenne) pourraient donc être moins graves que lors de précédents épisodes, même si les effets sur les secteurs les plus touchés s'avèrent plus prononcés que par le passé. Les différences de composition sectorielle d'un pays à l'autre pourraient toutefois entraîner des différences dans l'ampleur des pertes de production à moyen terme.

En outre, les mesures sans précédent prises par les pouvoirs publics ont contribué à préserver les relations économiques et à protéger les revenus des ménages et les flux de trésorerie des entreprises, et ont empêché l'amplification du choc par le biais du secteur financier. Ces mesures ont permis de maintenir des fondations à partir desquelles l'activité a pu se redresser rapidement (chapitre 1). Par ailleurs, l'abondante épargne accumulée par les ménages durant la pandémie (notamment dans les pays avancés) suggère qu'une demande refoulée pourrait bien être libérée et stimuler la croissance dès que la crise sanitaire sera terminée et les restrictions durablement levées. Ces facteurs semblent indiquer que les dommages à moyen terme à la suite de l'extrême contraction de 2020 pourraient être

moins sérieux que ne le suggérerait l'ampleur de cet effondrement par rapport aux tendances passées.

Toutefois, comme indiqué au chapitre 1, ces perspectives sont empreintes d'incertitude, à court comme à moyen terme. L'ampleur des séquelles dépend aussi de facteurs caractéristiques d'une récession provoquée par une pandémie et intrinsèquement difficiles à prévoir : la trajectoire de la pandémie (possibilité de nouveaux variants se propageant plus vite que l'administration des vaccins et faisant de la COVID-19 une maladie endémique d'une gravité encore inconnue) et l'ampleur de la désorganisation des activités provoquée par les restrictions indispensables pour diminuer la transmission, en attendant que les vaccins commencent à apporter une protection à l'échelle de la société. D'autres facteurs restent également incertains, notamment l'efficacité des mesures des pouvoirs publics en constante évolution, l'amplification éventuelle de la crise par le biais du système financier et les vecteurs de contagion mondiaux, tels que les mouvements de portefeuilles et les envois de fonds des travailleurs.

Les pertes attendues à moyen terme sont considérables, mais généralement plus limitées que celles de la crise financière mondiale

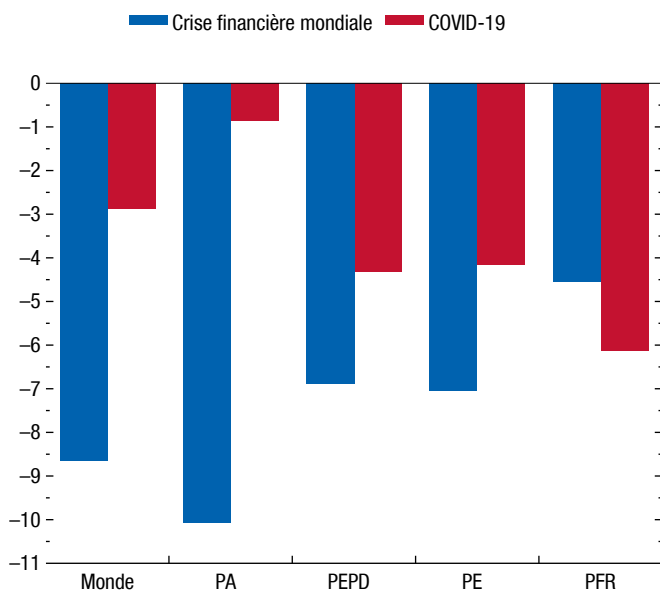
Compte tenu de cette incertitude, les perspectives à moyen terme (à un horizon de cinq ans) des prévisions actuelles envisagent des pertes de production, par rapport aux projections pré-pandémiques, d'environ 3 % pour l'économie mondiale (graphique 2.12). À titre de comparaison, les dommages durables provoqués par la crise financière mondiale sur une période comparable ont été plus prononcés, de presque 10 % pour le monde dans son ensemble²⁶.

Les pertes plus limitées attendues actuellement dans le monde à l'issue de la COVID-19, par rapport à la crise financière mondiale, montrent que les effets seront moins graves sur les pays avancés et, dans une moindre mesure, sur les pays émergents. En revanche, les pays à faible revenu devraient moins bien s'en sortir, en moyenne, qu'à l'issue de la crise financière mondiale.

²⁶Le graphique 2.12 montre les pertes de production attendues à moyen terme en raison de la COVID-19 et les pertes de production effectives à moyen terme à la suite de la crise financière mondiale. Les prévisions pour les pertes de production à moyen terme un an après le début de la crise financière mondiale montrent le même schéma. Autrement dit, les pertes de production attendues à moyen terme au lendemain de la crise financière mondiale étaient considérablement plus fortes que celles attendues aujourd'hui en raison de la COVID-19, avec des pertes attendues dans les pays avancés et les pays émergents plus prononcées que dans les pays à faible revenu.

Graphique 2.12. Pertes de production à moyen terme
(Différence en pourcentage par rapport aux prévisions d'avant-crise)

Les séquelles de la récession liée à la pandémie de COVID-19 devraient être moins prononcées que celles laissées par la crise financière mondiale, mais les pays émergents et les pays en développement souffriront davantage que les pays avancés en moyenne.



Source : estimations des services du FMI.

Note : Les barres indiquent la différence en pourcentage entre le PIB réel quatre ans après la crise et le PIB prévu pour la même période avant la crise, pour chaque groupe concerné. Pour la crise de la COVID-19, les prévisions de l'édition actuelle des PEM pour 2024 sont comparées à celles de l'édition de janvier 2020 (avant la pandémie). Pour la crise financière mondiale, les chiffres de l'édition d'avril 2013 pour 2012 sont comparés à ceux de l'édition d'octobre 2007 (avant le début de la récession aux États-Unis à la fin de l'année 2007). Les pondérations des pays sont déterminées à partir des chiffres de l'édition d'avril 2013 pour 2007 pour la crise financière mondiale, et de ceux de l'édition actuelle pour 2019 pour la crise de la COVID-19. L'échantillon comporte 178 pays. PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; PFR = pays à faible revenu.

Ces tendances correspondent à l'hypothèse de référence d'une reprise soutenue au lendemain de la crise actuelle, au cours de laquelle les risques pour la stabilité financière restent contenus, contrairement à ce qui s'est passé avec la crise financière mondiale²⁷. En outre, les pertes des pays avancés devraient être bien inférieures à celles des pays émergents et des pays en développement, ce qui s'explique probablement par leurs mesures de soutien plus fortes et leur prévision d'accès plus rapide aux vaccins et aux traitements²⁸. Les pertes devraient être les

²⁷La longue période de tensions financières dans l'économie mondiale a commencé avec la crise des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis en 2007 et s'est poursuivie jusqu'à la fin de la crise de la dette souveraine de la zone euro, qui a culminé en 2012.

²⁸La pandémie a toutefois exacerbé les inégalités tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement. Voir chapitre 2 de l'édition d'avril 2021 du *Moniteur des finances publiques*.

plus prononcées dans les pays à faible revenu, du fait de leur marge de manœuvre plus limitée pour prendre des mesures de soutien. Ces différences de pertes attendues démontrent que l'accès universel aux vaccins est primordial pour les résultats tant sanitaires qu'économiques.

Les séquelles escomptées varient en fonction de la structure économique et de l'ampleur des mesures prises par les pouvoirs publics

Une simple analyse de régression des corrélats d'informations sur les pertes de production escomptées à moyen terme (représentées dans les prévisions révisées) confirme ce scénario : il semble que le niveau de revenu moyen et la structure sectorielle de l'économie (dépendance à l'égard du tourisme et part du secteur des services avant la crise), ainsi que l'ampleur des mesures de soutien prises par les pouvoirs publics en 2020, contribuent à expliquer les variations d'un pays à l'autre. Cet exercice analyse les révisions des prévisions de production dans l'ensemble des pays, en se concentrant sur les dernières années de l'horizon de prévision (2022–24)²⁹.

La crise a les incidences les plus fortes sur les pays les plus dépendants du tourisme, avec une augmentation d'un écart-type de la part du tourisme et des voyages dans le PIB associée à une réduction de 2,5 % de la production escomptée en 2022 (graphique 2.13, page 1). Cette exposition des pays par le secteur du tourisme devrait légèrement s'estomper à terme, mais rester proche de 2 % en 2024. Les pays ayant des secteurs des services plus importants devraient aussi subir des pertes de production plus prononcées, avec une réduction de ½ % de la production escomptée en 2022³⁰. Les mesures de

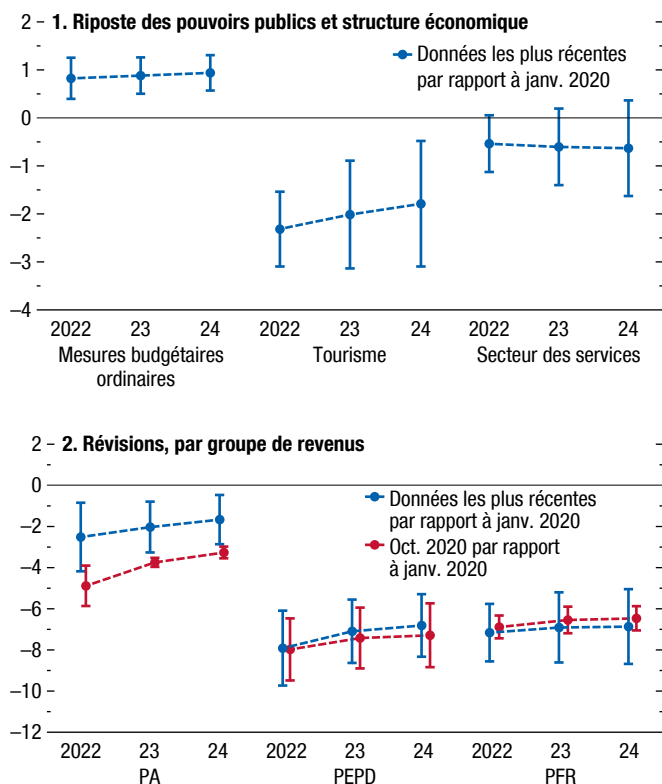
²⁹Les régressions contiennent également des variables fictives pour les groupes de revenus par pays et pour les régions. Afin de faciliter la comparaison des effets entre variables explicatives, chaque régresseur est normalisé à une moyenne de zéro et à un écart-type de un. Il importe de noter que la gravité actuelle de la pandémie affecte la révision des prévisions à court terme, mais ne constitue pas un facteur explicatif significatif à plus long terme dans l'horizon de prévision, une fois que d'autres variables (essentiellement, la classification du revenu) sont prises en compte. Ces résultats résistent à l'analyse qui inclut des variables supplémentaires pour tenir compte de la gravité de la pandémie, des capacités du système de santé et du niveau d'endettement public. Voir l'annexe en ligne 2.4.

³⁰La relation entre la part des services dans l'économie et les pertes de production dépendra de la composition des services, dans la mesure où les services qui impliquent peu de contacts, tels que les services d'information et de communication, les services financiers et les services professionnels et aux entreprises, ont été moins touchés par la pandémie (voir graphique 2.1). Ces résultats se vérifient si l'on mesure la part dans l'économie avant la crise des services à contacts fréquents, et non pas des services.

Graphique 2.13. Pertes de production escomptées à moyen terme : facteurs explicatifs et révisions

(Points de pourcentage)

Les pays plus exposés à la demande de tourisme et de services ont été les plus durement touchés, mais les mesures budgétaires prises face à la pandémie ont atténué les pertes. Les pertes à moyen terme sont plus fortes et plus persistantes dans les pays émergents ; les perspectives pour les pays avancés se sont améliorées ces derniers mois.



Sources : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde ; Conseil mondial du voyage et du tourisme ; calculs des services du FMI.
 Note : Les unités en abscisse représentent différents horizons de prévisions. Les mesures budgétaires ordinaires se rapportent aux dépenses supplémentaires et aux manques à gagner en réponse à la COVID-19. Les secteurs du tourisme et des services sont tous deux en parts du PIB. Le graphique présente une estimation ponctuelle et deux plages d'erreur-type pour les coefficients d'une régression transversale et transnationale (non pondérée) des révisions de prévisions sur les variables explicatives. La plage 2 présente le coefficient estimé sur l'indicateur du groupe de pays. Les variables explicatives sont normalisées pour avoir une moyenne de zéro et un écart-type unitaire. Les unités en ordonnée correspondent donc aux variations en pourcentage de la production par augmentation d'un écart-type entre les pays. Les caractéristiques de la régression comprennent aussi des variables fictives pour la région et le groupe de revenu (non illustrées). Les erreurs-types sont regroupées par région. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; PFR = pays à faible revenu.

soutien des pouvoirs publics jouent également un grand rôle. Les pays mettant en place des mesures budgétaires ordinaires plus résolues face à la pandémie devraient connaître des pertes plus faibles, toutes choses étant égales par ailleurs (voir également le chapitre 1 de l'édition d'avril 2021 du Moniteur des finances publiques).

L'incertitude est considérable et dépend de la trajectoire de la pandémie

L'incertitude entourant ces projections (et la mesure dans laquelle les nouvelles informations influencent les points de vue sur les perspectives) est évidente à l'analyse de l'évolution des prévisions de pertes escomptées à moyen terme entre l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) et les prévisions actuelles (graphique 2.13, page 2). Les récentes informations favorables sur les vaccins et un deuxième semestre 2020 plus fort que prévu ont eu une incidence plus favorable sur les projections des pays avancés. Les pertes actuellement projetées (courbes bleues) sont nettement plus faibles que celles prévues dans l'édition d'octobre 2020 des PEM (courbes rouges) pour le groupe de pays avancés, mais globalement similaires à celles prévues pour les autres groupes de revenus.

Il importe de rappeler que l'évaluation décrite ici repose sur la compréhension actuelle de la trajectoire de la pandémie. Comme le démontre l'évolution par rapport à l'édition d'octobre 2020 des PEM, les perspectives de séquelles à moyen terme et les prévisions à moyen terme qui y sont associées vont évoluer en fonction des informations futures sur les vaccins, des nouvelles mutations du virus, des interruptions d'activités et des mesures de soutien des pouvoirs publics.

Mesures pour limiter les dommages persistants

L'expérience des récessions antérieures montre combien il importe d'éviter les difficultés financières à mesure qu'évoluent les mesures de soutien des pouvoirs publics face à la COVID-19. Pour prévenir des séquelles qui pourraient découler d'une future instabilité financière, il conviendrait de maintenir les mesures de soutien à l'offre de crédit, tout en garantissant la résilience des bilans et des volants de sécurité suffisants (voir chapitre 1 et édition d'avril 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

À mesure que la campagne de vaccination avancera et que les problèmes d'approvisionnement s'atténueront, les pays devront adapter leur action aux différentes phases de la pandémie. Un appui budgétaire ciblé qui remédie aux effets sectoriels disparates de la crise pourra être particulièrement efficace tant que persisteront les difficultés d'approvisionnement, tandis que les investissements publics peuvent contribuer à stimuler à la fois l'offre et la demande, dès que ces problèmes s'estomperont. Lorsque l'espace budgétaire le permettra, les décideurs devront

déployer un double train de mesures qui associe un appui mieux ciblé aux ménages et aux entreprises touchés et des investissements publics visant à :

- *Enrayer le recul de l'accumulation de capital humain et encourager l'emploi.* L'affectation de ressources suffisantes aux soins de santé, aux programmes de développement de la petite enfance et à l'éducation contribuera à atténuer les pertes de revenus individuels à long terme et les dommages à la productivité globale (voir chapitre 1 de l'édition d'octobre 2020 des PEM et chapitre 2 de l'édition d'octobre 2020 du Moniteur des finances publiques). La reconversion des travailleurs et l'investissement dans l'alphabétisation numérique élargiraient l'accès aux nouvelles opportunités d'emploi et empêcheraient l'apparition de nouvelles divergences économiques. Il sera primordial d'élargir les dispositifs de protection sociale et de soutien aux travailleurs déplacés tout au long de ce qui pourrait s'avérer être une longue période d'adaptation pour faire face au creusement des inégalités qui découlera probablement de la pandémie (voir chapitre 3).
- *Favoriser la productivité.* Des politiques actives du marché du travail³¹ et d'autres mesures visant à faciliter la réaffectation des ressources, telles que réformes structurelles pour améliorer la mobilité professionnelle et réduire les rigidités des marchés des produits, permettent non seulement la sortie des entreprises non viables, mais peuvent aussi contribuer à empêcher une mauvaise affectation persistante. Des mesures favorables à la concurrence, l'innovation et l'adoption des technologies stimuleraient aussi la croissance de la productivité.
- *Accroître l'investissement.* Les investissements publics dans les infrastructures, en particulier celles qui sont respectueuses de l'environnement, peuvent contribuer à attirer les investissements privés (voir édition d'octobre 2020 des PEM et chapitre 2 de l'édition d'avril 2021 du Moniteur des finances publiques). L'assainissement des bilans des entreprises réduirait leur surendettement et favoriserait l'investissement (voir chapitre 1 de l'édition d'octobre 2020 des PEM). L'amélioration des mécanismes d'encadrement des faillites et de restructuration de la dette contribuerait à réaffecter le capital productif (voir l'édition d'avril 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et Bauer *et al.*, 2021).

³¹Les politiques actives du marché du travail, qui aident les travailleurs à faire la transition entre emplois, sont notamment : la reconversion des travailleurs, les services publics de l'emploi, les programmes d'emplois publics, les subventions salariales pour favoriser la création d'emplois et les mesures de soutien aux travailleurs autonomes et micro-entrepreneurs.

Dans les pays ayant une proportion plus élevée de secteurs à contacts fréquents, qui sont touchés par la crise, une réaffectation plus poussée des ressources s'imposera probablement. Il importera en particulier de prendre des mesures de secours en faveur des entreprises et des mesures de préservation de l'emploi qui seront éliminées progressivement, tout en les associant à des mesures facilitant la réaffectation des ressources. Il conviendra de favoriser les opportunités de croissance liées à la transition accélérée vers le commerce électronique et d'encourager la numérisation croissante de l'économie, ce qui aura des retombées positives et contribuera à délaissier les secteurs en perte de vitesse. Enfin, la coopération multilatérale est indispensable pour empêcher toute nouvelle divergence économique entre les pays, comme expliqué au chapitre 1.

Conclusions

Les reprises au lendemain des récessions antérieures semblent indiquer que les séquelles seront vraisemblablement considérables, en particulier compte tenu de l'ampleur du choc de la COVID-19. L'analyse des précédents chocs au niveau des secteurs montre que les effets de contagion d'un secteur à l'autre après des chocs subis à la fois par l'offre et la demande ont été de grande ampleur et de longue durée. Les chocs sur la productivité sectorielle, notamment, ont des effets tenaces, entraînant des replis durables, en moyenne, dans les secteurs frappés. La présente crise est toutefois différente des récessions passées à bien des égards, et les perspectives sont empreintes d'une incertitude considérable.

Selon les prévisions actuelles, les pertes de production à moyen terme après la pandémie devraient être importantes, tout en étant très variables d'un pays et d'une région à l'autre. Malgré une croissance plus forte que d'habitude à mesure que l'économie mondiale se remettra du choc de la COVID-19, la production mondiale devrait toujours être inférieure d'environ 3 % en 2024 à celle prévue avant la pandémie. Ces pertes escomptées sont plus faibles que celles constatées lors de la crise financière mondiale, ce qui s'explique par les mesures de soutien prises sans tarder par les pouvoirs publics pour soutenir les revenus et contribuer à enrayer la désorganisation du secteur financier. Cependant, les pays émergents et les pays en développement, en particulier, devraient souffrir de séquelles plus profondes que les pays avancés, en raison notamment de la plus forte exposition de leurs secteurs au choc de la pandémie et de leur riposte plus modérée.

Face au tableau qui se dessine avec des reprises divergentes, notamment des séquelles plus probables et plus profondes dans nombre de pays qui sont justement ceux ayant un espace budgétaire limité, la voie devant nous s'annonce difficile. Les pouvoirs publics doivent maintenir un soutien efficace jusqu'à ce que la reprise soit bien amorcée pour contribuer à limiter les dommages persistants. Il importe d'éviter les difficultés financières à mesure qu'évoluent les mesures des pouvoirs publics face à la COVID-19, car, par le passé, les plus graves séquelles sont survenues lors de récessions liées à des crises financières. Pour optimiser le recours à un espace budgétaire

limité, les décideurs doivent adapter leurs ripostes, en axant leur soutien sur les secteurs et les entreprises les plus touchés. Il sera déterminant d'adopter des mesures visant à enrayer la baisse d'accumulation du capital humain, à stimuler la création d'emplois et à faciliter la réaffectation des travailleurs pour remédier aux pertes de PIB à long terme et au creusement des inégalités. Enfin, la coopération multilatérale en matière de vaccins, pour assurer une production suffisante et une distribution universelle en temps voulu, sera fondamentale pour prévenir des séquelles encore plus graves dans les pays en développement.

Encadré 2.1. Une « tempête parfaite » s'abat sur le secteur de l'hôtellerie et de la restauration

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a subi de considérables pertes d'emploi et de production en raison de la COVID-19. Même si les répercussions internationales de ce secteur du côté de l'offre sont plus limitées que celles d'un autre secteur en moyenne, la propagation aux autres secteurs de l'économie est incontestable. Le redressement de ce secteur dépendra fondamentalement de la rapidité avec laquelle la pandémie sera endiguée, et les séquelles seront d'autant plus graves que la demande mettra du temps à redémarrer.

Les hôtels et les restaurants ont été particulièrement frappés par la crise de la COVID-19. Aux États-Unis, par exemple, l'emploi dans ce secteur a chuté de près de 40 % entre février et mai 2020, contre 13 % dans l'ensemble de l'économie. Selon les données au troisième trimestre de 2020, les pays les plus tributaires du secteur de l'hôtellerie et de la restauration semblent avoir considérablement souffert de la pandémie (graphique 2.1.1, page 1), même ceux où les confinements ont été moins draconiens¹. Il est donc évident que la composition sectorielle est primordiale pour déterminer l'incidence globale de la COVID-19, car les chocs subis par ce secteur et d'autres secteurs où les contacts sont fréquents se propagent au reste de l'économie. Il est important de noter que ce secteur se caractérise notamment par des liens plus étroits avec les autres secteurs de l'économie locale qu'un autre secteur en moyenne. Les retombées sur les autres secteurs peuvent donc être considérables².

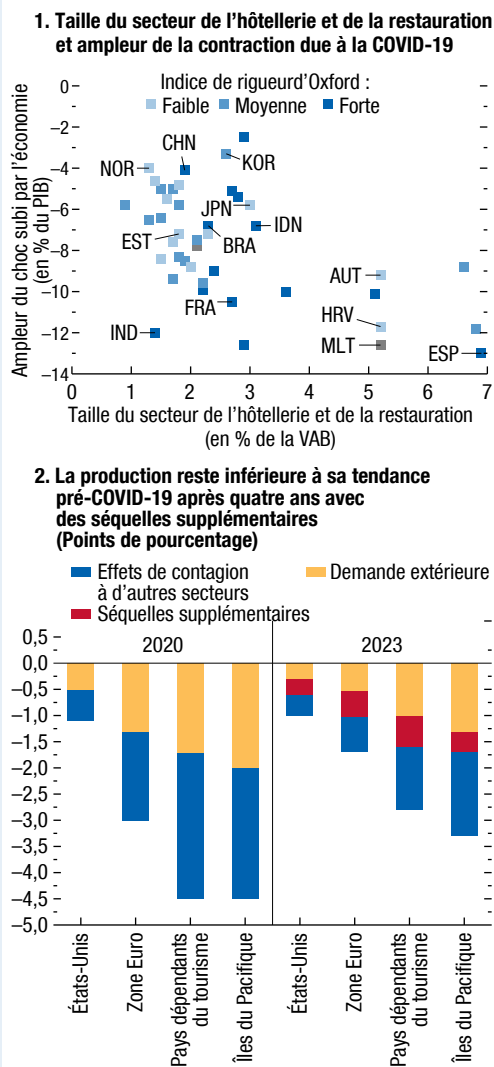
À moyen terme, les séquelles devraient être plus prononcées dans les pays tributaires du tourisme que dans

L'auteur de cet encadré est Allan Dzioli.

¹L'ampleur du choc subi par le secteur de l'hôtellerie et de la restauration est déduite en utilisant des données désagrégées en provenance du Royaume-Uni, des pondérations en valeur ajoutée des différents secteurs dans le PIB de chaque pays, et d'autres données sectorielles agrégées, en tenant compte des différences des mesures d'endiguement entre les pays. Pour les pays où aucune information sectorielle désagrégée récente n'est disponible, les données relatives au trafic aérien sont utilisées. Le choc moyen est de 25 % de la valeur ajoutée avant la COVID-19 dans le secteur et est hétérogène d'un pays à l'autre, à moins de 10 % en Turquie et jusqu'à 60 % au Samoa.

²Utilisation de données d'entrées-sorties relatives à environ 170 pays. Les données proviennent de la base de données Eora, qui est un ensemble de matrices d'entrées-sorties harmonisées au niveau mondial, couvrant 26 secteurs et les utilisations finales. Voir Lenzen *et al.* (2013) pour une description détaillée de la base de données.

Graphique 2.1.1. Dommages au secteur de l'hôtellerie et de la restauration provoqués par la COVID-19



Sources : base de données des chaînes de valeur mondiales Eora de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ; calculs et estimations des services du FMI.

Note : L'ampleur du choc subi par l'économie est mesurée comme l'écart en pourcentage par rapport aux prévisions de croissance du PIB de 2020 dans les *Perspectives de l'économie mondiale* antérieures à la COVID-19. La taille du secteur de l'hôtellerie et de la restauration est mesurée comme sa valeur ajoutée en pourcentage de la valeur ajoutée totale. L'indice de rigueur de l'Université d'Oxford enregistre la rigueur des mesures « de type confinement » qui imposent essentiellement des restrictions comportementales à la population. VAB = valeur ajoutée brute.

Encadré 2.1 (fin)

les autres. Le PIB devrait être inférieur de 2,2 % à sa tendance pré-COVID-19 d'ici à 2023, uniquement en raison du choc qui a frappé le secteur de l'hôtellerie et de la restauration (graphique 2.1.1, page 2)³. Les

³Deux méthodes complémentaires, celle de l'équilibre partiel et celle de l'équilibre général stochastique dynamique, sont utilisées pour estimer les effets d'amplification et les effets de contagion de la COVID-19 d'un pays à l'autre et pour évaluer ses incidences éventuelles à long terme. La première méthode, élaborée par Bems, Johnson et Yi (2011), utilise les liens des tableaux mondiaux d'entrées-sorties et suppose qu'il n'existe aucune substituabilité entre les sources d'entrées, ni aucune variation de prix. La seconde

île du Pacifique sont particulièrement touchées par ce choc, avec un PIB qui devrait être inférieur d'environ 3 % à sa tendance en 2023, dont 0,4 point de pourcentage dû, selon les estimations, aux séquelles supplémentaires infligées par le choc. Comme d'autres secteurs ont également été touchés dans tous les pays, l'effet négatif global de la COVID-19 sur la production à moyen terme sera probablement encore plus prononcé.

méthode utilise le modèle G20 du FMI, qui est un modèle d'équilibre général avec substituabilité entre les biens, mais moins poussé pour modéliser les liens sectoriels. Les deux méthodes aboutissent à des résultats très similaires.

Encadré 2.2. Pertes d'apprentissage durant la pandémie et rôle des infrastructures

Les fermetures d'écoles et autres interruptions d'activités liées à la pandémie présentent un risque sérieux pour l'accumulation de capital humain dans le monde entier. Selon les données préliminaires, les pertes d'apprentissage ont été plus prononcées dans les pays souffrant déjà de déficits d'infrastructures (accès à l'électricité et à Internet, par exemple) qui ont limité leur capacité à mettre en œuvre efficacement les programmes d'apprentissage à distance. Il est primordial de prendre des mesures correctrices pour prévenir les séquelles sur le capital humain existant, qui continueraient d'accroître la divergence économique entre pays. Des mesures d'urgence s'imposent donc de la part des pouvoirs publics, ainsi qu'un soutien international aux pays à faible revenu et à nombre de pays émergents dont les infrastructures sont limitées et le financement des systèmes éducatifs insuffisant.

Les pertes d'apprentissage dans le monde en raison de la pandémie de COVID-19 posent des problèmes considérables pour l'accumulation de capital humain. Les fermetures d'écoles ont concerné 1,6 milliard d'élèves dans 180 pays au plus fort de la pandémie (Banque mondiale, 2020b). En 2020, les pays ont déclaré une moyenne de 49 jours d'enseignement manqués, l'équivalent d'environ un quart d'une année scolaire¹. Les pertes d'apprentissage ont été plus prononcées dans les pays en développement à faible revenu, où les élèves ont manqué en moyenne 69 jours d'enseignement en 2020, contre 46 jours dans les pays émergents et 15 dans les pays avancés. Les interruptions scolaires entraîneront vraisemblablement des pertes d'apprentissage et nuiront à

Les auteurs de cet encadré sont Mariya Brushevich, Marina Conesa Martínez et Futoshi Narita. Le présent encadré fait partie d'un projet de recherche sur les politiques macroéconomiques des pays à faible revenu, soutenu par le Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni. Les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement l'avis du FCDO.

¹Nous utilisons la deuxième version de l'Enquête sur les réponses nationales du secteur de l'éducation face à la fermeture des établissements scolaires liées à la COVID-19, conçue pour les ministères de l'Éducation et réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et la Banque mondiale entre juillet et octobre 2020 (UNESCO, UNICEF et Banque mondiale, 2020). Pour chaque niveau d'enseignement (préscolaire, primaire, premier et second cycles de l'enseignement secondaire), 80 pays (27 pays en développement à faible revenu, 41 pays émergents, 12 pays avancés) ont répondu à la question suivante : « Combien de jours d'enseignement ont-ils été perdus ou seront perdus (en tenant compte des congés scolaires, etc.) pendant l'année scolaire impactée par la COVID-19 ? » Nous utilisons la moyenne des jours d'enseignement perdus sur l'ensemble des niveaux d'enseignement.

l'accumulation de capital humain². En outre, les filles et les élèves de familles à faible revenu sont exagérément exposés à un risque accru de pertes d'apprentissage³.

La COVID-19 peut exacerber les disparités existantes en matière d'éducation entre pays. Malgré une convergence incontestable des taux de scolarisation en primaire au niveau mondial, le nombre moyen d'années de scolarité chez les adultes dans les pays en développement à faible revenu (cinq ans) a été inférieur à la moitié de celui des pays avancés (douze ans) en 2018 (Institut de statistique de l'UNESCO)⁴. En outre, la parité fille-garçon à l'inscription à tous les niveaux d'enseignement n'est pas encore atteinte dans nombre de pays en développement (Banque mondiale, 2018).

La désorganisation des systèmes éducatifs induite par la pandémie est particulièrement prononcée dans les pays dont les infrastructures sont limitées (graphique 2.2.1). Le passage à l'enseignement à distance dans le monde entier a limité les pertes d'apprentissage, mais son adoption et son efficacité ont été inégales d'un pays à l'autre. Les pertes d'apprentissage sont plus élevées de 70 % dans les pays classés en dessous de la moyenne mondiale pour l'accès à l'électricité (90 % de la population en 2018) que dans les pays situés au-dessus. Dans les pays où moins de la moitié de la population a accès à Internet (moyenne mondiale en 2018), les élèves ont manqué 65 jours d'enseignement, soit le double de la moyenne des pays affichant des taux de connectivité plus élevés. En outre, les gouvernements qui n'ont pas fourni d'outils des technologies de l'information et de la communication ou de connectivité gratuite pour faciliter la transition des enseignants vers l'apprentissage à distance durant la pandémie

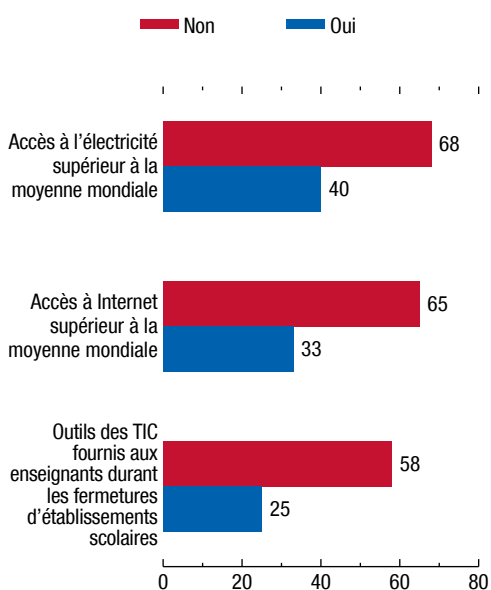
²Les « jours d'enseignement perdus » sont susceptibles d'exclure les jours d'apprentissage à distance. Cette supposition repose sur la comparaison avec un indicateur de « fermeture d'établissement scolaire » dans le cadre de l'outil de suivi des réponses gouvernementales à la COVID-19 de l'Université d'Oxford (Hale *et al.*, 2020). Les pertes d'apprentissage sont probablement plus importantes que ne le suggère le nombre de jours perdus, compte tenu de l'efficacité potentiellement inférieure de l'apprentissage à distance par rapport à l'apprentissage en présentiel. Voir chapitre 2 de l'édition d'avril 2021 du Moniteur des finances publiques pour une analyse et des estimations plus approfondies des pertes d'apprentissage à l'aide des données de l'outil de suivi des réponses gouvernementales à la COVID-19 de l'Université d'Oxford.

³Se reporter à CGD (2020) pour une analyse des différences entre les sexes et à Agostinelli *et al.* (2020), Azevedo *et al.* (2020) et Engzell *et al.* (2020) pour une analyse des différences de revenus des ménages.

⁴En 2008, l'écart des taux d'inscription en enseignement primaire entre pays avancés et pays en développement à faible revenu a été comblé (base de données des Indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale).

Encadré 2.2 (fin)

Graphique 2.2.1. Où les pertes d'apprentissage sont-elles plus prononcées ?
(Nombre moyen de jours d'enseignement perdus)



Sources : Enquête sur les réponses nationales du secteur de l'éducation face à la fermeture des établissements scolaires liées à la COVID-19 de l'UNESCO-UNICEF-Banque mondiale ; Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde ; calculs des services du FMI.

Note : Chaque barre correspond au nombre moyen de jours d'enseignement perdus dans l'ensemble des pays avec une caractéristique d'infrastructure donnée. Les différences sont statistiquement significatives au niveau de 5 %. TIC = technologies de l'information et de la communication.

ont déclaré presque deux fois plus de journées de scolarité manquées que les gouvernements qui ont apporté ce soutien. Les plateformes en ligne d'apprentissage à distance sont disponibles seulement dans les trois quarts des pays en développement à faible revenu. La plupart de ces pays ont eu recours à la radio et à la télévision pour diffuser des contenus éducatifs, mais presque un quart d'entre eux ont indiqué que ces outils n'étaient pas efficaces pour l'apprentissage à distance.

Nombre de pays risquent de subir des pertes d'apprentissage considérables durant la pandémie, ainsi que des pertes correspondantes de revenus à long terme⁵. Des mesures correctrices s'imposent donc de la part des pouvoirs publics. Même si l'apprentissage en ligne est probablement appelé à jouer un rôle grandissant dans l'offre éducative à l'avenir, les déficits d'infrastructures et l'insuffisance du financement de l'éducation dans les pays à faible revenu et dans nombre de pays émergents peuvent constituer des obstacles redoutables. Pour éviter une accentuation des divergences économiques entre pays, il est urgent de moderniser les systèmes éducatifs, d'investir dans les infrastructures indispensables et de garantir un financement équitable des établissements scolaires. Les mesures correctrices comportent également la formation des enseignants pour atténuer les pertes d'apprentissage, un soutien financier pour répondre aux exigences éducatives, des ajustements de la durée de l'année scolaire et des programmes de tutorat complémentaires pour ceux qui ont été sérieusement affectés par les fermetures (Banque mondiale, 2020a). La communauté internationale doit soutenir ces efforts en augmentant son aide au développement des infrastructures éducatives et numériques, qui pourrait être financée par les banques de développement multilatérales, des partenariats non traditionnels en recourant aux organisations philanthropiques et aux projets de responsabilité sociale des entreprises, ou au moyen des ressources libérées par les initiatives d'allègement de la dette (Banque mondiale, 2020c).

⁵Même si les pertes exactes d'apprentissage et de revenus qui y sont associées ne sont pas encore connues, les estimations de la baisse de revenus à long terme par année de scolarité perdue varient dans une fourchette de 9 à 12 % (Psacharopoulos et Patrinos, 2018 ; Kattan *et al.*, 2021). Azevedo *et al.* (2020) estiment à 10 000 milliards de dollars la perte de revenus du travail sur une durée de vie pour la cohorte concernée, soit 8 % du PIB mondial en 2017, sans mesures correctrices. Hanushek et Woessmann (2020) estiment que les pertes d'apprentissage équivalent à la perte d'une demi-année scolaire se traduisent par une baisse du PIB annuel de 2,2 % jusqu'à la fin du siècle. Pour les États-Unis, Jang et Yum (2020) et Fernald *et al.* (2021) montrent des incidences plus légères de 0,25 % et de moins de 0,1 %, respectivement.

Bibliographie

- Acemoglu, Daron, Ufuk Akcigit, and William Kerr. 2016. “Networks and the Macroeconomy: An Empirical Exploration.” *NBER Macroeconomics Annual* 30 (1): 273–335.
- Acemoglu, Daron, David Autor, David Dorn, Gordon H. Hanson, and Brendan Price. 2016. “Import Competition and the Great US Employment Sag of the 2000s.” *Journal of Labor Economics* 34 (S1): S141–98.
- Adler, Gustavo, Romain A. Duval, Davide Furceri, Sinem Kiliç Çelik, Ksenia Koloskova, and Marcos Poplawski-Ribeiro. 2017. “Gone with the Headwinds: Global Productivity.” IMF Staff Discussion Note 17/04, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Agostinelli, Francesco, Matthias Doepke, Giuseppe Sorrenti, and Fabrizio Zilibotti. 2020. “When the Great Equalizer Shuts Down: Schools, Peers, and Parents in Pandemic Times.” NBER Working Paper 28264, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Azevedo, João Pedro, Amer Hasan, Diana Goldemberg, Syedah Aroob Iqbal, and Koen Geven. 2020. “Simulating the Potential Impacts of COVID-19 School Closure on Schooling and Learning Outcomes: A Set of Global Estimates.” Policy Research Working Paper 9284, World Bank, Washington, DC.
- Ball, Lawrence. 2014. “Long-Term Damage from the Great Recession in OECD Countries.” *European Journal of Economics and Economic Policies: Intervention* 11 (2): 149–60.
- Baqae, David R., and Emmanuel Farhi. 2020. “Nonlinear Production Networks with an Application to the COVID-19 Crisis.” NBER Working Paper 27281, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Baqae, David R., and Emmanuel Farhi. 2021. “Supply and Demand in Disaggregated Keynesian Economies with an Application to the Covid-19 Crisis.” Unpublished.
- Barro, Robert J., José F. Ursúa, and Joanna Weng. 2020. “The Coronavirus and the Great Influenza Pandemic: Lessons from the ‘Spanish Flu’ for the Coronavirus’s Potential Effects on Mortality and Economic Activity.” NBER Working Paper 26866, National Bureau of Economic Research Cambridge, MA.
- Bauer, W. Andreas, R. Sean Craig, José Garrido, Kenneth H. Kang, Kashiwase Kenichiro, Sung Jin Kim, Yan Liu, and Sohrab Rafiq. 2021. “Flattening the Insolvency Curve: Promoting Corporate Restructuring in Asia and the Pacific in the Post-C19 Recovery.” IMF Working Paper 2021/016, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bekaert, Geert, Eric Engstrom, and Andrey Ermolov. 2020. “Aggregate Demand and Aggregate Supply Effects of COVID-19: A Real-Time Analysis.” Finance and Economics Discussion Series 2020–049, Board of Governors of the Federal Reserve System.
- Bems, Rudolfs, Robert C. Johnson, and Kei-Mu Yi. 2011. “Vertical Linkages and the Collapse of Global Trade.” *American Economic Review* 101 (3): 308–12.
- Bernstein, Shai, Emanuel Colonnelli, Xavier Giroud, and Benjamin Iverson. 2019. “Bankruptcy Spillovers.” *Journal of Financial Economics* 133 (3): 608–33.
- Bernstein, Shai, Richard R. Townsend, and Ting Xu. 2020. “Flight to Safety: How Economic Downturns Affect Talent Flows to Startups.” NBER Working Paper 27907, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Blanchard, Olivier J., Eugenio Cerutti, and Lawrence Summers. 2015. “Inflation and Activity—Two Explorations and Their Monetary Policy Implications.” NBER Working Paper 21726, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Blanchard, Olivier J., and Lawrence H. Summers. 1986. “Hysteresis and the European Unemployment Problem.” *NBER Macroeconomics Annual* 1: 15–78.
- Bloom, Nicholas, Philip Bunn, Paul Mizen, Pawel Smietanka, and Gregory Thwaites. 2020. “The Impact of Covid-19 on Productivity.” NBER Working Paper 28233, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Bonadio, Barthélémy, Zhen Huo, Andrei A. Levchenko, and Nitya Pandalai-Nayar. 2020. “Global Supply Chains in the Pandemic.” NBER Working Paper 27224, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Brinca, Pedro, João B. Duarte, and Miguel Faria-e-Castro. 2020. “Measuring Sectoral Supply and Demand Shocks during COVID-19.” *Covid Economics* 20. London: CEPR Press.
- Brown, Jason P. 2020. “US Business Applications Surge in the Face of COVID-19.” Economic Bulletin (November): 1–4, Federal Reserve Bank of Kansas City. <https://www.kansascityfed.org/en/publications/research/eb/articles/2020/us-business-applications-surge-face-of-covid>.
- Center for Global Development (CGD). 2020. “Gendered Impacts of COVID-19 School Closures: Insights from Front-line Organizations.” Washington, DC.
- Cerdeiro, Diego, and Andras Komaromi. 2020. “Supply Spillovers during the Pandemic: Evidence from High-Frequency Shipping Data.” IMF Working Paper 2020/284, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Cerra, Valerie, Antonio Fatás, and Sweta C. Saxena. 2020. “Hysteresis and Business Cycles.” IMF Working Paper 2020/73, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Cerra, Valerie, and Sweta C. Saxena. 2008. “Growth Dynamics: The Myth of Economic Recovery.” *American Economic Review* 98 (1): 439–57.
- Crane, Leland D., Ryan A. Decker, Aaron Flaen, Adrian Hamins-Puertolas, and Christopher Kurz. 2020. “Business Exit during the COVID-19 Pandemic: Non-Traditional Measures in Historical Context.” Finance and Economics Discussion Series 2020–089, Board of Governors of the Federal Reserve System, Washington, DC.
- del Rio-Chanona, R. Maria, Penny Mealy, Anton Pichler, François Lafond, and J. Doyne Farmer. 2020. “Supply and Demand Shocks in the COVID-19 Pandemic: An Industry and Occupation Perspective.” *Oxford Review of Economic Policy* 36 (Supplement): 94–137.

- Engzell, Per, Arun Frey, and Mark Verhagen. 2020. "Learning Inequality during the COVID-19 Pandemic." SocArXiv, October 29. doi:10.31235/osf.io/ve4z7.
- Fernald, John, Huiyu Li, and Mitchell Ochse. 2021. "Future Output Loss from COVID-Induced School Closures." Federal Reserve Bank of San Francisco Economic Letter 04, February 16.
- Fuchs-Schündeln, Nicola, Dirk Krueger, Alexander Ludwig, and Irina Popova. 2020. "The Long-Term Distributional and Welfare Effects of COVID-19 School Closures." CEPR Discussion Paper 15227, Centre for Economic Policy Research, London.
- Furceri, Davide, Sinem Kilic Celik, João Tovar Jalles, and Ksenia Koloskova. 2021. "Recessions and Total Factor Productivity: Evidence from Sectoral Data." *Economic Modelling* 94 (January): 130–38.
- Guerrieri, Veronica, Guido Lorenzoni, Ludwig Straub, and Iván Werning. 2020. "Macroeconomic Implications of COVID-19: Can Negative Supply Shocks Cause Demand Shortages?" NBER Working Paper 26918, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Hale, Thomas, Thomas Boby, Noam Angrist, Emily Cameron-Blake, Laura Hallas, Beatriz Kira, Saptarshi Majumdar, Anna Petherick, Toby Phillips, Helen Tatlow, and Samuel Webster. 2020. "Oxford COVID-19 Government Response Tracker." Blavatnik School of Government. www.bsg.ox.ac.uk/covidtracker.
- Hanushek, Eric A., and Ludger Woessmann. 2020. "The Economic Impacts of Learning Losses." OECD Education Working Paper 225, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- Harding, Don, and Adrian Pagan. 2002. "Dissecting the Cycle: A Methodological Investigation." *Journal of Monetary Economics* 49 (2): 365–81.
- Jang, Youngsoo, and Minchul Yum. 2020. "Aggregate and Intergenerational Implications of School Closures: A Quantitative Assessment." *Covid Economics* 57: 46–93.
- Jordà, Òscar. 2005. "Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections." *American Economic Review* 95 (1): 161–82.
- Jordà, Òscar, Sanjay R. Singh, and Alan M. Taylor. 2020. "Longer-Run Economic Consequences of Pandemics." NBER Working Paper 26934, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Kattan, Raja Bentaouet, Claudio E. Montenegro, and Harry A. Patrinos. 2021. "Realizing the Returns to Schooling: How COVID-19 and School Closures Are Threatening Women's Economic Future." Blog, World Bank, February 9. <https://blogs.worldbank.org/education/realizing-returns-schooling-how-covid-19-and-school-closures-are-threatening-womens>.
- Laeven, Luc, and Fabian Valencia. 2018. "Systemic Banking Crises Revisited." IMF Working Paper 18/206, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Lenzen, Manfred, Daniel Moran, Keiichiro Kanemoto, and Arne Geschke. 2013. "Building EORA: A Global Multi-Region Input-Output Database at High Country and Sector Resolution." *Economic Systems Research* 25(1): 20–49.
- Li, Jie, Quanyun Song, Changyan Peng, and Yu Wu. 2020. "COVID-19 Pandemic and Household Liquidity Constraints: Evidence from Micro Data." *Emerging Markets Finance and Trade* 56 (15): 3626–34.
- Ma, Chang, John H. Rogers, and Sili Zhou. 2020. "Global Economic and Financial Effects of 21st Century Pandemics and Epidemics." Unpublished.
- Njoroge, Patrick, and Ceyla Pazarbasioglu. 2020. "Bridging the Digital Divide to Scale Up the COVID-19 Recovery." IMFBlog, International Monetary Fund, November 5. <https://blogs.imf.org/2020/11/05/bridging-the-digital-divide-to-scale-up-the-covid-19-recovery>.
- Novta, Natalija, and Evgenia Pugacheva. 2021. "The Macroeconomic Costs of Conflict." *Journal of Macroeconomics* 68.
- Oreopoulos, Philip, Marianne Page, and Ann Huff Stevens. 2008. "The Intergenerational Effects of Worker Displacement." *Journal of Labor Economics* 26 (3): 455–83.
- Psacharopoulos, George, and Harry Anthony Patrinos. 2018. "Returns to Investment in Education: A Decennial Review of the Global Literature." *Education Economics* 26 (5): 445–58.
- Reinhart, Carmen, Ken Rogoff, Christoph Trebesch, and Vincent Reinhart. 2016. "Global Crisis Data." Harvard Business School, Behavioral Finance and Financial Stability. <https://www.hbs.edu/behavioral-finance-and-financial-stability/data/Pages/default.aspx>.
- Shibata, Ipeei. 2020. "The Distributional Impact of Recessions: The Global Financial Crisis and the Pandemic Recession." IMF Working Paper 20/96, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Stuart, Bryan. Forthcoming. "The Long-Run Effects of Recessions on Education and Income." *American Economic Journal: Applied Economics*.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF), and the World Bank. 2020. Survey on National Education Responses to COVID-19 School Closures, round 2. UNESCO, UNICEF, World Bank: Paris, New York, Washington, DC.
- World Bank. 2018. *World Development Report 2018: Learning to Realize Education's Promise*. Washington, DC.
- World Bank. 2020a. "The COVID-19 Pandemic: Shocks to Education and Policy Responses." World Bank Report 148198, Washington, DC.
- World Bank. 2020b. *The Human Capital Index 2020 Update: Human Capital in the Time of COVID-19*. Washington, DC.
- World Bank. 2020c. "The Impact of the COVID-19 Pandemic on Education Financing." Washington, DC.

Malgré une remarquable adaptation et des politiques de soutien exceptionnelles dans de nombreux pays, les turbulences économiques et les perturbations des marchés du travail imputables au choc de la pandémie de la COVID-19 persistent et ont des répercussions très inégales. Les jeunes et les travailleurs peu qualifiés sont les plus durement touchés avec de fortes hausses du taux de chômage, qui se situait déjà à un niveau élevé. Certains de ces effets sont dus à la nature asymétrique, sectorielle et professionnelle du choc de la COVID-19, les secteurs à moindre intensité de compétences étant les plus affectés. Le choc accentue aussi les tendances préexistantes de l'emploi, accélérant son déclin dans les secteurs les plus vulnérables à l'automatisation. Un redéploiement de la main-d'œuvre entre les secteurs et les professions est plus probable après une période de chômage, mais a un coût élevé, car les revenus moyens des travailleurs concernés chutent. Les politiques de maintien dans l'emploi, qui visent à conserver les appariements existants, peuvent contribuer à réduire les cessations d'emploi, en particulier des travailleurs peu qualifiés, alors que les mesures favorisant le redéploiement des travailleurs peuvent beaucoup améliorer les perspectives d'accès à l'emploi. Une nouvelle analyse, fondée sur un modèle, montre que les politiques de maintien dans l'emploi sont très efficaces pour réduire les dommages durables du chômage et pour atténuer l'inégalité des répercussions du choc de la pandémie sur les travailleurs, alors que les politiques de redéploiement favorisant la création d'emplois peuvent faciliter l'ajustement aux effets plus permanents du choc de la COVID-19 sur le marché du travail. Les mesures de maintien dans l'emploi parviennent le mieux pendant la période où le choc est le plus brutal et la distanciation physique élevée à préserver les emplois viables en définitif, tandis que les mesures de redéploiement prennent le dessus au fur et à mesure que la pandémie se résorbe. Un suivi méticuleux de l'intensité de la pandémie (notamment du nombre de contaminations et de décès, du degré de distanciation physique et du rythme de la vaccination) est nécessaire pour apprécier

Les auteurs de ce chapitre sont John Bluedorn (chef d'équipe), Francesca Caselli, Wenjie Chen, Niels-Jakob Hansen, Jorge Mondragon, Ipppei Shibata et Marina M. Tavares ; ils ont bénéficié du soutien de Youyou Huang, Christopher Johns et Cynthia Nyakeri, ainsi que du concours de Yi Ji pour les données. L'équipe a en outre bénéficié des discussions menées avec Tito Boeri et des observations issues des séminaires internes et revues.

à quel moment un pays peut supporter la réduction des mesures de maintien dans l'emploi et passer à des mesures davantage centrées sur le redéploiement.

Introduction

La pandémie de COVID-19, qui sévit depuis plus d'un an, continue de provoquer des perturbations à grande échelle sur le plan économique et de l'emploi. Malgré les politiques de soutien exceptionnelles déjà mises en œuvre (évoquées au chapitre 1 de l'édition d'avril 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) et dans l'édition d'avril 2021 du *Fiscal Monitor* (Moniteur des finances publiques), les taux de chômage moyens sont en hausse et les taux d'activité en baisse par rapport aux moyennes antérieures à la pandémie, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement, selon les données les plus récentes (graphiques 3.1 et 3.2, pages 1 et 2).

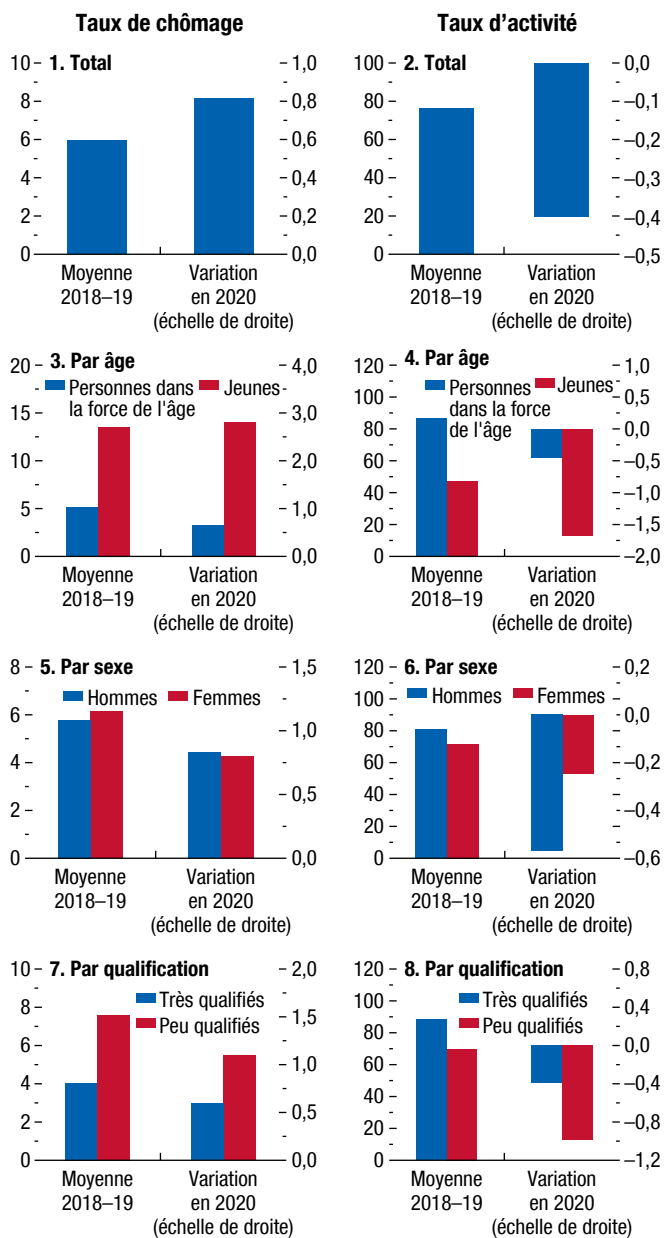
Les effets de la pandémie sur l'emploi se sont révélés très inégaux selon les catégories de travailleurs (graphiques 3.1 et 3.2, pages 3–8). En particulier, les jeunes et les travailleurs peu qualifiés ont été touchés plus durement dans la moyenne des pays avancés, des pays émergents et des pays en développement, leurs taux de chômage ayant connu les plus fortes augmentations et leurs taux d'activité les baisses les plus marquées. Dans les pays émergents et les pays en développement, le chômage des femmes a augmenté un peu plus et leur taux d'activité a diminué davantage que celui des hommes, alors que, dans les pays avancés, un très faible écart a été observé entre les taux de chômage moyens féminin et masculin¹. Ces variations des taux de chômage et d'activité indiquent que les taux d'emploi moyens ont diminué pour toutes les catégories de travailleurs.

À court terme, les conséquences pour ces catégories démographiques très vulnérables risquent d'être graves dans la mesure où celles-ci connaissent des pertes de revenu et auront des difficultés à retrouver un emploi après une période de chômage. Même après la fin

¹Au début de la crise, des études indiquaient que l'emploi des femmes était plus touché que celui des hommes dans certains pays avancés, contrairement aux récessions antérieures (Alon *et al.*, 2020). Toutefois, du fait d'un certain redressement au fil de l'année, les écarts moyens ont diminué. Voir Bluedorn *et al.* (2021) pour une analyse plus approfondie du phénomène.

Graphique 3.1. Situation du marché du travail dans les pays avancés
(En points de pourcentage)

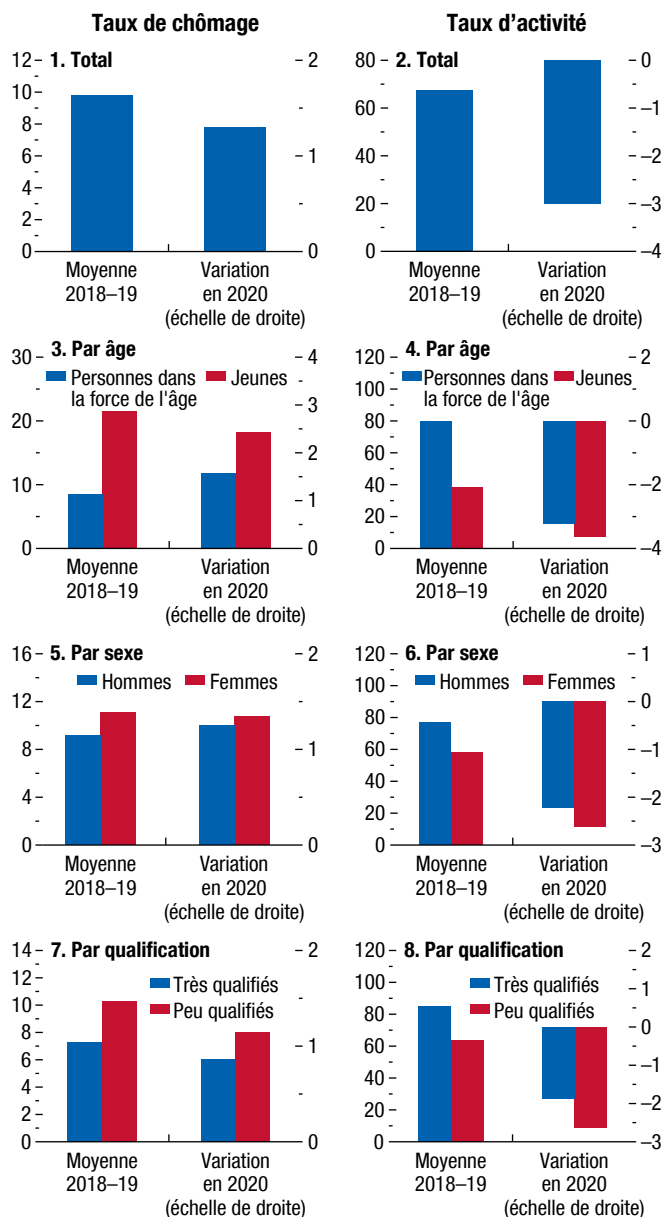
La pandémie de COVID-19 a fortement perturbé les marchés du travail dans les pays avancés, avec des effets très inégaux selon les catégories de travailleurs et frappant en moyenne davantage les jeunes et les travailleurs peu qualifiés.



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques ; Organisation internationale du travail ; calculs des services du FMI.
Note : Par « variation », on entend la variation moyenne de la variable indiquée dans la catégorie de travailleurs selon les pays, calculée relativement à sa valeur moyenne en 2018-19. Très qualifiés = niveau de formation supérieur du premier cycle et au-dessus ; peu qualifiés = niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire, et en deçà. Personnes dans la force de l'âge = 25 à 54 ans ; actifs jeunes = 15 à 24 ans. Pour prendre en compte les changements de couverture de l'échantillon, la moyenne au sein d'une catégorie de travailleurs est calculée à partir des effets fixes temporels normalisés au moyen d'une régression de la variable indiquée sur les effets fixes nationaux et temporels (Karabarbounis et Neiman, 2014). Voir l'annexe en ligne 3.1 pour davantage de précisions.

Graphique 3.2. Situation du marché du travail dans les pays émergents et les pays en développement
(En points de pourcentage)

Le choc de la COVID-19 a fortement dégradé la situation des marchés du travail dans les pays émergents et les pays en développement, pénalisant en moyenne davantage les jeunes, les femmes et les travailleurs peu qualifiés.



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques ; Organisation internationale du travail ; calculs des services du FMI.
Note : Par « variation », on entend l'évolution moyenne de la variable indiquée dans la catégorie de travailleurs selon les pays, calculée relativement à sa valeur moyenne en 2018-19. Très qualifiés = niveau de formation supérieur du premier cycle et au-dessus ; peu qualifiés = niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire, et en deçà. Personnes dans la force de l'âge = 25 à 54 ans ; actifs jeunes = 15 à 24 ans. Pour prendre en compte les changements de couverture de l'échantillon, la moyenne au sein d'une catégorie de travailleurs est calculée à partir des effets fixes temporels normalisés au moyen d'une régression de la variable indiquée sur les effets fixes nationaux et temporels (Karabarbounis et Neiman, 2014). Voir l'annexe en ligne 3.1 pour davantage de précisions.

de la pandémie, une partie des effets sur la structure de l'emploi pourraient persister, certains secteurs et professions (types d'emploi) déclinant de façon permanente et d'autres progressant². S'agissant de ces effets durables, la vitesse à laquelle les pays pourront réemployer et réaffecter la main-d'œuvre entre les secteurs et les professions déterminera la durée des répercussions sur l'emploi.

En vue de comprendre les suites possibles du choc de la COVID-19, ce chapitre étudie le chômage, les transitions sur le marché du travail (accès à l'emploi, cessations et changements d'emploi entre les secteurs et les professions), ainsi que l'évolution des revenus au cours du cycle conjoncturel et entre les catégories démographiques. Il s'interroge sur la manière dont les politiques publiques — en particulier celles qui favorisent le maintien dans l'emploi (préservation et maintien des appariements existants sur le marché du travail) et le redéploiement des travailleurs (facilitation de nouveaux appariements, aide à la recherche d'emploi et à l'acquisition de nouvelles compétences utiles) — peuvent atténuer les dommages infligés par le choc. Sachant que les effets ultimes de la pandémie sur la structure de l'économie restent très incertains et sont susceptibles de varier selon les pays, le chapitre utilise un nouveau modèle du marché du travail afin d'examiner les modalités d'interaction des politiques publiques et de la persistance du choc. S'appuyant sur des analyses empiriques et fondées sur des modèles, il tente de répondre aux questions essentielles suivantes :

- Quelle est jusqu'ici la nature sectorielle de la récession due à la pandémie de COVID-19 et comment se compare-t-elle aux récessions antérieures ?
- Comment évoluent les entrées et les sorties du marché du travail dans les différents secteurs pendant les récessions et les reprises ? Les récessions ont-elles tendance à amplifier les tendances sectorielles de l'emploi (c'est-à-dire la vulnérabilité à l'automatisation) ?
- Quels sont les effets sur le marché du travail au niveau individuel (notamment les transitions sectorielles et professionnelles de l'emploi et les gains/pertes de revenu correspondants) et en quoi diffèrent-ils selon les catégories démographiques (définies par l'âge, le genre et les compétences) et les phases du cycle conjoncturel ?
- Quelle est l'efficacité des politiques du marché du travail encourageant le maintien dans l'emploi ou le redéploiement de la main-d'œuvre contre les effets négatifs de chocs asymétriques sur les secteurs et les professions ? La persistance du choc importe-t-elle ?

²Barrero, Bloom, et Davis (2020), qui s'intéressent à l'expérience des États-Unis, indiquent que 32 % à 42 % des licenciements liés au choc engendré par la pandémie de COVID-19 seront probablement permanents.

Point important : le chapitre examine les conséquences des réponses à ces questions pour le marché du travail pendant et après la récession due à la COVID-19 et pour le rôle des politiques publiques. En raison des contraintes relatives à la disponibilité des données, l'essentiel de l'analyse empirique historique se fonde sur un échantillon composé essentiellement de pays avancés pendant les 30 dernières années. Il est donc possible que les tendances constatées des marchés du travail ainsi que les évaluations de l'efficacité des politiques et des options s'appliquent moins aux pays où l'emploi informel est très répandu (comme dans certains pays émergents et pays en développement).

Les principales conclusions du chapitre sont les suivantes :

- *Le choc de la pandémie de COVID-19 accélère les tendances antérieures de l'emploi, avec des effets inégaux selon les catégories démographiques.* Il a frappé plus durement les secteurs très vulnérables à l'automatisation. Dans le monde entier, les jeunes et les travailleurs peu qualifiés sont, en moyenne, davantage touchés, en partie du fait des différences dans la composition sectorielle de la main-d'œuvre. Dans les pays émergents et les pays en développement, le chômage des femmes a, en moyenne, augmenté plus que celui des hommes, tandis que l'écart est minime dans les pays avancés.
- *La récession liée à la pandémie est susceptible de pénaliser les travailleurs au chômage, en particulier ceux qui sont faiblement qualifiés.* Il n'est pas inhabituel que des travailleurs changent de secteur et de profession après des périodes de chômage, mais ce redéploiement est désavantageux. Ceux qui retrouvent un emploi dans une profession différente de la précédente subissent une perte de revenu moyenne d'environ 15 %, ce qui met en évidence les coûts élevés (personnels et sociaux) d'un changement d'activité après une période de chômage³. Pour les travailleurs peu qualifiés, la peine est triple : ils sont plus susceptibles d'être employés dans des secteurs où les répercussions de la pandémie sont les pires, ils risquent davantage de perdre leur emploi lors d'une récession, et ceux qui peuvent en retrouver un sont plus susceptibles de devoir changer de profession et de subir une perte de revenu.
- *Les politiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement peuvent toutes deux atténuer l'impact sur les travailleurs.* Il est essentiel de tenir compte de la persistance et de l'asymétrie du choc pour effectuer un choix entre

³Voir Helliwell et Huang (2014) ainsi que Reichert et Tauchmann (2017) pour des données probantes sur le coût social élevé du chômage lié aux répercussions sur les travailleurs et l'ensemble d'un marché du travail et à la hausse du sentiment d'insécurité de l'emploi.

les deux. Les mesures de maintien dans l'emploi, telles que les subventions salariales et les dispositifs d'activité partielle, sont efficaces pour diminuer les cessations d'emploi, alors que les mesures de redéploiement des travailleurs, telles que les incitations à l'embauche, l'aide à la recherche d'emploi et à l'appariement ainsi que les programmes de reconversion, favorisent l'accès à l'emploi et la réorientation professionnelle des personnes encore en activité. Historiquement, les travailleurs peu qualifiés ont tendance à bénéficier davantage des politiques de maintien dans l'emploi, alors que les politiques de redéploiement ont été plus utiles aux femmes et aux jeunes.

- En cas de choc temporaire et asymétrique (comme un confinement ou un renforcement des mesures de distanciation physique perturbant différemment les secteurs), les politiques de maintien dans l'emploi sont extrêmement efficaces pour réduire le chômage et garantir un revenu à court terme.
- En cas de choc permanent (comme un basculement permanent de la demande entre secteurs ou une chute de la productivité dans certains), les politiques de redéploiement de la main-d'œuvre, qui encouragent la création d'emplois, produisent de meilleurs résultats à long terme et accélèrent l'ajustement vers un nouvel équilibre.
- Lorsque les chocs ont des composantes à la fois temporaires et permanentes, un ensemble de mesures favorisant le maintien dans l'emploi pendant une stricte distanciation physique, suivies de politiques de redéploiement lors de l'assouplissement des règles sanitaires, atténuent davantage le chômage.

Prises dans leur ensemble, ces observations laissent penser que les pays disposant d'une marge budgétaire devraient continuer à favoriser le maintien dans l'emploi jusqu'à une décrue sensible de la pandémie, afin d'éviter des périodes de chômage au coût social élevé et d'atténuer les effets de la pandémie sur les catégories de travailleurs désavantagés. Elles montrent en particulier que l'on pourrait lier la mise en œuvre des mesures de maintien dans l'emploi à la durée et à l'intensité de la pandémie. Compte tenu des incertitudes relatives à la pandémie et à son évolution, la suppression progressive de ces mesures est en pratique plus complexe ; elle nécessite un suivi méticuleux de la pandémie (notamment des campagnes de vaccination) et la formulation d'un jugement sur l'aptitude de l'économie à supporter une réduction des aides. Bien que l'analyse fondée sur un modèle ne puisse pas prendre en compte les contraintes liées à une marge budgétaire

réduite, la remarquable capacité des politiques de maintien dans l'emploi à empêcher une dégradation plus sensible et durable de l'emploi en raison de la pandémie incite à croire qu'il convient de leur donner la priorité.

Les politiques pourraient aussi être conçues de façon à cibler les catégories de travailleurs les plus touchées (par exemple en augmentant les subventions salariales aux jeunes ou aux travailleurs peu qualifiés) pour dissuader les entreprises de s'en séparer et atténuer ainsi l'inégalité des effets du choc. Lorsque la reprise s'amorcera, un appui plus énergique au redéploiement des travailleurs pourra accélérer l'ajustement du marché du travail. Il faut toutefois faire preuve de réalisme quant à la rapidité du redéploiement, en particulier la reconversion à long terme des travailleurs dont les professions sont très vulnérables à l'automatisation dans celles qui le sont moins, compte tenu du manque d'appariement des compétences. L'investissement en capital humain afin de faciliter la reconversion des travailleurs prendra du temps⁴.

Ces conclusions font l'objet de réserves importantes. Premièrement, la couverture nationale et temporelle varie selon les exercices empiriques du fait des différences de disponibilité des données, et elle est généralement plus représentative de l'expérience des pays avancés. D'après des études récentes sur les pays émergents et les pays en développement, les pays ayant une plus grande part d'emplois informels ont initialement subi une forte hausse du chômage sous l'effet de la pandémie, mais leurs marchés du travail pourraient aussi se redresser plus rapidement lorsque le choc se résorbera, car il est possible de créer/de recréer plus vite des emplois informels⁵. En raison du manque de canaux pour aider les travailleurs informels à conserver leur emploi, il faudrait peut-être recourir davantage à des mesures telles que des transferts monétaires pour leur garantir un revenu⁶. Deuxièmement, étant donné que les politiques nationales

⁴Voir Banque mondiale (2018, 2019), qui s'intéresse à la façon dont les décideurs peuvent ajuster les politiques et améliorer le système éducatif et d'apprentissage tout au long de la vie afin d'aider les travailleurs à s'adapter à la nature changeante de l'emploi due au progrès (de l'évolution) technologique. Voir également Edelberg et Shevlin (2021) pour une discussion sur la manière dont les politiques favorisant la formation de la main-d'œuvre pourraient faciliter le redressement de l'emploi aux États-Unis après la pandémie

⁵Pour un examen approfondi de pays émergents et de pays en développement spécifiques et de la manière dont l'emploi informel pourrait influencer sur les répercussions du choc de la COVID-19, voir, entre autres, Alfaro, Becerra et Eslava (2020) ; Balde, Boly et Avenyo (2020) ; Kesar *et al.* (2020) ; Levya et Urrutia (2020). Historiquement, un emploi informel élevé va de pair avec une moindre sensibilité de l'emploi au cycle (Ahn *et al.*, 2019).

⁶Voir Díez *et al.* (2020) pour une discussion sur les modalités du soutien aux travailleurs informels pendant la pandémie.

et la performance de chaque marché du travail peuvent être influencées par nombre de variables différentes que l'analyse ne peut prendre totalement en compte, il convient de privilégier une interprétation corrélacionnelle plutôt que causale des effets estimés des mesures nationales de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs sur la probabilité de transitions sur les marchés du travail. Troisièmement, il faut garder à l'esprit le caractère illustratif de l'analyse fondée sur un modèle, qui met en évidence des considérations essentielles concernant le choix de favoriser le maintien dans l'emploi ou le redéploiement de la main-d'œuvre. De nombreuses incertitudes pèsent sur l'ampleur et la structure des effets permanents du choc de la COVID-19, et les reprises antérieures peuvent ne pas être totalement représentatives. Les responsables des politiques publiques devront sans doute faire preuve de flexibilité dans leurs ripostes (voir également chapitre 2).

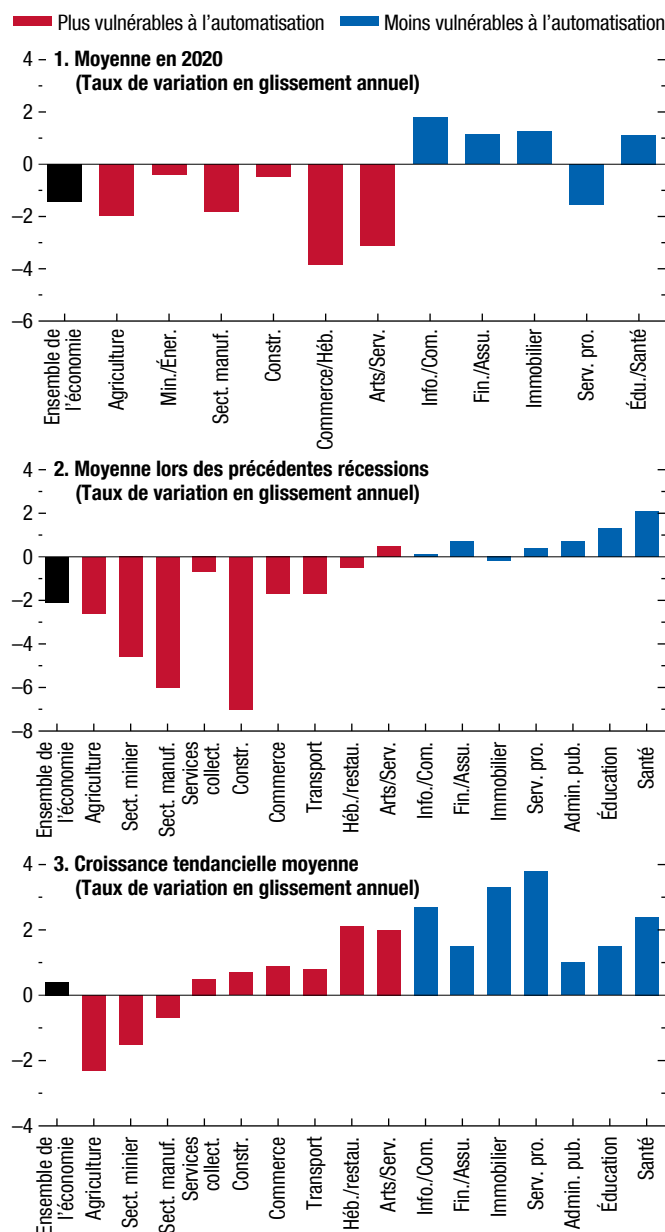
Ce chapitre commence par un examen de la différence des effets de la récession liée à la COVID-19 sur le marché du travail, selon les secteurs. Il effectue ensuite une comparaison avec les récessions antérieures et examine la relation entre le redéploiement sectoriel et le cycle conjoncturel sous l'angle des flux de travailleurs, en mettant l'accent sur la vulnérabilité à l'automatisation. Il s'intéresse ensuite aux transitions sur le marché du travail au niveau individuel, aux variations de revenu et aux différences entre les catégories démographiques. Il estime également comment ces éléments ont évolué au cours des précédents cycles conjoncturels et les enseignements que l'on peut tirer de ces tendances pour le choc de la COVID-19. L'avant-dernière section présente des estimations empiriques de l'association des politiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs avec les transitions sur les marchés du travail, ainsi que les conclusions d'une analyse fondée sur un modèle illustrant l'efficacité de ces politiques face à un choc induit par un confinement ou des mesures de distanciation physique. Le chapitre se conclut par un résumé des principaux enseignements et des conséquences pour les politiques publiques.

Chocs sectoriels, tendances en matière de redéploiement et cycle conjoncturel

Du fait de son incidence directe plus importante sur les professions et les secteurs où les contacts physiques sont nombreux, les effets du choc de la COVID-19 sur l'emploi ont été très asymétriques selon les secteurs (graphique 3.3, page 1 ; voir aussi le chapitre 2).

Graphique 3.3. Évolution de l'emploi par secteur et cycle conjoncturel

Les effets de la pandémie sur les secteurs ont été inégaux, les plus touchés n'étant pas les mêmes que lors des précédentes récessions, mais ils accélèrent les tendances à l'automatisation.

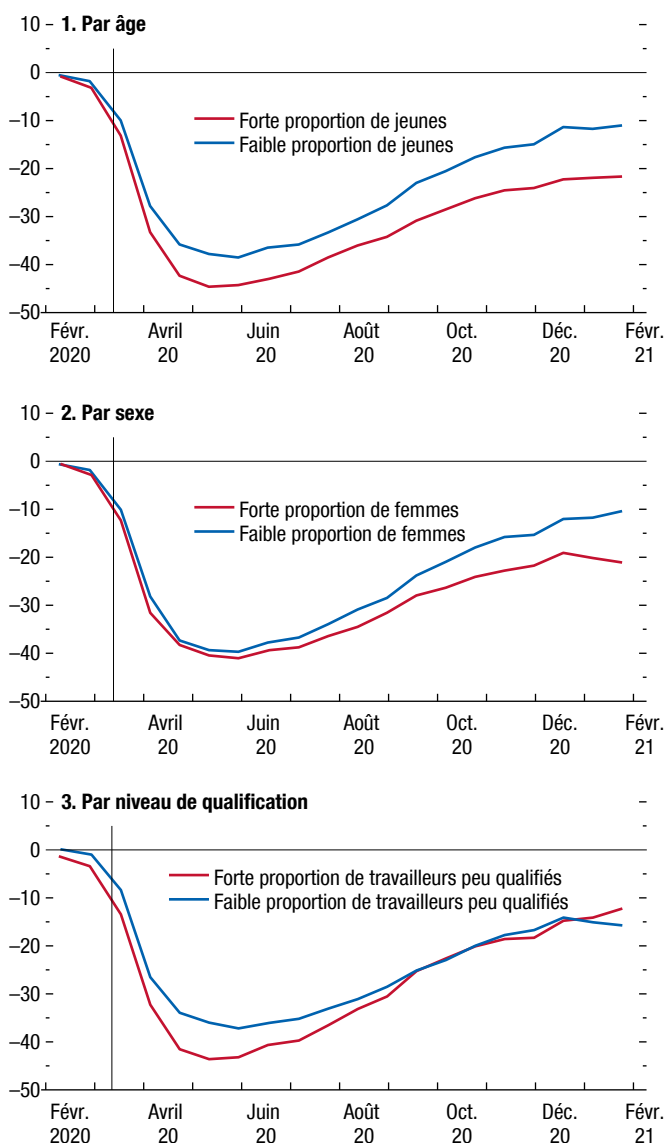


Sources : Choi *et al.* (2018) ; EU KLEMS ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Organisation internationale du travail ; Statistique Canada ; US Bureau of Economic Analysis ; World KLEMS ; calculs des services du FMI. Note : Dans la page 1, la décomposition sectorielle n'est pas exactement la même que celle dans les pages 2 et 3 en raison de différences dans les données sectorielles trimestrielles par pays. Par « ensemble de l'économie », on entend l'emploi dans l'ensemble de l'économie. Les secteurs sont classés selon la quatrième révision de la Classification internationale type (CITI). Les secteurs sont classés comme plus (moins) vulnérables à l'automatisation si plus (moins) de la moitié de leur part dans l'emploi de ces professions est très exposée aux tâches routinières (Carrillo-Tudela *et al.*, 2016). Les données sous-jacentes couvrent la période T1 2019–T4 2020 dans la page 1 et 1970–2019 dans les pages 2 et 3, lorsqu'elles sont disponibles. L'évolution de la croissance tendancielle moyenne est similaire à plus court terme (2010–19). Voir l'annexe en ligne 3.1 pour davantage de précisions, dont la liste des abréviations.

Graphique 3.4. Évolution de la tendance des offres d'emploi en ligne par secteur

(En pourcentage, écart de la tendance par rapport à l'année précédente, indexé au 1^{er} février 2020)

La composition sectorielle de la main-d'œuvre explique certains effets inégaux de la COVID-19 selon les catégories de travailleurs.



Sources : Indeed ; série intégrée de microdonnées à usage public, Current Population Survey ; Union européenne, enquête sur les forces de travail ; calculs des services du FMI.

Note : données au 16 février 2021. On dit de la représentation démographique qu'elle est supérieure (inférieure) dans l'emploi par secteur selon que la part des jeunes ou des travailleurs peu qualifiés est supérieure (inférieure) à la moyenne dans l'économie ou que la part des femmes employées est supérieure (inférieure) à 50 % dans un secteur. L'échantillon comprend différents pays avancés et pays émergents. Ligne verticale = 10 mars 2020 (instauration d'un confinement national en Italie). Pour plus de précisions, voir l'annexe en ligne 3.1, consultable à l'adresse www.imf.org/en/Publications/WEO.

Les effets du choc de la COVID-19 diffèrent selon les secteurs

Dans les pays avancés, l'emploi a le plus fortement baissé dans les secteurs du commerce de gros et de détail, des transports, de l'hébergement et de la restauration, ainsi que dans ceux de l'art et du divertissement, contrairement aux récessions des cinquante dernières années, où les secteurs manufacturier et de la construction étaient en général les plus touchés (graphique 3.3, page 2). Certains secteurs, tels que l'information et la communication ainsi que la finance et l'assurance, ont connu une progression de l'emploi pendant la pandémie, ce qui confirme la divergence des situations. Il est intéressant de remarquer que l'évolution générale des secteurs est proche de celle observée lors des récessions précédentes : il y a accélération des tendances structurelles préexistantes au déclin de l'emploi dans les secteurs plus vulnérables à l'automatisation (graphique 3.3, page 3)⁷.

Le choc frappe les travailleurs de façon inégale, les jeunes et les personnes peu qualifiées étant le plus touchés

Les effets inégaux de la pandémie sur le marché du travail selon la catégorie démographique, évoqués dans l'introduction, pourraient être en partie imputables à ces incidences sectorielles asymétriques du choc de la COVID-19. Ventilées en fonction de la proportion de ces groupes démographiques dans un secteur donné, les données à haute fréquence les plus récentes sur les tendances des offres d'emploi en ligne montrent que les secteurs employant davantage de jeunes, de femmes et de travailleurs peu qualifiés ont probablement eu de plus mauvais résultats que les autres (graphique 3.4). En d'autres termes, les différences démographiques en matière d'emploi selon les secteurs et les professions (telles qu'une concentration de travailleurs issus de catégories désavantagées) concourent sans doute aux différences de résultats entre les catégories au cours de la crise actuelle⁸.

⁷Des études récentes ont aussi classé les emplois en fonction de leur adaptabilité au télétravail (par exemple Dingel et Neiman, 2020). La plupart des professions qui se prêtent au télétravail se situent dans des secteurs non classés comme vulnérables à l'automatisation, ce qui signifie aussi que le télétravail est une pratique grandissante dans l'emploi. Toutefois, on constate certaines différences. Les secteurs moins vulnérables à l'automatisation, mais qui ne sont pas propices au télétravail, comprennent les services aux collectivités, les arts et le divertissement, alors que les secteurs qui se prêtent au télétravail, mais qui sont plus vulnérables à l'automatisation, incluent les services administratifs. Voir l'annexe en ligne 3.1 pour une tabulation.

⁸Voir Cajner *et al.* (2020), qui étudie la manière dont la nature sectorielle du choc de la COVID-19 pourrait déterminer la majeure partie des écarts d'incidence entre les catégories de travailleurs. Les premières analyses de Dam *et al.* (2021) ainsi que de Klein et Smith (2021) sur la

Les précédentes récessions laissent penser que le choc de la COVID-19 nécessite le redéploiement des travailleurs

Au regard des chocs passés, il semble probable que l'inégalité sectorielle des effets du choc induit par la pandémie de COVID-19 résulte en partie d'un choc de redéploiement plus durable qui contribue à la hausse du chômage.

Comme l'indiquent les flux bruts de travailleurs, calculés au niveau national à partir de microdonnées, les récessions se caractérisent habituellement par un fléchissement des taux d'embauche bruts (embauches pour des emplois nouvellement créés ou déjà existants en proportion de l'emploi) et une hausse des cessations d'emploi brutes (cessations d'emploi, volontaires ou involontaires, en proportion de l'emploi), ce qui est cohérent avec une hausse du chômage en période de récession (graphique 3.5)⁹. Le taux d'embauche d'emploi à emploi (embauches de personnes employées en pourcentage de l'emploi) tend aussi à diminuer, ce qui laisse penser que le redéploiement par ce canal se réduit en période de ralentissement économique. Près des deux tiers des flux d'emploi à emploi ont lieu au sein d'un même secteur. Tous ces mécanismes opèrent probablement pendant la récession due à la pandémie de COVID-19.

Les secteurs plus vulnérables à l'automatisation sont plus durement touchés, comme lors des précédentes récessions

Au fil du temps, les emplois déclinent dans les secteurs plus vulnérables à l'automatisation, tout comme la part

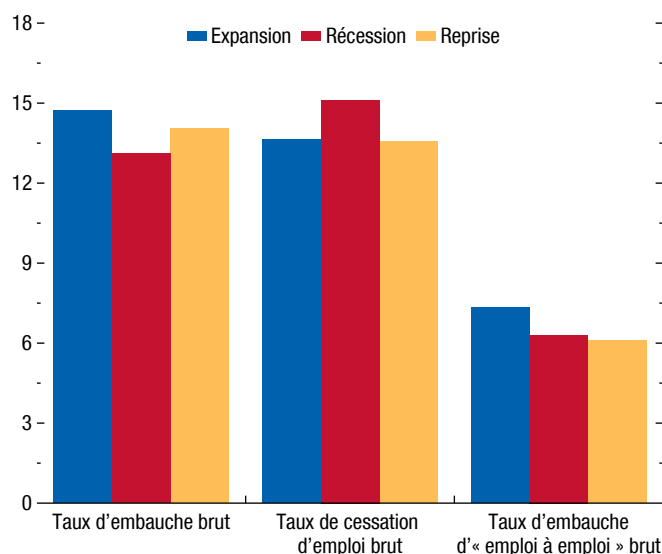
pandémie de COVID-19 aux États-Unis montrent que celle-ci touche de façon disproportionnée les travailleurs issus des minorités ethniques (afro-américains et hispaniques). De précédentes recherches ont également mis en évidence les effets inégaux des récessions, les groupes historiquement défavorisés (les jeunes et les minorités ethniques, entre autres) étant plus susceptibles de connaître des périodes de chômage durables et des pertes de revenu (voir, entre autres, Altonji et Blank, 2004 ; Raauum et Røed, 2006 ; Oreopoulos, von Wachter et Heisz, 2012). D'autres travaux antérieurs laissent aussi penser que la composition de l'emploi selon les secteurs et les professions, et donc l'exposition inégale aux chocs, pourrait expliquer certaines différences (Davis et von Wachter, 2011 ; Peiró, Belaire-Franch et Gonzalo, 2012 ; Albanesi et Şahin, 2018). Au-delà des différences d'exposition des secteurs et des professions au choc, d'autres caractéristiques, susceptibles d'être associées au secteur professionnel, pourraient favoriser les inégalités entre les catégories de travailleurs (prévalence des contrats temporaires par rapport aux contrats permanents, degré du pouvoir de négociation des travailleurs, par exemple). Voir Kikuchi, Kitao et Mikoshiba (2020), qui constatent qu'une prévalence élevée de contrats temporaires peut expliquer les répercussions du choc de la COVID-19 sur les femmes au Japon au début de la pandémie.

⁹Les années de récession sont celles où la croissance du PIB réel est négative. Les années de reprise sont celles qui suivent une récession et où le PIB reste en deçà de son maximum historique précédent. Voir l'annexe en ligne 3.1, consultable à l'adresse www.imf.org/en/Publications/WEO, pour une description de l'algorithme de datation du cycle conjoncturel utilisé pour déterminer les phases.

Graphique 3.5. Évolution du marché du travail en fonction des phases du cycle conjoncturel

(En pourcentage)

Comparativement aux périodes d'expansion, les embauches chutent et les cessations d'emploi augmentent lors des récessions, situation qui s'inverse quelque peu en phase de reprise économique.



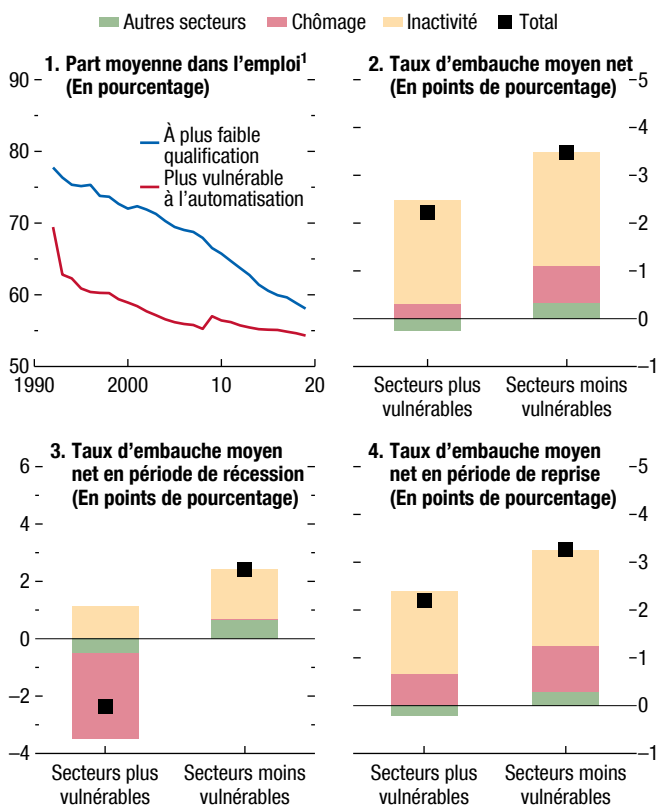
Sources : série intégrée de microdonnées à usage public, Current Population Survey ; Union européenne, enquête sur les forces de travail ; calculs des services du FMI.

Note : Les taux d'embauche et de cessation d'emploi, ainsi que leurs composantes, sont calculés comme suit : embauches/cessations d'emploi annuelles divisées par l'emploi moyen de l'année en cours et des années précédentes. Tous les taux sont statistiquement différents, sauf les taux d'embauche d'emploi à emploi pendant les périodes de récession et de reprise ainsi que les taux de cessation d'emploi pendant les périodes de reprise et d'expansion. Voir annexe en ligne 3.1 pour plus de précisions sur les données et les périodes du cycle conjoncturel.

de la main-d'œuvre peu qualifiée chute (graphique 3.6, page 1). Cette évolution est en partie imputable au mouvement direct de travailleurs de ces secteurs vers des secteurs moins vulnérables, mais elle résulte le plus souvent des embauches nettes de travailleurs déjà au chômage ou inactifs (graphique 3.6, page 2). Les redéploiements sectoriels semblent donc se produire fréquemment après une période sans emploi. Sachant que le redéploiement tend à s'opérer davantage par l'intermédiaire du chômage, son coût social peut être élevé, en particulier pendant les récessions lorsque les secteurs plus vulnérables à l'automatisation connaissent de fortes sorties de travailleurs qui se retrouvent au chômage, et c'est probablement le cas avec le choc de la COVID-19 (graphique 3.6, page 3). Comme il a été souligné ci-dessus, l'emploi dans les secteurs plus vulnérables à l'automatisation a reculé plus sensiblement pendant la pandémie de COVID-19, à l'instar des récessions antérieures.

Graphique 3.6. Emploi par secteur, par vulnérabilité à l'automatisation, par niveau de qualification et selon la phase du cycle conjoncturel

Les tendances de l'emploi favorisant les secteurs à qualification élevée moins vulnérables à l'automatisation se manifestent davantage par des changements d'emploi après une période de chômage que par des changements de secteur de travailleurs déjà en emploi, phénomène qui s'accroît en période de récession.



Sources : série intégrée de microdonnées à usage public, Current Population Survey ; Union européenne, enquête sur les forces de travail ; calculs des services du FMI.

Note : Les secteurs sont classés comme plus vulnérables à l'automatisation si plus de la moitié de la part de l'emploi dans ces professions est très exposée aux tâches routinières (Carrillo-Tudela *et al.*, 2016). Un secteur est classé à faible qualification si la part de l'emploi peu qualifié dans ce secteur est supérieure à la moyenne dans l'ensemble de l'économie. Les taux d'embauche nets sont calculés comme la différence entre les embauches et les cessations d'activité annuelles, divisée par l'emploi moyen au cours de l'année actuelle et l'année précédente. Voir l'annexe en ligne 3.1 pour plus de précisions.

¹Pour prendre en compte les variations de couverture de l'échantillon, la moyenne de l'emploi dans la population active au sein des pays sélectionnés est calculée à partir des effets fixes temporels normalisés au moyen d'une régression de la variable indiquée sur les effets fixes temporels et par pays (Karabarbounis et Neiman, 2014).

En résumé, l'impact du choc de la COVID-19 sur le chômage s'est révélé très asymétrique selon les secteurs et les catégories démographiques. En outre, si l'on peut tirer un quelconque enseignement du passé, ces effets pourraient persister et exiger un certain redéploiement. Le choc accélère en particulier les tendances préexistantes à l'automatisation, d'où le déclin des secteurs plus vulnérables, et favorise la progression de l'emploi dans les secteurs en pleine

croissance. Les différences de composition de la main-d'œuvre selon les secteurs signifient que certaines catégories de travailleurs (en particulier ceux qui sont peu qualifiés) ont des perspectives professionnelles limitées.

Transitions sur le marché du travail, inégalités et récessions

L'examen des transitions sur le marché du travail à l'échelle individuelle donne un aperçu différent des flux de travailleurs agrégés — par exemple une personne au chômage qui trouve un emploi ou une personne ayant un emploi qui le quitte, et les changements d'emploi par secteur et par profession (effectués en ayant un emploi ou après une période de chômage) —, ce qui permet de déceler les différences démographiques dans les perspectives. Comme il est montré ici, les travailleurs peu qualifiés sont susceptibles d'être particulièrement touchés par la récession liée à la pandémie de COVID-19.

En période de récession, l'accès à l'emploi est plus difficile et la cessation d'emploi plus fréquente qu'en phase d'expansion

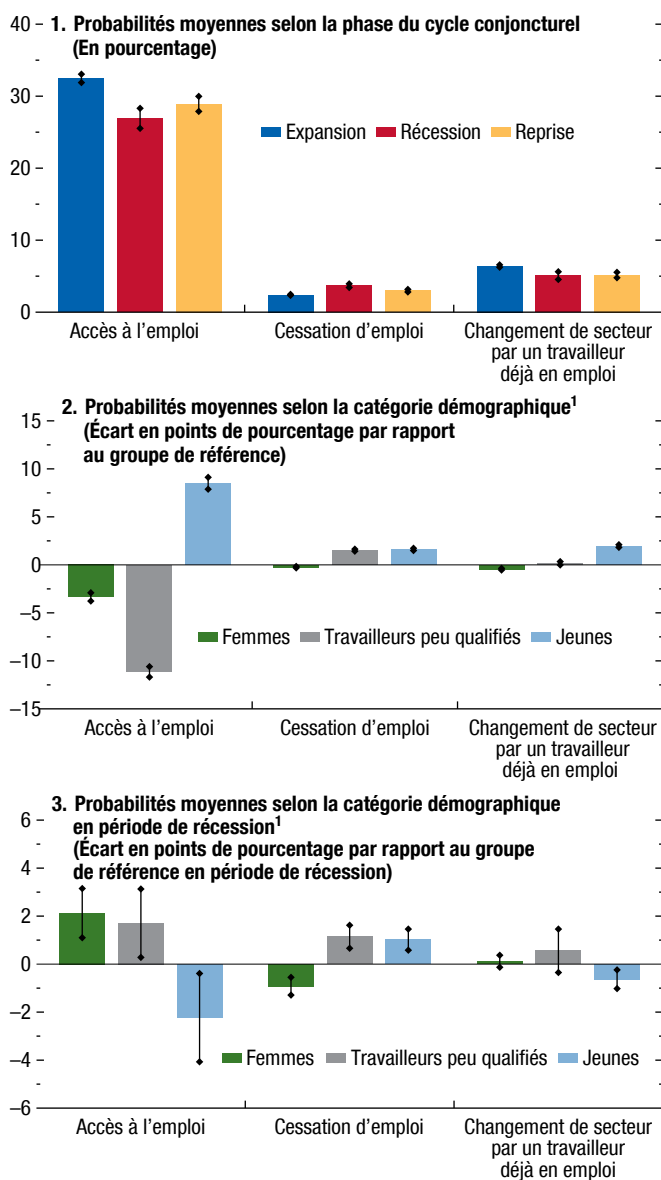
La probabilité de trouver un emploi en période de récession et de reprise est moindre qu'en période d'expansion, alors que c'est l'inverse pour les cessations d'emploi (graphique 3.7, page 1). La probabilité qu'un travailleur en emploi change de secteur tend à évoluer en fonction du cycle (augmentant en période d'expansion et diminuant lors des récessions), bien que la différence estimée entre les phases du cycle conjoncturel ne soit pas statistiquement significative¹⁰.

La probabilité moyenne de transition sur le marché du travail occulte des différences systématiques entre les catégories démographiques. En utilisant un modèle de probabilité linéaire augmenté avec des caractéristiques au niveau individuel, on estime les effets moyens de ces caractéristiques sur les transitions du marché du travail. Les résultats laissent penser qu'un jeune trouve plus facilement un emploi qu'un travailleur dans la force de l'âge (c'est-à-dire de 25 à 54 ans), alors qu'en moyenne, l'accès à l'emploi est plus difficile pour une femme que pour un homme, et pour un travailleur peu qualifié que pour un travailleur très qualifié (graphique 3.7, page 2). Un jeune ou un travailleur peu qualifié est plus susceptible de perdre son

¹⁰On trouve aussi dans les publications économiques des constats de la procyclicité des changements d'emploi entre les secteurs (Carrillo-Tudela, Hobijn et Visschers, 2014 ; Carrillo-Tudela et Visschers, 2014 ; Carrillo-Tudela *et al.*, 2016).

Graphique 3.7. Probabilités de transition sur le marché du travail par phase du cycle conjoncturel et catégorie démographique

Les transitions individuelles sur le marché du travail présentent des tendances cycliques similaires à celles des flux de travailleurs, mais l'on constate des variations sensibles des perspectives selon les catégories démographiques, les jeunes et les travailleurs peu qualifiés étant particulièrement désavantagés sur le marché du travail.



Sources : série intégrée de microdonnées à usage public, Current Population Survey ; Union européenne, enquête sur les forces de travail ; calculs des services du FMI.

Note : Les calculs de l'accès à l'emploi intègrent les personnes au chômage l'année précédente et en emploi pendant l'année en cours. Les calculs de cessation d'emploi intègrent les personnes en emploi l'année précédente et au chômage pendant l'année en cours. Les changements de secteur intègrent les personnes qui sont en emploi l'année précédente et pendant l'année en cours et qui ont changé de secteur professionnel. Les moustaches indiquent l'intervalle de confiance de 95 %. Voir l'annexe en ligne 3.1 pour plus de précisions.
¹Le groupe de référence est composé des hommes dans la force de l'âge et très qualifiés.

emploi, alors que la probabilité de cessation d'emploi est quasiment équivalente pour les femmes et les hommes. Un jeune en emploi est également plus susceptible de changer de secteur qu'un travailleur dans la force de l'âge.

Les jeunes et les travailleurs peu qualifiés ont été également été le plus touchés lors des précédentes récessions

Si l'on examine de plus près les transitions sur le marché du travail lors des récessions antérieures, des différences systématiques sont aussi évidentes entre les catégories de travailleurs (graphique 3.7, page 3). Les jeunes ont tendance à être particulièrement désavantagés pour trouver un emploi et sont plus susceptibles de le perdre lors d'un ralentissement économique que les travailleurs dans la force de l'âge. Historiquement, en période de récession, le recul de l'accès à l'emploi et la hausse des cessations d'emploi ont été moins marqués chez les femmes que chez les hommes. La situation des travailleurs peu qualifiés est plus complexe : ils ont plus de chances de trouver un emploi que les travailleurs très qualifiés, mais sont aussi plus susceptibles de le perdre en période de récession. Toutefois, l'effet de cessation domine probablement, d'où la plus grande éventualité qu'un travailleur peu qualifié se retrouve au chômage lors d'une récession qu'un travailleur très qualifié. Aucune tendance claire ne se dégage pour les travailleurs en emploi qui changent de secteur d'activité.

D'après ces constatations, les précédentes récessions présentent de nombreuses caractéristiques similaires à la crise actuelle, les jeunes et les travailleurs peu qualifiés étant particulièrement désavantagés sur le marché du travail. Les premiers signes selon lesquels, dans les pays avancés, les femmes seraient en moyenne plus touchées par le choc de la COVID-19 (à la différence des tendances observées lors des précédentes récessions) ne semblent pas se confirmer.

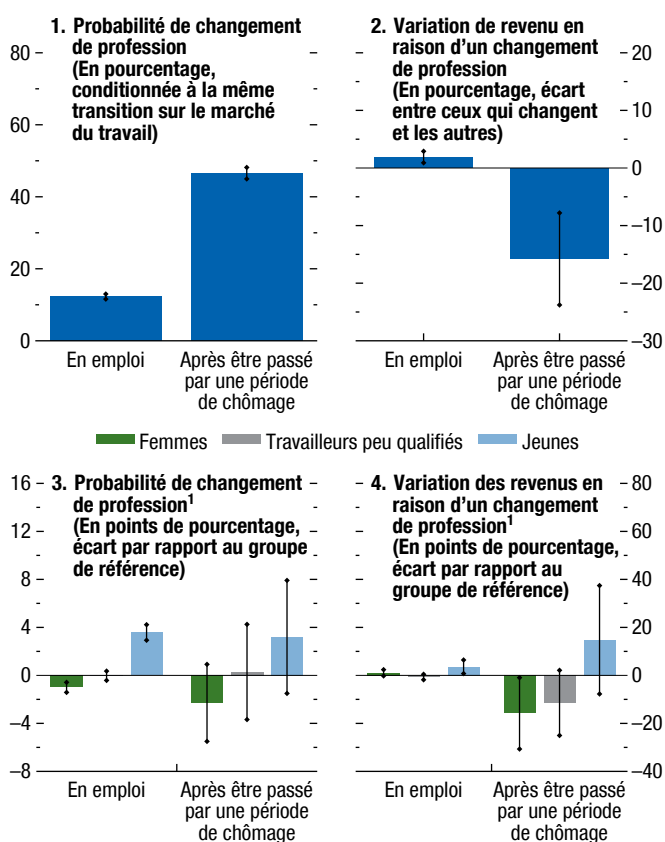
Les changements de profession sont plus fréquents après des périodes de chômage et entraînent une perte de revenu

Outre les évolutions sectorielles de l'emploi, l'ajustement du marché du travail peut concerner non seulement les changements d'emploi, mais également les changements de profession¹¹. Cet aspect est

¹¹Dans le cadre de la présente analyse, les professions sont classées en grandes catégories (directeurs, cadres de direction et gérants, employés de type administratif, métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat, conducteurs d'installations et de machines, etc.), conformément à l'édition 2008 de la classification internationale type des professions. Voir l'annexe en ligne 3.1 pour une description plus détaillée.

Graphique 3.8. Changements de profession

Les changements de profession après des périodes de chômage sont courants, mais entraînent une perte de revenu.



Sources : statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie ; calculs de services du FMI.

Note : Les changements de profession des travailleurs en emploi sont calculés en prenant en compte les personnes en activité l'année précédente et pendant l'année en cours qui ont changé de profession. Les changements de profession après être passé par une période de chômage sont calculés en prenant en compte les personnes en emploi pendant l'année en cours et au chômage l'année précédente qui ont changé de profession (en se fondant sur leurs antécédents professionnels pendant les deux années précédant leur dernier emploi). Les moustaches indiquent l'intervalle de confiance de 95 %. Voir l'annexe en ligne 3.1 pour plus de précisions.

¹Le groupe de référence est composé des hommes dans la force de l'âge et très qualifiés.

devenu particulièrement important avec le choc de la COVID-19 en raison de la préférence donnée aux professions qui permettent de travailler à domicile¹². Toutefois, les changements de profession et les variations

¹²Hensvik, Le Barbanchon et Rathelot (2021) constatent que les personnes en recherche d'emploi tendent à réorienter leurs recherches vers des professions moins gravement touchées, au-delà de ce qui est prédit par la baisse des emplois vacants pendant la pandémie de la COVID-19. Voir également Shibata (à paraître), qui observe qu'aux États-Unis, davantage d'emplois « télé-exercables » sont moins sensibles au cycle conjoncturel, y compris à la récession liée à la pandémie.

concomitantes des revenus ne s'effectuent pas *ex nihilo* et dépendent probablement des antécédents professionnels.

Selon une série de données de panel sur les travailleurs d'un échantillon de pays européens, la probabilité d'un changement de profession et d'une variation des revenus met en évidence cette dépendance. Parmi les personnes en emploi sans interruption depuis deux ans, l'incidence du changement de profession n'est que d'environ 10 % ; pour un travailleur qui retrouve un emploi après une période de chômage d'un an (« en passant par le chômage »), elle est cinq fois supérieure, à près de 50 % (graphique 3.8, page 1)¹³. En d'autres termes, les travailleurs semblent généralement préférer continuer à exercer leur profession sauf si des circonstances, telles qu'une période de chômage prolongée, les obligent à en changer.

Ces préférences des travailleurs se manifestent aussi dans les variations de revenu allant de pair avec les changements de profession lorsque l'on compare ceux qui changent à ceux qui conservent leur profession initiale (graphiques 3.8, page 2). Parmi les personnes en emploi, celles qui ont changé de profession ont connu une hausse moyenne de revenu de quelque 2 %, ce qui laisse penser que leur décision était motivée par la perspective d'une évolution avantageuse. En revanche, parmi les travailleurs au chômage ayant réussi à retrouver un emploi, ceux qui ont changé de profession ont subi une perte moyenne de revenu d'environ 15 %, indiquant qu'ils ont peut-être dû accepter un emploi moins désirable¹⁴.

Le cycle conjoncturel ne semble pas influencer considérablement sur les probabilités de changement de profession et les variations de revenu concomitantes¹⁵. Néanmoins, le fait que le chômage augmente en phase de récession et que l'incidence des changements de profession soit plus

¹³La probabilité d'un changement de profession après une période d'inactivité est analogue à celle d'un changement après une période de chômage.

¹⁴Bien qu'il ne soit pas possible de comparer précisément l'ampleur de ces mesures dans les publications économiques en raison des différences dans l'échantillon des pays et le niveau de désagrégation des catégories professionnelles, ces résultats sont généralement conformes aux études précédentes. Voir Huckfeldt (2018) ainsi que Gertler, Huckfeldt et Trigari (2020). Les faits stylisés sont également cohérents avec les théories de la négociation séquentielle selon lesquelles la capacité de négociation d'un travailleur est influencée par son parcours professionnel récent (voir, par exemple, Postel-Vinay et Robin, 2002 ; Cahuc, Postel-Vinay et Robin, 2006 ; Jarosch, 2015). Une perte de revenu résultant d'un changement de profession après une période de chômage apparaît également dans un modèle d'embauche sélective (Huckfeldt, 2018). En outre, les variations de revenu sont surtout dues aux modifications du salaire horaire, et non à celles du nombre d'heures travaillées.

¹⁵La seule exception est la variation de revenu associée à un changement de profession lorsque le travailleur est déjà en emploi, probabilité plus faible en période de récession.

élevée après une période de chômage montre que, mécaniquement, lors d'une récession, y compris celle liée à la pandémie de COVID-19, il y a probablement une hausse des changements de profession et un plus grand nombre de travailleurs subissant une perte de revenu.

En comparant l'incidence des changements de profession et leurs conséquences sur les revenus selon les catégories démographiques, certaines différences notables apparaissent. Les femmes sont moins susceptibles que les hommes de changer de profession, qu'elles soient déjà en emploi ou après une période de chômage. Toutefois, lorsqu'elles le font, la variation de revenu associée (gain ou perte) tend à être plus élevée que pour leurs homologues masculins¹⁶. Les jeunes sont beaucoup plus susceptibles de changer de profession que les personnes dans la force de l'âge, qu'ils soient en emploi ou après une période de chômage (bien que la différence en cas de chômage ne soit pas statistiquement significative). Ceux déjà en emploi bénéficient également d'une plus forte hausse de leurs revenus lorsqu'ils changent de profession. En comparant les travailleurs peu qualifiés et très qualifiés, on ne constate pas de différences statistiquement significatives dans l'incidence des changements de profession ou dans les variations de revenu associées, bien que certains signes laissent penser que les premiers pourraient subir une plus grande perte de revenu après un changement de profession suivant une période de chômage.

Ces constatations sur les changements de profession et les variations de revenu concomitantes selon les catégories démographiques ne diffèrent pas beaucoup selon que l'on soit en période d'expansion ou de récession. Toutefois, parmi les travailleurs peu qualifiés en mesure de retrouver un emploi, la probabilité de changer de profession après une période de chômage augmente lors d'une récession¹⁷. C'est particulièrement préoccupant dans le cas de celle liée à la pandémie de COVID-19, car cela laisse penser qu'ils sont susceptibles de subir une triple peine : une plus grande probabilité d'être employés dans des secteurs plus durement touchés par la pandémie, un risque de chômage accru lié à cette période de récession et, pour ceux qui ont trouvé un nouvel emploi, une plus grande probabilité d'avoir dû changer de profession et de subir une perte de revenu concomitante.

¹⁶Voir Montenegro *et al.* (2020) et Shibata (à paraître) pour des données probantes relatives à l'incidence distributionnelle de la COVID-19 sur le marché du travail américain.

¹⁷Il convient de souligner que les résultats présentés ici sur les probabilités de changement de profession et les variations de revenu associées portent sur des travailleurs peu qualifiés ayant trouvé un emploi après une période de chômage et excluent ceux n'ayant pas réussi à en trouver.

Action des pouvoirs publics en réponse au choc de la COVID-19 : comparaison entre mesures de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs

Comme les sections précédentes l'ont montré, les transitions sur le marché du travail tendent à évoluer parallèlement au cycle conjoncturel. Ainsi, les probabilités de cessation d'emploi augmentent et celles d'accès à l'emploi diminuent lors de chocs négatifs, tandis que les jeunes et les travailleurs peu qualifiés sont, en moyenne, encore plus touchés. Les politiques publiques peuvent-elles contribuer à atténuer ces effets tout en facilitant l'ajustement nécessaire du marché du travail ?

De nombreux pays ont mis en œuvre des mesures exceptionnelles pour lutter contre les effets de la pandémie de COVID-19, avec comme principal objectif de préserver les appariements d'emploi et de garantir un revenu aux travailleurs (souvent par des indemnités de chômage plus généreuses et un assouplissement des critères d'admissibilité ; graphique 3.9)¹⁸. La pandémie persistant, le débat porte de plus en plus sur le rôle de ces deux grandes catégories de mesures et sur le moment propice pour les appliquer : celles visant le maintien dans l'emploi (maintien des appariements existants entre travailleurs et employeurs) et celles visant le redéploiement de la main-d'œuvre (création de nouveaux emplois et mesures visant à faciliter le passage des travailleurs de secteurs en déclin à des secteurs et à des professions en expansion)¹⁹.

Afin de progresser sur ce thème, cette section présente d'abord une évaluation empirique des effets des dépenses publiques effectuées à l'échelle nationale, dans les grands domaines des politiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs, sur les transitions sur le marché du travail. Reconnaisant toutefois que ces estimations doivent être interprétées de façon corrélationnelle plutôt que causale et que le choc de la pandémie présente des caractéristiques inédites dans l'histoire moderne, le chapitre expose ensuite un nouveau modèle de recherche

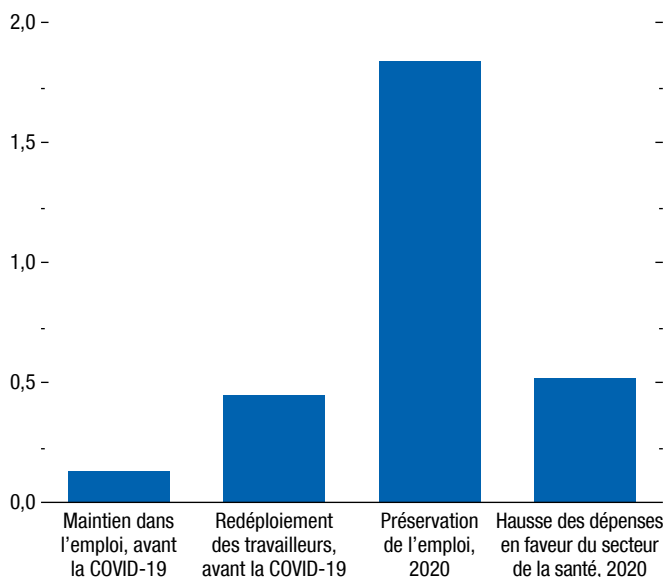
¹⁸Pour obtenir davantage d'informations sur les mesures spécifiques, voir l'outil du FMI de suivi des mesures prises par les pays pour lutter contre la COVID-19. Il convient de remarquer que tout effet dissuasif sur le réemploi dû à l'extension des dispositifs d'indemnisation du chômage (une garantie de revenu essentielle pour ceux qui ont perdu leur emploi) semble être nettement moindre pendant les récessions (Schmieder, von Wachter et Bender, 2012).

¹⁹Les instruments de politique publique destinés à encourager le maintien dans l'emploi comprennent notamment les subventions salariales, les dispositifs de chômage partiel et les indemnités partielles du chômage, alors que ceux visant à favoriser le redéploiement des travailleurs englobent les incitations à l'embauche, notamment par les *start-up*, l'aide à la recherche et à l'appariement des emplois, ainsi que les programmes de reconversion.

Graphique 3.9. Dépenses publiques au titre des politiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs : avant la COVID-19 et riposte à la COVID-19

(En pourcentage du PIB)

Les dépenses publiques moyennes destinées à préserver l'emploi après le choc de la COVID-19 sont bien supérieures aux dépenses antérieures de maintien dans l'emploi. La hausse des dépenses en faveur du secteur de la santé correspond à elle seule aux dépenses moyennes antérieures consacrées au redéploiement des travailleurs.



Sources : FMI, outil de suivi des mesures de lutte contre la COVID-19 ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres montrent les dépenses publiques moyennes dans les domaines indiqués, en pourcentage du PIB. Voir l'annexe en ligne 3.1 pour plus de précisions.

et d'appariement de l'emploi afin d'étudier le choix entre les politiques de maintien et de redéploiement face à un choc lié à un confinement ou à des mesures de distanciation physique. La conception du modèle permet de prendre en compte les caractéristiques essentielles du choc de la pandémie (telles que les effets asymétriques sur les professions) et les politiques envisageables.

Estimations empiriques de l'efficacité des politiques du marché du travail

En s'appuyant sur l'analyse des transitions sur le marché du travail au niveau individuel, le modèle de probabilité linéaire intègre les variables qui appréhendent les dépenses, en proportion du revenu moyen par chômeur, consacrées aux politiques du marché du travail dont l'objectif est le maintien dans l'emploi ou le redéploiement des travailleurs. Bien que ce modèle incorpore des effets fixes (nationaux et temporels) et des contrôles macroéconomiques (tels que l'écart de production), les variables omises corrélées aux variables des politiques du marché du travail

restent problématiques, de telle sorte qu'il faut interpréter les résultats de façon corrélationnelle plutôt que causale²⁰.

Si l'on ne tient compte que des relations estimées statistiquement significatives, on constate que les politiques de maintien dans l'emploi réduisent la probabilité moyenne de cessation d'emploi, tandis que celles de redéploiement de la main-d'œuvre augmentent la probabilité d'accès à l'emploi et de changements de profession des travailleurs déjà en emploi, ce qui est cohérent avec ce que de nombreux modèles de ce type de politiques laissent supposer (graphique 3.10, page 1)²¹. Par ailleurs, les premières semblent être associées à une plus grande probabilité globale de changements de profession de travailleurs déjà en emploi et les secondes avec une moindre probabilité de cessation d'emploi, ce qui est plus intrigant. Il est possible que ces résultats soient imputables à une mesure imparfaite des deux politiques en tant qu'agrégats de dépenses destinées à améliorer le fonctionnement du marché du travail. Ceux-ci incluent les dépenses en faveur des programmes de formation, dispensés « en emploi » en cas de maintien dans l'emploi, ou en dehors lorsque l'objectif est le redéploiement. Dans la mesure où ces programmes améliorent la productivité des travailleurs, ils peuvent aussi leur donner davantage de valeur aux yeux de leurs employeurs (réduisant ainsi les cessations d'emploi) et renforcer leur intérêt pour un changement de profession et leur capacité à effectuer alors qu'ils ont déjà un emploi.

Les politiques de maintien et de redéploiement peuvent aussi avoir des effets différents selon les groupes démographiques, peut-être en raison des disparités démographiques en matière d'emploi dans les secteurs et professions bénéficiant de ces mesures ainsi que du ciblage direct de groupes spécifiques²². Les résultats empiriques laissent penser que les politiques de maintien dans l'emploi ont tendance à réduire davantage l'éventualité d'une cessation

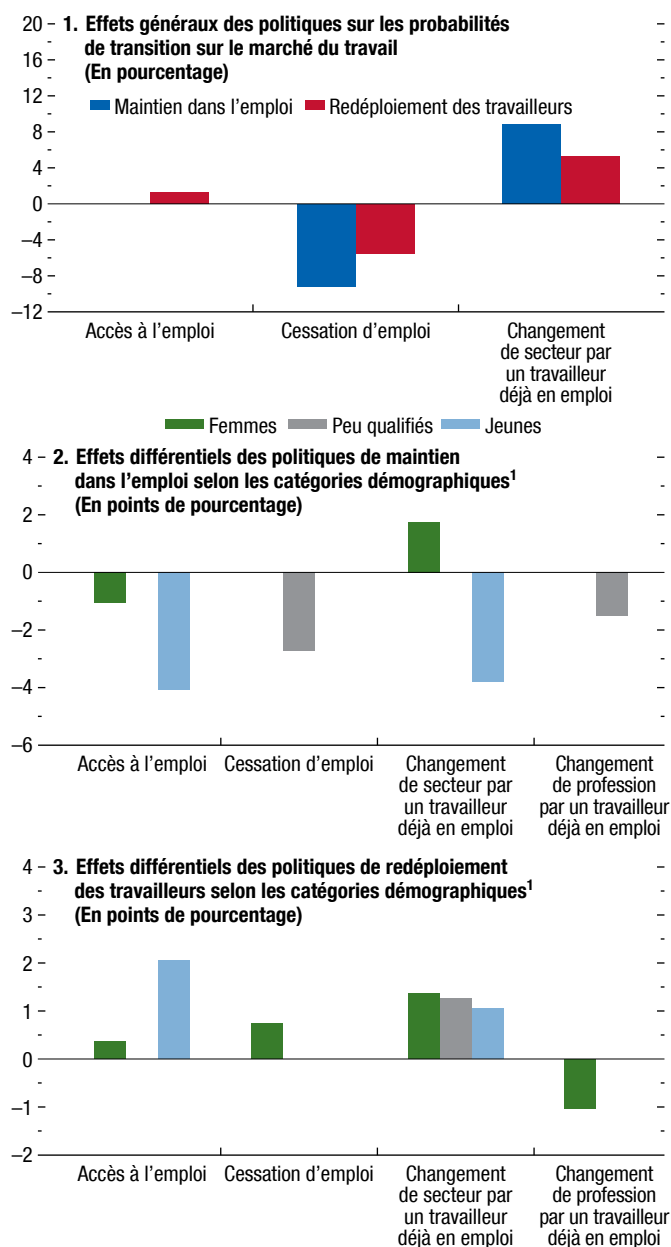
²⁰Bien que ces effets fixes appréhendent effectivement les répercussions moyennes des caractéristiques nationales (telles que le caractère strict de la réglementation du marché du travail et la structure des institutions qui le réglemente) sur les résultats, il n'est pas possible d'évaluer de façon distincte les conséquences de ces caractéristiques sur l'efficacité des interventions des pouvoirs publics examinées ici. Les effets des politiques représentent l'effet moyen des politiques publiques.

²¹Dans le modèle canonique d'appariement sur le marché du travail de Diamond–Mortensen–Pissarides, une taxe sur les licenciements (une sorte de politique de maintien dans l'emploi) réduit la destruction d'emplois, tout en ayant un effet ambigu sur leur création (Pissarides, 2000). En revanche, dans le modèle, les subventions à l'embauche (une sorte de politique de réallocation des travailleurs) renforcent à la fois la création et la destruction d'emplois.

²²Ces effets différentiels estimés sont probablement mieux distingués que les effets généraux des politiques publiques, car ils ont été ajustés de l'impact de toute variable omise par pays-année qui pourrait être confondue avec les politiques du marché du travail.

Graphique 3.10. Effets des politiques publiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs

Les politiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs peuvent permettre d'atténuer les chocs défavorables et d'améliorer le fonctionnement du marché du travail.



Sources : série intégrée de microdonnées à usage public, Current Population Survey ; Union européenne, enquête sur les forces de travail et statistiques sur le revenu et les conditions de vie ; calculs des services du FMI.

Note : La plage 1 montre la variation en pourcentage de la probabilité de transition indiquée (par rapport à sa valeur moyenne) associée à une hausse de 1 point de pourcentage des dépenses de politique publique indiquées en pourcentage du revenu moyen des personnes au chômage. Les plages 2 et 3 montrent les points de pourcentage de la probabilité de transition indiquée en tant qu'écart par rapport au groupe de référence. Seuls les effets estimés qui sont statistiquement significatifs à un niveau de 95 % sont indiqués. Voir l'annexe en ligne 3.1 pour plus de précisions, notamment sur les moyennes spécifiques des probabilités de transition sur le marché du travail.

¹Le groupe de référence est composé des hommes dans la force de l'âge et très qualifiés.

d'emploi chez les travailleurs peu qualifiés par rapport aux très qualifiés, tandis que les politiques de redéploiement tendent à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et des femmes plutôt que les personnes dans la force de l'âge et les hommes (graphique 3.10, pages 2 et 3). Les résultats sont cohérents avec un risque accru de licenciement pour les travailleurs peu qualifiés après un choc, et donc avec un effet plus bénéfique des politiques de maintien. Dans le cas des jeunes, les résultats peuvent refléter une plus grande capacité à tirer parti des dépenses de formation liées au redéploiement. Le lien généralement plus ténu des femmes avec la population active peut aussi se traduire par une plus grande sensibilité aux politiques de redéploiement qui améliorent l'accès à l'emploi.

Ripostes de politique économique à la pandémie : analyse modélisée des politiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs

L'analyse empirique précédente laisse penser que les politiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs peuvent aussi être des instruments efficaces pour remédier à la dégradation du marché du travail due à la récession liée à la pandémie de la COVID-19. Comme il a été mentionné précédemment, pour résoudre le problème du caractère corrélationnel des estimations empiriques et mieux distinguer les effets des politiques, ce chapitre présente aussi un nouveau modèle d'appariement du marché du travail afin d'effectuer une analyse comparative des effets des politiques de maintien dans l'emploi et de celles de redéploiement des travailleurs pour répondre au choc de la COVID-19²³.

Le modèle intègre plusieurs caractéristiques essentielles pour mieux comprendre les mesures de soutien au marché du travail mises en œuvre actuellement. L'économie compte deux professions, qui diffèrent par l'intensité des contacts (et leur exposition au choc de la pandémie). Les travailleurs qui les exercent n'ont pas la même productivité. Les entreprises entrent dans le modèle et en sortent librement, et supportent un coût lorsqu'elles annoncent qu'un poste est vacant (création d'un emploi). Elles font aussi des offres d'emploi différentes selon la productivité des travailleurs²⁴. Comme dans les résultats empiriques, les travailleurs du modèle qui sont déjà en emploi et qui changent de profession ne voient leur revenu augmenter que modérément, alors que ceux qui en changent après une période

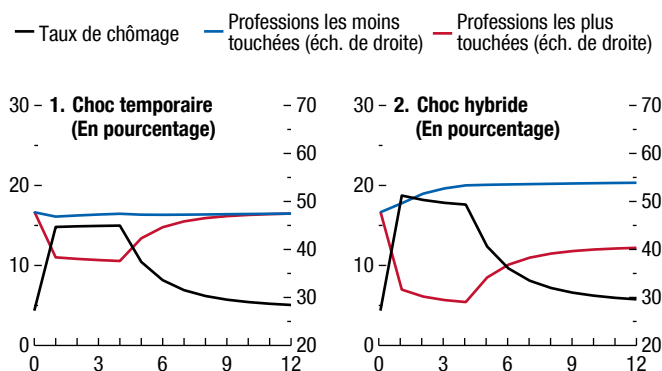
²³Le calibrage du modèle repose en partie sur les résultats empiriques. Voir l'annexe en ligne 3.1 pour des précisions.

²⁴Les salaires sont fixés pour la durée de l'appariement de l'emploi une fois qu'un accord est trouvé entre l'entreprise et le travailleur.

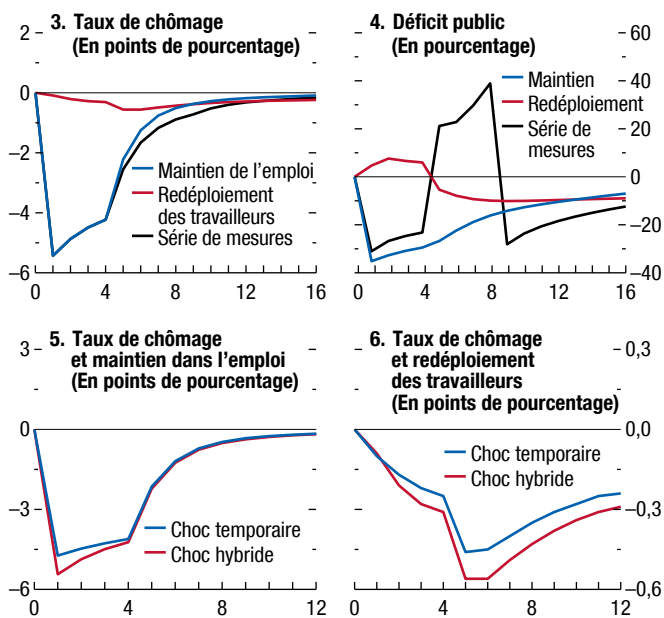
Graphique 3.11. Simulations modélisées : chocs de confinement et politiques du marché du travail

La hausse du chômage est plus marquée pour un choc de confinement de même ampleur lorsqu'une partie du choc est permanente. Les politiques de maintien dans l'emploi sont très efficaces pour réduire le chômage à court terme, tandis que celles de redéploiement de la main-d'œuvre fonctionnent mieux à long terme et après un choc permanent.

Taux de chômage et distribution des travailleurs, par profession (scénario sans intervention)



Effet et coût des politiques du marché du travail pendant les différents chocs (écart par rapport à un scénario sans intervention)



Source : calculs de services du FMI.

Note : L'axe des abscisses indique le nombre de trimestres après le début du choc. La série de mesures consiste en une succession de mesures de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs. Les pages 3 et 4 présentent les ripostes au choc hybride. Voir l'annexe en ligne 3.1 pour la définition des différents chocs et des mesures de politique publique.

de chômage subissent une perte de revenu notable. Il existe un système d'indemnisation du chômage qui assure un certain revenu aux travailleurs sans emploi.

Le choc de la COVID-19 est modélisé en tant que choc de « confinement » négatif associé à une distanciation physique accrue, qui nuit davantage à l'une des professions qu'à l'autre. Il est conçu de façon à reproduire la hausse du chômage initialement observée aux États-Unis et il est supposé durer quatre périodes (trimestres). Compte tenu des incertitudes à propos de sa persistance, deux cas sont envisagés : 1) un choc temporaire, où la productivité retrouve son niveau initial après la dissipation du choc ; 2) un choc hybride plus probable, à caractère temporaire, mais avec certaines composantes permanentes (plus précisément, la moitié du choc sur la profession la plus touchée est permanente).

Trois scénarios de politique publique sont envisagés et comparés à un scénario de référence sans intervention des pouvoirs publics : 1) l'aide au maintien dans l'emploi sous forme de transferts monétaires de l'État aux entreprises pour les aider à payer une partie des salaires lorsque l'appariement entre une entreprise et un travailleur devient non rentable ; 2) l'aide au redéploiement de la main-d'œuvre sous forme d'une subvention de l'État aux entreprises pour réduire le coût induit par la vacance de postes et favoriser la création d'emplois ; 3) une série de mesures, qui commence par l'aide au maintien, puis passe à l'aide au redéploiement²⁵. Dans les deux premiers scénarios, l'aide coïncide avec la composante temporaire du choc (pendant quatre trimestres), alors que, dans le troisième, l'aide au redéploiement est apportée au terme de la composante temporaire, mais lorsque les effets permanents se font encore sentir.

Pour appréhender les effets de la persistance du choc de confinement sur l'économie, on examine le scénario de référence sans intervention dans le cas des chocs temporaire et hybride (graphique 3.11, pages 1 et 2). Lorsque le choc a lieu, il réduit la production des entreprises et des travailleurs, ce qui rend certains appariements d'emploi non rentables, puis provoque des pertes d'emploi et une forte hausse du chômage. Sachant que la rentabilité d'une entreprise augmente parallèlement à la productivité des travailleurs, les moins qualifiés sont particulièrement touchés et représentent une part importante de la baisse de l'emploi dans la profession la plus touchée. En revanche, malgré le choc négatif, l'emploi dans la profession la moins éprouvée

²⁵Les subventions de l'État destinées au maintien dans l'emploi ont un plafond calibré de façon à reproduire les dépenses publiques au titre des politiques de maintien dans l'emploi observées dans les données. Les politiques publiques sont financées à court terme par la dette publique, que l'État rembourse progressivement.

ne varie pas beaucoup, car certains travailleurs choisissent de changer de profession.

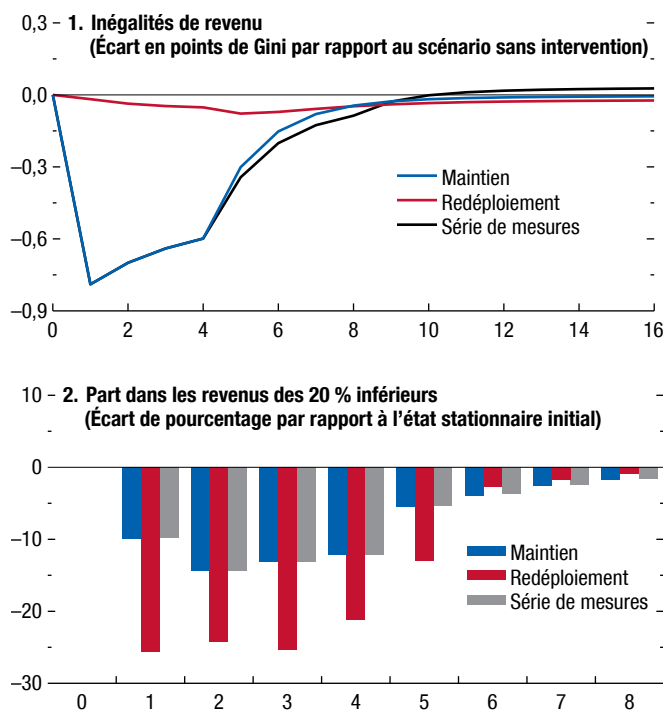
La comparaison des deux chocs montre bien que la trajectoire du chômage est pire dans le cas du choc hybride, bien que l'amplitude initiale du choc soit la même que dans le cas du choc temporaire. Les entreprises anticipent en effet que les appariements dans la profession la plus touchée deviendront moins rentables à l'avenir en raison des effets permanents du choc ; elles prennent donc les devants en licenciant des travailleurs. À long terme, l'emploi dans la profession la plus touchée ne se redresse jamais complètement, contrairement au cas du choc temporaire.

S'agissant du choc hybride, la politique d'aide reposant sur des mesures de maintien dans l'emploi est la solution la plus efficace pour limiter la hausse du chômage à court terme due au choc de confinement (graphique 3.11, page 3). On remarque que le taux de chômage augmente dans tous les scénarios de politique, mais de façon moindre avec des mesures d'aide : environ 4½ points de pourcentage en moins avec des mesures de maintien dans l'emploi et environ ¼ de point de pourcentage en moins avec des mesures de redéploiement des travailleurs. Pendant la reprise économique à plus long terme, l'aide au redéploiement réussit légèrement mieux que les mesures de maintien dans l'emploi à réduire le chômage, car elle facilite l'ajustement à la composante permanente du choc. La série de mesures qui contribue au maintien dans l'emploi pendant le choc de confinement, puis au redéploiement des travailleurs pour remédier aux effets permanents, est la meilleure solution : le chômage augmente moins à court terme et baisse ensuite plus rapidement comparativement au scénario de référence sans intervention.

En outre, en limitant la montée du chômage, il est possible que les mesures de maintien dans l'emploi réduisent en fait le creusement du déficit public par rapport à un scénario sans intervention, en raison surtout des économies réalisées grâce aux moindres versements d'indemnités de chômage (graphique 3.11, page 4). En revanche, les mesures de redéploiement des travailleurs font augmenter le déficit, car elles engendrent des coûts liés à la création de nouveaux emplois et ne sont pas aussi efficaces pour freiner la hausse du chômage. La série de mesures accentue quant à elle l'instabilité de la trajectoire du déficit, parce que les dépenses consacrées au redéploiement augmentent après la fin du confinement. Toutefois, elle est plus efficace à long terme, car l'amélioration de l'emploi due à un redéploiement plus poussé des travailleurs entraîne finalement une baisse des dépenses supérieure aux autres scénarios (en permettant de réduire celles affectées à l'indemnisation du chômage).

Graphique 3.12. Incidence des politiques sur les inégalités de revenu

Les politiques de maintien dans l'emploi réduisent les inégalités à court terme, alors que les mesures de redéploiement de la main-d'œuvre les font baisser à long terme. Les travailleurs peu qualifiés bénéficient davantage à court terme des politiques de maintien dans l'emploi et à long terme des mesures de redéploiement de la main-d'œuvre.



Source : calculs de services du FMI.

Note : L'axe des abscisses indique le nombre de trimestres après le début du choc hybride. La série de mesures consiste en une succession de mesures de maintien dans l'emploi et de redéploiement des travailleurs. Voir l'annexe en ligne 3.1 pour la définition des différents chocs et des mesures de politique publique.

L'efficacité du soutien au marché du travail dépend de la persistance du choc (graphique 3.11, pages 5 et 6). Celle des mesures de maintien dans l'emploi diffère très peu entre le choc temporaire et le choc hybride, après la fin du confinement. En revanche, les mesures de redéploiement des travailleurs parviennent mieux que le scénario de référence sans intervention à réduire le chômage durablement en riposte à un choc hybride. On peut déduire de façon intuitive que plus le choc est permanent, plus ces mesures sont utiles.

Le choix des mesures peut également avoir des conséquences distributionnelles sur les revenus. L'aide au maintien dans l'emploi est la plus à même de réduire à court terme les inégalités par rapport au scénario de référence sans intervention, où elles augmentent très sensiblement (graphique 3.12, page 1). Elle contribue à

atténuer la hausse des inégalités en préservant les appariements et en évitant le chômage, qui risque d'être coûteux et d'avoir des répercussions durables (comme le montre l'analyse empirique).

S'agissant des travailleurs les plus pauvres du quintile le plus bas de la distribution initiale des revenus, ils bénéficient manifestement le plus de l'aide au maintien dans l'emploi, en particulier à court terme (graphique 3.12, page 2). La série de mesures a même un effet légèrement plus positif à moyen terme sur cette catégorie, car le chômage diminue plus rapidement lors de la mise en œuvre de l'aide au redéploiement pour atténuer la composante permanente du choc. Les résultats du modèle indiquent également que les travailleurs très qualifiés sont, dans un premier temps, moins touchés par le choc et que leurs perspectives professionnelles s'améliorent plus rapidement dans l'ensemble. Sachant qu'ils sont aussi plus susceptibles de retrouver des emplois productifs, ils ont tendance à bénéficier davantage des mesures de redéploiement de la main-d'œuvre (qui créent plus de nouveaux emplois) que de celles de maintien dans l'emploi.

Dans l'ensemble, les résultats du modèle indiquent que la meilleure réponse à la récession liée à la COVID-19 serait une série de mesures conjuguant maintien dans l'emploi et redéploiement des travailleurs afin de réagir à la fois aux composantes temporaires et permanentes. Le dispositif présenté ici à titre d'illustration vise à freiner la hausse du chômage par des mesures de maintien dans l'emploi pendant la phase aiguë de la pandémie ou du confinement, puis à appliquer des mesures de redéploiement lors de la reprise pour faciliter le passage de la main-d'œuvre vers des secteurs moins touchés en créant plus rapidement des emplois. Les résultats du modèle laissent penser que le recours aux politiques de maintien devrait être lié à la durée et à l'intensité du choc temporaire. Toutefois, en pratique, compte tenu des incertitudes concernant le choc de la pandémie, la suppression progressive de ces mesures sera probablement plus complexe et pourrait nécessiter de trouver un équilibre entre les considérations d'espace budgétaire et les effets sur l'évolution de la production et de l'emploi. Il faudra suivre de près le nombre de contaminations et de décès dus à la COVID-19, le degré de distanciation physique et les autres principales mesures de l'intensité de la pandémie (notamment l'avancement des campagnes de vaccination) pour évaluer si l'économie peut tolérer la suppression des politiques de maintien dans l'emploi pour privilégier la facilitation du redéploiement.

Conclusion

La pandémie de COVID-19 et ses conséquences continuent à évoluer, des répercussions profondes étant déjà visibles sur les marchés du travail du monde entier, malgré un soutien exceptionnel des politiques publiques. L'incidence très asymétrique de ce choc sur les secteurs et les professions est un facteur d'inégalité entre les travailleurs. Une grande incertitude subsiste à propos de sa durée et de la nécessité éventuelle d'une transformation structurelle par la suite. Dans ce contexte, le présent chapitre tente d'élucider les effets exercés jusqu'à présent sur le marché du travail par la récession liée à la pandémie, de la comparer aux récessions antérieures et d'expliquer comment l'action publique, en particulier les mesures de maintien dans l'emploi et de redéploiement de la main-d'œuvre, pourrait améliorer la dynamique du chômage après un choc aussi dommageable et asymétrique.

Il existe des signes que le choc de la COVID-19 accélère les tendances préexistantes, l'emploi diminuant dans les secteurs et les professions plus vulnérables à l'automatisation. On observait aussi ces effets généraux dans les flux de travailleurs au cours des récessions antérieures, mais les secteurs qui sont les plus touchés (commerce de gros et de détail, hébergement et restauration) diffèrent avec le choc de la pandémie. Dans le monde entier, les jeunes et les travailleurs peu qualifiés sont en moyenne les plus pénalisés, cette tendance ayant été aussi manifeste lors des précédentes récessions. Le chômage des femmes a augmenté en moyenne plus que celui des hommes dans les pays émergents et les pays en développement. Cette inégalité des effets entre les catégories démographiques résulte en partie des différences sectorielles de composition de la main-d'œuvre.

Historiquement, le redéploiement sectoriel de la main-d'œuvre s'accélère au cours des récessions et cela semble être le cas pour celle due à la pandémie de COVID-19. En outre, le redéploiement entre secteurs tend à prendre davantage la forme d'embauches de chômeurs que d'embauches d'« emploi à emploi ». De même, sur le plan individuel, la probabilité qu'un travailleur change de profession est plus grande après une période de chômage que pendant qu'il exerce encore un emploi. Or, les changements de profession passant par le chômage sont coûteux, car les travailleurs subissent en général une perte de revenu substantielle comparativement à leurs homologues qui sont réembauchés sans devoir changer de profession. Tout cela indique l'éventualité de pertes considérables et inégales selon les travailleurs sous l'effet du choc de la COVID-19 (jeunes et travailleurs peu qualifiés

étant les plus touchés) et d'un pénible retour à l'emploi au fur et à mesure du redressement de l'économie.

Selon l'analyse modélisée, les mesures d'aide au maintien dans l'emploi peuvent constituer des outils très efficaces pour atténuer les dommages provoqués par un choc défavorable sur le marché du travail, comme la pandémie de COVID-19. Leur application pendant le choc a permis d'empêcher le chômage d'augmenter encore plus et de protéger les catégories les plus touchées, telles que les travailleurs peu qualifiés. On peut citer comme exemples de ces mesures l'application étendue du « Kurzarbeit » en Allemagne, le programme « Expediente de Regulación Temporal de Empleo » en Espagne, les révisions opérées en Italie pour élargir l'admissibilité aux subventions salariales dans le cadre du programme « Cassa Integrazione Guadagni » et, aux États-Unis, le dispositif plus limité de subventions des salaires dans le cadre du programme « US Paycheck Protection » et du crédit d'impôt pour la conservation des salariés (« Employee Retention Tax Credit »)²⁶. En général, les politiques de maintien dans l'emploi constituent la meilleure solution pour faire face aux perturbations temporaires (mais parfois durables) causées par un choc de pandémie ; elles contribuent à maintenir les appariements d'emploi et à empêcher une hausse plus marquée du chômage au moment du choc. Les politiques de redéploiement de la main-d'œuvre qui favorisent la création d'emploi peuvent ensuite faciliter l'ajustement du marché du travail aux changements permanents de la structure de l'économie imposés par le choc de la pandémie, surtout après sa dissipation et quand l'économie amorce une reprise plus normale.

Pour l'avenir, en dépit de nombreuses incertitudes, il semble probable que le choc de la COVID-19 aura certains effets permanents, accélérant la contraction des emplois plus vulnérables à l'automatisation et moins propices au télétravail. En ce cas, un dispositif conjuguant une forte utilisation de mesures de maintien dans l'emploi pendant le choc et des mesures d'aide au redéploiement de la main-d'œuvre après le choc est plus efficace que le seul recours à des mesures de maintien dans

l'emploi ou de redéploiement. En outre, ce dispositif atténue l'impact négatif disproportionné sur les travailleurs peu qualifiés : l'aide au maintien dans l'emploi contribue à préserver des appariements plus marginaux, mais finalement viables, alors que l'aide au redéploiement après la phase aiguë du choc de la pandémie permet aux chômeurs de trouver plus rapidement de nouveaux emplois à moyen terme. D'autres mesures d'aide publique pourraient être envisagées. Par exemple, bien qu'ils ne soient pas intégrés au modèle employé ici, des investissements dans la reconversion et, plus généralement, dans le capital humain, qui augmentent la productivité du travail, pourraient être effectués. Ils seraient susceptibles de rendre les appariements d'emploi existants plus rentables (et donc plus résilients) et de renforcer l'aptitude des travailleurs à changer de profession. Toutefois, comme la plupart des investissements, il faut sans doute un certain temps pour que leur rendement se matérialise ; ils ne conviennent donc pas pour traiter les chocs négatifs à court terme.

Outre les aspects généraux du choix de politique publique présentés dans ce chapitre, les spécificités de la conception des politiques de maintien dans l'emploi et de redéploiement de la main-d'œuvre, ainsi que leur interaction avec les caractéristiques propres à chaque pays, peuvent influencer sur leur efficacité²⁷. Ainsi, selon les études économiques, les mesures de maintien dans l'emploi, telles que les subventions salariales et les dispositifs de chômage partiel, peuvent très bien réussir à sauvegarder l'emploi, mais doivent tenir compte des particularités nationales et être calibrées en fonction de la nature du choc²⁸. De même, le succès des programmes de reconver-

²⁷Voir, entre autres, Kluge (2010) ainsi que Card, Kluge et Weber (2018) pour des résumés d'informations tirées des évaluations de diverses politiques du marché du travail, notamment les subventions salariales, les dispositifs de partage du travail et les programmes de formation, ainsi que de leurs effets éventuellement différents sur les diverses catégories démographiques. Dans certains cas, ces politiques ont été conçues pour augmenter les possibilités d'emploi des catégories défavorisées. On trouvera, par exemple, dans Ahn *et al.* (2019) un aperçu des politiques ciblées sur l'amélioration des perspectives des jeunes sur le marché du travail. L'expérience est beaucoup plus limitée pour le ciblage sectoriel dans la conception des politiques du marché du travail. En général, l'aide apportée aux entreprises et aux travailleurs les plus touchés finit par bénéficier aux entreprises et aux travailleurs (des secteurs) les plus touchés sans ciblage sectoriel explicite. En outre, un ciblage sectoriel ne tenant pas compte de la situation de chaque entreprise ou travailleur crée des risques de mauvaise affectation des aides, puisqu'au sein d'un secteur bénéficiaire, les entreprises et les travailleurs moins pénalisés pourraient les percevoir. Voir OCDE (2018) pour une discussion plus approfondie de la conception d'une aide publique plus ciblée.

²⁸S'agissant des mesures de maintien dans l'emploi, Boeri et Bruecker (2011) attribuent aux dispositifs européens de chômage partiel mis en œuvre pendant la Grande Récession le mérite de contribuer à empêcher des pertes d'emplois et font remarquer qu'ils sont les plus utiles dans les

²⁶Voir OCDE (2020) pour plus de précisions sur ces politiques et les autres politiques de maintien dans l'emploi mises en œuvre dans les différents pays en riposte au choc de la COVID-19. Les spécificités de la conception des programmes peuvent différer sensiblement selon les pays en fonction des particularités nationales et de l'expérience antérieure sur ce plan. Les pays qui disposaient déjà de dispositifs de chômage partiel (comme l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie) ont étendu l'admissibilité, alors que les autres ont dû recourir à des méthodes plus ponctuelles pour apporter une aide (les États-Unis, par exemple).

sion dépend beaucoup de leur contenu et des modalités d'exécution²⁹. Enfin, la possibilité existe d'élargir la riposte à la pandémie de COVID-19 par une amélioration structurelle de la résilience de l'économie et des perspectives de croissance. Par exemple, les mesures de redéploiement pourraient être conçues de façon à favoriser la création d'un plus grand nombre d'emplois « verts », ce

qui contribuerait à relever les défis du changement climatique (le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2020 des PEM présente certaines options). Parallèlement, il sera indispensable d'aider davantage les travailleurs à acquérir les compétences nécessaires à ces emplois, notamment en modernisant les systèmes éducatifs et, de façon plus générale, en développant les possibilités d'apprentissage³⁰.

pays à protection stricte de l'emploi et/ou à négociation centralisée des salaires, ces caractéristiques étant susceptibles de limiter en leur absence la flexibilité des salaires et des horaires de travail. Dans le contexte actuel, Basso *et al.* (2020) considèrent que ces mécanismes devraient se transformer autant que possible en dispositifs d'assurance des salariés, ce qui permettrait des changements d'emploi à l'initiative des travailleurs, tout en incitant à maintenir les appariements d'emploi existants.

²⁹Voir, entre autres, Kluge et Schmidt (2002).

³⁰Voir Banque mondiale (2018, 2019) pour des commentaires sur ces options.

Bibliographie

- Ahn, JaeBin, Zidong An, John Bluedorn, Gabriele Ciminelli, Zsoka Koczan, Davide Malacrino, Daniela Muhaj, and Patricia Neidlinger. 2019. “Work in Progress: Improving Youth Labor Market Outcomes in Emerging Market and Developing Economies.” IMF Staff Discussion Note 19/02, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Albanesi, Stefania, and Ayşegül Şahin. 2018. “The Gender Unemployment Gap.” *Review of Economic Dynamics* 30: 47–67.
- Alfaro, Laura, Oscar Becerra, and Marcela Eslava. 2020. “EMEs and COVID-19: Shutting Down in a World of Informal and Tiny Firms.” NBER Working Paper 27360, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Alon, Titan, Matthias Doepke, Jane Olmstead-Rumsey, and Michèle Tertilt. 2020. “The Impact of COVID-19 on Gender Equality.” NBER Working Paper 26947, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Altonji, Joseph, and Rebecca Blank. 2004. “Race and Gender in the Labor Market.” In *Handbook of Labor Economics* 3, edited by Orley Ashenfelter and David Card, 3143–259. North Holland: Elsevier.
- Balde, Racky, Mohamed Boly, and Elvis Avenyo. 2020. “Labour Market Effects of COVID-19 in Sub-Saharan Africa: An Informality Lens from Burkina Faso, Mali, and Senegal.” MERIT Working Paper 2020–022, United Nations University—Maastricht Economic and Social Research Institute on Innovation and Technology.
- Barrero, Jose Maria, Nick Bloom, and Steven J. Davis. 2020. “COVID-19 Is Also a Reallocation Shock.” *Brookings Papers on Economic Activity* conference draft, June 25.
- Basso, Gaetano, Tito Boeri, Alessandro Caiumi, and Marco Paccagnella. 2020. “The New Hazardous Jobs and Worker Reallocation.” CEPR Discussion Paper 15100, Centre for Economic Policy Research, London.
- Bluedorn, John, Francesca Caselli, Niels-Jakob Hansen, Ipppei Shibata, and Marina M. Tavares. 2021. “Gender and Employment in the COVID-19 Recession: Evidence on ‘She-cessions’.” IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington DC.
- Bluedorn, John, Jorge Mondragon, Ipppei Shibata, and Marina M. Tavares. Forthcoming. “Occupational Mobility during Recessions: Patterns and the Role of Policies.” IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington DC.
- Boeri, Tito, and Herbert Bruecker. 2011. “Short-Time Work Benefits Revisited: Some Lessons from the Great Recession.” *Economic Policy* 26 (68): 697–765.
- Braxton, J. Carter, and Bledi Taska. 2020. “Technological Change and the Consequences of Job Loss.” Unpublished.
- Cahuc, Pierre, Fabien Postel-Vinay, and Jean-Marc Robin. 2006. “Wage Bargaining with On-the-Job Search: Theory and Evidence.” *Econometrica* 74 (2): 323–64.
- Cajner, Tomaz, Leland D. Crane, Ryan A. Decker, John Grigsby, Adrian Hamins-Puertolas, Erik Hurst, Christopher Kurz, and Ahu Yildirmaz. 2020. “The US Labor Market during the Beginning of the Pandemic Recession.” *Brookings Papers on Economic Activity* conference draft, June 25.
- Card, David, Jochen Kluve, and Andrea Weber. 2018. “What Works? A Meta-Analysis of Recent Active Labor Market Program Evaluations.” *Journal of the European Economic Association* 16 (3): 894–931.
- Carrillo-Tudela, Carlos, Bart Hobijn, and Ludo Visschers. 2014. “Career Changes Decline during Recessions.” *Federal Reserve Bank of San Francisco Economic Letters* 2014–09.
- Carrillo-Tudela, Carlos, Bart Hobijn, Powen She, and Ludo Visschers. 2016. “The Extent and Cyclicity of Career Changes: Evidence for the UK.” *European Economic Review* 84: 18–41.
- Carrillo-Tudela, Carlos, and Ludo Visschers. 2014. “Unemployment and Endogenous Reallocations over the Business Cycle.” CESifo Working Papers 4079, Munich.
- Choi, Sangyup, Davide Furceri, Yi Huang, and Prakash Loungani. 2018. “Aggregate Uncertainty and Sectoral Productivity Growth: The Role of Credit Constraints.” *Journal of International Money and Finance* 88 (November): 314–30.
- Dam, David, Meghana Gaur, Fatih Karahan, Laura Pilossoph, and Will Schirmer. 2021. “Black and White Differences in the Labor Market Recovery from COVID-19.” Liberty Street Economics (blog), Federal Reserve Bank of New York, February 9.
- Davis, Steven J., and Till von Wachter. 2011. “Recessions and the Costs of Job Loss.” *Brookings Papers on Economic Activity* (2): 1–72.
- Díez, Federico, Romain Duval, Chiara Maggi, Yi Ji, Ipppei Shibata, and Marina M. Tavares. 2020. “Options to Support the Incomes of Informal Workers during COVID-19.” IMF Special Series on COVID-19, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dingel, Jonathan I., and Brent Neiman. 2020. “How Many Jobs Can Be Done at Home?” *Journal of Public Economics* 189: 1–8.
- Dvorkin, Maximiliano, and Alexander Monge-Naranjo. 2019. “Occupation Mobility, Human Capital, and the Aggregate Consequences of Task-Biased Innovations.” Human Capital and Economic Opportunity Working Group Paper 2019–064, University of Chicago.
- Edelberg, Wendy, and Paige Shevlin. 2021. “The Critical Role of Workforce Training in the Labor Market Recovery.” Brookings Up Front (blog), February 4.
- Flood, Sarah, Miriam King, Renae Rodgers, Steven Ruggles, and J. Robert Warren. 2020. Integrated Public Use Microdata Series (IPUMS), Current Population Survey: Version 8.0. Minneapolis, MN.
- Gertler, Mark, Christopher Huckfeldt, and Antonella Trigari. 2020. “Unemployment Fluctuations, Match Quality, and the Wage Cyclicity of New Hires.” *The Review of Economic Studies* 87 (4): 1876–914.
- Harding, Don, and Adrian Pagan. 2002. “Dissecting the Cycle: A Methodological Investigation.” *Journal of Monetary Economics* 49 (2): 365–81.

- Helliwell, John F., and Haifang Huang. 2014. "New Measures of the Costs of Unemployment: Evidence from the Subjective Well-Being of 3.3 Million Americans." *Economic Inquiry* 52 (4): 1485–502.
- Hensvik, Lena, Thomas Le Barbanchon, and Roland Rathelot. 2021. "Job Search during the COVID-19 Crisis." *Journal of Public Economics* 194 (February): 104349.
- Huckfeldt, Christopher. 2018. "Understanding the Scarring Effect of Recessions." Society for Economic Dynamics 2018 Meeting Papers 1207, Minneapolis, MN.
- Jarosch, Gregor. 2015. "Searching for Job Security and the Consequences of Job Loss." Unpublished.
- Karabarbounis, Loukas, and Brent Neiman. 2014. "The Global Decline of the Labor Share." *The Quarterly Journal of Economics* 129 (1): 61–103.
- Kesar, Surbhi, Rosa Abraham, Rahul Lahoti, Paaritosh Nath, and Amit Basole. 2020. "Pandemic, Informality, and Vulnerability: Impact of COVID-19 on Livelihoods in India." CSE Working Paper 2020–01, Centre for Sustainable Employment, Azim Premji University, Bengaluru, India.
- Kikuchi, Shinnosuke, Sagiri Kitao, and Minamo Mikoshiba. 2020. "Who Suffers from the COVID-19 Shocks? Labor Market Heterogeneity and Welfare Consequences in Japan." Center for Advanced Research in Finance Working Paper F-490, University of Tokyo.
- Klein, Aaron, and Ember Smith. 2021. "Explaining the Economic Impact of COVID-19: Core Industries and the Hispanic Workforce." Brookings Institution report, Washington, DC.
- Kluge, Jochen. 2010. "The Effectiveness of European Active Labor Market Programs." *Labour Economics* 17 (6): 904–18.
- Kluge, Jochen, and Christoph M. Schmidt. 2002. "Can Training and Employment Subsidies Combat European Unemployment?" *Economic Policy* 17 (35): 409–48.
- Levy, Gustavo, and Carlos Urrutia. 2020. "Informal Labor Markets in Times of Pandemic: Evidence from Latin America and Policy Options." Unpublished.
- Montenovo, Laura, Xuan Jiang, Felipe Lozano Rojas, Ian M. Schmutte, Kosali I. Simon, Bruce A. Weinberg, and Coady Wing. 2020. "Determinants of Disparities in COVID-19 Job Losses." NBER Working Paper 27132, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Nekarda, Christopher J. 2009. "A Longitudinal Analysis of the Current Population Survey: Assessing the Cyclical Bias of Geographic Mobility." Unpublished.
- Oreopoulos, Philip, Till von Wachter, and Andrew Heisz. 2012. "The Short- and Long-Term Career Effects of Graduating in a Recession." *American Economic Journal: Applied Economics* 4 (1): 1–29.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2018. "Back to Work: Lessons from Nine Country Case Studies of Policies to Assist Displaced Workers." In *OECD Employment Outlook 2018*. Paris.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2020. "Job Retention Schemes during the COVID-19 Lockdown and Beyond." In *Tackling Coronavirus (COVID-19): Contributing to a Global Effort*. Paris.
- Peiró, Amado, Jorge Belaire-Franch, and Maria Teresa Gonzalo. 2012. "Unemployment, Cycle, and Gender." *Journal of Macroeconomics* 34: 1167–75.
- Pissarides, Christopher A. 2000. *Equilibrium Unemployment Theory*, 2nd edition. Cambridge, MA: MIT Press.
- Postel-Vinay, Fabien, and Jean-Marc Robin. 2002. "The Distribution of Earnings in an Equilibrium Search Model with State-Dependent Offers and Counteroffers." *International Economic Review* 43 (4): 989–1016.
- Raam, Oddbjørn, and Knut Røed. 2006. "Do Business Cycle Conditions at the Time of Labor Market Entry Affect Future Employment Prospects?" *The Review of Economics and Statistics* 88 (2): 193–210.
- Reichert, Arndt R., and Harald Tauchmann. 2017. "Workforce Reduction, Subjective Job Insecurity, and Mental Health." *Journal of Economic Behavior & Organization* 144: 187–212.
- Roy, A. D. 1951. "Some Thoughts on the Distribution of Earnings." *Oxford Economic Papers* 3 (2): 135–46.
- Schmieder, Johannes F., Till von Wachter, and Stefan Bender. 2012. "The Effects of Unemployment Insurance over the Business Cycle: Evidence from Regression Discontinuity Estimates over 20 Years." *The Quarterly Journal of Economics* 127 (2): 701–52.
- Shibata, Ippei. Forthcoming. "The Distributional Impact of Recessions: The Global Financial Crisis and the COVID-19 Pandemic Recession." *Journal of Economics and Business*.
- World Bank. 2018. *World Development Report 2018: Learning to Realize Education's Promise*. Washington, DC.
- World Bank. 2019. *World Development Report 2019: The Changing Nature of Work*. Washington, DC.

CHANGEMENT DE BRAQUET : RÉPERCUSSIONS DES POLITIQUES MONÉTAIRES PENDANT LA REPRISSE POST-PANDÉMIE

Les pays avancés devraient se relever plus rapidement de la crise de la COVID-19 que la plupart des pays émergents, parce qu'ils ont eu accès plus tôt à la vaccination et disposaient d'une plus grande marge de manœuvre pour conduire des politiques macroéconomiques de soutien à l'activité. Des trajectoires de reprise économique divergentes pourraient compliquer la tâche des banques centrales des pays émergents si les taux d'intérêt dans les pays avancés devaient commencer à augmenter, alors que la situation dans les pays émergents justifierait le maintien d'une politique monétaire peu contraignante. Les conclusions du présent chapitre confirment que la politique monétaire dans les pays avancés, en particulier aux États-Unis, influe toujours fortement sur les conditions de financement dans les pays émergents. Les mesures énergiques de détente monétaire prises par les banques centrales des pays avancés au début de la pandémie ont ainsi considérablement soulagé les marchés financiers dans les pays émergents. Dans la perspective de la reprise, il sera essentiel que les banques centrales des pays avancés indiquent clairement les scénarios envisagés pour l'avenir, afin de ne pas provoquer de déstabilisation financière dans les pays émergents. D'après l'analyse effectuée dans ce chapitre, si un resserrement de la politique monétaire associé à une reprise économique plus vigoureuse que prévu aux États-Unis tend à être relativement anodin pour la plupart des pays, un durcissement inattendu, reflétant par exemple une modification de la fonction de réaction attendue de la Réserve fédérale américaine, tend à réduire l'appétit pour le risque des investisseurs mondiaux et à faire sortir les capitaux des pays émergents. L'analyse laisse aussi entendre que les pays émergents moins vulnérables sur le plan budgétaire sont mieux protégés contre les chocs financiers externes et que les pays dotés de cadres monétaires et budgétaires plus transparents et fondés sur des règles ont davantage d'autonomie en matière monétaire.

Les auteurs du présent chapitre sont Philipp Engler, Roberto Piazza (chef d'équipe) et Galen Sher, qui ont bénéficié des contributions de Chiara Fratto, Brendan Harnoy Vannier, Borislava Mircheva, David de Padua et Hélène Poirson et du soutien de Eric Bang, Ananta Dua, Chanpheng Fizzarotti, Ilse Peirsegale et Daniela Rojas Fernandez. Le chapitre intègre les commentaires judicieux de Christopher Erceg et de participants à un séminaire interne. Refet Gürkaynak a participé au projet en tant que consultant.

Introduction

À la fin du mois de février 2020, la nouvelle de la propagation mondiale de la COVID-19 a frappé les marchés financiers avec une puissance dévastatrice. Un mois plus tard, l'aversion pour le risque à l'échelle mondiale était revenue au niveau observé au plus fort de la crise financière mondiale, et les pays émergents et pays en développement ont commencé à enregistrer des sorties massives de capitaux (graphique 4.1).

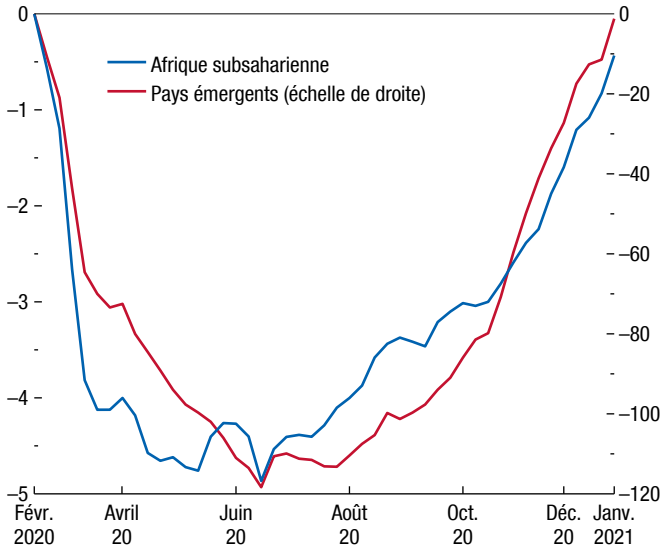
Les pays émergents ont organisé une riposte avec des politiques monétaires fortement contracycliques, dans le sillage des banques centrales des pays avancés, qui ont abaissé les taux directeurs à chaque fois que possible et lancé une série de programmes d'achats d'actifs (PAA) pour soutenir les marchés du crédit (graphiques 4.2 et 4.3)¹. L'éventail d'outils utilisés par les banques centrales dans les pays émergents était singulièrement étendu : celles-ci ont eu notamment recours aux habituelles réductions des taux directeurs, mais plusieurs d'entre elles ont aussi lancé des PAA (graphiques 4.4 et 4.5)². Peu après la mise en œuvre de ces mesures énergiques, les primes de risque souverain ont commencé à diminuer.

Depuis l'annonce de plusieurs essais concluants de vaccins contre la COVID-19 à la fin de 2020, les perspectives de l'économie mondiale se sont améliorées, mais reflètent toujours d'importantes disparités. En raison d'un accès plus tardif à la vaccination et d'une marge de manœuvre plus réduite des pouvoirs publics pour fournir des « bouées de sauvetage » et soutenir l'activité économique, nombre de pays émergents et de pays en développement devraient connaître un redressement

¹Ce chapitre se concentre principalement sur les conditions de financement dans les pays émergents qui constituent le groupe des pays émergents et des pays en développement dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), à l'exclusion du groupe des pays en développement à faible revenu. Dans ce dernier groupe, seul un nombre limité de pays participent de manière significative aux marchés financiers mondiaux.

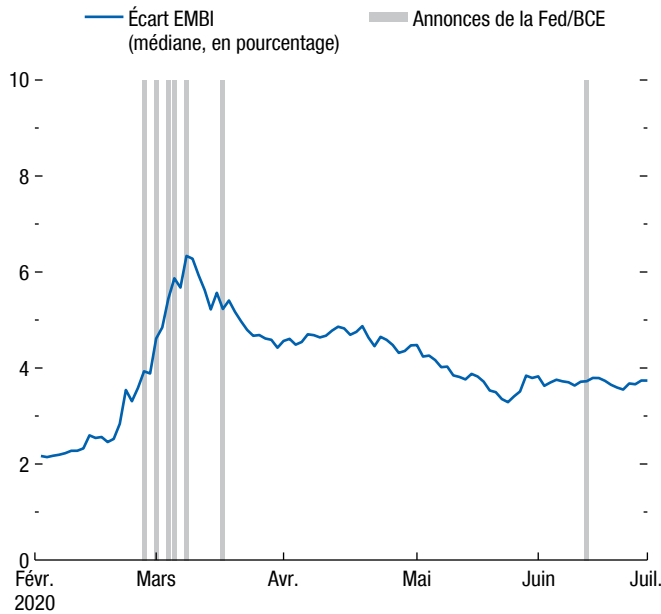
²Les expansions budgétaires ont également contribué à limiter les conséquences de la crise, mais elles ne sont pas abordées ici. Bien que centré sur la politique monétaire, le présent chapitre étudie divers cas de figure dans lesquels la politique budgétaire a son importance pour ce qui concerne la sensibilité d'un pays aux répercussions des politiques monétaires internationales et les mesures de politique monétaire qu'il prend pour faire face à la pandémie.

Graphique 4.1. Flux de portefeuille cumulés
(En milliards de dollars)



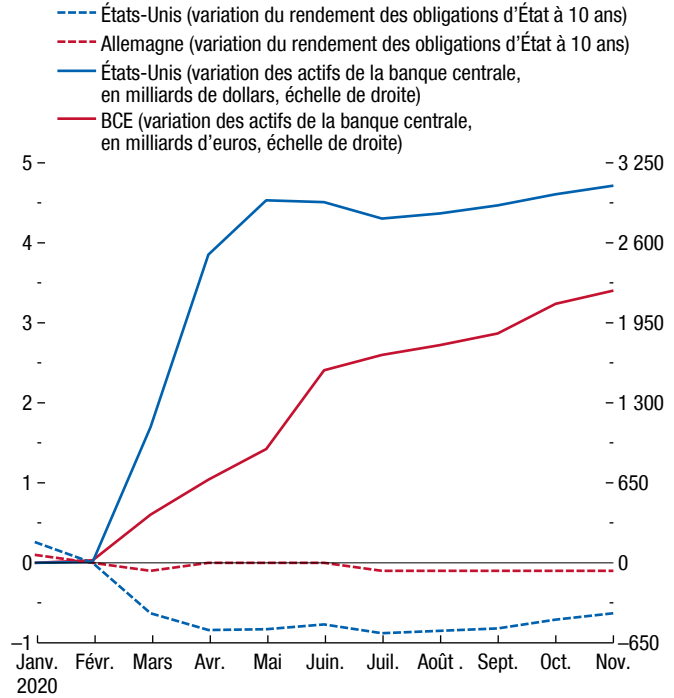
Sources : Bloomberg Finance L.P. ; EPFR Global.
Note : Les flux financiers d'EPFR cumulés à destination de l'Afrique subsaharienne comprennent les flux destinés à l'Afrique du Sud, à la Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, à la Namibie, au Nigéria, au Rwanda et à la Zambie.

Graphique 4.3. Primes de risque de crédit dans les pays émergents
(Médiane, en pourcentage)



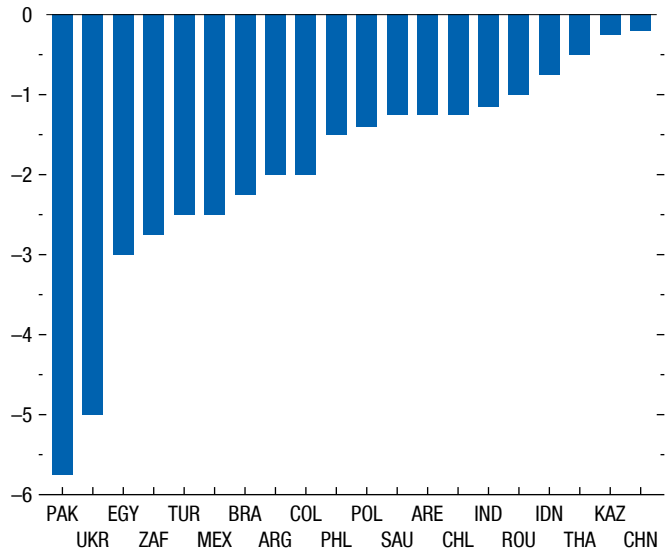
Source : Bloomberg Finance L.P.
Note : BCE = Banque centrale européenne ; EMBI = J.P. Morgan Emerging Market Bond Index ; Fed = Réserve fédérale des États-Unis.

Graphique 4.2. Politique monétaire dans les pays avancés
(En points de pourcentage, sauf indication contraire)



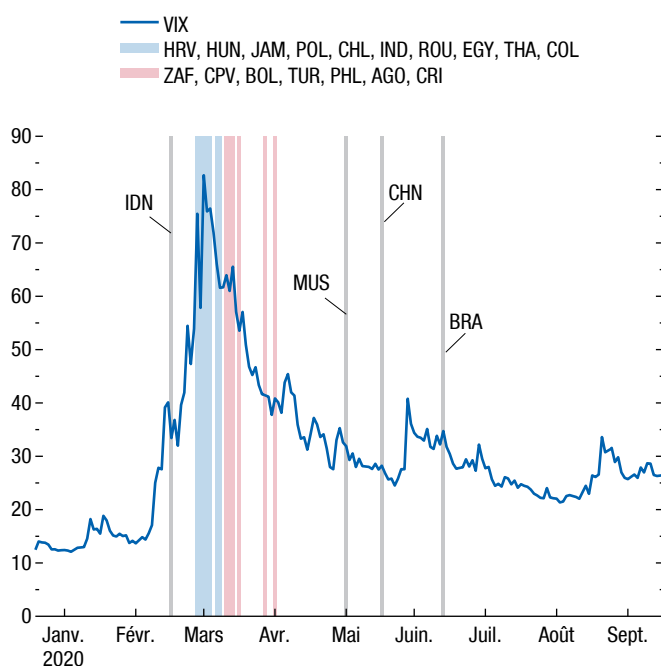
Sources : Banque fédérale de réserve de Saint-Louis ; Haver Analytics.
Note : La variation des rendements des obligations d'État à 10 ans est mesurée par rapport à leurs niveaux de février 2020. La variation des actifs des banques centrales est mesurée par rapport à leurs niveaux de janvier 2020. BCE = Banque centrale européenne.

Graphique 4.4. Baisses des taux directeurs dans les pays émergents entre mars et août 2020
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 4.5. Dates d'annonce des programmes d'achat d'actifs dans les pays émergents et VIX (Indice)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : VIX = indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

plus poussif que les grands pays avancés. Ce scénario donne à penser que des dirigeants des pays émergents pourraient faire face à des défis différents de ceux qui avaient accompagné la reprise après la crise financière mondiale, quand leurs pays bénéficiaient d'une croissance relativement soutenue.

Pendant cette reprise économique à plusieurs vitesses, de nombreux pays émergents risquent de peiner à fournir un soutien budgétaire substantiel et prolongé, compte tenu de leur marge de manœuvre plus restreinte (Végh et Vuletin, 2012), surtout depuis la forte hausse de leur dette publique l'an dernier. Ces contraintes budgétaires devraient logiquement renforcer le rôle de la politique monétaire, ce qui nous amène à nous interroger sur l'autonomie dont disposeraient les autorités des pays émergents qui voudraient maintenir des taux directeurs bas au moment où l'embellie économique pourrait inciter les banques centrales des pays avancés à amorcer un relèvement des taux d'intérêt. À ce sujet, on considère généralement que, même avec des régimes de change flexibles, les pays émergents ont peu de latitude en termes de politique monétaire pour composer avec un cycle financier

mondial puissant et fortement influencé par la politique monétaire conduite dans les pays avancés (Rey, 2015)³.

Plusieurs arguments peuvent modérer les inquiétudes concernant les politiques monétaires conduites dans les pays émergents pendant la reprise économique mondiale. Premièrement, leurs taux de change flexibles isolent ces pays de manière certes imparfaite mais significative du cycle financier mondial (Obstfeld, Ostry et Qureshi, 2019), dont l'effet sur les flux de capitaux pourrait être finalement moins important que prévu (Cerutti, Claessens et Rose, 2019). Deuxièmement, l'engagement des banques centrales des pays avancés à conserver une orientation monétaire très accommodante jusqu'à ce que la reprise soit bien installée diminue la probabilité d'un resserrement rapide des conditions de financement mondiales⁴. Aux États-Unis, cet engagement est illustré par le nouveau cadre de ciblage flexible de l'inflation retenu par le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale. Troisièmement, des mesures offensives d'assouplissement de la politique monétaire dans les pays émergents durant la pandémie de COVID-19 pourraient être le signe que ces pays ont davantage d'autonomie pour définir leurs politiques en fonction de leurs propres besoins.

Afin de fournir un cadre de réflexion sur les défis de politique monétaire que les pays émergents devront relever pendant la reprise, ce chapitre tente de répondre aux questions suivantes :

- De quelle manière les *variations inattendues des politiques monétaires* dans les pays avancés influent-elles sur les *conditions de financement* dans les pays émergents ? Comment cette influence a-t-elle évolué dans le temps et varie-t-elle selon les pays ?
- De quelle manière l'*actualité économique* dans les pays avancés influe-elle sur les *conditions de financement* dans les pays émergents ?
- Quelles sont les *caractéristiques* des pays émergents qui ont été plus en mesure d'assouplir leur politique monétaire dès le début de la pandémie ? Les PAA sont-ils un *moyen efficace* d'assouplir les conditions de financement dans les pays émergents ?

³L'un des facteurs qui peuvent empêcher les banques centrales des pays émergents de contrer le cycle financier mondial est la « peur du flottement » (Calvo et Reinhart, 2002). En outre, les frictions financières dans les pays émergents peuvent limiter la transmission de la politique monétaire aux conditions de financement locales (Kalemli-Özcan, 2019).

⁴Les principales mesures des conditions de financement dans les pays émergents qui sont présentées dans ce chapitre sont le rendement des obligations souveraines libellées en monnaie locale, les écarts de taux sur les obligations souveraines en dollar, les taux de change nominaux vis-à-vis du dollar et les entrées de fonds d'investissement.

Le chapitre s'articule autour de deux axes d'analyse. Le premier est une série d'études d'événements qui examine de quelle manière les variations de la politique monétaire dans les pays avancés influent sur les conditions de financement dans les pays émergents et pays en développement, à partir de deux types de cas : 1) une annonce de politique monétaire dans les pays avancés surprend les marchés, car elle ne paraît pas directement résulter d'une évolution constatée de la conjoncture économique (une surprise peut être, par exemple, un changement dans la façon dont les banques centrales interprètent les données ou y réagissent) ; et 2) de nouvelles informations sur la situation dans les pays avancés modifient les attentes du marché concernant l'évolution de la politique monétaire. Le second axe d'analyse s'intéresse aux facteurs qui permettraient de prédire quels pays émergents seraient capables d'un assouplissement plus prononcé de leur politique monétaire pendant la pandémie, en se concentrant sur les mesures conventionnelles de baisse des taux directeurs et sur les PAA. Les principales conclusions du chapitre sont les suivantes :

- Les mesures de politique monétaire de la Réserve fédérale ont des effets non négligeables sur les conditions de financement dans les pays émergents, alors que les retombées des politiques de la Banque centrale européenne (BCE) sont plus modestes et régionales. Comme lors de l'épisode du « *taper tantrum* » de 2013 (volatilité résultant d'une annonce de la Réserve fédérale à l'été 2013), les signaux annonçant un resserrement *inopiné* de la politique monétaire aux États-Unis dopent les rendements dans les pays émergents, provoquent des sorties d'investissements de portefeuille et déprécient les monnaies des pays émergents. L'intensité de ces effets varie selon les périodes et les pays : ils semblent plus puissants qu'avant la crise financière mondiale, ainsi que dans les pays jugés plus risqués par les investisseurs. Les perceptions du risque (*canal du risque*) joueraient donc un rôle important dans la transmission des retombées. Il est à noter que la variation des rendements intérieurs résulte presque en totalité d'une variation de la prime d'échéance, tandis que les anticipations révisées des taux directeurs dans les pays émergents n'y contribuent qu'à la marge. L'assouplissement monétaire décidé par la Réserve fédérale a contribué à la diminution de plus de 100 points de base des rendements dans les pays émergents durant la pandémie, et l'annonce de lignes d'échange de dollars entre banques centrales a réussi à calmer les marchés.
- La publication de bonnes nouvelles concernant l'économie américaine, même quand elle s'accompagne

d'anticipations d'un durcissement de la politique monétaire aux États-Unis, a relativement peu d'effets négatifs sur les conditions de financement dans les pays émergents. Après l'annonce d'une embellie sur le front du marché de l'emploi aux États-Unis, il semble que les capitaux affluent dans les pays émergents, que l'indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange (VIX) et les primes de risque sur les obligations d'emprunteurs émergents libellées en dollar chutent, tandis que les rendements des obligations nationales des pays émergents tendent à augmenter. Cela pourrait notamment s'expliquer par un *canal de risque* positif (appétit accru pour le risque au niveau mondial) et par un *canal commercial* positif, en vertu duquel les nouvelles positives concernant la croissance aux États-Unis sont également associées à des perspectives de croissance plus favorables dans les pays émergents, d'où des taux directeurs attendus en hausse dans ces pays. Des rebonds surprises de l'inflation aux États-Unis conduisent aussi à une hausse des rendements nominaux américains, mais paraissent sans effets sur les conditions de financement dans les pays émergents. Enfin, les annonces relatives au développement de vaccins contre la COVID-19 dans les pays avancés ont eu des effets particulièrement bénéfiques dans les pays émergents, où les rendements des obligations nationales n'ont pas augmenté et les monnaies ne se sont pas dépréciées.

- Les cadres nationaux monétaire et budgétaire aident à prédire la capacité des pays émergents à assouplir leur politique monétaire pendant la pandémie. À situation économique égale, les pays avec des taux de change plus flexibles, des banques centrales plus transparentes et des cadres de politique budgétaire et monétaire fondés sur des règles ont davantage réduit leurs taux directeurs et étaient plus susceptibles d'annoncer des PAA. Dans les pays dont la marge de manœuvre budgétaire était plus restreinte, la probabilité d'un PAA était plus faible. De manière générale, les PAA semblent avoir contribué à une stabilisation des conditions de financement intérieures.

Compte tenu du caractère unique de l'épisode actuel, il faut faire preuve de prudence avant d'extrapoler les expériences passées et d'en tirer des leçons pour l'avenir. Cela étant, il semble ressortir de ce chapitre qu'une reprise mondiale à plusieurs vitesses, avec une croissance se redressant plus vite dans les pays avancés, ne pourrait pas conduire à elle seule à un resserrement prématuré des conditions de financement mondiales dans les pays émergents. À supposer que l'inflation ne se maintienne pas de façon prolongée

au-dessus de la cible, un règlement plus rapide que prévu de la pandémie dans les pays avancés pourrait alimenter des afflux de capitaux importants vers les pays émergents et préémergents, surtout si les taux d'intérêt restent bas dans les pays avancés. Le cas échéant, les pays émergents pourraient se servir de divers outils pour réduire l'accumulation des risques financiers internes (FMI, 2020).

Si, avec l'affermissement de la reprise, les banques centrales des pays avancés devaient plutôt signaler des risques inflationnistes plus préoccupants, un resserrement inattendu des conditions de financement mondiales rappelant l'épisode du *taper tantrum* de 2013 ne serait alors peut-être pas exclu. Pour atténuer ce risque, ces banques doivent continuer d'informer clairement les marchés sur leurs politiques et leurs orientations, y compris sur leurs nouveaux cadres d'action. Dans les pays émergents, des mesures visant à renforcer la confiance dans la viabilité de la dette à moyen terme peuvent réduire la sensibilité des conditions de financement intérieures aux effets de contagion. Le renforcement des cadres budgétaires et monétaires contribuerait aussi à dégager des marges de manœuvre pour des mesures monétaires contracycliques plus énergiques.

Répercussions sur les conditions de financement dans les pays émergents

La présente section analyse plusieurs événements pour répondre à deux questions : comment les conditions de financement dans les pays émergents évoluent-elles après l'annonce de *mesures de politique monétaire inattendues* dans les pays avancés ? Comment les conditions de financement dans les pays émergents évoluent-elles en cas d'*annonces surprises concernant l'état de l'économie* dans les pays avancés⁵ ? Ces deux questions sont complémentaires. La première porte sur l'évolution des conditions financières entièrement attribuable aux répercussions d'une annonce *inattendue* des banques centrales dans les pays avancés. La seconde porte sur l'évolution des conditions financières qui est plutôt entièrement attribuable aux nouvelles sur la situation économique dans les pays avancés et aux conséquences que ces nouvelles peuvent avoir, notamment les inflexions *attendues* des politiques monétaires qui peuvent en résulter dans les pays avancés. Les nouvelles dont il est question ici pourraient, par

⁵Dans les deux exercices, l'échantillon couvre 60 pays émergents, sauf pour certains indicateurs, calculés pour un nombre plus limité de pays. Ainsi, seuls 21 pays émergents disposent de données sur le rendement des obligations souveraines. L'échantillon de pays à faible revenu contient des données sur les taux de change pour 23 pays, mais pour 5 d'entre eux seulement en ce qui concerne les rendements des obligations d'État.

exemple, concerner les rémunérations ou l'élaboration de vaccins contre la COVID-19.

Quel que soit le type de choc considéré, les effets de contagion entre la situation dans les pays avancés et les conditions de financement dans les pays émergents se propagent par divers canaux. Le chapitre en examine deux en particulier. Le premier est le « canal du risque » : les changements inattendus de la politique monétaire dans les pays avancés modifient la perception du risque et donc les conditions de financement dans les pays émergents. Le deuxième est le « canal du commerce » : les nouvelles sur la conjoncture économique dans les pays avancés modifient la conjoncture économique et les débouchés d'investissement dans les pays émergents. La politique monétaire dans les pays émergents réagit à ces deux types de changements, comme il est expliqué à la section suivante.

Répercussions des surprises de politique monétaire en provenance des pays avancés

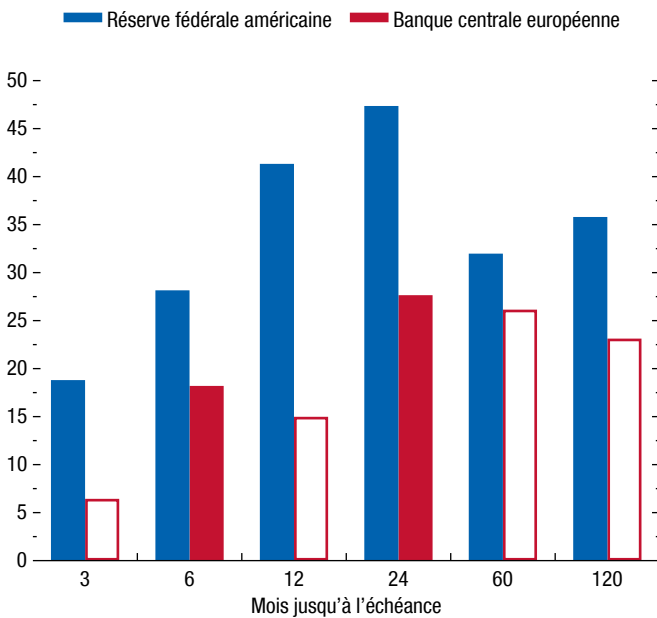
Cadre d'analyse

Les surprises de politique monétaire aux États-Unis et dans la zone euro sont définies comme des variations des rendements des obligations souveraines à deux ans dans une fenêtre de temps donnée encadrant chaque annonce de politique monétaire. L'échéance de deux ans retenue dans les études de Gertler et Karadi (2015) et de Hanson et Stein (2015) permet de tenir compte des effets des cadrages prospectifs et des achats d'actifs⁶. Pour la zone euro, le rendement à deux ans est la moyenne pondérée des rendements correspondants pour l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne. Dans le cas de la Réserve fédérale, la fenêtre couvre toute la journée de l'annonce ; dans celui de la BCE, elle ne couvre que les deux heures entourant les communiqués et les conférences de presse du Conseil des gouverneurs⁷. Les répercussions des annonces de politique monétaire de la Réserve fédérale ou de la BCE sont mesurées par les variations de divers prix

⁶Au sujet de la robustesse des résultats si l'on utilise des rendements à différentes échéances pendant des périodes de plancher à zéro, voir l'annexe en ligne 4.1. Toutes les annexes sont disponibles (en anglais) à l'adresse www.imf.org/en/Publications/WEO.

⁷Pour les États-Unis, les dates des annonces de politique monétaire ont été fournies directement par le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale. Pour la BCE, les surprises monétaires intrajournalières sont tirées des données en ligne d'Altavilla *et al.* (2019) jusqu'en avril 2020 et fusionnées avec les variations journalières des rendements pour les autres annonces faites en 2020. Nous obtenons ainsi 176 et 217 annonces inattendues faites respectivement par la Réserve fédérale et la BCE entre 2000 et 2020. Pour plus de détails sur la spécification économétrique, voir l'annexe en ligne 4.1.

Graphique 4.6. Variation des courbes des rendements des obligations publiques dans les pays émergents après des décisions de politique monétaire inattendues
(En points de base)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les variations sur deux jours des courbes des rendements des obligations publiques en monnaie locale dans les pays émergents après un resserrement surprise de 100 points de base de la politique monétaire aux États-Unis ou dans la zone euro. Les barres pleines et les barres vides correspondent respectivement aux échéances statistiquement significatives et non significatives.

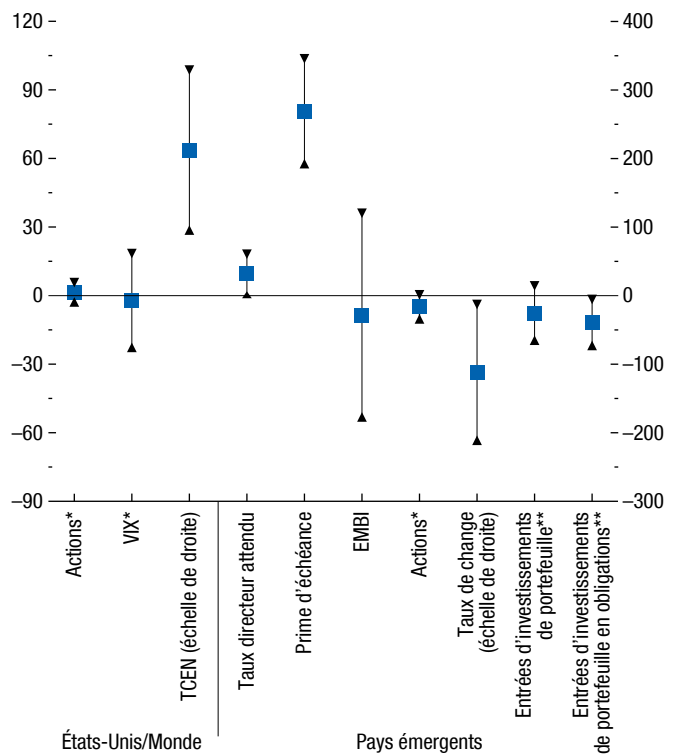
des actifs et divers indicateurs financiers dans les pays émergents pendant la fenêtre de deux jours entourant les annonces de politique monétaire, et ce pour tenir compte des différences de fuseaux horaires.

Effets sur les pays émergents

La politique monétaire conduite aux États-Unis a d'importantes répercussions sur les rendements des obligations souveraines des pays émergents, quelle que soit l'échéance considérée (graphique 4.6). Un resserrement surprise de 100 points de base décidé par la Réserve fédérale se traduit par une hausse de 47 points du rendement à deux ans des emprunts publics dans les pays émergents⁸. Les surprises de politique monétaire en

⁸Ces estimations confirment celles des études suivantes : Bowman, Londono et Saprizza (2015) ; Curcucu *et al.* (2018) ; Albagli *et al.* (2019) ; Caballero et Kamber (2019) ; Hoek, Kamin et Yoldas (2020). Une analyse distincte montre que les assouplissements et durcissements inattendus de la politique monétaire américaine produisent des effets symétriques sur les marchés émergents.

Graphique 4.7. Effets de modifications inattendues de la politique monétaire américaine sur certaines variables
(En points de base ; * = en points de pourcentage ; ** = en points de base du PIB annuel)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les carrés correspondent à la réaction de chaque variable à un durcissement surprise de 100 points de base de la politique monétaire américaine, et les taquets à des intervalles de confiance à 90 %. Une hausse du taux de change effectif nominal (TCEN) pour les États-Unis, ou du taux de change nominal vis-à-vis des États-Unis pour les pays émergents, indique une appréciation. EMBI = J.P. Morgan Emerging Bond Index ; VIX = indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange.

provenance de la zone euro ont des effets plus modestes, qui ne sont statistiquement significatifs qu'à des échéances intermédiaires ou dans les pays émergents plus intégrés avec la zone euro sur le plan économique⁹.

Les surprises provenant des États-Unis ont aussi des répercussions importantes sur les taux de change et les flux de capitaux dans les pays émergents, mais aucun effet systématique n'est démontré sur les cours de bourse dans les pays émergents ni sur les écarts EMBI (indice mondial de référence des obligations de marchés émergents) (graphique 4.7). Chaque resserrement de 100 points de base

⁹Par exemple, dans les marchés émergents ayant des liens commerciaux plus étroits avec la zone euro, la réaction des rendements à 3 mois, 6 mois et 10 ans est plus marquée que dans les autres, donnant à penser que les conditions de financement dans les pays d'Europe centrale et orientale subissent davantage l'influence de la politique monétaire de la BCE.

de la politique monétaire aux États-Unis entraîne immédiatement une dépréciation d'un point des monnaies des pays émergents vis-à-vis du dollar et des sorties de capitaux des pays émergents équivalant à 7 points de base du PIB annuel¹⁰. Bien que ces monnaies (pondérées en fonction des échanges) se déprécient effectivement après un resserrement dans la zone euro, les surprises liées à la politique monétaire de la BCE semblent sans incidence sur les primes d'échéance, les taux d'intérêt à court terme attendus, les cours de bourse, les flux d'investissement de portefeuille ou les marges souveraines dans le pays émergent moyen. Compte tenu des répercussions relativement modestes des annonces de la BCE, le reste du chapitre se concentre sur les effets de contagion de la politique monétaire américaine.

L'examen des épisodes passés montre que la politique monétaire des États-Unis a eu des répercussions particulièrement notables pendant la période incluant la crise financière mondiale, la crise de la dette dans la zone euro et le *taper tantrum* de 2013 (graphique 4.8). Bien que la sensibilité des rendements dans les pays émergents ait diminué à partir de 2014, elle semble toujours plus importante qu'avant la crise financière mondiale¹¹.

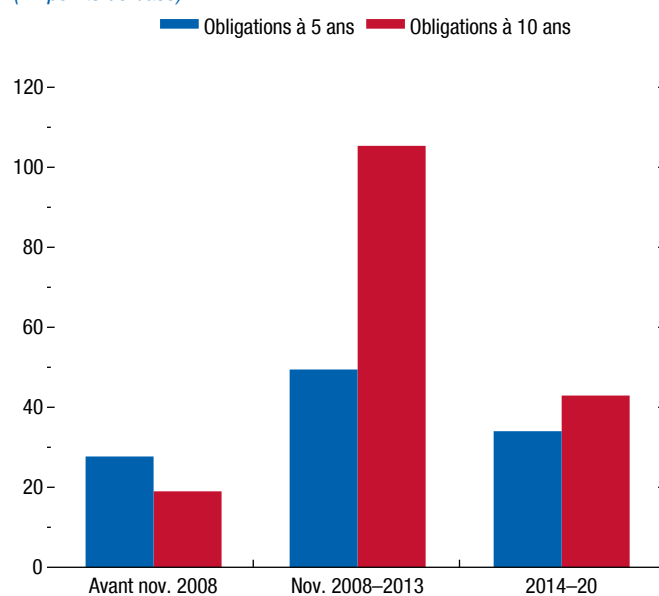
Le « canal du risque »

Il faut garder à l'esprit que, au-delà des effets moyens vus plus haut, les conditions de financement dans les pays émergents réagissent de manière très hétérogène aux modifications de la politique monétaire dans les pays avancés. L'examen de certaines caractéristiques de cette hétérogénéité peut nous donner un aperçu partiel des canaux de transmission spécifiques des retombées internationales des politiques monétaires. Comme l'illustre le graphique 4.9, les pays dont la dette souveraine est classée dans la catégorie spéculative voient le rendement à 10 ans de leurs obligations d'État augmenter de 27 points de base de plus après un resserrement surprise de 100 points de la politique monétaire aux États-Unis.

¹⁰Le chapitre se concentre sur la variation des taux de change des pays émergents vis-à-vis du dollar. De nombreuses études soulignent le rôle prépondérant du taux de change du dollar dans les chocs financiers qui ébranlent les marchés émergents (en raison de la dollarisation des passifs, par exemple) et dans les chocs perturbant la demande (en raison de la facturation en dollar des échanges internationaux). À ce sujet, voir par exemple Calvo et Reinhart (2002) et Gopinath *et al.* (2020).

¹¹Bien que la sensibilité soit plus importante, l'écart n'est pas significatif sur le plan statistique. Un examen plus poussé des chocs sur les titres du Trésor américain à 10 ans semble montrer que cette sensibilité accrue est sans lien avec l'adoption de mesures de politique monétaire non conventionnelles par les pays avancés.

Graphique 4.8. Évolution temporelle de la sensibilité des rendements dans les pays émergents aux modifications inattendues de la politique monétaire américaine
(En points de base)



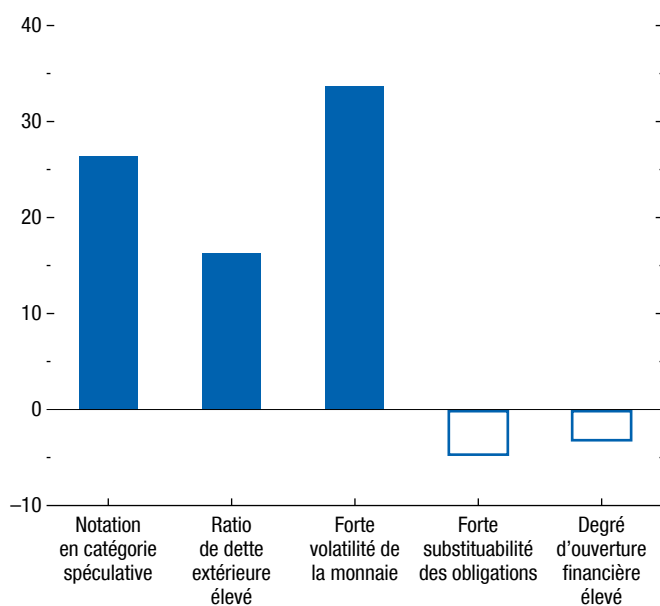
Source : calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent les effets d'un durcissement surprise de 100 points de base de la politique monétaire américaine sur les rendements des obligations publiques à 5 et 10 ans des pays émergents à différentes périodes. L'allongement des barres entre la période antérieure à novembre 2008 et la période 2014–20 n'est pas statistiquement significatif.

Les répercussions sont également plus importantes dans les pays dont la dette est en partie extérieure ou dont la monnaie est plus volatile. Entre un pays situé dans le 25^e centile de la distribution internationale de la dette extérieure (l'Arménie, par exemple) et un pays au 75^e centile (Brésil), l'écart de sensibilité des rendements à 10 ans est de 17 points. De même, si l'on passe d'un pays dont la volatilité monétaire est dans le 25^e centile (Roumanie, par exemple) à un pays situé dans le 75^e centile (Russie), la réaction des rendements à 10 ans augmente de 20 points.

La sensibilité des rendements à ces trois indicateurs peut être utilisée pour construire un « indice de vulnérabilité », dont nous nous servons dans la section suivante du chapitre, consacrée aux facteurs qui déterminent les réactions de politique monétaire dans les pays émergents pendant la pandémie. De plus, tous ces indicateurs peuvent être considérés comme des mesures indirectes d'une certaine forme de risque. Le risque de défaillance d'un emprunteur souverain, en particulier, est influencé par le niveau et la trajectoire attendue de la dette

Graphique 4.9. Facteurs amplifiant les répercussions des modifications inattendues de la politique monétaire américaine
(En points de base)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique illustre le fait que la sensibilité des rendements à 10 ans dans les pays émergents à chaque hausse surprise de 100 points de base des taux américains varie en fonction des caractéristiques du pays. La sensibilité est « élevée » au 75^e centile de la distribution de la caractéristique concernée pendant la dernière année disponible. Pour une notation en catégorie « investissement », un ratio de dette extérieure faible, une faible volatilité de la monnaie, une faible substituabilité des obligations et un faible degré d'ouverture financière, les valeurs sont respectivement de 0, 0, 14, -2 et 3 ; elles n'apparaissent pas dans ce graphique. Les barres pleines et les barres vides correspondent respectivement aux caractéristiques économiques statistiquement significatives et non significatives.

publique et constitue donc un canal par lequel la politique budgétaire influe directement sur les conditions de financement dans les pays émergents et donc indirectement sur la conduite de la politique monétaire.

Le fait que les pays dont le risque souverain est perçu comme plus élevé subissent des répercussions plus importantes semble indiquer que la politique monétaire des États-Unis se transmet aux pays émergents par un « canal du risque », c'est-à-dire que la politique monétaire américaine peut modifier le niveau de risque objectif des actifs de pays émergents (par exemple en modifiant la perception des probabilités de défaillance) ou l'aversion des investisseurs pour le risque (Chen, Griffoli et Sahay, 2014 ; FMI, 2014 ; Bowman, Londono et Sapriza, 2015 ; Ahmed, Coulibaly et Zlate, 2017 ; Kalemlı-Özcan, 2019)¹². En revanche, le chapitre ne

¹²En l'occurrence, la conclusion concernant un possible *canal du risque* se fonde uniquement sur l'observation de la réaction hétérogène

trouve aucun élément démontrant directement que l'ouverture financière ou une corrélation plus étroite entre le rendement total des obligations souveraines émergentes et celui des titres du Trésor américain (variable approchée de la substituabilité des obligations du point de vue des investisseurs) seraient associées dans les pays émergents à une sensibilité accrue des rendements intérieurs aux chocs de politique monétaire venus des États-Unis (graphique 4.9)¹³.

Les variations des rendements d'obligations publiques dans les pays émergents sont presque entièrement attribuables aux variations des primes d'échéance, laissant penser que le niveau de risque perçu des obligations de pays émergents augmente après un durcissement inattendu de la politique monétaire américaine ; ce dernier point confirme le résultat selon lequel les pays présentant un risque souverain accru sont plus sensibles aux répercussions. Les marchés s'attendent effectivement à ce que les banques centrales des pays émergents emboîtent le pas à la Réserve fédérale en resserrant également leur politique monétaire respective, mais seulement légèrement. Ces conclusions se fondent sur des modèles factoriels dynamiques (Adrian, Crump et Moench, 2013), pour scinder la variation des rendements des obligations publiques à 5 ans dans les pays émergents en une composante attribuée aux variations du taux directeur *attendu* dans les pays émergents et une composante résiduelle, liée à la *prime d'échéance*. Cette prime correspond au surcroît de rendement exigé par les investisseurs pour le surcroît de risque (risque d'inflation, risque de liquidité, risque de crédit, etc.) associé aux taux de rendement à long terme fixes (graphique 4.7).

des rendements obligataires pour différentes catégories d'emprunteurs souverains (graphique 4.9). Rien ne prouve par contre l'existence d'un canal du *risque* si l'on s'en tient au VIX (graphique 4.7), qui est une mesure de l'aversion mondiale pour le risque dont de nombreuses études (par exemple Bekaert, Hoerova et Lo Duca, 2013), mais pas toutes (par exemple Bekaert, Hoerova et Xu, 2020), constatent qu'elle réagit de manière significative aux changements inattendus de la politique monétaire américaine.

¹³La progression de ces deux mesures dans un pays émergent pourrait signifier que ceux qui investissent dans ce pays sont plus enclins à modifier la composition de leur portefeuille après une annonce relative à la politique monétaire des États-Unis, ce qui indiquerait la présence d'un « canal de l'équilibre des portefeuilles ». Le fait que les deux estimateurs ne soient pas significatifs pourrait alors indiquer que le « canal de l'équilibre des portefeuilles » a un rôle limité dans la transmission des répercussions de la politique monétaire conduite dans les pays avancés. Le degré de substituabilité des obligations d'État d'un pays avec des titres du Trésor américain est mesuré par la corrélation entre le rendement total des obligations d'État à 10 ans en monnaie locale (converti en dollar aux taux de change du marché) et le rendement total des titres du Trésor américain à 10 ans. Pour plus de détails, voir l'annexe en ligne 4.1.

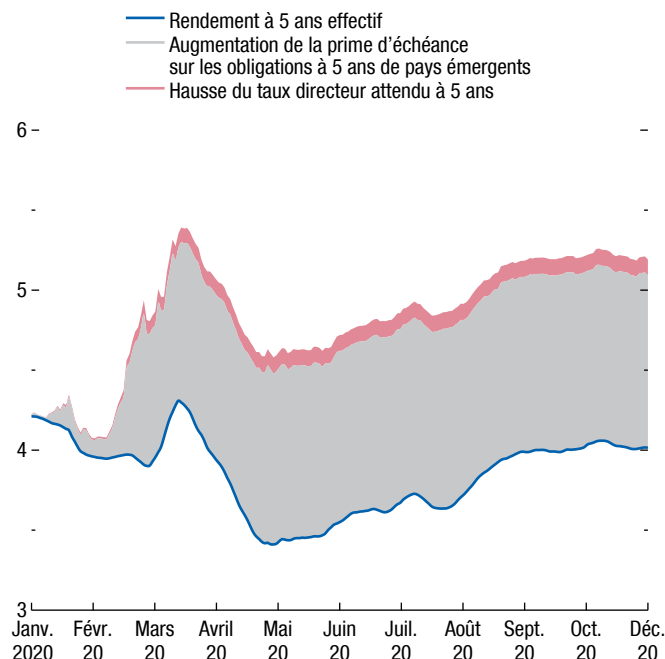
Il faut évidemment faire preuve de prudence en décomposant le rendement entre taux directs attendus et primes d'échéance, car cette décomposition est sensible aux hypothèses des modèles. Qui plus est, les anticipations du marché concernant l'évolution des taux directs peuvent être un indicateur imparfait des taux directs futurs effectifs, surtout sur de longues périodes. Néanmoins, les résultats présentés ici donnent à penser que, si les conditions de financement globales dans les pays émergents réagissent fortement aux inflexions de la politique monétaire américaine, ce n'est pas le cas des politiques monétaires menées dans les pays émergents.

Cela signifie que la politique monétaire est conduite avec certain degré d'autonomie dans les pays émergents, comme le montrait le chapitre 3 de l'édition d'avril 2017 du *Global Financial Stability Report* (Rapport sur la stabilité financière dans le monde). En même temps, le durcissement, par le biais des primes d'échéance, des conditions de financement globales après un resserrement inattendu de la politique monétaire américaine peut sans doute freiner la croissance dans les pays émergents. Si les banques centrales de ces pays avaient une complète autonomie pour ajuster leur politique de taux d'intérêt, on pourrait raisonnablement penser que les futurs taux directs pourraient chuter pour compenser la hausse des rendements intérieurs. Le fait que ce ne soit pas le cas (une légère hausse des futurs taux directs est en fait anticipée) pourrait indiquer que ces banques centrales n'ont qu'une autonomie partielle.

Répercussions de la politique monétaire américaine pendant la pandémie

Comme le montre le graphique 4.10, la moyenne (pondérée en fonction du PIB) des rendements sur les marchés émergents a d'abord augmenté en février 2020, puis a rapidement chuté jusqu'à fin avril avant de revenir lentement aux alentours de 4 % à la fin de 2020. Même si, comme nous l'avons déjà noté, les répercussions de la politique monétaire sont hétérogènes au sein du groupe des pays émergents, les estimations de ce chapitre peuvent être utilisées pour effectuer quelques calculs sommaires laissant penser que, si la Réserve fédérale n'avait pas assoupli sa politique monétaire en mars, les rendements moyens dans les pays émergents auraient été supérieurs de plus d'un point, essentiellement en raison de la hausse des primes d'échéance. Certes, si la Réserve fédérale n'avait pas décidé d'un assouplissement en pleine crise mondiale, il y aurait eu de graves conséquences sur les marchés financiers ; il est donc probable que les

Graphique 4.10. Scénario contrefactuel : conditions de financement dans les pays émergents en l'absence d'assouplissement de la politique de la Réserve fédérale américaine
(Moyenne pondérée ; en pourcentage par an)



Source : calculs des services du FMI.

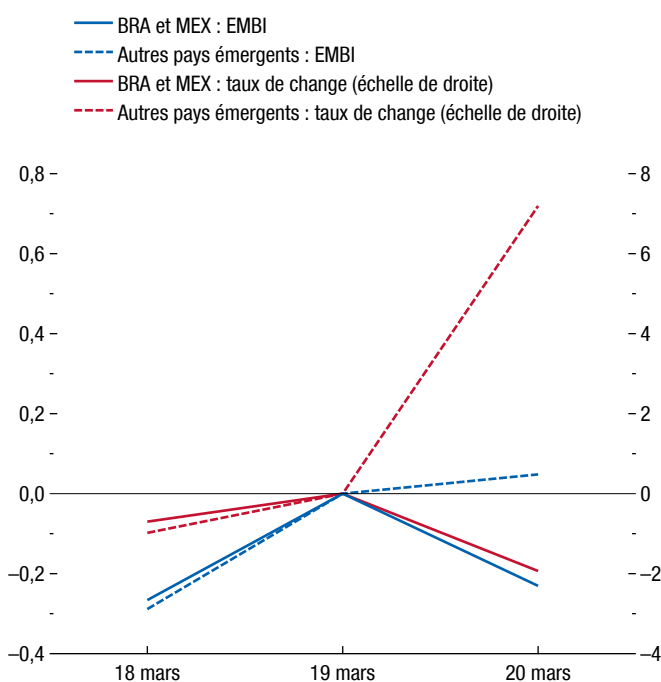
Note : La mention « à 5 ans » renvoie aux obligations d'État assorties d'une échéance de 5 ans.

répercussions estimées des décisions de mars 2020 qui figurent au graphique 4.10 sont une estimation basse des effets réellement engendrés.

Certaines des mesures de politique monétaire prises par les banques centrales dans les pays avancés pendant la pandémie visaient à modifier les conditions de financement sur les marchés étrangers, pays émergents y compris. C'est le cas, par exemple, de l'annonce faite par la Réserve fédérale le 19 mars 2020 au sujet des lignes de crédit réciproque provisoirement établies avec neuf autres banques centrales pour échanger des dollars¹⁴. Le Brésil et le Mexique étaient les seuls pays émergents à en faire partie et constituent donc un cas de figure intéressant pour évaluer l'efficacité de cet outil visant à limiter les problèmes de

¹⁴Les lignes de crédit réciproque peuvent être d'utiles sources provisoires de dollars pour les banques centrales contreparties, qui peuvent s'en servir pour prêter des dollars aux intermédiaires financiers sans toucher à leurs réserves internationales. Ces lignes peuvent aussi avoir un effet favorable sur la confiance des investisseurs dans les conditions de liquidité.

Graphique 4.11. Effets des annonces de lignes de crédit réciproque pour le Brésil et le Mexique
(En pourcentage ; variations après le 19 mars 2020)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : BRA et MEX renvoient respectivement au Brésil et au Mexique. Pour les écarts EMBI, les variations sont mesurées en points de pourcentage par rapport aux chiffres du 19 mars ; pour les taux de change, les variations sont mesurées en pourcentage par rapport aux taux de ce jour-là. Les hausses indiquent des dépréciations. EMBI = J.P. Morgan Emerging Market Bond Index.

financement en dollar. Le graphique 4.11 montre qu'à la suite de l'annonce, les écarts de taux sur les titres des dettes souveraines brésilienne et mexicaine libellées en dollar ont diminué, contrairement aux écarts dans d'autres pays émergents, qui ont continué d'augmenter. De même, le real brésilien et le peso mexicain se sont appréciés, tandis que les monnaies d'autres pays émergents ont continué de perdre de la valeur. L'annonce des lignes de crédit réciproque semble donc avoir été efficace pour stabiliser les conditions de financement dans ces deux pays.

Répercussions des nouvelles économiques concernant les pays avancés

Cadre d'analyse

La méthodologie utilisée ici est très comparable à celle dont nous nous sommes servis pour examiner les répercussions des surprises de politique monétaire, à ceci près que les chocs provenant des pays avancés incluent les

nouvelles relatives 1) à l'activité économique aux États-Unis, 2) à l'inflation aux États-Unis et 3) à la mise au point de vaccins dans les pays avancés.

Les nouvelles concernant l'activité économique et l'inflation aux États-Unis sont représentées par les annonces inattendues sur les rémunérations hors secteur agricole et sur l'inflation des prix à la consommation hors énergie et alimentation publiées entre 2000 et 2020¹⁵. Les nouvelles relatives au développement des vaccins dans les pays avancés sont représentées par la position du rendement des actions Moderna et Pfizer-BioNTech (centile supérieur ou inférieur de leur distribution historique) en tenant compte de leur covariation habituelle avec un portefeuille composé de titres du secteur de la santé¹⁶. En l'occurrence, l'analyse couvre la période du 1^{er} avril au 15 décembre 2020, pendant laquelle des annonces positives sur l'élaboration des vaccins contre la COVID-19 ont été publiées, même si elles concernaient surtout des vaccins assortis de stricts impératifs de respect de la chaîne du froid qui compliquent leur livraison dans nombre de pays émergents et pays en développement.

Retombées dans les pays avancés et les pays émergents

Les bonnes nouvelles concernant l'activité économique aux États-Unis dopent les taux d'intérêt américains à moyen terme (graphique 4.12). L'effet est manifeste à toutes les échéances et, en moyenne sur les 20 années considérées, il résulte presque toujours d'anticipations de relèvement des taux d'intérêt de la politique monétaire (sans quasiment aucune variation des primes d'échéance américaines). Les bonnes nouvelles économiques en provenance des États-Unis atténuent l'incertitude au niveau mondial, mesurée par le VIX, et entraînent une appréciation effective du dollar en valeur nominale. Les cours boursiers ne sont pas fortement perturbés, sans doute parce que les anticipations de relèvement des taux directs contrebalancent l'effet sur les cours de l'amélioration des perspectives économiques pour les entreprises¹⁷.

L'effet des bonnes nouvelles concernant l'activité économique aux États-Unis sur les conditions de financement dans le pays émergent moyen tend à être anodin par rapport à l'effet des modifications inattendues de la politique

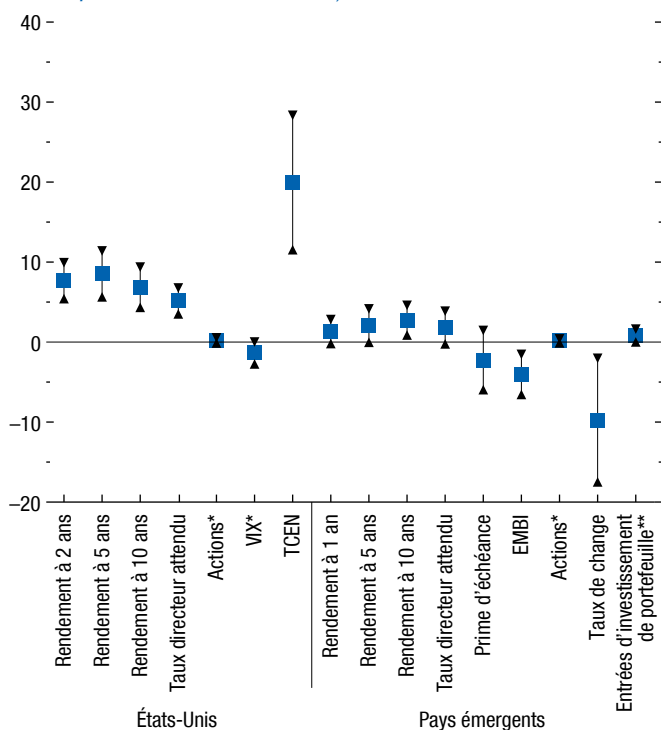
¹⁵Données fournies par Gürkaynak, Kisacikoğlu et Wright (2020).

¹⁶Les laboratoires Moderna et BioNTech mettent au point des vaccins qui devraient assurer en 2021 une couverture vaccinale relativement large dans les pays avancés, très supérieure à la celle dans les pays émergents.

¹⁷Au sujet de l'absence d'effet manifeste sur les cours boursiers aux États-Unis, voir Gürkaynak, Kisacikoğlu et Wright (2020).

Graphique 4.12. Effets des nouvelles positives concernant l'activité économique aux États-Unis

(En points de base ; * = en points de pourcentage ; ** = en points de base du PIB annuel)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les carrés correspondent aux effets estimés d'une variation surprise de deux écarts-types des salaires non agricoles aux États-Unis, et les taquets représentent des intervalles de confiance à 90 %. Les taux directeurs attendus moyens sont calculés à 10 ans pour les États-Unis et à 5 ans pour les pays émergents. Une hausse du taux de change effectif nominal (TCEN) pour les États-Unis ou du taux de change nominal vis-à-vis des États-Unis pour les pays émergents indique une appréciation. Les entrées d'investissements de portefeuille renvoient à des investissements en obligations. EMBI = J.P. Morgan Emerging Market Bond Index ; VIX = indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange.

monétaire¹⁸. En moyenne, ce type de nouvelles entraîne bien une dépréciation de la monnaie dans les pays émergents. Toutefois, en parallèle à une baisse du VIX, les primes de risque de défaillance sur les dettes des pays émergents libellées en dollar (Emerging Market Bond Index, EMBI) sont alors *en chute* et les capitaux de portefeuille *affluent* vers les pays émergents (l'effet sur les entrées de capitaux est assorti d'un niveau de confiance statistique modéré, avec une valeur *p* de 13 %). Ces constats plaident en faveur d'un *canal du risque* positif, en vertu duquel les bonnes nouvelles de l'économie américaine réduisent l'aversion des investisseurs internationaux pour le risque. En outre, les rendements des obligations locales semblent

¹⁸Cela rejoint les conclusions d'études effectuées antérieurement, telles que FMI (2014) et Hoek, Kamin et Yoldas (2020).

toujours augmenter dans le pays émergent moyen (même si l'importance statistique est limitée), mais la hausse actuelle paraît entièrement refléter les anticipations de relèvement des taux directeurs, peut-être liées aux anticipations d'une embellie sur le plan de la croissance. Un tel tableau conforterait l'hypothèse du « canal commercial » positif, dont l'efficacité varierait sans doute selon les pays, avec une augmentation de la demande globale dans les pays avancés entraînant une hausse de la demande de biens exportables produits dans les pays émergents¹⁹.

Les nouvelles positives au sujet de la vaccination anti-COVID-19 dans les pays avancés ont eu des effets bénéfiques, notamment parce que la réaction des taux d'intérêt américains a été modérée (graphique 4.13). Aux États-Unis, les rendements à plus long terme ont progressé à l'annonce de ces nouvelles, mais les rendements à deux ans n'ont pas réagi, reflétant l'engagement explicite de la Réserve fédérale à conserver une orientation expansionniste jusqu'à ce qu'une reprise solide soit amorcée²⁰. Les bonnes nouvelles sur le front des vaccins ont poussé à la hausse les anticipations de bénéfices des sociétés et les cours boursiers aux États-Unis, dans le contexte d'une réponse discrète de la politique monétaire, et le dollar ne s'est pas apprécié.

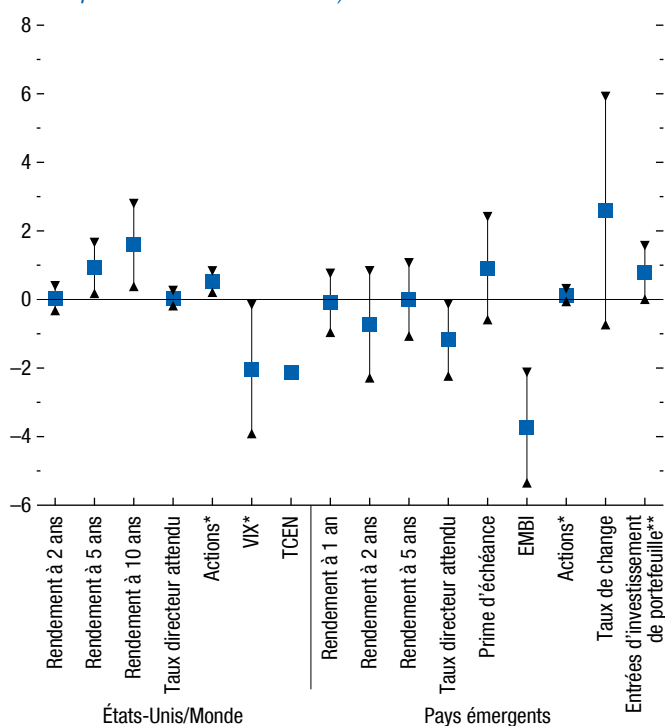
Les rendements sur le marché obligataire national du pays émergent moyen n'ont pas réagi aux nouvelles concernant les vaccins, et certains éléments indiquaient même la probabilité d'un assouplissement de la politique monétaire intérieure. Sur les marchés boursiers nationaux, les cours ont en moyenne augmenté. Comme c'est le cas quand les nouvelles économiques sont bonnes, le VIX a chuté et les primes sur les obligations de référence de pays émergents ont diminué, tandis que les capitaux ont afflué *vers* les pays émergents (cette fois, de manière statistiquement significative). Les effets favorables des nouvelles positives concernant les vaccins sur les conditions de financement dans les pays émergents se transmettent sans doute simultanément par les canaux précités du *risque* et du *commerce*, auxquels s'ajoutent l'anticipation de taux d'intérêt américains « bas pour longtemps » et, éventuellement, l'amélioration des perspectives de vaccination à l'échelle planétaire.

¹⁹D'autres tests montrent qu'après une progression de l'emploi aux États-Unis, les primes sur les obligations libellées en dollar chutent davantage et les taux de change se déprécient moins dans les pays émergents dont les liens commerciaux avec les États-Unis sont plus étroits. Pour plus de détails, voir l'annexe en ligne 4.1.

²⁰Même à 10 ans, la hausse des rendements aux États-Unis est entièrement attribuable à l'augmentation des primes d'échéance, et non aux relèvements des taux directeurs à court terme résultant d'une politique conventionnelle.

Graphique 4.13. Effets des nouvelles positives concernant les vaccins contre la COVID-19

(En points de base ; * = en points de pourcentage ; ** = en points de base du PIB annuel)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les carrés correspondent aux effets estimés de nouvelles positives concernant la vaccination, et les triangles représentent des intervalles de confiance à 90 %. Les taux directeurs attendus moyens sont calculés à 10 ans pour les États-Unis et à 5 ans pour les pays émergents. Une hausse du taux de change effectif nominal (TCEN) pour les États-Unis ou du taux de change nominal vis-à-vis des États-Unis pour les pays émergents indique une appréciation. Les bandes de confiance pour le TCEN sont larges ; elles n'apparaissent pas ici pour une question d'espace. EMBI = J.P. Morgan Emerging Market Bond Index ; VIX = indice de volatilité du Chicago Board Options Exchange.

Enfin, il ressort du chapitre que les rendements à plus long terme nominaux aux États-Unis augmentent aussi quand l'inflation y est plus élevée que prévue, mais ces surprises semblent sans effet sur le dollar, les cours de bourse américains pris collectivement ou le VIX. Une inflation inattendue aux États-Unis a des répercussions minimales sur les taux d'intérêt dans le pays émergent moyen²¹ et rien ne montre de façon probante qu'elle influe sur les taux de change, les cours boursiers en général ou les primes sur la dette libellée en dollar. L'absence de répercussions de l'inflation aux États-Unis pourrait s'expliquer par un mélange de chocs liés à l'évolution de la demande et des coûts aux États-Unis, qui aurait des conséquences opposées sur

²¹ Les répercussions de l'inflation aux États-Unis sur les taux d'intérêt dans les pays émergents varient légèrement selon la méthode employée ; pour plus d'explications, voir l'annexe en ligne 4.1.

la croissance dans les autres pays. De prochains travaux pourraient chercher à déterminer si le choc d'inflation aux États-Unis a des répercussions différentes en fonction des facteurs spécifiques qui en sont à l'origine.

Répercussions dans les pays à faible revenu

En règle générale, les conditions de financement dans les pays à faible revenu réagissent moins que les conditions de financement dans les pays émergents aux modifications inattendues de la politique monétaire de Réserve fédérale ou de la BCE, ou encore aux nouvelles concernant l'activité économique aux États-Unis ou les vaccins contre la COVID-19. Il y a toutefois quelques exceptions. Premièrement, les bonnes nouvelles relatives aux vaccins en 2020 ont rehaussé le rendement des obligations d'État à 10 ans, en moyenne, dans les cinq pays à faible revenu pour lesquels nous disposons de séries de données (Ghana, Kenya, Nigéria, Ouganda, Viet Nam). Deuxièmement, les bonnes surprises concernant la politique monétaire de la BCE tendent à stimuler le rendement des obligations d'État à 6 mois, en moyenne, dans les trois pays à faible revenu pour lesquels des données sont disponibles (Nigéria, Rwanda, Zambie). Troisièmement, les monnaies des pays à faible revenu se déprécient d'environ 1,2 %, en moyenne, par rapport au dollar pour chaque resserrement inattendu de 100 points de base décidé par la Réserve fédérale, ce qui est comparable à la réaction dans les pays émergents. Cela étant, même si l'effet des politiques monétaires sur les conditions de financement dans les pays à faible revenu paraît plus modeste que celui observé dans les pays émergents, il peut se révéler considérable sur les cours des produits de base, entraînant des répercussions globalement importantes pour les pays qui exportent ces produits.

Facteurs déterminants de la réaction de politique monétaire des pays émergents

Les PAA et les mesures conventionnelles d'abaissement des taux directeurs ont été les deux principaux instruments de politique monétaire utilisés par les pays émergents pour contrer les turbulences sur les marchés financiers et limiter la sévérité de la récession pendant les premiers mois de la pandémie²². Cette section met en lumière les facteurs expliquant la fréquence et l'intensité du recours à ces

²² Ce chapitre ne traite pas du rôle des mesures macroprudentielles prises pendant la crise de la COVID-19. Pour une analyse détaillée de l'efficacité de ces mesures, voir le chapitre 3 de l'édition d'avril 2020 des PEM.

instruments. En utilisant une méthode économétrique, nous cherchons à nous assurer que les facteurs déterminants examinés ne sont pas endogènes aux répercussions du choc pandémique et que les spécifications contiennent des variables de contrôle appropriées. Toutefois, il est difficile d'établir une relation causale, et les résultats indiquent des corrélations. Une analyse distincte de l'efficacité des PAA est également présentée ici.

Programmes d'achat d'actifs

Vue d'ensemble et efficacité

Depuis le début de la crise de la COVID-19, les pays émergents et les pays en développement ont eu recours aux instruments de politique monétaire non conventionnels comme jamais auparavant. Vingt-sept de ces pays ont lancé des PAA, une initiative inédite pour la plupart d'entre eux, à commencer par l'Indonésie, le 2 mars 2020. La majorité des banques centrales de ces pays émergents et pays en développement ont justifié leurs PAA en indiquant vouloir pallier un dysfonctionnement du marché, et un petit nombre seulement (Ghana, Indonésie, Maurice) ont également invoqué la nécessité de soutenir le financement de l'État²³. L'immense majorité des pays concernés ont annoncé que leurs achats se limitaient aux obligations publiques ; seuls quelques-uns ont indiqué acheter également des obligations d'entreprises ou de banques (Brésil, Chili, Hongrie, Maurice) ou des actions (Égypte).

L'efficacité des PAA peut être évaluée en vérifiant si les rendements des obligations publiques ont chuté avec le lancement des programmes. Il s'agit d'un indicateur important de succès, en particulier pour les PAA qui visaient à réduire les pics de taux d'intérêt provoqués par la hausse des primes de liquidité sur les marchés de financements. Sur la base de ce critère, il est conclu dans l'encadré 4.1 que les PAA lancés par les pays émergents et pays en développement durant la pandémie semblent avoir été efficaces.

²³Les données sur les PAA utilisées dans ce chapitre sont tirées de Fratto *et al.* (2021), où l'on trouve également une présentation détaillée des PAA lancés pendant la crise de la COVID-19 au cours de l'année 2020. Elles couvrent tous les achats des banques centrales et les ventes de titres privés et publics sur les marchés primaire et secondaire, ainsi que les opérations « twist » (achats d'obligations publiques à long terme et ventes d'obligations publiques à court terme), la création de structures *ad hoc* ou de fonds d'investissement pour l'achat d'actions et autres titres privés, le financement monétaire direct de l'État et les emprunts contractés auprès de petites et moyennes entreprises. Voir également Arslan, Drehmann et Hofmann, (2020), ainsi que le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2020 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde.

Motivations du recours aux PAA

Les pays avec un régime de change plus flexible, un cadre de ciblage de l'inflation, une banque centrale plus transparente, un cadre de politique budgétaire historiquement plus fondé sur des règles et un risque souverain moins important étaient plus susceptibles d'annoncer un PAA entre mars et août 2020. Ces conclusions reposent sur des régressions logarithmiques reliant un indicateur de l'annonce éventuelle d'un PAA par un pays à des groupes de motivations considérées chacune séparément²⁴. En fonction des données disponibles pour les différentes motivations, la taille de l'échantillon varie entre 39 et 97 pays émergents et pays en développement (voir l'annexe en ligne 4.2 pour plus de détails)²⁵.

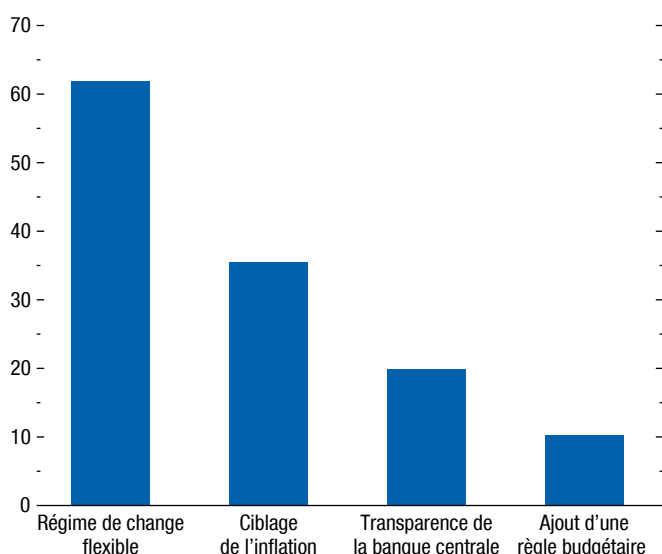
Cadres macroéconomiques. Globalement, les résultats montrent que la décision d'annoncer un PAA dépend très largement des cadres de politique monétaire et budgétaire d'un pays. La probabilité de lancement d'un PAA dans les pays ayant opté pour un flottement, éventuellement libre, de leur taux de change était supérieure de 61 points à celle dans les pays dotés d'autres régimes de change (graphique 4.14), ce qui reflète la faible marge d'augmentation de la masse monétaire dont disposent les pays avec une économie financièrement ouverte, mais visant un objectif de taux de change. L'existence d'une cible d'inflation chiffrée augmente de 35 points la probabilité de lancement d'un PAA, tandis qu'une hausse d'un écart-type de l'indice de transparence de la banque centrale (Dinçer, Eichengreen et Geraats, 2019) la relève de 19 points. Une règle supplémentaire ajoutée au cadre de politique budgétaire est associée à une probabilité supérieure de 10 points.

Situation budgétaire. Les pays dont la dette souveraine est mieux notée (considérés comme présentant un moindre risque de défaut souverain) étaient plus susceptibles d'annoncer un PAA (graphique 4.15). Figurer parmi les émetteurs d'obligations de premier rang augmente de 19 points la probabilité de lancement d'un PAA. L'espace budgétaire disponible semble aussi jouer un rôle important. Les pays avec une marge de manœuvre intermédiaire (espace budgétaire limité ou menacé) avaient une probabilité de lancer un PAA supérieure de 58 points à celle des pays situés aux extrêmes (espace budgétaire important ou au contraire

²⁴Pour la liste des PAA lancés dans les pays émergents et pays en développement durant la pandémie, voir Fratto *et al.* (2021).

²⁵Une analyse distincte cherche à déterminer si la probabilité d'un pays d'annoncer un PAA est liée à l'étroitesse de ses liens commerciaux avec d'autres pays émergents et pays en développement ayant annoncé un PAA pendant la pandémie. Rien de probant n'a été découvert à ce sujet.

Graphique 4.14. Facteurs déterminants du recours aux PAA pendant la crise de la COVID-19 : cadres d'action
(Variation de la probabilité, en points de pourcentage)



Sources : Dinçer, Eichengreen et Geraats, 2019 ; FMI, 2020 ; calculs des services du FMI.

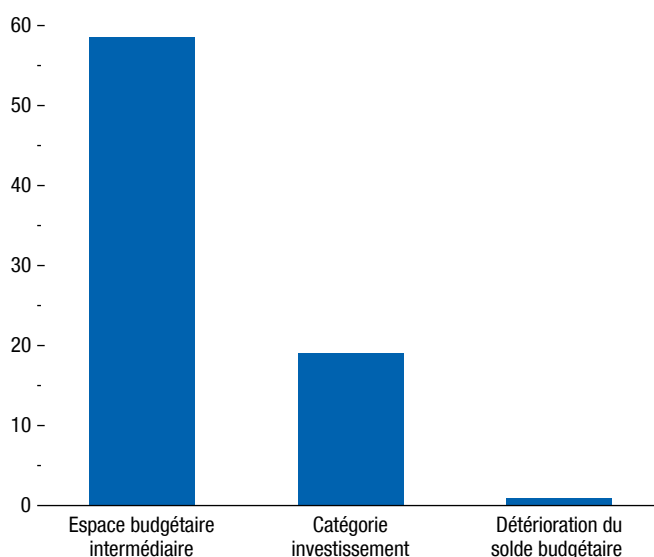
Note : Le régime de change flexible et le ciblage de l'inflation renvoient respectivement aux régimes de flottement (libre) et aux banques centrales ayant défini une cible d'inflation. L'indicateur « transparence de la banque centrale » rend compte de l'effet d'une hausse d'un écart-type de l'indice de transparence. Les coefficients sont significatifs au seuil de 5 %.

inexistant)²⁶. D'un côté, il est possible que les pays disposant d'un espace budgétaire « important » étaient peu susceptibles de lancer un PAA, car leurs marchés d'obligations souveraines n'étaient pas perturbés. De l'autre, les pays sans espace budgétaire ont peut-être hésité à lancer un PAA de peur que les marchés n'y voient une tentative de monétisation de la dette (prééminence de la politique budgétaire). Le recours improbable aux PAA comme moyen indirect de financement par la dette est corroboré par l'absence de lien statistique significatif entre l'activation d'un PAA et la détérioration du solde budgétaire prévu en 2020.

Exposition aux répercussions financières. Trois variables de substitution sont utilisées pour mesurer cette exposition. La première est un « indice national de vulnérabilité » aux conséquences de politique monétaire des décisions de la Réserve fédérale, indice dont il était question à la section précédente du chapitre, qui traite des facteurs amplifiant les répercussions des chocs liés à la politique monétaire américaine. La seconde variable est une

²⁶La variable relative à l'espace budgétaire est construite par les services du FMI pour environ 70 pays et publiée régulièrement dans les rapports par pays établis pour les consultations au titre de l'article IV.

Graphique 4.15. Facteurs déterminants du recours aux PAA pendant la crise de la COVID-19 : situation budgétaire
(Variation de la probabilité, en points de pourcentage)



Sources : Standard & Poor's ; calculs des services du FMI.

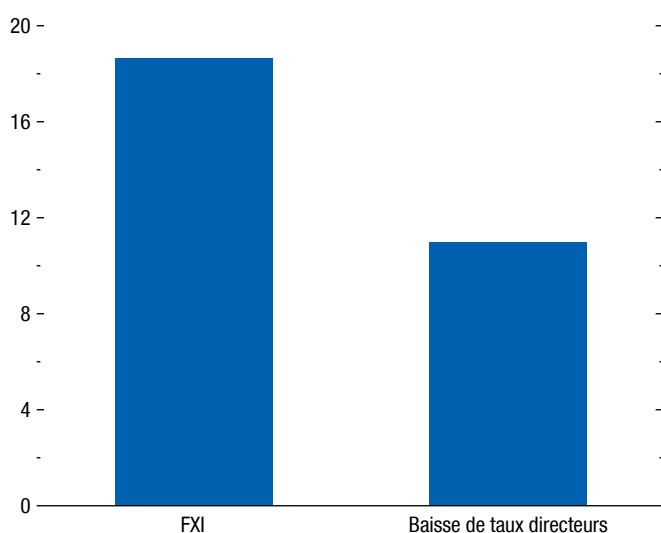
Note : L'indicateur d'espace budgétaire est calculé par le FMI. Les notations en catégorie « investissement » proviennent de Standard & Poor's. La détérioration du solde budgétaire est la variation entre la projection pour le solde budgétaire 2020 de la *Mise à jour de janvier 2020 des Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) et de celle de l'édition d'avril 2020 des PEM, par rapport au PIB de 2019. Les barres sont significatives au seuil de 5 % ; la barre de la détérioration du solde budgétaire ne l'est pas.

mesure de l'ouverture financière requise par la législation, et la troisième, un indicateur d'adéquation des réserves de change²⁷. Aucune de ces variables de substitution ne permet de prédire de manière statistiquement significative un PAA.

Autres instruments. Les PAA font partie d'une panoplie d'instruments plus vaste, avec les baisses de taux d'intérêt classiques (analysées en détail à la section suivante) et les interventions de change. Une diminution plus importante des taux directeurs augmente de 10 points la probabilité d'une annonce de PAA, tandis que le recours aux interventions de change l'accroît de 18 points. Les résultats (graphique 4.16) semblent montrer que les pays émergents et les pays en développement se servent des baisses de taux directeurs, des PAA et des interventions de change de manière complémentaire. Ils y ont également recours pour des raisons différentes : abaisser le

²⁷L'ouverture financière est mesurée indirectement par l'indice de Chinn-Ito pour l'année 2018 (voir Chinn et Ito, 2006, pour une description de l'indice). La mesure d'adéquation des réserves, qui est calculée par les services du FMI et compare les réserves détenues avec le niveau réputé suffisant, a été actualisée en 2019 (pour une description de ces mesures, voir FMI, 2015).

Graphique 4.16. Facteurs déterminants du recours aux PAA pendant la crise de la COVID-19 : autres instruments
(Variation de la probabilité, en points de pourcentage)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI sur la base des informations fournies par les banques centrales.

Note : FXI est une variable muette utilisée pour les pays qui sont intervenus sur le marché des changes pour y ramener l'ordre pendant la crise de la COVID-19. La baisse de taux directeurs est basée sur une hausse d'un écart-type du taux directeur, mesurée en pourcentage du taux directeur d'avant la pandémie. Les coefficients sont significatifs au seuil de 5 %.

taux intérieur hors risque, empêcher la déstabilisation du marché obligataire national ou encore ramener l'ordre sur le marché des changes²⁸.

Baisses des taux directeurs

Il semble ressortir de l'analyse du « canal du risque » que les variations de la trajectoire prévue des taux directeurs dans les pays émergents ne sont influencées qu'à

²⁸L'amplitude de la baisse des taux directeurs et l'indicateur d'intervention sur le marché des changes sont ajoutés en même temps à la régression. La variable muette relative aux interventions de change se fonde sur une série d'interventions de ce type décidées pendant la crise de la COVID-19 et recensées par les services du FMI. Elle est étroitement corrélée avec l'indicateur du flottement (libre) des taux de change, qui est ajouté à chaque régression comme variable de contrôle. Cela peut paraître surprenant, car l'on s'attendrait à ce que les pays dotés d'un régime de change plus flexible interviennent peu sur le marché des changes. Toutefois, cette corrélation reflète seulement la construction particulière de l'indicateur d'intervention, qui ne concerne que les interventions visant spécifiquement à corriger des désordres sur le marché (et ayant donc à ce titre un but comparable à celui des PAA). Par conséquent, l'indicateur n'inclut pas toutes les interventions de change faisant partie des opérations habituellement destinées à gérer un régime de taux dirigé. C'est la raison pour laquelle la régression du graphique 4.16 ne contient aucune variable de contrôle pour le régime de change.

la marge par les modifications impromptues de ces taux dans les pays avancés. La présente section tente d'expliquer les raisons pour lesquelles l'amplitude des réductions de taux directeur observées entre mars et août 2020 varie d'un pays à l'autre²⁹. Il apparaît que les banques centrales des pays où le régime de change est plus flexible, où un cadre de ciblage de l'inflation a été défini, dont la banque centrale est plus transparente et où le cadre de politique budgétaire est davantage fondé sur des règles ont procédé à des baisses plus marquées des taux d'intérêt. Contrairement aux PAA, la notation des emprunteurs souverains n'est pas corrélée avec l'amplitude des baisses de taux.

La spécification économétrique met en lien la variation des taux de politique monétaire, mesurée par le ratio au taux directeur d'avant la crise, avec quatre groupes de motivations. Les trois premiers sont ceux que nous venons d'examiner. Le quatrième groupe cherche à rendre compte de la façon dont les baisses de taux directeurs étaient subordonnées à la *conjuncture économique intérieure*, selon le schéma habituel³⁰.

Cadres macroéconomiques. Les caractéristiques des cadres macroéconomiques déterminant le recours aux PAA sont aussi celles qui expliquent l'amplitude des baisses de taux directeur (graphique 4.17). Dans les pays où les régimes de change sont flexibles et les banques centrales définissent une cible d'inflation, les réductions de taux directeurs ont été supérieures d'environ 20 %. Une augmentation d'un écart-type de l'indice de transparence des banques centrales se traduit par une baisse du taux directeur de 6 % de plus, contre 5 % pour l'ajout d'une règle budgétaire supplémentaire.

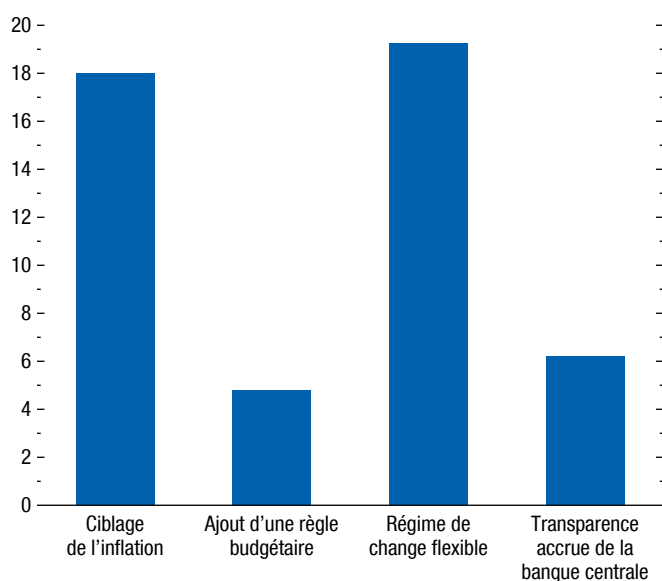
Situation budgétaire. Ni la notation du risque souverain ni l'indicateur d'espace budgétaire n'offrent un degré significatif de confiance statistique pour prédire les baisses de taux d'intérêt. L'évolution du solde budgétaire n'est pas significative non plus.

Exposition aux retombées financières. Comme les conclusions du chapitre concernant l'exposition aux retombées des politiques monétaires, l'indicateur d'ouverture financière et le ratio d'adéquation des réserves n'expliquent pas de manière significative les baisses de taux relevant de la politique monétaire conventionnelle. Ce résultat est conforme aux conclusions sur les répercussions des surprises de politique monétaire et semble confirmer que les

²⁹Pour une analyse connexe des facteurs déterminants des baisses de taux directeurs, voir Gelos, Rawat et Ye (2020).

³⁰Cette même situation économique intérieure n'a pas été déterminante pour les décisions de lancement de PAA.

Graphique 4.17. Facteurs déterminants des baisses de taux directeurs pendant la crise de la COVID-19 : cadres d'action
(Variations, en points de pourcentage)



Sources : Dinçer, Eichengreen et Geraats, 2019 ; FMI, 2020 ; calculs des services du FMI.

Note : Le régime de change flexible et le ciblage de l'inflation renvoient respectivement aux régimes de flottement (libre) et aux banques centrales ayant défini une cible d'inflation. L'indicateur « transparence de la banque centrale » rend compte de l'effet d'une hausse d'un écart-type de l'indice de transparence. Les coefficients sont significatifs au seuil de 5 %.

conditions monétaires et financières extérieures n'ont pas d'influence majeure sur les taux directeurs intérieurs.

Situation économique intérieure. Les baisses de taux d'intérêt ont été proportionnellement plus importantes là où l'inflation était moins élevée avant la pandémie et où les chocs sur la demande intérieure et extérieure avaient des effets plus négatifs (graphique 4.18). Les taux directeurs ont été plus fortement réduits dans les pays qui, au 1^{er} septembre 2020, affichaient un nombre de cas de COVID-19 supérieur (ce nombre est une valeur approchée de l'ampleur des chocs sur l'offre et la demande intérieures, notamment dans le secteur des services). La part de l'industrie manufacturière dans le PIB reflète l'effet de l'effondrement de la demande extérieure sur le PIB et va également de pair avec des mesures d'assouplissement plus conventionnelles.

Conclusion

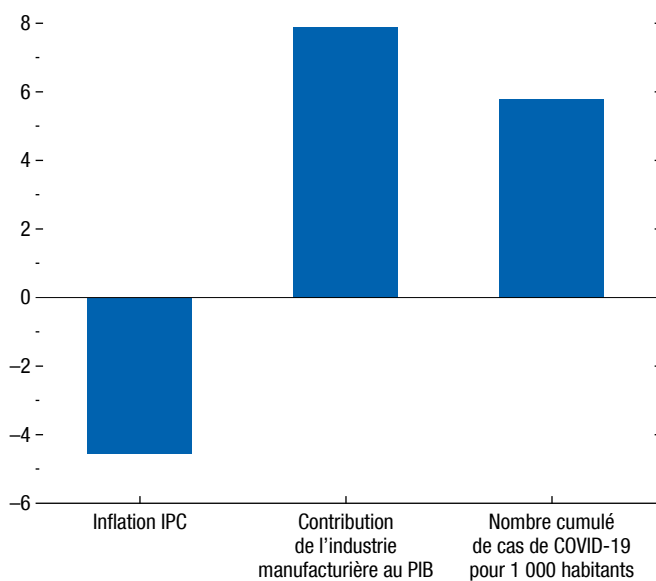
La perspective d'une reprise à plusieurs vitesses, plus rapide dans les pays avancés que dans la majorité des autres pays, suscite des inquiétudes quant aux effets du

retrait non synchronisé des mesures de soutien liées à la politique monétaire, qui durcit les conditions de financement pour les pays émergents et pays en développement. Ces inquiétudes ont été accentuées par les plans de relance aux États-Unis, qui pourraient entraîner une réduction des achats d'actifs de la Réserve fédérale et une hausse des taux d'intérêt américains plus tôt que prévu.

Il ressort de ce chapitre que les variations des taux d'intérêt aux États-Unis tendent à avoir des conséquences importantes pour les conditions de financement dans les pays émergents et les pays en développement. Ces conséquences dépendent néanmoins des circonstances dans lesquelles les taux varient et de l'évolution des primes de risque à l'échelle mondiale :

- Un signal inattendu annonçant un relèvement des taux directeurs aux États-Unis sans lien avec l'évolution de la situation économique américaine conduit sans aucune ambiguïté à un resserrement des conditions de financement dans les pays émergents. Le déclencheur pourrait être une révision par les marchés de leurs anticipations concernant la vitesse et l'ampleur de la réaction de la Réserve fédérale aux évolutions de la conjoncture économique. Cela aurait potentiellement pour effet de modifier l'appétit pour le risque au niveau mondial, d'inverser les mouvements de capitaux affluant vers les pays émergents, d'inciter les banques internationales à se désendetter et de déprécier les monnaies de pays émergents, révélant ainsi les vulnérabilités de ces pays en matière de change.
- Par contraste, les nouvelles positives de l'activité économique aux États-Unis tendent à avoir un effet relativement favorable sur les conditions de financement dans les pays émergents. Le VIX et les primes de risque des obligations de pays émergents reculent, tandis que les capitaux tendent à affluer vers ces marchés. Les bonnes nouvelles concernant les essais de vaccins contre la COVID-19 ont produit des effets prononcés comparables. Ces phénomènes sont attribuables d'une part à un *canal du risque* positif, par lequel les évolutions favorables de la conjoncture économique dans les pays avancés réduisent l'aversion des investisseurs internationaux pour le risque, et d'autre part à un *canal commercial*, c'est-à-dire au fait qu'une amélioration de la situation économique aux États-Unis implique de meilleures perspectives de croissance économique pour les pays émergents aussi.
- Les hausses inattendues de l'inflation aux États-Unis font également augmenter les taux américains anticipés, mais ne semblent pas avoir d'incidence systématique sur les conditions de financement dans les

Graphique 4.18. Facteurs déterminants des baisses de taux directeurs pendant la crise de la COVID-19 : situation intérieure
(Variations, en points de pourcentage)



Sources : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde ; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* ; Université Johns Hopkins.
Note : La contribution de l'industrie manufacturière au PIB et le nombre cumulé de cas de COVID-19 pour 1 000 habitants rendent compte des effets d'une hausse d'un écart-type de l'indicateur concerné. Les coefficients sont significatifs au seuil de 10 % ou moins. IPC = indice des prix à la consommation.

pays émergents. Bien que l'origine de l'inflation puisse compter, en moyenne, les répercussions dans les pays émergents paraissent limitées.

L'analyse laisse penser qu'une normalisation progressive et dûment annoncée des taux d'intérêt aux États-Unis qui serait motivée par un redressement de l'économie américaine serait sans doute gérable par la plupart des pays émergents, quoique problématique pour certains d'entre eux. Bon nombre de pays émergents (en particulier ceux qui exportent beaucoup vers les pays avancés) pourraient en réalité enregistre un épisode d'afflux massifs de capitaux quand les conditions économiques s'amélioreraient dans les pays avancés et que la politique monétaire accommodante sera peu à peu abandonnée et si les investisseurs mondiaux conservent de l'appétit pour le risque. Un redémarrage plus puissant que prévu de l'inflation dans les pays avancés pourrait un peu modérer l'appétit pour le risque financier, mais aurait sans doute des répercussions limitées si les anticipations inflationnistes restent bien ancrées. C'est particulièrement vrai, étant donné que la Réserve fédérale a clairement fait

savoir qu'elle ciblait un dépassement temporaire de son objectif d'inflation à moyen terme et ne relèverait pas les taux d'intérêt avant que l'inflation n'ait atteint 2 % et ne soit en passe de se maintenir légèrement au-dessus de ce niveau pendant un certain temps. Toutefois, certains pays émergents présentant des vulnérabilités sur les plans budgétaire et extérieur et ayant peu de liens commerciaux avec les pays avancés peuvent considérer que l'inconvénient d'un resserrement des conditions de financement mondiales l'emporte sur les avantages d'une demande extérieure plus soutenue. De surcroît, les crises sanitaire et économique actuelles sont si éloignées de tout ce que nous avons observé ces dernières années que les expériences passées ne sauraient correctement nous guider vers l'avenir. Aujourd'hui, les niveaux de dette élevés pourraient accentuer d'éventuelles répercussions financières et les efforts d'endigement du virus pourraient limiter les avantages des liens commerciaux.

Rien ne garantit que la reprise économique et la normalisation des taux d'intérêt dans les pays avancés se dérouleront sans accroc, et la communication des banques centrales sera un facteur essentiel une fois la reprise engagée. Le chapitre semble montrer qu'une révision à la hausse rapide des taux directeurs attendus aux États-Unis (dans le cas où, par exemple, les marchés réviseraient subitement à la baisse leurs anticipations concernant le niveau d'inflation que la Réserve fédérale tolérerait avant de durcir la politique monétaire au titre de son cadre de ciblage flexible de l'inflation moyenne) pourrait provoquer un gonflement des primes de risque et des sorties de capitaux importantes pour les pays émergents et les pays en développement. Il sera donc important que la Réserve fédérale continue de mettre l'accent sur sa stratégie et la façon dont elle conduira sa nouvelle politique monétaire pour ancrer les anticipations relatives à sa réaction. En règle générale, il faudra que les banques centrales des pays avancés envoient un signal précoce si elles jugent que la situation économique prend une tournure justifiant qu'elles réduisent leurs achats d'actifs et finissent par relever les taux directeurs³¹.

Bien que le risque financier puisse susciter encore un certain temps un vif appétit au niveau mondial, les dirigeants des pays émergents doivent garder à l'esprit que les banques centrales des pays avancés finiront par donner un tour moins expansionniste à leur politique monétaire. Même avec des banques centrales extrêmement transparentes et annonçant longtemps avant la

³¹Voir Sahay *et al.* (2014) pour un bilan des enseignements à tirer de l'épisode du *taper tantrum*.

modification de leurs orientations monétaires, les marchés peuvent toujours se méprendre sur leurs intentions et les conditions de financement évoluer pour des raisons échappant au contrôle des autorités. Qui plus est, avec le raffermissement de la reprise, l'appétit pour le risque et les primes d'échéance pourraient augmenter, comme pendant la deuxième quinzaine de février, dans le sillage de la relance budgétaire attendue aux États-Unis. Combinée à une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire américaine, la décompression des primes d'échéance a accentué la pente de la courbe de rendement aux États-Unis, entraînant du même coup une hausse des rendements obligataires dans les pays émergents, qui a freiné les flux de capitaux. Cet épisode préfigure les secousses que pourraient subir les pays émergents à mesure que l'économie mondiale se redressera et que les mesures de soutien exceptionnelles seront supprimées.

Comment les pays émergents peuvent-ils s'isoler des répercussions financières extérieures ? Les corrélations attestées dans ce chapitre laissent penser que la politique monétaire des pays émergents pourrait sans doute devenir contracyclique dans les scénarios les plus pessimistes. Néanmoins, l'intensité de l'assouplissement pourrait être limitée et hétérogène. Par exemple, une dette

publique plus importante pourrait dissuader certains pays de recourir aux PAA aussi souvent que pendant les premières phases de la pandémie. En outre, si les problèmes de dette publique et autres aspects budgétaires commencent à peser sur la perception de l'indépendance de la politique monétaire et sur ses cadres articulés autour de règles, la capacité des banques centrales à abaisser fortement les taux directeurs dans le cadre de leur politique monétaire conventionnelle sans augmenter les anticipations inflationnistes à long terme pourrait aussi être remise en question. Il est donc essentiel que les pays émergents et les pays en développement conservent des cadres budgétaires et monétaires crédibles pour soutenir l'activité intérieure en cas de chocs négatifs imprévus. Ils peuvent également limiter l'accumulation de facteurs de vulnérabilité en prenant des mesures pour allonger les échéances de leur dette et éviter les concentrations des obligations au titre du service de la dette, gérer l'endettement par des mesures macroprudentielles et une surveillance financière stricte, réduire les asymétries de monnaies et garantir un niveau suffisant de réserves internationales (voir le chapitre 3 de l'édition d'avril 2020 des PEM). Une architecture financière internationale solide, comprenant des mécanismes efficaces d'appui à la liquidité, aurait aussi un rôle capital à jouer.

Encadré 4.1. Programmes d'achat d'actifs des pays émergents : motivations et efficacité

La plupart des pays ont lancé des programmes d'achat d'actifs (PAA) quand les taux directeurs à court terme étaient encore positifs

Ces opérations reflétaient notamment l'objectif déclaré de lisser la volatilité et d'injecter des liquidités sur le marché intérieur. Dans seulement 9 % des cas, les autorités ont indiqué que leurs PAA étaient l'instrument d'une stimulation monétaire. Dans 62 %, la principale préoccupation était de pallier un dysfonctionnement du marché et de redonner confiance. Contribuer à couvrir les besoins budgétaires a été invoqué comme objectif principal dans 10 % des cas ; pour le reste, les pays ont mentionné la nécessité d'alléger les coûts de la pandémie supportés par la population. Le taux de change n'a été cité qu'une seule fois comme étant l'un des objectifs visés. Les achats d'obligations d'État à long terme (ou de titres du secteur privé) ont parfois été combinés avec des baisses de taux directeurs (dans 11 cas sur 27). La taille des PAA tant annoncés que mis en œuvre était comparable à celle des programmes lancés dans les petits pays avancés¹.

Globalement, ces mesures de politique monétaire non conventionnelles ont réduit le rendement des obligations locales, mais n'ont eu aucun effet notable sur les taux de change ou les coûts des emprunts extérieurs

Une étude d'événement sur plusieurs jours utilisant un échantillon de pays émergents et de pays en développement (15 seulement, faute de données suffisantes) conclut à des effets hétérogènes. En moyenne, l'effet estimé sur les rendements d'obligations nationales est négatif et statistiquement significatif (graphique 4.1.1), légèrement supérieur à celui de la transmission de la politique monétaire conventionnelle et plus marqué dans les pays émergents et pays en développement que dans les pays avancés. Les résultats confirment globalement les études publiées sur le sujet (Arslan, Drehmann et Hofmann, 2020 ; Hartley et Rebucci, 2020 ; Sever *et al.*, 2020)². Les effets estimés sur le taux de change ne sont en revanche guère probants. S'agissant des effets secondaires, les annonces ont presque toujours un effet non significatif sur les obligations de référence des pays émergents. Les régressions de panel

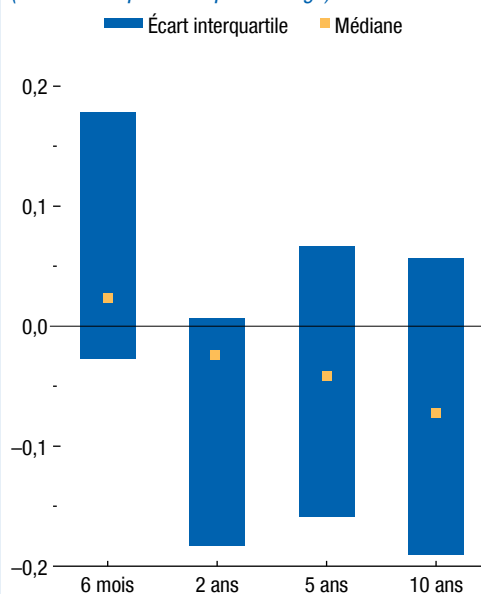
Les auteurs de cet encadré sont Chiara Fratto, Brendan Harnoy Vannier, Borislava Mircheva, David de Padua et Hélène Poirson.

¹Cet encadré s'inspire de l'analyse de Fratto *et al.* (2021) et s'appuie sur un ensemble de données relatives aux annonces et à la mise en œuvre de PAA entre mars et août 2020.

²Les résultats présentés excluent les annonces coïncidant avec des réductions de taux directeurs pour éviter de refléter les retombées de la politique monétaire conventionnelle.

Graphique 4.1.1. Annonces de programmes d'achat d'actifs : effet sur les rendements obligataires

(Variation en points de pourcentage)



Source : Fratto *et al.* (2021).

tenant compte des politiques et des facteurs mondiaux confirment les résultats.

Les différences de mise en œuvre et les spécificités nationales peuvent expliquer une partie de l'hétérogénéité de l'efficacité des PAA

Certains facteurs spécifiques à chaque pays (crédibilité de la banque centrale, marge de manœuvre monétaire plus importante, faible part des obligations publiques détenue par des non-résidents) et certaines modalités de mise en œuvre (programmes basés sur la quantité, taille annoncée plus modeste, annonces uniques ou multiples) ont semble-t-il accentué l'effet des PAA sur les rendements. Aucune différence statistiquement significative n'a été constatée entre les achats d'actifs sur le marché primaire et ceux effectués sur le marché secondaire, ni entre les annonces uniques et les annonces coordonnées avec d'autres autorités nationales. Globalement, il semble que les pays émergents et les pays en développement puissent utilement se servir des PAA pour apaiser les tensions sur leur marché intérieur, mais que ces opérations ne soient pas nécessairement efficaces à plus grande échelle, pour les tensions provenant des marchés extérieurs.

Bibliographie

- Adrian, Tobias, Richard K. Crump, and Emanuel Moench. 2013. "Pricing the Term Structure with Linear Regressions." *Journal of Financial Economics* 110 (1): 110–38.
- Ahmed, Shaghil, Brahim Coulibaly, and Andrei Zlate. 2017. "International Financial Spillovers to Emerging Market Economies: How Important are Economic Fundamentals?" *Journal of International Money and Finance* 76: 133–52.
- Albagli, Elias, Luis Ceballos, Sebastian Claro, and Damian Romero. 2019. "Channels of US Monetary Policy Spillovers to International Bond Markets." *Journal of Financial Economics* 134 (2): 447–73.
- Altavilla, Carlo, Luca Brugnolini, Refet S. Gürkaynak, Roberto Motto, and Giuseppe Ragusa. 2019. "Measuring Euro Area Monetary Policy." *Journal of Monetary Economics* 108: 162–79.
- Arslan, Yavuz, Mathias Drehmann, and Boris Hofmann. 2020. "Central Bank Bond Purchases in Emerging Market Economies." BIS Bulletin 20, Bank for International Settlements, Basel.
- Bekaert, Geert, Marie Hoerova, Marco Lo Duca. 2013. "Risk, Uncertainty and Monetary Policy." *Journal of Monetary Economics* 60: 771–88.
- Bekaert, Geert, Marie Hoerova, Nancy R. Xu. 2020. "Risk, Monetary Policy, and Asset Prices in a Global World." https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3599583.
- Bowman, David, J. Londono, and H. Sapriza. 2015. "US Unconventional Monetary Policy and Transmission to Emerging Market Economies." *Journal of International Money and Finance* 55: 27–59.
- Caballero, Ricardo J., and Gunes Kamber. 2019. "On the Global Impact of Risk-Off Shocks and Policy-Put Frameworks." NBER Working Paper 26031, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Calvo, Guillermo A., and Carmen M. Reinhart. 2002. "Fear of Floating." *The Quarterly Journal of Economics* 117 (2): 379–408.
- Cerutti, Eugenio, Stijn Claessens, and Andrew K. Rose. 2019. "How Important Is the Global Financial Cycle? Evidence from Capital Flows." *IMF Economic Review* 67: 24–60.
- Chen, Jiaqian, Tommaso Mancini Griffoli, and Ratna Sahay. 2014. "Spillovers from United States Monetary Policy on Emerging Markets: Different This Time?" IMF Working Paper 14/240, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Chinn, Menzie D., and Hiro Ito. 2006. "What Matters for Financial Development? Capital Controls, Institutions, and Interactions." *Journal of Development Economics* 81 (1): 163–92.
- Curcuru, Stephanie E., Steven B. Kamin, Canlin Li, and Marius Rodriguez. 2018. "International Spillovers of Monetary Policy: Conventional Policy vs. Quantitative Easing." FRB International Finance Discussion Paper 1234, Federal Reserve Board, Washington, DC.
- Dinçer, Nergiz, Barry Eichengreen, and Petra Geraats. 2019. "Transparency of Monetary Policy in the Postcrisis World." In *The Oxford Handbook of the Economics of Central Banking*. Oxford: Oxford University Press.
- Fratto, Chiara, Brendan Harnoys Vannier, Borislava Mircheva, David de Padua, and Hélène Poirson. 2021. "Unconventional Monetary Policies in Emerging Markets and Frontier Countries." IMF Working Paper 2021/14, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Gelos, Gaston, Umang Rawat, and Hanqing Ye. 2020. "Have Emerging Market and Developing Economies Escaped the Monetary Policy Procyclicality Trap? Evidence from the COVID-19 Crisis." VoxEU, August 20.
- Gertler, Mark, and Peter Karadi. 2015. "Monetary Policy Surprises, Credit Costs, and Economic Activity." *American Economic Journal: Macroeconomics* 7 (1): 44–76.
- Gopinath, Gita, Emine Boz, Camila Casas, Federico J. Diez, Pierre-Olivier Gourinchas, and Mikkel Plagborg-Møller. 2020. "Dominant Currency Paradigm." *American Economic Review* 110 (3): 677–719.
- Gürkaynak, Refet S., Burçin Kısacikoğlu, and Jonathan H. Wright. 2020. "Missing Events in Event Studies: Identifying the Effects of Partially Measured News Surprises." *American Economic Review* 110 (12): 3871–912.
- Hanson, Samuel G., and Jeremy C. Stein. 2015. "Monetary Policy and Long-Term Real Rates." *Journal of Financial Economics* 115 (3): 429–48.
- Hartley, Jonathan S., and Alessandro Rebucci. 2020. "An Event Study of COVID-19 Central Bank Quantitative Easing in Advanced and Emerging Economies." NBER Working Paper 27339, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Hoek, Jasper, Steven B. Kamin, and Emre Yoldas. 2020. "When is Bad News Good News? US Monetary Policy, Macroeconomic News, and Financial Conditions in Emerging Markets." FRB International Finance Discussion Paper 1269, Federal Reserve Board, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2014. Spillover Report. Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2015. Staff Report on Assessing Reserve Adequacy—Specific Proposals. Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2020. "Toward an Integrated Policy Framework." IMF Policy Paper 20/046, Washington, DC.
- Kalemlı-Özcan, Sebnem. 2019. "US Monetary Policy and International Risk Spillovers." NBER Working Paper 26297, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Obstfeld, Maurice, Jonathan D. Ostry, and Mahvash S. Qureshi. 2019. "A Tie That Binds: Revisiting the Trilemma in Emerging Market Economies." *The Review of Economics and Statistics*, MIT Press 101 (2): 279–93.

- Rey, Hélène. 2015. "Dilemma Not Trilemma: The Global Financial Cycle and Monetary Policy Independence." NBER Working Paper 21162, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Sahay, Ratna, Vivek Arora, Athanasios Arvanitis, Hamid Faruqee, Papa N'Diaye, and Tommaso Mancini Griffoli. 2014. "Emerging Markets Volatility: Lessons from the Taper Tantrum." IMF Staff Discussion Note 2014/9, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Sever, Can, Rohit Goel, Dimitris Drakopoulos, and Evan Papageorgiou. 2020. "Effects of Emerging Market Asset Purchase Program Announcements on Financial Markets during the COVID-19 Pandemic." IMF Working Paper 2020/292, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Végh, Carlos A., and Guillermo Vuletin. 2012. "Overcoming the Fear of Free Falling: Monetary Policy Graduation in Emerging Markets." NBER Working Paper 18175, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

L'appendice statistique présente des données rétrospectives et des projections. Il comprend sept sections : hypothèses ; modifications récentes ; données et conventions ; notes sur les pays ; classification des pays ; principaux documents relatifs aux données ; tableaux statistiques.

La première section résume les hypothèses sur lesquelles reposent les estimations et projections pour 2021–22. La deuxième rappelle brièvement les modifications apportées à la base de données et aux tableaux de l'appendice statistique depuis l'édition d'octobre 2020 des PEM. La troisième donne une description générale des données et des conventions utilisées pour calculer les chiffres composites pour chaque groupe de pays. La quatrième présente des informations importantes pour chaque pays. La cinquième résume la classification des pays par groupes-types. La sixième donne des informations sur les méthodes d'établissement et les normes de déclaration des indicateurs de comptabilité nationale et de finances publiques des pays membres qui sont inclus dans le rapport.

La dernière et principale section regroupe les tableaux statistiques. (L'appendice statistique A est inclus dans la version papier ; l'appendice statistique B est disponible en ligne, en anglais, à l'adresse www.imf.org/en/Publications/WEO).

Les données de ces tableaux sont établies sur la base des informations disponibles au 22 mars 2021. Par souci de commodité uniquement, les chiffres portant sur 2021–22 sont présentés avec le même degré de précision que les chiffres rétrospectifs, mais, en tant que projections, ils n'ont pas nécessairement le même degré d'exactitude.

Hypothèses

Les *taux de change* effectifs réels des pays avancés demeureront constants à leur niveau moyen mesuré durant la période allant du 18 janvier au 15 février 2021. Pour 2021 et 2022, ces hypothèses se traduisent par les taux moyens de conversion suivants : 1,445 et 1,458 pour le taux dollar/DTS, 1,218 et 1,235 pour le taux dollar/euro¹, et 104,1 et 102,1 pour le taux yen/dollar.

¹En ce qui concerne l'euro, le Conseil de l'Union européenne a décidé le 31 décembre 1998 qu'à compter du 1er janvier 1999, les taux de conversion des monnaies des États membres qui ont adopté l'euro sont irrévocablement fixés comme décrit dans l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998

Le *prix du baril de pétrole* sera en moyenne de 58,52 dollars en 2021 et de 54,83 dollars en 2022.

Les *politiques* nationales menées à l'heure actuelle ne changeront pas. Les hypothèses plus spécifiques sur lesquelles sont fondées les projections relatives à un échantillon de pays sont décrites dans l'encadré A1.

S'agissant des *taux d'intérêt*, le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) à six mois en dollars s'établira en moyenne à 0,3 % en 2021 et à 0,4 % en 2022, le LIBOR sur les dépôts à trois mois en euros à –0,5 % en 2021 et 2022, et le LIBOR sur les dépôts à six mois en yen à –0,1 % en 2021 et à 0,0 % en 2022.

Modifications récentes

- Le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire a été ajouté aux principaux tableaux du chapitre 1 et de l'appendice statistique et comprend les pays émergents et les pays en développement qui ne sont pas classés parmi les pays en développement à faible revenu (PDFR).
- À partir de l'édition d'avril 2021 des PEM, les données et les prévisions relatives au PIB réel pour la Nouvelle-Zélande sont présentées en fonction de la production et non des dépenses.

Données et conventions

La base des données des PEM repose sur des *données et projections* portant sur 195 pays. Les données sont établies conjointement par le département des études et les départements géographiques du FMI, ces derniers préparant régulièrement des projections par pays actualisées à partir d'un ensemble cohérent d'hypothèses mondiales.

Les services nationaux des statistiques sont la source essentielle des données rétrospectives et des définitions, mais les institutions internationales participent également aux travaux statistiques afin d'harmoniser les méthodes d'établissement des statistiques nationales, notamment les cadres d'analyse, concepts, définitions, classifications et méthodes d'évaluation. La base de données des PEM incorpore des

des PEM. Pour plus de précisions sur l'établissement des taux de conversion de l'euro, veuillez vous reporter également à l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Le tableau le plus récent des taux de conversion fixes figure dans l'annexe statistique de l'édition d'octobre 2020 des PEM.

renseignements communiqués aussi bien par les organismes nationaux que par les institutions internationales.

Pour la plupart des pays, les données macroéconomiques présentées dans les PEM sont dans l'ensemble conformes à la version 2008 du *Système de comptabilité nationale* (SCN 2008). Les normes des statistiques sectorielles du FMI (la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6), le *Manuel et guide d'établissement des statistiques monétaires et financières* et le *Manuel de statistiques de finances publiques 2014* (MSFP 2014) ont toutes été alignées sur le SCN 2008. Elles reflètent l'intérêt particulier porté par l'institution aux positions extérieures des pays, à la stabilité de leur secteur financier et à la position budgétaire de leur secteur public. L'adaptation des statistiques nationales aux nouvelles normes commence véritablement avec la publication des manuels. Il faut toutefois noter que l'ensemble des statistiques ne peut être pleinement conforme à ces définitions que si les statisticiens nationaux communiquent des données révisées. En conséquence, les estimations des PEM ne sont adaptées qu'en partie aux définitions des manuels. Dans de nombreux pays, toutefois, la conversion aux normes actualisées n'aura qu'une faible incidence sur les principaux soldes et agrégats. Beaucoup d'autres pays ont adopté une partie des normes les plus récentes et poursuivront leur mise en application au fil des années².

Les données relatives à la dette budgétaire brute et nette présentées dans les PEM sont tirées de sources de données officielles et d'estimations des services du FMI. Il a été essayé d'établir les données de la dette brute et de la dette nette à partir des définitions du MSFP, mais en raison d'une insuffisance de données ou de la situation particulière de certains pays, ces données peuvent parfois ne pas correspondre aux définitions officielles. Malgré tous les efforts déployés pour garantir la pertinence et la comparabilité internationale des données des PEM, les données ne sont pas universellement comparables du fait des différences concernant la portée des secteurs et des instruments. Au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles, les modifications apportées aux sources de données ou au champ d'application des instruments peuvent donner lieu à des révisions de données parfois sensibles. Pour plus de précisions sur les différences concernant la portée des secteurs ou des instruments, veuillez consulter en ligne les métadonnées de la base de données des PEM.

²Beaucoup de pays mettent en œuvre le SCN 2008 ou le *Système européen des comptes nationaux 2010*. Un petit nombre de pays utilise des versions du SCN antérieures à celle de 1993. On s'attend à une tendance similaire pour ce qui est de l'adoption du MBP6 et du MSFP 2014. Veuillez vous référer au tableau G, qui indique les normes statistiques observées par chaque pays.

Les chiffres composites pour les groupes de pays qui figurent dans les PEM correspondent soit à la somme, soit à la moyenne pondérée des chiffres des différents pays. Sauf indication contraire, les moyennes des taux de croissance sur plusieurs années sont les taux de variation annuelle composés³. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques pondérées dans le groupe des pays émergents et pays en développement, sauf en ce qui concerne l'inflation et la croissance monétaire, pour lesquelles il s'agit d'une moyenne géométrique. Les conventions suivantes s'appliquent :

Les chiffres composites relatifs aux taux de change, aux taux d'intérêt et à l'expansion des agrégats monétaires sont pondérés par le PIB converti en dollars sur la base des cours de change du marché (moyenne des trois années précédentes) en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré.

Les chiffres composites portant sur d'autres données de l'économie intérieure, qu'il s'agisse de taux de croissance ou de ratios, sont pondérés par le PIB calculé selon les parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial ou de celui du groupe considéré⁴. Les taux annuels d'inflation sont de simples variations en pourcentage par rapport aux années précédentes, sauf dans le cas des pays émergents et des pays en développement, pour lesquels les taux reposent sur des différences logarithmiques.

Les chiffres composites pour le PIB réel par habitant calculé selon les *parités de pouvoir d'achat* sont des sommes des données de chaque pays après conversion en dollar international pour les années indiquées.

Sauf indication contraire, les chiffres composites pour tous les secteurs dans la zone euro sont corrigés de manière à tenir compte des divergences dans la déclaration des transactions qui s'effectuent à l'intérieur de la zone. Pour les données annuelles sur le PIB, des données non ajustées sont utilisées pour la zone euro et la majorité des pays, à l'exception de Chypre, de l'Espagne, de l'Irlande et du Portugal, qui déclarent des données corrigées des effets de calendrier.

³Les moyennes du PIB réel, de l'inflation, du PIB par habitant et des cours des produits de base sont calculées sur la base des taux de variation annuelle composés, sauf pour le taux de chômage, qui repose sur une moyenne arithmétique simple.

⁴Voir l'encadré 1.1 de l'édition d'octobre 2020 des PEM pour une récapitulation des coefficients de pondération en parités de pouvoir d'achat révisés, ainsi que la « Révision des pondérations de parité de pouvoir d'achat » dans la *Mise à jour des PEM* de juillet 2014, l'appendice 1.1 de l'édition d'avril 2008 des PEM, l'encadré A2 de l'édition d'avril 2004 des PEM, l'encadré A1 de l'édition de mai 2000 des PEM et l'annexe IV de l'édition de mai 1993 des PEM ; voir aussi Anne-Marie Gulde et Marianne Schulze-Ghattas, « Purchasing Power Parity Based Weights for the *World Economic Outlook* », dans *Staff Studies for the World Economic Outlook* (Washington, Fonds monétaire international, décembre 1993), pages 106–23.

Pour les données antérieures à 1999, les agrégations des données se rapportent aux taux de change de l'écu de 1995.

Les chiffres composites pour les données budgétaires sont les sommes des données nationales après conversion en dollars aux taux de change moyens du marché pour les années indiquées.

Les taux composites du chômage et de l'emploi sont pondérés par la population active des pays, exprimée en pourcentage de la population active du groupe considéré.

Pour ce qui est des statistiques du secteur extérieur, les chiffres composites représentent la somme des données pour chaque pays, après conversion en dollars aux cours de change moyens des années indiquées pour la balance des paiements et aux cours en fin d'année pour la dette libellée dans des monnaies autres que le dollar américain.

En ce qui concerne toutefois les volumes et les prix du commerce extérieur, les chiffres composites représentent la moyenne arithmétique des pourcentages de variation enregistrés par les différents pays, pondérée par la valeur en dollars de leurs exportations ou importations respectives exprimées en pourcentage des exportations ou des importations au niveau mondial ou pour le groupe considéré (enregistrées l'année précédente).

Sauf indication contraire, les chiffres composites sont calculés pour les groupes de pays s'ils représentent au moins 90 % des pondérations du groupe.

Les données se rapportent aux années civiles, sauf pour un petit nombre de pays qui utilisent les exercices budgétaires. Le tableau F indique les pays dont la période de déclaration est différente pour les données relatives aux comptes nationaux et aux finances publiques.

Pour certains pays, les chiffres de 2020 et des années antérieures reposent sur des estimations, et non sur des données effectives. Le tableau G donne pour chaque pays les dernières données effectives pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Notes sur les pays

Pour l'Allemagne, les projections ont été établies sans tenir compte ni de la prolongation des mesures de confinement prises face à une troisième vague d'infections, ni de la loi de finances supplémentaire de 2021, ni du projet de budget fédéral de 2022.

Pour l'Argentine, les variables concernant les finances publiques et l'inflation ne sont pas publiées pour 2021–26, car elles sont dans une large mesure liées à des négociations en cours au sujet d'un programme. L'indice des prix à la consommation (IPC) officiel pour tout le pays

est établi à partir de décembre 2016. Pour les périodes précédentes, les données relatives à l'IPC pour l'Argentine correspondent à celles de l'IPC pour le Grand Buenos Aires (avant décembre 2013), à l'IPC national (IPCNU, de décembre 2013 à octobre 2015), à l'IPC de la ville de Buenos Aires (de novembre 2015 à avril 2016) et à l'IPC du Grand Buenos Aires (de mai à décembre 2016). Comme ces séries n'ont pas la même couverture géographique et n'emploient ni les mêmes pondérations, ni les mêmes méthodes d'échantillonnage, ni la même méthodologie, l'inflation moyenne pour 2014–16 et l'inflation en fin de période pour 2015–16 n'apparaissent pas dans l'édition d'avril 2021 des PEM. En outre, l'Argentine a mis fin à la publication des données sur le marché du travail en décembre 2015 et de nouvelles séries ont été publiées à compter du deuxième trimestre de 2016.

Les données et les prévisions pour le *Bangladesh* sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire à partir de l'édition d'octobre 2020 des PEM. Toutefois, les agrégats du PIB réel et du PIB en parités de pouvoir d'achat qui tiennent compte du Bangladesh sont basés sur des estimations de l'année civile.

Les données budgétaires pour l'*Équateur* indiquent les emprunts/prêts nets du secteur public non financier. Les autorités équatoriennes, avec l'appui technique du FMI, révisent les données budgétaires rétrospectives pour les emprunts/prêts nets du secteur public non financier au cours de la période 2012–17, afin de corriger les erreurs statistiques récemment constatées en ce qui concerne l'établissement des données au niveau infranational et la cohérence entre les données au-dessus de la ligne et les données de financement par sous-secteurs.

Les taux de croissance du PIB réel de l'*Inde* sont tirés des comptes nationaux, avec comme année de référence 2004/05 pour la période 1998–2011 et 2011/12 pour les années ultérieures.

Pour le *Liban*, les projections pour 2021–26 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé.

Du fait de la guerre civile et de l'insuffisance des capacités, la fiabilité des données relatives à la *Libye*, en particulier pour les comptes nationaux et les projections à moyen terme, est faible.

Le périmètre des séries de finances publiques pour la *République dominicaine* est le suivant : la dette publique, le service de la dette ainsi que les soldes corrigés des variations cycliques et soldes structurels se rapportent au secteur public consolidé (à savoir l'administration centrale, le reste du secteur public non financier et la banque centrale) ; les autres séries de finances publiques portent sur l'administration centrale.

Les données pour la *Syrie* sont exclues à compter de 2011 en raison de la situation politique incertaine.

Pour le *Turkménistan*, les estimations et les projections du solde budgétaire ont été établies sans tenir compte des recettes provenant de l'émission d'obligations intérieures, conformément au MSFP 2014. Dans les estimations officielles des autorités, qui sont établies à partir de méthodes statistiques nationales, les émissions d'obligations sont comprises dans les recettes publiques.

Pour la *Turquie*, les projections ont été établies sous leur forme définitive au début du mois de mars 2021.

Les données révisées des comptes nationaux de l'*Ukraine* sont disponibles à partir de 2000, mais n'incluent pas la Crimée et Sébastopol à partir de 2010.

En décembre 2020, les autorités de l'*Uruguay* ont commencé à communiquer les données de leurs comptes nationaux selon le SCN 2008, avec 2016 comme année de base. Les nouvelles séries ont commencé en 2016. Les données antérieures à 2016 témoignent du souci des services du FMI de préserver les données précédemment communiquées et d'éviter toute rupture structurelle.

À compter d'octobre 2018, le système public de retraite de l'*Uruguay* reçoit des transferts dans le contexte d'une nouvelle loi qui indemnise les personnes touchées par la création du système mixte de retraite. Ces fonds sont enregistrés comme recettes, conformément à la méthodologie du FMI. Ces transferts influent donc sur les données et les projections pour 2018–21. Ils représentaient 1,2 % du PIB en 2018 et 1,1 % du PIB en 2019, et devraient représenter 0,6 % en 2020, 0,2 % en 2021 et 0 % ultérieurement (pour de plus amples informations, veuillez consulter le rapport du FMI n° 19/64⁵). Cette note à propos du système public de retraite ne s'applique qu'aux séries relatives aux recettes et à la capacité/au besoin de financement.

Le périmètre des données budgétaires pour l'*Uruguay* est passé du secteur public consolidé au secteur public non financier à partir de l'édition d'octobre 2019 des PEM. En Uruguay, le secteur public non financier comprend l'administration centrale, les administrations locales, les caisses de sécurité sociale, les entreprises publiques non financières, et la Banco de Seguros del Estado. Les données rétrospectives ont également été révisées en conséquence. Dans ce périmètre budgétaire réduit, qui exclut la banque centrale, les actifs et passifs détenus par le secteur public non financier avec la banque centrale comme contrepartie ne sont pas enregistrés dans les chiffres de l'endettement. Dans ce contexte, les obligations de capitalisation émises

auparavant par l'État en faveur de la banque centrale font désormais partie de la dette du secteur public non financier. Les estimations de la dette brute et nette pour la période 2008–11 sont préliminaires.

L'établissement des perspectives économiques du *Venezuela*, y compris l'évaluation de l'évolution économique passée et actuelle comme base des projections, est compliqué par : l'absence d'entretiens avec les autorités (la dernière consultation au titre de l'article IV a eu lieu en 2004), une compréhension incomplète des données communiquées et des difficultés dans l'interprétation de certains indicateurs économiques étant donné l'évolution économique. Les comptes budgétaires incluent l'administration centrale, la sécurité sociale, l'organisme de garantie des dépôts (FOGADE) et une série d'entreprises publiques, dont *Petróleos de Venezuela S.A.* ; les données pour 2018–19 sont des estimations des services du FMI. Compte tenu des effets de l'hyperinflation et du manque de données communiquées, les indicateurs macroéconomiques projetés par les services du FMI doivent être interprétés avec prudence. Par exemple, le PIB nominal est projeté en supposant que le déflateur du PIB augmente en phase avec la projection de l'inflation moyenne estimée par les services du FMI. Le ratio dette publique extérieure/PIB est estimé à l'aide de l'estimation du taux de change moyen annuel établie par les services du FMI. Ces projections sont entourées d'une grande incertitude. Les prix à la consommation du Venezuela sont exclus de toutes les données de groupe des PEM.

En 2019, les autorités du *Zimbabwe* ont adopté le dollar à règlement brut en temps réel, rebaptisé par la suite dollar du Zimbabwe, et sont en train de redéfinir les statistiques de leurs comptes nationaux. Les données actuelles sont sujettes à révision. Le dollar du Zimbabwe avait auparavant cessé de circuler en 2009 et, entre 2009 et 2019, le Zimbabwe a fonctionné sous un régime multidevises dont l'unité de compte était le dollar américain.

Classification des pays

Résumé

Les pays sont répartis en deux groupes principaux : pays avancés, et pays émergents et pays en développement⁶. Loin d'être fixée en fonction de critères immuables, économiques ou autres, cette classification évolue au fil des années. Elle a pour but de faciliter l'analyse en permettant

⁶Dans la présente étude, les termes « pays » et « économie » ne se rapportent pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Ils s'appliquent aussi à certaines entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui établissent indépendamment des statistiques distinctes.

⁵*Uruguay : rapport des services du FMI pour les consultations de 2018 au titre de l'article IV*, rapport n° 19/64 (Washington : Fonds monétaire international, février 2019).

d'organiser les données de manière aussi significative que possible. Le tableau A donne une vue d'ensemble de la classification des pays, avec le nombre de pays appartenant à chaque groupe présenté par région ainsi que des indicateurs de la taille de leur économie (PIB calculé sur la base des parités de pouvoir d'achat, total des exportations de biens et de services, et population).

Un certain nombre de pays ne figurent pas actuellement dans cette classification et ne sont donc pas inclus dans l'analyse. Cuba et la République populaire démocratique de Corée ne sont pas membres du FMI, qui, en conséquence, n'assure aucun suivi de leur économie.

Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des Perspectives de l'économie mondiale

Pays avancés

Le tableau B donne la composition du groupe des pays avancés (39 pays). Les sept pays de ce groupe dont les PIB calculés sur la base des taux de change du marché sont les plus élevés (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) forment le sous-groupe dit des principaux pays avancés, souvent appelé le Groupe des Sept. Les pays membres de la zone euro constituent un autre sous-groupe. Les chiffres composites figurant dans les tableaux sous la rubrique « zone euro » se rapportent aux pays qui en font actuellement partie, et cela vaut pour toutes les années, bien que le nombre des pays membres ait augmenté au fil du temps.

Le tableau C donne la liste des pays membres de l'Union européenne, qui ne sont pas tous classés parmi les pays avancés dans les PEM.

Pays émergents et pays en développement

Le groupe des pays émergents et des pays en développement (156 pays) rassemble tous les pays qui ne sont pas des pays avancés.

Les pays émergents et les pays en développement sont regroupés par région : Afrique subsaharienne ; Amérique latine et Caraïbes ; Moyen-Orient et Asie centrale (qui comprend les sous-groupes régionaux « Caucase et Asie centrale » et « Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan » ; pays émergents et pays en développement d'Asie ; pays émergents et pays en développement d'Europe (on parle parfois d'Europe centrale et orientale).

Les pays émergents et les pays en développement sont aussi subdivisés en fonction de *critères analytiques*, qui

tiennent à la source de leurs recettes d'exportation et à la distinction entre pays créanciers nets et pays débiteurs nets. Les tableaux D et E donnent le détail de la composition des pays émergents et pays en développement, classés par région et en fonction de critères analytiques.

La classification des pays selon le critère analytique, par *source de recettes d'exportation*, distingue deux catégories : les *combustibles* (Classification type pour le commerce international — CTCI, section 3) et les *autres produits*, dont les *produits de base autres que les combustibles* (CTCI, sections 0, 1, 2, 4 et 68). Les pays sont classés dans l'un ou l'autre de ces groupes lorsque leur principale source de recettes d'exportation dépasse 50 % de leurs exportations, en moyenne, entre 2015 et 2019.

La classification en fonction de critères financiers et de critères de revenu distingue les *pays créanciers nets*, les *pays débiteurs nets*, les *pays pauvres très endettés* (PPTE), les PDFR et les *pays émergents et pays à revenu intermédiaire*. Les pays sont classés parmi les débiteurs nets lorsque leur dernière position extérieure globale nette, si elle est disponible, est négative ou que le solde courant qu'ils ont accumulé entre 1972 (ou une année antérieure si des données sont disponibles) et 2019 est négatif. Les pays débiteurs nets sont aussi différenciés selon la *situation du service de la dette*⁷.

Le groupe des PPTE comprend tous les pays qui, selon le FMI et la Banque mondiale, peuvent participer à l'initiative PPTE en vue de ramener leur dette extérieure à un niveau viable dans un délai relativement bref⁸. Nombre de ces pays ont déjà bénéficié d'un allègement de la dette et ont pu sortir de l'initiative.

Les PDFR sont les pays qui ont un revenu par habitant inférieur à un certain niveau (fixé à 2 700 dollars en 2016 selon la méthode Atlas de la Banque mondiale), des caractéristiques structurelles qui correspondent à un développement et à une transformation structurelle restreints, ainsi que des relations financières extérieures insuffisantes pour être considérés de manière générale comme des pays émergents.

Le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire comprend les pays émergents et les pays en développement qui ne sont pas classés parmi les PDFR.

⁷Pendant la période 2015–19, 27 pays ont accumulé des arriérés de paiements extérieurs ou ont conclu des accords de rééchelonnement de leur dette avec des créanciers officiels ou des banques commerciales. Ce groupe de pays est désigné sous le nom de *pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2015 et 2019*.

⁸Voir David Andrews, Anthony R. Boote, Syed S. Rizavi et Sukwinder Singh, *Allègement de la dette des pays à faible revenu : l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés*, brochure du FMI n° 51 (Washington, Fonds monétaire international, novembre 1999).

Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2020¹
(En pourcentage du total pour le groupe considéré ou du total)

	Nombre de pays	PIB		Exportations de biens et de services		Population	
		Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde
Pays avancés	39	100,0	42,5	100,0	63,0	100,0	14,1
États-Unis		37,4	15,9	15,3	9,7	30,7	4,3
Zone euro	19	28,3	12,0	42,3	26,7	31,7	4,5
Allemagne		8,0	3,4	12,0	7,6	7,7	1,1
France		5,4	2,3	5,4	3,4	6,1	0,9
Italie		4,4	1,9	4,0	2,5	5,6	0,8
Espagne		3,2	1,4	2,8	1,8	4,4	0,6
Japon		9,5	4,0	5,7	3,6	11,7	1,6
Royaume-Uni		5,3	2,2	5,3	3,3	6,2	0,9
Canada		3,3	1,4	3,4	2,2	3,5	0,5
Autres pays avancés	16	16,2	6,9	28,0	17,6	16,2	2,3
<i>Pour mémoire</i>							
Principaux pays avancés	7	73,3	31,2	51,1	32,2	71,6	10,1
		Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde
Pays émergents et pays en développement	156	100,0	57,5	100,0	37,0	100,0	85,9
Par région							
Pays émergents et pays en développement d'Asie	30	55,9	32,2	53,4	19,8	55,9	48,0
Chine		31,9	18,3	33,5	12,4	21,4	18,4
Inde		11,8	6,8	6,0	2,2	21,0	18,0
ASEAN-5	5	9,8	5,7	12,4	4,6	8,8	7,6
Pays émergents et pays en développement d'Europe	16	13,5	7,7	16,2	6,0	5,8	5,0
Russie		5,4	3,1	4,6	1,7	2,2	1,9
Amérique latine et Caraïbes	33	12,7	7,3	13,1	4,9	9,7	8,3
Brésil		4,2	2,4	2,9	1,1	3,2	2,8
Mexique		3,2	1,9	5,3	2,0	1,9	1,7
Moyen-Orient et Asie centrale	32	12,5	7,2	13,3	4,9	12,7	10,9
Arabie saoudite		2,1	1,2	2,2	0,8	0,5	0,5
Afrique subsaharienne	45	5,4	3,1	4,0	1,5	15,9	13,7
Nigéria		1,4	0,8	0,5	0,2	3,1	2,7
Afrique du Sud		0,9	0,5	1,1	0,4	0,9	0,8
Classification analytique²							
Source des recettes d'exportation							
Combustibles	26	10,0	5,8	12,5	4,6	9,5	8,2
Autres produits	129	90,0	51,7	87,5	32,4	90,5	77,7
Dont : produits primaires	35	5,3	3,0	5,1	1,9	9,2	7,9
Source de financement extérieur							
Pays débiteurs (net)	123	52,7	30,3	49,4	18,3	68,7	59,1
Pays débiteurs (net), selon le service de la dette							
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2015 et 2019	28	3,8	2,2	2,7	1,0	7,4	6,3
Autres groupes							
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	97	91,6	52,7	92,4	34,2	76,7	65,9
Pays en développement à faible revenu	57	8,4	4,8	7,6	2,8	23,3	20,1
Pays pauvres très endettés	39	2,9	1,7	2,0	0,8	12,1	10,4

¹Les parts de PIB sont fondées sur le calcul des PIB des pays à parités de pouvoir d'achat (PPA). Le nombre de pays indiqué pour chaque groupe correspond à ceux dont les données sont incluses dans le total.

²La Syrie est exclue du groupe classé par source des recettes d'exportation, et le Soudan du Sud et la Syrie sont exclus du groupe classé par la position extérieure nette en raison de l'insuffisance des données.

Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe

Principales zones monétaires		
États-Unis		
Zone euro		
Japon		
Zone euro		
Allemagne	France	Malte
Autriche	Grèce	Pays-Bas
Belgique	Irlande	Portugal
Chypre	Italie	République slovaque
Espagne	Lettonie	Slovénie
Estonie	Lituanie	
Finlande	Luxembourg	
Principaux pays avancés		
Allemagne	France	Royaume-Uni
Canada	Italie	
États-Unis	Japon	
Autres pays avancés		
Australie	Macao (RAS) ²	Singapour
Corée	Norvège	Suède
Danemark	Nouvelle-Zélande	Suisse
Hong Kong (RAS) ¹	Porto Rico	Taiwan, prov. chinoise de
Islande	République tchèque	
Israël	Saint-Marin	

¹Le 1^{er} juillet 1997, Hong Kong, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

²Le 20 décembre 1999, Macao, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

Tableau C. Union européenne

Allemagne	Finlande	Malte
Autriche	France	Pays-Bas
Belgique	Grèce	Pologne
Bulgarie	Hongrie	Portugal
Chypre	Irlande	République slovaque
Croatie	Italie	République tchèque
Danemark	Lettonie	Roumanie
Espagne	Lituanie	Slovénie
Estonie	Luxembourg	Suède

Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation¹

	Combustibles	Autres produits, dont produits primaires
Pays émergents et pays en développement d'Asie		
	Brunei Darussalam	Îles Marshall
	Timor-Leste	Îles Salomon
		Kiribati
		Papouasie-Nouvelle-Guinée
		Tuvalu
Amérique latine et Caraïbes		
	Équateur	Argentine
	Trinité-et-Tobago	Bolivie
	Venezuela	Chili
		Guyana
		Paraguay
		Pérou
		Suriname
		Uruguay
Moyen-Orient et Asie centrale		
	Algérie	Afghanistan
	Arabie saoudite	Mauritanie
	Azerbaïdjan	Ouzbékistan
	Bahreïn	Somalie
	Émirats arabes unis	Soudan
	Iran	Tadjikistan
	Iraq	
	Kazakhstan	
	Koweït	
	Libye	
	Oman	
	Qatar	
	Turkménistan	
	Yémen	
Afrique subsaharienne		
	Angola	Afrique du Sud
	Congo, Rép. du	Bénin
	Gabon	Burkina Faso
	Guinée équatoriale	Burundi
	Nigéria	Congo, Rép. dém. du
	Soudan du Sud	Côte d'Ivoire
	Tchad	Érythrée
		Guinée
		Guinée Bissau
		Libéria
		Malawi
		Mali
		République centrafricaine
		Sierra Leone
		Zambie
		Zimbabwe

¹Les pays émergents et pays en développement d'Europe ne figurent pas dans ce tableau, car aucun de ces pays ne compte de combustibles ou de produits primaires hors combustibles parmi leur principale source de recettes d'exportation.

Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant

	Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³		Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³
Pays émergents et pays en développement d'Asie				Monténégro	*		•
Bangladesh	*		*	Pologne	*		•
Bhoutan	*		*	Roumanie	*		•
Brunei Darussalam	•		•	Russie	•		•
Cambodge	*		*	Serbie	*		•
Chine	•		•	Turquie	*		•
Fidji	*		•	Ukraine	*		•
Îles Marshall	*		•	Amérique latine et Caraïbes			
Îles Salomon	*		*	Antigua-et-Barbuda	*		•
Inde	*		•	Argentine	•		•
Indonésie	*		•	Aruba	*		•
Kiribati	•		*	Bahamas	*		•
Malaisie	*		•	Barbade	*		•
Maldives	*		•	Belize	*		•
Micronésie	•		•	Bolivie	*	•	•
Mongolie	*		•	Brésil	*		•
Myanmar	*		*	Chili	*		•
Nauru	*		•	Colombie	*		•
Népal	•		*	Costa Rica	*		•
Palaos	*		•	Dominique	•		•
Papouasie-Nouvelle-Guinée	*		*	El Salvador	*		•
Philippines	*		•	Équateur	*		•
République dém. pop. lao	*		*	Grenade	*		•
Samoa	*		•	Guatemala	*		•
Sri Lanka	*		•	Guyana	*	•	•
Thaïlande	*		•	Haïti	*	•	*
Timor-Leste	•		*	Honduras	*	•	*
Tonga	*		•	Jamaïque	*		•
Tuvalu	*		•	Mexique	*		•
Vanuatu	*		•	Nicaragua	*	•	*
Viet Nam	*		*	Panama	*		•
Pays émergents et pays en développement d'Europe				Paraguay	*		•
Albanie	*		•	Pérou	*		•
Bélarus	*		•	République dominicaine	*		•
Bosnie-Herzégovine	*		•	Saint-Kitts-et-Nevis	*		•
Bulgarie	*		•	Saint-Vincent-et-les Grenadines	*		•
Croatie	*		•	Sainte-Lucie	*		•
Hongrie	*		•	Suriname	*		•
Kosovo	*		•	Trinité-et-Tobago	•		•
Macédoine du Nord	*		•	Uruguay	*		•
Moldova	*		*	Venezuela	•		•

Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant (fin)

	Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³		Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³
Moyen-Orient et Asie centrale				Cabo Verde	*		●
Afghanistan	●	●	*	Cameroun	*	●	*
Algérie	●		●	Comores	*	●	*
Arabie saoudite	●		●	Congo, Rép. dém. du	*	●	*
Arménie	*		●	Congo, Rép. du	*	●	*
Azerbaïdjan	●		●	Côte d'Ivoire	*	●	*
Bahreïn	●		●	Érythrée	●	*	*
Cisjordanie et Gaza	*		●	Eswatini	●		●
Djibouti	*		*	Éthiopie	*	●	*
Égypte	*		●	Gabon	●		●
Émirats arabes unis	●		●	Gambie	*	●	*
Géorgie	*		●	Ghana	*	●	*
Iran	●		●	Guinée	*	●	*
Iraq	●		●	Guinée Bissau	*	●	*
Jordanie	*		●	Guinée équatoriale	●		●
Kazakhstan	*		●	Kenya	*		*
Koweït	●		●	Lesotho	*		*
Liban	*		●	Libéria	*	●	*
Libye	●		●	Madagascar	*	●	*
Maroc	*		●	Malawi	*	●	*
Mauritanie	*	●	*	Mali	*	●	*
Oman	*		●	Maurice	●		●
Ouzbékistan	●		*	Mozambique	*	●	*
Pakistan	*		●	Namibie	*		●
Qatar	●		●	Niger	*	●	*
République kirghize	*		*	Nigéria	*		*
Somalie	*	*	*	Ouganda	*	●	*
Soudan	*	*	*	République centrafricaine	*	●	*
Syrie ⁴	...		●	Rwanda	*	●	*
Tadjikistan	*		*	Sao Tomé-et-Principe	*	●	*
Tunisie	*		●	Sénégal	*	●	*
Turkménistan	●		●	Seychelles	*		●
Yémen	*		*	Sierra Leone	*	●	*
Afrique subsaharienne				Soudan du Sud ⁴	...		*
Afrique du Sud	●		●	Tanzanie	*	●	*
Angola	*		●	Tchad	*	●	*
Bénin	*	●	*	Togo	*	●	*
Botswana	●		●	Zambie	*	●	*
Burkina Faso	*	●	*	Zimbabwe	*		*
Burundi	*	●	*				

¹La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est un crédeur (débiteur) net.²La présence d'un rond au lieu d'un astérisque indique que le pays a atteint le point d'achèvement, ce qui lui permet de recevoir l'allégement de dette total qui a été permis au point de décision.³La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est classé dans le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire (pays en développement à faible revenu).⁴Le Soudan du Sud et la Syrie sont exclus du groupe classé par la position extérieure nette en raison de leur base de données encore en cours de composition.

Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente¹

	Comptes nationaux	Finances publiques
Bahamas		Juil./juin
Bangladesh	Juil./juin	Juil./juin
Barbade		Avril/mars
Bhoutan	Juil./juin	Juil./juin
Botswana		Avril/mars
Burundi		Juil./juin
Dominique		Juil./juin
Égypte	Juil./juin	Juil./juin
Eswatini		Avril/mars
Éthiopie	Juil./juin	Juil./juin
Haïti	Oct./sept.	Oct./sept.
Hong Kong (RAS)		Avril/mars
Îles Marshall	Oct./sept.	Oct./sept.
Inde	Avril/mars	Avril/mars
Iran	Avril/mars	Avril/mars
Jamaïque		Avril/mars
Lesotho	Avril/mars	Avril/mars
Maurice		Juil./juin
Micronésie	Oct./sept.	Oct./sept.
Myanmar	Oct./sept.	Oct./sept.
Namibie		Avril/mars
Nauru	Juil./juin	Juil./juin
Népal	Août/juil.	Août/juil.
Pakistan	Juil./juin	Juil./juin
Palaos	Oct./sept.	Oct./sept.
Porto Rico	Juil./juin	Juil./juin
Rwanda		Juil./juin
Sainte-Lucie		Avril/mars
Samoa	Juil./juin	Juil./juin
Singapour		Avril/mars
Thaïlande		Oct./sept.
Tonga	Juil./juin	Juil./juin
Trinité-et-Tobago		Oct./sept.

¹Sauf indication contraire, toutes les données portent sur les années civiles.

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Afghanistan	Afghani	BSN	2019	2016	SCN 2008		BSN	2020
Afrique du Sud	Rand sud-africain	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020
Albanie	Lek albanais	Services du FMI	2019	1996	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2020
Algérie	Dinar algérien	BSN	2019	2001	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2019
Allemagne	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1991	BSN	2020
Angola	Kwanza angolais	BSN et MEP	2019	2002	SECN 1995		BSN	2019
Antigua-et-Barbuda	Dollar des Caraïbes orientales	BC	2019	2006 ⁶	SCN 1993		BC	2020
Arabie saoudite	Riyal saoudien	BSN	2019	2010	SCN 1993		BSN	2020
Argentine	Peso argentin	BSN	2019	2004	SCN 2008		BSN	2020
Arménie	Dram arménien	BSN	2019	2005	SCN 2008		BSN	2019
Aruba	Florin d'Aruba	BSN	2017	2000	SCN 1993	Depuis 2000	BSN	2020
Australie	Dollar australien	BSN	2020	2018	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2020
Autriche	Euro	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Azerbaïdjan	Manat d'Azerbaïdjan	BSN	2019	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2020
Bahamas	Dollar des Bahamas	BSN	2019	2012	SCN 1993		BSN	2019
Bahreïn	Dinar de Bahreïn	BSN	2019	2010	SCN 2008		BSN	2019
Bangladesh	Taka du Bangladesh	BSN	2019/20	2005/06	SCN 2008		BSN	2019/20
Barbade	Dollar de la Barbade	BSN et BC	2019	2010	SCN 1993		BSN	2020
Bélarus	Rouble biélorusse	BSN	2019	2018	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2019
Belgique	Euro	BC	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BC	2020
Belize	Dollar du Belize	BSN	2020	2000	SCN 1993		BSN	2019
Bénin	Franc CFA	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2019
Bhoutan	Ngultrum du Bhoutan	BSN	2019/20	2000/01 ⁶	SCN 1993		BC	2019/20
Bolivie	Boliviano bolivien	BSN	2019	1990	SCN 2008		BSN	2020
Bosnie-Herzégovine	Mark convertible	BSN	2018	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2019
Botswana	Pula du Botswana	BSN	2019	2006	SCN 1993		BSN	2019
Brésil	Real brésilien	BSN	2020	1995	SCN 2008		BSN	2020
Brunei Darussalam	Dollar de Brunei	BSN et DAP	2019	2010	SCN 2008		BSN et DAP	2019
Bulgarie	Lev bulgare	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2020
Burkina Faso	Franc CFA	BSN et MEP	2018	2015	SCN 2008		BSN	2019
Burundi	Franc burundais	BSN et Services du FMI	2019	2005	SCN 1993		BSN	2020
Cabo Verde	Escudo cap-verdien	BSN	2019	2007	SCN 2008	Depuis 2011	BSN	2019
Cambodge	Riel cambodgien	BSN	2019	2000	SCN 1993		BSN	2019
Cameroun	Franc CFA	BSN	2019	2005	SCN 2008		BSN	2019
Canada	Dollar canadien	BSN	2020	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2020
Chili	Peso chilien	BC	2020	2013 ⁶	SCN 2008	Depuis 2003	BSN	2019
Chine	Yuan chinois	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020
Chypre	Euro	BSN	2020	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Cisjordanie et Gaza	Nouveau shekel israélien	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2020
Colombie	Peso colombien	BSN	2020	2015	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2020
Comores	Franc comorien	MdF	2018	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2019
Congo, Rép. dém. du	Franc congolais	BSN	2019	2005	SCN 1993		BC	2019
Congo, Rép. du	Franc CFA	BSN	2018	2005	SCN 1993		BSN	2019

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Afghanistan	MdF	2019	2001	AC	C	BSN, MdF et BC	2018	MBP 6
Afrique du Sud	MdF	2020	2001	AC, AEF, CSS, autre	C	BC	2019	MBP 6
Albanie	Services du FMI	2019	1986	AC, AL, CSS, SPM, SPNF	...	BC	2019	MBP 6
Algérie	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Allemagne	BSN	2020	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Angola	MdF	2019	2001	AC, AL	...	BC	2019	MBP 6
Antigua-et-Barbuda	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BC	2018	MBP 6
Arabie saoudite	MdF	2019	2014	AC	C	BC	2019	MBP 6
Argentine	MEP	2019	1986	AC, AEF, CSS	C	BSN	2019	MBP 6
Arménie	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Aruba	MdF	2019	2001	AC	Mixte	BC	2019	MBP 6
Australie	MdF	2019	2014	AC, AEF, AL, CT	E	BSN	2020	MBP 6
Autriche	BSN	2019	2014	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
Azerbaïdjan	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Bahamas	MdF	2019/20	2014	AC	C	BC	2019	MBP 5
Bahreïn	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Bangladesh	MdF	2018/19	...	AC	C	BC	2018/19	MBP 6
Barbade	MdF	2019/20	1986	ACB	C	BC	2019	MBP 5
Bélarus	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2019	MBP 6
Belgique	BC	2019	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
Belize	MdF	2019	1986	AC, SPM	Mixte	BC	2019	MBP 6
Bénin	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Bhoutan	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2019/20	MBP 6
Bolivie	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2019	MBP 6
Bosnie-Herzégovine	MdF	2019	2014	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2019	MBP 6
Botswana	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Brésil	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Brunei Darussalam	MdF	2020	...	AC, ACB	C	BSN, MEP et DAP	2019	MBP 6
Bulgarie	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Burkina Faso	MdF	2019	2001	AC	CE	BC	2018	MBP 6
Burundi	MdF	2019/20	2001	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Cabo Verde	MdF	2018	2001	AC	E	BSN	2019	MBP 6
Cambodge	MdF	2018	2001	AC, AL	Mixte	BC	2019	MBP 5
Cameroun	MdF	2019	2001	AC, SPNF, SPFNM	Mixte	MdF	2018	MBP 6
Canada	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	E	BSN	2020	MBP 6
Chili	MdF	2020	2001	AC, AL	E	BC	2020	MBP 6
Chine	MdF	2019	...	AC, AL	C	DAP	2020	MBP 6
Chypre	BSN	2019	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
Cisjordanie et Gaza	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BSN	2019	MBP 6
Colombie	MdF	2019	2001	AC, AEF, AL, CSS	...	BC et BSN	2019	MBP 6
Comores	MdF	2018	1986	AC	Mixte	BC et services du FMI	2018	MBP 5
Congo, Rép. dém. du	MdF	2019	2001	AC, AL	E	BC	2019	MBP 6
Congo, Rép. du	MdF	2018	2001	AC	E	BC	2017	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Corée	Won coréen	BC	2020	2015	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2020
Costa Rica	Colon costa-ricien	BC	2019	2017	SCN 2008		BC	2019
Côte d'Ivoire	Franc CFA	BSN	2017	2015	SCN 2008		BSN	2019
Croatie	Kuna croate	BSN	2019	2015	SECN 2010		BSN	2019
Danemark	Couronne danoise	BSN	2019	2010	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2019
Djibouti	Franc djiboutien	BSN	2018	2013	SCN 1993		BSN	2019
Dominique	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2018	2006	SCN 1993		BSN	2019
Égypte	Livre égyptienne	MEP	2019/20	2016/17	SCN 2008		BSN	2019
El Salvador	Dollar EU	BC	2019	2014	SCN 2008		BSN	2019
Émirats arabes unis	Dirham des É.A.U.	BSN	2019	2010	SCN 2008		BSN	2020
Équateur	Dollar EU	BC	2019	2007	SCN 1993		BSN et BC	2020
Érythrée	Nakfa d'Érythrée	Services du FMI	2018	2011	SCN 1993		BSN	2018
Espagne	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Estonie	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2020
Eswatini	Lilangeni	BSN	2019	2011	SCN 2008		BSN	2020
États-Unis	Dollar EU	BSN	2020	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2020
Éthiopie	Birr éthiopien	BSN	2019/20	2015/16	SCN 2008		BSN	2019
Fidji	Dollar de Fidji	BSN	2019	2014	SCN 1993		BSN	2019
Finlande	Euro	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2019
France	Euro	BSN	2020	2014	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Gabon	Franc CFA	MdF	2019	2001	SCN 1993		BSN	2019
Gambie	Dalasi gambien	BSN	2018	2013	SCN 2008		BSN	2018
Géorgie	Lari géorgien	BSN	2019	2015	SCN 2008	Depuis 1996	BSN	2019
Ghana	Cedi ghanéen	BSN	2019	2013	SCN 2008		BSN	2019
Grèce	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Grenade	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2019	2006	SCN 2008		BSN	2019
Guatemala	Quetzal guatémaltèque	BC	2019	2013	SCN 1993	Depuis 2001	BSN	2019
Guinée	Franc guinéen	BSN	2018	2010	SCN 1993		BSN	2020
Guinée Bissau	Franc CFA	BSN	2018	2015	SCN 2008		BSN	2020
Guinée équatoriale	Franc CFA	MEP et BC	2017	2006	SCN 1993		MEP	2019
Guyana	Dollar du Guyana	BSN	2019	2012 ⁶	SCN 2008		BSN	2020
Haïti	Gourde haïtienne	BSN	2018/19	2012	SCN 2008		BSN	2019/20
Honduras	Lempira hondurien	BC	2019	2000	SCN 1993		BC	2019
Hong Kong (RAS)	Dollar de Hong Kong	BSN	2020	2018	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2020
Hongrie	Forint hongrois	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	OEI	2020
Îles Marshall	Dollar EU	BSN	2018/19	2003/04	SCN 1993		BSN	2018/19
Îles Salomon	Dollar des Salomon	BC	2019	2012	SCN 1993		BSN	2019
Inde	Roupie indienne	BSN	2020/21	2011/12	SCN 2008		BSN	2019/20
Indonésie	Rupiah indonésienne	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Corée	MdF	2019	2001	AC, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Costa Rica	MdF et BC	2019	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Côte d'Ivoire	MdF	2019	1986	AC	E	BC	2018	MBP 6
Croatie	MdF	2019	2014	AC, AL	E	BC	2019	MBP 6
Danemark	BSN	2019	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2019	MBP 6
Djibouti	MdF	2019	2001	AC	E	BC	2018	MBP 5
Dominique	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Égypte	MdF	2019/20	2001	AC, AL, CSS, SPM	C	BC	2019/20	MBP 5
El Salvador	MdF et BC	2019	1986	AC, AL, CSS, SPNF	C	BC	2019	MBP 6
Émirats arabes unis	MdF	2019	2001	AC, ACB, AEF, CSS	Mixte	BC	2019	MBP 5
Équateur	BC et MdF	2019	1986	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	Mixte	BC	2019	MBP 6
Érythrée	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 5
Espagne	MdF et BSN	2019	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
Estonie	MdF	2019	1986/2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Eswatini	MdF	2019/20	2001	AC	E	BC	2019	MBP 6
États-Unis	MEP	2019	2014	AC, AEF, AL	E	BSN	2019	MBP 6
Éthiopie	MdF	2019/20	1986	AC, AEF, AL, SPNF	C	BC	2019/20	MBP 5
Fidji	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Finlande	MdF	2020	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
France	BSN	2019	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Gabon	Services du FMI	2019	2001	AC	E	BC	2019	MBP 5
Gambie	MdF	2018	1986	AC	C	BC et services du FMI	2018	MBP 5
Géorgie	MdF	2019	2001	AC, AL	C	BSN et BC	2019	MBP 6
Ghana	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2019	MBP 5
Grèce	BSN	2019	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
Grenade	MdF	2019	2014	AC	CE	BC	2018	MBP 6
Guatemala	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Guinée	MdF	2019	2001	AC	C	BC et MEP	2019	MBP 6
Guinée Bissau	MdF	2019	2001	AC	E	BC	2019	MBP 6
Guinée équatoriale	MdF et MEP	2018	1986	AC	C	BC	2017	MBP 5
Guyana	MdF	2019	1986	AC, CSS, SPNF	C	BC	2019	MBP 6
Haïti	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2019/20	MBP 5
Honduras	MdF	2019	2014	AC, AL, CSS, autre	Mixte	BC	2019	MBP 5
Hong Kong (RAS)	BSN	2019/20	2001	AC	C	BSN	2019	MBP 6
Hongrie	MEP et BSN	2019	SECN 2010	AC, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2019	MBP 6
Îles Marshall	MdF	2018/19	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2018/19	MBP 6
Îles Salomon	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Inde	MdF et services du FMI	2019/20	1986	AC, AEF	C	BC	2019/20	MBP 6
Indonésie	MdF	2020	2001	AC, AL	C	BC	2020	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Iran	Rial iranien	BC	2019/20	2011/12	SCN 1993		BC	2018/19
Iraq	Dinar iraquien	BSN	2020	2007	SCN 1968/93		BSN	2020
Irlande	Euro	BSN	2019	2017	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2019
Islande	Couronne islandaise	BSN	2018	2005	SECN 2010	Depuis 1990	BSN	2018
Israël	Nouveau shekel israélien	BSN	2020	2015	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2020
Italie	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Jamaïque	Dollar jamaïcain	BSN	2019	2007	SCN 1993		BSN	2019
Japon	Yen japonais	DAP	2020	2015	SCN 2008	Depuis 1980	DAP	2020
Jordanie	Dinar jordanien	BSN	2019	2016	SCN 1993		BSN	2019
Kazakhstan	Tenge kazakh	BSN	2020	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BC	2020
Kenya	Shilling du Kenya	BSN	2019	2009	SCN 2008		BSN	2020
Kiribati	Dollar australien	BSN	2017	2006	SCN 2008		Services du FMI	2017
Kosovo	Euro	BSN	2019	2016	SECN 2010		BSN	2020
Koweït	Dinar koweïtien	MEP et BSN	2019	2010	SCN 1993		BSN et MEP	2019
Lesotho	Loti du Lesotho	BSN	2018/19	2012/13	SCN 2008		BSN	2019
Lettonie	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Liban	Livre libanaise	BSN	2018	2010	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2019/20
Libéria	Dollar EU	Services du FMI	2016	2018	SCN 1993		BC	2019
Libye	Dinar libyen	BC	2017	2007	SCN 1993		BSN	2019
Lituanie	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2005	BSN	2020
Luxembourg	Euro	BSN	2020	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Macao (RAS)	Pataca de Macao	BSN	2020	2018	SCN 2008	Depuis 2001	BSN	2020
Macédoine du Nord	Dinar macédonien	BSN	2020	2005	SECN 2010		BSN	2020
Madagascar	Ariary malgache	BSN	2018	2007	SCN 1993		BSN	2020
Malaisie	Ringgit malaisien	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2019
Malawi	Kwacha malawien	BSN	2019	2010	SCN 2008		BSN	2020
Maldives	Rufiyaa des Maldives	MdF et BSN	2020	2014	SCN 1993		BC	2020
Mali	Franc CFA	BSN	2018	1999	SCN 1993		BSN	2018
Malte	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2020
Maroc	Dirham marocain	BSN	2019	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2019
Maurice	Roupie mauricienne	BSN	2018	2006	SCN 1993	Depuis 1999	BSN	2020
Mauritanie	Ouguiya mauritanienne	BSN	2018	2014	SCN 1993	Depuis 2014	BSN	2019
Mexique	Peso mexicain	BSN	2020	2013	SCN 2008		BSN	2020
Micronésie	Dollar EU	BSN	2017/18	2003/04	SCN 1993		BSN	2017/18
Moldova	Leu moldave	BSN	2019	1995	SCN 1993		BSN	2020
Mongolie	Togrog mongol	BSN	2020	2010	SCN 1993		BSN	2020
Monténégro	Euro	BSN	2020	2006	SECN 2010		BSN	2020
Mozambique	Metical du Mozambique	BSN	2019	2014	SCN 1993/2008		BSN	2019
Myanmar	Kyat du Myanmar	MEP	2019/20	2015/16	...		BSN	2019/20
Namibie	Dollar namibien	BSN	2020	2000	SCN 1993		BSN	2020
Nauru	Dollar australien	...	2018	2006/07	SCN 1993		BSN	2019
Népal	Roupie népalaise	BSN	2019/20	2000/01	SCN 1993		BC	2019/20
Nicaragua	Cordoba nicaraguayen	BC	2019	2006	SCN 1993	Depuis 1994	BC	2020
Niger	Franc CFA	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2019

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Iran	MdF	2018/19	2001	AC	C	BC	2019/20	MBP 5
Iraq	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Irlande	MdF et BSN	2019	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2019	MBP 6
Islande	BSN	2019	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
Israël	MdF et BSN	2019	2014	AC, AL, CSS	...	BSN	2020	MBP 6
Italie	BSN	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Jamaïque	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Japon	DAP	2019	2014	AC, AL, CSS	E	MdF	2020	MBP 6
Jordanie	MdF	2019	2001	AC, SPNF	C	BC	2019	MBP 6
Kazakhstan	BSN	2020	2001	AC, AL	C	BC	2019	MBP 6
Kenya	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Kiribati	MdF	2017	1986	AC	C	BSN et services du FMI	2018	MBP 6
Kosovo	MdF	2020	...	AC, AL	C	BC	2019	MBP 6
Koweït	MdF	2019	2014	AC, CSS	Mixte	BC	2018	MBP 6
Lesotho	MdF	2019/20	2001	AC, AL	C	BC	2018/19	MBP 6
Lettonie	MdF	2020	SECN 2010	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Liban	MdF	2019	2001	AC	Mixte	BC et services du FMI	2019	MBP 5
Libéria	MdF	2019	2001	AC	E	BC	2019	MBP 5
Libye	BC	2019	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2017	MBP 6
Lituanie	MdF	2019	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Luxembourg	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2019	MBP 6
Macao (RAS)	MdF	2019	2014	AC, CSS	C	BSN	2019	MBP 6
Macédoine du Nord	MdF	2020	1986	AC, AEF, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Madagascar	MdF	2020	1986	AC, AL	C	BC	2019	MBP 6
Malaisie	MdF	2019	2001	AC, AEF, AL	C	BSN	2019	MBP 6
Malawi	MdF	2019	2014	AC	C	BSN et DAP	2020	MBP 6
Maldives	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Mali	MdF	2018	2001	AC	Mixte	BC	2018	MBP 6
Malte	BSN	2019	2001	AC, CSS	E	BSN	2019	MBP 6
Maroc	MEP	2019	2001	AC	E	DAP	2019	MBP 6
Maurice	MdF	2019/20	2001	AC, AL, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Mauritanie	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Mexique	MdF	2020	2014	AC, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2019	MBP 6
Micronésie	MdF	2017/18	2001	AC, AEF	...	BSN	2017/18	MBP 6
Moldova	MdF	2019	1986	AC, AL	C	BC	2019	MBP 6
Mongolie	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Monténégro	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Mozambique	MdF	2019	2001	AC, AEF	Mixte	BC	2019	MBP 6
Myanmar	MdF	2019/20	2014	AC, SPNF	C	Services du FMI	2018/19	MBP 6
Namibie	MdF	2018/19	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Nauru	MdF	2019/20	2001	AC	Mixte	Services du FMI	2018/19	MBP 6
Népal	MdF	2019/20	2001	AC	C	BC	2019/20	MBP 5
Nicaragua	MdF	2019	1986	AC, AL, CSS	C	Services du FMI	2019	MBP 6
Niger	MdF	2019	1986	AC	E	BC	2018	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Nigéria	Naira nigérien	BSN	2019	2010	SCN 2008		BSN	2019
Norvège	Couronne norvégienne	BSN	2018	2018	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2019
Nouvelle-Zélande ⁶	Dollar néo-zélandais	BSN	2020	2009/10	SCN 2008	Depuis 1987	BSN	2020
Oman	Rial omani	BSN	2019	2010	SCN 1993		BSN	2019
Ouganda	Shilling ougandais	BSN	2019	2016	SCN 1993		BC	2020
Ouzbékistan	Sum ouzbek	BSN	2019	2015	SCN 1993		BSN et services du FMI	2020
Pakistan	Roupie pakistanaise	BSN	2019/20	2005/06 ⁶	...		BSN	2019/20
Palaos	Dollar EU	MdF	2018/19	2014/15	SCN 1993		MdF	2018/19
Panama	Dollar EU	BSN	2019	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2020
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Kina papouan-néo-guinéen	BSN et MdF	2019	2013	SCN 1993		BSN	2019
Paraguay	Guarani paraguayen	BC	2019	2014	SCN 2008		BC	2019
Pays-Bas	Euro	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2019
Pérou	Sol péruvien	BC	2020	2007	SCN 1993		BC	2019
Philippines	Peso philippin	BSN	2020	2018	SCN 2008		BSN	2020
Pologne	Zloty polonais	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2020
Porto Rico	Dollar EU	BSN	2018/19	1954	SCN 1968		BSN	2018/19
Portugal	Euro	BSN	2020	2016	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Qatar	Riyal qatarien	BSN et MEP	2019	2018	SCN 1993		BSN et MEP	2019
République centrafricaine	Franc CFA	BSN	2017	2005	SCN 1993		BSN	2020
République dém. pop. lao	Kip lao	BSN	2019	2012	SCN 1993		BSN	2019
République dominicaine	Peso dominicain	BC	2019	2007	SCN 2008	Depuis 2007	BC	2020
République kirghize	Som kirghize	BSN	2019	2005	SCN 1993		BSN	2019
République slovaque	Euro	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 1997	BSN	2020
République tchèque	Couronne tchèque	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2019
Roumanie	Leu roumain	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2019
Royaume-Uni	Livre sterling	BSN	2020	2018	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Russie	Rouble russe	BSN	2020	2016	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2020
Rwanda	Franc rwandais	BSN	2018	2017	SCN 2008		BSN	2019
Saint-Kitts-et-Nevis	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2019	2006	SCN 1993		BSN	2020
Saint-Marin	Euro	BSN	2019	2007	...		BSN	2020
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2019	2006	SCN 1993		BSN	2020
Sainte-Lucie	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2019	2018	SCN 2008		BSN	2020
Samoa	Tala du Samoa	BSN	2019/20	2012/13	SCN 2008		BSN	2019/20
Sao Tomé-et-Principe	Dobra de Sao Tomé-et-Principe	BSN	2019	2008	SCN 1993		BSN	2019
Sénégal	Franc CFA	BSN	2019	2014	SCN 2008		BSN	2019
Serbie	Dinar serbe	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2020
Seychelles	Roupie seychelloise	BSN	2019	2006	SCN 1993		BSN	2019

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Nigéria	MdF	2019	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2019	MBP 6
Norvège	BSN et MdF	2020	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2018	MBP 6
Nouvelle-Zélande	MdF	2020	2014	AC, AL	E	BSN	2020	MBP 6
Oman	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2019	MBP 5
Ouganda	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Ouzbékistan	MdF	2019	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BC et MEP	2019	MBP 6
Pakistan	MdF	2019/20	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2019/20	MBP 6
Palaos	MdF	2018/19	2001	AC	...	MdF	2018/19	MBP 6
Panama	MdF	2020	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	C	BSN	2019	MBP 6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2019	MBP 5
Paraguay	MdF	2019	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPM, SPNF	C	BC	2019	MBP 6
Pays-Bas	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
Pérou	BC et MdF	2019	2001	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2020	MBP 5
Philippines	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2019	MBP 6
Pologne	MdF et BSN	2019	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Porto Rico	MEP	2015/16	2001	...	E	...	...	...
Portugal	BSN	2019	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Qatar	MdF	2019	1986	AC	C	BC et services du FMI	2019	MBP 5
République centrafricaine	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2017	MBP 5
République dém. pop. lao	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
République dominicaine	MdF	2019	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2019	MBP 6
République kirghize	MdF	2019	...	AC, AL, CSS	C	BC	2019	MBP 6
République slovaque	BSN	2019	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
République tchèque	MdF	2019	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2019	MBP 6
Roumanie	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2019	MBP 6
Royaume-Uni	BSN	2020	2001	AC, AL	E	BSN	2019	MBP 6
Russie	MdF	2019	2014	AC, AEF, CSS	Mixte	BC	2019	MBP 6
Rwanda	MdF	2018	1986	AC, AL	Mixte	BC	2018	MBP 6
Saint-Kitts-et-Nevis	MdF	2020	1986	AC, AEF	C	BC	2018	MBP 6
Saint-Marin	MdF	2019	...	AC	...	Autre	2019	...
Saint-Vincent-et-les Grenadines	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Sainte-Lucie	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2018	MBP 6
Samoa	MdF	2019/20	2001	AC	E	BC	2019/20	MBP 6
Sao Tomé-et-Principe	MdF et douanes	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Sénégal	MdF	2019	2001	AC	C	BC et services du FMI	2019	MBP 5
Serbie	MdF	2020	1986/2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	C	BC	2020	MBP 6
Seychelles	MdF	2019	1986	AC, CSS	C	BC	2017	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Sierra Leone	Leone de Sierra Leone	BSN	2018	2006	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2019
Singapour	Dollar de Singapour	BSN	2019	2015	SCN 1993	Depuis 2015	BSN	2019
Slovénie	Euro	BSN	2020	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2020
Somalie	Dollar EU	BC	2019	2013	SCN 2008		BC	2020
Soudan	Livre soudanaise	BSN	2019	1982	SCN 1968		BSN	2019
Soudan du Sud	Livre sud-soudanaise	BSN et services du FMI	2018	2010	SCN 1993		BSN	2019
Sri Lanka	Roupie sri-lankaise	BSN	2019	2010	SCN 2008		BSN	2020
Suède	Couronne suédoise	BSN	2019	2019	SECN 2010	Depuis 1993	BSN	2020
Suisse	Franc suisse	BSN	2019	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Suriname	Dollar surinamais	BSN	2019	2007	SCN 1993		BSN	2020
Syrie	Livre syrienne	BSN	2010	2000	SCN 1993		BSN	2011
Tadjikistan	Somoni du Tadjikistan	BSN	2019	1995	SCN 1993		BSN	2019
Taiwan, prov. chinoise de	Nouveau dollar de Taiwan	BSN	2020	2016	SCN 2008		BSN	2020
Tanzanie	Shilling tanzanien	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2020
Tchad	Franc CFA	BC	2017	2005	SCN 1993		BSN	2020
Thaïlande	Baht thaïlandais	MEP	2020	2002	SCN 1993	Depuis 1993	MEP	2020
Timor-Leste	Dollar EU	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2019
Togo	Franc CFA	BSN	2016	2016	SCN 1993		BSN	2019
Tonga	Pa'anga des Tonga	BC	2018/19	2016/17	SCN 1993		BC	2018/19
Trinité-et-Tobago	Dollar de Trinité-et-Tobago	BSN	2019	2012	SCN 1993		BSN	2020
Tunisie	Dinar tunisien	BSN	2019	2010	SCN 1993	Depuis 2009	BSN	2019
Turkménistan	Nouveau manat du Turkménistan	BSN	2019	2008	SCN 1993	Depuis 2000	BSN	2019
Turquie	Livre turque	BSN	2020	2009	SECN 1995	Depuis 2009	BSN	2020
Tuvalu	Dollar australien	Conseillers PFTAC	2018	2005	SCN 1993		BSN	2018
Ukraine	Hryvnia ukrainienne	BSN	2019	2016	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2020
Uruguay	Peso uruguayen	BC	2019	2016	SCN 2008		BSN	2020
Vanuatu	Vatu de Vanuatu	BSN	2018	2006	SCN 1993		BSN	2019
Venezuela	Bolívar vénézuélien	BC	2018	1997	SCN 1993		BC	2020
Viet Nam	Dong vietnamien	BSN	2019	2010	SCN 1993		BSN	2019
Yémen	Rial yéménite	Services du FMI	2017	1990	SCN 1993		BSN, BC et services du FMI	2019
Zambie	Kwacha zambien	BSN	2019	2010	SCN 2008		BSN	2020
Zimbabwe	Dollar du Zimbabwe	BSN	2019	2012	...		BSN	2019

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (fin)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Sierra Leone	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2018	MBP 5
Singapour	MdF et BSN	2019/20	2014	AC	C	BSN	2019	MBP 6
Slovénie	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Somalie	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 5
Soudan	MdF	2019	2001	AC	Mixte	BC	2019	MBP 6
Soudan du Sud	MdF et MEP	2019	...	AC	C	MdF, BSN et MEP	2018	MBP 6
Sri Lanka	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Suède	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2019	MBP 6
Suisse	MdF	2018	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Suriname	MdF	2019	1986	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Syrie	MdF	2009	1986	AC	C	BC	2009	MBP 5
Tadjikistan	MdF	2019	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2019	MBP 6
Taiwan, prov. chinoise de	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Tanzanie	MdF	2019	1986	AC, AL	C	BC	2019	MBP 6
Tchad	MdF	2020	1986	AC, SPNF	C	BC	2013	MBP 5
Thaïlande	MdF	2019/20	2001	AC, ACB, AL, CSS	E	BC	2019	MBP 6
Timor-Leste	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Togo	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2018	MBP 6
Tonga	MdF	2018/19	2014	AC	C	BC et BSN	2018/19	MBP 6
Trinité-et-Tobago	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Tunisie	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2019	MBP 5
Turkménistan	MdF	2019	1986	AC, AL	C	BSN et services du FMI	2015	MBP 6
Turquie	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS, autre	E	BC	2020	MBP 6
Tuvalu	MdF	2019	...	AC	Mixte	Services du FMI	2012	MBP 6
Ukraine	MdF	2019	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2019	MBP 6
Uruguay	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2019	MBP 6
Vanuatu	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2019	MBP 6
Venezuela	MdF	2017	2001	ACB, SPNF, CSS, autre	C	BC	2018	MBP 6
Viet Nam	MdF	2019	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2019	MBP 5
Yémen	MdF	2019	2001	AC, AL	C	Services du FMI	2019	MBP 5
Zambie	MdF	2019	1986	AC	C	BC	2019	MBP 6
Zimbabwe	MdF	2018	1986	AC	C	BC et MdF	2018	MBP 6

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; MBP = *Manuel de la balance des paiements* (le chiffre qui suit l'abréviation indique l'édition) ; SCN = *Système des comptes nationaux* ; SECN = *Système européen des comptes nationaux*.

¹BC = banque centrale ; BSN = bureau de statistiques national ; DAP = département des administrations publiques ; MdF = ministère des Finances ; MEP = ministère de l'Économie, du Plan, du Commerce et/ou du Développement ; OEI = organisation économique internationale ; OF = Office des changes ; PFTAC = centre régional d'assistance technique et financière du Pacifique.

²L'année de référence pour les comptes nationaux est la période avec laquelle les autres périodes sont comparées et la période pour laquelle les prix apparaissent au dénominateur des rapports de prix utilisés pour calculer l'indice.

³L'utilisation d'une méthode à bases enchaînées permet aux pays de mesurer la croissance du PIB avec plus de précision en réduisant ou en éliminant les biais à la baisse des séries en volume fondées sur des indices qui établissent la moyenne des composantes en volume à partir de pondérations d'une année assez récente.

⁴AC = administration centrale ; ACB = administration centrale budgétaire ; AEF = administrations d'États fédérés ; AL = administrations locales ; CSS = caisses de sécurité sociale ; CT = collectivités territoriales ; SPFNM = sociétés publiques financières non monétaires ; SPM = sociétés publiques monétaires, dont banque centrale ; SPNF = sociétés publiques non financières.

⁵Normes comptables : C = comptabilité de caisse ; CE = comptabilité sur base des engagements ; E = comptabilité d'exercice ; Mixte = comptabilité sur base mixte (droits constatés et caisse).

⁶L'année de référence n'est pas égale à 100, car le PIB nominal n'est pas mesuré de la même manière que le PIB réel ou les données sont corrigées des variations saisonnières.

Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections

Hypothèses de politique budgétaire

Les hypothèses de politique budgétaire à court terme retenues dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent normalement sur les budgets ou lois de finances annoncés par les autorités et corrigés de manière à tenir compte des différences entre les hypothèses macroéconomiques et les projections des services du FMI et des autorités nationales. Lorsqu'aucun budget officiel n'est annoncé, les mesures dont l'application est jugée probable sont incluses dans les projections budgétaires à moyen terme. Les projections budgétaires à moyen terme reposent de manière similaire sur un jugement quant à la trajectoire la plus probable de la politique des pouvoirs publics. Lorsque les services du FMI ne disposent pas d'informations suffisantes pour évaluer les intentions gouvernementales et les perspectives de mise en œuvre des mesures décidées, le solde primaire structurel est censé rester inchangé, sauf indication contraire. Les hypothèses retenues pour certains pays avancés figurent ci-dessous (veuillez consulter aussi, en ligne et en anglais, les tableaux B4 à B6 de l'appendice statistique pour des données sur la capacité/le besoin de financement et les soldes structurels¹).

Afrique du Sud : Les hypothèses budgétaires reposent sur la déclaration de politique budgétaire à moyen terme. Les recettes non fiscales excluent les transactions sur actifs et passifs financiers, car elles impliquent principalement des recettes liées à des plus-values sur taux de change (dépôts en monnaies étrangères, vente d'actifs et postes similaires d'un point de vue conceptuel).

Allemagne : Les projections des services du FMI pour 2021 et au-delà reposent sur les lois de

finances 2021 et sur les mises à jour des données de l'agence nationale des statistiques (Destatis) et du ministère des Finances, après prise en compte des différences dans le cadre macroéconomique des services du FMI et les hypothèses concernant les élasticités des recettes. Les projections ont été établies sans tenir compte ni de la loi de finances supplémentaire 2021 ni du projet de budget fédéral pour 2022. L'estimation de la dette brute inclut la liquidation de portefeuilles d'actifs compromis et d'activités non essentielles qui avaient été transférées à des institutions en cours de liquidation, ainsi que d'autres opérations d'aide au secteur financier et à l'Union européenne.

Arabie saoudite : Les projections budgétaires de référence des services du FMI reposent sur la manière dont les services du FMI comprennent la politique gouvernementale telle qu'elle a été mise en évidence dans le budget 2021. Les recettes du pétrole exporté reposent sur les hypothèses concernant les cours du pétrole qui servent de référence dans les PEM et sur la manière dont les services du FMI comprennent la politique actuelle des autorités en matière d'exportation de pétrole dans le cadre de l'accord de l'OPEP+.

Argentine : Les projections budgétaires reposent sur les informations disponibles en ce qui concerne les résultats et plans budgétaires des administrations fédérale et provinciales, les mesures budgétaires annoncées par les autorités et les projections macroéconomiques des services du FMI.

Australie : Les projections budgétaires reposent sur les données du Bureau australien des statistiques, les perspectives économiques et budgétaires des autorités du Commonwealth à mi-exercice 2020/21, le budget pour l'exercice 2020/21 publié par les autorités de chaque État ou territoire, ainsi que les estimations et projections des services du FMI.

Autriche : Les projections budgétaires reposent sur le budget 2021, mais tiennent également compte des données disponibles pour 2020 et du nouvel instrument de relance de l'Union européenne (non compris dans le budget) pour les années de projection.

Belgique : Les projections reposent sur le programme de stabilité 2020–21, le projet de budget pour 2020, la loi de finances pour 2021 et d'autres informations disponibles sur les plans budgétaires du gouvernement, avec des ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

Brésil : Les projections budgétaires pour 2021 tiennent compte des mesures annoncées par les autorités au

¹L'écart de production correspond à la différence entre la production effective et la production potentielle, en pourcentage de cette dernière. Les soldes structurels sont exprimés en pourcentage de la production potentielle. Le solde structurel correspond à la différence entre le solde capacité/besoin de financement effectif et l'impact de la production potentielle sur la production conjoncturelle, après correction pour tenir compte de facteurs ponctuels ou autres, comme les cours des actifs et des produits de base et les effets de composition de la production ; par conséquent, ses variations incluent les effets des mesures budgétaires temporaires, l'impact des fluctuations de taux d'intérêt et du coût du service de la dette, ainsi que d'autres fluctuations non cycliques du solde capacité/besoin de financement. Le calcul du solde structurel repose sur l'estimation par les services du FMI du PIB potentiel et des élasticités des recettes et des dépenses (voir les PEM d'octobre 1993, annexe I). La dette nette correspond à la différence entre la dette brute et les actifs financiers correspondant aux instruments de dette. Les estimations de l'écart de production et du solde budgétaire structurel comportent une marge d'incertitude significative.

Encadré A1 (suite)

12 mars 2021. Dans les projections à moyen terme, le plafond de dépenses prévu dans la Constitution est pleinement respecté.

Canada : Les projections s'appuient sur les prévisions de référence figurant dans l'Énoncé économique de 2020 et les derniers budgets provinciaux disponibles. Les services du FMI ajustent ces prévisions pour tenir compte des différences dans les projections macroéconomiques. Les projections du FMI incluent également les données les plus récentes des comptes économiques nationaux de Statistique Canada, y compris les chiffres des budgets fédéral, provinciaux et territoriaux jusqu'au troisième trimestre de 2020.

Chili : Les projections reposent sur les projections budgétaires des autorités, corrigées de manière à tenir compte des projections des services du FMI pour le PIB et les prix du cuivre.

Chine : Après une forte expansion budgétaire estimée pour 2020, une légère contraction est prévue pour 2021 sur la base des mesures annoncées par les autorités.

Corée : Les prévisions tiennent compte du solde global budgétaire prévu dans le budget et la loi de finances rectificative de 2021, du plan budgétaire à moyen terme annoncé conjointement au budget 2021, ainsi que des ajustements des services du FMI.

Danemark : Les estimations pour 2020 sont alignées sur les derniers chiffres officiels, corrigés, le cas échéant, pour tenir compte des hypothèses macroéconomiques des services du FMI. Pour 2021, les projections incluent les principaux éléments du programme budgétaire à moyen terme, tels qu'énoncés dans le dernier budget présenté par les autorités.

Espagne : Les projections budgétaires pour 2020 tiennent compte des mesures discrétionnaires adoptées pour faire face à la crise de la COVID-19, des augmentations des retraites et des salaires publics prévues par la loi, ainsi que de l'aide au revenu minimum vital. Les projections budgétaires pour 2021 ont été établies en tenant compte des mesures de soutien liées à la COVID-19, de l'augmentation des pensions prévue par la loi et des mesures relatives aux recettes adoptées par le législateur. Les projections fiscales à partir de 2022 ne supposent aucun changement de la politique économique. Les décaissements au titre de la facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne sont pris en compte dans les projections pour 2021–24.

États-Unis : Les projections budgétaires reposent sur le scénario de référence de septembre 2020 du Congressional Budget Office, corrigé de manière à tenir

compte des hypothèses macroéconomiques et autres des services du FMI. Elles incorporent les effets du plan de sauvetage américain (*American Rescue Plan*), de la loi relative aux crédits supplémentaires visant à se préparer et à faire face au coronavirus (*Coronavirus Preparedness and Response Supplemental Appropriations Act*), de la loi relative à la protection des familles face au coronavirus (*Families First Coronavirus Response Act*), des mesures d'aide face au coronavirus (*Coronavirus Aid, Relief*), du programme de protection des salaires (*Paycheck Protection Program*) et de la loi d'amélioration des services de santé (*Health Care Enhancement Act*). Enfin, les projections budgétaires sont ajustées de manière à tenir compte des prévisions des services du FMI pour les principales variables macroéconomiques et financières et d'un traitement comptable différent de l'aide au secteur financier et des plans de retraite à prestations définies, et sont converties en base administrations publiques. Les données sont établies sur la base du *Système de comptabilité nationale 2008* ; lorsqu'elles sont traduites en statistiques des finances publiques, cela se fait conformément au *Manuel de statistiques de finances publiques 2014*. En raison des limitations des données, la plupart des séries commencent en 2001.

France : Les estimations pour 2020 et les projections pour 2021 et au-delà reposent sur les mesures figurant dans les lois de finances de la période 2018–20, les quatre lois de finances rectificatives adoptées en 2020 et la loi de finances 2021, corrigées pour tenir compte des différences dans les hypothèses concernant les variables macroéconomiques et financières, et les projections des recettes.

Grèce : L'estimation du solde primaire de l'administration centrale pour 2019 est fondée sur les données préliminaires d'exécution du budget communiquées par les autorités grecques. Les données rétrospectives depuis 2010 reflètent les ajustements opérés conformément à la définition du solde primaire dans le dispositif de surveillance renforcée pour le pays.

Hong Kong (RAS) : Les projections reposent sur les projections à moyen terme des autorités en ce qui concerne les dépenses.

Hongrie : Les projections budgétaires incluent les projections des services du FMI concernant le cadre macroéconomique et les projets budgétaires annoncés dans le budget 2020.

Inde : Les données historiques reposent sur les données relatives à l'exécution de la loi de finances. Les projections sont fondées sur les informations disponibles

Encadré A1 (suite)

ayant trait aux programmes budgétaires des autorités, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI. Les données infranationales sont prises en compte avec un retard pouvant aller jusqu'à un an ; les données sur l'ensemble des administrations publiques sont donc finales longtemps après celles de l'administration centrale. Les présentations du FMI et des autorités diffèrent, notamment en ce qui concerne le produit du désinvestissement de l'État et de l'adjudication de licences, l'enregistrement net/brut des recettes dans certaines catégories peu importantes et certains prêts au secteur public. À partir de l'exercice 2020/21, les dépenses comprennent également la composante hors budget des subventions alimentaires, conformément au traitement révisé des subventions alimentaires dans la loi de finances. Les services du FMI ajustent les dépenses pour déduire les paiements au titre des subventions alimentaires des années précédentes, qui sont comptabilisés comme des dépenses dans les estimations budgétaires pour les exercices 2020/21 et 2021/22.

Indonésie : Les projections du FMI reposent sur des réformes modérées de la politique fiscale et de l'administration et sur une augmentation progressive des dépenses sociales et d'équipement à moyen terme, en fonction de l'espace budgétaire disponible.

Irlande : Les projections budgétaires reposent sur la loi de finances 2021 et la mise à jour 2020 du programme de stabilité.

Israël : Les données rétrospectives reposent sur les statistiques de finances publiques qui sont établies par le Bureau central des statistiques. Les projections reposent sur les données sur la mise en œuvre en 2020 des mesures budgétaires relatives au coronavirus communiquées par le ministère des Finances et supposent une application partielle de ces mesures en 2021.

Italie : Les projections et les estimations des services du FMI reposent sur les plans budgétaires inclus dans le budget 2021. L'encours des bons postaux arrivant à échéance est pris en considération dans l'établissement des projections concernant la dette.

Japon : Les projections s'appuient sur les mesures budgétaires déjà annoncées par le gouvernement au 9 mars, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

Mexique : L'estimation des besoins d'emprunt du secteur public en 2020 a été établie par les services du FMI en tenant compte de certaines divergences statistiques entre les chiffres au-dessus et au-dessous de la ligne et du produit du programme de couverture des prix du

pétrole. Les projections budgétaires pour 2021 sont globalement conformes au budget approuvé ; dans les projections pour 2022 et les années qui suivent, il est supposé que la règle de l'équilibre budgétaire est observée.

Nouvelle-Zélande : Les projections budgétaires reposent sur la mise à jour économique et budgétaire à mi-exercice 2020 et sur les estimations des services du FMI.

Pays-Bas : Les projections budgétaires pour 2020–25 reposent sur les prévisions des services du FMI ainsi que sur le projet de loi de finances des autorités et les projections du Bureau d'analyse de la politique économique. Les données rétrospectives ont été révisées après que le Bureau central des statistiques a publié des données macroéconomiques révisées en juin 2014 en raison de l'adoption du Système européen des comptes nationaux et régionaux, ainsi que de la révision des sources de données.

Porto Rico : Les projections budgétaires reposent sur les plans de finances publiques et de croissance économique, qui ont été établis en octobre 2018, et sont validés par le Conseil de surveillance financière et de gestion. En phase avec les hypothèses de ces plans, les projections du FMI tiennent compte de l'aide fédérale à la reconstruction après l'ouragan Maria, qui a dévasté l'île en septembre 2017. Les projections reposent aussi sur les hypothèses suivantes : pertes de recettes liées à l'élimination du financement fédéral pour la loi sur les soins de santé abordables (*Affordable Care Act*) à compter de 2020 ; élimination des incitations fiscales fédérales qui avaient neutralisé les effets de la loi 154 de Porto Rico sur les entreprises étrangères à compter de 2018 ; et effets de la loi sur les baisses d'impôts et l'emploi (*Tax Cuts and Jobs Act*), qui réduisent l'avantage fiscal pour les entreprises américaines actives à Porto Rico. Étant donné l'incertitude considérable qui entoure l'action gouvernementale, certaines hypothèses du plan de finances publiques et de croissance et du FMI pourraient différer, en particulier en ce qui concerne les effets de la réforme de l'impôt sur les sociétés, l'observance fiscale et les ajustements fiscaux (droits et taux) ; la réduction des subventions et des dépenses, le gel des coûts opérationnels de la masse salariale, et l'amélioration de la mobilité ; la réduction des dépenses, ainsi que l'augmentation de l'efficacité des soins de santé. Sur le plan des dépenses, il s'agit de prolonger la loi 66, qui gèle une bonne partie des dépenses publiques, jusqu'en 2020, ainsi que de réduire les coûts de fonctionnement, les subventions et les dépenses d'éducation. Bien que les hypothèses du

Encadré A1 (suite)

FMI soient similaires à celles du scénario du plan comprenant l'ensemble complet des mesures, les projections du FMI pour les recettes, les dépenses et le solde sont différentes. Cela s'explique par deux différences principales sur le plan méthodologique : premièrement, les projections du FMI sont effectuées sur la base des droits constatés, et celles du plan, sur la base des encaissements-décaissements. Deuxièmement, les hypothèses macroéconomiques du FMI sont très différentes de celles du plan.

Portugal : Les projections pour l'exercice en cours reposent sur le budget approuvé, corrigé de manière à tenir compte des prévisions macroéconomiques des services du FMI. Les projections pour les années ultérieures reposent sur des politiques inchangées.

Royaume-Uni : Les projections budgétaires reposent sur les dernières données relatives au PIB publiées par l'Office nationale des statistiques le 12 février 2021 et sur les prévisions du Bureau de la responsabilité budgétaire (Office for Budget Responsibility) communiquées le 23 novembre 2020. Les projections des recettes sont corrigées de manière à tenir compte des différences entre les prévisions du FMI pour des variables macroéconomiques (telles que la croissance du PIB et l'inflation) et les prévisions pour ces variables adoptées dans les projections des autorités. Les projections sont établies en supposant que les mesures prises pour faire face à l'épidémie de coronavirus arrivent à échéance comme annoncé. Il est également supposé qu'un certain rééquilibrage budgétaire supplémentaire par rapport aux politiques annoncées à ce jour se produise à partir de l'exercice 2023/24 en vue de stabiliser la dette publique dans un délai de cinq ans. Les données des services du FMI excluent les banques du secteur public et l'effet du transfert des actifs du Royal Mail Pension Plan au secteur public en avril 2012. La consommation et l'investissement réels du secteur public font partie de la trajectoire du PIB réel, qui, selon les services du FMI, pourrait ou non être la même que celle prévue par le Bureau de la responsabilité budgétaire. Les données sont présentées sur la base d'une année civile.

Russie : La politique budgétaire a été anticyclique en 2020. Elle présentera un certain degré de consolidation en 2021, en fonction de la reprise économique, et le déficit devrait se situer de nouveau au-dessous de la limite prévue dans la règle budgétaire en 2022.

Singapour : Pour l'exercice 2020, les projections reposent sur la loi de finances initiale et les lois de finances rectificatives ainsi que sur l'exécution du budget jusqu'à la fin de l'année 2020. Les projections pour l'exercice 2021 sont fondées sur la loi de finances initiale

du 16 février 2020. Les services du FMI supposent un retrait progressif des mesures d'exception restantes au cours de l'exercice 2022 et la poursuite de la même politique économique pendant le reste de la période de projection.

Suède : Les estimations pour 2020 sont basées sur des informations préliminaires concernant le projet de loi de finances de l'automne 2020. L'effet de l'évolution conjoncturelle sur les comptes budgétaires est calculé à l'aide de l'élasticité 2014 de l'OCDE² de manière à tenir compte des écarts de production et d'emploi.

Suisse : Les mesures de relance discrétionnaires annoncées par les autorités, dont il est tenu compte pour l'établissement des projections budgétaires pour 2020 et 2021, sont autorisées dans le cadre de la règle du frein à l'endettement en cas de « circonstances exceptionnelles ».

Turquie : La base des projections dans les PEM et le Moniteur des finances publiques est le solde budgétaire défini par le FMI, qui exclut certains postes des recettes et des dépenses inclus dans le solde global des autorités.

Hypothèses de politique monétaire

Les hypothèses de politique monétaire reposent sur le cadre établi dans chaque pays pour cette politique. Ce cadre suppose le plus souvent une politique de non-accompagnement de la conjoncture durant le cycle : les taux d'intérêt officiels augmentent lorsque, d'après les indicateurs économiques, il semble que l'inflation va passer au-dessus du taux ou de la fourchette acceptable, et diminuent lorsqu'il semble qu'elle ne va pas les dépasser, que le taux de croissance est inférieur au taux potentiel et que les capacités inemployées sont importantes. En conséquence, on suppose que le LIBOR sur les dépôts en dollars à six mois sera en moyenne de 0,3 % en 2021 et 0,4 % en 2022 (voir aussi le tableau 1.1 du chapitre 1), que le taux moyen des dépôts en euros à trois mois sera en moyenne de -0,5 % en 2021 et 2022, et que le taux des dépôts en yen à six mois sera en moyenne de -0,1 % en 2021 et de 0,0 % en 2022.

Afrique du Sud : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec le maintien de l'inflation dans la fourchette cible de 3 % à 6 %.

Arabie saoudite : Les projections de politique monétaire reposent sur la poursuite du rattachement au dollar.

²Voir R. W. Price, T. Dang et Y. Guillemette, « New Tax and Expenditure Elasticity Estimates for EU Budget Surveillance », document de travail n° 1174 du département des affaires économiques de l'OCDE (Paris : Publications de l'OCDE, 2014).

Encadré A1 (fin)

Argentine : Les hypothèses de politique monétaire correspondent au cadre actuel de la politique monétaire, qui vise une croissance monétaire nulle en termes corrigés des variations saisonnières.

Australie : Les hypothèses de politique monétaire correspondent aux attentes des marchés.

Brésil : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec une inflation qui converge vers le milieu de la fourchette cible à la fin de l'année 2021.

Canada : Les hypothèses de politique monétaire reposent sur l'analyse effectuée par les services du FMI.

Chili : Les hypothèses de politique monétaire reposent sur le taux de croissance du PIB.

Chine : La politique monétaire devrait rester favorable en 2021, puis progressivement se resserrer et être presque neutre en 2022.

Corée : Les projections supposent que le taux directeur évolue conformément aux attentes des marchés.

Danemark : La politique monétaire a pour but de maintenir le rattachement à l'euro.

États-Unis : Les services du FMI s'attendent à ce que le comité de politique monétaire continue d'ajuster le taux cible pour les fonds fédéraux selon les perspectives macroéconomiques plus générales.

Grèce : Les taux d'intérêt sont basés sur le LIBOR retenu dans les PEM, avec l'hypothèse d'un écart pour la Grèce. Les projections concernant la monnaie au sens large sont basées sur les bilans des établissements financiers monétaires et les hypothèses de flux de dépôts.

Hong Kong (RAS) : Les services du FMI supposent que le système de caisse d'émission restera inchangé.

Inde : Les projections de politique monétaire cadrent avec la réalisation de l'objectif d'inflation de la Banque de réserve d'Inde à moyen terme.

Indonésie : Les hypothèses de politique monétaire cadrent avec l'inflation dans la fourchette ciblée par la banque centrale à moyen terme.

Israël : Les hypothèses reposent sur une normalisation progressive de la politique monétaire.

Japon : Les hypothèses de politique monétaire correspondent aux attentes des marchés.

Mexique : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

Nouvelle-Zélande : Les projections monétaires reposent sur les estimations de croissance du PIB nominal et sur le vaste programme d'achat d'actifs de la Banque de réserve de Nouvelle-Zélande.

Pays-Bas : Les projections monétaires reposent sur les projections du LIBOR à six mois en euro estimées par les services du FMI.

Portugal : Les hypothèses relatives à la politique monétaire reposent sur des projections pour les secteurs réel et budgétaire figurant dans les feuilles de calcul des économistes du FMI chargés du pays.

Royaume-Uni : La trajectoire des taux d'intérêt à court terme repose sur les anticipations de taux d'intérêt des marchés.

Russie : Les projections monétaires supposent que la banque centrale de la Fédération de Russie applique une politique monétaire modérément accommodante.

Singapour : La masse monétaire augmente parallèlement à la croissance prévue du PIB nominal.

Suède : Les projections monétaires correspondent aux projections de la banque centrale.

Suisse : Les projections supposent que le taux directeur ne varie pas en 2021–22.

Turquie : Dans le scénario de référence, il est supposé que les autorités restent attachées à une politique monétaire ferme, sans assouplissement en 2021. Un nouveau resserrement modéré de la politique monétaire serait probablement nécessaire si les anticipations inflationnistes ne se stabilisaient pas.

Zone euro : Les hypothèses de politique monétaire des pays membres sont conformes aux anticipations des marchés.

Liste des tableaux¹

Production mondiale

- A1. Production mondiale : récapitulation
- A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale
- A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
- A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel

Inflation

- A5. Inflation : récapitulation
- A6. Pays avancés : prix à la consommation
- A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation

Politiques financières

- A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques

Commerce extérieur

- A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix

Transactions courantes

- A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
- A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes
- A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes

Balance des paiements et financement extérieur

- A13. État récapitulatif des soldes du compte financier

Flux de ressources

- A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement

Scénario de référence à moyen terme

- A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

¹Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.

Tableau A1. Production mondiale : récapitulation¹*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne										Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026	
Monde	4,2	3,5	3,6	3,5	3,3	3,8	3,6	2,8	-3,3	6,0	4,4	3,3	
Pays avancés	1,7	1,4	2,1	2,4	1,8	2,5	2,3	1,6	-4,7	5,1	3,6	1,5	
États-Unis	1,8	1,8	2,5	3,1	1,7	2,3	3,0	2,2	-3,5	6,4	3,5	1,6	
Zone euro	0,9	-0,2	1,4	2,0	1,9	2,6	1,9	1,3	-6,6	4,4	3,8	1,3	
Japon	0,7	2,0	0,3	1,6	0,8	1,7	0,6	0,3	-4,8	3,3	2,5	0,5	
Autres pays avancés ²	2,7	2,4	3,0	2,1	2,2	2,8	2,4	1,8	-4,2	4,7	4,0	2,0	
Pays émergents et pays en développement	6,6	5,1	4,7	4,3	4,5	4,8	4,5	3,6	-2,2	6,7	5,0	4,4	
Par région													
Pays émergents et pays en développement d'Asie	8,7	6,9	6,9	6,8	6,8	6,6	6,4	5,3	-1,0	8,6	6,0	5,4	
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,6	3,1	1,8	1,0	1,9	4,1	3,4	2,4	-2,0	4,4	3,9	2,7	
Amérique latine et Caraïbes	3,9	2,9	1,3	0,4	-0,6	1,3	1,2	0,2	-7,0	4,6	3,1	2,4	
Moyen-Orient et Asie centrale	5,7	3,1	3,3	2,8	4,7	2,5	2,0	1,4	-2,9	3,7	3,8	3,6	
Afrique subsaharienne	5,7	5,1	5,1	3,2	1,5	3,1	3,2	3,2	-1,9	3,4	4,0	4,0	
Classification analytique													
Source des recettes d'exportation													
Combustibles	6,2	3,1	3,1	1,4	2,3	0,6	-0,1	-0,4	-4,4	3,8	3,0	2,6	
Autres produits	6,7	5,4	5,0	4,7	4,8	5,3	5,1	4,1	-1,9	7,0	5,2	4,6	
Dont : produits primaires	4,8	4,0	2,2	2,9	1,7	2,7	1,6	0,9	-5,7	5,0	3,8	2,9	
Source de financement extérieur													
Pays débiteurs (net)	5,3	4,7	4,4	4,1	4,1	4,7	4,5	3,4	-4,2	6,3	5,1	4,7	
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette													
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2015 et 2019	4,3	2,9	1,6	0,2	2,7	2,9	3,5	3,1	-1,3	2,4	4,2	4,9	
Autres groupes													
Union européenne	1,3	0,0	1,7	2,5	2,1	3,0	2,3	1,7	-6,1	4,4	3,9	1,6	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,5	2,6	3,0	2,5	5,1	1,9	1,2	0,8	-3,4	4,0	3,7	3,3	
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,6	5,0	4,6	4,3	4,6	4,8	4,5	3,5	-2,4	6,9	5,0	4,3	
Pays en développement à faible revenu	6,2	5,9	6,1	4,7	3,9	4,9	5,1	5,3	0,0	4,3	5,2	5,4	
<i>Pour mémoire</i>													
Taux de croissance médian													
Pays avancés	2,1	1,3	2,3	2,2	2,2	3,0	2,8	2,0	-5,1	4,0	3,6	2,0	
Pays émergents et pays en développement	4,8	3,9	3,8	3,3	3,4	3,7	3,4	3,0	-4,1	3,5	4,4	3,5	
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,2	3,4	3,2	3,0	2,9	3,0	2,9	2,2	-6,0	3,4	4,0	3,0	
Pays en développement à faible revenu	5,4	5,1	5,4	4,0	4,4	4,5	3,9	4,5	-1,3	3,5	4,7	5,0	
Production par habitant³													
Pays avancés	1,0	0,9	1,6	1,9	1,2	2,0	1,9	1,2	-5,1	4,8	3,3	1,2	
Pays émergents et pays en développement	4,8	3,5	3,1	2,8	3,0	3,4	3,2	2,3	-3,5	5,3	3,8	3,3	
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,1	3,7	3,3	3,0	3,3	3,6	3,5	2,4	-3,4	5,9	4,1	3,6	
Pays en développement à faible revenu	3,6	3,5	3,8	2,1	1,5	2,6	2,7	2,9	-2,2	2,0	3,0	3,2	
Croissance mondiale sur la base des cours de change	2,7	2,6	2,9	2,9	2,6	3,3	3,1	2,4	-3,6	5,8	4,1	2,7	
Production mondiale (valeur en milliards de dollars)													
Aux cours de change	57 997	77 084	79 155	74 937	76 159	80 834	85 893	87 345	84 538	93 864	100 105	122 363	
Sur la base des parités de pouvoir d'achat	79 632	105 061	108 996	111 271	115 533	121 690	128 965	134 784	131 656	141 962	151 543	187 448	

¹PIB réel.²Hors États-Unis, Japon et zone euro.³La production par habitant est calculée sur la base des parités de pouvoir d'achat.

Tableau A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne 2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections			4 ^e trimestre ²		
										2021	2022	2026	2020 : T4	2021 : T4	2022 : T4
PIB réel															
Pays avancés	1,7	1,4	2,1	2,4	1,8	2,5	2,3	1,6	-4,7	5,1	3,6	1,5	-3,1	4,9	2,3
États-Unis	1,8	1,8	2,5	3,1	1,7	2,3	3,0	2,2	-3,5	6,4	3,5	1,6	-2,5	6,3	2,3
Zone euro	0,9	-0,2	1,4	2,0	1,9	2,6	1,9	1,3	-6,6	4,4	3,8	1,3	-4,9	4,4	2,4
Allemagne	1,1	0,4	2,2	1,5	2,2	2,6	1,3	0,6	-4,9	3,6	3,4	1,1	-3,6	3,4	2,8
France	1,2	0,6	1,0	1,1	1,1	2,3	1,9	1,5	-8,2	5,8	4,2	1,2	-4,9	4,5	2,6
Italie	-0,1	-1,8	0,0	0,8	1,3	1,7	0,9	0,3	-8,9	4,2	3,6	0,8	-6,6	4,1	2,1
Espagne	1,1	-1,4	1,4	3,8	3,0	3,0	2,4	2,0	-11,0	6,4	4,7	1,4	-9,1	7,2	1,5
Pays-Bas	1,2	-0,1	1,4	2,0	2,2	2,9	2,4	1,7	-3,8	3,5	3,0	1,5	-3,1	4,0	1,8
Belgique	1,7	0,5	1,6	2,0	1,3	1,6	1,8	1,7	-6,4	4,0	3,1	1,3	-5,1	3,4	2,3
Autriche	1,6	0,0	0,7	1,0	2,0	2,4	2,6	1,4	-6,6	3,5	4,0	1,8	-5,9	5,9	1,7
Irlande	1,8	1,5	8,6	25,3	2,0	9,4	8,9	5,9	2,5	4,2	4,8	2,6	-0,2	8,5	-0,4
Portugal	-0,1	-0,9	0,8	1,8	2,0	3,5	2,8	2,5	-7,6	3,9	4,8	1,7	-6,1	4,7	2,3
Grèce	-0,9	-2,7	0,7	-0,4	-0,5	1,3	1,6	1,9	-8,2	3,8	5,0	1,4	-7,9	6,9	3,6
Finlande	1,4	-0,9	-0,4	0,5	2,8	3,2	1,3	1,3	-2,9	2,3	2,5	1,3	-1,7	4,3	0,4
République slovaque	4,7	0,7	2,6	4,8	2,1	3,0	3,8	2,3	-5,2	4,7	4,4	2,5	-2,6	3,1	4,0
Lituanie	4,0	3,6	3,5	2,0	2,5	4,3	3,9	4,3	-0,8	3,2	3,2	2,3	-1,0	4,6	1,0
Slovénie	1,9	-1,0	2,8	2,2	3,2	4,8	4,4	3,2	-5,5	3,7	4,5	2,5	-4,7	5,6	3,9
Luxembourg	2,3	3,7	4,3	4,3	4,6	1,8	3,1	2,3	-1,3	4,1	3,6	2,5	1,4	0,9	4,8
Lettonie	3,5	2,3	1,1	4,0	2,4	3,3	4,0	2,0	-3,6	3,9	5,2	3,0	-1,8	4,1	5,6
Estonie	3,2	1,3	3,0	1,8	3,2	5,5	4,4	5,0	-2,9	3,4	4,2	3,0	-1,9	3,6	3,8
Chypre	2,2	-6,6	-1,8	3,2	6,4	5,2	5,2	3,1	-5,1	3,0	3,9	2,5	-4,5	5,1	0,2
Malte	2,7	5,5	7,6	9,6	4,1	8,1	5,2	5,5	-7,0	4,7	5,6	4,5	-6,2	4,3	4,8
Japon	0,7	2,0	0,3	1,6	0,8	1,7	0,6	0,3	-4,8	3,3	2,5	0,5	-1,3	2,0	1,8
Royaume-Uni	1,4	2,2	2,9	2,4	1,7	1,7	1,3	1,4	-9,9	5,3	5,1	1,4	-7,8	6,5	2,0
Corée	4,0	3,2	3,2	2,8	2,9	3,2	2,9	2,0	-1,0	3,6	2,8	2,3	-1,2	3,7	2,1
Canada	1,9	2,3	2,9	0,7	1,0	3,0	2,4	1,9	-5,4	5,0	4,7	1,5	-3,2	4,1	3,8
Australie	3,1	2,1	2,6	2,3	2,7	2,4	2,8	1,9	-2,4	4,5	2,8	2,5	-1,1	3,2	2,8
Taiwan, prov. chinoise de	4,4	2,5	4,7	1,5	2,2	3,3	2,8	3,0	3,1	4,7	3,0	2,1	4,6	3,0	2,9
Suisse	2,0	1,9	2,4	1,6	2,0	1,7	3,0	1,1	-3,0	3,5	2,8	1,8	-1,7	4,5	-0,1
Singapour	6,6	4,8	3,9	3,0	3,3	4,5	3,5	1,3	-5,4	5,2	3,2	2,5	-2,4	3,3	2,3
Suède	2,1	1,2	2,7	4,5	2,1	2,6	2,0	1,4	-2,8	3,1	3,0	2,0	-2,1	3,7	2,2
Hong Kong (RAS)	4,5	3,1	2,8	2,4	2,2	3,8	2,8	-1,2	-6,1	4,3	3,8	2,9	-2,9	5,8	1,3
République tchèque	2,8	0,0	2,3	5,4	2,5	5,2	3,2	2,3	-5,6	4,2	4,3	2,5	-4,7	5,9	1,7
Israël	3,9	4,3	3,9	2,2	3,8	3,6	3,5	3,4	-2,4	5,0	4,3	3,1	-0,6	3,8	3,5
Norvège	1,6	1,0	2,0	2,0	1,1	2,3	1,1	0,9	-0,8	3,9	4,0	1,7	-1,1	4,3	3,3
Danemark	0,8	0,9	1,6	2,3	3,2	2,8	2,2	2,9	-3,3	2,8	2,9	1,8	-2,6	2,6	2,7
Nouvelle-Zélande	2,3	2,3	3,7	3,6	3,9	3,5	3,4	2,4	-3,0	4,0	3,2	2,5	-0,9	2,1	3,9
Porto Rico	-0,5	-0,3	-1,2	-1,0	-1,3	-2,9	-4,7	1,2	-7,5	2,5	0,7	-0,4	...	...	...
Macao (RAS)	13,2	10,8	-2,0	-21,5	-0,7	10,0	6,5	-2,6	-56,3	61,2	43,0	3,0	...	...	...
Islande	2,4	4,6	1,7	4,4	6,3	4,2	4,7	2,6	-6,6	3,7	3,6	2,3	-5,9	0,3	3,6
Saint-Marin	-1,2	-0,8	-0,7	2,7	2,3	0,3	1,5	2,4	-9,7	4,5	3,4	1,1	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,4	1,4	1,9	2,2	1,5	2,2	2,1	1,5	-5,0	5,4	3,6	1,3	-3,3	5,1	2,4
Demande intérieure réelle totale															
Pays avancés	1,5	1,2	2,1	2,7	2,1	2,5	2,3	1,8	-4,6	5,1	3,6	1,5	-2,9	5,2	2,0
États-Unis	1,7	1,6	2,7	3,7	1,9	2,5	3,2	2,3	-3,3	7,6	3,2	1,5	-1,3	6,7	1,8
Zone euro	0,7	-0,5	1,3	2,3	2,4	2,3	1,9	1,9	-6,4	3,4	4,0	1,3	-5,8	4,3	2,4
Allemagne	0,8	1,1	1,7	1,4	3,1	2,7	1,8	1,2	-4,2	2,6	4,3	1,2	-4,3	4,8	2,8
France	1,4	0,7	1,5	1,5	1,5	2,4	1,4	1,8	-6,7	5,0	4,3	1,1	-4,3	5,1	1,9
Italie	-0,4	-2,7	0,1	1,2	1,8	1,8	1,3	-0,4	-8,4	3,8	3,4	0,8	-6,2	4,4	1,7
Espagne	0,7	-2,9	1,9	4,1	2,1	3,3	3,1	1,4	-9,3	5,6	3,9	1,4	-6,5	4,5	2,3
Japon	0,4	2,4	0,3	1,1	0,3	1,1	0,5	0,5	-3,9	3,0	3,0	0,6	-1,3	4,0	1,3
Royaume-Uni	1,2	2,6	3,1	3,0	3,0	1,6	0,5	1,6	-10,5	6,7	5,2	1,5	-3,2	4,8	2,3
Canada	3,1	2,2	1,7	-0,2	0,4	4,1	2,2	1,5	-6,7	5,0	5,1	1,7	-4,0	3,8	4,6
Autres pays avancés ³	3,0	1,7	2,8	2,5	2,9	3,6	2,7	1,3	-2,9	3,4	3,2	2,3	-2,2	3,9	2,1
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,3	1,4	2,0	2,6	1,8	2,3	2,2	1,6	-4,7	5,9	3,6	1,3	-2,4	5,6	2,0

¹Dans ce tableau comme dans les autres, lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont d'après la taille de leur économie.

²Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.

³Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2003–12	2013–22	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demande de consommation privée												
Pays avancés	1,6	1,6	1,2	1,9	2,6	2,2	2,2	2,1	1,7	-6,0	4,5	4,2
États-Unis	1,9	2,4	1,5	3,0	3,8	2,8	2,6	2,7	2,4	-3,9	6,1	3,3
Zone euro	0,8	0,9	-0,7	0,9	1,9	2,0	1,8	1,5	1,3	-8,0	3,6	5,0
Allemagne	0,7	1,2	0,4	1,1	1,9	2,4	1,5	1,5	1,6	-6,1	1,8	5,9
France	1,3	1,2	0,5	0,8	1,5	1,8	1,5	0,9	1,5	-7,3	4,5	6,3
Italie	0,0	0,0	-2,4	0,2	1,9	1,2	1,5	1,0	0,3	-10,7	4,5	3,5
Espagne	0,8	0,6	-2,9	1,7	2,9	2,7	3,0	1,8	0,9	-12,4	6,0	3,3
Japon	0,7	0,4	2,6	-0,9	-0,2	-0,4	1,1	0,3	-0,3	-5,9	3,0	5,4
Royaume-Uni	1,2	1,3	2,6	2,3	3,0	3,4	1,1	1,4	1,1	-11,0	4,0	6,3
Canada	2,9	2,0	2,6	2,6	2,3	2,1	3,7	2,5	1,7	-6,1	3,5	5,0
Autres pays avancés ¹	2,8	1,9	2,3	2,5	2,9	2,7	2,8	2,8	1,8	-5,6	3,5	3,5
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,4	1,7	1,3	1,8	2,6	2,1	2,1	1,9	1,6	-5,7	4,8	4,4
Consommation publique												
Pays avancés	1,5	1,7	-0,1	0,6	1,7	2,0	1,0	1,7	2,3	1,2	5,9	1,3
États-Unis	0,9	1,6	-1,9	-0,8	1,6	1,8	0,6	1,5	1,8	0,3	10,1	1,7
Zone euro	1,4	1,2	0,2	0,8	1,3	1,9	1,1	1,2	1,8	1,2	2,0	0,4
Allemagne	1,4	2,1	1,4	1,7	2,9	4,0	1,6	1,2	2,7	3,3	1,0	1,1
France	1,6	0,8	1,5	1,3	1,0	1,4	1,4	1,0	1,7	-3,1	2,6	-0,6
Italie	0,1	0,1	-1,1	-0,6	-0,6	0,7	-0,1	0,1	-0,8	1,6	2,0	0,2
Espagne	3,5	1,5	-2,1	-0,7	2,0	1,0	1,0	2,6	2,3	4,5	3,9	0,4
Japon	1,3	1,5	1,5	1,0	1,9	1,6	0,1	1,0	1,9	2,7	3,2	-0,1
Royaume-Uni	1,9	1,7	-0,5	2,0	1,8	1,0	0,7	0,6	4,0	-5,7	12,0	1,4
Canada	2,2	1,8	-0,8	0,6	1,4	1,8	2,1	2,9	2,0	-1,1	6,4	3,3
Autres pays avancés ¹	2,8	3,0	2,7	2,7	2,7	3,5	2,4	3,5	3,8	4,6	2,1	2,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,1	1,5	-0,6	0,2	1,6	1,8	0,7	1,3	1,9	0,3	7,2	1,2
Formation brute de capital fixe												
Pays avancés	1,1	2,6	1,7	3,4	3,5	2,4	3,7	3,2	2,4	-3,7	6,0	3,8
États-Unis	1,4	3,5	3,6	5,1	3,7	1,8	3,5	4,8	2,3	-0,8	7,9	3,6
Zone euro	0,2	2,0	-2,3	1,4	4,7	4,0	3,8	3,2	5,7	-8,3	3,9	4,6
Allemagne	1,3	2,0	-1,3	3,2	1,7	3,8	2,5	3,5	2,5	-3,1	3,6	3,7
France	1,3	1,8	-0,8	0,0	1,0	2,7	4,7	3,3	4,3	-10,3	9,7	4,7
Italie	-1,9	0,4	-6,4	-2,2	1,8	4,0	3,2	3,1	1,1	-9,1	5,4	3,9
Espagne	-1,6	2,5	-3,8	4,1	4,9	2,4	6,8	6,1	2,7	-12,4	8,9	7,5
Japon	-1,0	1,2	4,1	2,2	2,3	1,2	1,6	0,2	0,9	-4,1	3,7	0,5
Royaume-Uni	0,3	2,6	3,7	7,0	5,3	4,4	2,8	0,4	1,5	-8,7	5,9	4,2
Canada	4,2	1,3	1,4	2,3	-5,2	-4,7	3,3	1,8	0,3	-3,6	11,5	7,2
Autres pays avancés ¹	3,4	2,3	2,6	2,6	2,3	3,0	5,0	2,0	0,1	-1,7	4,3	3,5
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,8	2,6	2,1	3,7	2,7	2,1	3,2	3,4	2,1	-3,4	6,9	3,5

Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel (fin)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2003-12	2013-22	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demande intérieure finale												
Pays avancés	1,5	1,9	1,1	2,0	2,7	2,3	2,4	2,2	2,0	-4,2	4,9	3,5
États-Unis	1,7	2,5	1,3	2,8	3,5	2,4	2,5	3,0	2,3	-2,7	7,1	3,2
Zone euro	0,8	1,2	-0,8	1,0	2,3	2,4	2,1	1,8	2,4	-6,1	3,3	3,9
Allemagne	1,0	1,5	0,2	1,7	2,1	3,1	1,8	1,9	2,0	-3,4	2,0	4,3
France	1,4	1,2	0,5	0,8	1,3	1,9	2,2	1,5	2,2	-7,0	5,2	4,3
Italie	-0,4	0,1	-2,9	-0,4	1,4	1,6	1,5	1,2	0,2	-8,1	4,1	2,9
Espagne	0,8	1,1	-2,9	1,6	3,1	2,3	3,3	2,8	1,5	-9,1	6,1	3,5
Japon	0,4	0,9	2,8	0,1	0,8	0,3	1,0	0,4	0,4	-3,8	3,7	3,0
Royaume-Uni	1,2	1,6	2,2	3,0	3,2	3,1	1,3	1,1	1,7	-9,6	5,9	4,9
Canada	3,0	1,6	1,6	2,1	0,3	0,5	3,3	2,5	1,4	-4,5	4,6	5,1
Autres pays avancés ¹	2,9	2,2	2,4	2,6	2,7	2,9	3,4	2,4	1,6	-2,8	3,5	3,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,3	1,8	1,2	1,9	2,5	2,1	2,1	2,1	1,8	-4,1	5,6	3,5
Formation de stock²												
Pays avancés	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,2	0,2	0,1	-0,2	-0,4	0,2	0,1
États-Unis	0,0	0,0	0,2	-0,1	0,3	-0,6	0,0	0,2	0,0	-0,6	0,5	0,0
Zone euro	-0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,2	0,1	-0,5	-0,3	0,0	0,1
Allemagne	-0,2	0,0	0,8	0,0	-0,7	0,0	0,8	-0,1	-0,7	-0,8	0,6	0,0
France	0,0	0,1	0,2	0,7	0,3	-0,4	0,2	0,0	-0,4	0,2	-0,2	0,0
Italie	-0,1	0,1	0,2	0,5	-0,1	0,2	0,2	0,1	-0,6	-0,3	-0,3	0,5
Espagne	-0,1	-0,2	0,1	0,2	-1,5	-0,1	0,0	0,3	-0,1	-0,3	-0,4	0,3
Japon	0,1	0,0	-0,4	0,1	0,3	-0,1	0,1	0,1	0,0	-0,2	-0,2	0,1
Royaume-Uni	0,1	0,0	0,1	0,4	-0,1	-0,1	0,2	-0,7	0,1	-0,7	0,3	0,3
Canada	0,1	0,0	0,5	-0,4	-0,5	0,0	0,9	-0,2	0,2	-1,3	0,9	0,0
Autres pays avancés ¹	0,1	0,0	-0,6	0,3	-0,1	0,0	0,2	0,3	-0,2	-0,1	-0,1	0,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	-0,3	0,2	0,1	-0,1	-0,5	0,3	0,1
Solde extérieur²												
Pays avancés	0,2	0,0	0,2	0,0	-0,3	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,1
États-Unis	0,1	-0,3	0,2	-0,3	-0,8	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-1,4	0,2
Zone euro	0,3	0,1	0,3	0,1	-0,2	-0,4	0,4	0,1	-0,5	-0,5	1,2	0,0
Allemagne	0,4	-0,2	-0,5	0,7	0,3	-0,6	0,1	-0,4	-0,6	-0,9	1,2	-0,6
France	-0,2	-0,2	-0,1	-0,5	-0,4	-0,4	-0,1	0,4	-0,3	-1,4	0,6	-0,2
Italie	0,3	0,0	0,8	-0,1	-0,4	-0,5	0,0	-0,3	0,7	-0,7	0,4	0,3
Espagne	0,3	0,2	1,4	-0,5	-0,1	1,0	-0,2	-0,5	0,6	-1,9	0,8	0,9
Japon	0,2	0,0	-0,4	0,1	0,5	0,5	0,6	0,0	-0,2	-1,1	0,3	-0,5
Royaume-Uni	0,2	-0,3	-0,6	-0,9	-0,8	-0,4	0,8	0,1	-0,1	0,7	-1,4	-0,3
Canada	-1,2	0,1	0,1	1,2	0,8	0,4	-1,1	0,1	0,3	0,6	-0,7	-0,5
Autres pays avancés ¹	0,6	0,5	0,7	0,5	0,1	0,0	-0,3	0,3	0,6	0,7	1,4	0,6
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,4	-0,2	0,0	-0,1	-0,2	-0,4	-0,6	-0,1

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

²Variations en pourcentage du PIB de la période précédente.

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Pays émergents et pays en développement d'Asie	8,7	6,9	6,9	6,8	6,8	6,6	6,4	5,3	-1,0	8,6	6,0	5,4
Bangladesh	6,1	6,0	6,1	6,6	7,1	7,3	7,9	8,2	3,8	5,0	7,5	7,2
Bhoutan	8,5	3,6	4,0	6,2	7,4	6,3	3,8	4,3	-0,8	-1,9	5,7	5,8
Brunei Darussalam	0,5	-2,1	-2,5	-0,4	-2,5	1,3	0,1	3,9	1,2	1,6	2,5	2,0
Cambodge	8,0	7,4	7,1	7,0	6,9	7,0	7,5	7,0	-3,5	4,2	6,0	6,8
Chine	10,5	7,8	7,4	7,0	6,9	6,9	6,7	5,8	2,3	8,4	5,6	4,9
Fidji	1,2	4,7	5,6	4,5	2,4	5,4	3,8	-0,4	-19,0	5,0	9,0	3,3
Îles Marshall	0,3	3,9	-1,0	1,6	1,4	3,3	3,1	6,5	-3,3	-1,5	3,5	1,6
Îles Salomon	5,4	5,3	1,0	1,4	5,9	5,3	3,9	1,2	-4,3	1,5	4,5	2,9
Inde ¹	7,9	6,4	7,4	8,0	8,3	6,8	6,5	4,0	-8,0	12,5	6,9	6,5
Indonésie	5,8	5,6	5,0	4,9	5,0	5,1	5,2	5,0	-2,1	4,3	5,8	5,2
Kiribati	1,1	4,2	-0,7	10,4	5,1	0,9	3,8	3,9	-0,5	1,8	2,5	2,0
Lao, Rép. dém. pop.	7,6	8,0	7,6	7,3	7,0	6,9	6,3	4,7	-0,4	4,6	5,6	6,0
Malaisie	5,1	4,7	6,0	5,0	4,4	5,8	4,8	4,3	-5,6	6,5	6,0	5,0
Maldives	6,6	7,3	7,3	2,9	6,3	7,2	8,1	7,0	-32,2	18,9	13,4	5,5
Micronésie	0,1	-3,7	-2,3	4,6	0,9	2,7	0,2	1,2	-1,6	-3,7	2,8	0,6
Mongolie	8,2	11,6	7,9	2,4	1,2	5,3	7,2	5,2	-5,3	5,0	7,5	5,0
Myanmar	9,6	7,9	8,2	7,5	6,4	5,8	6,4	6,8	3,2	-8,9	1,4	5,1
Nauru	...	31,0	27,2	3,4	3,0	-5,5	5,7	1,0	0,7	1,6	0,9	0,5
Népal	4,2	3,5	6,0	4,0	0,4	9,0	7,6	6,7	-1,9	2,9	4,2	5,2
Palaos	0,1	-1,7	6,0	5,0	-0,4	-2,0	5,8	-1,8	-10,3	-10,8	10,4	2,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,6	3,8	13,5	6,6	5,5	3,5	-0,3	5,9	-3,9	3,5	4,2	2,8
Philippines	5,2	6,8	6,3	6,3	7,1	6,9	6,3	6,0	-9,5	6,9	6,5	6,5
Samoa	2,3	-0,4	0,1	4,3	8,1	1,0	-2,1	3,6	-3,2	-7,8	1,7	2,1
Sri Lanka	6,7	3,4	5,0	5,0	4,5	3,6	3,3	2,3	-3,6	4,0	4,1	4,2
Thaïlande	4,4	2,7	1,0	3,1	3,4	4,2	4,2	2,3	-6,1	2,6	5,6	3,6
Timor-Leste ²	4,9	2,1	4,4	2,9	3,4	-4,1	-1,1	1,8	-6,8	2,8	4,9	3,0
Tonga	0,1	0,3	2,0	1,2	6,6	3,3	0,3	0,7	-0,5	-2,5	2,5	1,8
Tuvalu	0,2	4,9	1,2	9,2	5,9	4,6	3,2	6,0	0,5	2,5	3,5	4,0
Vanuatu	3,9	0,5	3,1	0,4	4,7	6,3	2,9	3,3	-9,2	3,2	4,6	2,7
Viet Nam	6,6	5,6	6,4	7,0	6,7	6,9	7,1	7,0	2,9	6,5	7,2	6,6
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,6	3,1	1,8	1,0	1,9	4,1	3,4	2,4	-2,0	4,4	3,9	2,7
Albanie	4,7	1,0	1,8	2,2	3,3	3,8	4,1	2,2	-3,5	5,0	4,0	3,5
Bélarus	7,1	1,0	1,7	-3,8	-2,5	2,5	3,1	1,4	-0,9	-0,4	0,8	1,4
Bosnie-Herzégovine	3,1	2,4	1,1	3,1	3,1	3,2	3,7	2,8	-5,5	3,5	3,2	3,0
Bulgarie	3,8	0,3	1,9	4,0	3,8	3,5	3,1	3,7	-3,8	4,4	4,4	2,8
Croatie	1,4	-0,4	-0,3	2,4	3,5	3,4	2,8	2,9	-9,0	4,7	5,0	3,0
Hongrie	1,3	1,9	4,2	3,8	2,1	4,3	5,4	4,6	-5,0	4,3	5,9	2,6
Kosovo	4,3	3,4	1,2	4,1	4,1	4,2	3,8	4,9	-6,0	4,5	5,5	4,0
Macédoine du Nord	3,3	2,9	3,6	3,9	2,8	1,1	2,9	3,2	-4,5	3,8	4,0	3,5
Moldova, Rép. de	4,3	9,0	5,0	-0,3	4,4	4,7	4,0	3,6	-7,5	4,5	4,0	4,2
Monténégro	3,0	3,5	1,8	3,4	2,9	4,7	5,1	4,1	-15,2	9,0	5,5	3,0
Pologne	4,2	1,1	3,4	4,2	3,1	4,8	5,4	4,5	-2,7	3,5	4,5	2,6
Roumanie	3,5	3,8	3,6	3,0	4,7	7,3	4,5	4,1	-3,9	6,0	4,8	3,5
Russie	4,8	1,8	0,7	-2,0	0,2	1,8	2,8	2,0	-3,1	3,8	3,8	1,8
Serbie	3,9	2,9	-1,6	1,8	3,3	2,1	4,5	4,2	-1,0	5,0	4,5	4,0
Turquie ¹	5,6	8,5	4,9	6,1	3,3	7,5	3,0	0,9	1,8	6,0	3,5	3,5
Ukraine ¹	3,4	0,0	-6,6	-9,8	2,4	2,5	3,4	3,2	-4,2	4,0	3,4	4,0
Amérique latine et Caraïbes	3,9	2,9	1,3	0,4	-0,6	1,3	1,2	0,2	-7,0	4,6	3,1	2,4
Antigua-et-Barbuda	1,9	-0,6	3,8	3,8	5,5	3,1	7,0	3,4	-17,3	-3,0	11,9	3,0
Argentine	5,6	2,4	-2,5	2,7	-2,1	2,8	-2,6	-2,1	-10,0	5,8	2,5	1,5
Aruba	0,1	4,2	0,9	-0,4	0,5	2,3	1,2	0,4	-25,5	5,0	12,0	1,4
Bahamas	0,5	-2,7	1,1	0,2	1,4	3,1	3,0	1,2	-16,3	2,0	8,5	1,5
Barbade	0,7	-1,4	-0,1	2,4	2,5	0,5	-0,6	-0,1	-17,6	4,1	7,7	1,8
Belize	3,2	1,3	4,0	2,6	0,0	1,8	2,9	1,8	-14,1	1,9	6,4	2,0
Bolivie	4,5	6,8	5,5	4,9	4,3	4,2	4,2	2,2	-7,7	5,5	4,2	3,4
Brésil	3,8	3,0	0,5	-3,5	-3,3	1,3	1,8	1,4	-4,1	3,7	2,6	2,0
Chili	4,7	4,0	1,8	2,3	1,7	1,2	3,7	1,0	-5,8	6,2	3,8	2,5
Colombie	4,7	5,1	4,5	3,0	2,1	1,4	2,6	3,3	-6,8	5,1	3,6	3,6

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (suite)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Amérique latine et Caraïbes (suite)	3,9	2,9	1,3	0,4	-0,6	1,3	1,2	0,2	-7,0	4,6	3,1	2,4
Costa Rica	4,7	2,5	3,5	3,7	4,2	4,2	2,1	2,2	-4,8	2,6	3,3	3,3
Dominique	2,6	-0,6	4,4	-2,6	2,5	-9,5	0,5	7,6	-10,4	-0,4	5,8	1,5
El Salvador	2,0	2,2	1,7	2,4	2,5	2,2	2,4	2,4	-8,6	4,2	2,8	2,0
Équateur	4,7	4,9	3,8	0,1	-1,2	2,4	1,3	0,0	-7,5	2,5	1,3	2,5
Grenade	1,6	2,4	7,3	6,4	3,7	4,4	4,1	1,9	-13,5	-1,5	5,2	2,7
Guatemala	3,5	3,5	4,4	4,1	2,7	3,0	3,2	3,8	-1,5	4,5	4,0	3,5
Guyana	3,1	3,7	1,7	0,7	3,8	3,7	4,4	5,4	43,4	16,4	46,5	3,0
Haïti	2,4	3,1	3,4	1,6	1,7	2,3	1,7	-1,7	-3,7	1,0	1,0	1,4
Honduras	4,3	2,8	3,1	3,8	3,9	4,8	3,7	2,7	-8,0	4,5	3,3	3,9
Jamaïque	0,5	0,2	0,6	0,9	1,5	0,7	1,8	1,0	-10,2	1,5	5,7	2,2
Mexique	2,2	1,4	2,8	3,3	2,6	2,1	2,2	-0,1	-8,2	5,0	3,0	2,0
Nicaragua	3,8	4,9	4,8	4,8	4,6	4,6	-4,0	-3,9	-3,0	0,2	2,7	2,8
Panama	7,7	6,9	5,1	5,7	5,0	5,6	3,6	3,0	-17,9	12,0	5,0	5,0
Paraguay	4,1	8,4	4,9	3,1	4,3	5,0	3,4	0,0	-0,9	4,0	4,0	3,5
Pérou	6,2	5,8	2,4	3,3	4,4	2,1	4,0	2,2	-11,1	8,5	5,2	3,3
République dominicaine	4,5	4,9	7,1	6,9	6,7	4,7	7,0	5,1	-6,7	5,5	5,0	5,0
Saint-Kitts-et-Nevis	1,4	5,4	6,3	1,0	2,8	-2,0	2,9	2,8	-18,7	-2,0	10,0	2,7
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2,2	1,8	1,2	1,3	1,9	1,0	2,2	0,3	-4,2	-0,1	4,9	2,7
Sainte-Lucie	2,7	-2,2	1,3	-0,2	3,8	3,5	2,6	1,7	-18,9	3,1	10,7	1,4
Suriname	5,0	2,9	0,3	-3,4	-5,6	1,8	2,6	0,3	-13,5	0,7	1,5	1,0
Trinité-et-Tobago	4,5	2,2	-0,9	1,5	-5,6	-3,0	0,1	-1,2	-7,8	2,1	4,1	1,5
Uruguay ¹	5,2	4,6	3,2	0,4	1,7	1,6	0,5	0,3	-5,7	3,0	3,1	2,3
Venezuela	4,7	1,3	-3,9	-6,2	-17,0	-15,7	-19,6	-35,0	-30,0	-10,0	-5,0	...
Moyen-Orient et Afrique centrale	5,7	3,1	3,3	2,8	4,7	2,5	2,0	1,4	-2,9	3,7	3,8	3,6
Afghanistan	9,2	5,7	2,7	1,0	2,2	2,6	1,2	3,9	-5,0	4,0	4,5	4,0
Algérie	3,6	2,8	3,8	3,7	3,2	1,3	1,2	0,8	-6,0	2,9	2,7	1,1
Arabie saoudite	5,3	2,7	3,7	4,1	1,7	-0,7	2,4	0,3	-4,1	2,9	4,0	2,8
Arménie	6,9	3,4	3,6	3,3	0,2	7,5	5,2	7,6	-7,6	1,0	3,5	4,5
Azerbaïdjan	12,7	5,8	2,8	1,0	-3,1	0,2	1,5	2,2	-4,3	2,3	1,7	1,7
Bahreïn	5,3	5,4	4,4	2,5	3,6	4,3	1,7	2,0	-5,4	3,3	3,1	3,1
Cisjordanie et Gaza	8,6	4,7	-0,2	3,7	8,9	1,4	1,2	1,4	-11,0	5,7	7,0	2,0
Djibouti	4,3	5,0	7,1	7,7	6,9	5,1	8,5	7,5	-1,0	5,0	5,5	6,0
Égypte	4,6	3,3	2,9	4,4	4,3	4,1	5,3	5,6	3,6	2,5	5,7	5,8
Émirats arabes unis	4,6	5,1	4,3	5,1	3,1	2,4	1,2	1,7	-5,9	3,1	2,6	2,6
Géorgie	6,6	3,6	4,4	3,0	2,9	4,8	4,8	5,0	-6,1	3,5	5,8	5,2
Iran	3,1	-0,2	4,6	-1,3	13,4	3,8	-6,0	-6,8	1,5	2,5	2,1	2,1
Iraq	16,1	7,6	0,7	2,5	15,2	-3,4	0,8	4,5	-10,9	1,1	4,4	3,3
Jordanie	5,6	2,6	3,4	2,5	2,0	2,1	1,9	2,0	-2,0	2,0	2,7	3,3
Kazakhstan	7,2	6,0	4,2	1,2	1,1	4,1	4,1	4,5	-2,6	3,2	4,0	4,4
Koweït	5,9	1,2	0,5	0,6	2,9	-4,7	1,2	0,4	-8,1	0,7	3,2	2,5
Liban ¹	5,3	3,8	2,5	0,2	1,5	0,9	-1,9	-6,7	-25,0	...	...	...
Libye ¹	-0,8	-36,8	-53,0	-13,0	-7,4	64,0	17,9	13,2	-59,7	131,0	5,4	4,2
Maroc	4,7	4,5	2,7	4,5	1,1	4,2	3,1	2,5	-7,0	4,5	3,9	3,5
Mauritanie	4,6	4,2	4,3	5,4	1,3	3,5	2,1	5,6	-2,2	3,1	5,6	3,8
Oman	3,8	5,1	1,4	4,7	4,9	0,3	0,9	-0,8	-6,4	1,8	7,4	2,0
Ouzbékistan	7,5	7,6	7,2	7,4	6,1	4,5	5,4	5,8	1,6	5,0	5,3	5,5
Pakistan	4,8	3,7	4,1	4,1	4,6	5,2	5,5	1,9	-0,4	1,5	4,0	5,0
Qatar	13,9	5,6	5,3	4,8	3,1	-1,5	1,2	0,8	-2,6	2,4	3,6	1,9
République kirghize	4,1	10,9	4,0	3,9	4,3	4,7	3,5	4,5	-8,0	6,0	4,6	4,0
Somalie	...	1,9	2,4	3,5	2,9	1,4	2,8	2,9	-1,5	2,9	3,2	4,3
Soudan ³	1,1	2,0	4,7	1,9	3,5	0,7	-2,3	-2,5	-3,6	0,4	1,1	4,4
Syrie ⁴	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	7,5	7,4	6,7	6,0	6,9	7,1	7,3	7,5	4,5	5,0	4,5	4,0
Tunisie	3,9	2,8	2,9	1,2	1,2	1,9	2,7	1,0	-8,8	3,8	2,4	1,8
Turkménistan	12,2	10,2	10,3	6,5	6,2	6,4	6,2	6,3	0,8	4,6	3,9	3,7
Yémen	2,3	4,8	-0,2	-28,0	-9,4	-5,1	0,8	2,1	-5,0	0,5	2,5	5,5

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (fin)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Afrique subsaharienne	5,7	5,1	5,1	3,2	1,5	3,1	3,2	3,2	-1,9	3,4	4,0	4,0
Afrique du Sud	3,4	2,5	1,8	1,2	0,4	1,4	0,8	0,2	-7,0	3,1	2,0	1,3
Angola	8,2	5,0	4,8	0,9	-2,6	-0,2	-2,0	-0,6	-4,0	0,4	2,4	3,7
Bénin	3,7	7,2	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	2,0	5,0	6,0	6,4
Botswana	4,5	11,3	4,1	-1,7	4,3	2,9	4,5	3,0	-8,3	7,5	5,4	3,9
Burkina Faso	6,1	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,8	5,7	0,8	4,3	5,2	5,6
Burundi	4,2	4,9	4,2	-3,9	-0,6	0,5	1,6	1,8	-1,3	2,8	3,7	3,0
Cabo Verde	4,8	0,8	0,6	1,0	4,7	3,7	4,5	5,7	-14,0	5,8	6,0	6,2
Cameroun	3,9	5,4	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	3,9	-2,8	3,4	4,3	5,5
Comores	2,8	4,5	2,1	1,3	3,5	4,2	3,6	1,9	-0,5	0,0	3,6	3,8
Congo, Rép. dém. du	6,0	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	-0,1	3,8	4,9	4,1
Congo, Rép. du	4,9	-0,7	6,7	-3,6	-10,7	-4,4	-6,4	-0,6	-7,8	0,2	1,0	1,0
Côte d'Ivoire	1,8	9,3	8,8	8,8	7,2	7,4	6,9	6,2	2,3	6,0	6,5	6,0
Érythrée	2,7	-10,5	30,9	-20,6	7,4	-10,0	13,0	3,8	-0,6	2,0	4,9	3,9
Eswatini	3,8	3,9	0,9	2,2	1,1	2,0	2,4	2,2	-3,3	1,4	0,9	2,3
Éthiopie	9,7	9,9	10,3	10,4	8,0	10,2	7,7	9,0	6,1	2,0	8,7	8,0
Gabon	2,4	5,5	4,4	3,9	2,1	0,5	0,8	3,9	-1,8	1,2	2,7	3,9
Gambie	2,9	2,9	-1,4	4,1	1,9	4,8	7,2	6,1	0,0	6,0	6,5	5,6
Ghana	7,1	7,2	2,9	2,2	3,4	8,1	6,3	6,5	0,9	4,6	6,1	5,4
Guinée	3,4	3,9	3,7	3,8	10,8	10,3	6,2	5,6	5,2	5,6	5,2	5,0
Guinée Bissau	3,1	3,3	1,0	6,1	5,3	4,8	3,4	4,5	-2,4	3,0	4,0	5,0
Guinée équatoriale	9,5	-4,1	0,4	-9,1	-8,8	-5,7	-6,4	-5,6	-5,8	4,0	-5,9	-2,4
Kenya	4,8	5,9	5,4	5,7	5,9	4,8	6,3	5,4	-0,1	7,6	5,7	6,1
Lesotho	3,8	1,8	2,1	3,3	1,9	-2,7	-1,0	1,1	-4,5	3,5	4,3	3,2
Libéria	2,9	8,8	0,7	0,0	-1,6	2,5	1,2	-2,5	-3,0	3,6	4,7	5,7
Madagascar	3,8	2,3	3,3	3,1	4,0	3,9	3,2	4,4	-4,2	3,2	5,0	5,0
Malawi	5,8	5,2	5,7	2,9	2,3	4,0	3,2	4,5	0,6	2,2	6,5	6,0
Mali	4,2	2,3	7,1	6,2	5,9	5,3	4,7	4,8	-2,0	4,0	6,0	5,0
Maurice	4,3	3,4	3,7	3,6	3,8	3,8	3,8	3,0	-15,8	6,6	5,2	3,3
Mozambique	7,4	7,0	7,4	6,7	3,8	3,7	3,4	2,3	-0,5	2,1	4,7	5,3
Namibie	4,1	5,6	6,1	4,3	0,0	-1,0	1,1	-1,6	-7,2	2,6	3,3	2,5
Niger	5,0	5,3	6,6	4,4	5,7	5,0	7,2	5,9	1,2	6,9	12,8	5,8
Nigéria	7,7	5,4	6,3	2,7	-1,6	0,8	1,9	2,2	-1,8	2,5	2,3	2,2
Ouganda	7,3	3,9	5,7	7,3	0,3	7,3	6,0	8,0	-2,1	6,3	5,0	6,4
République centrafricaine	2,8	-36,4	0,1	4,3	4,7	4,5	3,8	3,0	0,0	3,5	5,0	4,8
Rwanda	7,7	4,7	6,2	8,9	6,0	4,0	8,6	9,4	-0,2	5,7	6,8	6,1
Sao Tomé-et-Principe	5,4	4,8	6,5	3,8	4,2	3,9	3,0	1,3	-6,5	3,0	5,0	4,5
Sénégal	3,5	2,4	6,2	6,4	6,4	7,4	6,2	4,4	0,8	5,2	6,0	6,5
Seychelles	3,0	6,0	4,5	4,9	4,4	5,0	1,3	1,9	-13,4	1,8	4,3	3,5
Sierra Leone	6,8	20,7	4,6	-20,5	6,4	3,8	3,5	5,5	-2,2	3,0	3,6	4,8
Soudan du Sud	...	29,3	2,9	-0,2	-13,5	-5,8	-1,9	0,9	-6,6	5,3	6,5	4,4
Tanzanie	6,5	6,8	6,7	6,2	6,9	6,8	7,0	7,0	1,0	2,7	4,6	5,5
Tchad	8,6	5,8	6,9	1,8	-5,6	-2,4	2,3	3,0	-0,9	1,8	2,6	3,8
Togo	3,0	6,1	5,9	5,7	5,6	4,3	5,0	5,5	0,7	3,5	4,5	5,5
Zambie	7,8	5,1	4,7	2,9	3,8	3,5	4,0	1,4	-3,5	0,6	1,1	1,6
Zimbabwe ¹	-0,3	2,0	2,4	1,8	0,7	4,7	3,5	-7,4	-8,0	3,1	4,0	2,5

¹Voir les notes relatives à l'Inde, au Liban, à la Libye, à la Turquie, à l'Ukraine, à l'Uruguay et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

²Les données pour le Timor-Leste excluent les projections concernant les exportations pétrolières de la zone d'exploitation pétrolière commune (Joint Petroleum Development Area).

³Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

⁴Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A5. Inflation : récapitulation
(En pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Déflateurs du PIB												
Pays avancés	1,6	1,3	1,4	1,2	1,0	1,5	1,7	1,5	1,4	1,5	1,5	1,7
États-Unis	2,1	1,8	1,9	1,0	1,0	1,9	2,4	1,8	1,2	1,8	2,3	1,9
Zone euro	1,7	1,2	0,9	1,4	0,9	1,1	1,4	1,7	1,5	1,3	1,4	1,8
Japon	-1,1	-0,4	1,7	2,1	0,4	-0,1	0,0	0,6	0,9	0,6	0,5	0,5
Autres pays avancés ¹	2,1	1,5	1,4	1,2	1,3	2,0	1,7	1,3	1,8	1,5	0,7	1,8
Prix à la consommation												
Pays avancés	2,0	1,4	1,4	0,3	0,7	1,7	2,0	1,4	0,7	1,6	1,7	1,9
États-Unis	2,5	1,5	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	2,3	2,4	2,2
Zone euro ²	2,1	1,4	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	1,4	1,2	1,8
Japon	-0,1	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	0,1	0,7	1,0
Autres pays avancés ¹	2,3	1,7	1,5	0,5	0,9	1,8	1,9	1,4	0,6	1,4	1,4	1,9
Pays émergents et pays en développement³	6,4	5,4	4,7	4,7	4,3	4,4	4,9	5,1	5,1	4,9	4,4	3,8
Par région												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,8	4,6	3,4	2,7	2,8	2,4	2,7	3,3	3,1	2,3	2,7	2,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	8,8	5,5	6,5	10,6	5,5	5,6	6,4	6,6	5,4	6,5	5,4	5,4
Amérique latine et Caraïbes	5,4	4,6	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	7,2	6,6	4,0
Moyen-Orient et Asie centrale	7,9	8,3	6,4	5,5	5,7	6,9	9,5	7,4	10,2	11,2	8,1	6,4
Afrique subsaharienne	9,2	6,5	6,3	6,8	10,4	10,7	8,4	8,5	10,8	9,8	7,8	6,0
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	8,2	8,2	5,6	5,6	7,6	6,4	8,4	6,5	9,0	11,0	8,5	6,9
Autres produits	6,0	5,0	4,5	4,6	3,9	4,2	4,5	4,9	4,7	4,3	4,0	3,5
Dont : produits primaires ⁴	6,3	6,4	7,0	5,2	6,2	11,7	14,2	17,9	19,5	19,1	13,7	6,0
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	7,1	6,1	5,6	5,4	5,2	5,6	5,5	5,3	5,8	5,8	4,9	4,4
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2015 et 2019	9,4	6,1	10,0	15,0	10,0	17,3	16,9	13,6	16,5	15,8	9,6	6,1
Autres groupes												
Union européenne	2,4	1,4	0,4	0,1	0,2	1,6	1,8	1,4	0,7	1,6	1,4	1,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	7,6	8,7	6,3	5,6	5,5	7,0	10,7	7,6	10,6	12,4	8,5	6,8
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,1	5,2	4,5	4,6	4,0	4,0	4,5	4,8	4,5	4,4	4,1	3,6
Pays en développement à faible revenu	9,9	7,8	7,2	6,5	8,4	9,2	8,8	8,4	11,7	11,2	7,8	5,7
<i>Pour mémoire</i>												
Taux d'inflation médian												
Pays avancés	2,3	1,4	0,7	0,1	0,6	1,6	1,8	1,5	0,4	1,4	1,5	1,9
Pays émergents et pays en développement ³	5,3	3,7	3,1	2,6	2,7	3,3	3,1	2,7	2,8	3,1	3,1	3,0

¹Hors États-Unis, Japon et zone euro.

²Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

³Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

⁴Inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à ce pays dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

Tableau A6. Pays avancés : prix à la consommation¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période ²		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026	2020	2021	2022
Pays avancés	2,0	1,4	1,4	0,3	0,7	1,7	2,0	1,4	0,7	1,6	1,7	1,9	0,5	1,9	1,7
États-Unis	2,5	1,5	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	2,3	2,4	2,2	1,4	2,3	2,5
Zone euro ³	2,1	1,4	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	1,4	1,2	1,8	-0,3	1,8	1,2
Allemagne	1,8	1,6	0,8	0,7	0,4	1,7	1,9	1,4	0,4	2,2	1,1	2,1	-0,7	3,1	1,0
France	1,9	1,0	0,6	0,1	0,3	1,2	2,1	1,3	0,5	1,1	1,2	1,6	-0,1	1,3	1,4
Italie	2,4	1,2	0,2	0,1	-0,1	1,3	1,2	0,6	-0,1	0,8	0,9	1,3	-0,3	0,8	0,9
Espagne	2,7	1,4	-0,2	-0,5	-0,2	2,0	1,7	0,7	-0,3	1,0	1,3	1,7	-0,5	1,3	1,4
Pays-Bas	1,8	2,6	0,3	0,2	0,1	1,3	1,6	2,7	1,1	1,4	1,5	1,8	0,9	1,4	1,5
Belgique	2,3	1,2	0,5	0,6	1,8	2,2	2,3	1,2	0,4	1,7	1,9	1,8	0,4	2,1	1,6
Autriche	2,1	2,1	1,5	0,8	1,0	2,2	2,1	1,5	1,4	1,6	1,8	2,0	1,0	1,9	1,8
Irlande	1,7	0,5	0,3	0,0	-0,2	0,3	0,7	0,9	-0,5	1,6	1,9	2,0	-1,0	2,0	2,0
Portugal	2,3	0,4	-0,2	0,5	0,6	1,6	1,2	0,3	-0,1	0,9	1,2	1,6	0,0	0,8	1,2
Grèce	3,1	-0,9	-1,4	-1,1	0,0	1,1	0,8	0,5	-1,3	0,2	0,8	1,9	-2,4	0,8	0,8
Finlande	1,9	2,2	1,2	-0,2	0,4	0,8	1,2	1,1	0,4	1,4	1,5	1,9	0,2	1,6	1,5
République slovaque	3,8	1,5	-0,1	-0,3	-0,5	1,4	2,5	2,8	2,0	1,2	1,9	2,0	1,6	1,5	1,9
Lituanie	3,6	1,2	0,2	-0,7	0,7	3,7	2,5	2,2	1,1	1,5	1,9	2,1	-0,1	1,5	1,9
Slovénie	3,0	1,8	0,2	-0,5	-0,1	1,4	1,7	1,6	-0,1	0,8	1,5	2,1	-1,1	1,7	1,3
Luxembourg	2,9	1,7	0,7	0,1	0,0	2,1	2,0	1,7	0,0	0,9	1,8	1,9	-0,4	1,3	1,7
Lettonie	5,6	0,0	0,7	0,2	0,1	2,9	2,6	2,7	0,1	2,1	2,2	2,2	-0,5	3,9	1,8
Estonie	4,2	3,2	0,5	0,1	0,8	3,7	3,4	2,3	-0,6	1,8	2,5	1,9	-0,9	1,8	2,5
Chypre	2,6	0,4	-0,3	-1,5	-1,2	0,7	0,8	0,6	-1,1	0,5	0,8	1,9	-0,8	1,0	0,8
Malte	2,5	1,0	0,8	1,2	0,9	1,3	1,7	1,5	0,8	1,1	1,4	2,0	0,2	1,7	1,5
Japon	-0,1	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	0,1	0,7	1,0	-0,9	1,2	0,2
Royaume-Uni	2,6	2,6	1,5	0,0	0,7	2,7	2,5	1,8	0,9	1,5	1,9	2,0	0,5	2,1	1,8
Corée	3,1	1,3	1,3	0,7	1,0	1,9	1,5	0,4	0,5	1,4	0,9	2,0	0,5	1,2	1,0
Canada	2,0	0,9	1,9	1,1	1,4	1,6	2,3	1,9	0,7	1,7	2,0	2,0	0,8	1,6	2,2
Australie	2,8	2,5	2,5	1,5	1,3	2,0	1,9	1,6	0,9	1,7	1,6	2,4	0,9	1,5	1,7
Taiwan, prov. chinoise de	1,3	1,0	1,3	-0,6	1,0	1,1	1,5	0,5	-0,2	0,9	1,2	1,4	0,1	0,9	1,2
Suisse	0,7	-0,2	0,0	-1,1	-0,4	0,5	0,9	0,4	-0,7	0,1	0,3	1,0	-0,8	0,1	0,6
Singapour	2,5	2,4	1,0	-0,5	-0,5	0,6	0,4	0,6	-0,2	0,2	0,8	1,5	0,0	0,4	0,9
Suède	1,7	0,4	0,2	0,7	1,1	1,9	2,0	1,6	0,7	1,5	1,2	1,9	0,4	1,5	1,2
Hong Kong (RAS)	1,8	4,3	4,4	3,0	2,4	1,5	2,4	2,9	0,3	1,4	1,9	2,4	0,3	1,4	1,9
République tchèque	2,4	1,4	0,3	0,3	0,7	2,5	2,1	2,8	3,2	2,3	2,0	2,0	2,7	2,3	2,0
Israël	2,0	1,5	0,5	-0,6	-0,5	0,2	0,8	0,8	-0,6	0,3	0,6	0,9	-0,7	0,7	0,6
Norvège	1,8	2,1	2,0	2,2	3,6	1,9	2,8	2,2	1,3	2,2	2,0	2,0	1,4	2,5	2,0
Danemark	2,0	0,5	0,4	0,2	0,0	1,1	0,7	0,7	0,3	1,1	1,4	1,8	0,4	1,1	1,4
Nouvelle-Zélande	2,6	1,1	1,2	0,3	0,6	1,9	1,6	1,6	1,7	1,8	1,6	2,2	1,4	2,1	1,7
Porto Rico	3,1	1,1	0,6	-0,8	-0,3	1,8	1,3	0,1	-1,3	2,5	1,5	1,6	-1,3	2,5	1,5
Macao (RAS)	3,9	5,5	6,0	4,6	2,4	1,2	3,0	2,8	0,8	1,4	1,9	2,4	-0,9	1,4	1,9
Islande	6,0	3,9	2,0	1,6	1,7	1,8	2,7	3,0	2,9	3,2	2,5	2,5	3,6	2,6	2,5
Saint-Marin	2,3	1,6	1,1	0,1	0,6	1,0	1,8	1,0	0,2	0,8	0,9	1,1	0,5	0,8	0,9
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,9	1,3	1,5	0,3	0,8	1,8	2,1	1,5	0,8	1,7	1,8	1,9	0,6	2,1	1,8

¹Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

²Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

³Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne 2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections			Fin de période ²		
										2021	2022	2026	2020	2021	2022
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,8	4,6	3,4	2,7	2,8	2,4	2,7	3,3	3,1	2,3	2,7	2,7	1,2	3,0	2,5
Bangladesh	7,9	6,8	7,3	6,4	5,9	5,4	5,8	5,5	5,6	5,8	5,6	5,5	6,0	5,7	5,6
Bhoutan	5,8	8,1	9,6	6,7	3,3	4,3	3,7	2,8	4,2	4,9	4,9	4,0	4,5	5,3	4,4
Brunei Darussalam	0,7	0,4	-0,2	-0,3	-0,4	-1,3	1,1	-0,4	1,9	0,8	0,8	0,8	2,0	0,7	0,7
Cambodge	6,0	3,0	3,9	1,2	3,0	2,9	2,4	2,0	2,9	3,1	2,8	3,0	2,9	3,0	2,8
Chine	3,0	2,6	2,0	1,4	2,0	1,6	2,1	2,9	2,4	1,2	1,9	2,0	-0,3	2,3	1,9
Fidji	4,2	2,9	0,5	1,4	3,9	3,4	4,1	1,8	-2,6	-1,1	2,0	2,0	-2,8	1,5	2,0
Îles Marshall	...	1,9	1,1	-2,2	-1,5	0,1	0,8	-0,5	0,6	1,1	1,5	2,0	0,6	1,1	1,5
Îles Salomon	8,1	5,2	5,3	-0,6	0,5	0,5	3,5	1,6	3,4	2,6	3,2	2,3	-1,8	3,8	3,6
Inde	7,6	9,4	5,8	4,9	4,5	3,6	3,4	4,8	6,2	4,9	4,1	4,0	4,9	4,8	3,9
Indonésie	7,2	6,4	6,4	6,4	3,5	3,8	3,3	2,8	2,0	2,0	3,1	2,9	1,7	2,8	1,2
Kiribati	2,0	-1,5	2,1	0,6	1,9	0,4	0,6	-1,8	2,5	1,8	1,8	1,8	1,9	1,6	1,9
Lao, Rép. dém. pop.	6,9	6,4	4,1	1,3	1,8	0,7	2,0	3,3	5,1	4,9	3,7	3,1	3,2	4,3	3,1
Malaisie	2,4	2,1	3,1	2,1	2,1	3,8	1,0	0,7	-1,1	2,0	2,0	2,0	-1,4	2,0	2,0
Maldives	6,0	4,0	2,4	1,4	0,8	2,3	1,4	1,3	-1,6	1,6	2,1	2,0	-2,0	2,3	2,0
Micronésie	4,2	2,2	0,7	-0,2	-0,6	0,1	1,4	1,5	0,5	1,9	2,2	2,0	0,5	1,9	2,2
Mongolie	10,7	10,5	12,3	5,7	0,7	4,3	6,8	7,3	3,7	5,4	6,4	6,0	2,3	6,5	6,2
Myanmar	14,2	6,4	5,7	7,3	9,1	4,6	5,9	8,6	5,7	5,0	5,6	6,3	2,0	6,5	5,9
Nauru	...	-1,1	0,3	9,8	8,2	5,1	0,5	4,3	0,9	1,2	2,0	2,0	-0,9	1,2	1,4
Népal	7,4	9,9	9,0	7,2	9,9	4,5	4,1	4,6	6,1	4,2	6,4	5,3	4,8	5,6	6,0
Palaos	3,5	2,8	4,0	2,2	-1,3	1,1	2,0	0,6	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	1,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5,3	5,0	5,2	6,0	6,7	5,4	4,7	3,7	5,0	3,3	4,7	3,2	5,2	3,8	4,7
Philippines	4,6	2,6	3,6	0,7	1,3	2,9	5,2	2,5	2,6	3,4	3,0	3,0	3,5	2,8	3,0
Samoa	5,7	-0,2	-1,2	1,9	0,1	1,3	3,7	2,2	1,5	-2,5	2,7	2,6	-3,3	3,1	1,9
Sri Lanka	8,8	6,9	2,8	2,2	4,0	6,6	4,3	4,3	4,6	4,4	5,0	5,0	4,2	4,6	5,5
Thaïlande	3,1	2,2	1,9	-0,9	0,2	0,7	1,1	0,7	-0,8	1,3	1,0	1,9	-0,3	1,0	1,1
Timor-Leste	6,1	9,5	0,8	0,6	-1,5	0,5	2,3	0,9	0,5	1,6	2,5	2,0	1,2	2,0	3,0
Tonga	7,0	0,7	2,3	0,1	-0,6	7,2	6,8	3,5	0,2	-0,1	3,4	2,6	-1,4	3,4	3,5
Tuvalu	2,5	2,0	1,1	3,1	3,5	4,1	2,2	3,5	1,6	2,8	3,0	3,4	1,6	2,8	3,0
Vanuatu	2,6	1,5	0,8	2,5	0,8	3,1	2,3	2,7	2,9	2,4	2,1	2,3	2,6	2,2	2,1
Viet Nam	10,1	6,6	4,1	0,6	2,7	3,5	3,5	2,8	3,2	3,9	3,9	4,0	0,2	4,3	4,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	8,8	5,5	6,5	10,6	5,5	5,6	6,4	6,6	5,4	6,5	5,4	5,4	6,5	5,8	5,4
Albanie	2,8	1,9	1,6	1,9	1,3	2,0	2,0	1,4	1,6	2,0	2,3	3,0	1,0	1,8	2,0
Bélarus	20,8	18,3	18,1	13,5	11,8	6,0	4,9	5,6	5,5	6,9	5,5	5,0	7,3	5,9	5,4
Bosnie-Herzégovine	2,7	-0,1	-0,9	-1,0	-1,6	0,8	1,4	0,6	-0,6	1,2	1,0	2,1	-0,6	1,1	0,9
Bulgarie ³	5,2	0,4	-1,6	-1,1	-1,3	1,2	2,6	2,5	1,2	1,0	2,0	2,0	0,0	1,9	2,0
Croatie	2,8	2,2	-0,2	-0,5	-1,1	1,1	1,5	0,8	0,3	0,7	1,2	1,6	0,1	0,9	1,6
Hongrie	5,1	1,7	-0,2	-0,1	0,4	2,4	2,8	3,4	3,3	3,6	3,5	3,0	2,7	3,9	3,7
Kosovo	2,2	1,8	0,4	-0,5	0,3	1,5	1,1	2,7	0,2	0,3	1,5	1,9	0,1	1,1	1,6
Macédoine du Nord	2,2	2,8	-0,3	-0,3	-0,2	1,4	1,5	0,8	1,2	2,0	1,5	2,0	2,3	1,6	1,2
Moldova, Rép. de	9,3	4,6	5,1	9,6	6,4	6,5	3,1	4,8	3,8	3,0	5,0	5,0	0,4	5,0	5,0
Monténégro	4,0	2,2	-0,7	1,5	-0,3	2,4	2,6	0,4	-0,2	0,4	1,0	1,7	-0,9	1,0	1,2
Pologne	2,8	0,9	0,0	-0,9	-0,6	2,0	1,6	2,3	3,4	3,2	2,5	2,5	2,4	2,7	2,6
Roumanie	7,6	4,0	1,1	-0,6	-1,6	1,3	4,6	3,8	2,6	2,8	2,1	2,5	2,1	2,8	2,5
Russie	10,2	6,8	7,8	15,5	7,0	3,7	2,9	4,5	3,4	4,5	3,4	4,0	4,9	3,7	3,5
Serbie	9,1	7,7	2,1	1,4	1,1	3,1	2,0	1,9	1,7	2,2	2,4	3,0	1,7	2,3	2,4
Turquie ⁴	10,0	7,5	8,9	7,7	7,8	11,1	16,3	15,2	12,3	13,6	11,8	11,0	14,6	12,5	11,5
Ukraine ⁴	10,7	-0,3	12,1	48,7	13,9	14,4	10,9	7,9	2,7	7,9	6,8	5,0	5,0	7,2	6,0
Amérique latine et Caraïbes⁵	5,4	4,6	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	7,2	6,6	4,0	6,3	7,3	6,0
Antigua-et-Barbuda	2,4	1,1	1,1	1,0	-0,5	2,4	1,2	1,4	1,1	2,0	2,0	2,0	2,8	2,0	2,0
Argentine ⁴	9,2	10,6	...	...	...	25,7	34,3	53,5	42,0	...	...	...	36,1	...	...
Aruba	3,2	-2,4	0,4	0,5	-0,9	-1,0	3,6	3,9	-1,3	0,1	2,0	2,1	-3,1	1,3	2,5
Bahamas	2,4	0,4	1,2	1,9	-0,3	1,5	2,3	2,5	0,0	2,0	2,8	2,3	1,2	3,0	2,5
Barbade	5,2	1,8	1,8	-1,1	1,5	4,4	3,7	4,1	2,9	3,7	2,3	2,3	1,3	2,4	2,3
Belize	2,5	0,5	1,2	-0,9	0,7	1,1	0,3	0,2	0,1	1,0	2,0	2,0	0,6	1,5	2,0
Bolivie	5,8	5,7	5,8	4,1	3,6	2,8	2,3	1,8	0,9	3,9	3,7	3,5	0,7	6,2	2,6
Brésil	6,3	6,2	6,3	9,0	8,7	3,4	3,7	3,7	3,2	4,6	4,0	3,3	4,5	4,5	3,5
Chili	3,2	1,8	4,7	4,3	3,8	2,2	2,3	2,3	3,0	3,1	3,0	3,0	2,9	3,0	3,0
Colombie	4,8	2,0	2,9	5,0	7,5	4,3	3,2	3,5	2,5	2,1	2,6	2,9	1,6	2,5	2,6

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹ (suite)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections			Fin de période ²		
	2003-12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026	2020	2021	2022
Amérique latine et Caraïbes (suite)⁵	5,4	4,6	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	7,2	6,6	4,0	6,3	7,3	6,0
Costa Rica	9,2	5,2	4,5	0,8	0,0	1,6	2,2	2,1	0,7	1,2	1,1	2,9	0,9	1,2	0,9
Dominique	2,3	0,0	0,8	-0,9	0,1	0,3	1,0	1,5	-0,3	1,6	2,0	2,0	1,7	2,0	2,0
El Salvador	3,6	0,8	1,1	-0,7	0,6	1,0	1,1	0,1	0,2	1,1	1,4	1,0	0,7	1,5	1,3
Équateur	4,5	2,7	3,6	4,0	1,7	0,4	-0,2	0,3	-0,3	0,5	2,4	1,0	-0,9	2,1	1,9
Grenade	3,2	0,0	-1,0	-0,6	1,7	0,9	0,8	0,6	-0,7	1,8	1,7	1,9	-0,8	1,8	1,7
Guatemala	6,2	4,3	3,4	2,4	4,4	4,4	3,8	3,7	2,4	2,9	3,6	4,0	4,8	4,5	3,6
Guyana	5,8	1,9	0,7	-0,9	0,8	1,9	1,3	2,1	0,7	2,0	2,0	3,1	0,9	1,9	2,1
Haïti	12,8	6,8	3,9	7,5	13,4	14,7	12,9	17,3	22,9	20,5	22,4	9,4	25,2	22,0	19,0
Honduras	7,1	5,2	6,1	3,2	2,7	3,9	4,3	4,4	3,5	4,3	4,1	4,0	4,0	4,2	4,0
Jamaïque	11,4	9,4	8,3	3,7	2,3	4,4	3,7	3,9	5,2	5,0	5,1	5,0	5,2	4,3	5,8
Mexique	4,3	3,8	4,0	2,7	2,8	6,0	4,9	3,6	3,4	3,5	3,1	3,0	3,2	3,4	3,1
Nicaragua	8,7	7,1	6,0	4,0	3,5	3,9	4,9	5,4	3,7	3,9	3,5	3,5	2,9	3,9	3,5
Panama	3,6	4,0	2,6	0,1	0,7	0,9	0,8	-0,4	-1,6	0,1	1,1	2,0	-1,6	0,5	2,0
Paraguay	7,2	2,7	5,0	3,1	4,1	3,6	4,0	2,8	1,8	2,7	3,2	3,2	2,2	3,2	3,2
Pérou	2,9	2,8	3,2	3,5	3,6	2,8	1,3	2,1	1,8	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
République dominicaine	11,9	4,8	3,0	0,8	1,6	3,3	3,6	1,8	3,8	6,2	4,0	4,0	5,6	4,5	4,0
Saint-Kitts-et-Nevis	3,5	1,1	0,2	-2,3	-0,7	0,7	-1,0	-0,3	-0,6	-1,0	-0,5	2,0	-1,2	-0,8	-0,3
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3,3	0,8	0,2	-1,7	-0,2	2,2	2,3	0,9	-0,6	1,4	2,0	2,0	-1,0	1,4	2,1
Sainte-Lucie	2,8	1,5	3,5	-1,0	-3,1	0,1	2,4	0,5	-1,8	2,4	2,0	2,0	-0,4	2,2	2,0
Suriname	10,6	1,9	3,4	6,9	55,5	22,0	6,9	4,4	34,9	52,1	29,0	12,2	61,0	40,5	24,5
Trinité-et-Tobago	7,4	5,2	5,7	4,7	3,1	1,9	1,0	1,0	0,6	1,0	1,4	1,3	0,8	1,2	1,5
Uruguay	8,5	8,6	8,9	8,7	9,6	6,2	7,6	7,9	9,8	8,3	7,4	4,0	9,4	7,5	6,0
Venezuela ⁴	23,3	40,6	62,2	122	255	438	65 374	19 906	2 355	5 500	5 500	...	2 960	5 500	5 500
Moyen-Orient et Asie centrale	7,9	8,3	6,4	5,5	5,7	6,9	9,5	7,4	10,2	11,2	8,1	6,4	12,5	9,7	7,3
Afghanistan	11,2	7,4	4,7	-0,7	4,4	5,0	0,6	2,3	5,6	5,1	4,5	4,0	5,0	5,8	4,8
Algérie	4,3	3,3	2,9	4,8	6,4	5,6	4,3	2,0	2,4	4,9	6,0	7,0	3,1	5,3	5,6
Arabie saoudite	2,9	3,6	2,2	1,2	2,0	-0,8	2,5	-2,1	3,4	2,7	2,0	2,0	5,4	0,6	2,0
Arménie	4,9	5,8	3,0	3,7	-1,4	1,0	2,5	1,4	1,2	3,9	3,2	4,0	3,8	3,0	3,5
Azerbaïdjan	7,8	2,4	1,4	4,0	12,4	12,8	2,3	2,7	2,8	3,5	3,2	3,2	2,7	3,5	3,2
Bahreïn	2,2	3,3	2,6	1,8	2,8	1,4	2,1	1,0	-2,3	1,5	2,1	2,2	-1,6	2,3	2,1
Cisjordanie et Gaza	4,0	1,7	1,7	1,4	-0,2	0,2	-0,2	1,6	-0,7	0,3	1,1	1,3	0,1	0,6	1,1
Djibouti	4,3	1,1	1,3	-0,8	2,7	0,6	0,1	3,3	2,9	2,4	2,1	2,0	2,5	2,2	2,0
Égypte	9,4	6,9	10,1	11,0	10,2	23,5	20,9	13,9	5,7	4,8	7,2	7,3	5,7	6,3	7,4
Émirats arabes unis	5,0	1,1	2,3	4,1	1,6	2,0	3,1	-1,9	-2,1	2,9	1,2	1,8	-2,1	2,9	1,2
Géorgie	6,3	-0,5	3,1	4,0	2,1	6,0	2,6	4,9	5,2	3,8	2,7	3,0	2,4	5,0	2,4
Iran	17,0	34,7	15,6	11,9	9,1	9,6	30,2	34,6	36,5	39,0	27,5	25,0	48,0	30,0	25,0
Iraq	...	1,9	2,2	1,4	0,5	0,1	0,4	-0,2	0,6	9,4	7,5	2,0	3,2	11,9	4,8
Jordanie	4,4	4,9	3,0	-1,1	-0,6	3,6	4,5	0,7	0,4	2,3	2,0	2,5	-0,3	2,5	2,0
Kazakhstan	8,5	5,8	6,7	6,7	14,6	7,4	6,0	5,2	6,8	6,4	5,0	4,0	7,5	5,9	5,0
Koweït	3,8	2,7	3,1	3,7	3,5	1,5	0,6	1,1	2,1	2,3	2,5	2,5	3,0	2,5	2,5
Liban ⁴	3,6	4,8	1,8	-3,7	-0,8	4,5	4,6	2,9	88,2	...	...	...	150,4	...	...
Libye ⁴	4,6	2,6	2,4	14,8	24,0	28,0	-1,2	4,6	22,3	18,2	14,2	4,0	22,3	18,2	14,2
Maroc	1,8	1,6	0,4	1,4	1,5	0,7	1,6	0,2	0,6	0,8	1,2	2,0	-0,9	0,8	1,2
Mauritanie	6,7	4,1	3,8	0,5	1,5	2,3	3,1	2,3	2,3	2,4	3,5	4,0	1,8	3,0	4,0
Oman	3,8	1,2	1,0	0,1	1,1	1,6	0,9	0,1	-0,9	3,8	2,4	0,9	-0,9	3,8	2,4
Ouzbékistan	11,7	11,7	9,1	8,5	8,8	13,9	17,5	14,5	12,9	10,3	11,2	5,0	11,1	10,0	10,6
Pakistan	9,8	7,4	8,6	4,5	2,9	4,1	3,9	6,7	10,7	8,7	8,0	6,5	8,6	10,0	7,9
Qatar	5,3	3,1	4,2	0,9	2,7	0,4	0,3	-0,7	-2,7	2,4	2,9	2,2	-3,4	6,3	-0,3
République kirghize	8,4	6,6	7,5	6,5	0,4	3,2	1,5	1,1	6,3	8,6	5,4	4,6	7,5	5,3	5,2
Somalie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,1	2,5	2,1
Soudan ⁶	13,6	36,5	36,9	16,9	17,8	32,4	63,3	51,0	163,3	197,1	44,5	10,4	269,3	119,6	28,8
Syrie ⁷	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	10,5	5,0	6,1	5,8	5,9	7,3	3,8	7,8	8,6	8,0	6,5	6,5	9,4	8,0	6,5
Tunisie	3,7	5,3	4,6	4,4	3,6	5,3	7,3	6,7	5,7	5,8	6,3	7,6	5,5	6,0	6,4
Turkménistan	6,3	6,8	6,0	7,4	3,6	8,0	13,3	5,1	7,6	8,0	6,5	6,0	8,9	7,0	6,0
Yémen	11,4	11,0	8,2	22,0	21,3	30,4	27,6	10,0	26,2	30,6	19,2	7,2	45,0	20,7	17,9

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹ (fin)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			Fin de période ²		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026	2020	2021	2022	
											Projections			Projections		
Afrique subsaharienne	9,2	6,5	6,3	6,8	10,4	10,7	8,4	8,5	10,8	9,8	7,8	6,0	11,1	8,7	7,3	
Afrique du Sud	5,5	5,8	6,1	4,6	6,3	5,3	4,6	4,1	3,3	4,3	4,5	4,5	3,2	4,9	4,5	
Angola	23,3	8,8	7,3	9,2	30,7	29,8	19,6	17,1	22,3	22,3	13,1	5,8	25,1	18,7	10,0	
Bénin	3,4	1,0	-1,1	0,2	-0,8	1,8	0,8	-0,9	3,0	2,0	2,0	2,0	3,0	2,0	2,0	
Botswana	8,7	5,9	4,4	3,1	2,8	3,3	3,2	2,8	2,0	4,7	4,3	4,3	2,3	4,7	4,3	
Burkina Faso	2,7	0,5	-0,3	1,7	0,4	1,5	2,0	-3,2	1,9	2,7	2,6	2,5	2,3	2,7	2,6	
Burundi	11,1	7,9	4,4	5,6	5,5	1,6	-4,0	-0,7	7,3	4,1	2,0	2,1	7,5	1,9	2,1	
Cabo Verde	2,6	1,5	-0,2	0,1	-1,4	0,8	1,3	1,1	0,6	1,2	1,4	1,7	-0,9	1,2	1,4	
Cameroun	2,4	2,1	1,9	2,7	0,9	0,6	1,1	2,5	2,8	2,2	2,1	2,0	2,4	2,1	2,0	
Comores	4,1	0,4	0,0	0,9	0,8	0,1	1,7	3,7	1,1	0,3	1,2	2,0	-6,3	11,4	-0,1	
Congo, Rép. dém. du	16,6	0,9	1,2	0,7	3,2	35,8	29,3	4,7	11,3	10,9	7,5	5,0	15,8	7,8	7,4	
Congo, Rép. du	3,2	4,6	0,9	3,2	3,2	0,4	1,2	2,2	2,4	2,6	2,8	3,0	2,5	2,7	3,0	
Côte d'Ivoire	2,8	2,6	0,4	1,2	0,7	0,7	0,4	0,8	2,5	2,0	1,6	2,0	2,0	1,6	1,4	
Érythrée	15,8	5,9	10,0	28,5	-5,6	-13,3	-14,4	-16,4	4,9	2,9	1,9	2,0	4,0	2,0	2,0	
Eswatini	6,8	5,6	5,7	5,0	7,8	6,2	4,8	2,6	3,9	4,5	4,7	4,9	4,6	4,6	4,7	
Éthiopie	17,6	8,1	7,4	9,6	6,6	10,7	13,8	15,8	20,4	13,1	8,0	8,0	18,2	8,4	8,0	
Gabon	1,4	0,5	4,5	-0,1	2,1	2,7	4,8	2,0	1,3	2,0	2,0	2,0	1,6	2,0	2,0	
Gambie	6,6	5,2	6,3	6,8	7,2	8,0	6,5	7,1	5,9	6,0	5,5	5,0	5,7	5,8	5,2	
Ghana	12,7	11,7	15,5	17,2	17,5	12,4	9,8	7,1	9,9	9,0	8,2	6,0	10,5	9,8	7,5	
Guinée	19,0	11,9	9,7	8,2	8,2	8,9	9,8	9,5	10,6	8,0	7,9	7,8	10,6	8,0	7,9	
Guinée Bissau	2,4	0,8	-1,0	1,5	2,7	-0,2	0,4	0,3	1,5	2,0	2,0	2,0	1,5	2,0	2,0	
Guinée équatoriale	4,8	3,2	4,3	1,7	1,4	0,7	1,3	1,2	4,8	1,5	3,1	3,0	-0,5	3,2	3,0	
Kenya	8,5	5,7	6,9	6,6	6,3	8,0	4,7	5,2	5,3	5,0	5,0	5,0	5,6	5,0	5,0	
Lesotho	6,2	4,9	5,4	3,2	6,6	4,4	4,8	5,2	4,9	4,6	4,9	5,5	5,2	4,9	4,8	
Libéria	8,9	7,6	9,9	7,7	8,8	12,4	23,5	27,0	17,0	10,9	15,2	4,0	13,1	16,0	9,7	
Madagascar	9,3	5,8	6,1	7,4	6,1	8,6	8,6	5,6	4,2	5,4	5,7	5,4	4,6	5,4	6,0	
Malawi	9,4	28,3	23,8	21,9	21,7	11,5	9,2	9,4	8,6	9,5	7,7	5,0	7,6	9,5	6,6	
Mali	2,5	-2,4	2,7	1,4	-1,8	1,8	1,7	-2,9	0,6	1,7	2,0	2,0	0,7	1,7	2,0	
Maurice	5,5	3,5	3,2	1,3	1,0	3,7	3,2	0,5	2,5	2,6	3,9	3,2	2,7	4,0	3,8	
Mozambique	9,8	4,3	2,6	3,6	19,9	15,1	3,9	2,8	3,1	5,3	5,5	5,5	3,5	5,5	5,5	
Namibie	6,0	5,6	5,3	3,4	6,7	6,1	4,3	3,7	2,6	3,4	4,4	4,5	3,2	3,4	4,5	
Niger	2,2	2,3	-0,9	1,0	0,2	0,2	2,8	-2,5	2,8	0,4	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	
Nigéria	12,1	8,5	8,0	9,0	15,7	16,5	12,1	11,4	13,2	16,0	13,5	10,5	15,8	14,5	12,6	
Ouganda	9,0	4,9	3,1	5,4	5,5	5,6	2,6	2,9	3,8	5,2	5,5	5,0	3,6	5,8	5,1	
République centrafricaine	3,3	7,0	14,9	1,4	4,9	4,2	1,6	2,7	2,3	3,3	2,5	2,5	4,8	2,5	2,5	
Rwanda	8,6	4,2	1,8	2,5	5,7	4,8	1,4	2,4	8,0	2,5	4,1	5,0	5,0	2,3	5,0	
Sao Tomé-et-Principe	16,7	8,1	7,0	6,1	5,4	5,7	7,9	7,7	9,8	10,6	8,1	4,4	10,2	10,1	6,2	
Sénégal	2,0	0,7	-1,1	0,9	1,2	1,1	0,5	1,0	2,5	2,0	1,7	2,2	2,5	1,9	1,7	
Seychelles	8,0	4,3	1,4	4,0	-1,0	2,9	3,7	1,8	1,2	3,7	2,5	3,0	3,8	1,5	3,0	
Sierra Leone	9,4	5,5	4,6	6,7	10,9	18,2	16,0	14,8	15,7	15,5	12,3	7,0	10,4	13,3	12,1	
Soudan du Sud	...	0,0	1,7	52,8	379,8	187,9	83,5	51,2	38,0	40,0	33,8	11,3	66,1	23,8	25,5	
Tanzanie	8,5	7,9	6,1	5,6	5,2	5,3	3,5	3,4	3,0	3,3	3,6	3,5	3,2	3,4	3,6	
Tchad	2,4	0,2	1,7	4,8	-1,6	-0,9	4,0	-1,0	3,5	3,0	3,0	3,0	1,2	5,6	2,9	
Togo	2,4	1,8	0,2	1,8	0,9	-0,2	0,9	0,7	1,8	2,0	2,0	2,0	3,5	1,7	2,3	
Zambie	12,6	7,0	7,8	10,1	17,9	6,6	7,0	9,8	16,3	17,8	14,8	7,2	19,2	16,3	13,2	
Zimbabwe ⁴	3,9	1,6	-0,2	-2,4	-1,6	0,9	10,6	255,3	557,2	99,3	24,7	3,3	348,6	49,4	22,0	

¹Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

²Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

³Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat

⁴Voir les notes relatives à l'Argentine, au Liban, à la Libye, à la Turquie, à l'Ukraine, au Venezuela et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

⁵Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

⁶Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

⁷Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques¹*(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne									Projections		
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026
Principaux pays avancés												
Prêt/emprunt (net)	-5,4	-4,3	-3,6	-3,0	-3,3	-3,3	-3,4	-3,7	-13,2	-11,9	-5,0	-3,3
Écart de production ²	-2,0	-3,5	-2,8	-1,8	-1,5	-0,6	0,2	0,3	-3,4	-1,0	0,4	0,2
Solde structurel ²	-4,4	-3,2	-2,6	-2,4	-2,9	-3,1	-3,4	-3,9	-8,9	-9,6	-5,1	-3,5
États-Unis												
Prêt/emprunt (net) ³	-6,6	-4,6	-4,1	-3,5	-4,3	-4,6	-5,4	-5,7	-15,8	-15,0	-6,1	-4,7
Écart de production ²	-3,5	-5,4	-4,1	-2,3	-1,9	-1,0	0,4	1,0	-3,1	0,6	1,4	0,5
Solde structurel ²	-4,6	-3,0	-2,6	-2,6	-3,7	-4,3	-5,4	-6,1	-11,7	-12,9	-6,8	-5,1
Dette nette	56,7	80,7	81,2	80,7	81,7	81,4	81,7	83,0	103,2	109,0	109,5	115,3
Dette brute	77,8	104,8	104,6	104,7	106,6	105,6	106,6	108,2	127,1	132,8	132,1	134,5
Zone euro												
Prêt/emprunt (net)	-3,3	-3,0	-2,5	-2,0	-1,5	-0,9	-0,5	-0,6	-7,6	-6,7	-3,3	-1,6
Écart de production ²	-0,2	-3,1	-2,8	-2,2	-1,5	-0,4	0,1	0,1	-4,3	-3,1	-1,0	0,0
Solde structurel ²	-3,2	-1,1	-0,7	-0,6	-0,6	-0,5	-0,5	-0,5	-4,0	-4,6	-2,6	-1,5
Dette nette	60,6	75,6	75,8	74,7	74,2	72,1	70,4	69,2	80,8	82,8	81,8	78,6
Dette brute	75,8	92,6	92,8	90,9	90,1	87,7	85,8	84,0	96,9	98,2	96,5	91,9
Allemagne												
Prêt/emprunt (net)	-2,0	0,0	0,6	1,0	1,2	1,4	1,8	1,5	-4,2	-5,5	-0,4	0,6
Écart de production ²	-0,2	-0,8	-0,3	-0,3	0,2	1,0	1,2	0,4	-3,0	-2,0	-0,3	0,0
Solde structurel ²	-1,7	0,6	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	-2,6	-4,0	-0,3	0,6
Dette nette	56,8	58,7	55,1	52,5	49,6	45,8	43,0	41,4	50,0	52,5	50,4	42,2
Dette brute	70,8	78,7	75,6	72,3	69,3	65,1	61,8	59,6	68,9	70,3	67,3	57,1
France												
Prêt/emprunt (net)	-4,4	-4,1	-3,9	-3,6	-3,6	-2,9	-2,3	-3,0	-9,9	-7,2	-4,4	-3,5
Écart de production ²	-0,3	-1,8	-2,0	-2,1	-2,2	-1,2	-0,4	0,0	-4,6	-2,9	-0,5	0,0
Solde structurel ²	-4,2	-2,9	-2,7	-2,3	-2,1	-2,1	-1,8	-2,0	-3,6	-5,2	-4,0	-3,5
Dette nette	64,6	83,0	85,5	86,3	89,2	89,4	89,3	89,3	104,3	106,1	105,1	107,7
Dette brute	74,2	93,4	94,9	95,6	98,0	98,3	98,0	98,1	113,5	115,2	114,3	116,9
Italie												
Prêt/emprunt (net)	-3,4	-2,9	-3,0	-2,6	-2,4	-2,4	-2,2	-1,6	-9,5	-8,8	-5,5	-1,8
Écart de production ²	-0,3	-4,1	-4,1	-3,4	-2,5	-1,3	-0,8	-0,9	-5,7	-5,8	-2,4	-0,5
Solde structurel ²	-3,7	-0,5	-1,0	-0,6	-1,3	-1,7	-1,9	-1,1	-5,1	-5,2	-4,1	-1,5
Dette nette	102,1	119,2	121,4	122,2	121,6	121,3	121,8	122,1	142,0	144,2	143,1	139,7
Dette brute	111,6	132,5	135,4	135,3	134,8	134,1	134,4	134,6	155,6	157,1	155,5	151,0
Japon												
Prêt/emprunt (net)	-6,8	-7,9	-5,9	-3,9	-3,8	-3,3	-2,7	-3,1	-12,6	-9,4	-3,8	-2,4
Écart de production ²	-1,4	-1,9	-2,3	-1,5	-1,5	-0,5	-0,9	-1,5	-2,7	-1,5	-0,2	0,0
Solde structurel ²	-6,3	-7,4	-5,6	-4,4	-4,3	-3,5	-2,7	-2,6	-11,3	-8,5	-3,6	-2,4
Dette nette	110,4	142,9	145,1	144,6	149,6	148,1	151,2	150,4	169,2	172,3	171,0	172,6
Dette brute ⁴	188,1	229,6	233,5	228,4	232,5	231,4	232,5	234,9	256,2	256,5	253,6	254,7
Royaume-Uni												
Prêt/emprunt (net)	-5,4	-5,5	-5,5	-4,5	-3,3	-2,4	-2,2	-2,3	-13,4	-11,8	-6,2	-3,3
Écart de production ²	0,3	-1,6	-0,5	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	-4,4	-3,1	-1,5	0,0
Solde structurel ²	-5,6	-4,2	-4,9	-4,4	-3,3	-2,5	-2,3	-2,3	0,5	-5,0	-4,8	-3,2
Dette nette	48,8	75,9	77,9	78,2	77,8	76,8	75,9	75,3	93,8	97,2	99,2	103,1
Dette brute	54,5	84,2	86,1	86,7	86,8	86,3	85,8	85,2	103,7	107,1	109,1	113,0
Canada												
Prêt/emprunt (net)	-0,8	-1,5	0,2	-0,1	-0,5	-0,1	0,3	0,5	-10,7	-7,8	-3,9	0,2
Écart de production ²	-0,1	0,0	1,0	-0,1	-0,9	0,4	0,6	0,4	-3,4	-1,5	0,6	0,0
Solde structurel ²	-0,8	-1,5	-0,6	0,0	0,1	-0,3	0,0	0,3	-7,8	-6,7	-4,2	0,2
Dette nette ⁵	27,2	29,7	28,5	28,4	28,7	26,0	25,6	23,4	33,0	37,0	36,6	26,9
Dette brute	75,1	86,1	85,6	91,2	91,7	88,8	88,8	86,8	117,8	116,3	112,8	98,1

Note : La méthodologie et les hypothèses propres à chaque pays sont décrites à l'encadré A1 de l'appendice statistique. Les chiffres composites des données budgétaires pour les groupes de pays sont la somme en dollars des valeurs correspondant à chaque pays.

¹Les données sur la dette sont celles de la fin de l'année et ne sont pas toujours comparables entre les pays. Les dettes brutes et nettes déclarées par les organismes statistiques nationaux pour les pays qui ont adopté le *Système de comptabilité nationale 2008* (Australie, Canada, États-Unis et RAS de Hong Kong) sont ajustées de manière à exclure les engagements au titre des retraites non capitalisées des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires. Les données budgétaires pour les principaux pays avancés agrégés et les États-Unis commencent en 2001, et la moyenne pour le total agrégé et les États-Unis porte donc sur la période 2001–07.

²En pourcentage du PIB potentiel.

³Les chiffres déclarés par l'organisme national des statistiques sont ajustés pour exclure les postes liés à la comptabilité d'exercice des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

⁴Sur base non consolidée.

⁵Comprend les prises de participation.

Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	Moyennes										Projections	
	2003–12	2013–22	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce de biens et de services												
Commerce mondial¹												
Volume	5,6	2,8	3,6	3,8	2,9	2,3	5,6	3,9	0,9	-8,5	8,4	6,5
Déflateur des prix												
En dollars	5,1	-0,8	-0,6	-1,8	-13,3	-4,1	4,3	5,5	-2,6	-2,2	7,6	0,4
En DTS	3,3	-0,3	0,1	-1,7	-5,9	-3,4	4,6	3,3	-0,2	-2,9	3,6	-0,4
Volume du commerce												
Exportations												
Pays avancés	4,5	2,6	3,1	3,8	3,7	2,0	4,8	3,6	1,3	-9,5	7,9	6,4
Pays émergents et pays en développement	8,3	3,1	4,6	3,3	1,9	2,8	6,5	3,9	0,5	-5,7	7,6	6,0
Importations												
Pays avancés	3,9	2,9	2,5	3,9	4,7	2,6	4,8	3,7	1,7	-9,1	9,1	6,4
Pays émergents et pays en développement	9,8	2,8	5,1	4,3	-0,7	1,7	7,4	4,7	-1,0	-8,6	9,0	7,4
Termes de l'échange												
Pays avancés	-0,4	0,5	1,0	0,3	1,8	1,1	-0,2	-0,4	0,2	0,7	0,3	0,6
Pays émergents et pays en développement	1,6	-0,6	-0,4	-0,6	-4,3	-1,4	1,5	1,1	-1,2	-1,3	0,6	0,2
Commerce de biens												
Commerce mondial¹												
Volume	5,7	3,0	3,3	3,0	2,3	2,1	5,6	3,8	0,3	-5,1	9,5	5,6
Déflateur des prix												
En dollars	5,3	-1,2	-1,2	-2,4	-14,5	-4,8	4,9	5,8	-3,2	-2,6	7,7	0,0
En DTS	3,5	-0,7	-0,4	-2,3	-7,2	-4,2	5,2	3,6	-0,8	-3,4	3,8	-0,8
Prix mondiaux en dollars²												
Produits manufacturés	3,1	-0,9	-2,8	-0,4	-2,9	-5,1	0,1	2,0	0,4	-3,1	2,0	0,7
Pétrole	15,5	-6,3	-0,9	-7,5	-47,2	-15,7	23,3	29,4	-10,2	-32,7	41,7	-6,3
Produits primaires hors combustibles	10,3	-0,3	-5,8	-5,5	-17,1	-0,4	6,4	1,3	0,8	6,7	16,1	-1,9
Produits alimentaires	6,8	-0,7	-0,3	-1,6	-16,9	1,5	3,8	-1,2	-3,1	1,7	13,9	-2,0
Boissons	9,2	-1,3	-13,7	20,1	-7,2	-3,1	-4,7	-8,2	-3,8	3,3	4,4	4,0
Matières premières agricoles	6,5	-1,7	-4,4	-7,5	-11,5	0,0	5,2	2,0	-5,4	-3,4	12,9	-2,7
Métaux	15,3	0,3	-3,9	-12,2	-27,3	-5,3	22,2	6,6	3,7	3,5	32,1	-4,5
Prix mondiaux en DTS²												
Produits manufacturés	1,4	-0,4	-2,1	-0,3	5,4	-4,5	0,4	-0,1	2,9	-3,9	-1,7	-0,2
Pétrole	13,5	-5,8	-0,1	-7,5	-42,7	-15,1	23,6	26,7	-8,0	-33,3	36,6	-7,1
Produits primaires hors combustibles	8,5	0,2	-5,1	-5,5	-10,0	0,3	6,6	-0,8	3,3	5,8	11,8	-2,8
Produits alimentaires	5,0	-0,2	0,5	-1,5	-9,8	2,2	4,1	-3,3	-0,7	0,9	9,8	-2,8
Boissons	7,4	-0,8	-13,0	20,1	0,7	-2,5	-4,5	-10,1	-1,4	2,5	0,6	3,1
Matières premières agricoles	4,8	-1,2	-3,7	-7,5	-4,0	0,6	5,5	-0,1	-3,1	-4,2	8,8	-3,5
Métaux	13,4	0,7	-3,1	-12,1	-21,1	-4,7	22,5	4,4	6,2	2,7	27,3	-5,3
Prix mondiaux en euros²												
Produits manufacturés	0,0	-0,5	-5,9	-0,4	16,2	-4,8	-1,9	-2,5	6,0	-5,0	-4,4	-0,6
Pétrole	12,0	-5,9	-4,1	-7,6	-36,8	-15,4	20,8	23,7	-5,2	-34,0	32,8	-7,5
Produits primaires hors combustibles	7,0	0,1	-8,9	-5,6	-0,7	-0,1	4,2	-3,1	6,4	4,6	8,7	-3,2
Produits alimentaires	3,5	-0,3	-3,5	-1,6	-0,5	1,8	1,7	-5,6	2,3	-0,3	6,7	-3,3
Boissons	5,9	-0,9	-16,4	20,0	11,1	-2,8	-6,6	-12,2	1,5	1,3	-2,2	2,6
Matières premières agricoles	3,3	-1,3	-7,5	-7,6	5,9	0,3	3,1	-2,5	-0,2	-5,2	5,8	-4,0
Métaux	11,8	0,7	-7,0	-12,2	-12,9	-5,0	19,7	1,9	9,4	1,5	23,7	-5,7

Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix (fin)*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	Moyennes										Projections	
	2003–12	2013–22	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce de biens												
Volume du commerce												
Exportations												
Pays avancés	4,5	2,7	2,6	3,1	3,1	1,6	4,8	3,1	0,8	-6,3	9,4	5,6
Pays émergents et pays en développement	8,1	3,1	4,5	2,7	1,4	2,7	6,5	3,9	-0,3	-2,6	7,6	5,1
Pays exportateurs de combustibles	6,1	0,2	1,1	-0,8	2,5	0,9	0,6	-0,5	-3,8	-5,3	3,1	4,9
Pays exportateurs d'autres produits	8,7	3,7	5,6	3,7	1,1	3,1	7,6	4,7	0,4	-2,1	8,2	5,1
Importations												
Pays avancés	4,0	3,0	2,3	3,3	3,7	2,3	4,8	3,7	0,6	-5,9	10,9	5,5
Pays émergents et pays en développement	9,9	3,1	4,7	2,7	-0,4	2,1	7,2	4,9	-0,2	-4,7	9,3	6,5
Pays exportateurs de combustibles	10,5	-0,2	5,8	4,2	0,1	-6,8	-1,0	-3,4	1,9	-10,7	5,2	4,2
Pays exportateurs d'autres produits	9,8	3,6	4,6	2,5	-0,5	3,6	8,5	6,0	-0,4	-4,0	9,8	6,8
Déflateur des prix en DTS												
Exportations												
Pays avancés	2,4	-0,4	0,4	-1,9	-6,4	-2,2	4,3	2,8	-1,5	-2,2	3,6	0,0
Pays émergents et pays en développement	6,2	-1,1	-1,1	-3,1	-9,0	-7,1	7,0	5,0	0,2	-4,8	5,0	-1,5
Pays exportateurs de combustibles	10,7	-4,3	-1,7	-7,4	-30,2	-10,8	15,9	15,0	-4,0	-22,1	18,6	-4,1
Pays exportateurs d'autres produits	5,0	-0,3	-0,9	-1,9	-3,4	-6,3	5,4	3,1	1,0	-1,6	3,2	-1,1
Importations												
Pays avancés	2,9	-0,9	-0,6	-2,0	-8,1	-3,5	4,5	3,5	-1,5	-3,2	3,2	-0,7
Pays émergents et pays en développement	4,3	-0,7	-0,6	-2,7	-5,0	-5,5	5,8	3,7	0,5	-4,2	3,8	-1,7
Pays exportateurs de combustibles	4,2	-0,4	-1,5	-2,8	-2,4	-3,8	3,5	1,5	2,7	-2,2	2,5	-1,4
Pays exportateurs d'autres produits	4,3	-0,7	-0,5	-2,7	-5,4	-5,8	6,2	4,0	0,2	-4,5	4,0	-1,7
Termes de l'échange												
Pays avancés	-0,5	0,5	1,0	0,2	1,8	1,4	-0,2	-0,7	0,0	1,0	0,4	0,6
Pays émergents et pays en développement	1,8	-0,4	-0,5	-0,4	-4,3	-1,6	1,1	1,2	-0,3	-0,5	1,2	0,2
Par région												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-1,2	0,9	1,1	2,5	8,5	0,2	-3,4	-2,4	1,1	4,8	-4,4	1,6
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,3	-1,1	-3,2	-0,7	-10,7	-5,8	2,8	4,4	0,3	-2,6	6,4	-0,8
Moyen-Orient et Asie centrale	2,8	-0,3	-1,1	-2,5	-8,7	1,1	4,2	-0,1	0,0	0,0	5,1	-0,6
Amérique latine et Caraïbes	4,6	-3,1	-0,5	-4,0	-24,4	-5,8	10,0	11,1	-5,1	-16,5	13,6	-2,7
Afrique subsaharienne	4,6	-1,1	-1,0	-3,1	-14,1	-1,8	8,4	3,8	-2,5	-2,6	5,4	-1,4
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	6,2	-3,9	-0,2	-4,7	-28,4	-7,4	12,0	13,3	-6,6	-20,3	15,7	-2,8
Autres produits	0,6	0,4	-0,4	0,9	2,1	-0,6	-0,7	-0,8	0,8	3,0	-0,8	0,7
<i>Pour mémoire</i>												
Exportations mondiales (milliards de dollars)												
Biens et services	16 452	23 669	23 373	23 798	21 130	20 747	22 864	25 048	24 612	22 062	25 636	27 421
Biens	13 055	18 292	18 556	18 637	16 199	15 739	17 442	19 105	18 562	17 191	20 175	21 309
Prix moyen du pétrole ³	15,5	-6,3	-0,9	-7,5	-47,2	-15,7	23,3	29,4	-10,2	-32,7	41,7	-6,3
En dollars le baril	70,22	63,11	104,07	96,25	50,79	42,84	52,81	68,33	61,39	41,29	58,52	54,83
Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés ⁴	3,1	-0,9	-2,8	-0,4	-2,9	-5,1	0,1	2,0	0,4	-3,1	2,0	0,7

¹Moyenne des variations annuelles en pourcentage des exportations et des importations mondiales.²Représentés, respectivement, par l'indice de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des pays avancés et représentant 83 % des pondérations des exportations de biens des pays avancés, par la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate et par la moyenne des cours mondiaux des produits primaires hors combustibles, pondérée en fonction de leurs parts respectives, en 2014–16, dans le total des importations mondiales des produits de base.³Variation en pourcentage de la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.⁴Variation en pourcentage des produits manufacturés exportés par les pays avancés.

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
(Milliards de dollars)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Pays avancés	241,9	240,2	285,7	375,3	480,2	389,5	342,1	175,8	124,3	262,6	521,1
États-Unis	-336,9	-367,8	-407,4	-394,9	-365,3	-449,7	-480,2	-646,4	-876,4	-733,8	-550,9
Zone euro	278,8	316,5	315,1	364,8	393,7	393,5	306,7	293,3	401,3	424,6	486,5
Allemagne	244,8	280,3	288,8	295,1	286,7	292,4	274,1	269,6	327,0	321,0	356,4
France	-14,3	-27,3	-9,0	-12,0	-19,9	-15,6	-18,1	-60,7	-61,7	-55,2	-30,0
Italie	23,7	41,1	26,1	48,7	50,5	52,2	59,8	68,3	73,6	74,8	80,6
Espagne	27,6	23,3	24,2	39,1	36,4	27,4	29,8	8,6	14,1	30,4	28,7
Japon	45,9	36,8	136,4	197,9	203,5	176,9	188,1	165,8	195,0	181,0	212,0
Royaume-Uni	-136,2	-149,6	-147,4	-146,9	-100,4	-105,3	-87,6	-106,5	-121,5	-133,5	-142,3
Canada	-58,0	-41,9	-54,4	-47,2	-46,2	-40,3	-35,7	-31,8	-14,7	-26,0	-47,7
Autres pays avancés ¹	343,6	355,1	356,8	336,3	333,1	334,9	351,9	397,9	460,2	464,8	465,9
Pays émergents et pays en développement	161,2	168,7	-58,8	-85,3	-10,2	-55,0	52,2	196,2	206,4	101,3	-217,2
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	97,2	227,5	307,9	223,1	172,8	-49,9	130,5	359,0	236,0	178,0	-0,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-59,0	-10,8	34,6	-8,0	-19,1	66,9	52,5	1,0	24,2	15,7	-14,3
Amérique latine et Caraïbes	-172,6	-186,1	-171,9	-100,9	-87,8	-131,3	-88,8	8,0	-0,5	-22,0	-87,3
Moyen-Orient et Asie centrale	333,7	200,5	-138,5	-143,4	-39,4	103,7	21,0	-111,1	12,9	2,2	-37,3
Afrique subsaharienne	-38,0	-62,3	-90,8	-56,0	-36,8	-44,4	-63,0	-60,7	-66,2	-72,6	-77,8
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	427,5	253,4	-141,5	-99,1	38,8	190,3	73,7	-93,2	51,4	42,5	7,3
Autres produits	-266,3	-84,7	82,7	13,9	-49,1	-245,3	-21,6	289,4	155,0	58,8	-224,6
Dont : produits primaires	-84,7	-51,2	-61,3	-42,2	-55,8	-74,6	-44,2	-2,4	-7,8	-21,6	-41,1
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-384,1	-353,5	-315,2	-222,4	-247,9	-337,4	-232,3	-77,9	-206,4	-249,8	-399,3
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2015 et 2019	-61,9	-43,4	-51,4	-55,8	-47,0	-47,2	-46,9	-31,1	-48,1	-53,6	-46,4
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	403,1	408,9	226,9	290,1	469,9	334,5	394,2	371,9	330,7	363,9	303,9
Union européenne	433,6	452,1	443,3	472,5	500,4	497,9	457,7	467,1	544,0	566,9	636,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	326,5	190,2	-122,2	-120,5	-20,9	119,5	40,8	-97,3	23,4	15,6	-9,7
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	200,4	209,5	14,3	-43,6	25,8	2,8	114,4	269,0	276,6	183,6	-124,8
Pays en développement à faible revenu	-39,2	-40,8	-73,1	-41,6	-36,1	-57,8	-62,2	-72,9	-70,2	-82,3	-92,4

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (suite)
(En pourcentage du PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Pays avancés	0,5	0,5	0,6	0,8	1,0	0,8	0,7	0,3	0,2	0,4	0,8
États-Unis	-2,0	-2,1	-2,2	-2,1	-1,9	-2,2	-2,2	-3,1	-3,9	-3,1	-2,0
Zone euro	2,1	2,3	2,7	3,0	3,1	2,9	2,3	2,3	2,8	2,7	2,7
Allemagne	6,6	7,2	8,6	8,5	7,8	7,4	7,1	7,1	7,6	7,0	6,8
France	-0,5	-1,0	-0,4	-0,5	-0,8	-0,6	-0,7	-2,3	-2,1	-1,8	-0,8
Italie	1,1	1,9	1,4	2,6	2,6	2,5	3,0	3,6	3,5	3,4	3,3
Espagne	2,0	1,7	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,7	1,0	1,9	1,6
Japon	0,9	0,8	3,1	4,0	4,1	3,5	3,7	3,3	3,6	3,2	3,2
Royaume-Uni	-4,9	-4,9	-5,0	-5,4	-3,8	-3,7	-3,1	-3,9	-3,9	-4,0	-3,5
Canada	-3,1	-2,3	-3,5	-3,1	-2,8	-2,3	-2,1	-1,9	-0,8	-1,3	-1,9
Autres pays avancés ¹	5,0	5,0	5,5	5,1	4,7	4,5	4,8	5,5	5,6	5,4	4,5
Pays émergents et pays en développement	0,5	0,5	-0,2	-0,3	0,0	-0,2	0,1	0,6	0,5	0,2	-0,4
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	0,7	1,5	2,0	1,4	1,0	-0,3	0,6	1,7	1,0	0,7	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-1,3	-0,3	1,0	-0,2	-0,5	1,7	1,3	0,0	0,6	0,4	-0,3
Amérique latine et Caraïbes	-2,9	-3,1	-3,3	-2,0	-1,6	-2,5	-1,7	0,2	0,0	-0,4	-1,4
Moyen-Orient et Asie centrale	8,6	5,1	-3,9	-4,2	-1,1	2,7	0,5	-3,0	0,3	0,1	-0,7
Afrique subsaharienne	-2,2	-3,5	-5,7	-3,8	-2,3	-2,6	-3,7	-3,7	-3,7	-3,7	-2,8
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	10,6	6,2	-3,9	-3,0	1,1	5,2	2,0	-2,8	1,4	1,1	0,1
Autres produits	-1,0	-0,3	0,3	0,1	-0,2	-0,8	-0,1	0,9	0,5	0,2	-0,5
Dont : produits primaires	-4,3	-2,7	-3,2	-2,3	-2,8	-3,8	-2,4	-0,1	-0,4	-1,1	-1,7
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-2,7	-2,4	-2,4	-1,6	-1,7	-2,2	-1,5	-0,5	-1,3	-1,5	-1,7
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2015 et 2019	-6,9	-4,8	-5,9	-6,5	-6,0	-5,7	-5,2	-3,5	-4,9	-5,0	-3,3
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	0,5	0,5	0,3	0,4	0,6	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,2
Union européenne	2,8	2,9	3,3	3,4	3,4	3,1	2,9	3,1	3,2	3,1	3,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10,3	5,9	-4,3	-4,3	-0,7	3,8	1,2	-3,2	0,7	0,4	-0,2
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	0,7	0,7	0,1	-0,2	0,1	0,0	0,3	0,8	0,8	0,5	-0,3
Pays en développement à faible revenu	-2,1	-2,0	-3,8	-2,2	-1,8	-2,7	-2,8	-3,2	-2,8	-3,0	-2,4

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (fin)
(En pourcentage des exportations des biens et des services)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Pays avancés	1,7	1,6	2,1	2,8	3,3	2,5	2,2	1,3	0,8	1,5	2,5
États-Unis	-14,6	-15,4	-17,9	-17,6	-15,3	-17,7	-19,0	-30,3	-35,8	-27,0	-16,3
Zone euro	8,2	8,9	9,7	11,2	11,1	10,2	8,0	8,5	...	...	...
Allemagne	14,4	15,8	18,3	18,5	16,5	15,6	15,1	16,2	16,8	15,4	14,6
France	-1,7	-3,1	-1,2	-1,5	-2,4	-1,7	-2,0	-8,1	-7,2	-6,1	-2,7
Italie	3,9	6,5	4,8	8,8	8,4	8,0	9,5	12,3	11,2	10,2	9,2
Espagne	6,2	5,1	6,0	9,4	7,9	5,5	6,1	2,2	3,0	5,7	4,4
Japon	5,5	4,3	17,4	24,4	23,2	19,0	20,8	21,0	20,4	17,8	18,0
Royaume-Uni	-16,4	-17,3	-18,4	-19,2	-12,5	-11,9	-10,0	-14,5	-15,3	-15,0	-13,2
Canada	-10,4	-7,3	-11,0	-9,8	-8,9	-7,2	-6,4	-6,7	-2,4	-3,9	-6,2
Autres pays avancés ¹	8,2	8,5	9,6	9,2	8,4	7,7	8,4	10,2	10,4	10,0	8,5
Pays émergents et pays en développement	1,8	2,1	-0,6	-1,1	-0,2	-0,6	0,6	2,4	2,1	1,0	-1,7
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	2,5	5,7	8,1	6,1	4,2	-1,1	2,9	8,2	4,8	3,4	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-4,0	-0,7	2,9	-0,7	-1,4	4,4	3,4	0,1	1,5	0,9	-0,7
Amérique latine et Caraïbes	-13,6	-14,9	-15,9	-9,6	-7,5	-10,3	-7,1	0,7	0,0	-1,6	-5,5
Moyen-Orient et Asie centrale	18,8	12,8	-10,3	-11,8	-3,1	6,7	1,4	-10,0	0,9	0,2	-2,3
Afrique subsaharienne	-7,9	-13,6	-26,3	-17,6	-10,0	-10,6	-15,4	-18,6	-16,7	-17,3	-14,8
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	22,3	14,9	-10,6	-8,3	2,8	12,4	5,1	-8,9	3,9	3,2	0,4
Autres produits	-3,8	-1,2	1,3	0,2	-0,7	-3,2	-0,3	4,0	1,9	0,7	-2,0
Dont : produits primaires	-17,6	-11,0	-15,3	-10,7	-12,5	-15,7	-9,5	-0,6	-1,5	-4,0	-6,2
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-9,3	-8,5	-8,6	-6,1	-6,0	-7,4	-5,0	-1,9	-4,4	-4,9	-6,1
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2015 et 2019	-22,9	-17,3	-24,6	-29,0	-21,7	-18,8	-18,1	-13,9	-19,9	-20,0	-12,3
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	1,7	1,8	1,1	1,4	2,0	1,3	1,6	1,7	1,3	1,3	0,9
Union européenne	6,2	6,3	6,9	7,2	7,0	6,3	5,9	6,6	6,6	6,4	5,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	20,9	13,8	-10,1	-11,0	-1,9	8,6	3,1	-9,9	1,9	1,2	-0,7
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	2,4	2,7	0,3	-0,6	0,3	0,0	1,3	3,6	3,1	2,0	-1,1
Pays en développement à faible revenu	-7,6	-7,7	-15,2	-8,6	-6,4	-9,1	-9,1	-11,7	-9,8	-10,6	-8,8

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes*(En pourcentage du PIB)*

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Pays avancés	0,5	0,5	0,6	0,8	1,0	0,8	0,7	0,3	0,2	0,4	0,8
États-Unis	-2,0	-2,1	-2,2	-2,1	-1,9	-2,2	-2,2	-3,1	-3,9	-3,1	-2,0
Zone euro ¹	2,1	2,3	2,7	3,0	3,1	2,9	2,3	2,3	2,8	2,7	2,7
Allemagne	6,6	7,2	8,6	8,5	7,8	7,4	7,1	7,1	7,6	7,0	6,8
France	-0,5	-1,0	-0,4	-0,5	-0,8	-0,6	-0,7	-2,3	-2,1	-1,8	-0,8
Italie	1,1	1,9	1,4	2,6	2,6	2,5	3,0	3,6	3,5	3,4	3,3
Espagne	2,0	1,7	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,7	1,0	1,9	1,6
Pays-Bas	9,8	8,2	6,3	8,1	10,8	10,8	9,9	10,0	9,0	8,9	8,3
Belgique	1,0	0,8	1,4	0,6	0,7	-0,8	0,3	-0,7	-0,9	-1,5	-0,4
Autriche	1,9	2,5	1,7	2,7	1,4	1,3	2,8	2,3	2,4	2,5	2,2
Irlande	1,6	1,1	4,4	-4,2	0,5	6,0	-11,4	4,6	7,0	6,9	6,0
Portugal	1,6	0,2	0,2	1,2	1,3	0,6	0,4	-1,2	-0,6	0,3	0,3
Grèce	-2,6	-2,4	-1,5	-2,4	-2,6	-3,6	-2,2	-7,4	-6,6	-3,5	-3,5
Finlande	-1,8	-1,3	-0,9	-2,0	-0,8	-1,9	-0,2	0,8	1,5	1,4	0,7
République slovaque	1,9	1,1	-2,1	-2,7	-1,9	-2,2	-2,7	-0,4	-1,2	-2,0	-1,6
Lituanie	0,8	3,2	-2,8	-0,8	0,6	0,3	3,3	7,9	6,2	4,8	-0,6
Slovénie	3,3	5,1	3,8	4,8	6,2	5,8	5,6	7,3	6,9	6,6	4,9
Luxembourg	5,4	5,2	5,1	4,9	4,9	4,8	4,6	4,4	4,9	4,9	4,6
Lettonie	-2,8	-1,6	-0,6	1,6	1,3	-0,3	-0,6	3,0	0,5	0,2	-1,7
Estonie	0,3	0,7	1,8	1,2	2,3	0,9	2,0	-1,0	0,4	-0,5	-0,3
Chypre	-1,5	-4,1	-0,4	-4,2	-5,3	-3,9	-6,3	-10,3	-8,5	-6,1	-3,7
Malte	2,6	8,5	2,7	-0,6	4,8	5,6	4,6	-0,6	0,2	1,2	3,5
Japon	0,9	0,8	3,1	4,0	4,1	3,5	3,7	3,3	3,6	3,2	3,2
Royaume-Uni	-4,9	-4,9	-5,0	-5,4	-3,8	-3,7	-3,1	-3,9	-3,9	-4,0	-3,5
Corée	5,6	5,6	7,2	6,5	4,6	4,5	3,6	4,6	4,2	4,0	4,3
Canada	-3,1	-2,3	-3,5	-3,1	-2,8	-2,3	-2,1	-1,9	-0,8	-1,3	-1,9
Australie	-3,4	-3,1	-4,6	-3,3	-2,6	-2,1	0,7	2,5	2,4	1,0	-1,2
Taiwan, prov. chinoise de	9,7	11,3	13,6	13,1	14,1	11,6	10,6	14,1	14,5	14,4	12,7
Suisse	11,4	8,1	10,3	9,0	7,2	6,7	6,7	3,8	6,7	7,5	7,5
Singapour	15,7	18,0	18,7	17,6	17,3	15,4	14,3	17,6	14,6	14,4	13,5
Suède	5,2	4,2	3,3	2,4	3,0	2,6	5,1	5,2	5,0	4,7	3,5
Hong Kong (RAS)	1,5	1,4	3,3	4,0	4,6	3,7	6,0	6,5	5,5	5,0	4,0
République tchèque	-0,5	0,2	0,4	1,8	1,5	0,4	-0,3	3,5	0,9	0,1	0,3
Israël	2,9	4,2	5,4	3,5	2,9	2,7	3,1	4,9	4,1	3,8	2,9
Norvège	10,3	10,8	8,0	4,5	4,6	8,0	2,5	2,5	5,4	4,8	3,0
Danemark	7,8	8,9	8,2	7,8	8,0	7,0	8,9	7,9	8,0	7,8	7,6
Nouvelle-Zélande	-3,2	-3,1	-2,9	-2,2	-3,0	-4,2	-3,3	-0,8	-2,1	-2,1	-2,8
Porto Rico	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Macao (RAS)	39,3	32,7	23,3	26,5	30,8	33,1	33,6	-34,2	7,3	29,5	29,7
Islande	6,3	4,4	5,6	8,1	4,2	3,8	6,4	1,0	1,0	1,7	2,0
Saint-Marin	...	...	...	...	-0,1	-1,9	6,3	1,9	1,1	1,1	0,3
<i>Pour mémoire</i>											
Principaux pays avancés	-0,7	-0,6	-0,5	-0,2	0,0	-0,2	-0,3	-0,9	-1,1	-0,8	-0,2
Zone euro ²	2,9	3,0	3,4	3,6	3,6	3,5	3,0	3,1	3,3	3,3	3,3

¹Les données sont corrigées des différences de déclaration entre pays de la zone euro.²Les données correspondent à la somme des soldes des pays de la zone euro.

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes
(En pourcentage du PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections			
									2021	2022	2026	
Pays émergents et pays en développement												
d'Asie	0,7	1,5	2,0	1,4	1,0	-0,3	0,6	1,7	1,0	0,7	0,0	
Bangladesh	1,6	0,8	1,8	1,9	-0,5	-3,5	-1,7	-1,5	0,4	-1,7	-1,9	
Bhoutan	-25,6	-27,1	-27,9	-30,3	-24,0	-19,1	-21,1	-12,2	-8,8	-11,9	2,3	
Brunei Darussalam	20,9	31,9	16,7	12,9	16,4	6,9	6,6	1,0	0,6	3,1	7,9	
Cambodge	-8,5	-8,6	-8,7	-8,5	-7,9	-12,2	-15,8	-12,5	-18,0	-14,6	-6,3	
Chine	1,5	2,2	2,7	1,8	1,6	0,2	1,0	2,0	1,6	1,3	0,5	
Fidji	-8,9	-5,8	-3,5	-3,6	-6,7	-8,4	-12,7	-16,8	-11,7	-7,4	-4,9	
Îles Marshall	-6,7	2,0	15,6	13,5	5,2	4,0	-25,4	2,2	2,6	0,4	-2,7	
Îles Salomon	-3,0	-3,7	-2,7	-3,5	-4,3	-3,1	-9,8	-1,7	-10,0	-15,1	-10,4	
Inde	-1,7	-1,3	-1,0	-0,6	-1,8	-2,1	-0,9	1,0	-1,2	-1,6	-2,5	
Indonésie	-3,2	-3,1	-2,0	-1,8	-1,6	-2,9	-2,7	-0,4	-1,3	-1,4	-1,6	
Kiribati	-5,5	31,1	32,8	10,8	37,6	38,1	43,9	6,8	10,7	11,2	12,1	
Lao, Rép. dém. pop.	-26,5	-23,3	-22,4	-11,0	-10,6	-12,0	-6,5	-5,7	-7,5	-7,2	-6,6	
Malaisie	3,4	4,3	3,0	2,4	2,8	2,2	3,4	4,4	3,8	3,7	3,4	
Maldives	-4,3	-3,7	-7,5	-23,6	-21,6	-28,4	-26,9	-24,4	-19,3	-20,0	-4,8	
Micronésie	-9,9	6,1	4,5	7,2	10,3	21,0	15,2	2,9	3,0	5,9	-2,6	
Mongolie	-37,6	-15,8	-8,1	-6,3	-10,1	-16,8	-15,4	-4,4	-11,8	-13,8	-7,4	
Myanmar	-1,2	-4,5	-3,5	-4,2	-6,8	-4,7	-2,8	-3,5	-2,6	-2,2	-2,4	
Nauru	49,5	25,2	-21,3	2,0	12,7	-4,6	10,6	4,2	10,5	2,1	0,6	
Népal	2,9	4,0	4,4	5,5	-0,3	-7,1	-6,9	-0,9	-6,2	-4,2	-2,9	
Palaos	-14,1	-17,8	-8,5	-13,4	-18,7	-15,2	-26,6	-32,6	-37,0	-33,7	-27,9	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-31,7	13,7	24,5	28,4	28,4	24,4	20,1	13,9	21,7	21,8	17,8	
Philippines	4,0	3,6	2,4	-0,4	-0,7	-2,6	-0,9	3,2	-0,4	-2,2	-2,2	
Samoa	-1,5	-9,1	-2,8	-4,5	-1,9	0,9	3,0	1,2	-6,5	-10,9	-2,0	
Sri Lanka	-3,4	-2,5	-2,3	-2,1	-2,6	-3,2	-2,2	-1,4	-2,3	-2,2	-1,6	
Thaïlande	-2,1	2,9	6,9	10,5	9,6	5,6	7,0	3,3	0,5	2,6	3,2	
Timor-Leste	171,4	75,6	12,8	-33,0	-17,7	-12,3	6,6	-15,3	-30,8	-47,6	-41,0	
Tonga	-9,6	-6,3	-10,1	-6,5	-6,4	-6,3	-0,9	-3,8	-18,6	-16,5	-14,9	
Tuvalu	-14,5	-6,0	-33,3	21,8	-29,2	38,1	-43,6	22,8	-9,0	-22,7	-8,4	
Vanuatu	-3,5	6,5	-1,6	0,8	-6,4	9,4	13,1	-0,4	-6,1	-4,9	-4,9	
Viet Nam	3,6	3,7	-0,9	0,2	-0,6	1,9	3,8	2,2	2,4	1,9	0,0	
Pays émergents et pays en développement												
d'Europe	-1,3	-0,3	1,0	-0,2	-0,5	1,7	1,3	0,0	0,6	0,4	-0,3	
Albanie	-9,3	-10,8	-8,6	-7,6	-7,5	-6,8	-8,0	-9,6	-8,7	-8,3	-7,4	
Bélarus	-10,0	-6,6	-3,3	-3,4	-1,7	0,0	-2,0	0,1	-0,3	-1,7	-1,8	
Bosnie-Herzégovine	-5,3	-7,4	-5,1	-4,8	-4,8	-3,4	-3,1	-3,5	-4,9	-4,3	-3,5	
Bulgarie	1,3	1,2	0,1	3,2	3,5	1,0	3,0	0,1	1,4	1,2	0,8	
Croatie	-1,1	0,3	3,3	2,1	3,4	1,8	2,8	-3,5	-2,3	-1,6	0,7	
Hongrie	3,5	1,2	2,3	4,5	2,0	0,3	-0,2	-0,2	-0,4	-0,3	-0,2	
Kosovo	-3,4	-6,9	-8,6	-7,9	-5,4	-7,6	-5,5	-7,5	-6,4	-6,1	-5,0	
Macédoine du Nord	-1,6	-0,5	-2,0	-2,9	-1,0	-0,1	-3,3	-3,5	-3,2	-2,8	-1,9	
Moldova, Rép. de	-5,2	-6,0	-6,0	-3,5	-5,7	-10,5	-9,4	-6,5	-7,0	-8,1	-7,1	
Monténégro	-11,4	-12,4	-11,0	-16,2	-16,1	-17,0	-15,0	-25,9	-18,7	-12,0	-9,2	
Pologne	-1,8	-2,6	-0,9	-0,8	-0,4	-1,3	0,5	3,5	2,0	1,3	0,1	
Roumanie	-0,8	-0,2	-0,6	-1,4	-2,8	-4,4	-4,7	-5,1	-5,0	-4,7	-4,0	
Russie	1,5	2,8	5,0	1,9	2,0	7,0	3,8	2,2	3,9	3,3	2,1	
Serbie	-5,7	-5,6	-3,5	-2,9	-5,2	-4,8	-6,9	-4,3	-5,7	-5,5	-5,0	
Turquie	-5,8	-4,1	-3,2	-3,1	-4,8	-2,8	0,9	-5,1	-3,4	-2,2	-1,7	
Ukraine ¹	-9,2	-3,9	1,7	-1,5	-2,2	-3,3	-2,7	4,3	-2,5	-3,6	-3,8	
Amérique latine et Caraïbes	-2,9	-3,1	-3,3	-2,0	-1,6	-2,5	-1,7	0,2	0,0	-0,4	-1,4	
Antigua-et-Barbuda	...	0,3	2,2	-2,4	-7,8	-14,5	-6,8	-12,7	-25,0	-15,1	-6,5	
Argentine	-2,1	-1,6	-2,7	-2,7	-4,8	-5,2	-0,9	1,0	2,3	1,3	0,4	
Aruba	-12,0	-4,8	3,9	4,6	1,0	-0,5	2,5	-16,3	-13,7	-3,8	1,3	
Bahamas	-14,3	-19,7	-13,8	-8,9	-12,6	-8,6	3,9	-17,6	-22,5	-16,8	-7,1	
Barbade	-8,4	-9,2	-6,1	-4,3	-3,8	-4,0	-3,1	-7,4	-11,7	-8,4	-3,2	
Belize	-4,6	-8,2	-10,1	-9,2	-8,6	-8,0	-9,2	-8,0	-7,7	-7,4	-7,2	
Bolivie	3,4	1,7	-5,8	-5,6	-5,0	-4,5	-3,3	-2,5	-3,7	-4,2	-4,7	
Brésil	-3,2	-4,1	-3,0	-1,3	-0,7	-2,2	-2,7	-0,9	-0,6	-0,8	-1,7	
Chili	-4,8	-2,0	-2,4	-2,0	-2,3	-3,9	-3,7	1,4	0,3	-0,6	-0,9	
Colombie	-3,3	-5,3	-6,6	-4,5	-3,4	-4,1	-4,4	-3,3	-3,8	-3,9	-3,9	

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (suite)
(En pourcentage du PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Amérique latine et Caraïbes (suite)	-2,9	-3,1	-3,3	-2,0	-1,6	-2,5	-1,7	0,2	0,0	-0,4	-1,4
Costa Rica	-4,8	-4,7	-3,4	-2,1	-3,6	-3,2	-2,3	-2,6	-3,2	-3,0	-2,7
Dominique	...	-5,4	-4,7	-7,7	-8,9	-44,9	-26,7	-18,8	-28,0	-18,5	-9,7
El Salvador	-6,9	-5,4	-3,2	-2,3	-1,9	-4,7	-2,1	-1,5	-4,1	-3,4	-4,8
Équateur	-1,0	-0,7	-2,2	1,1	-0,1	-1,2	0,0	0,5	1,9	2,0	1,4
Grenade	...	-11,6	-12,5	-11,0	-14,4	-15,9	-15,9	-17,2	-23,4	-15,8	-11,9
Guatemala	-4,2	-3,3	-1,2	1,0	1,1	0,8	2,4	5,0	2,3	1,7	-0,6
Guyana	-9,9	-6,7	-3,4	1,5	-4,9	-29,2	-34,2	-13,5	-11,2	-3,7	11,2
Haïti	-3,9	-5,1	-1,8	-3,2	-4,2	-4,4	-1,7	5,5	-0,9	0,0	-0,4
Honduras	-9,5	-6,9	-4,7	-3,1	-1,2	-5,8	-1,4	2,8	-2,2	-2,4	-3,6
Jamaïque	-9,5	-8,0	-3,0	-0,3	-2,7	-1,6	-2,0	-0,8	-4,1	-3,5	-2,7
Mexique	-2,5	-1,9	-2,7	-2,3	-1,8	-2,1	-0,3	2,5	1,8	1,0	-0,9
Nicaragua	-12,6	-8,0	-9,9	-8,5	-7,2	-1,9	6,0	3,3	0,9	-0,6	-4,2
Panama	-9,0	-13,4	-9,0	-7,8	-5,9	-7,6	-5,0	-0,6	-3,9	-3,7	-2,5
Paraguay	1,6	-0,1	-0,4	3,6	3,1	0,0	-0,6	1,6	0,7	0,0	0,1
Pérou	-5,1	-4,5	-5,0	-2,6	-1,3	-1,7	-1,5	0,5	-0,4	-0,7	-1,8
République dominicaine	-4,1	-3,2	-1,8	-1,1	-0,2	-1,4	-1,4	-1,9	-2,1	-2,2	-2,7
Saint-Kitts-et-Nevis	...	0,1	-8,7	-12,7	-11,2	-5,7	-2,1	-8,1	-9,9	-8,7	-7,9
Saint-Vincent-et-les Grenadines	...	-26,1	-15,3	-13,9	-11,6	-12,0	-9,6	-13,7	-15,9	-12,9	-8,9
Sainte-Lucie	...	-2,5	0,0	-6,5	-1,0	2,2	4,8	-16,3	-19,8	-6,8	1,7
Suriname	-3,8	-7,9	-16,4	-5,1	2,2	-3,4	-12,1	11,4	-1,5	-2,6	-2,7
Trinité-et-Tobago	20,4	15,0	8,2	-3,5	6,3	6,8	4,4	-1,8	5,6	5,9	4,4
Uruguay	-3,2	-3,0	-0,3	0,7	0,0	-0,5	1,4	-1,4	-2,2	-1,5	-2,4
Venezuela	1,8	2,4	-5,0	-1,4	6,1	8,8	8,4	-3,5	-0,8	-2,3	...
Moyen-Orient et Asie centrale	8,6	5,1	-3,9	-4,2	-1,1	2,7	0,5	-3,0	0,3	0,1	-0,7
Afghanistan	1,4	6,6	3,8	9,0	7,6	12,2	11,7	10,7	10,0	8,3	3,7
Algérie	0,4	-4,4	-16,4	-16,5	-13,0	-9,5	-10,0	-10,5	-7,7	-8,7	-6,2
Arabie saoudite	18,1	9,8	-8,7	-3,7	1,5	9,2	4,8	-2,1	2,8	1,9	-1,3
Arménie	-7,3	-7,8	-2,7	-1,0	-1,5	-6,9	-7,2	-4,6	-6,7	-6,6	-5,8
Azerbaïdjan	16,6	13,9	-0,4	-3,6	4,1	12,8	9,1	-0,9	1,1	0,5	0,3
Bahreïn	7,4	4,6	-2,4	-4,6	-4,1	-6,5	-2,1	-9,6	-4,0	-4,2	-5,1
Cisjordanie et Gaza	-14,8	-13,6	-13,9	-13,9	-13,2	-13,2	-10,4	-9,0	-10,5	-10,8	-10,2
Djibouti	-30,8	23,9	29,2	-1,0	-4,8	14,2	13,0	2,9	-2,0	-0,7	2,8
Égypte	-2,2	-0,9	-3,7	-6,0	-6,1	-2,4	-3,6	-3,1	-4,0	-4,0	-2,5
Émirats arabes unis	18,8	13,5	4,9	3,7	7,1	9,6	8,4	3,1	7,1	6,3	6,8
Géorgie	-5,6	-10,2	-11,8	-12,5	-8,1	-6,8	-5,5	-12,3	-11,5	-8,0	-5,6
Iran	5,8	2,8	0,4	3,2	3,3	5,9	0,6	-0,7	1,2	1,2	1,2
Iraq	1,1	2,6	-6,4	-7,5	-4,7	4,5	0,5	-14,8	0,0	-0,6	-2,2
Jordanie	-10,2	-7,1	-9,0	-9,7	-10,6	-6,9	-2,1	-8,1	-8,3	-4,0	-2,6
Kazakhstan	0,8	2,8	-3,3	-5,9	-3,1	-0,1	-4,0	-3,6	-1,0	-1,5	-2,8
Koweït	40,3	33,4	3,5	-4,6	8,0	14,1	16,4	0,8	8,6	8,2	3,6
Liban ¹	-28,0	-28,8	-19,9	-23,5	-26,3	-28,2	-26,5	-14,3	...	...	...
Libye ¹	0,0	-78,4	-54,3	-24,6	8,0	1,8	2,3	-11,4	3,9	0,2	3,0
Maroc	-7,6	-5,9	-2,1	-4,1	-3,4	-5,3	-4,1	-2,2	-3,8	-4,0	-3,7
Mauritanie	-17,2	-22,2	-15,5	-11,0	-10,0	-13,8	-10,5	-11,6	-11,3	-11,6	-2,6
Oman	6,6	5,2	-15,9	-19,1	-15,6	-5,4	-5,4	-10,0	-6,4	-2,7	-1,8
Ouzbékistan	2,4	3,3	1,3	0,4	2,5	-7,1	-5,8	-5,4	-6,4	-5,9	-4,8
Pakistan	-1,1	-1,3	-1,0	-1,8	-4,0	-6,1	-4,9	-1,1	-1,5	-1,8	-2,9
Qatar	30,4	24,0	8,5	-5,5	4,0	9,1	2,4	-3,4	7,1	7,9	5,8
République kirghize	-13,9	-17,0	-15,9	-11,6	-6,2	-12,1	-9,9	-8,2	-8,2	-7,0	-3,3
Somalie	-13,6	-8,3	-8,3	-9,3	-9,7	-7,5	-10,5	-13,3	-12,2	-11,9	-12,4
Soudan	-11,0	-5,8	-8,5	-6,5	-9,6	-13,0	-15,6	-17,5	-11,2	-13,5	-8,5
Syrie ²	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	-10,4	-3,4	-6,1	-4,2	2,2	-5,0	-2,3	-2,3	-2,2	-2,1	-2,0
Tunisie	-9,7	-9,8	-9,7	-9,3	-10,3	-11,1	-8,4	-6,8	-9,5	-9,4	-8,8
Turkménistan	-7,3	-6,1	-15,6	-20,2	-10,4	5,5	1,3	-0,5	0,8	-0,1	-2,7
Yémen	-3,1	-0,7	-6,2	-2,9	-0,2	-2,0	-3,9	-2,4	-8,5	-7,8	-6,5

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (fin)
(En pourcentage du PIB)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections		
									2021	2022	2026
Afrique subsaharienne	-2,2	-3,5	-5,7	-3,8	-2,3	-2,6	-3,7	-3,7	-3,7	-3,7	-2,8
Afrique du Sud	-5,8	-5,1	-4,6	-2,9	-2,5	-3,5	-3,0	2,2	-0,4	-1,5	-2,8
Angola	6,1	-2,6	-8,8	-4,8	-0,5	7,0	5,7	-0,6	0,8	0,5	-0,5
Bénin	-5,4	-6,7	-6,0	-3,0	-4,2	-4,6	-4,0	-4,7	-4,5	-3,8	-3,9
Botswana	8,9	15,4	7,8	7,7	5,3	0,6	-7,6	-10,3	-4,5	-3,3	0,3
Burkina Faso	-10,0	-7,2	-7,6	-6,1	-5,0	-4,1	-3,3	-3,7	-4,5	-4,8	-5,9
Burundi	-20,6	-15,6	-11,5	-11,1	-11,7	-11,4	-11,7	-13,3	-15,7	-14,5	-13,6
Cabo Verde	-4,9	-9,1	-3,2	-3,8	-7,8	-5,2	-0,4	-13,8	-10,6	-6,4	-2,6
Cameroun	-3,5	-4,0	-3,8	-3,2	-2,7	-3,6	-4,4	-5,3	-4,4	-3,2	-1,6
Comores	-4,0	-3,8	-0,3	-4,3	-2,1	-2,3	-4,3	-0,4	-3,5	-3,0	-4,1
Congo, Rép. dém. du	-9,5	-4,8	-3,9	-4,1	-3,3	-3,6	-4,2	-4,0	-3,4	-3,4	-3,4
Congo, Rép. du	10,8	1,0	-39,0	-48,7	-3,3	1,5	2,3	-3,8	-0,2	-2,1	-1,4
Côte d'Ivoire	-1,0	1,0	-0,4	-0,9	-2,0	-3,6	-2,7	-3,6	-3,6	-3,4	-2,4
Érythrée	2,3	17,3	20,8	15,3	24,0	15,4	12,1	10,7	13,9	13,5	10,4
Eswatini	10,8	11,6	13,0	7,9	6,2	1,3	4,3	7,0	4,9	2,0	4,8
Éthiopie	-6,1	-6,6	-11,7	-9,2	-8,5	-6,5	-5,3	-4,6	-3,6	-3,9	-3,2
Gabon	7,3	7,6	-5,6	-10,4	-7,1	-3,3	-1,8	-5,1	-0,3	-0,2	1,1
Gambie	-6,7	-7,3	-9,9	-9,2	-7,4	-9,5	-5,3	-5,5	-12,0	-12,6	-7,7
Ghana	-9,0	-7,0	-5,8	-5,2	-3,4	-3,1	-2,8	-3,3	-2,8	-4,9	-3,8
Guinée	-12,5	-12,9	-12,9	-31,9	-6,7	-20,3	-13,7	-12,1	-13,2	-12,4	-10,3
Guinée Bissau	-4,3	0,5	1,8	1,4	0,3	-3,6	-8,6	-10,1	-6,5	-5,4	-3,6
Guinée équatoriale	-2,4	-4,3	-16,4	-13,0	-5,8	-5,4	-6,3	-8,4	-3,6	-4,4	-18,0
Kenya	-8,8	-10,4	-6,9	-5,8	-7,2	-5,7	-5,8	-4,8	-5,3	-5,4	-5,6
Lesotho	-5,3	-5,2	-4,0	-6,7	-2,6	-1,4	-8,0	-15,5	-16,9	-25,1	-2,6
Libéria	-29,7	-49,4	-35,2	-26,6	-28,9	-22,3	-19,6	-18,1	-19,2	-20,7	-20,6
Madagascar	-6,5	-0,3	-1,6	0,5	-0,4	0,7	-2,2	-6,5	-5,0	-4,4	-3,6
Malawi	-8,4	-8,2	-17,2	-18,5	-25,6	-20,5	-17,1	-19,8	-20,7	-18,9	-15,8
Mali	-2,9	-4,7	-5,3	-7,2	-7,3	-4,9	-4,8	-2,0	-4,1	-4,4	-6,8
Maurice	-6,2	-5,4	-3,6	-4,0	-4,6	-3,9	-5,4	-11,3	-14,7	-6,6	-4,5
Mozambique	-40,5	-36,5	-37,4	-32,2	-19,7	-29,6	-20,4	-60,6	-68,9	-83,2	-26,5
Namibie	-4,2	-11,1	-12,8	-16,0	-4,2	-3,3	-1,7	-0,6	-3,4	-2,9	-0,2
Niger	-11,3	-12,1	-15,3	-11,4	-11,4	-12,6	-12,3	-13,3	-17,0	-10,7	-6,3
Nigéria	3,7	0,2	-3,1	0,7	2,8	0,9	-3,8	-3,7	-2,2	-1,8	-0,8
Ouganda	-5,7	-6,5	-6,1	-2,8	-4,8	-5,7	-5,7	-9,1	-8,4	-5,7	-7,7
République centrafricaine	-2,9	-13,3	-9,1	-5,3	-7,8	-8,0	-4,9	-7,9	-6,8	-5,9	-5,5
Rwanda	-7,5	-11,3	-12,6	-15,2	-9,5	-10,4	-12,4	-12,2	-12,5	-11,4	-7,6
Sao Tomé-et-Principe	-14,5	-20,7	-12,0	-6,1	-13,2	-12,3	-12,5	-17,4	-15,5	-9,3	-7,2
Sénégal	-8,3	-7,0	-5,7	-4,2	-7,3	-8,8	-7,8	-11,0	-12,8	-11,7	-4,5
Seychelles	-11,9	-23,1	-18,6	-20,6	-20,1	-18,4	-17,0	-29,1	-36,9	-34,9	-20,9
Sierra Leone	-14,9	-9,3	-24,1	-9,4	-21,8	-18,6	-22,2	-15,0	-14,1	-14,9	-11,3
Soudan du Sud	-3,9	4,6	8,6	15,8	-3,6	1,5	-23,3	-4,5	-11,9	0,2	-3,7
Tanzanie	-10,7	-9,8	-7,7	-4,2	-2,6	-3,0	-2,2	-2,7	-4,3	-4,0	-2,9
Tchad	-9,1	-8,9	-13,8	-10,4	-7,1	-1,4	-4,9	-8,8	-6,6	-6,3	-4,5
Togo	-9,0	-6,8	-7,6	-6,7	-1,3	-1,9	-2,5	-3,7	-3,4	-3,4	-2,8
Zambie	-0,8	2,1	-2,7	-3,3	-1,7	-1,3	0,6	1,5	6,5	5,6	0,9
Zimbabwe ¹	-13,2	-11,6	-7,6	-3,6	-1,7	-8,3	4,4	4,7	4,4	1,7	0,6

¹Voir les notes relatives au Liban, à la Libye, à la Turquie, à l'Ukraine et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

²Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier
(Milliards de dollars)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections	
									2021	2022
Pays avancés										
Solde du compte financier	249,5	300,3	345,2	423,6	462,0	325,0	319,8	-2,8	136,3	286,4
Investissements directs nets	175,5	241,8	1,0	-319,0	331,2	-128,2	-75,9	40,5	29,8	79,9
Investissements de portefeuille nets	-553,8	57,8	193,3	483,7	17,6	431,0	220,3	67,5	-209,9	-107,0
Dérivés financiers nets	74,8	2,0	-86,2	34,6	20,8	54,1	30,3	79,8	42,4	38,6
Autres investissements nets	400,1	-141,3	10,8	45,6	-152,0	-159,5	78,9	-494,0	144,1	150,3
Variation des réserves	153,2	140,0	226,6	178,5	244,5	127,6	66,2	303,5	129,9	124,6
États-Unis										
Solde du compte financier	-400,1	-297,1	-333,1	-363,6	-334,1	-419,7	-395,5	-766,1	-877,8	-735,3
Investissements directs nets	104,7	135,7	-209,4	-174,6	38,4	-412,8	-163,2	-53,5	-153,9	-161,1
Investissements de portefeuille nets	-30,7	-114,9	-53,5	-195,0	-221,4	32,2	-133,4	-296,5	-341,3	-162,4
Dérivés financiers nets	2,2	-54,3	-27,0	7,8	24,0	-20,4	-38,3	-13,2	-11,9	-12,6
Autres investissements nets	-473,2	-259,9	-37,0	-4,0	-173,4	-23,7	-65,3	-409,4	-370,7	-399,1
Variation des réserves	-3,1	-3,6	-6,3	2,1	-1,7	5,0	4,7	6,5	0,0	0,0
Zone euro										
Solde du compte financier	379,1	368,7	319,2	308,8	395,4	354,3	239,4	337,9	...	...
Investissements directs nets	9,9	88,6	281,1	119,7	54,4	164,0	-80,6	-137,2	...	...
Investissements de portefeuille nets	-65,8	84,4	91,4	542,2	407,6	239,9	-52,5	548,0	...	...
Dérivés financiers nets	2,0	49,7	126,3	13,4	25,8	47,5	-3,1	11,1	...	...
Autres investissements nets	424,8	141,4	-191,5	-383,6	-90,9	-126,9	372,1	-97,8	...	...
Variation des réserves	8,3	4,6	11,8	17,1	-1,4	29,6	3,6	13,8	...	...
Allemagne										
Solde du compte financier	300,2	319,3	260,1	289,0	319,8	279,9	230,1	289,9	327,0	321,0
Investissements directs nets	26,8	87,3	68,5	48,0	43,7	5,2	62,3	29,3	36,2	49,4
Investissements de portefeuille nets	210,0	179,9	210,5	220,0	231,9	185,7	106,6	48,9	138,6	111,0
Dérivés financiers nets	31,7	51,2	33,7	31,7	12,4	27,3	25,1	112,4	46,9	28,7
Autres investissements nets	30,6	4,3	-50,2	-12,5	33,3	61,2	36,7	99,5	105,3	131,8
Variation des réserves	1,1	-3,4	-2,5	1,9	-1,4	0,5	-0,6	-0,1	0,0	0,0
France										
Solde du compte financier	-19,2	-10,3	-0,8	-18,6	-36,1	-27,6	-32,3	-71,1	-59,3	-52,7
Investissements directs nets	-13,9	47,2	7,9	41,8	11,1	67,5	4,7	19,5	25,8	29,6
Investissements de portefeuille nets	-79,3	-23,8	43,2	0,2	30,3	11,1	-104,1	-35,1	-27,5	-23,7
Dérivés financiers nets	-22,3	-31,8	14,5	-17,6	-1,4	-30,5	4,1	-48,0	-30,4	-19,7
Autres investissements nets	98,2	-2,9	-74,2	-45,4	-72,7	-87,9	59,8	-12,2	-32,2	-44,3
Variation des réserves	-1,9	1,0	8,0	2,5	-3,4	12,3	3,2	4,6	5,1	5,4
Italie										
Solde du compte financier	32,4	73,0	43,1	36,2	53,8	31,5	53,7	80,2	75,3	76,6
Investissements directs nets	0,9	3,1	2,0	-12,3	0,5	-4,9	1,4	24,4	-6,3	-6,6
Investissements de portefeuille nets	-5,1	-2,2	105,7	154,8	95,0	142,0	-57,4	130,9	-41,4	-55,0
Dérivés financiers nets	4,0	-1,9	1,2	-3,6	-8,2	-3,2	2,8	-3,5	-1,6	-0,5
Autres investissements nets	30,5	75,2	-66,5	-101,4	-36,5	-105,5	103,2	-76,2	124,6	138,8
Variation des réserves	2,0	-1,3	0,6	-1,3	3,0	3,1	3,6	4,6	0,0	0,0
Espagne										
Solde du compte financier	41,2	22,8	31,8	39,2	40,0	39,3	27,9	13,0	37,1	53,6
Investissements directs nets	-14,1	14,2	33,4	12,4	14,1	-15,8	11,2	-2,6	4,4	4,4
Investissements de portefeuille nets	-85,0	-8,8	12,0	64,9	37,1	28,3	-56,8	49,1	37,1	39,6
Dérivés financiers nets	1,4	1,3	4,2	2,8	8,7	-0,9	-9,3	0,0	0,0	0,0
Autres investissements nets	138,0	10,9	-23,3	-50,1	-24,0	25,1	82,0	-33,6	-4,3	9,6
Variation des réserves	0,9	5,2	5,5	9,1	4,1	2,6	0,8	0,0	0,0	0,0

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)
(Milliards de dollars)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections	
									2021	2022
Japon										
Solde du compte financier	-4,3	58,9	180,9	266,8	168,3	182,9	227,0	168,3	191,2	177,6
Investissements directs nets	144,7	118,6	133,3	137,5	154,9	133,6	215,8	106,9	160,0	170,7
Investissements de portefeuille nets	-280,6	-42,2	131,5	276,5	-50,6	92,2	87,1	36,1	-4,5	-27,3
Dérivés financiers nets	58,1	34,0	17,7	-16,1	30,4	0,9	3,3	8,6	8,6	8,6
Autres investissements nets	34,8	-60,1	-106,7	-125,4	10,0	-67,9	-104,7	5,8	15,6	14,0
Variation des réserves	38,7	8,5	5,1	-5,7	23,6	24,0	25,5	10,9	11,5	11,5
Royaume-Uni										
Solde du compte financier	-127,4	-141,6	-158,2	-163,3	-87,5	-113,5	-105,8	-109,0	-124,4	-136,0
Investissements directs nets	-11,2	-176,1	-106,0	-297,4	46,1	-23,9	-51,6	-43,4	31,2	26,7
Investissements de portefeuille nets	-284,6	15,9	-230,1	-203,8	-126,2	-359,8	42,1	-54,2	-169,5	-181,2
Dérivés financiers nets	63,4	31,2	-128,6	29,3	13,3	11,2	11,3	13,6	5,5	5,9
Autres investissements nets	97,2	-24,4	274,3	299,8	-29,4	234,2	-106,6	-27,7	-3,2	0,3
Variation des réserves	7,8	11,7	32,2	8,8	8,8	24,8	-1,1	2,7	11,6	12,4
Canada										
Solde du compte financier	-57,2	-43,1	-51,8	-45,4	-44,2	-35,0	-38,6	-32,1	-11,3	-16,3
Investissements directs nets	-12,0	1,3	23,6	33,5	53,4	19,2	31,1	24,8	28,7	42,8
Investissements de portefeuille nets	-34,8	-32,8	-36,2	-103,6	-74,9	3,5	-2,4	-64,9	-0,9	-14,7
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-15,2	-16,9	-47,8	19,1	-23,5	-56,1	-65,9	8,7	-39,1	-44,4
Variation des réserves	4,7	5,3	8,6	5,6	0,8	-1,5	-1,3	-0,7	0,0	0,0
Autres pays avancés¹										
Solde du compte financier	376,0	297,2	297,6	322,5	302,8	334,2	318,7	352,6	463,3	468,9
Investissements directs nets	31,2	-6,1	-102,5	-80,8	-163,0	16,0	-71,5	-4,1	-39,4	-3,4
Investissements de portefeuille nets	139,6	175,9	337,2	242,9	151,4	363,1	308,1	262,1	237,8	258,5
Dérivés financiers nets	-33,5	-22,3	-11,9	3,4	-5,5	32,2	22,9	3,5	17,6	17,0
Autres investissements nets	137,7	38,2	-101,0	6,8	106,9	-126,7	28,5	-174,1	154,1	109,2
Variation des réserves	101,3	111,5	176,0	150,2	213,1	49,5	30,7	265,3	93,2	87,7
Pays émergents et pays en développement										
Solde du compte financier	-26,7	13,5	-306,0	-406,5	-245,8	-225,5	-158,3	145,6	266,9	146,6
Investissements directs nets	-484,0	-428,5	-346,4	-258,7	-312,3	-374,9	-359,5	-342,5	-402,4	-440,8
Investissements de portefeuille nets	-148,3	-88,4	129,5	-54,9	-206,4	-95,4	-67,6	-28,0	-110,0	-157,5
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	62,8	405,5	469,3	383,1	102,3	121,3	94,6	418,5	214,5	217,6
Variation des réserves	542,3	112,4	-565,0	-469,4	166,4	119,4	171,1	85,4	546,4	503,5

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)

(Milliards de dollars)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections	
									2021	2022
Par région										
Pays émergents et pays en développement d'Asie										
Solde du compte financier	27,8	153,5	69,9	-28,1	-55,9	-259,1	-81,6	261,8	237,4	177,4
Investissements directs nets	-271,2	-201,6	-139,6	-26,2	-108,5	-169,7	-152,3	-183,2	-202,3	-209,3
Investissements de portefeuille nets	-64,6	-125,2	81,6	31,1	-70,1	-99,6	-74,2	-66,1	-114,5	-153,8
Dérivés financiers nets	-2,1	0,8	0,6	-4,6	2,2	4,6	-2,5	12,1	11,7	11,7
Autres investissements nets	-83,3	281,5	458,3	353,0	-79,9	-18,4	47,3	318,7	97,6	121,7
Variation des réserves	445,5	196,4	-331,5	-382,4	200,1	24,9	100,2	180,4	445,6	407,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe										
Solde du compte financier	-66,6	-29,1	65,5	3,9	-19,2	99,3	63,4	16,4	50,1	43,3
Investissements directs nets	-15,4	0,5	-22,0	-45,4	-28,8	-25,9	-46,9	-23,9	-41,0	-51,4
Investissements de portefeuille nets	-38,0	23,2	55,0	-7,6	-34,6	13,1	-3,5	23,6	-11,8	-8,9
Dérivés financiers nets	-0,9	5,8	5,0	0,4	-2,5	-2,9	1,5	-4,6	0,2	5,4
Autres investissements nets	-4,6	64,0	35,5	21,0	30,7	67,3	18,9	26,5	49,5	46,9
Variation des réserves	-7,6	-122,7	-7,9	35,6	16,2	47,6	93,4	-4,4	53,2	51,3
Amérique latine et Caraïbes										
Solde du compte financier	-197,4	-192,7	-191,3	-103,9	-101,7	-149,7	-106,7	1,7	1,1	-19,9
Investissements directs nets	-151,4	-136,3	-136,1	-124,8	-121,3	-148,8	-114,3	-92,4	-104,4	-115,7
Investissements de portefeuille nets	-100,0	-107,9	-46,8	-49,2	-38,0	-12,8	2,9	-1,4	3,6	5,6
Dérivés financiers nets	1,8	6,8	1,4	-2,9	3,9	4,0	4,9	5,9	8,0	8,3
Autres investissements nets	39,7	5,0	18,8	51,9	36,2	-5,8	32,3	78,5	65,1	59,2
Variation des réserves	12,5	39,8	-28,6	21,0	17,1	13,7	-32,3	11,1	28,9	22,6
Moyen-Orient et Asie centrale										
Solde du compte financier	263,7	159,9	-184,2	-217,7	-32,5	110,3	19,0	-96,4	29,2	7,0
Investissements directs nets	-22,7	-42,7	-10,7	-29,2	-16,4	-8,6	-18,8	-21,7	-25,7	-30,0
Investissements de portefeuille nets	75,3	130,4	61,6	-11,9	-41,4	5,4	25,7	6,0	16,4	7,3
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	121,7	65,9	-52,5	-41,9	106,2	83,7	10,2	4,2	20,4	7,5
Variation des réserves	89,5	6,9	-182,4	-134,3	-80,6	30,0	2,5	-84,7	18,3	22,5
Afrique subsaharienne										
Solde du compte financier	-54,2	-78,2	-65,9	-60,7	-36,5	-26,2	-52,5	-37,9	-50,9	-61,2
Investissements directs nets	-23,4	-48,3	-38,0	-33,1	-37,3	-21,8	-27,1	-21,4	-28,9	-34,4
Investissements de portefeuille nets	-21,1	-9,0	-21,9	-17,4	-22,2	-1,5	-18,4	9,9	-3,7	-7,7
Dérivés financiers nets	-0,8	-1,5	-0,4	0,9	0,3	-0,5	0,2	0,2	0,2	0,3
Autres investissements nets	-10,7	-10,9	9,2	-0,8	9,2	-5,4	-14,1	-9,5	-18,1	-17,6
Variation des réserves	2,4	-7,9	-14,6	-9,3	13,6	3,2	7,3	-17,0	0,5	-0,7

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (fin)
(Milliards de dollars)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Projections	
									2021	2022
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles										
Solde du compte financier	308,8	187,5	-179,5	-177,9	29,6	194,6	71,5	-73,2	55,2	44,9
Investissements directs nets	-2,5	-28,5	-9,7	-17,5	10,2	14,2	-4,5	-9,5	-14,6	-16,2
Investissements de portefeuille nets	76,6	138,0	67,6	-9,7	-34,0	9,3	19,8	-5,6	30,9	18,2
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	156,8	95,5	-17,9	3,7	130,9	128,4	44,4	34,3	30,7	30,9
Variation des réserves	77,8	-17,1	-219,6	-154,4	-77,5	42,4	11,9	-92,7	7,9	11,7
Autres produits										
Solde du compte financier	-335,5	-174,1	-126,5	-228,5	-275,4	-420,1	-229,8	218,8	211,7	101,7
Investissements directs nets	-481,6	-400,0	-336,6	-241,2	-322,5	-389,1	-355,0	-333,0	-387,8	-424,6
Investissements de portefeuille nets	-225,0	-226,4	62,0	-45,2	-172,3	-104,7	-87,4	-22,5	-140,8	-175,7
Dérivés financiers nets	-2,0	11,9	6,7	-6,2	3,9	5,2	4,1	13,5	20,1	25,6
Autres investissements nets	-94,0	310,1	487,1	379,4	-28,5	-7,1	50,2	384,2	183,8	186,8
Variation des réserves	464,5	129,6	-345,4	-315,1	243,9	77,0	159,2	178,2	538,6	491,8
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)										
Solde du compte financier	-411,5	-352,0	-287,7	-230,0	-268,2	-322,0	-240,4	-44,2	-146,2	-205,4
Investissements directs nets	-268,4	-274,3	-287,4	-285,7	-269,7	-311,3	-285,4	-228,0	-273,9	-306,6
Investissements de portefeuille nets	-176,6	-187,5	-24,2	-54,8	-115,0	-11,7	-30,1	-23,1	-68,2	-82,0
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-40,8	-4,8	40,6	29,4	4,8	-9,6	-40,7	27,5	33,0	45,7
Variation des réserves	73,2	105,6	-14,3	94,1	108,0	11,8	118,0	182,2	160,0	129,7
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2015 et 2019										
Solde du compte financier	-55,4	-34,8	-45,5	-59,2	-41,6	-35,3	-43,9	-22,4	-30,9	-49,7
Investissements directs nets	-25,7	-23,3	-25,2	-26,3	-25,6	-27,4	-27,2	-18,7	-22,7	-29,0
Investissements de portefeuille nets	-11,8	-4,4	1,2	-8,6	-29,4	-12,8	-11,1	5,2	-11,1	-12,4
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-17,6	-0,4	-21,1	-28,5	9,7	-2,0	1,2	4,5	-5,2	-12,6
Variation des réserves	-0,1	-6,5	-0,1	4,5	4,1	7,2	-6,3	-12,9	8,6	4,8
<i>Pour mémoire</i>										
Monde										
Solde du compte financier	222,9	313,8	39,2	17,1	216,2	99,5	161,5	142,9	403,2	433,0

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés. Certains agrégats de groupe pour les dérivés financiers ne sont pas indiqués parce que les données sont incomplètes. Les projections pour la zone euro ne sont pas disponibles à cause de données insuffisantes.

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2003–12	2007–14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2023–26
Pays avancés											
Capacité/besoin de financement	-0,6	-0,2	0,6	0,8	1,0	0,7	0,6	0,3	0,2	0,5	0,7
Solde du compte courant	-0,6	-0,2	0,6	0,8	1,0	0,8	0,7	0,3	0,2	0,4	0,7
Épargne	21,8	21,6	22,9	22,6	23,2	23,1	22,9	22,3	22,6	22,8	23,1
Investissement	22,3	21,7	21,8	21,6	22,0	22,3	22,3	22,0	22,4	22,4	22,5
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis											
Capacité/besoin de financement	-4,3	-3,2	-2,3	-2,1	-1,8	-2,2	-2,3	-3,1	-3,9	-3,1	-2,2
Solde du compte courant	-4,2	-3,1	-2,2	-2,1	-1,9	-2,2	-2,2	-3,1	-3,9	-3,1	-2,2
Épargne	17,0	17,1	20,1	18,7	19,2	19,1	18,6	17,8	17,5	18,1	18,9
Investissement	21,1	20,1	21,2	20,4	20,5	21,0	21,0	21,0	21,6	21,4	21,3
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Zone euro											
Capacité/besoin de financement	0,0	0,4	2,9	3,1	2,9	2,6	2,1	2,3	...	...	...
Solde du compte courant	-0,1	0,3	2,7	3,0	3,1	2,9	2,3	2,3	2,8	2,7	2,8
Épargne	22,7	22,6	23,8	24,3	24,9	25,2	25,3	24,4	24,9	25,2	25,7
Investissement	22,0	21,3	20,4	20,7	21,3	21,8	22,3	21,4	21,7	22,0	22,5
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,2	0,0	-0,2	-0,3	-0,2	0,0	...	...	...
Allemagne											
Capacité/besoin de financement	5,4	6,4	8,6	8,6	7,7	7,4	7,1	7,0	7,6	7,0	6,9
Solde du compte courant	5,4	6,4	8,6	8,5	7,8	7,4	7,1	7,1	7,6	7,0	6,9
Épargne	25,7	26,8	28,3	28,5	28,6	29,0	28,5	27,4	29,1	28,7	29,1
Investissement	20,3	20,4	19,7	20,0	20,8	21,6	21,4	20,4	21,5	21,7	22,2
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
France											
Capacité/besoin de financement	-0,2	-0,7	-0,4	-0,4	-0,8	-0,5	-0,6	-2,2	-2,0	-1,7	-0,9
Solde du compte courant	-0,2	-0,7	-0,4	-0,5	-0,8	-0,6	-0,7	-2,3	-2,1	-1,8	-1,0
Épargne	22,4	22,1	22,3	22,1	22,7	23,3	23,5	21,4	22,7	22,9	23,3
Investissement	22,6	22,8	22,7	22,6	23,4	23,9	24,2	23,7	24,8	24,6	24,3
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Italie											
Capacité/besoin de financement	-1,5	-1,1	1,8	2,4	2,6	2,5	2,9	3,5	3,6	3,4	3,4
Solde du compte courant	-1,6	-1,2	1,4	2,6	2,6	2,5	3,0	3,6	3,5	3,4	3,3
Épargne	19,2	18,4	18,5	20,2	20,6	21,0	21,0	21,1	21,4	22,1	22,6
Investissement	20,8	19,5	17,1	17,6	18,1	18,5	18,0	17,5	17,9	18,7	19,4
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,4	-0,2	0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1
Espagne											
Capacité/besoin de financement	-4,9	-2,7	2,7	3,4	3,0	2,4	2,5	1,0	2,5	3,4	2,5
Solde du compte courant	-5,4	-3,1	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,7	1,0	1,9	1,7
Épargne	20,5	19,2	21,0	21,9	22,2	22,4	22,9	20,9	21,3	23,1	23,2
Investissement	25,9	22,3	19,0	18,8	19,4	20,5	20,8	20,2	20,3	21,2	21,5
Solde du compte de capital	0,5	0,4	0,6	0,2	0,2	0,5	0,3	0,3	1,6	1,5	0,8
Japon											
Capacité/besoin de financement	3,0	2,3	3,0	3,8	4,1	3,5	3,6	3,3	3,6	3,1	3,2
Solde du compte courant	3,1	2,3	3,1	4,0	4,1	3,5	3,7	3,3	3,6	3,2	3,3
Épargne	27,9	26,6	28,2	28,8	29,3	29,1	29,4	28,8	29,0	28,1	27,8
Investissement	24,8	24,2	25,2	24,8	25,2	25,6	25,8	25,5	25,4	24,9	24,5
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
Royaume-Uni											
Capacité/besoin de financement	-2,8	-3,6	-5,1	-5,5	-3,8	-3,8	-3,1	-4,0	-4,0	-4,1	-3,7
Solde du compte courant	-2,8	-3,6	-5,0	-5,4	-3,8	-3,7	-3,1	-3,9	-3,9	-4,0	-3,6
Épargne	14,1	12,9	12,7	12,4	14,4	14,1	15,2	13,1	13,5	14,1	14,4
Investissement	16,9	16,5	17,7	17,8	18,2	17,8	18,3	17,0	17,4	18,1	18,0
Solde du compte de capital	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (suite)
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2003–12	2007–14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2023–26
Canada											
Capacité/besoin de financement	-0,5	-2,1	-3,5	-3,1	-2,8	-2,3	-2,1	-1,9	-0,8	-1,3	-1,8
Solde du compte courant	-0,5	-2,2	-3,5	-3,1	-2,8	-2,3	-2,1	-1,9	-0,8	-1,3	-1,8
Épargne	22,6	21,9	20,3	19,7	20,7	20,9	20,9	20,2	22,8	22,9	22,9
Investissement	23,1	24,0	23,8	22,8	23,6	23,2	23,0	22,1	23,6	24,2	24,7
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays avancés¹											
Capacité/besoin de financement	4,0	4,1	5,1	5,1	4,7	4,7	4,8	5,5	5,6	5,4	4,8
Solde du compte courant	4,0	4,2	5,5	5,1	4,7	4,5	4,8	5,5	5,6	5,4	4,8
Épargne	30,4	30,5	31,0	30,4	30,7	30,3	30,1	31,3	31,6	31,2	30,8
Investissement	26,1	26,1	25,2	25,2	25,7	25,8	25,2	25,4	25,5	25,4	25,6
Solde du compte de capital	0,0	-0,1	-0,4	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Pays émergents et pays en développement											
Capacité/besoin de financement	2,6	1,7	0,0	-0,2	0,0	-0,1	0,2	0,7	0,7	0,4	-0,1
Solde du compte courant	2,5	1,6	-0,2	-0,3	0,0	-0,2	0,1	0,6	0,5	0,2	-0,2
Épargne	31,6	32,7	31,6	31,2	31,7	32,5	32,5	33,2	33,6	33,3	32,8
Investissement	29,4	31,4	32,3	31,6	32,0	32,9	32,6	32,9	33,2	33,4	33,3
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie											
Capacité/besoin de financement	3,5	2,8	2,0	1,4	1,0	-0,3	0,6	1,7	1,0	0,7	0,3
Solde du compte courant	3,4	2,7	2,0	1,4	1,0	-0,3	0,6	1,7	1,0	0,7	0,3
Épargne	41,3	43,1	41,1	39,9	40,0	39,8	39,6	40,7	40,4	40,1	39,0
Investissement	38,2	40,4	39,2	38,5	39,1	40,1	39,0	39,0	39,5	39,5	39,0
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe											
Capacité/besoin de financement	-0,3	-0,9	1,7	0,1	-0,2	2,2	1,8	0,7	1,2	1,0	0,4
Solde du compte courant	-0,4	-1,0	1,0	-0,2	-0,5	1,7	1,3	0,0	0,6	0,4	0,0
Épargne	23,1	23,1	24,7	23,5	24,1	25,5	24,2	23,6	24,0	23,8	24,0
Investissement	23,3	24,0	23,6	23,7	24,5	23,5	22,7	23,5	23,4	23,4	23,9
Solde du compte de capital	0,1	0,2	0,7	0,3	0,3	0,5	0,5	0,7	0,6	0,7	0,5
Amérique latine et Caraïbes											
Capacité/besoin de financement	-0,2	-1,6	-3,2	-2,0	-1,6	-2,4	-1,7	0,2	0,0	-0,4	-1,1
Solde du compte courant	-0,3	-1,7	-3,3	-2,0	-1,6	-2,5	-1,7	0,2	0,0	-0,4	-1,1
Épargne	20,9	20,2	16,4	16,6	16,3	16,9	17,2	17,4	18,3	18,3	18,2
Investissement	21,2	22,0	21,0	18,3	18,2	19,4	18,9	17,6	18,4	18,9	19,5
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moyen-Orient et Asie centrale											
Capacité/besoin de financement	8,9	8,2	-3,6	-3,9	-1,1	2,8	0,6	-2,9	0,4	0,2	-0,4
Solde du compte courant	9,1	8,3	-3,9	-4,2	-1,1	2,7	0,5	-3,0	0,3	0,1	-0,5
Épargne	36,0	36,0	24,8	24,2	26,9	29,4	29,0	24,8	28,0	27,4	26,6
Investissement	28,5	29,5	30,1	29,5	29,8	28,4	30,6	30,3	28,7	28,4	28,2
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Afrique subsaharienne											
Capacité/besoin de financement	1,7	-0,4	-5,3	-3,4	-1,9	-2,2	-3,3	-3,3	-3,2	-3,2	-2,7
Solde du compte courant	0,4	-1,2	-5,7	-3,8	-2,3	-2,6	-3,7	-3,7	-3,7	-3,7	-3,1
Épargne	21,5	20,9	17,6	18,5	18,9	19,4	19,8	18,4	18,6	19,2	20,6
Investissement	21,3	22,3	23,0	21,8	21,2	21,9	23,6	22,1	22,2	22,9	23,6
Solde du compte de capital	1,3	0,8	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (fin)

(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2003–12	2007–14	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2023–26
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles											
Capacité/besoin de financement	11,8	10,2	-3,8	-2,9	1,1	5,2	2,0	-2,7	1,4	1,1	0,4
Solde du compte courant	12,0	10,4	-3,9	-3,0	1,1	5,2	2,0	-2,8	1,4	1,1	0,3
Épargne	38,6	37,7	24,3	24,9	27,8	31,9	31,4	26,6	30,2	29,5	28,3
Investissement	28,0	29,2	31,5	28,1	28,9	28,5	31,7	32,6	30,0	29,8	29,3
Solde du compte de capital	0,2	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits											
Capacité/besoin de financement	1,1	0,3	0,5	0,1	-0,1	-0,7	0,0	1,1	0,6	0,3	-0,1
Solde du compte courant	0,9	0,2	0,3	0,1	-0,2	-0,8	-0,1	0,9	0,5	0,2	-0,2
Épargne	30,5	31,9	32,6	32,0	32,1	32,6	32,6	33,9	33,9	33,7	33,3
Investissement	29,7	31,7	32,4	32,0	32,3	33,4	32,7	32,9	33,6	33,7	33,7
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)											
Capacité/besoin de financement	-1,1	-2,0	-2,0	-1,5	-1,5	-2,0	-1,3	-0,3	-1,0	-1,2	-1,4
Solde du compte courant	-1,4	-2,3	-2,4	-1,6	-1,7	-2,2	-1,5	-0,5	-1,3	-1,5	-1,6
Épargne	23,6	23,6	22,4	22,4	22,6	22,8	22,8	22,7	22,7	22,9	23,5
Investissement	25,1	25,8	24,8	24,1	24,4	25,0	24,4	23,3	24,1	24,4	25,1
Solde du compte de capital	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2015 et 2019											
Capacité/besoin de financement	-1,9	-3,9	-5,4	-6,2	-5,5	-5,3	-5,0	-3,1	-4,6	-4,7	-3,3
Solde du compte courant	-2,8	-4,7	-5,9	-6,5	-6,0	-5,7	-5,2	-3,5	-4,9	-5,0	-3,6
Épargne	19,4	17,3	12,6	12,1	13,3	14,2	13,5	11,5	12,4	12,7	15,0
Investissement	22,4	22,1	19,0	19,3	19,8	20,1	19,2	15,4	18,0	18,4	18,9
Solde du compte de capital	0,9	0,8	0,5	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
<i>Pour mémoire</i>											
Monde											
Capacité/besoin de financement	0,3	0,4	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
Solde du compte courant	0,2	0,4	0,3	0,4	0,6	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3
Épargne	24,7	25,5	26,4	25,9	26,5	26,8	26,8	26,7	27,0	27,1	27,3
Investissement	24,5	25,1	25,9	25,4	25,9	26,5	26,4	26,3	26,7	26,8	27,1
Solde du compte de capital	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés, alors que, dans l'édition d'avril 2005 et les éditions précédentes des *Perspectives de l'économie mondiale*, les valeurs composites étaient pondérées par le PIB en parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial total. Les estimations de l'épargne et de l'investissement (ou formation brute de capital) nationaux bruts sont tirées des statistiques des comptes nationaux des pays. Les estimations du solde du compte courant, du solde du compte de capital et du solde du compte financier (ou capacité/besoin de financement) sont tirées des statistiques de la balance des paiements. Le lien entre les transactions intérieures et les transactions avec le reste du monde peut être exprimé comme des identités comptables. L'épargne (S) moins l'investissement (I) est égal au solde du compte courant (CAB) ($S - I = CAB$). La capacité/besoin de financement (NLB) est la somme du solde du compte courant et du solde du compte de capital (KAB) ($NLB = CAB + KAB$). Dans la pratique, ces identités ne tiennent pas exactement ; des déséquilibres résultent des imperfections dans les données sources et dans l'établissement des données, ainsi que d'asymétries dans la composition des groupes en raison des données disponibles.

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

	Moyennes				Projections			
	2003–12	2013–22	2019	2020	2021	2022	2019–22	2023–26
	<i>Variations annuelles en pourcentage</i>							
PIB réel mondial	4,2	3,1	2,8	-3,3	6,0	4,4	2,4	3,4
Pays avancés	1,7	1,8	1,6	-4,7	5,1	3,6	1,4	1,6
Pays émergents et pays en développement	6,6	4,1	3,6	-2,2	6,7	5,0	3,2	4,6
<i>Pour mémoire</i>								
Production potentielle								
Principaux pays avancés	1,7	1,2	1,4	-1,4	2,8	2,2	1,2	1,4
Commerce mondial, volume¹	5,6	2,8	0,9	-8,5	8,4	6,5	1,6	3,8
Importations								
Pays avancés	3,9	2,9	1,7	-9,1	9,1	6,4	1,8	3,2
Pays émergents et pays en développement	9,8	2,8	-1,0	-8,6	9,0	7,4	1,5	4,8
Exportations								
Pays avancés	4,5	2,6	1,3	-9,5	7,9	6,4	1,3	3,3
Pays émergents et pays en développement	8,3	3,1	0,5	-5,7	7,6	6,0	2,0	4,6
Termes de l'échange								
Pays avancés	-0,4	0,5	0,2	0,7	0,3	0,6	0,4	0,1
Pays émergents et pays en développement	1,6	-0,6	-1,2	-1,3	0,6	0,2	-0,4	-0,6
Prix mondiaux (en dollars)								
Produits manufacturés	3,1	-0,9	0,4	-3,1	2,0	0,7	0,0	1,7
Pétrole	15,5	-6,3	-10,2	-32,7	41,7	-6,3	-5,4	-2,0
Produits primaires hors combustibles	10,3	-0,3	0,8	6,7	16,1	-1,9	5,2	0,1
Prix à la consommation								
Pays avancés	2,0	1,3	1,4	0,7	1,6	1,7	1,3	1,9
Pays émergents et pays en développement	6,4	4,8	5,1	5,1	4,9	4,4	4,9	3,9
Taux d'intérêt								
LIBOR à six mois en valeur réelle ²	0,2	-0,7	0,5	-0,5	-1,5	-1,4	-0,7	-1,1
Taux mondial d'intérêt réel à long terme ³	1,4	0,1	-0,2	-0,3	-0,8	-0,7	-0,5	-0,4
Soldes des transactions courantes								
Pays avancés	-0,6	0,6	0,7	0,3	0,2	0,4	0,4	0,7
Pays émergents et pays en développement	2,5	0,2	0,1	0,6	0,5	0,2	0,4	-0,2
Dettes extérieures totales								
Pays émergents et pays en développement	28,3	30,7	30,5	32,6	31,5	30,9	31,4	29,9
Service de la dette								
Pays émergents et pays en développement	9,2	11,0	11,0	11,4	11,0	10,8	11,0	10,7

¹Les données se rapportent au commerce de biens et de services.

²Taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en dollars diminué du pourcentage de variation du déflateur du PIB des États-Unis.

³Moyennes pondérées en fonction du PIB des taux des obligations d'État à 10 ans (ou échéance la plus proche) de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

Derniers numéros des *Perspectives de l'économie mondiale*

Perspectives de l'économie mondiale : Les tensions d'une reprise à deux vitesses — Chômage, matières premières et flux de capitaux	Avril 2011
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance au ralenti, risques en hausse	Septembre 2011
Perspectives de l'économie mondiale : Une reprise en cours, mais qui reste en danger	Avril 2012
Perspectives de l'économie mondiale : Une dette élevée et une croissance anémique	Octobre 2012
Perspectives de l'économie mondiale : Espoirs, réalités, risques	Avril 2013
Perspectives de l'économie mondiale : Transitions et tensions	Octobre 2013
Perspectives de l'économie mondiale : La reprise s'affermir, mais reste inégale	Avril 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Nuages et incertitudes de l'après-crise	Octobre 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance inégale — facteurs à court et long terme	Avril 2015
Perspectives de l'économie mondiale : L'ajustement au repli des prix des produits de base	Octobre 2015
Perspectives de l'économie mondiale : Une croissance trop faible depuis trop longtemps	Avril 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Demande modérée — symptômes et remèdes	Octobre 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Un nouvel élan ?	Avril 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Viser une croissance durable — reprise à court terme et enjeux à long terme	Octobre 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise cyclique et changement structurel	Avril 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Obstacles à une croissance stable	Octobre 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire	Avril 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Ralentissement de l'activité manufacturière et augmentation des obstacles au commerce	Octobre 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Le grand confinement	Avril 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Une ascension longue et difficile	Octobre 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise — des situations divergentes à gérer	Avril 2021

I. Méthodologie : agrégats, modèles et prévisions

Perspectives de l'économie mondiale : contre-scénarios	Avril 2011, encadré 1.2
Bilans budgétaires : l'importance des actifs non financiers et de leur évaluation	Octobre 2014, encadré 3.3
Scénarios sur les droits de douane	Octobre 2016, encadré scénario 1
Projections de la croissance mondiale à moyen terme	Octobre 2016, encadré 1.1
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Avril 2019, encadré 1.2
Source sous-jacente des variations des prix des biens d'investissement : une analyse modélisée	Avril 2019, encadré 3.3
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Octobre 2019, encadré 1.3
Autres évolutions possibles de la lutte contre la COVID-19	Avril 2020, encadré scénario
Autres scénarios possibles	Octobre 2020, encadré scénario
Révision des parités de pouvoir d'achat dans les <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2020, encadré 1.1
Encadré des scénarios	Avril 2021

II. Études rétrospectives

Le meilleur comme le pire : 100 ans de surendettement public	Octobre 2012, chapitre 3
Récessions : quelles conséquences ?	Octobre 2015, encadré 1.1

III. Croissance économique : facteurs et évolution

La reprise mondiale : où en sommes-nous ?	Avril 2012, encadré 1.2
Comment l'incertitude influe-t-elle sur les résultats économiques ?	Octobre 2012, encadré 1.3
La résilience des marchés émergents et des pays en développement sera-t-elle durable ?	Octobre 2012, chapitre 4
L'emploi et la croissance sont-ils indissociables ?	Octobre 2012, encadré 4.1
Effets de contagion : répercussions de l'incertitude entourant les politiques économiques aux États-Unis et en Europe	Avril 2013, chapitre 2
La montée en puissance des pays à faible revenu peut-elle durer ?	Avril 2013, chapitre 4
Comment expliquer le ralentissement des BRICS ?	Octobre 2013, encadré 1.2
Sur la même longueur d'onde ? Effets d'entraînement, chocs communs et rôle des liens financiers et commerciaux	Octobre 2013, chapitre 3
Synchronisme de la production au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan et dans le Caucase et en Asie centrale	Octobre 2013, encadré 3.1
Effets d'entraînement des variations de la politique monétaire des États-Unis	Octobre 2013, encadré 3.2
Épargne et croissance économique	Avril 2014, encadré 3.1
Forcés à subir ? Conditions extérieures et croissance dans les pays émergents avant, pendant et après la crise financière mondiale	Avril 2014, chapitre 4
Incidence de la conjoncture extérieure sur la croissance à moyen terme des pays émergents	Avril 2014, encadré 4.1
Les causes des révisions par le FMI des prévisions de croissance depuis 2011	Octobre 2014, encadré 1.2
Dossier spécial sur les effets de contagion : les déterminants sous-jacents des rendements obligataires aux États-Unis	Octobre 2014, chapitre 2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Où allons-nous ? Points de vue sur la production potentielle	Avril 2015, chapitre 3
Contre vents et marées : estimation de la production soutenable	Avril 2015, encadré 3.1
Évolution et perspectives macroéconomiques des pays en développement à faible revenu : le rôle des facteurs extérieurs	Avril 2016, encadré 1.2
Le moment est-il venu de stimuler l'offre ? Effets macroéconomiques des réformes des marchés du travail et des produits dans les pays avancés	Avril 2016, chapitre 3
Sortir des sentiers battus : la croissance dans les pays émergents et les pays en développement dans un environnement extérieur complexe	Avril 2017, chapitre 2
Croissance et flux de capitaux : éléments tirés de données par secteur	Avril 2017, encadré 2.2
Croissance des pays émergents et en développement : hétérogénéité et convergence des revenus sur l'horizon prévisionnel	Octobre 2017, encadré 1.3
Emplois manufacturiers : conséquences sur la productivité et les inégalités	Avril 2018, chapitre 3
La croissance de la productivité est-elle partagée dans une économie mondialisée ?	Avril 2018, chapitre 4
Dynamique récente de la croissance potentielle	Avril 2018, encadré 1.3
Perspectives de croissance des pays avancés	Octobre 2018, encadré 1.2
Perspectives de croissance : pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 1.3
La reprise économique mondiale dix ans après la tourmente financière de 2008	Octobre 2018, chapitre 2
La théorie du « pincement de la corde de guitare » appliquée au cycle économique	Octobre 2019, encadré 1.4
Relancer la croissance dans les pays à faible revenu et les pays émergents : le rôle des réformes structurelles	Octobre 2019, chapitre 3

Parer aux futures récessions dans les pays avancés : les politiques cycliques à l'ère des taux bas et de l'endettement élevé	Avril 2020, chapitre 2
Le Grand Confinement : analyse de ses effets économiques	Octobre 2020, chapitre 2
Synthèse des publications sur les conséquences économiques du confinement	Octobre 2020, encadré 2.1
Industrie manufacturière mondiale : reprise en V et incidences sur les perspectives mondiales	Avril 2021, encadré 1.1
Séquelles de la pandémie de COVID-19 : perspectives de dommages économiques à moyen terme	Avril 2021, chapitre 2
Une « tempête parfaite » s'abat sur le secteur de l'hôtellerie et de la restauration	Avril 2021, encadré 2.1
IV. Inflation et déflation ; marchés des produits de base	
Évolution et perspectives des marchés des matières premières	Avril 2011, appendice 1.2
Pénurie de pétrole, croissance et déséquilibres mondiaux	Avril 2011, chapitre 3
Contraintes du cycle de vie pesant sur la production mondiale de pétrole	Avril 2011, encadré 3.1
Le gaz naturel non conventionnel va-t-il changer la donne ?	Avril 2011, encadré 3.2
L'effet à court terme des chocs pétroliers sur l'activité économique	Avril 2011, encadré 3.3
Filtrage passe-bas pour extraire les tendances conjoncturelles	Avril 2011, appendice 3.1
Les modèles empiriques pour l'énergie et le pétrole	Avril 2011, appendice 3.2
Évolution et perspectives des marchés des matières premières	Septembre 2011, appendice 1.1
Investissements financiers, spéculation et prix des matières premières	Septembre 2011, encadré 1.4
Viser des objectifs atteignables : fluctuations des cours des matières premières et politique monétaire	Septembre 2011, chapitre 3
Les marchés des produits de base	Avril 2012, chapitre 1, dossier spécial
Fluctuations des cours des produits de base et conséquences pour les exportateurs	Avril 2012, chapitre 4
Effets macroéconomiques des chocs sur les cours des produits de base dans les pays à faible revenu	Avril 2012, encadré 4.1
La volatilité des cours des produits de base et le défi du développement dans les pays à faible revenu	Avril 2012, encadré 4.2
Les marchés des produits de base	Octobre 2012, chapitre 1, dossier spécial
Les énergies non conventionnelles aux États-Unis	Octobre 2012, encadré 1.4
Crise de l'approvisionnement alimentaire : qui sont les plus vulnérables ?	Octobre 2012, encadré 1.5
Les marchés des produits de base	Avril 2013, chapitre 1, dossier spécial
Telle l'histoire du chien qui n'a pas aboyé : l'inflation a-t-elle été muselée, ou s'est-elle simplement assoupie ?	Avril 2013, chapitre 3
Est-il encore judicieux de cibler l'inflation si la courbe de Phillips est plate ?	Avril 2013, encadré 3.1
Les marchés des produits de base	Octobre 2013, chapitre 1, dossier spécial
Les booms énergétiques et le solde des transactions courantes : l'expérience de plusieurs pays	Octobre 2013, encadré 1.DS.1
Facteurs influant sur les cours du pétrole et réduction de l'écart WTI–Brent	Octobre 2013, encadré 1.DS.2
Ancrage des anticipations d'inflation lorsque l'inflation est inférieure à l'objectif	Avril 2014, encadré 1.3
Produits de base — cours et prévisions	Avril 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'importance du gaz naturel dans l'économie mondiale	Octobre 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'investissement sur fond de faiblesse des cours du pétrole	Avril 2015, chapitre 1, dossier spécial
L'effondrement des cours du pétrole : question d'offre ou de demande ?	Avril 2015, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement pour les métaux dans l'économie mondiale	Octobre 2015, chapitre 1, dossier spécial
Les nouvelles frontières de l'extraction des métaux : la réorientation Nord–Sud	Octobre 2015, encadré 1.DS.1
À quoi les exportateurs de produits de base doivent-ils s'attendre ? Croissance de la production après l'envolée des cours des produits de base	Octobre 2015, chapitre 2

Un patient pas trop malade : l'envolée des cours des produits de base et le phénomène du syndrome hollandais	Octobre 2015, encadré 2.1
Les économies des pays exportateurs de produits de base sont-elles en surchauffe durant la hausse des cours ?	Octobre 2015, encadré 2.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement de la transition énergétique lors d'une période de bas niveau des cours des combustibles fossiles	Avril 2016, chapitre 1, dossier spécial
La désinflation mondiale sur fond de politique monétaire sous contrainte	Octobre 2016, chapitre 3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions principalement de la sécurité et des marchés alimentaires dans l'économie mondiale	Octobre 2016, chapitre 1, dossier spécial
Quel rôle jouent vraiment les cours mondiaux dans la hausse des prix alimentaires ?	Octobre 2016, encadré 3.3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur le rôle de la technologie et des sources non conventionnelles sur le marché mondial du pétrole	Avril 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2018, chapitre 1, dossier spécial
Qu'est-ce qui a freiné l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés ?	Avril 2018, encadré 1.2
Le rôle des métaux dans l'économie des véhicules électriques	Avril 2018, encadré 1.DS.1
Aperçu de l'inflation : régions et pays	Octobre 2018, encadré 1.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur les tendances récentes de la demande d'énergie	Octobre 2018, chapitre 1, dossier spécial
L'offre et la demande d'énergies renouvelables	Octobre 2018, encadré 1.DS.1
Normalisation des conditions financières mondiales : défis de la politique monétaire dans les pays émergents	Octobre 2018, chapitre 3
Dynamique de l'inflation dans un groupe plus large de pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 3.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2020, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2020, chapitre 1, dossier spécial
Bilan des émissions mondiales de carbone en 2019	Octobre 2020, encadré 1.DS.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial

V. Politique budgétaire

Soldes budgétaire et commercial, des jumeaux séparés à la naissance ?	Septembre 2011, chapitre 4
Les multiplicateurs budgétaires à court terme sont-ils sous-estimés ?	Octobre 2012, encadré 1.1
Les conséquences d'une dette publique élevée dans les économies avancées	Octobre 2012, encadré 1.2
Le meilleur comme le pire : 100 ans de surendettement public	Octobre 2012, chapitre 3
La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Surendettement public et résultats du secteur privé	Avril 2013, encadré 1.2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Améliorer l'efficacité de l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.2
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Les institutions et règles budgétaires et l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.5
Hausses des cours des produits de base et investissements publics	Octobre 2015, encadré 2.2
Les retombées transfrontalières de la politique budgétaire sont-elles encore une question pertinente ?	Octobre 2017, chapitre 4
Les retombées des chocs de dépenses publiques aux États-Unis sur les positions extérieures	Octobre 2017, encadré 4.1
L'impact macroéconomique des modifications de la politique fiscale des entreprises	Avril 2018, encadré 1.5
Politiques localisées : repenser les politiques budgétaires pour résorber les inégalités intérieures	Octobre 2019, encadré 2.4

VI. Politique monétaire, marchés financiers et flux de ressources

Indices de conditions financières	Avril 2011, appendice 1.1
Effondrement des prix de l'immobilier dans les pays avancés : répercussions sur les marchés financiers	Avril 2011, encadré 1.1
Retombées internationales et politiques macroéconomiques	Avril 2011, encadré 1.3
Les cycles emballement–effondrement du crédit : causes et conséquences pour les autorités	Septembre 2011, encadré 1.2
La baisse des cours boursiers est-elle un signe avant-coureur d'une récession ?	Septembre 2011, encadré 1.3
Effets de contagion : répercussions du désendettement des banques de la zone euro	Avril 2012, chapitre 2
Effets de contagion : la transmission financière des tensions dans l'économie mondiale	Octobre 2012, chapitre 2
La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Que se passera-t-il quand les États-Unis mettront fin à leur politique d'assouplissement ?	Octobre 2013, encadré 1.1
Offre de crédit et croissance économique	Avril 2014, encadré 1.1
Dossier spécial sur les effets de contagion : les pays avancés doivent-ils se préoccuper d'un ralentissement de la croissance des pays émergents ?	Avril 2014, chapitre 2
Points de vue sur les taux d'intérêt réels mondiaux	Avril 2014, chapitre 3
Les marchés immobiliers mondiaux : mise à jour	Octobre 2014, encadré 1.1
Politique monétaire aux États-Unis et flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, encadré 2.2
Politique monétaire : approche transparente fondée sur la gestion des risques	Octobre 2016, encadré 3.5
Le rebond des flux de capitaux vers les pays émergents est-il durable ?	Octobre 2017, encadré 1.2
Contribution du rétablissement du secteur financier à la rapidité de la reprise	Octobre 2018, encadré 2.3
Clarté de la communication de la banque centrale et degré d'ancrage des anticipations inflationnistes	Octobre 2018, encadré 3.2
Des taux directeurs négatifs peuvent-ils stimuler l'économie ?	Avril 2020, encadré 2.1
La réglementation macroprudentielle peut-elle atténuer les chocs financiers mondiaux dans les pays émergents ?	Avril 2020, chapitre 3
Mesures macroprudentielles et crédit : une méta-analyse des conclusions empiriques	Avril 2020, encadré 3.1
Les pays émergents ajustent-ils leur réglementation macroprudentielle en réponse aux chocs financiers mondiaux ?	Avril 2020, encadré 3.2
Hausse des risques de faillite et d'insolvabilité pour les petites et moyennes entreprises : évaluation et possibilités d'action	Octobre 2020, encadré 1.3
Changement de braquet : répercussions des politiques monétaires pendant la reprise post-pandémie	Avril 2021, chapitre 4
Programmes d'achat d'actifs des pays émergents : motivations et efficacité	Avril 2021, encadré 4.1

VII. Marché du travail, pauvreté et inégalité

Une lente reprise sans issue ? Une vision sectorielle des marchés du travail dans les économies avancées	Septembre 2011, encadré 1.1
La part du travail en Europe et aux États-unis pendant et après la Grande Récession	Avril 2012, encadré 1.1
L'emploi et la croissance sont-ils indissociables ?	Octobre 2012, encadré 4.1
Une réforme des systèmes de négociation collective visant à assurer un niveau d'emploi élevé et stable	Avril 2016, encadré 3.2
Comprendre la chute de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, chapitre 3
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3

Taux d'activité dans les pays avancés : facteurs déterminants et perspectives	Avril 2018, chapitre 2
Comparaison des taux d'activité des jeunes dans les pays émergents et en développement et dans les pays avancés	Avril 2018, encadré 2.1
L'horizon s'assombrit-il ? Migration et taux d'activité	Avril 2018, encadré 2.4
Les emplois manufacturiers sont-ils mieux rémunérés ? Éléments de réponse au niveau des travailleurs au Brésil	Avril 2018, encadré 3.3
Crise financière mondiale, migration et fécondité	Octobre 2018, encadré 2.1
Impact sur l'emploi de l'automatisation après la crise financière mondiale : la robotique industrielle	Octobre 2018, encadré 2.2
Dynamique des marchés du travail dans les principaux pays avancés	Avril 2019, encadré 1.1
Des réalités bien différentes : disparités régionales dans les pays	Avril 2019, encadré 1.3
Plus près ou plus loin ? Disparités et ajustements régionaux dans les pays avancés	Octobre 2019, chapitre 2
Changements climatiques et disparités régionales infranationales	Octobre 2019, encadré 2.2
Les effets macroéconomiques des migrations mondiales	Avril 2020, chapitre 4
Immigration : effets sur le marché du travail et rôle de l'automatisation	Avril 2020, encadré 4.1
Croissance inclusive dans les pays émergents et les pays en développement : incidence de la COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.2
Récessions et reprises sur les marchés du travail : tendances, politiques et ripostes au choc de la COVID-19	Avril 2021, chapitre 3

VIII. Taux de change

Régimes de change et susceptibilité aux crises des pays émergents	Avril 2014, encadré 1.4
Les taux de change et les flux d'échanges sont-ils déconnectés ?	Octobre 2015, chapitre 3
La relation entre les taux de change et les échanges liés aux chaînes de valeur mondiales	Octobre 2015, encadré 3.1
Le rôle des chaînes de valeur mondiales dans la mesure des taux de change effectifs réels et de la compétitivité	Octobre 2015, encadré 3.2
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3

IX. Paiements extérieurs, commerce, mouvements de capitaux et dette extérieure

Correction des déséquilibres extérieurs à la périphérie de l'Union européenne	Avril 2011, encadré 2.1
Flux internationaux de capitaux : fiables ou inconstants ?	Avril 2011, chapitre 4
Engagements extérieurs et points de basculement dans la crise	Septembre 2011, encadré 1.5
L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Rééquilibrages extérieurs dans la zone euro	Octobre 2013, encadré 1.3
Le yin et le yang de la gestion des flux de capitaux : mettre en équilibre les entrées et les sorties de capitaux	Octobre 2013, chapitre 4
Simulation de la vulnérabilité à la situation des marchés internationaux de capitaux	Octobre 2013, encadré 4.1
Les retombées commerciales du boom du gaz de schiste aux États-Unis	Octobre 2014, encadré 1.DS.1
Les déséquilibres mondiaux ont-ils atteint un point d'inflexion ?	Octobre 2014, chapitre 4
Changement de vitesse : l'ajustement extérieur de 1986	Octobre 2014, encadré 4.1
Le conte de deux ajustements : Asie de l'Est et zone euro	Octobre 2014, encadré 4.2
Comprendre le rôle des facteurs cycliques et structurels dans le ralentissement du commerce mondial	Avril 2015, encadré 1.2

De petits pays, mais des déficits courants élevés	Octobre 2015, encadré 1.2
Mouvements de capitaux et financiarisation dans les pays en développement	Octobre 2015, encadré 1.3
Analyse du ralentissement du commerce mondial	Avril 2016, encadré 1.1
Comprendre le ralentissement des flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, chapitre 2
Flux de capitaux vers les pays en développement à faible revenu	Avril 2016, encadré 2.1
Gains de productivité pouvant découler de la poursuite de la libéralisation des échanges et de l'investissement direct étranger	Avril 2016, encadré 3.3
À quoi tient le ralentissement des échanges mondiaux ?	Octobre 2016, chapitre 2
Évolution de l'intégration commerciale des pays émergents et en développement avec la demande finale chinoise	Avril 2017, encadré 2.3
Évolution de l'allocation mondiale des capitaux : conséquences pour les pays émergents et en développement	Avril 2017, encadré 2.4
Ajustement macroéconomique dans les pays émergents exportateurs de produits de base	Octobre 2017, encadré 1.4
Envois de fonds et lissage de la consommation	Octobre 2017, encadré 1.5
Indicateurs de politique commerciale : une approche multidimensionnelle	Avril 2018, encadré 1.6
L'essor du commerce des services	Avril 2018, encadré 3.2
Rôle de l'aide étrangère dans l'amélioration de la productivité dans les pays en développement à faible revenu	Avril 2018, encadré 4.3
Tensions commerciales mondiales	Octobre 2018, encadré scénario 1
Le prix des biens d'équipement : un moteur de l'investissement menacé ?	Avril 2019, chapitre 3
Prix des biens d'investissement dans différents pays : le recours aux mégadonnées	Avril 2019, encadré 3.2
Droits de douane et investissements dans les biens d'équipement : l'exemple des entreprises colombiennes	Avril 2019, encadré 3.4
Les déterminants des balances commerciales et les répercussions des droits de douane	Avril 2019, chapitre 4
Échanges en valeur ajoutée et échanges bruts	Avril 2019, encadré 4.1
Balances commerciales bilatérales et globales	Avril 2019, encadré 4.2
Comprendre les rééquilibrages du déficit commercial : les échanges bilatéraux jouent-ils un rôle à part ?	Avril 2019, encadré 4.3
Les effets macro et microéconomiques d'un différend commercial entre les États-Unis et la Chine : éclairages apportés par trois modèles	Avril 2019, encadré 4.4
Brexit sans accord	Avril 2019, Encadré scénario
Conséquences de la relocalisation dans des pays avancés d'une partie de la production	Octobre 2019, encadré scénario 1.1
Tensions commerciales : scénario actualisé	Octobre 2019, encadré scénario 1.2
Le recul des investissements directs étrangers mondiaux en 2018	Octobre 2019, encadré 1.2

X. Études régionales

Liens Est-Ouest et effets de contagion en Europe	Avril 2012, encadré 2.1
L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Toujours présents sur le marché du travail ? Évolution des taux d'activité dans les régions européennes	Avril 2018, encadré 2.3

XI. Études de cas

Les Accords du Plaza sont-ils responsables des décennies perdues au Japon ?	Avril 2011, encadré 1.4
Comment va évoluer l'excédent extérieur de la Chine ?	Avril 2012, encadré 1.3
La Home Owners' Loan Corporation (HOLC) américaine	Avril 2012, encadré 3.1
La restructuration de la dette des ménages en Islande	Avril 2012, encadré 3.2
«Abenomics» : des risques après les premiers succès ?	Octobre 2013, encadré 1.4
Chine : les dépenses évoluent-elles au détriment des produits de base ?	Avril 2014, encadré 1.2
L'investissement public au Japon durant la décennie perdue	Octobre 2014, encadré 3.1

Exportations japonaises : où est le hic ?	Octobre 2015, encadré 3.3
Déflation : l'expérience japonaise	Octobre 2016, encadré 3.2
Une perte d'emplois permanente ? Taux d'activité dans l'ensemble des États-Unis et dans les zones métropolitaines	Avril 2018, encadré 2.2
Immigration et salaires en Allemagne	Avril 2020, encadré 4.2
L'impact des migrations en provenance du Venezuela sur l'Amérique latine et les Caraïbes	Avril 2020, encadré 4.3

XII. Études sur les changements climatiques

Les effets des chocs météorologiques sur l'activité économique : quelles stratégies pour les pays à faible revenu ?	Octobre 2017, chapitre 3
L'impact des cyclones tropicaux sur la croissance	Octobre 2017, encadré 3.1
Le rôle des politiques publiques face aux chocs météorologiques : analyse par modèle	Octobre 2017, encadré 3.2
Stratégies face aux chocs météorologiques et au changement climatique : sélection d'études de cas	Octobre 2017, encadré 3.3
Affronter les chocs météorologiques : le rôle des marchés financiers	Octobre 2017, encadré 3.4
Climat historique, développement économique et répartition mondiale des revenus	Octobre 2017, encadré 3.5
Atténuation du changement climatique	Octobre 2017, encadré 3.6
Le prix de la fabrication bas carbone	Avril 2019, encadré 3.1
Que se passe-t-il avec les émissions mondiales de carbone ?	Octobre 2019, encadré 1.DS.1
Atténuation des changements climatiques : stratégies favorables à la croissance et à la distribution	Octobre 2020, chapitre 3
Lexique	Octobre 2020, encadré 3.1
Zoom sur le secteur de l'électricité : la première étape vers la décarbonation	Octobre 2020, encadré 3.2
Qui subit le plus les effets des changements climatiques ? Exemple des catastrophes naturelles	Avril 2021, encadré 1.2

XIII. Études spéciales

Progresser avec un peu d'aide d'une hausse des cours : les recettes exceptionnelles tirées des produits de base accélèrent-elles le développement humain ?	Octobre 2015, encadré 2.3
Sortir de l'impasse : détermination des éléments d'économie politique propices à une réforme structurelle	Avril 2016, encadré 3.1
Des vagues de réforme peuvent-elles inverser le courant ? Études de cas faisant appel à la méthode des contrôles synthétiques	Avril 2016, encadré 3.4
La ruée mondiale vers les terres	Octobre 2016, encadré 1.DS.1
Conflit, croissance et migration	Avril 2017, encadré 1.1
Le casse-tête de la mesure de l'activité économique irlandaise	Avril 2017, encadré 1.2
Évolution du revenu par habitant à l'intérieur des pays : cas du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud	Avril 2017, encadré 2.1
Progrès technologique et parts du travail : un aperçu historique	Avril 2017, encadré 3.1
L'élasticité de substitution entre capital et travail : concept et estimation	Avril 2017, encadré 3.2
Tâches routinières, automatisation et bouleversements économiques à travers le monde	Avril 2017, encadré 3.3
Corrections de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, encadré 3.4
Téléphones intelligents et commerce mondial	Avril 2018, encadré 1.1
Les erreurs de mesure de l'économie numérique faussent-elles les statistiques de productivité ?	Avril 2018, encadré 1.4
Évolution de la composante services de la production manufacturière	Avril 2018, encadré 3.1
Données des brevets et concepts	Avril 2018, encadré 4.1
Acquisition internationale de technologie et transferts de connaissances	Avril 2018, encadré 4.2
Relation entre concurrence, concentration et innovation	Avril 2018, encadré 4.4
Une puissance commerciale grandissante	Octobre 2018, encadré 1.1
PIB en forte baisse : faits stylisés	Octobre 2018, encadré 1.5
Prévoir les récessions et ralentissements : un défi de taille	Octobre 2018, encadré 1.6

La montée de la puissance de marché des entreprises : implications macroéconomiques	Avril 2019, chapitre 2
Covariation entre concentration sectorielle et épargne des entreprises	Avril 2019, encadré 2.1
Effets des fusions–acquisitions sur la puissance de marché	Avril 2019, encadré 2.2
L'industrie automobile mondiale : évolution récente et conséquences pour les perspectives mondiales	Octobre 2019, encadré 1.1
Mesurer l'activité économique et la qualité de vie dans les régions infranationales	Octobre 2019, encadré 2.1
Les effets persistants des chocs locaux : le cas des fermetures d'usines automobiles	Octobre 2019, encadré 2.3
Réformes structurelles : effets politiques	Octobre 2019, encadré 3.1
L'impact des crises sur les réformes structurelles	Octobre 2019, encadré 3.2
Persistance et facteurs de la composante commune des différentiels taux d'intérêt–croissance dans les pays avancés	Avril 2020, encadré 2.2
Troubles sociaux pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.4
Le rôle de l'informatisation durant la pandémie de COVID-19 : données recueillies aux États-Unis	Octobre 2020, encadré 2.2
Pertes d'apprentissage durant la pandémie et rôle des infrastructures	Avril 2021, encadré 2.2
L'insécurité alimentaire et le cycle conjoncturel	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial, annexe 1.1, disponible en ligne et en anglais uniquement

EXAMEN DES PERSPECTIVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FMI, AVRIL 2021

Observations du président à l'issue de la séance consacrée à l'examen par le conseil d'administration du Moniteur des finances publiques, du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et des Perspectives de l'économie mondiale, le 25 mars 2021.

Dans l'ensemble, les administrateurs souscrivent à l'évaluation des perspectives de l'économie mondiale, des risques et des priorités d'action. Ils saluent les résultats meilleurs que prévu au deuxième semestre 2020, qui ont contribué à atténuer le net ralentissement de la croissance mondiale. Les administrateurs reconnaissent que le soutien synchronisé extraordinaire que les pouvoirs publics ont déployé dans tous les pays a largement contribué à atténuer la crise et à mettre en place les conditions d'une reprise. Cependant, ils conviennent que le choc pourrait avoir des effets persistants. Les pertes de production à moyen terme dans les pays émergents et les pays en développement en général seront probablement plus élevées que dans les pays avancés par rapport aux projections pré-pandémiques, même si les pays émergents continuent d'enregistrer dans l'ensemble une croissance plus rapide que les pays avancés. Les administrateurs remarquent que la crise a vraisemblablement aggravé les inégalités au sein des pays, touchant plus durement les jeunes, les femmes et les personnes moins instruites.

Les administrateurs notent que les incertitudes qui entourent les projections de référence demeurent considérables. La reprise économique dépend dans une large mesure de la trajectoire de la crise sanitaire, y compris du déploiement des vaccins et des traitements, ainsi que de l'évolution du virus. Parmi les autres facteurs figurent l'efficacité des mesures que les pouvoirs publics prennent pour éviter des séquelles économiques, l'évolution des conditions financières et des cours des produits de base, ainsi que la capacité des économies à s'ajuster au choc. Les effets de mesures supplémentaires de soutien budgétaire et la possibilité que l'épargne accumulée pendant la pandémie se traduise par une forte hausse de la demande pourraient en revanche entraîner une révision à la hausse des perspectives.

Les administrateurs soulignent que la priorité absolue reste d'accélérer les campagnes de vaccination

et de distribuer des vaccins à un prix abordable dans tous les pays. La riposte macroéconomique devra être adaptée selon le pays, en fonction de l'évolution locale de l'épidémie, de la vigueur de la reprise, de la marge de manœuvre disponible et des caractéristiques structurelles. Tandis que la pandémie se poursuit, il reste essentiel de donner la priorité aux dépenses de santé, de fournir un soutien budgétaire bien ciblé et de maintenir une politique monétaire accommodante, au besoin, tout en surveillant les risques pesant sur la stabilité financière. À mesure que la reprise progresse, les dirigeants devront mettre l'accent sur des mesures qui limitent les séquelles de la crise, réduisent les inégalités et accroissent les capacités de production (par exemple investissements publics). Il faudra gérer avec soin le retrait des mesures de soutien afin d'éviter des effets de falaise soudains qui pourraient faire dérailler la reprise. Il sera important d'accorder une attention particulière à la réaffectation de la main-d'œuvre sur les marchés du travail. Les conseils ciblés du FMI seront cruciaux à cet égard.

Les administrateurs soulignent que, jusqu'à ce que la pandémie soit maîtrisée à l'échelle mondiale, la politique budgétaire doit rester flexible et soutenir le système de santé, les ménages les plus touchés et les entreprises viables, ainsi que la reprise économique. La nécessité et l'ampleur de ce soutien budgétaire varient selon les pays, en fonction des effets de la pandémie et de leur capacité à accéder à des emprunts à faible coût. Il convient de renforcer le ciblage des mesures et de l'adapter aux capacités administratives des pays, ainsi que d'améliorer les pratiques de transparence et de gouvernance dans le domaine des finances publiques.

Les administrateurs soulignent qu'il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre, d'une part, les risques liés à un endettement élevé et croissant des secteurs publics et privés et, d'autre part, les risques liés à un retrait prématuré des mesures de soutien budgétaire, qui pourrait ralentir la reprise. La mise en place de cadres budgétaires crédibles à moyen terme peut aider les pays à reconstituer

une marge de manœuvre budgétaire à un rythme qui dépend de la vigueur de la reprise. Il sera important aussi de renforcer la transparence et la gestion de la dette, et certains pays auront peut-être besoin d'un allègement de leur dette ou d'un autre traitement de cette dernière. Les administrateurs conviennent que les politiques budgétaires doivent permettre de procéder à une transformation verte, numérique et inclusive de l'économie, tandis qu'il convient de s'attaquer aux faiblesses existant de longue date dans les finances publiques lorsque la reprise sera bien en place. Il convient de réduire les écarts dans l'accès à des services publics de qualité, tels que la protection sociale, les soins de santé et l'éducation. Un renforcement de la capacité fiscale, un élargissement progressif de la base des impôts sur les bénéfices des sociétés et les revenus des particuliers et la mise en place d'un système fiscal plus progressif, ainsi qu'une amélioration de l'efficacité des dépenses, peuvent contribuer à mobiliser des ressources supplémentaires pour les services de base et les objectifs de développement durable.

Les administrateurs conviennent que l'action décisive des pouvoirs publics a permis de desserrer les conditions financières et de contenir les risques pesant sur la stabilité financière. Ils notent cependant que les mesures de soutien pourraient avoir des conséquences inattendues. Une longue période de conditions financières extrêmement souples pourrait conduire à des évaluations tendues qui pourraient accentuer la vulnérabilité financière et compromettre la croissance. Une reprise à plusieurs vitesses dans les pays avancés et les pays émergents risque de provoquer un durcissement marqué des conditions financières dans les pays émergents et les pays en développement, surtout si les pays avancés normalisent leur politique et que les taux augmentent rapidement. Dans ce contexte, il sera important que les banques centrales des pays avancés présentent des orientations claires et que les pays émergents mènent des politiques saines afin d'éviter des perturbations financières dans ces pays. Quelques administrateurs notent aussi que les pays

émergents pourraient devoir recourir à des instruments qui sont envisagés dans le cadre de politique intégré. Les administrateurs notent que, dans bon nombre de pays, le secteur des entreprises est surendetté et affaibli, en particulier les entreprises de plus petite taille.

Les administrateurs conviennent qu'il reste nécessaire de maintenir des mesures de soutien pour assurer la reprise. La plupart des administrateurs notent qu'il est essentiel d'éviter que les facteurs de vulnérabilité financière ne deviennent des problèmes permanents ; à cet effet, il convient de durcir certains outils macroprudentiels pour remédier à des points précis de vulnérabilité élevée tout en évitant un resserrement général des conditions financières. Quelques administrateurs soulignent également la nécessité de développer davantage les outils portant sur les établissements financiers non bancaires.

Les administrateurs soulignent que les pays émergents et les pays en développement ayant accès aux marchés devraient profiter des conditions financières favorables aussi longtemps qu'ils le peuvent. Ils conviennent qu'il est prioritaire d'assainir les bilans des entreprises et notent l'analyse des services du FMI selon laquelle les entreprises qui font face à des risques de liquidité temporaires pourraient avoir besoin d'un soutien des pouvoirs publics tandis que les entreprises non viables devraient faire l'objet d'une résolution. Les administrateurs notent que la capacité des banques à prêter sera cruciale pour le succès de la reprise.

Les administrateurs soulignent qu'il importe de continuer de coopérer à l'échelle internationale pour surmonter la pandémie et affermir la reprise. En plus d'accroître la production de vaccins et d'assurer l'accès aux vaccins à l'échelle mondiale, il sera important de veiller à ce que les pays ayant des difficultés financières aient un accès adéquat aux liquidités internationales. Il est essentiel aussi de trouver des solutions collectives dans les domaines du changement climatique, de la fiscalité internationale et du commerce international. Le FMI continuera de jouer un rôle crucial.

DANS CE NUMÉRO :

CHAPITRE 1

Perspectives et politiques mondiales

CHAPITRE 2

Séquelles de la pandémie de covid-19 : perspectives de dommages économiques à moyen terme

CHAPITRE 3

Récessions et reprises sur les marchés du travail : tendances, politiques et ripostes au choc de la COVID-19

CHAPITRE 4

Changement de braquet : répercussions des politiques monétaires pendant la reprise post-pandémie



PUBLICATIONS

WORLD ECONOMIC OUTLOOK (FRENCH)

APRIL 2021

